Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales
Centre d'Etude des Mouvements Sociaux

Journées d'études

Injonctions d'individuation et supports sociaux des individus

28 et 29 avril 2004
54, Bd Raspail – 75006 Paris

Comité scientifique :

Isabelle Astier, Marc Bessin, Robert Castel, Sabine Chalvon-Demersay

Organisation :

Norbert Amsellem, Valérie Cohen, Jean-Michel Durgueil, Frédérique Le Goff,
Mariana Luzzi, Denis Merklen, Lorena Poblete

Remerciements

Ces journées d'études, et leur matérialisation à travers ces actes, doivent énormément à l'appui du Centre d'Études des Mouvements Sociaux de l'EHESS. Les constants encouragements reçus depuis trois ans de la part d'Alain Cottureau, directeur du laboratoire, de Sabine Chalvon-Demersay, directrice adjointe et de Monique de Saint Martin, ont été essentiels à la concrétisation de cette rencontre. Nous leur sommes reconnaissants d'avoir créé les conditions pour qu'un tel travail soit possible.

En particulier, nous tenons à remercier chaleureusement Robert Castel pour son soutien indéfectible à l'égard de notre atelier. Par sa présence sans faille aux réunions mensuelles qui ont ponctué ces trois dernières années, à travers son écoute et ses propositions, il a su nourrir une réflexion commune dont les progressives sédimentations trouvent ici un aboutissement, dans notre dialogue élargi autour de cet individu.

Dans les passagers au long cours, remercions également Isabelle Astier, partageuse de son inspiration et en laquelle nous avons trouvé une régulière et dynamique tête de fratrie lors des rencontres de l'atelier. Sa disponibilité et son regard critique à l'égard de nos productions ne cessent d'affûter cette problématique qui nous est collectivement chère.

C'est un fidèle allié que nous avons trouvé en la personne de Marc Bessin. Nous ne saurions comment le remercier de nous avoir permis régulièrement de le harceler (invasion de bureau inclus) tout au long des étapes animées de ce projet.

Un grand merci à Josiane Leconte, à Christine Colpin et à Guillaume Braunstein, toujours là pour nous prêter secours. Nous devons beaucoup à leurs compétences en matière d'organisation.

Finalement, toute notre reconnaissance va aux discutants des six tables rondes, qui ont généreusement accepté d'animer ces débats, et à l'ensemble des communicants, dont les productions sont la raison d'être de ces journées.

Table de Matières

Programme	4
Injonctions d'individuation et supports sociaux des individus	6
1. Injonctions d'individuation : le symbolique à l'œuvre	9
<i>Norbert Amsellem</i>	9
<i>Pierre-Yves Baudot</i>	19
<i>Laetitia Drean</i>	31
<i>Philippe Gestin</i>	42
2. Le travail incertain I : les indépendants, les enseignants et les précaires	53
<i>Morgan Jouvenet</i>	53
<i>Marie-Christine Le Floch</i>	62
<i>Henrique Caetano Nardi</i>	71
<i>Lorena Poblete</i>	86
3. Le travail incertain II : les jeunes, les ouvriers et les chômeurs	94
<i>Stefano Bory</i>	94
<i>Valérie Cohen</i>	103
<i>Jean-Michel Durgueil</i>	109
<i>Jean-Robin Merlin</i>	122
4. Des institutions individualisantes I : l'entreprise, l'école et les politiques sociales	134
<i>Cédric Frétygné</i>	134
<i>Frédérique Le Goff</i>	143
<i>Christine Plasse-Bouteyre</i>	152
5. Des institutions individualisantes II : l'armée et la justice	160
<i>Marie-Sophie Devresse</i>	160
<i>Sébastien Jakubowski</i>	169
6. Les individus des classes populaires : la culture, l'économie et le quartier	179
<i>Mariana Luzzi</i>	179
<i>Denis Merklen</i>	188
<i>Stéphanie Pryen</i>	197

Programme

Mercredi 28 avril : salle 15 au sous-sol - *Accueil 9h*

Introduction aux journées : **Alain Cottereau**, directeur du CEMS

Allocution d'ouverture : **Robert Castel**, directeur d'études à l'EHESS

1. Injonctions d'individuation : le symbolique à l'œuvre *10h – 12h30*

Rapporteurs : **Valérie Cohen** et **Denis Merklen** (CEMS/EHESS – Université Lille 3)

Discutante : **Sabine Chalvon-Demersay** (CEMS/CNRS)

Norbert Amsellem. Individualité, pluralité et altérité : la figure de l'usager dans le travail de services. Le cas des soins de santé (CEMS/EHESS)

Pierre-Yves Baudot. La mort comme heure de vérité de l'individu. *Genèse et enjeux d'une représentation*. (Université Paris I)

Laetitia Drean. Interruption volontaire de grossesse et propriété de soi : une tension morale de l'individuation (Université Paris I)

Philippe Gestin. La modernité religieuse : un support de sortie de la toxicomanie. (CEMS/EHESS)

Pause déjeuner

2. Le travail incertain I : les indépendants, les enseignants et les précaires

13h30 – 15h

Rapporteur : **Mariana Luzzi** (CEMS/EHESS)

Discutant : **Robert Castel** (CEMS/EHESS)

Morgan Jouvenet. Sens de l'individuation, professionnalisme et culture du collectif dans le monde des nouvelles musiques populaires

Marie-Christine Le Floch. Supports statutaires et ressources personnelles des enseignants remplaçants. (Université Lille 3/GRACC)

Henrique Caetano Nardi. Supports sociaux et formes d'insertion professionnelle : récits de vie et de travail au Sud du Brésil (Université Fédérale de Rio Grande do Sul)

Lorena Poblete. Les faux salariés. *Les travailleurs indépendants dans la fonction publique en Argentine*. (CEMS/EHESS)

Pause

3. Le travail incertain II : les jeunes, les ouvriers et les chômeurs *15h30 – 17h*

Rapporteur : **Norbert Amsellem** (CEMS/EHESS)

Discutant : **Jean Lojkine** (CEMS/CNRS)

Stefano Bory. Le noyau flou. Jeunes et identité dans la société flexible. (Université Federico II de Naples)

Valérie Cohen. Fragilisation des protections salariales et recomposition des « supports sociaux » : le cas des collectifs de chômeurs.

Jean-Michel Durgueil. L'individu, première personne du pluriel. (CEMS)

Jean-Robin Merlin. Le mouvement syndical à l'épreuve des injonctions d'individuation dans le travail. (CEMS/EHESS)

Jeudi 29 avril : salle 524

4. Des institutions individualisantes I : l'entreprise, l'école et les politiques sociales 9h – 10h30

Rapporteur : **Lorena Poblete** (CEMS/EHESS)

Discutante : **Isabelle Astier** (Université Paris XII-Créteil)

Cédric Frégné. Le travail des psychologues d'orientation en entreprise d'entraînement : une injonction d'individuation en actes. (Université Paris XII - Université Paris X /Laboratoire Travail et Mobilités)

Frédérique Le Goff. Quelle approche des supports adopter sur fond de décollectivisation ? Biographies de jeunes adultes pauvres en France et au Québec. (CEMS/EHESS - Université Paris XIII)

Christine Plasse-Bouteyre. L'enfant dans la société d'aujourd'hui : « le métier d'élève ».

Pause

5. Des institutions individualisantes II : l'armée et la justice 11h – 12h30

Rapporteur : **Jean-Michel Durgueil** (CEMS)

Discutant : **Marc Bessin** (CEMS/CNRS)

Marie-Sophie Devresse. Usagers de drogues et justice pénale. *Contrôles négociés et nouvelles formes de responsabilité.* (Université de Lille 1/CLERSE, Ifrésii)

Sébastien Jakubowski. Le soldat dans les armées françaises : un commandement par l'individu. (Université de Lille 1/CLERSE, Ifrésii)

Pause déjeuner

6. Les individus des classes populaires : la culture, l'économie et le quartier 14h–16h

Rapporteur : **Frédérique Le Goff** (CEMS/EHESS - Université Paris XIII)

Discutant : **Numa Murard** (Université Paris VII)

Mariana Luzzi. L'expérience des *clubs de troc* argentins comme expression de la responsabilisation individuelle face aux problèmes sociaux (CEMS/EHESS)

Denis Merklen. L'individu des classes populaires. Quelques notes méthodologiques. (CEMS/EHESS – Université Lille 3)

Stéphanie Pryen. Individuation et violences symboliques. *Quand les politiques sociales empruntent à la culture.* (Université Lille III/CLERSE-Ifrésii)

16h30 Clôture - 17h Pot au rez-de-chaussée de l'EHESS

Injonctions d'individuation et supports sociaux des individus

Nombreux sont les auteurs qui mettent en relief les "injonctions" contemporaines à l'individuation. Loin d'atténuer la prégnance des contraintes sociales et d'ouvrir ainsi de nouveaux horizons à la liberté individuelle, certains des mécanismes actuels d'individuation provoquent de nouvelles formes d'assujettissement. L'exigence socialement imposée de se comporter comme un individu peut devenir une lourde charge lorsque les individus ne possèdent pas les conditions pour agir ainsi et lorsque cette norme n'est pas voulue par eux, mais leur est imposée de l'extérieur. La « responsabilisation » des citoyens et la « flexibilité » du travail et des travailleurs traduisent dans le langage pratique une « mise en mobilité » des individus, qui nécessite d'être éclairée et questionnée.

Ces prescriptions à devenir « individu » et à se comporter en tant que tel sont particulièrement visibles dans le monde du travail et les institutions publiques. Ces deux domaines révèlent en effet avec une certaine acuité les modalités du processus d'individualisation.

Dans le champ du travail, les recherches soulignent à quel point les nouvelles formes d'organisation du travail et de management déstabilisent les biographies individuelles, en même temps qu'elles donnent lieu à des demandes de reconnaissance personnalisée de la part des travailleurs et des usagers. Le mouvement s'opère à travers une décollectivisation des relations de travail, susceptible d'engendrer de nouvelles formes de socialisation dont nous ne connaissons pas encore la teneur exacte et les conséquences probables.

Sur le plan des institutions et des politiques publiques, que ce soit sur le terrain de l'école, de la justice, de la santé, de la protection sociale ou d'autres services publics, le problème apparaît sous la forme d'un double constat. On observe, d'une part, une demande généralisée des individus à être pris en charge de manière personnalisée par les institutions publiques. D'autre part, les institutions tendent à renvoyer les individus à leur propre prise en charge, à leur « responsabilité » et à l'obligation de s'adapter à des impératifs qui peuvent s'avérer extrêmement rigides. Sur ce plan, les nouvelles politiques d'intervention sur le social redoublent souvent le caractère paradoxal des injonctions d'individuation. Elles le font par les exigences de « responsabilisation » faites à ceux que les dynamiques de transformation excluent du progrès.

Comme l'a montré Robert Castel, exister positivement comme individu implique de s'appuyer sur des « supports » sociaux. Selon cet auteur, l'apparition de l'individu moderne résulte de l'institution de supports par lesquels l'individu s'affranchit de la domination des tutelles les plus directes et d'acquiert un certain degré d'autonomie. Les protections sociales et le développement de formes de « propriété sociale » notamment au vingtième siècle ont ainsi autorisé le dépassement de l'« individualisme bourgeois » caractéristique des deux siècles précédents. La notion de « support » permet de saisir ce socle sur lequel l'individu assoit un minimum d'autonomie, ce qui lui permet de devenir « propriétaire de sa personne ». Mais le propre de la question sociale contemporaine est d'avoir érodé les bases de ces protections. Un nombre important d'individus se trouve ainsi privé des fondements leur permettant de « se tenir » en tant que tels à proprement parler, comme des individus « autonomes ».

La prise en compte de ces deux ordres de considérations doit alors nous permettre de décliner les termes du débat dans lesquels encadrer la discussion : *quels supports face à quelles injonctions ?*

Les contributions des différents auteurs réunies dans ces actes, en s'appuyant sur des enquêtes de terrain, ont visé à questionner deux ordres de problèmes :

Il s'agit d'explorer, en premier lieu, la nature et le contenu des injonctions (contraintes, interpellations, intimations, etc....) auxquelles sont exposés les individus dans les différents domaines de leur expérience. Quelles injonctions d'individuation affrontent les personnes au travail ? Lesquelles lorsqu'elles sont à l'école, à l'hôpital, confrontés à la justice ou face aux services municipaux ? Dans le même ordre d'idées, il s'agit d'observer comment opèrent ces injonctions : avec quels effets ? À quel niveau se manifestent ces derniers : au niveau du « caractère », de la vie relationnelle, de la famille, de la biographie, des engagements collectifs des individus, de leur rapport au politique...? Quels sont les conséquences provoquées par les exigences de « responsabilisation » sur des individus souvent démunis des supports sociaux les plus élémentaires? On s'intéresse aussi au vécu individuel de ces contraintes : de quelle façon les uns et les autres réagissent-ils à l'exposition à ces impératifs? Au-delà de l'identification de telles injonctions, il serait intéressant de savoir dans quelle mesure nous ne sommes pas aussi en présence de formes renouvelées d'encadrement et de domination : qu'est-ce que "faire face" aux injonctions en question ? Reconvertir sa carrière professionnelle, se rendre flexible ou mobile afin d'affronter les aléas du marché du travail, être capable de s'insérer dans des différents réseaux suivant les fluctuations et les rendements des investissements personnels, pouvoir se former tout au long de sa vie, multiplier et réinventer ses compétences : autant de situations potentiellement individualisantes qu'il s'agit de questionner dans leurs conditions et leurs effets.

En second lieu, les contributions analysent sur quelles sphères d'existence sociale, sur quelles pratiques, sur quelles normes les individus peuvent-ils prendre appui pour faire face à de telles injonctions : comment se rendre mobile lorsqu'on est au contraire fixé par le manque de moyens ? De quels supports bénéficient - ou manquent - les individus que nous voyons tenter de faire face, dans des situations concrètes, aux impératifs de se comporter en tant qu'individus ? Comment les supports fonctionnent-ils comme tels, dans quelle mesure sont-ils « construits » par les individus ? Sont-ils inscrits dans des collectifs ? Lesquels ? Dans quelle mesure ces collectifs constituent-ils des supports plus ou moins effectifs ? Il s'agit ici de problématiser la notion de support opérée dans d'autres cadres théoriques, en termes de capitaux, de ressources, de supports d'ordre matériel ou symbolique.

Ces pistes de réflexion soulignent que les notions d'« injonction » et de « support », au-delà de leur fonction de mise en ordre des constats d'individualisation, méritent par ailleurs d'être interrogées en elles-mêmes, dans leur pertinence analytique, leurs présupposés et implications. Dans le même sens, il importe de questionner l'exigence d'être, de devenir un « individu » ou de se comporter comme tel – non pas seulement en tant qu'injonction uniforme et dont les moyens seraient inégalement répartis dans l'espace social, mais dans le type d'existence, de mode de vie ou de représentation et/ou d'évaluation de la vie humaine que visent ces injonctions et aspirations. Ce type de critique impose alors d'exhiber ses critères ou ses fondements normatifs. À cet égard, les contributions permettent d'explorer les formes existantes ou possibles de critique sociale des normes d'individuation. De ce point de vue, ces journées d'études n'entendent pas seulement répondre à la question du « comment » (c'est-à-dire des supports pour « faire face ») mais aussi procéder à l'examen des contradictions dont ces injonctions seraient porteuses ou auxquelles elles devraient s'affronter (contradictions internes, mais aussi résistance ou critique sociales).

Par le développement de cette problématique, nous pensons pouvoir apporter un éclairage au débat actuel sur « l'individu ». En effet, un nombre important de travaux récents, en langue française ou étrangère, fait état de l'essor actuel d'un « nouvel individualisme » ou de l'entrée du processus d'individualisation dans une phase inédite. La tendance est d'une extension telle qu'elle concerne pratiquement l'ensemble des sciences sociales et la quasi-totalité des domaines de recherche. Sur le plan sociologique en particulier, le processus d'individualisation pose des questions concernant l'édifice

théorique entier de la discipline. Des concepts tels que ceux de socialisation, d'institution, d'individu ou de lien social sont remis en question. L'étendue du problème et l'impact de sa prise de conscience au sein des sciences sociales sont tels qu'il est souvent difficile de s'accorder sur le sens même des termes du débat : s'agit-il d'un processus d'individuation ou d'individualisation ? Est-il question d'individu ou d'individus ? Par ailleurs, face à l'ampleur de cette évolution et malgré le nombre de publications concernées, nous ne possédons actuellement que les premiers linéaments d'un travail collectif encore en chantier. C'est ce qui nous a motivé à organiser ces journées d'études, en nous proposant d'explorer un aspect de ce phénomène. L'interrogation que nous privilégions, dans le sillage des travaux de Robert Castel, est restreinte et notre perspective nécessairement partielle, mais le point de vue adopté devrait nous permettre de tracer assez nettement les contours d'une problématique, à partir des éclairages apportés notamment par les épreuves de terrains les plus diverses, en France ou à l'étranger.

1. Injonctions d'individuation : le symbolique à l'œuvre

Norbert Amsellem

Individualisation sociale et transformations du travail : pluralité, altérité et tertiarisation

Une remarque générale en introduction à ce propos, sur le rapport entre travail et processus social d'individualisation : le travail ne me semble pas devoir être conçu seulement comme un "secteur" de manifestation, au même titre que d'autres, du processus d'individualisation compris comme une tendance générale, déjà constituée à l'échelle "sociétale", mais aussi comme un facteur ou activité "constitutifs" de manière privilégiée, quoique non exclusive, de ce processus social. Facteur non exclusif, car d'autres éléments de la vie sociale, plus ou moins étroitement articulés au travail, contribuent à la production d'un tel processus (tels l'éducation et la formation, les politiques sociales, les relations familiales, les temps sociaux dans leur pluralité et leur hétérogénéité croissante...), qui constituent autant d'angles d'approche du phénomène d'individualisation, dans lequel se signale du même coup l'importance des institutions. Mais quelque chose d'essentiel à ce processus paraît (continuer de) se nouer et se jouer dans les rapports sociaux de production et de travail - même si ces derniers ne sont pas épargnés par des évolutions issues en même temps d'autres pratiques et mondes sociaux ou opérant à d'autres niveaux de la réalité sociale (représentations, valeurs, modes de vie, etc.¹). Et même si les institutions de l'Etat-Providence, en particulier les politiques sociales, médiatisent ces rapports tout en étant aussi largement affectées par eux. Je reste profondément convaincu que les hommes se transforment eux-mêmes et transforment leurs rapports à travers l'activité par laquelle ils transforment la nature (comprise comme nature "extérieure" à l'humanité). *A fortiori* lorsque la "transformation de la nature" est une périphrase de plus en plus inadéquate pour désigner le procès de travail, *i.e.* à l'heure où celui-ci se tertiarise dans sa majeure partie et devient directement du travail "sur" - ou avec - "autrui"², production de l'homme par l'homme, illustrant même pour certains une "révolution anthroponomique"³ ou encore l'émergence d'un modèle productif "anthropogénétique"⁴.

L'objet de cette contribution est précisément d'explorer les modalités et les effets sociaux du développement du travail de service, dans leur rapport au processus d'individualisation sociale, à partir de l'exemple des soins de santé⁵ et en faisant en particulier porter l'éclairage sur la figure de l'utilisateur (donc ici le patient) et le statut de l'altérité dans cette relation de service (3). Dans ce dessein, on procédera d'abord à un examen de l'usage du concept de pluralité sociale dans certaines analyses contemporaines de l'individu et de l'individualisation (1). On exposera ensuite, sur la base du matériel empirique recueilli lors d'une enquête antérieure, une hypothèse articulant à l'individualisation des rapports de travail les tendances qui témoigneraient de sa relativisation, visant ainsi à en préciser le sens (2).

* CEMS/EHESS, norbert.amsellem@noos.fr

1 Cf. Par exemple, pour les liens décelables entre l'adaptation des modes de management emblématiques du nouvel "esprit du capitalisme" et les ressorts culturels d'une certaine veine ("artiste") de la critique du capitalisme, L. Boltanski, E. Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

2 Cf. F. Dubet, *Le déclin de l'institution*, Paris, éd. du Seuil, 2002 et la discussion du "avec" autrui par I. Astier, aux IXèmes Journées de Sociologie du Travail, 27-28 novembre 2003, Paris (Actes à paraître).

3 D. Bertaux, "Le contrôle de la production anthroponomique comme enjeu de la modernité", in *Revue Internationale de Sociologie*, 1992/1.

4 R. Boyer, *Croissance, début de siècle. De l'octet au gène*, Paris, Albin Michel, 2002.

5 Etudiés dans le cadre d'une enquête actuellement en cours.

1. Individualisation et différenciation sociales

(la pluralité et l'hétérogénéité croissantes des mondes sociaux)

Certains observateurs aujourd'hui, visant à rendre compte des traits caractéristiques d'un individualisme spécifiquement contemporain, se réfèrent notamment à la poursuite (ou à l'accentuation) d'un processus coextensif à la modernité occidentale, selon une inspiration ouvertement classique (durkheimienne autant que wébérienne) : il s'agit de la différenciation fonctionnelle des sous-systèmes sociaux ou, dans un langage moins marqué par le fonctionnalisme, des "mondes sociaux" – dont l'intégration serait actuellement de moins en moins assurée⁶. Autrement dit, la cohérence interne, mutuelle, entre ces registres ou sphères de socialisation différenciés, qui a pu se déployer pendant une période antérieure de la modernité, serait de moins en moins garantie aujourd'hui. Ce processus de différenciation sociale envelopperait une autonomisation relative, mais croissante, des mondes sociaux. Il convient de préciser au passage que le phénomène ainsi pointé à l'origine de l'individualisme contemporain n'est pas l'objet principal de ces analyses : les ouvrages en question se consacrent plutôt à décrire les modalités du fonctionnement actuel de l'individualisation des pratiques et des conduites sociales, c'est-à-dire au fond examinent davantage les conséquences ou les effets de ce processus général sur les modes de vie des individus.

L'argument central du raisonnement mis en œuvre consiste alors à faire valoir que la diversité des univers normatifs, des registres de socialisation ou encore (selon les variantes déclinées par chacun de ces auteurs) d'activation des compétences et dispositions auxquels sont exposés les individus aujourd'hui, laisse ces derniers seuls avec eux-même face aux exigences de choix et de justification des conduites, aux divers arbitrages qui ne seraient plus de simples impératifs d'adaptation, mais des exigences de construction individuelle autonome (même si dialogique et "communicationnelle"), réflexive, des actions, des engagements et de leur signification, des parcours de vie et même, avancent certains, des identités. Sans que pour autant, bien sûr, un tel "travail" s'accomplisse dans ce que l'on pourrait nommer "le for intérieur d'un vide social", puisque les logiques d'action hétérogènes qu'il incombe en effet alors à l'individu seul d'articuler, de "combiner"⁷, sont bien (encore) des logiques sociales, telles par exemple les normes et les stratégies attachées à des univers sociaux ou institutionnels spécifiques, que les individus vivent, au moins en partie, comme "données" ou s'imposant à eux. Nous sommes là, d'en doutons pas, en présence d'une analyse convaincante de certains des mécanismes sociaux et des contraintes qui pèsent sur les épaules de la majorité des individus aujourd'hui, visant à faire d'eux précisément des individus accomplis et autonomes et à leur procurer une représentation ou un récit d'eux-mêmes à l'avenant⁸. Il y a même encore beaucoup à dire, et à observer, concernant en particulier le versant subjectif de cette pluralisation des structures de socialisation, les modes de subjectivation correspondant aux diverses figures et facettes de "l'homme pluriel" (Lahire, 1998)⁹. Ce dernier modèle d'interprétation des transformations sociales contemporaines

6 Chacun à sa manière, selon son dessein et les besoins propres à sa démonstration, trois sociologues français, entre autres, illustrent clairement une telle démarche et mobilisent dans leurs récents ouvrages le même argument sociologique "classique" : F. Dubet, op. cit.; B. Lahire, *Portraits sociologiques. Dispositions et variables individuelles*, Paris, Nathan, 2002; idem, *L'homme pluriel*, Paris, Nathan, 1998; J.-C. Kaufmann, *Ego. Pour une sociologie de l'individu*, Paris, Nathan, 2001; idem, *L'invention de soi. Une théorie de l'identité*, Paris, Armand Colin, 2004.

7 Selon une expression chère à A. Touraine, reprise par F. Dubet à travers un concept intéressant et fécond, "l'expérience sociale".

8 Au même titre que l'appropriation sociale, éthico-religieuse, de la dogmatique calviniste de la prédestination induisait un degré inédit d'individualisme dans le rapport à soi, aux autres et au monde des fidèles protestants au XVI^{ème} siècle, comme l'a montré Max Weber. En ce sens, nous restons probablement aujourd'hui encore dans le cadre d'une doctrine du salut (personnel), de type intramondain – on sera plus réservé sur l'actualité de la dimension de "refus du monde", que comportait l'ascèse religieuse puritaine selon la typologie wébérienne des "voies du salut-délivrance" : les formes de "salut" recherchées aujourd'hui (d'ordre professionnel ou autre) paraissent davantage envelopper une acceptation préjudicielle, plus ou moins "affirmative" sans doute, du "monde".

9 C'est ce que B. Lahire a récemment entrepris dans l'ordre des pratiques culturelles, cf. *La culture des individus*, Paris, La Découverte, 2004.

nous semble en effet comporter de précieuses vertus heuristiques et appeler encore à son propos même la poursuite d'un travail d'élucidation de sa portée et de ses significations. (cf. M. Gauchet, 1998)

On se contentera toutefois ici, dans une démarche sans doute trop générale et abstraite, de pointer une difficulté dans l'argumentation mobilisée par ce type d'analyses. Que faire en effet des tendances, pourtant manifestes par ailleurs, à la dé-différenciation sociale, qui s'attestent en particulier entre les sphères du travail et de la vie hors-travail (plus précisément, du temps non contraint), corrélées aux traits structurels du néo-capitalisme (mondialisé, financiarisé et si "flexible" – cf. Boltanski, Chiapello, *op. cit.*) ? Sont visés sous cette forme de dé-différenciation, des effets de continuité objective observables depuis quelques années entre les dispositifs concrets, les contraintes, les relations, les rationalités et normativités, les temporalités etc. qui sous-tendent chacune des deux sphères dont il est question (il n'en va pas nécessairement de même pour les attitudes, expériences vécues et représentations dont ces éléments sont l'objet chez les individus). Par exemple, les outils issus des technologies de l'information et de la communication (téléphone et ordinateur portables en particulier) ainsi que les usages ou les modes opératoires qu'ils appellent/diffusent.

Certains travaux contemporains sur les rapports entre activités / temps de travail et de temps libre avancent également l'hypothèse d'une tendance actuelle forte à l'autonomisation des logiques respectives de ces deux "sphères". Prolongeant certaines des hypothèses de G. Friedmann¹⁰, ces travaux montrent d'abord que pour les catégories supérieures ou dominantes de la société industrielle, travail et loisir étaient étroitement liés, imbriqués, confondus parfois, illustrant la figure de leur "congruence"; tandis qu'ils étaient plus nettement séparés, jusqu'à constituer "deux mondes" pour les catégories salariées subalternes (figure du "contraste" ou de la compensation). Or la période amorcée avec la fin des 30 glorieuses et l'entrée dans la société post-industrielle marquerait une rupture radicale, quoique progressive, dans ces rapports entre travail et loisir, rupture consistant dans la conquête par le loisir de sa logique propre et dans son autonomisation face au travail. La thèse d'une autonomisation ou d'une dissociation progressive des logiques respectives du travail et du temps libre est également soutenue aujourd'hui par certains sociologues, tels G. Pronovost¹¹, C. Lalive d'Épinay¹², R. Sue¹³... Pourtant, si cette tendance est certainement à l'œuvre dans les transformations actuelles, il est plus douteux qu'elle soit exclusive, unique, voire dominante. Nous pouvons constater en effet que d'autres éléments, issus de configurations antérieures des rapports travail/temps libre, persistent encore aujourd'hui. En outre, cette hypothèse d'une segmentation, d'un rapport de neutralité ou d'indépendance entre les sphères du travail et du temps libre ne paraît guère pouvoir, à elle seule, rendre pleinement compte des transformations en cours, même si elle correspond en partie à l'expérience vécue subjectivement par les individus (ou plutôt, par certains groupes sociaux).

La contribution plus ancienne de H. Wilensky¹⁴ à ce débat permet de relativiser la thèse précédente de l'autonomisation des sphères d'activité. Celui-ci montre d'abord que les hypothèses modernes du *compensatory leisure* et du *spillover leisure* (contraste et congruence entre travail et loisir) peuvent s'inscrire conjointement dans la perspective d'une influence profonde de l'organisation du travail et des attitudes au travail sur l'utilisation des loisirs. Il tient également compte d'une autre perspective générale de recherche qui souligne la séparation, la fragmentation et l'hétérogénéité croissantes des divers secteurs d'activité comme emblématiques des sociétés industrielles. On peut voir là au passage

10 G. Friedmann, *Le travail en miettes. Spécialisation et loisirs*, Paris, Gallimard, 1956; *Où va le travail humain ?*, Paris, Gallimard, 1950.

11 G. Pronovost, *Loisir et société. Traité de sociologie empirique*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1993, 1997

12 C. Lalive d'Épinay, "Loisir : dynamique et différenciation sociales", in *Sociétés*, n° 32, 1992.

13 R. Sue, *Temps et ordre social*, Paris, PUF, 1994; *Renouer le lien social. Liberté, égalité, association*, Paris, éd. Odile Jacob, 2001.

14 H. L. Wilensky, "Travail, carrières et intégration sociale", in *Revue Internationale des Sciences Sociales*, vol. XII, n° 4, 1960, pp. 585-607. G. Friedmann et J. Dumazedier ont contribué, entre autres, au même numéro de cette revue.

une préfiguration claire, dès 1960, des hypothèses spécifiquement contemporaines relatives à l'autonomisation des diverses logiques et sphères d'activité et, du même coup aussi, l'indice de ce que ces tendances n'ont rien d'inédit ou sont loin d'être caractéristiques de la période actuelle, puisqu'elles pouvaient déjà être à l'œuvre plusieurs décennies plus tôt.

Or Wilensky ajoute que certaines recherches mettent précisément en évidence une tendance inverse de la précédente et selon laquelle la modernité avancée tend à rapprocher ou même à mêler le travail et les loisirs (au contraire de l'industrialisation qui les sépare). En fait, les trois perspectives générales dégagées par Wilensky (influence déterminante du travail, séparation croissante travail/loisir, dédifférenciation tendancielle) doivent être maintenues ensemble pour rendre compte de données d'observation empiriques. C'est en étudiant les évolutions tendancielle de la structure et de la stratification sociales des sociétés industrielles avancées (à travers le cas des Etats-Unis), sur la base de variables relatives aux situations et carrières professionnelles et à l'implication dans le travail, que Wilensky essaie d'articuler ces trois perspectives. Ces trois hypothèses générales devaient alors, d'après lui, concerner inégalement les divers groupes sociaux, différenciés d'après leurs positions dans le champ du travail. Le travail et les loisirs devraient ainsi tendre à se mélanger et les rôles sociaux correspondants être fortement intégrés (hypothèse de la dédifférenciation) dans le mode de vie des "élites", des groupes dirigeants, simultanément très engagés sur le plan professionnel, dans un travail "acharné". A l'opposé, la "masse non mobile" ou les individus mobiles et ambitieux mais bloqués tendront à se désintéresser de leur travail pour se replier sur leur vie privée, familiale, amicale, vicinale ou à chercher dans leurs loisirs des "compensations" pour améliorer leur condition sociale.

Les tendances actuelles à la dédifférenciation sociale ne sont sans doute pas dominantes, hégémoniques, ni même univoques : elles ne vont pas sans rencontrer des formes de "résistance" au moins, comme on va le voir. Et certaines de ces formes de résistance peuvent trouver à s'ancrer ailleurs que dans la sphère ou sur les enjeux du travail et de la production (par exemple, la culture¹⁵, l'éducation, la santé, l'environnement, l'intégration, etc.), mais le lien avec ces derniers n'en subsiste pas moins, ne serait-ce que pour les "prestataires" de ces services, *i.e.* pour les travailleurs impliqués dans ces rapports sociaux. Que les manifestations de tendances à la dé-différenciation sociale donnent lieu à, ou plus simplement s'accompagnent, de mobilisations collectives d'allure parfois inédite (telles les luttes d'associations de chômeurs, les interventions d'associations de malades – Sida et maladies génétiques notamment) ne peut manquer d'interroger en retour la thèse d'une individualisation florissant sur fond de pluralité des mondes ou des sous-systèmes sociaux. A commencer par le sens et la portée des constats d'individualisation croissante des modes de vie.

Cet axe d'évolution (qui s'il est avéré, encore une fois, n'est pas le seul à l'œuvre et n'abolit pas *eo ipso* d'autres lignes de transformation de sens ou d'apparence contraire) semble s'accompagner de reconfigurations / remaniements de "l'équilibre je-nous" (Elias, 1987), mais est-il aussi un facteur d'individualisation sociale, (*ou*) à l'origine de modes spécifiques de subjectivation, ou bien la dédifférenciation sociale tend-t-elle plutôt, *a contrario*, à engendrer des effets d'apprentissage et de socialisation collectifs ? Les analyses récentes de l'individualisation semblent plutôt rendre compte de cette inflexion des conduites et des normes de vie sociales en accentuant leur émancipation, plus ou moins accomplie, à l'égard de la sphère du travail, en soulignant l'actualisation à travers les pratiques culturelles, de loisir (tourisme), de consommation, les relations familiales, les sociabilités électives (relations amicales, amoureuses), les activités dans la sphère domestique ou privée et "propre" (par ex., l'accès à un "temps pour soi"), ou encore par l'exercice d'une réflexivité individuelle dans les multiples

¹⁵ sous plusieurs espèces, d'ailleurs, comme en témoignent le mouvement récent des artistes et techniciens intermittents du spectacle d'une part, celui des chercheurs (et des enseignants) de l'autre.

arbitrages dont la vie quotidienne peut être l'occasion (cf. Giddens, 1998). Mais les liens avec les tensions qui traversent le travail et ses transformations actuelles ne sont pas toujours pris en compte ni explicités autant qu'ils le pourraient. En particulier une attention suffisante n'est pas prêtée au pendant ou au vis-à-vis producteur (*i.e.* aux professionnels des services) de ces activités, considérées plus volontiers du seul point de vue de la dépense ou des destinataires (usagers). Exception faite sans doute de l'examen que propose F. Dubet des processus de subjectivation et de "l'expérience" à la fois des professionnels du "travail sur autrui" et des publics ciblés/concernés et ainsi socialisés.

En tout état de cause, on retiendra au moins de ces remarques sur l'individualisation et la différenciation sociales une première justification de l'étude du travail de service. On verra plus loin (3) quels effets spécifiques sur la distribution des temps sociaux, particulièrement sur leur porosité, donc sur la dé-différenciation travail/hors-travail, les activités de service sont susceptibles d'exercer.

2. Individualisation et rapport subjectif au travail

Les données d'enquête que nous avons recueillies au cours de la fin des années 90 sur l'évolution du rapport au travail conduisent à explorer l'hypothèse d'une corrélation entre ce que l'on peut nommer de manière générique "l'individualisation du travail"¹⁶ et la relativisation subjective de (la centralité de) sa valeur, du caractère prédominant de la fonction structurante du travail à l'égard des identités individuelles, des "expériences" et des trajectoires de vie.

On a pu montrer ailleurs dans quelle mesure le monde du travail apparaît comme un champ de normalisation individualiste des conduites¹⁷. Les normes en question, telle l'autonomie dans le travail, ont toutefois un statut et une signification ambigus, à la fois managériales et salariales. L. Boltanski et E. Chiapello contextualisent ainsi les revendications d'autonomie et d'authenticité/expressivité dans le travail, issues notamment d'une certaine forme de critique ("artiste") des rapports d'autorité et de discipline dans les années 70 et recyclées par le patronat dans le néo-management emblématique des années 90. Mais la persistance d'une critique "sociale" indique que la normativité immanente aux rapports de travail aujourd'hui n'est pas nécessairement orientée en un sens individualiste, comme l'attestent aussi un certain nombre de constats relatifs au travail d'équipe ou aux collectifs et surtout aux dimensions collectives et coopératives immanentes aux nouvelles formes du travail ("immatériel" en particulier, mais pas seulement "relationnel" ou même "communicationnel" – cf. Zarifian, Lazzarato, du Tertre...). L'individualisation du travail ressortirait aussi à une stratégie (collective) de défense de la part du patronat, consistant en une tentative de désolidarisation des collectifs de salariés.

Peut-on alors dresser le constat, et si oui dans quelle mesure, d'un "décentrement du travail" (salié) aujourd'hui - au sens où le travail n'aurait plus la même importance que celle qu'il comportait dans la période antérieure (de croissance et de relative sécurité, sinon de stabilité, sociales, de l'après-guerre à la crise des années 70), au moment de l'épanouissement d'une "société de travail", "industrielle" ou "salariale" ? J'examine dans la II^{ème} partie de ma thèse de doctorat¹⁸ l'hypothèse d'un "décentrement subjectif" du travail, qui fournit en même temps l'occasion d'étudier les occurrences actuelles du rapport au travail (c'est-à-dire le travail dans ses significations vécues, la valeur qui lui est attribuée et les attitudes adoptées à son égard). A travers la valeur que les salariés reconnaissent plus

16 Cette dénomination synthétique, soulignant une tendance relevée par plusieurs observateurs, désigne l'un des axes de transformation majeure du travail et des rapports de production aujourd'hui, avec la tertiarisation ou "dématérialisation" des contenus d'activité et la déstabilisation ou précarisation de la relation d'emploi. Elle pourrait aussi être comprise comme un niveau d'analyse de ces transformations, à condition d'explicitier la manière dont elle s'y articule. L'individualisation du travail comporte elle-même plusieurs dimensions : le rapport salarial, les modes de gestion de d'emploi et des compétences, les formes d'organisation du travail, les temps de travail, les procédures et les pratiques d'évaluation et de rémunération, etc.

17 N. Amsellem, "Normes de mobilisation personnelle et valeur sociale du travail", in C. Durand, A. Pichon (dir.), La puissance des normes, Paris, L'Harmattan, 2003.

18 N. Amsellem, Rapport au travail, rationalisation et différenciation sociales et culturelles, CEMS, EHESS, Paris, 1er décembre 2000 (thèse sous la direction de Robert Castel).

ou moins au travail (en général et à celui qu'il exercent en particulier) et l'analyse des différentes dimensions du travail engagées dans ces évaluations, l'idée se dégage d'abord d'une ambivalence accrue du rapport au travail. Ambivalence qui peut s'expliquer a priori comme une promotion de la fonction instrumentale du travail et une régression de sa fonction expressive effective. Parler d'ambivalence du travail, c'est toutefois déjà introduire une restriction importante par rapport à l'hypothèse d'une perte de centralité subjective du travail, qui serait comprise comme retrait pur et simple, comme désaffection univoque à l'égard du travail ou déchéance radicale de sa valeur pour les salariés. Dans ces conditions, la signification qui peut légitimement subsister d'un décentrement subjectif du travail est celle d'une relativisation de sa valeur, et non d'une disparition ou d'une éclipse soudaine et totale de son sens positif. En d'autres termes, le travail devient une référence parmi d'autres, dans la constitution des identités; la vie individuelle n'est plus tout entière "intégrée" autour de l'identité que confère le travail. Toutefois, la question se poserait rétrospectivement de savoir jusqu'où le travail a pu jadis (ou jamais) être "central" dans la vie des individus...

La conclusion intermédiaire qui se dégage est que l'on assiste sans doute aujourd'hui et depuis plusieurs années à une détérioration du rapport au travail (salarié) et à une certaine relativisation (une réévaluation plutôt) de sa place et de sa valeur dans l'existence individuelle - relativisation qui ne touche cependant pas également tous les groupes sociaux. Mais on ne peut soutenir pour autant que le temps libre voire même les loisirs prennent alors la place du travail, car précisément les frontières entre travail et hors-travail tendent simultanément à s'estomper, leur distinction à s'effacer, s'obscurcir. De surcroît, l'on peut repérer l'origine de cette dé-différenciation dans certaines transformations en cours du travail (par exemple, les nouvelles formes de management et d'organisation flexible du travail, mais aussi la diffusion des technologies de l'information et de la communication dans le travail).

C'est cette même hypothèse qui est mise à l'épreuve empirique (III^{ème} partie de ma thèse), à travers une enquête de terrain menée auprès des salariés de la filiale française d'une entreprise multinationale de l'industrie pharmaceutique¹⁹. Les résultats de cette enquête montrent d'abord la diversité des formes de rapport au travail et la persistance de rapports "valorisants" au travail (d'investissement et d'implication), à côté de formes plus dégradées, notamment du rapport instrumental au travail. Ces formes plurielles de rapport au travail renvoient en outre à des situations de travail et à des trajectoires d'emploi distinctes, à des inégalités de ressources, de pouvoir, etc. Mais "l'orientation instrumentale" vis-à-vis du travail n'est pas nécessairement synonyme, loin de là, de dévalorisation et de retrait à son égard. Et l'hypothèse de l'ambivalence du travail tend à être validée globalement, à travers ces différents types d'attitudes, donc à être partagée par les différents groupes de salariés dans leur majorité, bien qu'elle repose sur des prémisses socio-professionnelles distinctes.

En substance, le résultat principal de l'enquête est que l'on assiste actuellement à un décalage entre, d'une part, une autonomisation de l'expérience vécue des sphères d'activité (travail et hors-travail) l'une à l'égard de l'autre et, d'autre part, une emprise croissante du travail sur l'ensemble de la vie des individus, son envahissement au moins potentiel des autres champs de l'expérience individuelle et sociale et des autres logiques ou rationalités d'action. Autrement dit, d'un côté, on peut observer entre les sphères de vie des contrastes, des discontinuités, voire des dissociations, vécus ou postulés subjectivement par les individus avec plus ou moins de succès (car il s'agit d'aspirations, d'attitudes et de représentations); et, d'un autre côté, une extension et une accentuation diffuses des contraintes issues du travail dans l'existence (*i.e.* une continuité objective entre travail et hors-travail), donc une prégnance accrue des préoccupations, attitudes ou normes imposées par le travail et des formes d'assujettissement qu'il recouvre de plus en plus aujourd'hui - emprise facilitée par le brouillage des

¹⁹ Cf. aussi l'enquête à laquelle nous avons contribué à la même époque, restituée in J. Palmade (dir.), *L'incertitude comme norme*, Paris, PUF, 2003.

frontières entre vie de travail (temporalité, relations de travail) et vie personnelle et sociale. Dès lors que ces frontières s'effacent, en effet, le travail peut aussi bien apparaître comme désinvesti et relativisé de la part des individus, que prégnant, ubiquiste et faire l'objet d'une inquiétude permanente.

3. Individualisation et tertiarisation du travail

Sur la portée sociale du rôle de l'utilisateur dans la relation de service – le cas des soins de santé.

De fait, les transformations qui conduisent à une individualisation du travail se déploient en même temps que s'accroissent sa tertiarisation et la précarisation de l'emploi. Le développement massif des activités de service dans l'économie actuelle des pays développés²⁰ permet aussi à nombre d'observateurs de mettre en lumière les caractéristiques singulières de ce type de prestation de travail et de la relation qui la sous-tend. L'une de ces caractéristiques est l'intégration tendancielle des pôles de la production et de la consommation propres à ces activités (comme de leur temporalité), c'est-à-dire la participation à divers degrés du consommateur ou de l'utilisateur à l'élaboration du service, à sa "co-production", dans l'interaction avec le prestataire. Deux conséquences de cette caractéristique méritent d'être signalées ici : la première est l'implication de la sphère de l'intime ou plus simplement de la subjectivité dans la relation de service, avec les éléments symboliques et affectifs qu'elle comporte²¹, du double point de vue du travailleur et de l'utilisateur ou du destinataire de la prestation. Avec le mouvement nécessairement réciproque (pénétration de l'activité professionnelle dans la sphère personnelle), cette tendance observable illustre pleinement le phénomène de dé-différenciation sociale évoqué dans la première partie de ce propos.

Par exemple, les effets de la personnalisation et de la globalisation de la relation de service des techniciens-conseils des caisses d'allocations familiales, dans le cadre de la réforme négociée au niveau national²², ont bien été mis en évidence par F. Aballéa. Le bouleversement de leur travail de gestion des prestations, d'abord accepté parce qu'il en accroît le sens ("on ne remplit plus une fonction, on rend un service"), finit toutefois par engendrer chez ces travailleurs une lassitude et un rejet silencieux, non concerté, que l'auteur explique en faisant l'hypothèse d'une porosité des temps sociaux induite par la relation de service : face à l'urgence ou à la gravité de la situation des allocataires, le technicien prend sur lui, sur son temps personnel, pour apporter une solution et tend à abolir de lui-même la frontière entre temps de travail et temps hors-travail, les préoccupations du travail envahissant alors la sphère privée. Inutile de préciser le potentiel de contrôle et de domination des salariés que recèle cette pente de la relation de service. On peut d'ailleurs observer la même "pente" dans d'autres secteurs de services personnels, aussi... vitaux que les soins de santé par exemple, comme le montrent les données exploratoires recueillies dans le cadre d'une enquête en cours.

La seconde conséquence de la co-production des services tient à l'incertitude ou à l'indétermination relatives à la définition des tâches à accomplir dans ce cadre, qui font l'objet de négociations et de ré-interprétations permanentes de la part des partenaires de la relation, mais relatives aussi aux modalités d'évaluation du résultat ou de l'effet des prestations – on peut ainsi

20 La part de l'emploi tertiaire dans l'emploi total en France a crû de 27,9% en 1906 à 71,6 en 2001 (INSEE). En dehors du commerce, des transports et des télécommunications, avec lesquels ils contribuent à la composition de l'emploi tertiaire, les services marchands et non marchands (y compris santé et action sociale publiques) ont vu leur part dans l'emploi total passer de 30,2% en 1970 à 48,7% en 1994 (source : INSEE, Comptes de la nation, 1994. Cf. J. Gadrey, L'économie des services, Paris, La Découverte, 1996 : "Santé, action sociale, enseignement (...) et services aux entreprises "expliquent" à eux seuls environ les deux tiers de l'augmentation du poids relatif de l'emploi tertiaire depuis un demi-siècle..." (p. 10).

21 Eléments dont on devine aisément l'importance cruciale qu'ils peuvent revêtir à mesure que les activités de service concernées touchent à des fonctions de socialisation et de subjectivation (ou plus largement de transformation de soi) essentielles, par exemple dans l'éducation et la culture, l'action sociale, la santé, etc.

22F. Aballéa, "Activités de service et porosité des temps sociaux. Le cas d'un service public", in C. Durand, A. Pichon (dir.), Temps de travail et temps libre, Bruxelles, De Boeck Université, 2001.

s'interroger sur la destination ou la finalité²³ réelles des activités de service (en particulier dans le champ des services publics), entre la personne individuelle, destinataire immédiat, et la collectivité. Il conviendrait aussi et peut-être surtout d'être attentif à la relative asymétrie (de connaissance, de pouvoir...) qui joue dans la relation co-productive de service, laquelle risque toujours d'être comprise idéalement / irrégulièrement comme réciprocité, voire équité des contributions respectives de ses partenaires.

Ce trait nous fournit enfin l'occasion d'approfondir l'examen d'une problématique particulièrement aiguë dans le champ de la santé et, ce faisant, d'un aspect de la coopération propre à un type exemplaire de relation de service, engageant de manière critique la question de l'individualisation sociale. A l'un des pôles de la relation thérapeutique immédiate²⁴, du côté du patient, de son comportement dans le processus de soins et de ses attitudes à l'égard de la santé et de la médecine, se dessine dans la période récente une dynamique d'évolution souvent perçue comme un "rééquilibrage" de la relation malade-médecin²⁵ et présentée comme portée par une évolution plus large des conduites, des aspirations et des normes sociales vers l'autonomie individuelle. Une figure renouvelée du rôle social du patient semble se faire jour, plus actif et plus (sinon mieux) informé que naguère vis-à-vis de sa maladie, des décisions thérapeutiques et de l'univers médical, en particulier dans la relation thérapeutique²⁶. Il ne faut pas supposer par là que la relation clinique obéirait à un modèle exclusif ou serait susceptible d'une description univoque : cette relation est en effet plurielle car étroitement liée à l'état du malade, comme on a pu l'établir depuis les années cinquante dans le champ de la psychiatrie américaine²⁷. Plusieurs séries d'indices convergents semblent alors témoigner de l'émergence actuelle de traits de comportement inédits de la part des malades, qui s'impliqueraient plus activement dans la prise en charge de leur santé :

- L'évolution récente des perceptions, attitudes et attentes de la population à l'égard de "son" médecin, de la relation et de la décision thérapeutiques et, plus largement, vis-à-vis de l'univers médical et du système de santé. Evolutions institutionnalisées à travers leur inscription juridique (législative) et les inflexions apportées au droit des malades et au droit médical.

- Les représentations et les normes sous-jacentes à ces attentes, et relatives à la santé (donc aussi à la maladie) ou plus largement au bien-être, méritent aussi examen.

- Les pratiques d'information en matière de santé (en partie liées à la diffusion et à l'usage croissant des TIC) et d'automédication, comme le recours à d'autres approches thérapeutiques, telles les médecines "douces" ou non-conventionnelles.

- L'engagement et la mobilisation des malades, et plus largement des usagers du système de santé, se manifeste à travers la constitution de *collectifs*, essentiellement associatifs, destinés à représenter et défendre leurs intérêts face aux professionnels, aux institutions de santé et aux autorités

23 Sans doute la distinction issue de la morale du stoïcisme Ancien (Chrysippe) entre le but (telos) et le résultat (skopos) d'une action pourrait-elle contribuer en partie à l'intelligibilité de cette question.

24 Il convient bien sûr de prendre en considération le cadre institutionnel, donc collectif, dans lequel s'inscrit en réalité cette relation d'allure "inter-individuelle" circonscrite au "colloque singulier" entre médecin et malade.

25 Par exemple, dans la synthèse du dernier bilan du Haut Comité de la Santé Publique, une section du chapitre IV ("L'usager, nouvel acteur d'un système en mutation") s'intitule : "Équilibrer la relation soignant-soigné". Cf. dans le même sens, le rapport d'information de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales à l'Assemblée Nationale présenté par C. Evin, B. Charles et J.-J. Denis sur La loi du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé, et les objectifs du titre II de cette loi ("Démocratie sanitaire"), rappelés expressément par le ministre délégué à la santé B. Kouchner, dans son discours de clôture du Forum des associations de santé du 26 mars 2002.

26 Comme le suggère la promotion insistante du patient parmi les préoccupations du Conseil National de l'Ordre des Médecins, à travers un certain nombre de ses rapports et avis récents, par exemple : Information et formation du patient, juin 1999; Médecins et associations de patients, décembre 1999; Evolution du métier de médecin, juin 2001 (cf. en particulier la première section de ce dernier rapport, intitulée : "les nouveaux patients").

27 T. Zsasz et M. H. Hollander, "A Contribution to the Philosophy of Medicine. The Basic Models of the Doctor-Patient Relationship", Archives of Internal Medicine, n° 97, 1956, pp. 585-592, cités par C. Herzlich et Ph. Adam, Sociologie de la maladie et de la médecine, Paris, Nathan, 1994, p. 79. Ces deux auteurs rapportent notamment le modèle de la "participation mutuelle" aux maladies chroniques (diabète par exemple), où le rôle du médecin consiste à aider le patient à se prendre en charge lui-même.

sanitaires (par exemple, dans les orientations de la recherche biomédicale, concernant certaines maladies génétiques).

La demande du public porte notamment sur l'information (claire, fiable et accessible) en matière de santé et manifeste un besoin de transparence indispensable à une relation de confiance avec le système de soins. Les attentes se focalisent également, entre autres, sur la dimension relationnelle de la prise en charge médicale (accueil hospitalier, écoute et accompagnement psychologique des malades au cours des soins, modalités de restitution du diagnostic et d'information sur les traitements alternatifs possibles...). E. Caniard, Secrétaire National du Comité d'orientation des Etats Généraux de la Santé (octobre 1998 - avril 1999), note que "ces questions traduisent la mutation en cours qui fait passer d'un "malade soumis" à un "usager bien informé" et demandeur d'une écoute, voire dans certains cas d'une participation active à son traitement"²⁸. En outre, parmi les pistes de préconisations retenues dans la synthèse nationale de ces Etats Généraux, figurent le rétablissement du dialogue et la diminution de l'asymétrie d'information entre soignant et soigné, à travers un réexamen de la formation et des modalités d'exercice de la médecine. De même pour la mise en place de procédures permanentes associant les usagers à la décision et à la gestion au sein du système de santé, ou encore l'amélioration de la protection des droits des personnes malades, thèmes qui occupent une place de choix dans la loi du 4 mars 2002 (précisément relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé).

Il est toutefois possible que l'encouragement apporté par certains acteurs du système de santé à l'émergence sociale effective de ce nouveau profil de patient, d'un rapport renouvelé à la santé et à la médecine, recouvre en fait aussi la confirmation d'une tendance au transfert partiel de la prise en charge et de la responsabilité sanitaires (y compris sous leur espèce financière) sur les individus en tant que tels. Du moins cette figure sociale émergente du patient (individuel), ressaisie par les pouvoirs publics est-elle objectivement congruente avec une telle tendance, c'est-à-dire avec les réquisits gestionnaires du système. Et la distinction entre patients ordinaires, isolés ou considérés individuellement, et associations de malades et d'usagers du système de soins revêt alors toute son importance. Certaines des injonctions (systémiques) d'individualisation et de responsabilisation individuelle opérant dans le champ de la santé trouvent ainsi comme écho dans le monde vécu social des mobilisations collectives des groupes concernés (parties prenantes des risques en cause). Ce genre de phénomène confirme l'importance des supports sociaux de la construction du sens de l'existence individuelle, au-delà des "efforts" demandés aux individus dans ce dessein.

La difficulté soulevée par l'hypothèse d'un nouveau profil ou rôle social du patient ("responsabilisé") dans la relation thérapeutique vient de ce que ce thème est à la fois et en même temps un pôle effectif d'évolution des pratiques et des représentations de la population (malades et bien-portants) d'une part et, d'autre part, un mot d'ordre, le leitmotiv de visées et d'efforts réels d'institutionnalisation de ce nouveau profil, notamment de la part des pouvoirs publics. Sur ce terrain, la formalisation (juridique, déontologique, administrative, etc.) du rôle du patient suit de très près ses occurrences sociales. Or le problème est que la prise en charge sanitaire "responsable" des individus par eux-mêmes (partagée avec les autres acteurs du système de soins, notamment les professionnels de santé), n'est pas une disposition ni une compétence présente de manière homogène ou indifférenciée dans la population, qui n'attendrait plus que sa reconnaissance officielle pour pouvoir s'exercer pleinement. Si le comportement de certains malades a manifestement évolué depuis quelques années, à travers la prise de parole et d'initiative, la recherche d'information de santé, la mobilisation collective,

²⁸ Cf. Acteurs magazine, Supplément au magazine interne de l'administration sanitaire et sociale de l'Etat, N°36, juin 1999, p.3. Rappelons que dans le cadre de ces Etats généraux de la santé se sont déroulées plus d'un millier de réunions dans 180 villes, mobilisant quelques 150 000 participants et 350 jurés de forums citoyens organisés dans chaque région autour de 15 thèmes transversaux définis par un Comité national d'orientation.

etc., bref une attitude plus active dans le processus de soins et les décisions qui contribuent à le construire²⁹, tous les patients ne sont pas pour autant en mesure de se rendre acteurs à part entière de leurs soins, c'est-à-dire mobiliser les ressources qui le leur permettraient.

Dès lors aussi, le danger d'une réduction des comportements effectifs des patients et du rapport à la maladie et à la médecine dans leur diversité, à un rôle émergent dominant, à un nouveau profil unique, caractérisé avant tout par la participation active et responsable au processus de soins (notamment aux décisions thérapeutiques), est de conférer du même coup au malade "une nouvelle responsabilité dans sa guérison ou dans la dégradation de son état de santé", comme le signale J. Barbot, dénonçant une certaine rhétorique mystificatrice qui gratifie les malades d'un véritable "héroïsme médical". La même dérive est pointée avec justesse par le Haut Comité de la Santé Publique dans son dernier rapport sur *La santé des Français* : reconnaissant l'existence irréductible et la légitimité respective de plusieurs modèles descriptifs des rôles du malade et du médecin dans la décision thérapeutique, "selon la situation clinique et le désir du patient"³⁰, ce rapport met notamment en garde contre l'angélisme "qui voudrait faire du malade un acteur pleinement responsable de sa maladie !"

Il apparaît ainsi que, en même temps que la responsabilisation des patients et la reconnaissance de leur part d'activité dans le processus de soins, c'est aussi une certaine moralisation ou normalisation potentielle des comportements qui pourrait se dessiner, serait-ce même sous la forme d'une re-codification des normes morales en normes médicales. Le champ de la santé ne fait d'ailleurs en cela qu'actualiser la tendance plus générale, traversant l'ensemble des secteurs de la vie sociale aujourd'hui, désignée comme un processus d'individualisation accentué des normes de conduite, de sur-responsabilisation des individus vis-à-vis des aléas de leur existence³¹. Dans tous les cas, inscrire la reconnaissance de droits des malades et promouvoir le statut d'acteur de ses soins comme une contribution au projet global d'une démocratie sanitaire - en complément de la résorption des inégalités sociales de santé subsistantes - omet de soupçonner que *l'exercice* même de ces droits et des responsabilités qui leur sont attachées puisse être le terrain d'essor de nouvelles inégalités de fait.

29 On sait que ce type d'attitudes et de conduites s'est d'abord développé en particulier dans le sillage des mobilisations autour de l'épidémie de sida, au début des années quatre-vingt, en s'appuyant sur certains traits du profil socio-démographique des personnes séropositives ou atteintes par la maladie. J. Barbot relève bien la singularité du sida à cet égard, qui a même pu laisser dans l'ombre les malades d'autres pathologies, "moins médiatiques et plus isolés". L'auteur rappelle ainsi opportunément que "beaucoup de malades aujourd'hui comme hier restent démunis ou muets face à l'univers médical". Cf. *Les malades en mouvements. La médecine et la science à l'épreuve du sida*, Paris, Balland, 2002.

30 HCSP, *La santé des Français, 3ème bilan*, Paris, La Découverte & Syros, 2002. En particulier ici, p. 100. En d'autres termes, "il n'y a pas de modèle universel ni définitif, le problème étant de reconnaître que le patient est toujours un acteur, plus ou moins actif, de ses soins". (C'est nous qui soulignons - NA).

31 Dans le même sens, R. Castel ou F. Dubet analysent avec acuité la représentation "héroïque" du sujet qui tend à s'imposer dans la société et la culture contemporaine, également décrite par d'autres (A. Ehrenberg ou encore U. Beck par exemple), en mettant au jour les conditions sociales qui la sous-tendent et les contradictions dans lesquelles elle se trouve prise avec un "individualisme négatif" aussi insistant. Cf. R. Castel, C. Haroche, *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi. Entretiens sur la construction de l'individu moderne*, Paris, Fayard, 2001.

Pierre-Yves Baudot*

La mort comme heure de vérité de l'individu Genèse et enjeux d'une représentation

A lire la proluxe littérature s'intéressant à la question, la mort est une occasion unique pour l'individu d'accéder à une connaissance parfaite de soi, ou comme le dit Marie de Hennezel, psychologue spécialisée dans les soins palliatifs, et experte auprès du gouvernement en la matière, la mort est une « *occasion inoubliable d'intimité* »³². Face à la mort, le défunt, pour peu qu'il fasse face avec sérénité à l'approche de sa fin, enfin réaliser sa personnalité et exprimer, avec une conscience profonde de la sincérité de ces engagements, ses affiliations identitaires véritables. La mort serait ainsi l'heure de vérité de l'individu. Dès lors, sociologues, psychologues, historiens peuvent partir de l'identité exprimée par le mort dans ses derniers moments pour accéder à la vérité du défunt, aux représentations sur lesquelles était construite son identité et aux évolutions marquant non seulement le rapport des individus à la mort, mais également le rapport des individus à la société dans laquelle ils évoluaient. Cette connaissance baigne alors dans la certitude de la vérité, le défunt ne pouvant se mentir à lui-même à l'heure de sa mort³³.

Il nous semble nécessaire de revenir sur la genèse de cette représentation de la mort pour comprendre d'où provient cette injonction à « être soi » dans la mort et comment les individus peuvent y répondre.

Retracer le processus qui a conduit à la responsabilisation du défunt dans l'organisation et la mise en scène de sa propre mort donnera alors à voir, dans un premier temps, ce que ce processus doit à la lutte que se livrent l'Église et l'État pour le monopole de la gestion des fins dernières de l'individu, et dans un second temps, il s'attardera sur le rôle de la Société Française de Thanatologie, créée en 1966, à l'initiative de médecins légistes et de médecins militaires, ayant accueillie en son sein, la plupart des sociologues, psychologues, historiens, clercs de l'Église catholique et des autres religions monothéistes s'étant intéressés à la question des représentations et des attitudes collectives face à la mort. Nous verrons alors que les catégories édifiantes de la « mort intime » sont le résultat de la convergence d'intérêts et de représentations propres à chacun des champs d'activité à l'intérieur desquels sont inscrits ces agents sociaux et comment leur travail d'analyse des représentations sociales de la mort a en partie contribué à construire et à stabiliser ces catégories. Nous nous interrogerons alors finalement sur la possibilité qu'il y aurait d'écrire une histoire sociale de la mort qui retrace d'une autre façon l'individualisation de la mort.

1. L'opération testamentaire

1.1. La mort comme « *analyste social* »

Le vote par les députés de la loi du 15 novembre 1887, dite de « liberté des funérailles », qui régit encore le droit des funérailles, ne représente certes pas la date d'entrée dans le processus d'individualisation de la mort, mais il a pour principal effet de modifier la configuration des rapports entre l'État et l'Église sur ce qui concerne la gestion des fins dernières des individus. Cette loi est le produit d'une longue période de débat (1872-1887) agitant la Chambre des députés, débat produit par

* Doctorant en Science Politique (Université Paris-I / CRPS) ; ATER en Science Politique (Université Lyon II / CERIEP) - pybaudot@yahoo.com

³² M. DE HENNEZEL, *La mort intime*, Paris, Robert Laffont, 1995, p. 232. Voir le rapport de la mission conduite par elle « Fin de vie et accompagnement » remis à Jean-François Mattei, Ministre de la Santé, le 16 octobre 2003 (consultable : <http://www.sante.gouv.fr/htm/actu/hennezel/sommaire.htm>)

³³ Cet article est issu d'une recherche doctorale en cours à l'Université Paris-I Panthéon Sorbonne portant sur les funérailles des présidents de la République en France (1877-1996).

la question de la hiérarchisation des honneurs militaires (i.e étatiques) et religieux. Le problème naît effectivement au moment où des officiers de la Légion d'Honneur réclament par testament des obsèques purement civiles. Par décret, ils ont droit – proportionnellement à leur grade – à des honneurs militaires. Or, le ministre de la guerre interdit dans une note datée de 1872 de rendre les honneurs militaires à un défunt qui ne serait préalablement pas passé par l'Eglise³⁴. L'opposition républicaine à l'Ordre Moral s'empare du sujet pour montrer que le gouvernement, soumis aux vues cléricales, subordonne les honneurs militaires à l'administration des honneurs religieux. Cette formalisation du débat permet de rallier au vote de la loi les parlementaires, y compris catholiques, qui se refusent à la soumission de l'Etat à l'Eglise. L'article premier de cette loi stipule que « *toutes les dispositions légales relatives aux honneurs funèbres seront appliquées, quel que soit le caractère des funérailles, civil ou religieux* »³⁵.

Ce sont désormais les volontés dernières de l'individu, exprimées notamment dans son testament, mais également par ses derniers gestes (administration en conscience des derniers sacrements, confessions...) qui deviennent les éléments que les groupes politiques en concurrence (Eglise et Libre Pensée) doivent nécessairement prendre en compte pour justifier du caractère, religieux ou civil, des funérailles. La valeur probatoire attribuée au testament offre la possibilité de dénoncer soit de possibles falsifications³⁶, soit – quand ce testament n'existe pas – les viols de conscience auxquels libres penseurs et ecclésiastiques se livreraient sur des individus à l'article de la mort³⁷.

Pour ce qui nous concerne, il importe de noter que le vote de cette loi modifie la configuration des relations entre les diverses institutions prétendant gérer les fins dernières des individus. Ces relations sont désormais médiatisées par la norme juridique qui vient consacrer la liberté de l'individu à régler comme il l'entend ces funérailles, et ce faisant, accorder la responsabilité de la forme prise par ces funérailles aux volontés de l'individu. Ce qui permet donc d'imputer des croyances à l'individu à partir de la forme prise par la cérémonie des obsèques, dans la mesure où cette forme est censée, désormais, exprimer librement (donc avec certitude) l'identité du défunt.

Ce lien entre le fond (la personnalité du défunt) et la forme des obsèques émerge dès lors qu'il est garanti par la règle de droit. Il devient un des principes qui justifient la plupart des études sur les représentations collectives de la mort, puisque celles-ci se fondent en partie sur les testaments³⁸. C'est ce même lien qui détermine la possibilité de considérer la mort comme un « *analyste social* », comme l'indique Annick Barrau³⁹. Ce lien fonctionne alors dans les deux sens. Il permet de comprendre l'individu à partir de ses choix funéraires et il naturalise ceux-ci en les rapportant à une trajectoire biographique particulière, celle-là même qui vient les rendre cohérents. Ainsi, il est naturel pour Vincent Rousset, qui publie une biographie sur les rapports entre François Mitterrand et les Charentes issu d'un mémoire de DEA en histoire contemporaine mené à Bordeaux-III en 1996, que François Mitterrand décide de se faire enterrer à Jarnac : « *Au vu des éléments dont nous disposons, il est évident que François Mitterrand ne*

³⁴ *Le Rappel* du 01/11/1876 publie une « note confidentielle » du Général de Cissey, ministre des Armées en 1872 : « *La plus souvent, l'enterrement civil, organisé dans le but de narguer les croyances de la majorité des citoyens sert de prétexte à des manifestations révolutionnaires et antisociales et devient la cause d'un véritable scandale. Autant dans l'intérêt de l'ordre public que par respect pour la dignité de l'armée et pour les sentiments des populations au milieu desquelles se produisent des actes de cette nature, il importe que les militaires ne soient mêlés en aucune façon à de pareilles démonstrations* ».

³⁵ *Bulletin des lois de la République française*, juillet-décembre 1887, partie principale, p. 885

³⁶ C'est le cas, par exemple, lors des funérailles de Thiers. Son décès lors de la campagne législative qui suit la dissolution du 16 mai 1877, est l'objet d'une intense lutte entre le gouvernement de Mac-Mahon qui, dans un premier temps, avec l'accord de la famille, prévoit de lui accorder des funérailles nationales, avant que la veuve, sous la pression des républicains, ne se rétracte et interdise au gouvernement de faire célébrer les funérailles de l'ancien président de la République. Le journal bonapartiste *Le Pays* fait état d'un (sous-entendu faux) testament que les républicains auraient fait venir de Suisse pour justifier le refus tardif de la veuve. (voir *Le Pays*, 8/09/1877).

³⁷ Le cas de Jules Grévy, décédé en 1891, est emblématique de cette situation. Franc-maçon libre-penseur, il reçut alors qu'il n'était déjà plus conscient les derniers sacrements de l'Eglise et fut enterré religieusement. La presse radicale de l'époque dénonça comme un « viol de conscience » l'attitude de sa veuve et du clergé catholique. Voir notamment *La Lanterne*, « M. Jules Grévy », le 11/09/1891. Le carton CARAN / AN F¹⁹ 5520 conserve des pièces relatives aux procès intentés par des héritiers contestant le caractère attribué abusivement à leurs yeux aux funérailles d'un de leurs proches.

³⁸ Voir par exemple, l'usage des testaments que fait Ph. ARIES, *La mort inversée*, in *Essais sur l'histoire de la mort en Occident, du Moyen-Age à nos jours*, Paris, Seuil, 1975, pp. 164-197

³⁹ A. BARRAU, *Mort à jouer, mort à déjouer. Socio-anthropologie du mal de mort*, Paris, PUF, 1994

pouvait se faire enterrer ailleurs qu'à Jarnac »⁴⁰. A un autre niveau, les funérailles de F. Mitterrand permettent également à Yves Déloye et Olivier Ihl de dresser un portrait du défunt : « Pourquoi avoir délaissé le Panthéon dont la grandeur funèbre avait salué Gambetta ou Victor Hugo ? Pourquoi ne pas avoir retenu la Cour Carrée du Louvre comme pour Malraux ou la cour de l'Assemblée Nationale comme pour Pierre Mendès France ? Sans doute pour dire combien, plus qu'un homme politique, François Mitterrand fut un homme d'Etat, c'est-à-dire un homme en possession d'Etat. Le scénariste de ces obsèques ne pouvait être que cette bureaucratie dont il avait présidé la destinée 14 années durant »⁴¹. Les analyses journalistiques ou scientifiques de ces cérémonies politiques se basent donc toutes sur ce lien entre forme et fond.

En montrant que les biographies font des cérémonies funèbres des preuves du fil directeur choisi, on ne peut toutefois donner à voir le rôle que jouent les cadres prédéfinis structurant l'activité éditoriale, sociale et politique par laquelle le biographe rend compte de la vie du biographé. Tout d'abord, parce que le biographe ne peut rendre compte que de ce que son point de vue lui permet d'apercevoir. Comme illustration exagérée de ce phénomène, citons Vincent Rousset, pour qui le choix du défunt de mettre « deux bouquets de fleurs, l'un de roses thé, l'autre d'iris violets et jaunes » sur son cercueil est « encore un mystère mitterrandien non élucidé »⁴². Si les éléments sortant des cadres prédéfinis par les *a priori* de l'enquête ressortent du mystère, ce sont, au contraire, bien ceux de l'enquêteur qui confèrent son sens à la cérémonie des funérailles. Paul Yonnet, auteur d'un ouvrage sur le « malaise français » fait de la mort de la mort de F. Mitterrand une illustration idéale des maux dont souffriraient la France : « Dans le phénomène auquel donne lieu la mort de F. Mitterrand, (...) se reflètent donc, comme dans un miroir, quelques-unes des principales crises de la société française, la crise de la foi, la crise des identités collectives (identité nationale, identité de la famille, identité du socialisme), la crise par conséquent, de l'alliance et de la conjugalité moderne, la crise – latente – des institutions et bien évidemment, la crise de la mort »⁴³. L'activité biographique est donc d'abord le produit des propriétés politiques et sociales du biographe. Elle est de surcroît le produit des « identités stratégiques »⁴⁴ par lesquelles l'individu souhaite se voir décrit. Et pour Pierre Nora, même « les meilleurs biographes n'y ont pas échappé, en appliquant d'emblée à de Gaulle la grille d'interprétation et les critères du jugement sur lesquels il voulait lui-même être jugé : ceux du héros providentiel, du Hamlet de tous les défis »⁴⁵.

1.2. Les récits édifiants de la bonne mort

Cependant, si comme le dit Durkheim « l'individu est infini et l'infini ne peut être épuisé »⁴⁶, les cadres disponibles pour rendre compte de la vie de l'individu existent, eux, en nombres limités. Après analyse de notre corpus documentaire regroupant l'ensemble des discours, articles de presse, nécrologies produits lors des funérailles de présidents de la République, il nous a semblé possible de mettre à jour l'existence de deux récits édifiants de la « bonne mort », l'un que nous nommerons « catholique », l'autre « psychologique ».

Le récit de la « bonne mort catholique » s'articule autour de quelques propositions. La mort est un événement social. Le défunt s'éteint en présence de son entourage, familial et domestique. Sa veuve,

⁴⁰ V. ROUSSET, *François Mitterrand et les Charentes*, Paris, Le Croît Vif, 1998, 175 p., p. 51.

⁴¹ O. IHL et Y. DELOYE, *Deux figures singulières de l'universel : la République et le sacré*, in M. SADOUN (dir), *La démocratie en France, t. 1 : Idéologies*, Paris, Gallimard, 2000, pp. 138-246, p. 245.

⁴² V. ROUSSET, *ibid.*

⁴³ P. YONNET, « Je ne vous quitterai pas ». *Mort et transfiguration d'un président*, in *Le Débat*, septembre-octobre 1996, (91), pp. 31-48, p. 47. Voir également P. YONNET, *Voyage au cœur du malaise français*, Paris, Gallimard, 1993.

⁴⁴ En se référant ici à la définition qu'en donne A. COLLOVALD, *Identités stratégiques*, in *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, (73), juin 1988, pp. 29-40.

⁴⁵ P. NORA, *Gaullistes et communistes*, in *Les lieux de mémoire, t. III : Les France, vol. 1 : Conflits et partages*, Gallimard, 1992, p. 357. A notre avis, ce sont justement les meilleurs biographes qui peuvent y échapper le moins, étant donné que cet « écueil » est nécessaire à la bonne réalisation de l'action biographique, celle qui voudrait raconter la « vérité » du défunt.

⁴⁶ E. DURKHEIM, *Les règles de la méthode*, cité par B. PUDAL, *Le biographique entre science et fiction*, in *Politix*, (27), 3^e trim. 1994, pp. 5-24, p. 7

ses enfants, son médecin, son confesseur assistent dans une atmosphère recueillie aux derniers instants du mourant :

A dix heures moins le quart, il s'éteignait doucement, sans agonie, ayant à ses côtés, sanglotant, la maréchale, ses deux fils Emmanuel et Patrice de Mac-Mahon, ses deux belles filles, la marquise et la comtesse de Mac-Mahon, le comte Eugène de Mac-Mahon et l'abbé Auvray, qui murmurait à voix basse les prières des agonisants.⁴⁷

M. Emile Loubet est mort entouré de son fils, de sa fille, Mme de Saint-Prix et de son médecin, le docteur Imberc.⁴⁸

Dans ces circonstances, le mort s'éteint sans souffrances. *L'Univers* le répète par deux fois : « *La nuit qui a précédé la mort a été assez calme* », « *il s'éteignait doucement, sans agonie* »⁴⁹. La foi et le calme du décor entrent en résonance pour signifier la quiétude du mourant. Parmi les éléments les plus réguliers de cette description, au-delà des cierges allumés, de l'atmosphère apaisée et de la veuve explorée, le crucifix tenu par les mains croisées du président couronne l'ensemble de la scène, lui conférant son sens :

Le Maréchal repose sur sa couche funèbre, un Crucifix sur la poitrine. Au chevet du lit, une table recouverte d'une table blanche, avec de l'eau bénite et une branche de buis, une croix avec incrustation de nacre, un chapelet d'ivoire, et deux flambeaux allumés. Au pied du lit, un prie Dieu que la Maréchale ne quitte guère.⁵⁰

M. Carnot repose sur le couvre-lit. Un mouchoir lui enserre la tête de manière à maintenir la bouche fermée. Sa physionomie a conservé l'expression de la douceur et de la bienveillance. Le cadavre est gardé par deux sœurs des hôpitaux de Lyon. Elles sont en prière, ainsi que le vénérable vicaire général Deschelette qui les assiste. Les tables de nuit, placées à droit et à gauche du lit sont recouvertes chacune d'une nappe blanche qui supporte deux flambeaux d'argent. Les grands rideaux des fenêtres sont tirés. Sur la table placée entre les deux fenêtres, on aperçoit un crucifix.⁵¹

Dans la vaste chambre aux rideaux tirés simplement éclairée par deux cierges, le président [René Coty] repose, vêtu d'un costume bleu rayé, un crucifix dans ses mains jointes. Sur la blancheur des draps se détache le trait rouge du grand cordon de la Légion d'Honneur.⁵²

De même, le président repose les mains jointes sur la poitrine, position dans laquelle ses héritiers le placent afin que la cérémonie puisse être religieuse, en évitant ainsi les dénonciations d'un quelconque abus de pouvoir. Pour éviter le même type de critique, il est dit que le mourant reçoit les derniers sacrements en pleine conscience. Sa participation à la prière, de manière idéale, est requise pour que le mort ait le temps, éventuellement, de modifier certains comportements non-catholiques qu'il eût de son vivant. Malgré des durées d'agonie très différentes, les présidents Mac-Mahon et Carnot, en octobre 1893 et en juin 1894, remplissent toutes les étapes nécessaires à la présentation du mortel devant Dieu :

Vers six heures, on se rendit compte que la fin approchait. Aussitôt, on envoya chercher l'abbé Auvray (...) Le Maréchal le reconnut, sourit en le voyant et lui tendit la main. On le

⁴⁷ *L'Univers*, « Mort du Maréchal de Mac-Mahon », 20/10/1893

⁴⁸ *L'Action Française*, « M. Emile Loubet est mort hier soir », 21/12/1929

⁴⁹ *L'Univers*, « Mort du Maréchal de Mac-Mahon », 20/10/1893

⁵⁰ *La Croix*, « Les derniers moments du Maréchal », 19/10/1893

⁵¹ *L'Univers*, « La chambre mortuaire », 27/06/1894

⁵² *La Croix*, 24/11/1962

laissa s'entretenir avec lui, et à huit heures, toujours en pleine connaissance, le Maréchal recevait les derniers sacrements.⁵³

En face de la mort, M. Carnot a cessé d'être le président neutre d'une République incroyante. Jamais depuis qu'il occupait le premier poste de l'Etat, il n'avait mis le pied dans une église, jamais il n'avait prononcé une parole indiquant chez lui l'idée de Dieu. Dieu en sa miséricorde, lui a laissé le temps de se reconnaître. Victime d'un horrible attentat, M. Carnot a pu donner, au moment suprême, heureusement pour lui et pour notre pays, un noble et solennel démenti à son passé de président. Il allait mourir, les petits calculs de l'ambition ne pesaient plus rien. L'heure était décisive ; l'éternité s'ouvrait. Il a demandé le prêtre, il s'est confessé, il a reçu en pleine connaissance des mains du primate des Gaules le sacrement rédempteur de l'Extrême Onction.⁵⁴

Le récit de la « bonne mort psychologique » s'articule également autour de quelques figures imposées, dont la « dignité » du mourant est le point nodal. Cette dignité est la conséquence de sa « lucidité et de sa sérénité »⁵⁵, dont l'appréciation morale doit dépasser tous les clivages politiques :

Qu'on aime ou non le président, l'homme a fait preuve ici d'un stoïcisme tranquille dont peu auraient le courage où la résolution.⁵⁶

Dans ce type de récit, l'agonisant ne nie pas la mort, mais domine les circonstances et les conditions de sa propre fin. L'insistance des biographes à décrire la volonté de François Mitterrand d'apparaître comme le grand ordonnateur de sa mort, en ce qu'il avait prévu en grande partie le cérémonial de ses obsèques, mais également en ce qu'il avait présidé à l'organisation de sa mort (en réglant ses dernières affaires familiales, en décidant d'arrêter le traitement et en choisissant ainsi approximativement la date de sa mort) fait apparaître la dimension principale de la « fin de vie »⁵⁷ : il ne s'agit pas ici d'une lente agonie par laquelle le défunt sortirait du monde des vivants, mais d'un instant par lequel il peut accéder à une plus grande connaissance de lui-même.

Ordonnateur, autant qu'il est possible, de sa mort, l'ancien président avait donné consigne à ses proches et à ses médecins de ne rien tenter qui prolonge son agonie.⁵⁸

Dans le récit que livre Alain Duhamel, les conditions de la mort témoignent, avec la garantie que le dernier récit est le seul vrai, du caractère profond du personnage.

Il a donc pris congé de sa famille, de ses familles, et notamment de Danielle et de Mazarine. Il a fait clore les volets, a reçu André Rousselet, son exécuteur testamentaire, a mis au point ses dernières dispositions, après quoi il s'est laissé mourir. (...) Lui qui avouait : « L'angoisse de ce qui entoure le phénomène que l'on appelle la mort, (...) je ne l'ai jamais vraiment surmontée », il en avait pris cette fois la mesure. (...) Ce président défunt, si président malgré la retraite avait choisi son heure et sa retraite. Il l'a fait avec hauteur et fermeté. Cette volonté de conduire sa vie jusqu'à sa mort, c'est la quintessence même du personnage, l'extrême liberté, le courage et la foi, ou au moins le sens du mystère.⁵⁹

Dans ce cadre, la mort ne peut être que la confirmation de l'identité du défunt. Alors que le récit de la bonne mort catholique guettait les revirements, les conversions *in extremis*, la mort est ici

⁵³ *L'Univers*, « La mort du Maréchal de Mac-Mahon », 20/10/1893

⁵⁴ *L'Univers*, P. VEUILLOT : « Les derniers sacrements », 26/06/1894

⁵⁵ *L'Humanité*, P. APPEL-MULLER : « L'ancien président s'est éteint hier », 09/01/1996

⁵⁶ A. DUHAMEL, *Portrait d'un artiste*, Paris, Flammarion, 1997, p. 39

⁵⁷ Sur la construction sociale de la « fin de vie », voir M. CASTRA, *Bien mourir, Sociologie des soins palliatifs*, Paris, PUF, 2003.

⁵⁸ *Le Monde*, J-Y LHOMEAU, « Les deux messes d'un président ordonnateur de sa mort », 12/01/1996

⁵⁹ A. DUHAMEL, *op. cit.*, p. 39.

construite comme le moment, pour le biographe, de valider, parmi toutes les identités du défunt, celle qui est la seule « vraie » :

Loin des légendes, des calomnies, des impostures, mais riche de tout ce que j'ai découvert depuis, c'est cette vérité que j'ai continué à traquer.⁶⁰

C'est au moment où le biographe accomplit le mieux son œuvre, alors qu'il lui semble toucher à la vérité de l'individu et qu'il parvient à l'appuyer sur des témoignages avérés, que s'accomplit, en fait, par sa plume, ce processus de naturalisation des « *identités stratégiques* » choisies par le président pour ordonner sa présentation. L'identité offerte par le défunt, dans ses volontés testamentaires et dans ses confessions, correspond au choix d'un positionnement stratégique. Ce processus est, dans le cas de François Mitterrand, saisissant dans la mesure où il avait offert, en préfaçant l'ouvrage de Marie de Hennezel, la grille avec laquelle il serait convenable de décrire sa fin.

Au moment de plus grande solitude, le corps rompu au bord de l'infini, un autre temps s'établit hors des mesures communes. En quelques jours, parfois, à travers le secours d'une présence qui permet au désespoir et à la douleur de se dire, les malades saisissent leur vie, se l'approprient, *en délivrent la vérité*. Ils découvrent la liberté d'adhérer à soi. Comme si, alors que tout s'achève, tout se dénouait enfin du fatras des peines et des illusions qui empêchent de s'appartenir. Le mystère d'exister et de mourir n'est point élucidé mais il est vécu pleinement. Tel est peut-être le plus bel enseignement de ce livre : la mort peut faire qu'un être devienne ce qu'il était appelé à devenir : elle peut être, au plein sens du terme, un *accomplissement*. Et puis n'y a-t-il pas en l'homme une part d'éternité, quelque chose que la mort met au monde, fait naître ailleurs.⁶¹

L'activité biographique vient alors reproduire, en les légitimant à nouveau, les cadres d'interprétation biographiques disponibles. Le biographe, en se focalisant sur le sujet, ne fait pas de l'identité exprimée par les volontés testamentaires un choix stratégique à l'intérieur d'un ensemble de possibles limités et contraints, mais l'expression du libre arbitre du mourant, l'expression de sa vraie personnalité. Il procure ainsi l'apparence de l'évidence et euphémise les luttes qui sous-tendent la construction des structures sur lesquelles reposent les récits des derniers instants.

On peut alors décrire comme une « *opération testamentaire* » l'action qui transfère l'apparence de la responsabilité des choix funéraires au défunt mais qui correspond en fait à l'euphémisation de la persistance du contrôle que les institutions se disputant les positions dominantes en matière de gestion des fins dernières de l'individu (Etat et Eglise) continuent à exercer sur les formes de la mort. Ce serait alors à une mise à distance du contrôle que l'on assisterait en décrivant l'individualisation de la mort : L'individu est responsable de l'invention d'une forme funéraire qui exprime sa personnalité, ses attachements identitaires et la valeur de ses engagements, alors même que les récits édifiants à l'intérieur desquels il peut inscrire le fil de sa vie n'existent qu'en nombre limité, et sont structurés par la lutte entre l'Eglise et l'Etat⁶². Le testament n'est plus compris comme exprimant le for intérieur. Il est une prise de position à l'intérieur d'un espace de possibles investis de sens par des institutions en concurrence. La responsabilité du défunt face à sa mort n'est qu'apparence, le gouvernement des institutions s'exerçant encore, à distance.

2. L'individualisation de la mort : la définition du processus comme enjeu

⁶⁰ F.-O. GIESBERT, *François Mitterrand : Une vie*, Paris, Seuil, 1996, p. 11

⁶¹ F. MITTERRAND, préface à M. DE HENZEZEL, *op. cit.*, p. 11. Nous soulignons.

⁶² Comme la nécessité de « mourir en pleine conscience », nécessité dont la signification change dès lors qu'il ne s'agit plus de prouver que le défunt a bel et bien confessé sa foi en Dieu, mais qu'il a réellement fait face à la mort, significations qui sont donc le produit de deux états différents de la lutte entre Eglise et Etat.

La question que nous devons désormais nous poser est celle des conditions qui ont permis le succès de cette thèse de l'individualisation de la mort, notamment par rapport à d'autres possibles envisageables, par rapport à d'autres histoires des représentations collectives de la mort. Il est nécessaire de décrire les entrepreneurs ayant inventé et porté cette lecture de l'histoire, les ressources dont ils disposaient et les configurations à l'intérieur desquelles ils étaient inscrits pour comprendre comment cette thèse est parvenue à s'imposer.

2. 1. La Société Française de Thanatologie (1966-1995)

Au tournant des années 1960, de nombreux changements modifient la structure de la configuration régissant les rapports de l'Eglise et de l'Etat. Les évolutions respectives de ces deux champs va permettre de forger un consensus sur lequel va se fonder la force naturalisée de ces nouvelles représentations de la fin de vie, représentations qui sont alors bien le produit du fonctionnement de ces champs.

Ce sont, tout d'abord, des évolutions internes à l'Eglise, justifiées par la nécessité de redéfinir les « *stratégies de reconquête du siècle apostat* »⁶³ et initiées par l'ouverture des possibles engagée par le Concile II. Certains acteurs de l'institution religieuse sont, à cette époque, à la recherche, à l'extérieur du champ religieux, de principes de légitimation en mesure de soutenir leurs revendications à l'intérieur de celui-ci. De même, à l'intérieur du champ médical, certaines revendications tendant au renouvellement des pratiques – notamment en terme « d'humanisation » des soins⁶⁴ – se font jour. Eux-mêmes à la recherche d'un « supplément d'âme » définissant leurs pratiques face à la mort, des médecins légistes vont se regrouper en décembre 1966 dans une Société de Thanatologie de Langue Française, financée par les Pompes Funèbres Générales⁶⁵. Cette société se présente à son origine comme motivée par une volonté de regroupement des savoirs relatifs à la mort, qu'ils soient d'ordre historiques, sociologiques, psychologiques, médicaux, physiques, etc. De fait, la Société Française de Thanatologie n'a jamais réussi à produire un discours qui lui soit spécifique. Mais, elle parvint, du coup, à fédérer des individus aux points de vue largement différents : partisans de l'euthanasie et des soins palliatifs, des cimetières et de la crémation. A la différence des autres associations ayant investis le champ de la gestion des fins dernières de l'individu, comme l'*association Bernard-Dutant* fondée par Marie de Hennezel, ou l'*Association du Droit à Mourir dans la Dignité* (ADMD), la Société de Thanatologie se présente comme un « *lieu neutre* »⁶⁶ : ses analyses ne sont pas déterminées par une position *a priori* sur le devenir des individus.

Cette définition de l'association comme « lieu neutre » est déterminante pour comprendre comment se sont forgés en son sein les discours psychologiques, sociologiques ou religieux sur la mort dominant actuellement.

Tout d'abord, elle rend intelligible le processus qui a permis d'associer certains clercs de l'Eglise catholique aux travaux de la Société de Thanatologie, alors même qu'il existe une forte concurrence, notamment sur le marché des pompes funèbres entre ces deux entreprises⁶⁷ et que cette concurrence aurait pu les amener à cloisonner encore davantage les frontières entre les deux champs, médical et psychologique d'un côté, religieux de l'autre. C'est donc que la situation durant les années 1960 a

⁶³ Expression empruntée à Ph. PORTIER, *Eglise et Politique, XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Montchrestien, 1993, pp. 63 et suiv.

⁶⁴ Voir toute la série de publications institutionnelles qui font de la revendication d'humanisation un principe polarisant le champ : MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE, *Circulaire n° 132 du 18 décembre 1970 relative à « l'humanisation des hôpitaux »*, 10 p., et MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE, *Les problèmes de la mort*, Rapport du groupe de travail présidé par le D^r C. VEIL, avril 1973, 13 p.

⁶⁵ A. MIER, « *Informations générales* », *Bulletin de la Société de Thanatologie*, (93/96), 1993.

⁶⁶ En reprenant l'idée développée par P. BOURDIEU et L. BOLTANSKI, *Lieux neutres et lieux communs*, in *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, (2/3), juin 1976, pp. 58-65

⁶⁷ Philippe Rouillard fait de la perte de pouvoir de l'Eglise sur les enterrements au profit des « différentes entreprises de pompes funèbres » une véritable menace pesant sur « *l'humanisme occidental* ». (*Histoire des liturgies chrétiennes de la mort et des funérailles*, Paris, Cerf, 1999 p. 106.)

conduit à passer d'un état du champ religieux où ses frontières sont « *très tranchées, claires, visibles* » à un état où elles sont au contraire « *floues ou invisibles* »⁶⁸. Les clercs qui participent aux sessions de la Société de Thanatologie présentent ainsi un profil très particulier : Anciens prêtres ouvriers ou jésuites intéressés au renouvellement des liturgies pastorales (notamment autour de la Revue de l'Institut Catholique de Paris, *La Maison-Dieu*⁶⁹), ils viennent chercher dans les débats de la Société de Thanatologie des arguments leur permettant de justifier, au sein du champ religieux, leur prétention de rénovation des rituels funèbres de l'Eglise, en rendant leur administration possibles, même aux personnes éloignées de l'Eglise⁷⁰, tendance à laquelle s'opposent les théologiens, prétendant eux préserver la croyance face au rite⁷¹. Le fait que le seul point unifiant la Société de Thanatologie soit « *la lutte contre la déshumanisation de la mort* »⁷² permet aux clercs de trouver un point d'accord et de pouvoir prétendre s'inscrire dans leur champ dans la droite ligne d'une tradition. Le récit de la « bonne mort catholique » faisait également du soulagement de l'angoisse une raison parfaitement légitime de conversion. Au contraire de l'éloge funèbre, qui retrace le fil d'une vie guidée depuis les origines par les valeurs républicaines, l'oraison funèbre est sensible aux conversions et retournements de dernière minute⁷³. La dignité de l'individu face à la mort paraît alors représenter le point sur lequel peuvent s'accorder les orientations, par ailleurs divergentes, des différents champs en présence. Ce que ne manque pas de signaler le sociologue du religieux, Emile Poulat, lors de son unique intervention lors d'un colloque de la Société de Thanatologie :

Tout le monde s'adapte à tout le monde ; tout le monde s'adapte à tout : et si j'en prenais un exemple, ce serait pour vous dire justement que cette Eglise dont le discours autrefois visait avant tout la vie éternelle, les fins dernières, cette église quand elle analyse les fonctions de son discours chrétien sur la mort et de sa pratique chrétienne devant la mort, met en avant le fait qu'elle sert la dignité de l'homme.

« Dignité de l'homme... » Cela vous évoque les droits de l'homme, c'est-à-dire quelque chose que l'on peut considérer comme sécularisé. Mais attention ! Dans le cas de l'Eglise Catholique, parler de dignité de l'homme, c'est aussi évoquer du sacré, du religieux, donc quelque chose de très important. « La dignité de l'homme », c'est finalement l'homme créé par Dieu, l'homme créature de Dieu : nous sommes en plein religieux, en plein sacré.⁷⁴

Cette définition de l'association comme « lieu neutre » permet de comprendre également comment a été rendue possible la participation des clercs de l'Eglise. L'estompement des frontières entre champ religieux et champs médicaux et psychologiques a permis aux religieux de justifier certaines de leurs revendications. En retour, cette participation a légitimé les vues des acteurs du champ médical à gérer les fins dernières de l'individu, rendant possible leur description comme de « *nouveaux clercs* »⁷⁵,

⁶⁸ P. BOURDIEU, *Le champ religieux dans le champ de manipulation symbolique*, in G. VINCENT e.a., *Les nouveaux clercs. Prêtres, pasteurs, et spécialistes des relations humaines et de la santé*, Genève, Labor et Fides, 1985, pp. 255-261, p. 257

⁶⁹ Sur ce point ici trop imprécis, nous nous permettons de renvoyer au deuxième chapitre (« Les sécularisations des récits de la mort ») de notre thèse en cours d'achèvement.

⁷⁰ La structure du rituel funèbre est l'un des points visés par la Réforme de Vatican II (voir P-M GY, *Le nouveau rituel romain des funérailles*, in *La Maison-Dieu*, (101), 1^{er} trimestre 1970, pp. 16-32, p. 19). Sur l'administration du rituel aux non-croyants, voir P. VIBERT, *Les funérailles avec les personnes éloignées de l'Eglise*, Paris, Les Editions de l'Atelier, 2000 ; Service diocésain de Pastorale Sacramentelle et Liturgique de Lyon, *Passer la mort, Recueil de textes non bibliques pour la préparation des funérailles*, Paris, Editions de l'Atelier, 1997.

⁷¹ Nous reprenons ici F-A ISAMBERT, *Le sens du sacré*, Paris, Minuit, 1982, pp. 78-98.

⁷² M. MAROIS (président de la Société de Thanatologie), *Introduction*, in *Bulletin de la Société de Thanatologie*, (47), 1980, p.5

⁷³ Sur ce point, voir J-C BONNET, *Naissance du Panthéon. Essai sur le culte des Grands Hommes*, Paris, Fayard, 1998, p. 56 et Mona OZOUF, *Le Panthéon, L'école normale des morts*, in Pierre NORA (dir), *Les lieux de mémoire, t. 1, La République*, Paris, Gallimard, 1986, pp. 139-166, p. 148 : « L'éloge, par exemple, met en lumière des vies unifiées par un même projet, une même énergie (à la différence de l'oraison funèbre, où une vie corrompue, retournée en extremis, peut devenir exemplaire par la main de Dieu et la seule grâce d'une bonne mort, il faut à l'éloge une bonne vie) »

⁷⁴ E. POULAT, *La mort en France, aujourd'hui*, in *Bulletin de la Société de Thanatologie*, (66/67), p. 19

⁷⁵ D. MEMMI, *Vers une confession laïque ? La nouvelle administration étatique des corps*, in *Revue Française de Science Politique*, vol. L, (1), février 2000, p. 3-19.

et de ce fait, leur prétention à intervenir dans les derniers moments de la vie des individus. Car le savoir produit par la Société de Thanatologie se présente explicitement comme déterminé par sa visée pratique.

Dans un premier temps, l'enquête que nous avons menée sur les publications de la Société de Thanatologie visait à rendre l'évolution disciplinaire du contenu de la revue en rattachant articles et auteurs à des disciplines (médecine, psychologie, sociologie, histoire, théologie, etc.)⁷⁶. Nous pensions ainsi montrer que la psychologie, discipline définissant immédiatement ses usages, s'opposait à la sociologie, réticente à se définir comme une technologie. En cela, nous pensions d'abord montrer que les sociologues avaient contrôlé la Société de Thanatologie avant de laisser leur place aux psychologues. Il n'en est rien, car ces catégories premières ne permettent pas de rendre compte de ce qui s'est passé à l'intérieur de ce groupe. La distinction entre psychologie et sociologie ne recouvre pas une différence quant aux usages pratiques du savoir produit. Louis-Vincent Thomas, anthropologue, professeur de sociologie à Paris-V, principal animateur de la Société jusqu'à sa mort en 1994, référence quasi-obligée des productions scientifiques ayant trait aux représentations de la mort, définissait son activité comme ayant pour objectif de soulager l'angoisse du mourant, de combler la « *faille qui se creuse entre le CA, l'inconscient pour qui la mort n'existe pas et le MOI, qui en aperçoit la nécessité et se résigne à en finir* »⁷⁷. Le dispositif de soins palliatifs et d'accompagnement du mourant, pour lequel il plaide, aurait pour finalité d'éviter à l'individu les souffrances liées à l'angoisse existentielle en lui permettant d'accepter sa mort. Mais surtout, son investissement dans la Société de Thanatologie consista en la création d'un réseau de collaborateurs. A quelques rares exceptions près, la plupart des sociologues, anthropologues et psychologues participant à la revue étaient ses doctorants de Paris-V. Sa mort entraîne le départ de son réseau (certains de ses doctorants changeant même de sujet d'études⁷⁸) de la Société de Thanatologie et son remplacement par un autre réseau, celui de Michel Hanus, qui remplace Louis-Vincent Thomas à la présidence. Le nouveau président est membre de la Société Française de Psychanalyse, psychiatre, docteur en médecine et en psychologie. Sa prise de fonction correspond à l'entrée d'une série de nouveaux intervenants. La distinction disciplinaire ne désigne pas, comme nous le supputions initialement deux rapports différents aux usages du savoir, mais bien la concurrence que des réseaux professionnels (concurrents en tant que réseaux et non en tant que démarche scientifique) se livrent pour être en mesure d'être invités par la puissance publique à définir le discours étatique sur la mort, puisqu'ils occupent des positions institutionnelles dominantes détenues dans l'un des lieux de production d'un savoir sécularisé sur la mort. La conquête des positions de direction au sein de ce lieu de production de savoir (au sens où il ne fait que regrouper les savoirs) est ce qui leur offre la possibilité d'être distingués en tant qu'experts.

Du fait des propriétés sociales et intellectuelles des intervenants que mobilise la Société de Thanatologie, du fait également des intérêts à la participation des clercs de l'Eglise Catholique, le savoir produit sous l'égide de cette association acquiert une force consensuelle procurée par la rencontre de prétentions concordantes sur ce point, bien que leurs principes respectifs soient divergents. Ce savoir, consacrant la thèse de l'individualisation des représentations de la mort, devient donc la norme définissant les récits édifiants de la mort, à l'aune desquels les individus peuvent désormais construire leur représentation de leur propre mort et mesurer l'écart qui les sépare du modèle vers lequel ils doivent tendre s'ils veulent réussir leur mort⁷⁹.

⁷⁶ Reprenant le modèle utilisé par A. CORBIN, *La Revue Historique, Analyse de contenu d'une publication rivale des Annales*, in C.-O. CARBONNEL ET G. LIVET (dir), *Au berceau des Annales*, Presses de l'IEP Strasbourg, Strasbourg, 1983, pp. 105-137.

⁷⁷ L-V THOMAS, *Mort et pouvoir*, Paris, Payot, [1978], 1999, p. 34.

⁷⁸ Comme par exemple J-D Urbain, auteur de *L'archipel des morts*, Paris, Plon, 1989, s'intéressa ensuite aux loisirs des français (vacances, voyages) : *Sur la plage, Mœurs et coutumes balnéaires XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Payot, 1994 et *Ethnologue mais pas trop, Ethnologie de proximité, voyages secrets et autres expéditions minuscules*, Paris, Payot et Rivages, 2003

⁷⁹ Michel Castra montre que les professionnels des soins palliatifs parlent d'accompagnement « réussi ou échoué ». cf. M. CASTRA, *op. cit.*, p. 35. Sur la procédure du consentement par laquelle s'effectue la mise en rapport de la trajectoire individuelle au modèle édifiant, voir la conclusion de l'ouvrage de D. MEMMI, *Faire vivre et laisser mourir, Le gouvernement contemporain de la naissance et de la mort*, Paris, La Découverte, 2003

2.2. Histoire des représentations contre histoire sociale ?

En décrivant ainsi l'individualisation de la mort, nous ne cherchons pas à remettre en cause le processus d'individualisation, mais à comprendre comment il a été investi de sens, comment il a été approprié. Nous avons retracé les conditions politiques qui ont généré l'opération testamentaire conférant à l'individu la responsabilité de sa propre mort en l'inscrivant dans le conflit qui oppose l'Etat à l'Eglise sur la question des fins dernières des individus. Mais rendre compte de cette genèse n'est pas tout, au risque de tomber dans l'idolâtrie des origines que dénonçait Marc Bloch⁸⁰. Il nous faut encore montrer que ce processus est susceptible d'appropriations diverses, que la genèse rend possible, mais qu'elle ne détermine pas. Ici, les appropriations divergentes portent sur les ressources dont disposent les individus pour gérer la responsabilité qui leur incombe désormais de donner un sens à leur mort (et donc à leur vie). L'appropriation, décrite plus haut, par des agents intéressés à la légitimation de leur activité sociale (médecins, psychologues, sociologues) a conduit à examiner les façons de faire pratique permettant à l'individu de gérer l'angoisse de la mort. *Etant donné le diagnostic*, les techniques de l'entretien psychologiques paraissent alors les plus adaptées à répondre à cette angoisse. Cette histoire de la responsabilisation de l'individu apparaît alors comme une justification venant légitimer parfaitement les prétentions des acteurs ayant eux-mêmes écrit cette histoire, les techniques de la confession et de l'entretien psychologique étant les pratiques professionnelles classiques de ces acteurs.

Toutefois, une autre histoire de l'individualisation aurait pu être possible. Les étapes historiques qui scandent la libéralisation de l'individu des contraintes s'exerçant sur ses choix ultimes peuvent être décrites autrement. La loi de 1887 dite « de liberté des funérailles », dont nous avons expliqué en quoi elle vient modifier durablement la configuration des relations entre l'Eglise et l'Etat en médiatisant par le droit les rapports du défunt à ces deux institutions, paraît être le moment où s'effectue cette opération testamentaire. Ecrire cela, ce serait passer sous silence le fait que cette loi est une étape dans le processus d'individualisation (ce que rend par exemple Philippe Ariès) mais également un point de départ. À partir de cette date, la libéralisation politique va s'accompagner d'une libéralisation économique du marché des pompes funèbres. En 1894, 1902 et 1904, la lutte entre l'Eglise et la libre pensée conduit le député radical-socialiste du Loiret, Fernand Rabier, à déposer un projet de loi visant à l'abolition du monopole détenu par les fabriques des consistoires, en premier lieu évidemment celui de l'Eglise Catholique, sur la fourniture du matériel funèbre⁸¹. Avant le vote de cette loi en 1904, seules les fabriques de l'Eglise pouvaient fournir les éléments nécessaires à la conduite du deuil (corbillard, cercueil, draps funèbres, etc.). L'Eglise s'était servie à plusieurs reprises de cette arme pour empêcher les libres penseurs de pouvoir organiser et administrer des rituels funèbres dont les pompes viendraient concurrencer efficacement celles de l'Eglise⁸². Briser le monopole de l'Eglise sur les pompes funèbres, c'est donc bien participer à la sécularisation de la société. Cette loi aura notamment pour conséquence de constituer le monopole municipal sur les pompes funèbres, qui ne sera rompu qu'en 1993. La loi de 1904 est d'ailleurs présentée, par les PFG, comme une seconde naissance : « 1904 : Laïcisation du service des pompes funèbres : des villes et des communes de plus en plus nombreuses concèdent à PFG la charge d'exécuter leur service public des inhumations. La société compte alors 15 à 20 succursales en province, plus le service des communes de la banlieue parisienne »⁸³.

⁸⁰ M. BLOCH, *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, Paris, 1985, Armand Colin, pp. 39-40.

⁸¹ Voir F. RABIER, *Rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi tendant à l'abrogation des lois conférant aux fabriques des Eglises et aux consistoires le monopole des inhumations*, Paris, Motteroz, 1894, 21 p. et les deux rapports de 1902 et 1904 intitulés : *Abrogation des lois conférant aux fabriques des Eglises et des consistoires le monopole des inhumations*, novembre 1902 et novembre 1904, Paris, Motteroz, 12 et 6 p.

⁸² Sur l'impossibilité des libres penseurs à inventer un rituel funèbre qui leur soit propre, voir J. LALOUETTE, *Les enterrements civils dans les premières décennies de la III^e République*, in *Ethnologie Française*, XIII, (2), 1983, pp. 111-128

⁸³ Source : http://www.pfg.fr/html/groupe/gp_qq_d.htm

La libéralisation politique des funérailles (le droit de chacun de faire célébrer ses funérailles comme il le souhaite) et la libéralisation économique (les entreprises chargées de fournir les services funéraires ne sont plus le monopole de l'Église, et à terme, ni même celui de l'État) vont donc de pair. Ce double processus a pour conséquence de présenter comme « une démocratisation » (sous-entendue politique) un événement d'ordre économique. La suppression des neuf classes funèbres d'enterrement régissant les enterrements à Paris par M^{gr} Feltin, archevêque de la capitale, en 1962 est présentée par Louis-Vincent Thomas comme une démocratisation⁸⁴, mais elle répond également à des impératifs économiques. La loi de 1904 et la suppression du monopole des fabriques des consistoires avait posé à l'Église un problème d'ordre financier, puisque lui était retiré une importante source de revenus⁸⁵. La suppression des classes funèbres a pour effet de lever la limitation des dépenses funèbres que ces classes funèbres instaurent. C'est cet argument que M^{gr} Freppel utilisa dans une discussion à la Chambre en novembre 1883, dans une des discussions portant sur l'adoption de la loi de « liberté des funérailles ». Supprimer le monopole des fabriques de l'Église, c'était, selon lui, contraindre les familles à financer deux cérémonies, celle à l'intérieur de l'Église, et celle du cortège funèbre⁸⁶.

La décision de supprimer les classes funèbres a donc pour conséquence d'élargir l'éventail des éléments cérémoniels disponibles pour construire le rituel. Supprimer les classes funèbres, c'est donc supprimer les cadres structurants définissant l'ordonnement des funérailles en fonction de sa position sociale et de ses ressources financières, cadres qui définissent les possibles formes cérémonielles auxquelles l'individu pouvait légitimement prétendre pour ses propres funérailles. Jean-Pierre Chaline, dans son étude sur les bourgeois de Rouen, a montré comment les pratiques funèbres agissent comme principe de distinction⁸⁷. Les funérailles de ces bourgeois provinciaux ne faisaient sens que dans la mesure où elles pouvaient être rapportées à une grille de lecture stabilisée, à la manière de la façon dont jouent les acteurs politiques avec le protocole, en comparant leurs positions relatives (les uns par rapport aux autres) et absolues (par rapport au texte de référence⁸⁸). La distinction officielle des classes funèbres avait pour fonction de limiter les possibilités d'inflation cérémonielle – et donc financière – des obsèques en fixant les tarifs qui ne devaient pas « être établis sur la fortune du défunt (...) mais n'être que la représentation des dépenses faites pour les cérémonies religieuses demandées par les familles. (Avis du conseil d'État du 12 avril 1817) »⁸⁹. Seule une décision préfectorale pouvait permettre aux héritiers de sortir des cadres définis par les classes funéraires – c'était le cas notamment lors des obsèques nationales. La célébration d'un enterrement de première classe acquérait une valeur symbolique, conférant une identité sociale au défunt.

La suppression des classes n'a pas aboli cette dimension symbolique des funérailles, elle a simplement ouvert l'espace des possibles et brouillé les identités sociales dont les individus veulent s'habiller au moment de leur mort. En produisant la libéralisation du marché des pompes funèbres et supprimant les classes funéraires, la lutte entre l'Église et l'État a effectivement rendu l'individu responsable de conférer à sa mort le sens de sa vie. Elle l'a également rendu responsable de l'échec

⁸⁴ L-V THOMAS, *La mort chrétienne, évolution des pratiques et des discours*, in *Bulletin de la Société de Thanatologie*, (66/67)

⁸⁵ Il est difficile de tirer au clair les problèmes financiers réels que la suppression du monopole des fabriques des consistoires pose à l'Église, l'argument financier étant utilisé par l'Église pour montrer que par ces mesures de sécularisation, l'État cherche à rendre impossible la pratique du culte, en asséchant notamment les finances de l'Église. La presse catholique insiste alors sur les craintes des banquiers quant à la solvabilité des fabriques (voir par exemple : *La semaine religieuse de Cambrai*, cité par *Le Siècle, La loi sur les inhumations*, 01/01/1905). Le 10 janvier 1905, le Cardinal Richard convoque une réunion des curés de la capitale, dont l'ordre du jour porte sur le problème financier posé par la rupture du monopole, mais la publicité donnée à cette réunion incite à penser qu'il s'agit du même argumentaire. Autre élément nous incitant à penser que le problème financier est réel, l'enquête commanditée par le Ministère des Cultes à ses préfets portant sur la santé financière des Églises. Le carton F¹⁹ 5520 en conserve la trace.

⁸⁶ *Journal Officiel, débats parlementaires* 13/11/1883, pp. 2291-2293

⁸⁷ J-P CHALINE, *Les bourgeois de Rouen : une élite urbaine au XIXe siècle*, Paris, PFNSP, 1982, p. 287

⁸⁸ « Dans l'ordre politique, le protocole est tout d'abord un ensemble de textes juridiques qui régissent la mise en scène (...) ritualisée du pouvoir politique, qui réglementent la façon dont les autorités doivent être disposées lors des cérémonies publiques (...), qui organisent le commerce que ces autorités entretiennent avec d'autres autorités de rang inférieur ou supérieur ». (*Le protocole ou l'ombre du pouvoir politique*, in Y. DELOYE, C. HAROCHE et O. IHL (dir.), *Le protocole ou la mise en forme de l'ordre républicain*, Paris, L'Harmattan, 1997, pp. 47-65, p. 48

⁸⁹ Voir notamment Maurice BLOCK, *Dictionnaire de l'administration Française*, Paris, Berger-Levrault, 1862, p. 1329.

possible qu'il pourrait rencontrer dans sa tentative de surmonter cette épreuve. L'appropriation du processus d'individualisation de la mort par des agents intéressés à la légitimation de leur propre position sur le marché de la gestion des fins dernières de l'individu (psychologues, médecins, sociologues experts) a, de plus, euphémisé totalement la dimension économique et sociale des funérailles en ne célébrant que les enjeux individuels (« l'intimité ») que la mort est sensé révéler. Elle rend alors d'autant plus angoissante une situation qui, pour l'individu, au-delà de son identité psychologique, révèle sa trajectoire et rend d'autant plus délicate l'accession à la connaissance de soi, cette identité qu'il s'agit justement de mettre en scène dans la mort. Ne subsiste effectivement, à l'issue de ce processus d'appropriation de l'individualisation de la mort, que la dimension psychologique de la mort, c'est-à-dire une dimension dépolitisée et désocialisée de l'identité de l'individu.

Interruption volontaire de grossesse et propriété de soi : une tension morale de l'individuation

A l'heure où la norme contraceptive prétend s'appuyer sur la démocratisation des dispositifs pour y accéder, l'I.V.G est alors appréhendé comme la défaillance d'une discipline de soi en amont. Placée au rang des techniques biomédicales raisonnables et raisonnées, la contraception médicale moderne a hiérarchisé les stratégies pour maîtriser la procréation. Les pouvoirs publics et le corps médical n'interdisent pas mais prescrivent les conduites à tenir, aussi, le mouvement de la contraception qui était sensé autonomiser les femmes a du même coup proposer une lecture biologique et sexuée de la procréation et de l'I.V.G, dont la femme porte la responsabilité. Pourtant persiste, ce que l'on nomme le « *paradoxe contraceptif français* », qui renvoie dos à dos une offre multiple de moyens contraceptifs et un taux constant d'I.V.G qui se situe autour de 200000 à 220000 I.V.G par an en France. A partir de ce paradoxe, la logique contraceptive et sa prescription se retrouvent au cœur de logiques contradictoires. "Accident", mais aussi "décision privée", le corps médical se retrouve placé au cœur d'une "polarité"⁹⁰ entre deux conceptions de l'I.V.G". D'un côté, cette une décision est du seul ressort de la femme, de l'autre, l'avortement est considéré comme un "*acte social intéressant au premier chef la moralité et la santé publique et exigeant une procédure légitimante, qui pose la contraception comme préalable essentiel.*"⁹¹ La réalité empirique des patientes démontre comment la démarche d'une I.V.G constitue une stratégie individualisante où se renforce le mouvement de responsabilisation. L'étude s'appuie sur l'observation de l'accueil, des consultations et interventions chirurgicales, ainsi que sur les entretiens semi-directifs menés auprès de l'ensemble du personnel et des patientes du service d'orthogénie de Roubaix(Nord-pas de calais).

1. Contraception, I.V.G et maîtrise de soi

L'injonction contraceptive ayant fait du désir le régulateur d'une sexualité épanouie, qualité nouvelle de l'individu moderne, l'I.V.G est alors devenu l'antithèse d'un désir canalisé, d'une manière d'être responsable de sa sexualité et de soi. Déterminant le moment idéal de la venue d'un enfant, et codifiant l'érotisation des rapports intimes, la contraception avoue davantage "*une libération de la peur*",⁹² signifiant une individualisation des comportements sur lesquelles pèsent la charge d'une « *affaire de femme* ».

Or, la contraception reçoit un accueil très diversifié. Si certaines acceptent effectivement le dispositif contraceptif, beaucoup de patientes émettent également des résistances, où la place de la sexualité, de la conjugalité et de l'hédonisme, sont autant de stratégies individualisantes qui viennent contrecarrer les normes de rationalité contraceptive. Considérée comme un « médicament », la pilule ou le stérilet aux progestérones s'opposent à un mode de vie et une perception « écologique » des usages du corps et de la médecine. Les inquiétudes sur l'incidence du stérilet, de la pilule ou de l'implant sur leur bien-être psychologique, sexuel et physiologique, l'abondance ou l'absence de règles fondent le scepticisme contraceptif.

Dans le domaine sexuel et affectif, une sexualité non suivie rend trop coûteuse l'observance journalière d'une contraception et sa surveillance médicale. Les situations conjugales(relations naissances, incertaines) mettent en porte à faux l'intérêt et le calcul inconvenient/avantage de la contraception. La contraception orale ou l'usage de préservatifs paraît inappropriée dans un contexte qui interdit à la jeune fille d'avoir une sexualité. Résistances et scepticisme à l'égard de la contraception dévoilent alors des stratégies d'appropriation de soi.

Face à cela, l'attitude des praticiens du centre est partagée entre leur rôle de prévention des grossesses non prévues, qui leur est imposé et la difficulté, voir le refus de s'immiscer dans l'intimité des patientes. Une critique s'élève contre les principes autoritaires de prescription contraceptive et les rapports sociaux de sexes en défaveur des femmes, et notamment contre la différenciation des rôles et des responsabilités des partenaires.

* Thèse de sciences politiques Paris 1 (DEA d'anthropologie sociale, EHESS, 2002/2003) Laetitia.drean@wanadoo.fr

⁹⁰ ISAMBERT François-André, "Une sociologie de l'avortement est-elle possible?" *article cité* pp.359-381.

⁹¹ *Idem*

⁹² BOZON Michel, "Révolution sexuelle ou individualisation de la sexualité," *Mouvement "Sexe ou la révolution des normes"* , n°20 mars-avril 2002, pp.9-22

L'injonction de maîtrise de soi comporte des incidences contradictoires dans le domaine professionnel. L'I.V.G, associée à une défaillance de maîtrise de soi provoque la crainte d'entacher les compétences ou de prêter des qualités disqualifiantes dans le milieu du travail. Certaines femmes ont ainsi demandé s'il était possible pour le service de leur délivrer un certificat médical qui ne mentionnerait pas la nature du service, pouvant ainsi apporter la justification médicale de leur absence tout en préservant leur état de grossesse et leur choix (*Parce qu ce sont des choses qui ne se disent pas*). Parmi elles, Z, N et L ont évoqué la crainte d'être plus facilement licenciée/licenciée, dévaluée dans leur travail ou de susciter un climat délétère avec les collègues. Cette volonté de garder le secret n'est pas aisée, les employeurs peuvent souvent demander à leurs employées de décliner les motifs de leur absence. O, C n'ont pas pu « dissimuler » leurs grossesses et se sont trouvées dans l'obligation de dévoiler leur décision, recevant aussi bien des marques de sympathie que des critiques. Ceci, alors que la parentalité est valorisée pour les hommes, la maternité peut constituer un critère discriminant aussi bien dans l'avancement professionnel, salarial ou la recherche d'un emploi. L'I.V.G vient ainsi corriger une maternité embarrassante dans la trajectoire professionnelle et le statut social.

Pour S, accompagnée par sa sœur, l'I.V.G fait écho à ses revendications d'ascension sociale, où elle affirme par cette démarche son émancipation d'un modèle familial « traditionnel », lui évitant « d'entraver » l'évolution de sa carrière professionnelle. A travers les biographies de I et M, l'I.V.G s'avère une stratégie individualisante conforme à la norme du désir, morale maternelle et exigence d'individuation devant la procréation.

2. Responsabilité ou la préservation de soi : de la prise de rendez-vous à l'alternative des méthodes

Une forme récurrente de l'exigence de responsabilité tend à se formuler dans le souci de préservation de soi et les procédés délibératifs de la décision d'avorter. Au croisement de l'injonction de responsabilité et de la volonté de conserver la propriété de soi, la préservation de l'intimité de la décision et le choix de la méthode interrogent les conditions réelles de la délibération de la décision. La responsabilité devant la maîtrise de la fécondité se prolonge dans les modalités concrètes d'une démarche d'I.V. G et requiert des ressources sociales et relationnelles suffisantes pour permettre une mobilité et professionnelle et familiale s'adaptant à l'I.V.G. A ce titre, les modalités de paiements et les modes de remboursements de l'interruption de grossesse sont les premiers supports nécessaires à l'I.V.G. Les patientes possédant une couverture sociale personnelle et ayant la majorité (condition supprimée depuis la loi du 04/07/2001), pouvait dès lors assurer la protection de leur démarche du regard extérieur. Cependant, les femmes dont la couverture sociale dépend du partenaire ou d'un parent, comme c'est souvent le cas pour les patientes mineures, peuvent se retrouver dans l'obligation de dévoiler leur état. Si depuis un fond d'aide permet aux femmes mineures de s'acquitter des frais d'intervention sans avoir recours à la protection sociale parentale, pour la majeure partie des femmes mineures rencontrées, le défaut de couverture et de financement a été pour certaines d'entre elles, la principale raison de la divulgation à la famille alors qu'elles auraient souhaité garder le secret. A l'obstacle économique, s'ajoutait antérieurement à la loi de 2001, l'obligation d'autorisation parentale permettant à une patiente mineure de demander une I.V.G. Si depuis, la suppression de l'autorisation parentale reconnaît à la femme mineure un consentement autonome, les raisons étaient davantage fondées sur un impératif de santé publique, voir humanitaire que sur une capacité politique reconnue. Confrontées à un interdit sexuel, les mineures n'étaient pas également protégées contre les humiliations et violences et donc libres de disposer de leurs corps. La figure de la tutelle a glissé à celle de l'accompagnant(e) majeur(e) incarné(e) par la ou le référent(e). Pour autant, l'incertitude quant la responsabilité de cet accompagnateur, laissent les anesthésistes réticents quant à procéder à une I.V.G sous anesthésie général sans accord des tuteurs légaux. Dès lors la décision de l'I.V.G dépend de la possession d'un minimum de droits sociaux, et au premier plan bénéficiaire d'une couverture sociale propre : Régime commun ou particulier, C.M.U. Plus encore, en s'intéressant au déroulement quotidien de l'I.V.G, la patiente doit-elle disposer de réserves relationnelles, économiques afin d'organiser l'I.V.G en fonction de ses obligations familiales et/ou professionnelles. La prise de rendez-vous, les consultations et l'intervention exigent une hospitalisation. Les femmes ayant des enfants, doivent s'arranger avec l'école ou un système de garde, où à nouveau les inégalités sociales restreignent l'égalité d'accès à l'I.V.G. L'isolement social et familial affecte la libre disposition de soi alors que d'autres pourront solliciter le réseau personnel (amies, proches, gardes collectives, conjoint.) A ce titre, d'autres amènent leurs enfants dans les locaux du service (la salle d'attente prévoyant à cet effet, un coin

aménagé pour les enfants), sauf durant l'hospitalisation ou l'immobilisation provisoire comporte le support d'un réseau de sociabilité, un tissu familial ou amical pour faire face à cette hospitalisation.

Individuation et choix de la méthode

Le choix de la méthode est la deuxième composante d'une trajectoire individualisante, où la femme doit à nouveau faire preuve de responsabilité. Interroger la technicité liée à l'interruption volontaire de grossesse demande l'analyse de l'articulation du technique et du social. L'examen des procédés de l'I.V.G se focalise sur la manière dont les méthodes contraceptives, abortives et leurs modes d'analgésie sont imposés/proposés aux femmes, correspondant à des choix ou à des contraintes. Comment, autour de la technicisation de l'I.V.G, s'organise la recherche de l'authenticité de soi et les tensions morales quant à la perception du sujet?

Quels sont les effets de la mystique de la responsabilité sur les choix et la technicité médicale d'une I.V.G, et par conséquent sur le corps des femmes. Le choix de recourir à l'I.V.G n'induit pas systématiquement pour la femme, le choix de la méthode. Selon Madeleine Akrich, "*l'autonomie, la volonté des femmes sont autant de capacités données par l'environnement social et matériel*"⁹³. Ainsi, ce sont les moyens anesthésiques, le contexte des innovations pharmacologiques et leurs effets sur l'appréhension du corps qui contribueraient à la subjectivation de la patiente. L'I.V.G se pratique par voie médicamenteuse et par voie instrumentale. La première technique consiste en l'administration de deux comprimés de MyféGINE, visant à arrêter l'évolution de la grossesse, suivie d'une ou deux prises de Cytotec 48 heures plus tard, destinées à provoquer l'expulsion du produit utérin. La méthode instrumentale se subdivise en deux pratiques, l'une se réalisant sous anesthésie générale, l'autre sous anesthésie loco-régionale, la patiente reste alors consciente, seul le col de l'utérus est anesthésié. Le centre offre ces trois possibilités, toutefois le choix de la méthode et de l'anesthésie est circonscrit à des données matérielles, physiologiques et une narration psychique de l'I.V.G par les professionnels.

Premièrement, la méthode médicamenteuse obéit à des contraintes de délais. Ainsi selon le protocole recommandé, la méthode peut être prescrite pour des grossesses ne dépassant pas 49 jours, soit 7 semaines d'aménorrhées⁹⁴. Les patientes n'ont pas formulé de réticences lorsqu'elle leur a été proposée, au contraire, certaines ayant exprimé le souhait de recourir préférentiellement à cette méthode. Les requérantes évoquent la méthode pharmacologique comme "le retour des règles", privilégiant ainsi l'intérêt d'une technique non intrusive, non violente pour le corps et assimilant plus aisément la grossesse à un "œuf"⁹⁵. Deuxièmement, le critère de choix ne se fonde pas majoritairement sur le désir exprimé des patientes. Le premier critère (chronologique) de sélection repose sur la gestion de l'agenda, les places disponibles en consultation et en hospitalisation. La date de rendez-vous n'étant pas souvent immédiate, les délais peuvent basculer et lever l'option sur la méthode médicamenteuse. Le secrétariat organise un filtrage des patientes, donnant souvent lieu à une présélection selon l'âge de la patiente. Ainsi, une adolescente aura plus de chance d'obtenir un rendez-vous compatible avec les délais de l'I.V.G médicamenteuse. Enfin, lorsque la grossesse excède la 7^{ème} semaine d'aménorrhée la technique instrumentale devient la seule voie de recours possible dans le service. La prédilection du service pour les anesthésies locales est, entre autre, le résultat d'une adaptation aux contraintes hospitalières. Si le service d'orthogénie propose l'I.V.G sous anesthésie générale, celle-ci ne représente qu'un quart des pratiques, réalisées une matinée par semaine, le jeudi. L'anesthésie générale place l'unité sous la dépendance des disponibilités du chef du service de réanimation localisé à la Maternité Paul Gelé et oblige le service à s'aligner sur des priorités extérieures aux I.V.G, donnant par ailleurs le sentiment au praticien d'être relégué "*comme la 5^{ème} roue du carrosse*"⁹⁶.

Lorsque le terme de la grossesse commande une aspiration, intervient un second choix, celui du mode d'analgésie et de ses critères d'évaluation associés. L'option des méthodes abortives est

⁹³ AKRICH Madeleine, PASVEER Bernike, *Comment la naissance vient aux femmes? Les techniques de l'accouchement en France et aux Pays-Bas*, Plessis Robinson, Synthélabo, coll.. Les empêcheurs de tourner en ronds, 1996, 194 p.

⁹⁴ L'avortement en ambulatoire par Mifépristone + Misoprostol jusqu'à 63 jours d'aménorrhée. Un essai a été fait pour essayer de porter le délai d'utilisation de la méthode jusqu'à 63 jours d'aménorrhée. Il a montré qu'entre 50 et 63 jours d'aménorrhée, son taux d'efficacité diminue, il passe de 95,4% pour 49 jours d'aménorrhée à 86,8% pour 63 jours, et que le pourcentage de curetages hémostatiques augmente de 0,3% à 2,5%. Devant cette détérioration des résultats l'autorisation d'utiliser la méthode au-delà de 49 jours d'aménorrhée n'a pas été demandée. Il est donc extrêmement important, pour garder à la méthode son efficacité, son caractère ambulatoire et sa sûreté, de ne pas l'utiliser au-delà de 49 jours d'aménorrhée

⁹⁵ SIMONDS Wendy, ELLERTON Charlotte, SPRINGER Kimberly and WINIKOFF Beverly, "Abortion, revised: participants in the U.S. clinical trials evaluate Mifépristone", *Social sciences and Medicine*, vol 46, n°10, 1998, pp. 1313-1323

⁹⁶ Expression relevée chez B, secrétaire médicale, docteur G.N médecin généraliste, et Docteur P.L chef de service, gynécologue médical.

déterminée par l'imaginaire projeté sur la femme. L'anesthésie réactive une tension morale autour de la conscience de l'I.V.G. L'injonction d'être responsable de sa décision et de son corps contribuerait à la production d'une psychologisation de la douleur. Elle pose la question est-il nécessaire pour la femme qu'elle soit consciente? Quel est le bénéfice psychologique pour la femme et comment l'évaluer? Inversement, lui est-il préjudiciable qu'elle soit consciente lors de l'intervention? Elle révèle la projection d'une perception morale de la femme, pour qui une I.V.G accomplie est liée au sentiment d'être active, façonnant une autonomie et responsabilité de la femme dans cette manière d'être. C'est en tout cas le point de vue de F infirmière responsable: "*Ca lui évite de fantasmer(...)Ca évite les trous, et comme ça la femme, elle est plus actrice de son avortement, elle sait ce qui s'est passée, c'est mieux pour se retrouver*". L'anesthésie locale énonce le plébiscite en faveur d'un sujet conscient, qui met en exergue l'imaginaire projeté sur l'I.V.G, formulée comme une expérience de vie psychique, où prend place une culture du soi et une "*philosophie de la découverte du corps et du ressourcement moral de soi*"⁹⁷.

La gestion de la douleur de l'interruption de la grossesse interpelle la recherche d'un équilibre entre l'objectivation clinique de la douleur et une sollicitude face à l'expérience subjective de la femme. Le choix de la patiente dépend en grande partie de la façon dont l'alternative lui ait présenté⁹⁸. L'explicitation d'une « éventuelle » douleur prend une figure métaphorique, énoncée comme une "*sensation*" "*L'anesthésie locale, ça ressemble à une petite piqûre dans les fesses, vous allez avoir des sensations, des contractions qui s'apparentent à des règles*" ou encore une femme formulant à l'infirmière le souhait d'une anesthésie générale, l'infirmière tente de la tranquilliser: "*Généralement on ne fait plus d'anesthésie générale, on en fait surtout pour les jeunes filles, qui n'ont jamais eu d'enfant, où c'est la première fois...Et puis ce n'est pas une grossesse là non, c'est une petite intervention, vous savez la douleur tout dépend de la personne, vous allez sentir quelque chose mais vous n'aurez pas mal, je n'ai pas dit que vous n'allez rien sentir mais tout va bien se passer, on est là pour ça*".

L'I.V.G sous anesthésie locale fait prévaloir la maturité, la maîtrise de soi tandis que l'anesthésie générale renvoie à une méthode proposée à un public juvénile. Le travail sur la douleur s'est concentré sur l'I.V.G instrumentale sous anesthésie loco-régionale. Pour les praticiens, les innovations médicales de l'analgésie locale semblent avoir déplacé la localisation la douleur de la dilatation du col utérin à la fin de l'aspiration où l'utérus se contracte. Localisée physiologiquement au niveau de l'aspiration, le médecin établit le versant organique de la douleur et lui confère un statut objectif. La synchronisation de la douleur vise ici à nommer le "mal" et à invoquer une réponse en détaillant les phases de l'intervention où la femme est alors susceptible de la ressentir. Les médecins insistent avec enthousiasme sur l'amélioration technique de la dilatation grâce à l'utilisation de la Mifépristone, hormone qui a révolutionné l'I.V.G sous anesthésie locale. Les techniques visant à soulager la douleur misent sur des remèdes antianxiogènes. La prémédication qui précède l'intervention se compose des médicaments dilatateurs, tel Myfgine ou Cytotec et d'anxiolytique, comme du Lexomil, Limovan, de l'Hypnovel dont les effets amnésiques peuvent altérer le souvenir de l'intervention. Lorsque la douleur est trop fortement "ressentie" par la patiente au cours de l'I.V.G, les infirmières recourent aux effets de l'inhalation du Kalinox, un gaz euphorisant. Cependant, certains demeurent dubitatifs quant aux vertus imaginaires et psychologiques de l'anesthésie locale, privilégiant l'intérêt technique et l'accessibilité des femmes à l'I.V.G, avec des formules d'analgésies pensées comme plus ou moins adaptées à leur individualité. Offrant une sensible économie de temps d'hospitalisation et de surveillance, le choix d'une anesthésie locale s'accorde parfois mieux avec l'agenda personnel des patientes.

La douleur possible d'une I.V.G pose alors la question des voix de la douleur. Qui s'exprime sur la douleur? Au cours de l'intervention, le personnel soignant se livre à quelques explications: D, très souvent aux côtés de la patiente, constate les premières crispations, et donne pour consigne de bien respirer, de souffler calmement "*Il faut bien vous détendre, ne vous contractez pas sinon vous allez vous faire mal, Si vous ne respirez pas bien, le produit ne va pas passer*".

Les pratiques engendrent une tension morale autour de la responsabilisation de la personne. L'interruption de grossesse par voie médicamenteuse recommande une hospitalisation de 6 heures. 60% des patientes expulsent la grossesse à l'hôpital, à ce titre, les infirmières exercent une certaine vigilance sur l'investissement des femmes et de leur corps. Ainsi, dès la prise de rendez-vous, B la secrétaire médicale recommande aux consultantes, de "*venir avec une tenue décontractée mais pas un pyjama parce qu'elles vont devoir bouger*", on leur demandera de "*faire travailler les muscles du bas ventre afin d'accélérer l'expulsion*". Du côté hospitalisation, l'injonction faite aux femmes de s'activer est mise en

⁹⁷ VIGARELLO Georges, *Le sain et le malsain, santé et mieux-être depuis le Moyen Age*, Paris, Seuil, coll. L'Univers historique, 1993, 250 p.

⁹⁸ PHETERSON Gail, "Avortement pharmacologique ou chirurgical: les critères sociaux du "choix"", *Les cahiers du genre*, n°31, 2001, pp. 222-244

application par les infirmières. "*Faire marcher*" renoue avec le précepte moral de la responsabilité et la participation active de la femme, où celle-ci est perçue comme un individu autonome se prenant en charge et restant maîtresse de l'interruption de sa grossesse. La méthode médicamenteuse crée un individu self-réflexif, où la responsabilité de l'I.V.G est davantage déléguée à la patiente qu'au corps médical et infirmier.

Enfin, l'exigence d'individuation crée une médicalisation individualisante et privative, notamment à travers de la pratique de l'I.V.G médicamenteuse au domicile de la patiente, mais dont l'appropriation est suspendue aux ressources économiques de la consultante. Si les techniques médicales deviennent plus accessibles aux patientes et permettent moins d'imposer que de négocier l'hospitalisation, l'élargissement de l'autonomie paraît tributaire de la propriété privée⁹⁹, des attributs socio-économiques. D'un côté, la médicalisation se transforme avec les innovations médicales et l'autonomisation des individus, et libère la femme d'une surveillance médicale superflue, mais, de l'autre, elle crée un nouveau dilemme moral pour les praticiens, celui des inégalités sociales devant la privatisation de l'I.V.G. Quelles sont les patientes qui peuvent prétendre à l'I.V.G à domicile ? Le critère de sélection repose sur l'évaluation subjective et sociale de la patiente. L'effectivité du choix se fonde sur l'idée de mérite. La femme qui veut recourir à telle ou telle méthode fait l'objet d'une éligibilité. Les critères objectifs auxquels devrait répondre la consultante sont les propriétés d'un logement comportant des sanitaires propres, et situé si possible à moins d'une demi-heure du centre d'orthogénie où la femme s'est présentée. C'est autour du soin corporel que s'organise la nécessité de la propriété privée, exigences que des patientes "mal logées" ne pourront pas remplir. Dans le cas de la domiciliation de l'I.V.G, la requérante est "sélectionnée" pour déterminer si elle est apte à suivre les instructions et à s'assumer elle-même. Son organisation rétablit un "cens"¹⁰⁰ sanitaire culturel et social pour accéder à la privatisation, qui se négocie obligatoirement avec le médecin. La femme prendra note du protocole, notamment, pour exercer une auto surveillance, étudier les instructions, et se préparer à répondre à l'urgence en cas de saignements anormaux.

3. Orthogénie et propriété sociale, propriété de soi

La légalisation de l'I.V.G votée, les conditions réelles de son application restaient incertaines. La rhétorique de l'appartenance de soi qui fut un levier pour permettre aux femmes d'avoir accès à l'I.V.G et légitimer ceux qui les pratiquaient, restait marginale dans les tractations politiques et législatives. Les mesures publiques n'ont pas emporté l'adhésion du corps médical, aussi a-t-il fallu compter sur des volontés singulières et leurs équipes pour voir apparaître ce que le Conseil National de l'Ordre des médecins nommait des « avortoirs »¹⁰¹. Face à la résistance passive des établissements hospitaliers, des centres dits "autonomes" furent ainsi édifiés par quelques médecins issus du militantisme. Progressivement dans ces centres, l'I.V.G s'est forgée comme spécialité médicale et a fait sortir la catégorie des médecins généralistes comme porteurs de cette mission. C'est dans ce contexte que fut créé le centre d'I.V.G et de planification de Roubaix en novembre 1975. Seulement, à la rhétorique de la libre disposition de soi et de libération sexuelle scandée dans les années 70 se substitue celle du respect et de la dignité. Des groupes restreints de médecins proposent et mettent en œuvre une nouvelle économie morale et normative de l'I.V.G, dont l'objectif est d'assurer aussi bien l'accès matériel aux soins, qu'une recomposition concrète et symbolique de la valeur accordée à l'I.V.G. Cette orientation ouvre-t-elle alors un droit à l'I.V.G ? Les observations de l'enquête ne permettent pas de le conclure. C'est davantage une offre « sociale de soins, qu'un acquis ou un droit qui est proposée dont le contenu normatif et pratique sera déterminé. Pour cela, la propriété sociale doit-elle encore compter sur l'intervention de la sphère politique et médiatique où les médecins semblent endosser le rôle médiateur entre les femmes et les pouvoirs publics, à partir de quoi, on pourra également s'interroger sur l'émergence d'une figure du professionnel médical engagé. De la reconnaissance et pérennisation de l'activité, dépendrait la réalisation de l'injonction d'être responsable de soi.

3.1. La sociabilité : une réhabilitation morale de l'individu

Le service d'orthogénie de Roubaix propose un scénario où la sociabilité devient le fer de lance des pratiques abortives, qui peut constituer un support symbolique nécessaire pour confirmer ou

⁹⁹ CASTEL Robert, HAROCHE Claudine, *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi: entretiens sur la construction de l'individu moderne*, Paris, Fayard, 2001, 210 p.

¹⁰⁰ PHETERSON Gail, "Avortement pharmacologique ou chirurgical, les critères sociaux du choix", *article cité* p.237

¹⁰¹ MOSSUZ-LAVAU Jeannine, *Les lois de l'amour, les politiques de la sexualité en France 1950-1990*, Paris, Payot, 1991, p. 99.

réhabiliter la patiente dans sa dimension d'individu, en insistant sur le respect et l'autonomie de sa décision. Si l'I.V.G "*c'est rendre service aux femmes*", comme le clament les médecins, l'expérience de la sociabilité expose l'I.V.G comme une question sociale. Il s'agit de mettre en porte à faux l'accès à l'I.V.G comme une faveur, la demande comme une aumône, où des usagées passives s'adressent à un guichet impersonnel. Entre la discrétion et demande de personnalisation des patientes et d'écoute attentive, de quelle manière les formalités administratives, médicales engagent-elles le récit de soi et les réponses des membres de l'équipe dans une recomposition identitaire de la patiente et de l'I.V.G? Si l'enquête telle qu'elle a été conçue ici, permet difficilement de saisir l'impact de la prise en charge sur la construction du moi de la femme, les différentes étapes par lesquelles passe la requérante (la prise de rendez-vous, la salle d'attente, les prélèvements sanguins) façonnent le sentiment d'être responsable et de s'appartenir.

Au nom de l'autonomie et de l'appropriation de la décision, l'entretien social, synonyme de dissuasion, voir de contrôle des consciences cède le pas à une économie informelle de l'écoute où prend sens le processus de responsabilisation des femmes. D'où le peu d'engouement du personnel et des patientes pour cette consultation sociale préalable qui n'a pas réussi à s'imposer comme un espace d'écoute. Si la réforme de 2001 l'a rendu facultatif, le service avait déjà précédé la loi, en assouplissant le dispositif (entretien post-I.V.G) ou en le supprimant des démarches, en particulier pour des raisons pragmatiques (délais des I.V.G, temps de présence de la conseillère sur les lieux). En outre, l'ensemble des acteurs (médecins, infirmières, patientes) l'assimilaient à une formalité administrative où il s'agissait « *d'aller chercher le papier*. » En dehors de la recherche d'une conformité biographique, d'où émergerait un sujet triomphant raisonnable et raisonné¹⁰², l'échange verbal d'une demande d'I.V.G correspond à économie plus ou moins informelle de l'écoute.

On assiste néanmoins à l'intériorisation de la responsabilité, sinon d'une culpabilité, produit d'un dénigrement social de l'I.V.G, qui s'exprime par une auto-justification des consultantes. Loin d'être une sollicitation biographique automatique, les demandes des consultantes sont souvent accompagnées d'une auto-justification. Si toutes les femmes ne se racontent pas, d'autres, en revanche, dévoilent en quelques phrases leurs dilemmes. La justification des patientes manifeste une anticipation de la crainte du jugement, et l'intériorisation d'une réprobation de l'I.V.G. Elle témoigne d'une capacité à tenir à distance un questionnement virtuel de ces motivations. Pour la première consultante, l'invocation de l'impossibilité de continuer sa grossesse constitue une première défense contre toute éventuelle interrogation sur la certitude de sa décision. Mais plus encore, c'est l'exposé de sa première prise en charge, le test de grossesse, la date du rapport fécondant, qui assure sa détermination et son "autonomie" à décider. Enfin, ce bref récit s'achève sur une critique de l'accès à l'I.V.G comme elle l'a rencontré dans un autre hôpital, "*c'est le parcours du combattant*", et sollicite une demande d'explication et d'empathie "*il faut se mettre à la place de la personne*", qui, à la différence d'une prestation neutre et indifférente, invite le public à de la sollicitude. Aussi, entre les besoins d'explication, les réactions défensives de soi, l'échange verbal pose un dilemme moral: il interroge le bon usage de la parole et la présentation du service. C'est pourquoi, l'économie informelle de l'écoute se distingue comme figure du dialogue. Aussi, comme l'affirme cette doctoresse, l'interruption volontaire de grossesse est une expérience où il s'agit moins de "*faire parler les corps*" que de "*laissez parler*".

La composition d'un lien social, d'une approche empathique entre les professionnels et les femmes, opère un renversement de la stigmatisation sociale par rapport aux sentiments d'angoisse sociale de culpabilité et de jugement moral. L'usage de la notion de "faute" n'a pas pour objectif de rendre compte, ni de préjuger de l'état psychique des femmes mais de signaler le dilemme que pose ce sentiment et cette taxinomie dans une demande d'I.V.G. La réprobation de la notion de « culpabilité » témoigne d'une réhabilitation séculière de l'I.V.G, dont la responsabilité est le pendant. La culture de l'empathie du service trouve là une consolation reconfortante et semble se substituer aux sentiments de justification. Le secrétariat médical nous semble ici exemplaire pour examiner les liens qui se créent lors de la demande. Premier contact de la patiente avec l'univers médical, l'accueil du service est une manifestation du questionnement moral sur l'exercice du "droit à" l'avortement et de l'appréhension morale de l'intimité. "Dédramatiser", "déculpabiliser" sont ici des procédés rhétoriques du service par lesquels le personnel conçoit son rôle de soignant dans l'I.V.G. C'est dans cette perspective, que l'accueil du centre propose de déconstruire les déconsidérations extérieures de la décision. La verbalisation de l'I.V.G se conçoit comme "*une réparation*"¹⁰³, au sens où il s'agit pour ces acteurs de remédier à une

¹⁰² MEMMI Dominique, "Faire parler, une nouvelle technique du contrôle des corps? L'exemple de l'avortement", *Recueil Dalloz*, Hors-série, 2001-05, pp78-89.

¹⁰³ GOFFMAN Irving, *Asiles, Etudes sur les conditions sociales des malades mentaux et autres reclus*, Paris, Editions de Minuit, coll. Le Sens commun, 1996, 451 p.

situation, en mobilisant moins une compétence professionnelle de type technico-économique, qu'une qualité subjective, un accompagnement moral proche du sens commun

Pourtant, la confiance n'est pas explicite, elle relève moins d'un encouragement à se dévoiler que d'une formalité administrative. Les diverses formalités administratives du dossier d'inscription ou de la prise de sang font émerger un récit de soi qui révèle les embarras et la capacité des patientes, un sujet politique et psychique, où le souci de l'intériorité témoigne d'une reconstruction morale de l'I.V.G et tend à renouveler la légitimité de l'I.V.G comme un droit et une expérience de vie. Les renseignements statistiques concernant l'identité de la femme, l'adresse, le numéro de téléphone ou l'existence, la date et lieu des I.V.G antérieurement effectuée engagent le dévoilement de soi, même succinct. A cet effet, B, secrétaire médicale, souligne à chaque fois que les renseignements demandés sont à visée statistique. Elle traduit une volonté de ne pas s'immiscer dans la vie privée et lève des troubles moraux quant au caractère indiscret des renseignements demandés. La consigne d'accompagnement des patientes ne consiste pas en une vigilance biographique, ni en un épanchement dramatique envers la demande. Pas d'apparat solennel sentimental, l'accueil d'une patiente se résume en cette recommandation de l'ancien responsable du service: "*faire simple*".

Parmi les procédés rhétoriques et pratiques qui tentent de déconstruire l'assimilation de l'I.V.G à une faute, le "*désir d'enfant*" et "*I.V.G comme acte d'amour*", contrecarrent les condamnations morales et normalisent la pratique de l'I.V.G, en reprenant certains repères normatifs conventionnels. La disposition des locaux, les conversations avec les femmes et les interprétations de l'I.V.G par les membres de l'équipe mettent en évidence la centralisé du désir d'enfant, par lequel le personnel tente de répondre à la réprobation morale. Dès l'entrée dans le service d'orthogénie, l'aménagement de la salle d'attente propose au regard du visiteur des jeux et des meubles destinés à recevoir des enfants en bas âge. Le commentaire de F, l'infirmière responsable, vient rectifier ce qui au départ peut paraître incongru dans un centre distinct du service de la maternité, et attaché à l'idée de spécificité de l'I.V.G. "*Oui, ce n'est pas parce qu'elles font des I.V.G, qu'elles n'ont pas d'enfant, ça ne veut pas dire qu'elles n'aiment pas les enfants, oui, ça fait partie de la vie*". Pareillement, une patiente dans la salle confie à son amie, "*C'est pas mal ces jouets, ça veut dire voilà, que ce n'est pas le moment*"

3.2. Propriété sociale et dispense de soins

Le service d'orthogénie constitue une structure d'accueil consacrée à l'activité des I.V.G et des consultations de contraception. Distinct professionnellement de la hiérarchie hospitalière traditionnelle et disposant de locaux et d'un personnel exclusivement rattaché, cette relative autonomie du service, permet de composer avec les situations individuelles et de pratiquer une gestion assez souple des rendez-vous, de la compatibilité de l'I.V.G avec l'agenda quotidien des femmes. De surcroît, l'accueil soutient une rhétorique de la justice sociale, qui anime une préoccupation sociale du personnel, voir un principe de bienfaisance. L'accueil des lieux et du personnel se fait dispensateur de services sociaux. Sur le registre de la compassion, il s'agit de faciliter les femmes à concilier les rendez-vous de consultation avec l'éventuelle garde leurs enfants et par conséquent de faciliter dans une certaine mesure l'accès à l'I.V.G et d'en garantir l'égalité d'accès. Les délais de l'I.V.G, façonnent un rapport différent au temps, qui rompt avec la temporalité quotidienne des patientes. Le temps devient précieux et le personnel comme les patientes prennent conscience qu'il faut agir dans l'urgence. L'accélération du rythme devient "*une caractéristique de la réalité du sens commun, un mode où les objets sont considérés comme allant de soi*"¹⁰⁴. L'intangibilité de la décision implique le fait d'accéder au plus vite à la demande d'I.V.G, cependant, le délai d'obtention d'un rendez-vous peut demander jusqu'à 15 jours d'attente. Le centre de Roubaix est un service de jour, ouvrable en semaines de 07H30 à 17 heures, fermé le week-end. Aucune prise en charge ne peut se réaliser en dehors de ce cadre temporel. Malgré cette rigidité fonctionnelle, le personnel parvient à assouplir la gestion des consultations et hospitalisations. Des usages se sont développés, des tactiques au sens de Michel de Certeau¹⁰⁵, soit une habile utilisation du temps et des lieux, où prime le sens de l'occasion. L'imprévu et la chance s'intègrent à la routine du service, et forment des qualités de sollicitude. Une jeune femme, est arrivée en retard au rendez-vous en raison d'un problème de transport. Or l'agenda n'offre plus de disponibilités d'horaires avant 3 jours. Bouleversée, la patiente relate ses difficultés. Finalement l'infirmière aura trouver un créneau grâce au désistement inopiné d'une patiente, et s'exprime après coup : "*ici, ça arrive tout le temps, c'est toujours comme ça et encore il y en qui n'appelle pas, mais bon. On est contente quand on peut les arranger, si*

¹⁰⁴ SCHUTZ Alfred, *On Multiples Realities, The Problem of Social Reality*, vol 1, 1971, cité par GOOD Byron, *Comment faire de l'anthropologie médicale? opus cité* p.260.

¹⁰⁵ DE CERTEAU Michel, *Arts de faire, L'invention du quotidien 1, Paris, Gallimard, coll. Folio Essais, 1990, 349 p.*

elle n'avait pas appelé pour annuler, on aurait pas pu lui placer une R.D.V aujourd'hui. ». L'autre aspect de la propriété sociale s'exerce pour les demandes d'interruption volontaire de grossesse hors délai, (par ailleurs le planning familial informe les femmes des adresses étrangères où l'I.V.G peut être effectuée après 12 semaines de grossesse.) Le service permet ainsi aux patientes d'effectuer les bilans sanguins et les échographies au centre et leur fournit l'adresse(Hollande) et les délais maximums d'intervention dans cette clinique, en recommandant par ailleurs de disposer de leur dossier médical complet au moment de la prise de rendez-vous.

Pour y accéder, les patientes mobilisent plusieurs sources d'information : celle émanant des plannings familiaux(Lille et Roubaix), en sollicitant le réseau personnel, amis, famille, la recommandation du médecin référent ou encore des articles lus dans la presse féminine. Dans d'autres circonstances, elles ont été renvoyées par les hôpitaux, en raison d'une insuffisance de places, de méthodes ou d'un délai d'attente trop important, obligeant les femmes à se déplacer plus ou moins loin de leur lieu de domiciliation.

La volonté de sociabilité et la disponibilité d'écoute qui semble composer les principes moraux et sociaux du service sont pourtant remis en cause. A cet égard, le service d'orthogénie, rencontre lui-même ses propres limites dans la capacité d'accueil des femmes et se retrouve contraint à exiger un délai d'attente pouvant aller jusqu'à 15 jours, limitant de surcroît la faisabilité des méthodes(basculement de la méthode médicamenteuse à la méthode instrumentale, le plus souvent sous anesthésie locale). Ces contraintes pragmatiques et politiques, le manque de vacances et donc de personnels, de places et de temps restreint les alternatives du choix. Les femmes ainsi le payent de leurs personnes et l'appropriation de soi s'en retrouvent fortement réduits.

Si la possession de droit constitue une réserve pour être un individu, l'absence d'un droit politique ou sociale(formellement et concrètement) reconnu à l'I.V.G¹⁰⁶ fragilise les femmes face à l'urgence de la demande et ne contribue pas à palier les insuffisances des moyens médicaux pour les recevoir. Cette carence a pour effet premier d'instrumentaliser le corps des femmes. Si le service s'est fixé comme principe de répondre au maximum aux sollicitations des patientes, le manque de vacances, de lits, de personnel infirmier oblige à renvoyer les femmes vers des structures plus éloignées ou de reportés les délais d'intervention.

Deuxièmement, l'ambiguïté du statut politique et social de l'I.V.G se répercute sur la qualité de l'écoute. Afin de temporiser l'urgence et d'optimiser la capacité d'accueil du service, les praticiens délaissent l'aspect relationnel qu'ils revendiquaient. L'urgence, expérience quotidienne du service, conduit les professionnels à porter un regard critique sur leur pratique. A l'image du travailleur social, les professionnels de l'orthogénie se retrouvent confrontés à "*un sentiment répandu d'inadaptation quantitative et qualitative face aux besoins des usagers*"¹⁰⁷. Ce paradoxe fait l'objet d'une réflexion, le problème de la réduction du nombre d'I.V.G réalisé au regard de l'année antérieure. Cette décroissance ne doit rien à l'amélioration des dispositifs contraceptifs mais aux limites de la capacité d'accueil dont la pénurie de personnel, le non-remplacement de certaines vacances sont en partie imputables. Ces difficultés illustrent un problème structurel général de remplacement des médecins. Précisément dans le domaine de l'I.V.G où les départs en retraite des médecins militants ne trouvent pas de relève¹⁰⁸. A cet égard, le centre I.V.G de Roubaix a signé une convention avec l'université de médecine de Lille, qui crée une attestation universitaire d'orthogénie afin d'assurer la formation de praticiens et de succéder aux départs.

Entre standardisation des pratiques et volonté de soutien, la tension entre ces deux facettes est génératrice d'insatisfactions, qui se reporteraient en jugement moral des patientes. Si le principe de "non-jugement" demeure la règle du service, c'est par le truchement du jugement social que ressurgit la critique. Le jugement se fonde sur la façon dont on rend la patiente moralement responsable de ce qui lui arrive. La requérante ferait-elle, ainsi, l'objet d'une évaluation sociale, dont dépendrait certaines modalités de l'I.V.G, et notamment la prise de comprimés de Cytotec à domicile? Le regard subjectif du personnel jouerait un rôle d'évaluateur social. C'est surtout, la présentation de soi et la capacité à verbaliser qui représente un obstacle à la confiance placée dans l'aptitude de la patiente à s'autonomiser. Dans la salle des prélèvements, A, infirmière a la possibilité de remettre aux patientes

¹⁰⁶ Les lois du 17 janvier 1975, du 18 septembre 1982, et 04 juillet 2001, ont respectivement, légalisé, adopté le remboursement de l'I.V.G et assoupli le dispositif socio-médical, le législateur, les représentants du corps médical ont toujours refusé de considérer l'I.V.G comme un droit.

¹⁰⁷ CASTEL Robert, "Du travail social à la gestion sociale du non-travail", *Esprit "A quoi sert le travail social"*, n°03/04, 1998, pp. 28-45.

¹⁰⁸ NISAND Israël, Rapport, *L'I.V.G en France: propositions pour diminuer les difficultés que rencontrent les femmes*, février 1999, 55 p.

des comprimés de Cytotec visant à préparer au domicile l'intervention instrumentale ultérieure. Je lui demande ce qui l'a guidé dans la délivrance du produit: "*Je fais avec mon cœur, non je plaisante mais je vois si elle est mature, si elle est immature je ne donne pas.*" C'est ainsi le cas pour une jeune fille de 21 ans, timide, réservée, après quelques échanges infructueux, la patiente reste laconique. Les examens effectués, A livre sa perception de la rencontre: "*Je ne lui donnais pas son âge, on croirait qu'elle est mineure, et au bureau c'est sa mère qui a tout pris en charge, elle a l'air immature.*"

Cet *à priori* de départ ne résulterait-il pas davantage d'un contraste entre l'idéal d'accueil, de sociabilité et la réalité plus pratique d'une demande d'I.V.G. Le conflit provient de la nature ambivalente de la demande qui se situe entre une attente de soutien et une attente de droit. L'attente de soutien à laquelle vient répondre le rôle "social" des infirmières, tel qu'elles le définissent, peut être reléguée derrière une attente de droit, qui exige le rôle de technicien médical. "*Moi quand je suis venue ici, c'était pour le côté social, ça ne me dépayait pas*" (Annick infirmière) ou Caroline "*Moi j'aime le social, mais ci tu connais rien des patientes*". C'est à ce niveau que le trouble du rôle social apparaît et provoque une amertume. La qualité du service est suspendue à l'urgence et donne l'impression à une des infirmières que les patientes "*sont des clientes*", relatant l'absence de suivi et d'attention accordée aux patientes. L'urgence devient un rythme routinier contraignant où la sociabilité se dilue.

3.3. Propriété sociale : une question politique et collective

Comment l'apprentissage de l'individuation et de la propriété sociale s'exerce-t-il dans la sphère politique, et comment celle-ci est-elle un support social nécessaire afin de concrétiser le principe d'être propriétaire de soi-même ? La constitution du service en tant que propriété sociale voit ces effets se diffuser dans la sphère politique et médiatique, se manifestant par une redéfinition professionnelle des médecins, et une reconnaissance institutionnelle de l'activité. Ainsi le manque d'intérêt, les départ en retraite des praticiens militants, l'absence de renouvellement du personnel médical, pèsent comme des menaces sur la pérennité de l'activité et les moyens offerts aux femmes de devenir propriétaires de leurs vies et de leurs corps. A cet effet, l'accès et l'accueil respectable des patientes sont tributaires de la transformation de l'activité professionnelle en mouvement politique et social par le personnel médical, notamment à travers la demande de revalorisation de statuts et de la reconnaissance de la spécificité de l'I.V.G. La définition médicale et sociale font l'objet d'un travail d'organisation collective des médecins et des réponses. A l'origine, les médecins en charge des I.V.G sont des vacataires dont la reconduction des vacances est laissée au discrédit du chef de l'établissement. Des demandes de contractualisation des praticiens ont été alors adressées à la DRASS, à l'établissement hospitalier dont dépendait le service, afin de lutter contre la précarisation des statuts des médecins vacataires et par conséquent d'obtenir non seulement une considération des statuts mais également la pérennisation de l'activité. Concrètement sur le terrain, cela se traduisait, par la nomination d'un chef de service d'orthogénie et non plus d'un responsable et de contrats reconductibles tacitement, la création d'une formation à l'orthogénie. Et à ce titre la transformation du centre I.V.G autonomes en service d'orthogénie, ne dépend plus des volontés des chefferies extérieures pour exercer cette activité. La reconnaissance et la pérennisation professionnelle ont politisé les débats.

Si l'activité d'orthogénie est un élément de la propriété sociale et de soi des patientes, elle nécessite, pour se perdurer, la validité de leurs exigences normatives et pratiques. Pour ce fait, « *l'authenticité (de la structure) appelle en retour la reconnaissance de sa spécificité* »¹⁰⁹. L'existence d'une spécialité de l'I.V.G a émergé, dans les années 70, de l'exclusion de cet acte des institutions hospitalières. L'autonomie consistait en des locaux et du personnel réservés à cette activité, la spécificité dépendant des conditions de ressources disponibles pour ces centres, inégalement pourvus sur le territoire. Afin de prolonger durablement la sociabilité et la pérennité de leur activité, les médecins ont formulé un projet de service d'orthogénie en faisant prévaloir l'autonomie du centre, dotée de sa légitimité et de son organisation. Cette transformation leur permet d'acquérir le droit d'exercer le contrôle sur leur propre travail, et de prétendre au titre de profession¹¹⁰. Comment la forme du centre d'interruption volontaire de grossesse permet-elle de soulever la question de la propriété de soi, de l'autonomie du centre, voir celle des femmes ?

Pareillement à la reconnaissance du statut de praticien, la transformation du centre autonome d'I.V.G en service d'orthogénie amorce une introduction institutionnelle des médecins ivégistes dans l'organisation de la gynécologie hospitalière. La question de l'I.V.G comme mouvement social naît "*d'un*

¹⁰⁹ TAYLOR Charles, *Les sources du moi, la formation de l'identité moderne*, Paris, Edition du Seuil, coll. La couleur des idées, 1998, 712 p.

¹¹⁰ FREIDSON Eliot, *La profession médicale, opus cité* p 81.

*travail de transformation, voir de création, de mécontentements en logique d'institutionnalisation*¹¹¹. Les innovations du centre comprennent ainsi le glissement du statut de centre en service d'orthogénie avec corrélativement la création d'un poste de chef de service, qui signe l'introduction de la hiérarchie hospitalière, puis consécutivement, l'intégration du service dans la fédération de gynécologie obstétrique de l'hôpital.

La recherche de stabilité et de spécialisation a incité les acteurs à articuler l'exercice des interruptions volontaires de grossesse avec un mode plus routinier de construction des problèmes publics. Depuis février 2003, le centre autonome d'interruption volontaire de grossesse s'est transformé en service d'orthogénie. Cette création répondait à une mesure d'urgence. Il s'agissait, à nouveau de garantir l'autonomie de l'activité d'une éventuelle disparition, suite à la proposition du rapport Nisand¹¹² d'intégrer les centres I.V.G autonomes dans les structures de gynécologie obstétrique. La loi de juillet 2001 ayant abrogé les deux derniers alinéas de l'article L.2212-8 du code de la santé publique¹¹³, l'organisation médicale de l'I.V.G devenait une activité de droit commun prévue aux articles L.6143-1 et 6146-8 du dit code.¹¹⁴ A terme, l'organisation de ces centres se dissoudrait dans deux types de structures: soit, elle s'intégrerait dans les maternités et les services de gynécologie obstétrique, soit, elle se transformerait en unité fonctionnelle, mais toujours sous la tutelle du service de gynécologie obstétrique. Le service d'orthogénie formulait ainsi une réponse au risque de précarisation de ces centres. Si la création du service résulte de la volition des médecins, elle participe d'un processus de légitimation de l'I.V.G plus complexe. Le service d'orthogénie n'est pas une création *ex-nihilo*, il s'inscrit dans le contexte socio-économique de la région Nord-Pas-de-Calais, et plus largement dans la production de l'I.V.G comme objet de santé et de responsabilité publique. L'économie sociale et politique de l'I.V.G dans cette région est marquée par un volontarisme politique et une culture sociale-démocrate, voir démocrate chrétienne de la région Nord. Si l'activité I.V.G ne fait pas l'objet d'un engouement public prononcé, elle est actuellement abordée par des commissions techniques régionales de la naissance, relayées par la D.R.A.S.S (Direction régionale des affaires sanitaires et sociales), et fait partie de la culture hospitalière publique de la région Nord. Ainsi l'I.V.G est prise en charge à hauteur de 98% par les établissements hospitaliers publics¹¹⁵. En 1998, des schémas régionaux d'organisation sanitaires (S.R.O.S) dit "de deuxième génération" ont été élaborés afin de réduire les inégalités et améliorer la qualité des services de santé. Concentrés sur la périnatalité, l'agence régionale hospitalière (A.R.H), la D.R.A.S.S Nord pas de Calais ont ajouté au SROS de périnatalité un volet spécifique concernant l'interruption volontaire de grossesse (3 régions en France dont l'Isère et la Touraine ont orienté ces schémas vers les I.V.G). Les objectifs fixés portent sur la disponibilité des services et la spécificité de cette activité dans lesquelles s'inclut le service d'orthogénie de Roubaix. Ainsi en 1998, l'A.R.H et la D.R.A.S.S du Nord-pas-de-Calais commandent l'ouverture de tous les centres durant la période estivale, où se complique l'accès à l'I.V.G. Plus particulièrement, le S.R.O.S Nord-Pas-de-Calais a porté un intérêt renforcé aux modalités de la prise en charge des I.V.G qui fixe un seuil de 400 I.V.G par an au-delà duquel les I.V.G ne doivent plus être prises en charge de manière indifférenciée, mais ressortent d'une unité fonctionnelle d'orthogénie. Lorsque ce seuil atteint 1000 I.V.G par an, le S.R.O.S recommande la création d'un service d'orthogénie, comme cela fut décidé au centre hospitalier de Roubaix¹¹⁶.

La reconnaissance et la pérennité cette activité sont également tributaire de la professionnalisation des praticiens orthogénistes. Les médecins alors vacataires, voyaient périlcliter leur activité avec la précarisation de leurs statuts de médecins attachés. La précarité professionnelle et l'avenir du centre en tant qu'unité autonome, sont tributaires d'une définition professionnelle reconnue et conventionnée juridiquement. Ce présent statut est renouvelable tous les ans à la discrétion de la direction, n'offrant aucune possibilité de plan de carrière, ni d'augmentation des rétributions financières

¹¹¹ NEVEU Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, opus cité p.100.

¹¹² NISAND Israël, rapport *L'I.V.G en France: propositions pour diminuer les difficultés que rencontrent les femmes*, février 1999. 55 p.

¹¹³ Ces deux alinéas énonçaient que le conseil d'administration désignait le service dans lequel les I.V.G étaient pratiquées et qu'en cas de refus du chef de service concerné, le conseil d'administration devait créer une unité de moyens permettant la pratique des I.V.G et placée sous l'autorité directe du directeur de l'établissement.

¹¹⁴ Les I.V.G doivent dorénavant être prises en charge, soit au sein même du service de gynécologie obstétrique, soit d'une unité fonctionnelle du service de gynécologie obstétrique ou d'un autre service, notamment de chirurgie, ou au sein d'un service d'orthogénie.

¹¹⁵ Schéma régional d'organisation sanitaire I.V.G, A.R.H (Agence régionale d'hospitalisation) Nord-Pas-de-Calais, 31 juillet 2003, pp. 3-26.

¹¹⁶ Rapport du groupe national d'appui à la mise en œuvre de la loi du 04 juillet 2001 relative à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception, n° 145 2002, décembre 2002

pour les praticiens ou matérielles pour le centre. Là-dessus, le décret et l'arrêté du 17 janvier 1995¹¹⁷, signés par le ministère de la santé alors sous la responsabilité de Simone Veil, avait prévu la possibilité pour les praticiens des centres I.V.G d'être contractualisés. C'est à dire de remplacer le statut de médecin attaché par celui de praticiens contractuels à temps partiel, qui offre non seulement une amélioration de la rémunération et des droits à la retraite, mais plus encore, il garantit la pérennité des postes et de l'activité. En outre, l'arrêté du 15 janvier 1995 permet de reconnaître la spécificité de l'I.V.G, précisant que "*ce statut ne concerne que les médecins réalisant certaines missions nécessitant une technicité et une responsabilité particulière: c'est à dire les I.V.G; la médecine pénitentiaire et l'hémovigilance*"¹¹⁸. Par ce statut les médecins s'approprient la définition de l'I.V.G, et démontrent de quelles manières le domaine de la reproduction, et spécialement l'I.V.G, "*couvre l'accomplissement des objectifs collectifs et individuels*"¹¹⁹. La contractualisation répondait au double désir individuel et collectif de "*transformer la vocation, le métier en profession*".¹²⁰ Pour cela, les praticiens doivent acquérir l'autonomie de décider comment accomplir le travail. L'équipe du centre avait à cet effet formulé une requête auprès de la direction de l'hôpital de Roubaix, qui refusa de leur accorder cette garantie. Cet obstacle bureaucratique et éthique se solda par la suspension temporaire des I.V.G. La grève, unanimement votée, représentait un mode d'expression et une expérience morale coûteuse pour les praticiens et les patientes. Ce répertoire d'action paraissait radical au sens où si d'autres centres y avaient déjà eu recours, elle ne s'imposait pas comme un mode routinier. L'arrêt des I.V.G représentait ainsi l'opposé de leurs engagements. (En coopération avec les centres de la région, le centre autonomes de Roubaix redirigeait les patientes vers les autres structures qui les accueillaient, la défense de la propriété sociale a un coût pour la propriété des femmes qui, paient de leurs corps.)

La reconnaissance professionnelle est non seulement matérielle mais symbolique. La revalorisation statutaire correspond à un processus de normalisation qui rompt avec le stigmate et reprend les apparences normales au regard de la profession médicale. L'identité professionnelle sert à revaloriser la perception qu'ont les praticiens d'eux-mêmes et contribue à intégrer l'I.V.G dans l'activité et les principes de la médecine hospitalière. Dans une perspective plus matérielle, la reconnaissance du statut de praticien hospitalier contractuel visait à rendre plus attractive l'activité I.V.G, prévenant, à fortiori, la pénurie des médecins. Pour autant, l'I.V.G demeure un domaine de l'activité médicale exclu des prétentions à caractère scientifique ou de recherche. Si la contractualisation des praticiens a permis de stabiliser dans le temps la situation de ces professionnels, il s'agit là encore d'une reconnaissance limitée. L'orthogénie n'est pas une activité médicale sur laquelle les cliniciens peuvent envisager une carrière. Ainsi l'accès à la hiérarchie hospitalière reste compromis, le statut de chef de service qui est un poste de praticien hospitalier à temps partiel est "bloqué" à l'échelon 4. Aussi la marge de décision et l'autorité des orthogénistes restent-elles limitées lors des comités de gynécologie. La voie du gynécologue ne pèse-t-elle pas toujours lorsqu'il s'agit de statuer sur la possibilité d'une interruption médicale de grossesse pour motif psychosocial concernant une patiente du service.

Conclusion

Enfin un regard croisé France/Etats-unis sur les rhétoriques, droits et pratiques dans le domaine de la reproduction pourrait enrichir la réflexion sur les injonctions d'individuation et les relations entre être propriétaire de soi/ propriétaire de son corps. Si "*les droits de l'avortement dans les démocraties d'Etats providence sont la résultante de politiques publiques fondées sur la responsabilité collective de la santé des femmes et des enfants. Par contraste avec les arguments du droit des femmes à disposer de leurs corps, qui, aux Etats-Unis, justifient l'avortement, entendu alors comme un produit culturel spécifique d'un système légal où priment les droits individuels*"¹²¹, alors la revendication de « mon corps est à moi » interroge l'articulation des conditions sociales objectives avec une problématique identitaire, religieuse, culturelle. La réception de la propriété de soi est historiquement et culturellement située.

¹¹⁷ Décret du 27 mars 1993 et arrêté du 15 janvier 1995

¹¹⁸ Arrêté du 15 janvier 1995

¹¹⁹ GINSBURG Faye, RAPP Rayna, "The politics of Reproduction", *Annual Review of Anthropology*, vol. 20, 1991, pp. 311-343.

¹²⁰ FREIDSON Eliot, *La profession médicale*, Paris, Payot, 1984, 369 p.

¹²¹ GINSBURG Faye, RAPP Rayna, "The politics of Reproduction", *article cite*, p.317.

La communauté thérapeutique ou le symbolique à l'œuvre chez l'individu

1. Toxicomanie, religion et modernité

Le recours à une démarche religieuse dans le monde moderne peut-il constituer un terrain favorable pour les questions ayant trait aux injonctions d'individuation et aux supports sociaux des individus ? De plus, en prenant le parti de lier ces questions à la question des drogues ne prend-on le risque de les situer comme des problématiques masquant celles, plus centrales de l'emploi et la sécurité sociale par lesquelles la question de l'insécurité sociale s'attache actuellement¹²² ? Mais, pour tenter de rejoindre cette problématique plutôt que de s'en éloigner, ne pourrait-on pas lire cette question de la toxicomanie comme un fait social dont Alain Ehrenberg souligne les liens avec le monde moderne. Il aborde l'aspect anthropologique que constituent les drogues dans la mesure où elles peuvent être comprises comme un moyen de « multiplier de l'individualité » en partant de l'individu. Des figures types illustrent ces métamorphoses de l'individu à partir des drogues: le « toxico » avéré, probablement l'individu négatif par excellence¹²³, le cocaïnoman branché, désireux de performance dans ses entreprises ou bien encore le raveur festif ou l'ado « accro » du cannabis. Sortir de la toxicomanie consisterait donc à repenser une posture anthropologique devenue excessive, *"présentée globalement comme une négativité pure"*¹²⁴. Il semble avec cette approche que le repérage de ce qui peut être déterminant à sortir de cette expérience amène à rechercher des éléments en lien avec la formation problématique de l'individu moderne. Dès lors, il s'agit de situer cette compréhension non plus uniquement à partir de l'interdit des drogues ou d'une morale, qui serait le fondement de cette *"pure négativité des drogues"*, mais bien à partir du primat de la liberté moderne.

Mais revenons à notre interrogation concernant le lien « injonctions d'individuation et supports sociaux », cette fois-ci à partir du symbolique car, ne s'agit-il pas là aussi d'une question relative à la modernité, avec la redistribution globale du paysage contemporain de la croyance que connaissent les démocraties modernes. Des métamorphoses de l'individu aux métamorphoses de Dieu¹²⁵, faut-il, pour répondre à la question religieuse se situer à partir d'une théorie de la sécularisation¹²⁶ qui placerait sa fin dans la société moderne comme l'horizon unique d'un processus historique¹²⁷, ou bien, avec Danièle Hervieu-Léger¹²⁸, réfléchir à la reformulation des identités religieuses dans la société, à partir des dispositifs de sens produits en dehors ou à partir des églises traditionnelles ?

C'est à partir de cette dernière proposition que nous avons orienté notre recherche en étudiant le mouvement Teen Challenge, issu du protestantisme nord-américain et regroupant de nombreuses communautés thérapeutiques pour toxicomanes à travers le monde. Présentes dans 70 pays, ces communautés sont au nombre d'environ 500 et font de Teen Challenge l'une des plus importantes organisations de communautés thérapeutiques dans le monde. A partir d'une définition

* Doctorant CEMS – EHESS gestinphilippe@hotmail.com

¹²² Robert Castel. L'insécurité sociale. Paris : Seuil 2003.

¹²³ Robert Castel. Les métamorphoses de la question sociale. Paris : Fayard 1995.

¹²⁴ Alain Ehrenberg. Individus sous influence. Drogues, alcools, médicaments psychotropes. Paris:éd Esprit.1991. p9

¹²⁵ Frédéric Lenoir. Les métamorphoses de Dieu. Plon 2003.

¹²⁶ Olivier Tschannen. Les théories de la sécularisation. Genève, Paris : Droz 1992

¹²⁷ Pour les analyses sociologiques abordant la question d'une tendance au déclin voir : Jacques Sutter : Retour du religieux ? Le contexte européen, Problèmes politiques et sociaux, n° 650. Paris : la documentation française, 1991. Yves Lambert, Guy Michelat : Crépuscule des religions chez les jeunes ? Jeune et religion en France. Paris : L' Harmattan, 1992. Yves Lambert : Vers une Europe post-chrétienne ? , L'évolution des valeurs des européens, Futuribles, n°200, juillet-août 1995, pp 85-112.

¹²⁸ Danièle Hervieu-Léger. Le pèlerin et le converti. Paris : Flammarion 1999.

communément admise¹²⁹ quant au fonctionnement des communautés thérapeutiques d'inspiration nord-américaine, nous nous sommes attachés à saisir les transformations subies au cours des trois dernières décennies au sein des communautés Teen Challenge aux Etats-Unis et en Europe¹³⁰. Pour ce faire, nous nous sommes attachés à repérer des questions touchant à la sociologie des conversions, avec des modes de réorganisation de soi-même, telles que Danièle Hervieu-Léger les formule, et des questions touchant à la sortie des toxicomanies, telles que Robert Castel les formule¹³¹.

A travers ces questions, il s'agissait pour nous de comprendre les dynamiques d'intégration sociale dont la sociogenèse partait d'un support symbolique conduisant à des reformulations identitaires à partir d'un changement socio-religieux que nous commencerons par définir.

2. Le religieux : un horizon de sortie de la drogue

L'innovation religieuse que constitue l'apparition de Teen Challenge¹³² dans le champ de la toxicomanie procède d'une conception connue en sociologie du religieux, celle d'une utopie c'est à dire : *"un passé revisité et magnifié en âge d'or nourrit la représentation d'un futur qu'on annonce différent d'un présent radicalement rejeté."*¹³³ Cette conception du changement socioreligieux affirme que dans la plupart des cas : *"l'espérance d'un "en avant " ne soit gagée par un retour en arrière"*. Cette procédure d'appel implique une mémoire à sa rescousse. Comme le suggère Danièle Hervieu Léger, l'innovation religieuse remonte à un amont pour cautionner un aval, soit, par exemple, à un "Ancien Testament", soit à "une chaîne de témoins". L'utopie aboutit sur un registre nouveau, ce que notre auteur nomme un imaginaire alternatif de la continuité de la foi avec un passé plus ancien que celui vécu par les acteurs, plus proche de la source fondatrice avec : *"un passé heureux et bénéfique qui s'oppose aux malheurs, ou aux menaces, ou aux incertitudes, du présent."*¹³⁴ Pour des individus, cette dynamique modifie les données d'une société ou d'une situation sociale en leur permettant de procéder à un élargissement des horizons de significations et en introduisant dans le présent des temporalités nouvelles. A partir de celles-ci des expériences vécues et l'accès à une reformulation de l'identité se profilent à partir d'un régime de validation du croire qui se situe à partir de différentes instances de validation : l'individu lui-même, l'autre, le groupe comme tel ou l'autorité institutionnelle qualifiée suivant le mode religieux adopté.

Lorsque nous évoquons la notion de validation d'une expérience religieuse, nous nous référons aux différents régimes, instances et critères de la validation du croire définis par Danièle Hervieu Léger

¹²⁹ « le mouvement des communautés thérapeutiques représente un réseau de structures dont le modèle de prise en charge repose sur une dé-médicalisation et une dé-psychiatriation. La conception sous jacente à l'activité des communautés thérapeutiques repose sur une inspiration éducative et vise à modifier les comportements. Les carences éducatives et sociales ont conduit le sujet à consommer de la drogue pour échapper aux contraintes de la vie quotidienne, c'est un être émotionnellement immature et devenu déviant. La communauté des pairs assimilée à une famille chaleureuse et exigeante, doit aider le toxicomane à quitter la conduite toxicomaniaque, à apprendre, à répondre aux agressions, à réajuster son comportement aux exigences du monde extérieur. A l'entrée dans la communauté thérapeutique, le sujet est soustrait au milieu où il subit la tentation de la drogue et la pression des pairs, et doit rester un temps dans la communauté avec l'interdiction de sortir. Astreint à des tâches matérielles, il est sollicité individuellement et au sein du groupe pour analyser ses motivations et remettre en questions ses comportements antérieurs. La preuve de ses progrès est inscrite dans son comportement et dans l'acceptation des règles de la communauté qui lors de transgressions est assortie de sanctions négatives. Les sanctions consistent en pertes de privilèges ou de positions hiérarchiques, approbations ou désapprobations par le groupe (Lert et Fombonne 1989). En revanche, un comportement socialement adapté, respectant les normes collectives, permet d'accéder progressivement à toutes sortes de gratifications (travaux plus intéressants, escalade dans la hiérarchie) culminant un jour en une possible prise de responsabilité, l'individu pouvant à son tour devenir membre du staff.

Ce programme thérapeutique est souvent assorti d'un travail permettant l'acquisition d'une formation professionnelle, d'un programme scolaire, mais aussi de services sociaux, pour aider le sujet dans ses différents avec la justice, et dans la recherche d'un emploi et d'un logement à la sortie. »

¹³⁰ Les communautés étudiées ont été celles de Chatanooga (Tennessee), de Syracuse (New-York), de Brooklyn (New-York) aux Etats-Unis et celles de Montferrat en France et Lisbonne et Porto au Portugal.

¹³¹ Robert Castel. Les sorties de la toxicomanie. Firbourg : éd Universitaire 1998.

¹³² Teen Challenge est apparu en 1958 à New-York avec l'action du pasteur David Wilkerson relaté dans le livre « La croix et le poignard ».

¹³³ Définition de J. SEGUY, cité par D. HERVIEU-LEGER, in *La religion pour mémoire*, Paris :éd. du Cerf 1993, p.209

¹³⁴ D. Hervieu-Léger, Ibid p.210

qui les propose comme des formes de sociabilités religieuses possibles dans un contexte où l'individualisme religieux domine (cf. tableau ci-dessous).

Régime de validation	Instance de validation	Critère de validation
Institutionnel	L'autorité institutionnelle qualifiée	La conformité
Communautaire	Le groupe comme tel	La cohérence
Mutuel	L'autre	L'authenticité
auto validation	L'individu lui-même	La certitude subjective

Dans le cas de Teen Challenge, le régime de validation du croire passe, au démarrage, par des conversions successives et notamment celles de leaders de gangs de Brooklyn sur le critère de l'authenticité vécue en groupe. Nous pourrions qualifier ce registre par la capacité pour les individus concernés de vivre avec émotion et authenticité un mode religieux dans lequel l'engagement, affirmé et visible, embrasse les différents domaines de la vie quotidienne et dans lequel le sens retrouvé, d'un rapport à soi et au monde, structure de nouveaux horizons.

Rapidement présenté, ce point souligne les deux axes d'une première connaissance sur les processus de conversion de jeunes toxicomanes : le recours à une mémoire d'appel permettant de « recouvrir » une histoire récente et de régler la question « *d'une identité souillée* » puis, une forme de validation de l'expérience sur le critère de l'authenticité par une forme de reconnaissance mutuelle de l'expérience de conversion par les pairs.

Notre hypothèse était que le fonctionnement habituel d'une communauté thérapeutique devait se modifier pour « supporter » ces poussées d'individualisation. Une étude du dispositif croyant a permis de cerner, au moins en partie, cette poussée de l'individualisation du croire comme un support d'accès à une propriété de soi puis à une propriété sociale pour des individus.

3. La croyance comme propriété de soi

La rencontre à New York avec le pasteur Dave Batty fût l'occasion de comprendre ces évolutions des modalités d'intervention de Teen Challenge. Dave Batty est le directeur exécutif de Teen Challenge Brooklyn après avoir été le directeur national de l'enseignement pour les États-Unis. Il fut la personne qui, après un développement non structuré des centres sur le plan national de 1958 à 1968, développa un système d'enseignement biblique commun à l'ensemble des communautés thérapeutiques. Il dû en premier lieu répondre au problème posé par le développement des communautés provoqué par les premiers succès de la communauté à New York et le succès remporté par le livre "La croix et le poignard". Mais dans le même temps il doit répondre à des difficultés décrites par David Wilkerson, le fondateur de Teen Challenge :

*"Plus mes expériences de rues étaient fructueuses, relate David Wilkerson, dans "La croix et le poignard" plus je me rendais compte d'un nouveau problème: la croissance spirituelle de ces jeunes. La plupart du temps, j'étais satisfait lorsque je pouvais les intégrer dans de bonnes églises locales. Mais pour certains garçons qui devaient affronter des problèmes plus délicats, ou qui n'avaient pas de logement, il nous fallait une forme plus directe d'encouragement."*¹³⁵

L'ouverture d'un premier centre sur Clinton Avenue à Brooklyn ne constituait pas à proprement dit la mise en oeuvre d'un programme thérapeutique mais plutôt une solution répondant à deux types de problèmes. Le premier, David Wilkerson en parle dans son livre, est lié à la fragilité des conversions

¹³⁵ Davis Wilkerson. La croix et le poignard. op cit p 123.

produites. Si le dispositif de conversion fonctionne dans le cadre des changements socio-religieux décrits, le prolongement de cette expérience dans une logique de vie chrétienne n'opère pas si facilement dans la continuité. Des problèmes se posent à partir des problématiques des toxicomanes accueillis mais aussi à partir de la difficulté d'accueillir ces nouveaux convertis dans les églises locales. Pour ces raisons, le schéma du type " la conversion puis la rencontre avec le pasteur local et l'intégration dans une église" ne fonctionnait pas. Pour Dave Batty, ce schéma butait sur deux problèmes majeurs. Le premier était celui de l'acceptation par les églises de ces membres de gangs: comment savoir pour ces tranquilles paroissiens décrit par David Wilkerson si ces jeunes avaient effectivement changé leurs modes de vie? En second lieu, comment expliquer à ces mêmes paroissiens les rechutes régulières d'usage de drogues de plusieurs de ces jeunes avant qu'une réelle stabilisation des modes de vie s'opère? De ces deux problèmes, les rechutes dans des conduites addictives et l'impossibilité de poursuivre l'expérience sur le plan de l'autorité institutionnelle qualifiée, l'église, naît l'idée de l'ouverture d'un centre résidentiel de Clinton Avenue dans le quartier de Brooklyn. Mais l'idée n'était pas au départ, toujours selon Dave Batty, de construire un programme thérapeutique mais plutôt un centre d'accueil provisoire avec une structure très générale faite de temps de prières, d'études bibliques et d'horaires de travail. Sur le plan des objectifs, il s'agissait avant tout de transférer des pratiques d'églises dans les centres par des réunions de prières et des études bibliques. L'aspect résidentiel consistait principalement en une restriction des déplacements afin de produire une rupture avec le monde social de la drogue et des modes d'hébergement précaires ou inexistantes. Ce type d'accueil s'est développé progressivement au cours des dix premières années avec des ouvertures de centres dans des villes comme Boston, Chicago, Philadelphie ou encore Los Angeles.

Cette première approche correspondait à une tentative de reproduction du cadre ecclésial des églises évangéliques et pentecôtistes. Il s'agissait avant tout de créer les conditions d'une transmission du croire par une mise en conformité avec ce modèle ecclésial et par l'apprentissage de doctrines bibliques dans un contexte de règles et de disciplines proches des églises et proche, d'une certaine manière, des communautés thérapeutiques naissantes.

Après cette première étape, un autre élément est intervenu pour que des transformations surviennent dans les communautés. Parallèlement au développement des ces premiers centres, l'année 1963 voit l'ouverture d'une ferme résidentielle à Philsburg en Pennsylvanie. Celle-ci s'inscrit dans une politique de consolidation des expériences. La volonté est celle d'une mise à l'écart et d'une formation professionnelle des jeunes. Ainsi, le temps de passage dans les centres urbains de Teen Challenge est d'environ de quatre à cinq mois avant un départ à Philsburg.

Selon Dave Batty, le problème d'une structuration nationale du mouvement se pose à partir de l'année 1970. Au cours de cette année, le directeur du centre de Philsburg met en avant la difficulté d'accueillir des personnes n'ayant pas eu les mêmes formations ou connaissances spirituelles. Des problématiques diverses en terme d'attitudes et de comportements posent pour la première fois la nécessité d'unifier un mode d'intervention sur l'ensemble du pays afin de permettre des progressions homogènes dans le centre de Philsburg. Sur un autre plan, cette année correspond à la mise en place d'un premier centre en dehors des États-Unis, en Europe au Pays-bas, et pose également la question d'un modèle exportable et identifiable au delà des frontières américaines. Le succès du livre "*La croix et le poignard*" et le développement des premiers centres amènent à poser alors la question d'une forme d'homogénéisation de l'action pour "assurer" une transnationalisation de l'expérience. C'est à partir de ce moment que Dave Batty est impliqué dans la mise en oeuvre d'un dispositif national de formation. Il fût le premier à penser un système d'enseignement à partir de l'année 1971. Il démarre alors un système d'enseignement composé de cours collectifs et individuels. Il expérimente ce système à partir d'une dimension novatrice pour le mouvement, c'est à dire en tenant compte des impressions des étudiants eux-mêmes, dans une logique d'individualisation du croire:

"- beaucoup de responsables de Teen Challenge s'intéressaient à ces cours mais seules les impressions des étudiants comptaient pour moi. Le contenu était le point abordé avec eux. Par exemple, je leur disais: pour vous qu'est-ce qu'une attitude? Le résultat de cela a été de découvrir une nouvelle dimension des problèmes. Et si on regarde les grandes lignes de ces cours presque toutes ces grandes lignes sont des questions que se sont posées les étudiants. Après vient l'apprentissage de versets bibliques."

Cette démarche a pour conséquence de favoriser l'auto-évaluation des expériences par les jeunes eux-mêmes et par voie de conséquence des certitudes subjectives. Elle fait alors l'objet d'un suivi national et s'effectue sur une période assez longue, environ dix années, et structure peu à peu un programme d'enseignement quotidien composé de 14 cours collectifs intitulés "Groups Studies for New Christians" et d'un programme individuel intitulé "Personals Studies for New Christians". Pendant cette période, Dave Batty adopte les principes bibliques de la relation d'aide diffusés par le pasteur Larry Crabb. Cette approche a renforcé une philosophie biblique de l'individu.

Larry Crabb est un spécialiste de la relation d'aide¹³⁶. Auteur et conférencier mondialement connu dans la mouvance évangélique, ce docteur en psychologie est directeur de l'Institut of Biblical Counseling au Colorado et professeur de relation d'aide. Il est la référence majeure en terme de relation d'aide pour le mouvement. La compréhension de la nature humaine chez cet auteur nous semble essentielle pour qui veut comprendre la nature et le sens du modèle thérapeutique prôné par Teen Challenge. Il introduit un enseignement et une compréhension de la notion de restauration et de guérison à partir d'une philosophie biblique.

Selon Larry Crabb, il faut comprendre la place de la guérison comme un processus débordant largement d'une dimension strictement médicale. Elle procède d'une dimension plus large de restauration de l'individu, c'est à dire qu'elle se comprend à partir de références spirituelles, dans lesquelles des liens s'établissent entre le diagnostic posé et la possible sortie d'un problème ou d'une difficulté. Le "projet de soin" est alors englobé dans le projet de vie, c'est à dire qu'il faut comprendre dans cette approche une conception globale de la personne. Cette approche ne s'inscrit pas dans l'univers d'une subculture de croyances et de pratiques parallèles dans lequel Françoise Champion et Martine Cohen¹³⁷ voient le rejet, par certains groupes sectaires, de la religion historique et de la science. La démarche spirituelle de Teen Challenge est tout autre. Il faut pour comprendre cette philosophie religieuse aborder les notions de la guérison et du statut de la nature humaine véhiculée celle-ci.

La révélation biblique est le cadre de cette représentation, ou plus exactement une conception de ce cadre biblique, celle de la ressemblance à Dieu altérée par le péché originel:

*"Nous ressemblons à un avion dont les ailes ont été brisées et qui avance maladroitement sur une autoroute au lieu de voler dans les airs."*¹³⁸

Il faut donc pour saisir les implications à l'oeuvre dans cette conception de l'humain, saisir les deux pôles de cette représentation de l'homme composée d'une part de la "beauté de sa dignité fondamentale" et d'autre part de "l'horreur de son infâme dépravation".

Ainsi, il s'agit dans cette conception de développer non pas des capacités humaines non exploitées mais bien plutôt de viser à la restauration de capacités inscrites chez l'homme et porteuses de l'empreinte de Dieu. Cette théologie étend cette notion à tous les hommes. Elle situe cette possibilité à partir d'une ressemblance non pas dans l'apparence mais dans les attributs et les caractéristiques comme gravés au coeur de la personnalité. Dieu et l'homme sont ainsi définis comme deux personnalités possédant chacune les caractéristiques et les attributs des personnes. Cette position amène le théologien de la relation d'aide à situer son point de vue non pas dans un rapport moderne au monde,

¹³⁶ Larry Crabb. Approche biblique de la relation d'aide. Québec : éd. La Clairière 1990

¹³⁷ Françoise Champion et Martine Cohen. Sectes et démocratie. Paris Seuil 1999.

¹³⁸ Larry Crabb. Se comprendre et comprendre les autres. Québec: éd. La Clairière 1995 p 80.

au sens de l'indépendance, mais comme un rapport à une autonomie qui rend possible le développement de soi. Ainsi, précise-t-il ce qu'il entend par l'image de Dieu chez l'homme:

"Comme personne qui porte l'image de Dieu, nous avons choisi de nous révolter contre Dieu (ce qu'un non porteur de l'image de Dieu n'aurait pu faire, car seul les porteurs font des choix). Nous avons donc perdu toute prétention à la vertu, mais nous restons cependant des personnes - certes corrompues et mauvaises, mais des personnes quand même. Dieu, en Personne qui fait grâce, a décidé de s'approcher avec bonté de nous, qui portons son image, en nous rachetant et en nous donnant non la ressemblance personnelle que nous n'avons jamais perdue, mais la ressemblance morale (l'image de Christ révélée dans le Nouveau Testament).¹³⁹

Il se trouve donc au coeur de cette théologie l'idée que les capacités des personnes existent, qu'elles les partagent avec Dieu et, point capital, qu'elles ont survécu à la chute originelle. Ce point fait l'objet d'une doctrine articulée de façon précise à des textes bibliques que l'auteur met en avant (Genèse 5. 1-3 ; 9.6 ; 1 Cor 11. Jac 3.9). L'énumération de ces capacités part des implications bibliques et des principes qui en découlent plus que des textes précis eux-mêmes. Ainsi, il opère une distinction entre les éléments caractérisant Dieu comme souverain et infini de ceux caractérisant Dieu comme une personne. L'examen se poursuit par l'analyse de ce qui est communicable à l'homme et, par conséquent des traits distinctifs de Dieu et de l'homme. Ainsi sont distingués quatre traits distinctifs des ressemblances entre Dieu et les hommes:

- les aspirations profondes
- la pensée évaluatrice
- l'aptitude à choisir
- l'expérience émotionnelle.

De ces traits distinctifs, Larry Crabb propose de définir une conception commune à Dieu et aux hommes de l'interaction avec le monde, autour de quatre aptitudes:

- l'aspiration profonde à un lien personnel,
- l'évaluation rationnelle de ce qui se passe
- l'effort volontaire dans une direction choisie,
- l'expérience émotionnelle du monde.

Il s'agit donc d'appréhender la relation d'aide au sein de Teen Challenge en la pensant à partir d'une dimension véritablement anthropologique dans son rapport au monde. L'homme est un être dépendant qui s'inscrit finalement dans le cadre initial suivant:

- un être personnel qui aspire ardemment,
- un être rationnel qui pense,
- un être volitif qui choisit,
- un être émotionnel qui ressent.

Ces fondements soutiennent le projet thérapeutique des communautés et s'inscrivent non seulement dans des dimensions communautaires de la guérison mais surtout constituent le socle d'un rapport au monde social sur la base de logiques de cohérence. Ce qui nous semble important de noter dans cet échafaudage théologique c'est qu'il constitue une universalisation de la notion d'humanité en le

¹³⁹ Larry Crabb. Se comprendre et comprendre les autres. Ibid p 85

développant à partir de deux logiques principales. La première part d'une logique de l'autonomie paradoxale, par engagement, dans la mesure où celle-ci ne peut effectivement se réaliser que dans le cadre d'une dépendance à Dieu mais elle produit néanmoins de l'individu autonome. La seconde est celle de l'existence de dispositions communes qui existent chez tous les hommes mais dont la potentialisation maximale ne peut se faire que dans une logique de ressemblance morale à Dieu. Ainsi, ces logiques viennent recomposer un dispositif initialement issu du christianisme évangélique ou pentecôtiste en lui offrant des ressorts aptes à "ramasser" tous les habitus et à se saisir de toutes les situations. Il ne s'agit donc pas d'un dispositif visant à un effacement devant Dieu mais plutôt d'un dispositif de développement des attributs et des caractéristiques humaines avec Dieu. Les conséquences de ce dispositif sur la formation des identités sont majeures. Elles permettent une inscription dans la modernité dans le sens où il convient de passer par des formes d'individualité avec le développement d'attributs ou de capacités pour atteindre un potentiel en joignant les deux dimensions de ce dispositif croyant, celle consistant à découvrir Dieu et celle tendant à une réussite personnelle et sociale constitutive de cette découverte.

Le contexte de la mise en place de l'enseignement individualisé aux Etats-Unis rend plus explicite encore cette nécessité de favoriser des modes d'individualisation par des formes procédurales adoptées au sein même des communautés.

Les « Personal Studies for New Christians » c'est à dire les cours individuels sont venus s'ajouter comme un élément de compréhension de ce support de reformulation des identités. Pour connaître l'impact du changement vécu lors de la mise en place de ces cours personnalisés, il y a 25 ans, nous avons rencontré au centre Teen Challenge de la ville de Chattanooga (Tennessee), Dexter Clem. Il est le directeur de l'enseignement de ce centre et, en lien avec Dave Batty, a vécu la mise en place de ces cours et les changements vécus à cette époque par les acteurs dans la prise en charge des jeunes accueillis. Ces propos décrivent la transformation institutionnelle vécue vers une forme de prise en compte de la demande de religieux à partir de problématiques individuelles et non plus seulement comme l'acceptation d'une place assignée dans une institution:

"- Au commencement, le travail était très structuré sur la discipline et pas sur la formation de disciple, la relation avec Dieu et les autres. Il y avait de notre part un problème d'amour et d'implication. En fait, nous voulions travailler avec des rebelles, dans la confrontation, dans un rapport de force plus que la confrontation dans l'amour, avec la réalité de la Parole de Dieu. Lorsque nous avons travaillé dans l'amour, les relations et la liberté, nos relations pouvaient ensuite se poursuivre et finalement il y avait plus d'autonomie pour les gars. Nous avons démarré un travail sur la connaissance de soi par le St Esprit."

Dexter Clem décrit et confirme pour nous ce passage d'un rapport d'une institution face à un groupe venant de la rue à celui d'un rapport entre individus au sein d'un groupe communautaire dans une dimension pour les jeunes accueillis de révélation de soi. L'objectif de croissance des personnes est alors compris par les acteurs du dispositif comme une croissance dans la relation et l'autonomie. Dexter Clem décrit des modes de reconceptualisation vécus dans le cadre de cette approche:

"- C'était une croissance dans la relation. Nous avons beaucoup d'options pour l'application des cours mais quel que soit le problème rencontré par les gars, le problème était toujours celui de la relation avec les autres et avec Dieu, pour les succès, pour la victoire, pour les libertés. C'est devenu une maturité dans leur service. Et nous avons obtenu plus de résultats qu'avant."

Mais cette transformation progressive vers des formes d'autonomie plus importante est aussi à regarder du côté du lien entre cette modernité religieuse naissante par une autonomie du sujet croyant et la modernité intramondaine pour mieux saisir les liens entre ces deux modernités, et plus précisément des dynamiques qu'elles sous-tendent :

- " *Les jeunes voulaient d'abord du succès et de la réussite. Ça a été un grand changement par rapport au début. Nous étions dans nos centres puis nous avons décidé d'organiser des phases de progression et donc la possibilité d'observer les capacités développées. Nous avons alors développé les relations, les cures d'âmes, le conseil et nous avons appris à les connaître et à apprendre d'eux et à travailler, à connaître leurs problèmes. Nous avons alors diminué les groupes pour augmenter la qualité et nous avons commencé à voir des gars qui commençaient à demander de la solitude pour être bien. C'est comme ça que tout ce basculement s'est opéré.*"

Dexter Clem poursuit sur les implications pédagogiques de ces choix:

- " *Maintenant chacun est à son bureau, avec son contrat, avec soi-même. On évalue les besoins puis les évolutions quels que soient les âges, on est ouvert à tous.*"

Cette approche laisse apparaître des traits caractéristiques de la modernité. Elle le fait à partir des problématiques posées par les jeunes mais également dans la réponse apportée à une demande sociale. Concernant l'âge, elle sous-tend que les identités ne sont pas données une fois pour toute et que, quel que soit l'âge, elles peuvent faire l'objet de reformulation. Cette dynamique est repérable à travers le discours des cadres de la communauté. Elle structure ensuite un dispositif de formation et d'enseignement. Dans celui-ci, les objectifs de moyens, la méthodologie employée, sa dimension programmatique, les procédures de suivi et d'évaluation, les supports mobilisés tel que le groupe ou l'individu et les formes de réflexivité suscitées deviennent des outils du développement de soi. Le repérage des compétences est également devenu un trait caractéristique de la méthode employée: il faut à travers une organisation procédurale connaître les domaines à travailler et mesurer leur mise en oeuvre par la comparaison entre ce qui, pour un jeune, est appris dans le cadre de la formation et ce qui est appliqué, vécu et ressenti dans sa vie, le groupe ou l'institution.

Loin de développer des formes de dépendances communautaires avec pour seul objet la promotion des résidents dans la communauté, l'analyse du processus institutionnel que connaît Teen Challenge depuis la fin des années 70 confirme notre hypothèse d'une possible sortie de la toxicomanie par des prises d'autonomie à partir d'un registre religieux comme support de cette sortie. A cet égard, l'expérience présente des traits significatifs de la modernité religieuse tel que Jean-Paul Willaime les formule¹⁴⁰.

Le premier est cette capacité que possède le christianisme évangélique et pentecôtisme, à créer des ruptures tant avec l'autorité de la tradition qu'avec des cadres sociaux ou communautaires tant urbains que ruraux. L'expérience de Teen Challenge dans le New-York des années 60 en témoigne.

Le deuxième est celui d'une forme d'égalitarisme, notamment dans l'accès à la lecture de la Bible, dans les formes communautaires adoptées, et dans l'accès à une méritocratie religieuse qui prédispose à une méritocratie sociale.

Cette méritocratie sous-tend un troisième trait qui est celui de la moralisation de l'individu. La référence à un support codifié pour les différents registres de la vie quotidienne participe d'une moralisation où la responsabilité favorise, ou peut se donner pour but, l'ascension sociale et la prise de responsabilité publique.

¹⁴⁰ Jean-Paul Willaime. Le pentecôtisme : contours et paradoxes d'un protestantisme émotionnel in Archives de Sciences Sociales des Religions, 1999, 105 (janvier-mars) pp 5-28.

Enfin, le quatrième de ces traits caractéristiques est l'importance donnée à l'expérience et à sa narration: le pentecôtisme constitue une religion de "l'efficacité" ou la vérification "pratico-pratique" des biens de salut occupe une place majeure et favorise des inscriptions sociales.

Dans ce cadre, la figure centrale est celle du converti dans un contexte de mobilité des formes d'expression du religieux. Au sein de cette mobilité, décrite par Danièle Hervieu-Léger¹⁴¹, se caractérisent des pratiques religieuses s'organisant autour du volontariat, de l'autonomie, de l'extraordinaire, de la mobilité. Cette réalité de l'exercice religieux problématise de fait l'appartenance au cadre habituel, l'autorité institutionnelle qualifiée, dans lequel ces pratiques s'exercent et en particulier au degré de contrôle que peuvent exercer les institutions sur ces individus. Cette figure se situe bien selon nous dans une problématique de l'individu moderne avec cette tension entre d'une part la nécessité de produire par soi-même de l'identité et d'autre part, l'inscription dans des supports sociaux à partir desquels ce processus s'opère, ces derniers n'offrant pas d'emblée des statuts déterminés.

Après avoir défini les contours de ce dispositif croyant et de sa dynamique, la question se pose de savoir comment des modes de réorganisation de soi-même pouvaient opérer sur le terrain français? Et comment pouvaient s'opérer une « transnationalisation » et un rattachement de cette expérience dans le champ de la toxicomanie du système de soins français et de la culture française?

4. La communauté de Montserrat : de la propriété de soi à la propriété sociale

En France, Teen Challenge possède une communauté thérapeutique à Montserrat. Celle-ci a adopté le système d'enseignement développé aux Etats-Unis, mais traduit et adapté à la réalité et la culture françaises par le pasteur Claude Flamand. Ce terrain français a été pour nous l'occasion d'observer les transformations produites dans la communauté thérapeutique à partir de cette tendance à l'individualisation et son rattachement à des supports sociaux plus large que ceux de la communauté.

En France, cette transformation se produira à partir d'un fonctionnement mis en place à la fin des années 70 et inspiré des mouvements néo-ruraux de ces années (à cette époque la communauté se situe à Toudon petit village très éloigné des centres urbains). C'est donc à partir d'une communauté héritée sur un modèle de séparation au monde et de type communautaire classique (*cf. définition communauté thérapeutique*) que le pasteur Michel Bénard, arrivé en 1984, va proposer une évolution du fonctionnement avec un projet de développement social de la communauté:

"On se remet en question. Suite à ça je me suis retrouvé au Portugal, Teen Challenge Portugal. D'abord, il y avait une structure qui fonctionnait, ils ont commencé je crois il y a 22 ans, nous en France on a démarré il y a 27 ans. Ils ont commencé il y a 22 ans, ils ont actuellement 6 centres de garçons, 1 centre de filles, ils sont subventionnés à 40% de leur budget par l'Etat, 3 entreprises dans Teen Challenge qui fonctionnent avec des marchés extérieurs, avec 120 personnes à plein temps, 60 salariés. Quand j'ai vu ça, finalement je suis revenu et j'ai dit voilà, j'ai été très honnête avec Dieu, j'ai dit:

"Seigneur, soit on est nul, soit il y a un truc que je ne comprends pas"

Après cette rencontre, le pasteur Michel Bénard souhaite "non pas changer le but" de Teen Challenge, qui est de proposer une assise spirituelle pour sortir de la drogue, "mais la manière de faire", c'est-à-dire de produire une action sociale avec "le réseau existant et professionnel". L'association décide de transférer la communauté thérapeutique à Montserrat près de Draguignan. Dès lors, l'action et le projet de l'institution se tournera, selon le pasteur, vers la recherche de compétences extérieures avec cette idée que l'utilisation de ces compétences externes, par exemple les réseaux sociaux, renforcera l'objectif final à savoir la réinsertion sociale de toxicomanes.

¹⁴¹ Danièle Hervieu-Léger. Le pèlerin et le converti. Paris:Flammarion 1997

La notoriété du centre se développant, la DDASS du Var débute une série de visites d'inspection suite au signalement d'un centre social sur les aspects religieux de la communauté et commence à établir une série de comptes-rendus incluant des recommandations en vue d'une habilitation par les services de l'Etat. De l'étape d'un fonctionnement communautaire dans un secteur très rural, Teen Challenge modifie son ambition en inscrivant son projet à partir d'une philosophie de l'individu que nous avons décrit et un projet social que résume le directeur du centre le pasteur Michel Bénard:

"Des gens avec une assise spirituelle, une foi importante pour fonctionner normalement dans une société de gens responsables, de prendre part à la vie de la société à partir de la structure avec de l'initiation au civisme, à la prévention.

*Un chrétien c'est quelqu'un qui vit dans la société et qui apporte un plus à la société.
A partir de ce moment, il faut vivre dans la société."¹⁴²*

Ce changement d'orientation se concrétisera durant l'année 2001 par la rédaction d'un nouveau projet dit "thérapeutique", extrêmement détaillé, comprenant les éléments habituellement demandés dans les projets d'institution sociale et médico-sociale relevant aujourd'hui de la loi du 2 janvier 2002. Après de nouvelles préconisations de la DDASS du Var qui poursuit ces visites d'inspection et qui décide de ne pas fermer la communauté mais d'accompagner son évolution, ce nouveau projet est définitivement adopté par l'Association dans le courant de l'année 2002 et devient projet d'établissement.

L'inscription de la démarche thérapeutique se caractérise dès lors par un programme en quatre phases de l'accueil dans la communauté au départ dans la vie active¹⁴³.

Nous avons vu l'importance prise à partir d'un mode d'individualisation du croire. S'ajoute ici l'aspect intramondain avec la nécessité de "tirer" des parcours individuels jusqu'au monde social commun.

Dans ces conditions, la transformation de "l'agir croyant" se décentre d'un strict communautarisme, elle s'éloigne également d'un mysticisme pour aboutir à un processus de représentation des biens du salut qui passe dans le registre de la vie ordinaire, dans le domaine de l'emploi, du logement ou de la santé. Des logiques d'action se développent dans un système donné où la conversion inaugure les expériences de chacun et potentialisent la recherche de sens et la réaffiliation sociale.

L'inscription dans le champ de l'intervention sociale se fait néanmoins autour de rapports problématiques avec l'Etat. De véritables lignes de confrontation viennent s'opposer face à une forme d'intervention qui habituellement relève de modalités laïques et sécularisées. La transformation de l'intervention de Teen Challenge produit des tensions à cause de la double appartenance à la fois spirituelle et sociale de la philosophie protestante¹⁴⁴ mais aussi à partir des questions sur les dérives sectaires, sur la place de la liberté individuelle et sur la reconnaissance des communautés thérapeutiques par la MILDT¹⁴⁵ (Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues et les Toxicomanies). Cette situation, avec ces difficultés, amène l'institution dans une dynamique de légitimation difficile mais pleinement revendiquée par ses responsables. Ce qui est remarquable, c'est que ces tensions amènent l'Etat à induire des injonctions d'individuation et à produire un support social.

¹⁴² Propos recueillis lors de l'interview du Pasteur Michel BENARD, Mars 2001

¹⁴³ L'aspect programmatique de la communauté de Montserrat est précédé d'une phase d'admission et s'appuie sur quatre phases: la phase 1 dite "d'orientation", la phase 2 dite "intermédiaire", la phase 3 dite "l'avancée" et la phase 4 dite "de vie nouvelle". Ce cycle se conclut par la phase de vie active.

¹⁴⁴ Claire Foridevaux. Troeltsch, la religion chrétienne et le monde moderne. Paris : puf 1999

¹⁴⁵ Seulement quatre communautés thérapeutiques sont actuellement reconnues en France par une habilitation de type « Centre de Soins Spécialisés pour Toxicomanes » et non communautés thérapeutiques. De nombreuses communautés thérapeutiques existent sous la forme associative et sont pour la plupart connues des services de l'Etat et tolérées. Une reconnaissance des communautés thérapeutiques est actuellement à l'étude par la MILDT.

Car dans le même temps, cette configuration sociale dans laquelle l'Etat et ce type d'association se rencontrent est à observer du côté de l'Etat et des transformations qu'il opère dans ses politiques de prise en charge des toxicomanes. Et, celles-ci, nous semble-t-il, sont à intégrer dans des rapports plus larges que l'Etat entretient avec la société civile. Cette question est à rapprocher avec de logiques qu'il développe depuis quelques années dans le domaine de la toxicomanie. Les politiques publiques ont heureusement modifié le regard porté envers les toxicomanes pour aboutir aujourd'hui à une acceptation d'un toxicomane devenu citoyen. Regardé par l'Etat, il n'est plus seulement délinquant ou malade mais citoyen, acteur de droits et de liberté à partir des institutions soignantes. Cette affirmation républicaine est rappelée dans le préambule de la loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale (art 2) et aboutit aux postulats suivants: les institutions se doivent d'être le lieu de la mise en oeuvre des droits des usagers d'où, nous l'observons dans le cas de Teen Challenge, l'attention de la DDASS pour l'établissement de conventions de partenariat avec d'autres opérateurs du lien social pour que l'accès à ces différents droits puisse se faire. Dans le même temps, l'Etat inscrit cette logique citoyenne qu'il veut lisible pour lui et pour les citoyens en vérifiant la conformité des formes procédurales d'intervention et des technologies du lien social qu'il impose par la loi et les réglementations. En poussant à l'extrême ses contrôles, il offre des opportunités pour structurer et légitimer une modalité de prise en charge finalement de plus en plus lisible et dont l'action est par là même contrôlée et évaluée. En procédant ainsi, des formes poussées de contrôle aboutissent in fine à mieux définir l'espace relevant d'une part de l'action publique proprement dite, c'est-à-dire ce qui relève proprement dit des missions de service public et de cohésion sociale, et d'autre part l'espace relevant des libertés fondamentales, celles de croire ou de ne pas croire, espace dont l'Etat ne peut que garantir l'exercice et notamment dans les institutions. L'Etat vient ainsi accompagner, peut-être sans le vouloir vraiment, des formes d'expression identitaire pouvant s'inscrire en soutien de l'action publique et, produire finalement les formes de légitimation recherchée par cette même association. Il s'agit là d'un processus qui produit des injonctions d'individuation et des liens entre ces dernières et un support social.

Avec ce niveau, l'Etat permet l'existence d'une différenciation d'objectifs avec d'une part la similitude de vue qui concerne l'objectif de résultat, la sortie de la toxicomanie et l'intégration sociale et économique des toxicomanes et, d'autre part la différence de vue, en ce qui concerne l'objectif de moyens de ces sorties, par une démarche religieuse. Mais l'attitude de tolérance adoptée par l'Etat permet d'atteindre l'objectif commun qui est de proposer des modes de sorties de la toxicomanie. Autrement dit, dans le cas précis de Teen Challenge, l'accomplissement d'une mission de service public et de cohésion sociale n'exclut pas l'expression d'une différence de vue mais rend possible une procédure opérationnelle de travail social repérée et identifiée.

A travers cet exemple, nous observons que le champ du symbolique peut être le terrain propice à des logiques de développement des formes de propriété de soi. Celles-ci existent à partir d'un double processus, celui de la modernité religieuse et celui de l'individualisme moderne. Voir plus, ces logiques ne trouvent leur essor que dans une articulation entre des injonctions à « être soi » et un support social pour les supporter.

2. Le travail incertain I : les indépendants, les enseignants et les précaires

Morgan Jouvenet

Sens de l'individuation, professionnalisme et culture du collectif dans le monde des nouvelles musiques populaires

« Ne ressembler à personne d'autre », « avoir son univers », mais aussi « être indépendant », « autonome »... lorsque l'on enquête sur l'organisation du travail et le déploiement des carrières des musiciens actuels, la confrontation avec ce type de formules est inévitable. Il s'agit d'injonctions d'individuation très nettes, qui renvoient à la fois à une *morale* et à une *hygiène* sur lesquelles s'accordent les discours des amateurs et des professionnels, des artistes et des managers : en tant que musicien, il faut être singulier, pour *être bien* (« dans sa peau », « dans ses baskets »...) et pour *faire le bien* (pour faire du bon travail, de belles œuvres). Examiner les formes prises par ces injonctions, comme je vais le faire ici, conduit donc à s'interroger sur l'une des clés de voûte institutionnelle du professionnalisme musical actuel. Notre propos s'appuie sur une description des caractéristiques culturelles et organisationnelles de la portion du paysage musical actuel couvert par la référence au rap et aux musiques électroniques¹⁴⁶, description que nous avons détaillée dans une thèse soutenue en décembre dernier¹⁴⁷.

1. Forme et efficacité des injonctions d'individuation

L'une des façons de constater la force de l'exigence de singularité est de se pencher sur les procédures de recrutement des artistes par les maisons de disques. À ce niveau, elle se traduit principalement à travers la demande d'« originalité » des recruteurs.

1. 1. Les procédures de recrutement : évaluer la singularité

Il faut rappeler pour commencer que l'une des principales caractéristiques du marché du disque est le renouvellement rapide des produits. Les maisons de disques commercialisent de nouveaux disques toutes les semaines, et présentent régulièrement de nouveaux artistes, voire de nouveaux genres musicaux. Cette tendance au renouvellement est cependant tempérée par l'inertie des goûts musicaux du public et la prise stratégique offerte – en terme de prévisibilité des ventes – par les ressemblances entre les produits. En outre, le processus de valorisation publicitaire des produits s'appuie en grande partie sur l'exposition du personnage de l'artiste, dont l'intensification multiplie les chances de réussite. L'intérêt commande donc de s'associer avec des musiciens capables de renouveler leur production, et, partant, les procédures de recrutement visent à distinguer les artistes en fonction de leurs capacités à innover stylistiquement (à faire preuve d'« originalité »), sur un territoire esthétique balisé par des repères connus du plus grand nombre.

Les discours des recruteurs des maisons de disques laissent penser que ce sont les propositions qui évitent le mimétisme des formules musicales déjà (re)connues qui sont les plus rares. Certains

* morganj@club-internet.fr

¹⁴⁶ Il faut privilégier ce terme pluriel à celui de « techno », la « techno » étant un genre électronique parmi la demi-douzaine d'autres régulièrement cités par les spécialistes.

¹⁴⁷ « Figures actuelles du musicien. Sociologie des cultures musicales et professionnelles du rap et des musiques électroniques », Paris, EHESS-ENS, 2003.

regrettent ainsi vivement que la banalisation des moyens (informatiques) de la production musicale a entraîné de trop nombreux prétendants à croire en leurs chances et à frapper aux portes des maisons de disques¹⁴⁸, et se plaignent de recevoir – je cite l’un d’entre eux – des « maquettes plutôt bien faites mais impersonnelles », « trop tièdes ». Le discours de ces *gate-keepers* tend à instituer une distinction à la fois artistique et professionnelle entre la musique décorative, facile à faire et bon marché, et les véritables œuvres, à la fois plus personnelles et plus complexes à produire (une distinction qui rappelle d’autres marchés artistiques, comme celui de la peinture, décrit par R. Moulin à travers l’opposition entre le marché secondaire de la « peinture de boulevard » et des « chromos » et celui des galeries internationales¹⁴⁹). Dès lors, et pour revenir aux maisons de disques, les exigences professionnelles qui transparaissent le plus clairement à travers les procédures de recrutement sont centrées sur l’expressivité, le caractère « personnel » des propositions musicales.

Et si les cultures musicales actuelles sont fondées sur une dynamique créative de critique sociale¹⁵⁰, le caractère à la fois personnel et empirique des réactions aux « problèmes sociaux » compte néanmoins pour beaucoup dans les jugements portés sur les œuvres. L’entretien des compétences réactives (d’indignation, de dénonciation...) se double donc de celui d’une tournure personnelle. Davantage que sur les œuvres, le jugement artistique porte dès lors sur la personne de l’artiste, c’est-à-dire à la fois sur la force distinctive de ses propriétés individuelles et sur son savoir-faire expressif, évalués à travers la musique comme à travers *l’hexis* de l’artiste (et ce au-delà des conditions de travail peut-être médiocres dont il a pu bénéficier jusqu’alors). Le travail du recruteur consiste ainsi à remonter la chaîne du passage de la personne dans les œuvres, en neutralisant l’influence périphérique des circonstances de la réalisation des intentions (*i. e.* en neutralisant les facteurs « externes »). Autrement dit, et de manière paradoxale dans un univers artistique à la dimension collective clairement affirmée, les épreuves de sélection des artistes sont guidées par la volonté de décomposer la musique, d’identifier des intentions individuelles dans des objets musicaux produits grâce à des compétences essentiellement construites par et pour le (travail) collectif. Lors de cet examen individuel et individualisant, les fils étroitement mêlés des coopérations antérieures sont défaits de manière à accéder aux dispositions¹⁵¹ de l’artiste, au-delà des conditions dans lesquelles elles ont pu s’exprimer (un examen d’autant plus important pour le recruteur que les données quantitatives – les chiffres de vente de l’artiste – ne « parlent » pas beaucoup).

Ces dispositions sont de nature artistique et organisationnelle : les bénéfices commerciaux du recrutement d’un artiste sont en effet envisagés relativement à son positionnement possible sur le marché, mais aussi en anticipant les résultats de son intégration à une équipe de travail, dans la maison de disques – et le « pari » du contrat de travail peut être celui d’une « reprise en main » plus ou moins explicite de l’artiste, qu’elle soit disciplinaire (portant sur les méthodes de travail) ou esthétique (visant la réforme partielle de son expression). L’apport du partenaire artistique et sa compatibilité avec l’organisation de la maison de disques sont, de plus, évalués d’un point de vue réputationnel. Dans ces conditions, le bon artiste (le bon candidat) se présente à la fois comme un *objet* singulier, offrant des prises intéressantes sur le plan promotionnel, et comme une *matrice* dispositionnelle garantissant la

¹⁴⁸ Lors d’une audition exceptionnellement ouverte au public, on entendra ainsi la conclusion sans appel d’un représentant d’une maison de disques, face à un artiste : « on est pas obligé de sortir un disque quand on fait de la musique électronique ». La banalisation des moyens de la production musicale a éliminé un filtre d’accès au marché de l’emploi, l’enregistrement des disques s’effectuant maintenant souvent avant le démarchage des maisons de disques.

¹⁴⁹ R. Moulin, 1967, *Le marché de la peinture en France*, Paris, Minuit (cf. p. 80, par exemple), et 1997 (1992), *L’artiste, l’institution et le marché*, Paris, Flammarion (p. 35, notamment).

¹⁵⁰ Sur la dimension critique des cultures musicales électroniques, voir M. Jouvenet, 2004, « À l’écoute des musiques électroniques (ce que ‘mixer’ veut dire) », *Cités* n°19, à paraître.

¹⁵¹ Le terme à la fois pratique et problématique (cf. l’abondante littérature sur la question) : selon les auteurs, il recouvre les intentions conscientes et/ou inconscientes d’un acteur, ou ses tendances à les exprimer.

singularité esthétique des futures œuvres. L'injonction d'individuation est donc double, visant à la fois l'œuvre et l'image de l'artiste.

Cette conception de la qualité artistique requiert, de la part des artistes, qu'ils présentent un matériau identitaire « solide », *i. e.* affichant une évidente cohérence interne. Dans ce cadre, c'est la biographie qui garantit la crédibilité des propositions artistiques, qui assure l'ancrage « authentique » des intentions dans un individu singulier, qui démontre que toutes les ficelles de l'expression artistique sont animées par un même mouvement (un mouvement individuel). La révélation de la causalité biographique individuelle n'est cependant un gage d'« authenticité », une source de crédit professionnel, que dans la mesure où elle respecte un certain nombre de conventions interprétatives valorisant l'association d'événements biographiques (*e. g.* l'expérience de la « galère ») à des orientations artistiques. D'où les risques souvent soulignés de la plasticité individuelle, pourtant nécessaire au renouvellement créatif et à la coopération professionnelle : elle est risquée parce qu'elle est susceptible de déconnecter le projet artistique du type d'événement biographique considéré comme fondateur du genre musical de référence (et de sa valeur). C'est le piège de l'exigence plastique.

La voie à suivre pour réussir est donc celle de la maîtrise de sa biographie, qui devient une ressource que l'artiste doit travailler « en connaissance de cause »¹⁵², et la solution privilégiée pour répondre à l'injonction d'individuation consiste en quelque sorte à multiplier les événements biographiques révélateurs, à développer une pratique réflexive de la mobilité.

1. 2. Apprendre à être singulier : la singularité comme produit de la mobilité

Dans ces conditions en effet, la réflexivité apparaît comme la clé de la progression professionnelle. La nécessité de contrôler sa propre plasticité indique déjà le caractère crucial du savoir sur soi : le premier chantier, premier atelier de l'artiste, c'est l'artiste lui-même. D'abord, la justesse des choix professionnels nécessite d'évaluer au mieux ses propres moyens et d'avoir une idée claire de ses propres intentions. Il y a en effet un risque à entamer une collaboration sur la base d'un malentendu sur ses capacités de travail, ou à se lancer trop tôt dans un projet trop ambitieux. L'histoire du rap et des musiques électroniques est déjà bien fournie en « impatientes » et autres « enfants gâtés » qui l'illustrent par défaut.

Mais la lucidité de l'artiste sur ses compétences, sur leur niveau de perfectionnement et leur degré de perfectibilité, lui permet également d'améliorer le rendement de ses activités de création. C'est en effet l'identification de ses compétences qui lui permet... de les dépasser, de les améliorer. Il ressort en effet des propos des artistes que le travail musical, pour être apprenant, doit en quelque sorte « déborder » les compétences sur lesquelles il s'appuie. Le savoir sur soi apparaît donc comme un moyen pour l'artiste de *se mettre en difficulté dans les meilleures conditions possibles*. Le débordement volontaire du savoir-faire nourrit en outre la capacité à innover : c'est souvent dans cet inconnu, dans cette zone de maladresse, quand il n'a que « des pistes », que beaucoup d'artistes avouent trouver de nouvelles combinaisons expressives. « En général, mes créations découlent d'un apprentissage de la machine », explique par exemple l'un des pionniers de la techno, K. Saunderson¹⁵³. Le dépassement de soi mis en œuvre dans les tâtonnements du processus de création a enfin, dans les propos des artistes,

¹⁵² C'est-à-dire qu'il doit être capable de prévoir les effets des situations et des événements sur sa personne et d'anticiper la réception de son image et de ses projets.

¹⁵³ In « Les chemins de la musique : Hypomixotechno », émissions présentées par D. Caux, sur France Culture, du 1^{er} au 5 février 2000.

la vertu de clarifier leurs intentions. Au sujet du processus d'écriture des textes, un rappeur disait ainsi : « en réalité, on écrit pour savoir ce qu'on pense ! »¹⁵⁴.

L'attention de l'artiste à ses émotions (à ce qu'il « ressent »), lors des phases de création, est l'un des leviers de ce travail d'exploration et d'évaluation de soi. Ce mode d'introspection lui indique les directions à prendre : il faut reconnaître ses émotions, savoir les identifier et les qualifier, et pouvoir les relier à des microévénements du processus de création. Et il semble que plus l'artiste a confiance dans ses savoirs culturels, plus il utilise ses émotions comme signaux de qualité : lorsqu'il expérimente de nouveaux sons, de nouveaux enchaînements musicaux, K. Saunderson, par exemple, sait que « ça marche parce qu'[il] éprouve une certaine sensation »¹⁵⁵. A l'inverse, la méconnaissance des conventions culturelles dominantes semble neutraliser le rôle moteur des émotions dans le travail musical. « Quand il n'y a pas de règles c'est terrible, t'as des sensations que tu ne comprends pas forcément », dit Joey Starr, célèbre rappeur du groupe NTM¹⁵⁶.

L'exploration des émotions au travail permet donc de trouver, selon les formules, sa voix ou sa voie. Mais elle offre également la possibilité de fournir les preuves du caractère personnel de cette voix. Si les exigences professionnelles commandent de « trouver son univers » stylistique, l'artiste doit en effet implicitement produire la preuve qu'il lui « correspond vraiment », qu'il lui « appartient vraiment ». Il doit prouver que ses caractéristiques stylistiques découlent de « l'expression directe de son moi » (notamment pour que les œuvres puissent être valorisées sur le mode de l'« authenticité »), et non (seulement) d'une stratégie carriériste. L'émotion du créateur apparaît alors comme une garantie de sincérité susceptible de le protéger du soupçon d'usurpation ou de contrefaçon. L'absence d'émotions visibles (l'indifférence) est, en revanche, le plus souvent interprétée comme un signe d'« artificialité » de l'investissement artistique, voire de cynisme, trahissant le « vol » de techniques et d'attitudes expressives. La question est bien celle de la propriété individuelle (ou *des* propriétés individuelles) : il s'agit d'« avoir une personnalité propre » et de la cultiver... ce qui apparemment est loin d'être évident pour tous. Je peux citer, à ce sujet, les réflexions du rappeur Dany Dan :

« Il y a un truc que j'ai appris avec la musique : (...) si t'es juste un MC [le MC est le chanteur de rap], même bon, *si t'as pas une personnalité propre*, il n'est pas dit que tu explotes [perces dans le milieu] c'est peut-être ce qui m'a manqué (...) je cherche depuis longtemps (rires). C'est un problème (...) j'essaye seulement d'être original, de ne suivre personne, en tout cas en France. J'en suis à un point où je me dis justement qu'il me manque ce truc original. Il y a déjà deux ou trois morceaux dont je suis assez satisfait, plus au niveau du flow. Mais je cherche vraiment une vibe [un style, « vibe » comme vibration], c'est dur. Je me dis que je ne l'ai peut-être pas en moi »¹⁵⁷.

La stabilité des artistes dans le monde des professionnels de la musique repose sur la capacité à affirmer un style personnel, entre le respect des conventions professionnelles et celui de l'ancrage social et personnalisant de la biographie. Dès lors, trouver un style, c'est trouver une marque, qui devient un guide pour l'action (comme « faire du Vitez » ou « faire du Scorsese » au théâtre et au cinéma). Une marque au sens marketing (que les logos et slogans des artistes illustrent), mais aussi au sens d'une empreinte, liée à la personne de l'artiste. Le parcours de formation s'apparente ainsi à l'élaboration

¹⁵⁴ Un membre du groupe Comité de Brailleurs (cité in *Radikal* n°60, p. 38). On peut également penser au mot du peintre P. Soulages : « c'est ce que je fais qui m'apprend ce que je cherche » (cité in J. J. Sweeney, 1972, *Pierre Soulages*, Neuchâtel, Éditions Ides et Calendes). Ce qui distingue fondamentalement l'artiste de l'artisan, selon P. Soulages, c'est le fait « que quand il commence son travail, l'artisan sait ce qu'il va faire, l'artiste non » (cité in B. Péquignot, 1993, *Pour une sociologie esthétique*, Paris, L'Harmattan, p. 159).

¹⁵⁵ In « Les chemins de la musique : Hypomixotechno », série d'émissions citée note 8.

¹⁵⁶ Cité in *L'Affiche* n°80, p. 58.

¹⁵⁷ Cité in *Get Busy* n°2, pp. 93-94.

d'une *solution professionnelle* singulière, mixte de compétences, de savoirs d'origines diverses¹⁵⁸ et réponse aux problèmes posés par la configuration professionnelle dans laquelle l'artiste se projette.

Si la mobilité, qu'elle soit géographique, sociale ou stylistique est si importante pour les professionnels de la musique, c'est à la fois parce qu'elle accroît la visibilité de l'artiste (versant réputation) et parce qu'elle multiplie les occasions d'apprendre (versant compétences). Construire une identité artistique pérenne nécessite ainsi de s'exposer à une diversité nourrissante de ressources (qu'il faut savoir anticiper, aussi : les termes du contrat de travail ne définissent qu'en partie ces ressources). Multiplier les projets réduit les chances de « s'enfermer dans un personnage », écueil professionnel courant.

La mobilité professionnelle permet également de prendre la mesure de la permanence du soi. Elle révèle à l'artiste ce qui en lui ne change pas alors que tout change autour de lui. On voit que cette théorie de la progression professionnelle subordonne la mobilité au travail de l'authenticité, puisqu'elle fait du perfectionnement des compétences découlant de la mobilisation de l'artiste un moyen d'affiner, d'affirmer, et d'organiser ses propriétés individuelles. Les discours spécialisés véhiculent d'ailleurs l'idée qu'il faut laisser à l'artiste le temps de choisir, en connaissance de cause, les traits de son identité sur lesquels il va appuyer son travail. Aux identités fragiles des nouveaux venus sur le marché musical s'opposent ainsi celles des artistes « établis », qui ont pris le temps de façonner leurs « univers » stylistiques sans (se) tromper, en se servant des ressources auxquelles ils ont pu avoir accès à divers moments de leurs carrières. Bref, il faut, selon le slogan nietzschéen à succès, travailler à « devenir soi-même » : ce que demande le directeur artistique de sa maison de disques au musicien, c'est « d'exprimer un rôle qui, tout en obéissant au code précis du *show-business*, lui 'colle à la peau' », c'est de trouver sa « vérité sociale » (je reprend là les termes de A. Hennion dans son enquête sur les professionnels du disque¹⁵⁹).

Partant, l'enchaînement des contrats, des « projets », est expérimenté comme un parcours positivement déroutant, par lequel l'artiste se donne les moyens et les occasions de découvrir son potentiel créatif. Pour l'illustrer, je peux citer les propos du rappeur d'un groupe qui a développé un projet musical associant rappeurs parisiens et musiciens africains :

« [Avec ce projet], on a vu d'autres choses. Dans le premier album, on était bloqué dans l'imagerie de la rue parce que c'était la seule chose qu'on voyait. Avec tous nos voyages et nos concerts à l'étranger, on ne peut plus limiter notre musique au quartier. Ça nous a aussi permis de montrer une facette qu'on n'avait pas pu montrer avec [notre groupe] »¹⁶⁰

Je peux aussi rapporter ce que disait Nicolas Chaix, *alias* I : Cube, « électroniste » à succès¹⁶¹ :

« J'avais besoin de travailler avec d'autres gens, d'essayer d'autres choses. Je trouvais que je me répétais, je tournais en rond. Puis, après trois ans de Château Flight [nom de son projet avec Gilb'R, un autre musicien], j'ai eu envie de me concentrer à nouveau sur ma musique, de me replonger dans des choses plus personnelles, c'était redevenu un besoin »

¹⁵⁸ La métaphore chimique ou alchimique est très présente dans les discours professionnels. L'un des recruteurs de l'audition à laquelle nous avons assisté dira ainsi de l'une des candidates, qui présentait un « trip hop » autoproduit, qu'il lui reste à « trouver [s]on alchimie ».

¹⁵⁹ A. Hennion, 1981, *Les professionnels du disque*, Paris, Métailié, pp. 48 et 49.

¹⁶⁰ Lino, in *Tracklist* n°4, p. 22 (le projet en question est Bisso Na Bisso).

¹⁶¹ in *Les Inrockuptibles* n°411, pp. 33-34.

Les discours des artistes et des professionnels du disque dessinent ainsi une théorie de la décantation identitaire par multiplication des séquences de travail. Suivant ce modèle, la mobilité professionnelle génère un être plus fort car mieux affirmé. Elle le génère par soustraction, en lui permettant de se débarrasser d'attributs jugés « parasites », ou par addition, en l'enrichissant de nouvelles compétences (et intentions, donc). Selon les discours, la carrière peut donc prendre la forme curieuse d'une découverte de soi (le leitmotiv étant alors : « deviens toi-même ») ou d'une résistance active aux influences extérieures (le leitmotiv étant alors : « reste toi-même »). Le flou qui entoure la référence récurrente (obsédante, même) à l'« authenticité », tantôt résultat d'une addition sélective, tantôt récompense d'une vigilance soustractive, s'explique notamment par la coexistence de ces deux modèles de progression.

Le lien entre authenticité et mobilité apparaît clairement à travers la tendance du milieu professionnel à couronner ceux qui « savent où ils vont » et ceux qui « savent d'où ils viennent » (qui peuvent, suprême félicité, être les mêmes). Le lien est à double sens¹⁶², et la permanence de l'être (qui garantit la qualité de l'œuvre) n'a de valeur que dans l'instable : le monde des musiques « actuelles » est un monde dans lequel, pour paraphraser R. Musil, l'instable a plus d'avenir que le stable¹⁶³, et l'artiste doit donc apprendre à mobiliser ce qui fait son authenticité (nuage qualificatif se déplaçant avec lui ou bien système dispositionnel personnel) en situation, de manière adaptée et au service de chaque projet. Pour trouver « sa » place, ou plutôt déployer « sa » trajectoire, il met ainsi en pratique une dialectique personnelle de la mobilité et de l'authenticité, au cours d'opérations identitaires dont la crédibilité et la légitimité reposent sur la démonstration de la permanence d'un foyer intentionnel identifiable.

L'importance accordée par les cultures musicales actuelles à la lisibilité des intentions de l'artiste explique que la valorisation artistique et professionnelle prend souvent la forme d'une publicisation du travail de soi et de la réflexion sur ses déterminants sociaux. Loin d'être dissimulé, ce travail est doublement spectaculaire, à la fois très visible et constamment mis en scène (et en œuvres), notamment à la faveur d'une surenchère portant sur la spontanéité et la sincérité des propositions artistiques. Les effets pervers de ce souci du réalisme et de la transparence, de cette détermination à exposer les déterminismes, sont par exemple visibles à travers la banalisation de la mise en abyme ou la surcharge des disques par des séquences simulant des événements contingents, voire accidentels (faux problèmes techniques...) ou des événements de la vie quotidienne des auteurs (conversations téléphoniques, dialogues dans le studio, interactions amoureuses, altercations avec les forces de l'ordre...).

L'extension de l'expression artistique des singularités à l'exposition de leurs déterminants (aussi bien les « racines » du musicien que les contingences du contexte de création) est en fait liée à un mode de construction de la valeur qui porte aujourd'hui moins sur la personne de l'artiste que sur les liens qu'il entretient (et sait entretenir) avec son environnement de création.

2. Les limites des injonctions d'individuation : se singulariser n'est pas s'isoler

Les modes de commercialisation des produits et les théories esthétiques des musiques rap et électroniques convergent pour faire de la recherche et de l'exploitation de la singularité des épreuves

¹⁶² En effet, si la mobilité révèle l'authenticité de l'artiste, au sens où elle lui permet de s'affirmer comme individu unique, l'authenticité accroît en retour les chances de mobilité, puisqu'elle assure à l'artiste une valorisation dynamisante, qui lui donne accès à de nouvelles opportunités professionnelles (et donc à de nouvelles ressources).

¹⁶³ L'écrivain décrit un ordre dans lequel « il y a plus d'avenir dans l'instable que dans le stable » (R. Musil, 1995 [1956], *L'homme sans qualité*, t. 1, Paris, Points Seuil, p. 315).

cruciales de la professionnalisation. On l'a déjà laissé apparaître, cette logique de l'individuation et de la culture de l'originalité n'implique pas forcément le détachement de l'individu par rapport au collectif. Et dans les discours des animateurs des univers musicaux actuels, l'importance de l'appartenance plus ou moins provisoire à des collectifs est constamment soulignée – jusqu'à devenir une des principales caractéristiques des cultures musicales et professionnelles du rap et des musiques électroniques. Dans ces univers, croire en l'indépendance du créateur est d'ailleurs une faute professionnelle, épinglée par les artistes comme par leurs partenaires commerciaux. Ce réalisme interactionniste conduit les artistes à questionner les exigences du contact avec autrui et l'étendue de la responsabilité individuelle, aussi bien en ce qui concerne le processus de création que la chaîne de commercialisation. Dans le cadre de ces cultures socioprofessionnelles « sociologistes », insistant sur la dimension collective et les forces sociales qui traversent les gestes artistiques¹⁶⁴, la recherche de la singularité ne peut donc être conçue hors de cette perspective interactionniste. En ce sens, les propriétés individuelles sont bien reconnues comme « propriétés sociales », et les discours dominants sur le métier indiquent que le processus de singularisation ne peut s'effectuer sans le soutien du collectif, sous une forme ou une autre.

Ces collectifs, avec lesquels les artistes se doivent de ne pas couper leurs liens, ont des statuts divers : il s'agit aussi bien de la « bande » d'amis que du groupe de travail affilié à une entreprise discographique ou encore du public d'un concert. Et si l'on veut tenter de caractériser l'influence de ces collectifs dans la socialisation-singularisation professionnelle, on peut commencer par distinguer trois formes sous lesquelles ils apparaissent, dans les récits de carrière : comme *matière*, comme *répertoire* et comme *milieu/scène*.

L'appartenance de l'artiste à un groupe social ou professionnel est, tout d'abord, *matière* à création. L'image du collectif est dans ce cas mobilisée comme matériau du discours artistique (dans les textes des chansons, notamment). Elle sert en outre de support pour expliciter et justifier les choix artistiques, et se prête souvent à un usage publicitaire : il est en effet rare que la promotion d'un disque de rap ou d'« électro » se passe de référence au groupe – qu'il s'agisse du collectif identitaire de la maison de disques (et sa marque-repère) ou encore de la bande d'amis, parrains déjà célèbres ou anonymes de la galère rappelant l'ancrage « authentique » de l'expression artistique. Les entretiens avec les artistes témoignent également de l'efficacité de la référence collective comme soutien technique, lors du processus de création. L'image du collectif est en effet aussi une référence mentale, un repère conceptuel qui permet à l'artiste de contrôler, d'orienter ses monologues créatifs (aux commandes de ses instruments ou le stylo à la main). Sous cette forme mnémotechnique, la représentation individuelle des collectifs auxquels il appartient est une sorte de pense-bête.

Le collectif apparaît aussi sous la forme d'un *répertoire* pour l'action. Là encore, qu'il s'agisse plus précisément de la maison de disques ou de la bande de copains, il est très nettement identifié comme l'espace d'élaboration et de transmission des ressources artistiques et professionnelles. L'apprentissage des conventions, la familiarisation avec les termes de la légitimité, la connaissance de l'histoire des coups gagnants et perdants, l'acquisition du vocabulaire de l'action artistique, etc. (bref, tout ce que l'on peut imaginer comme volets du processus de socialisation professionnelle) ne sont pas envisagés autrement qu'à travers la fréquentation de divers groupes d'influence. Le collectif est un réservoir dans lequel le professionnel puise de quoi façonner son équipement cognitif. On constate donc que même quand la musique est censée venir d'un groupe social bien délimité (cas du rap) et quand l'artiste peut tout faire chez lui, de la création à la diffusion (cas des musiques électroniques), la professionnalisation

¹⁶⁴ Sur ce trait caractéristique que les musiques électroniques partagent avec le rap, cf. M. Jouvenet, 2001, « 'Emportés par le mix'. Les DJ et le travail de l'émotion », *Terrain* n°37, pp. 45-60, et 2004, *art. cité*.

du musicien nécessite l'entretien d'appartenances simultanées et/ou successives à des groupes très divers (d'où l'importance déjà évoquée de la mobilité).

Alex Gopher, vedette de la musique électronique française, signe ainsi avec ironie un article intitulé « il voyage en solitaire », dans lequel il relate les péripéties et rencontres de ses nombreux voyages professionnels, et qu'il conclut par cette boutade : « vous savez pourquoi j'ai choisi la musique électronique ? Pour être tout seul dans mon studio »¹⁶⁵. De même, un DJ et compositeur de techno me racontait qu'il ne pouvait se contenter, d'un point de vue professionnel, de demeurer dans sa « maison sur la colline »¹⁶⁶, comme il l'appelait, à composer, et présentait ses « virées mensuelles » dans les réseaux parisiens comme indispensables à son « bizness ».

Sans l'approfondir non plus, on peut encore distinguer une troisième forme d'apparition du collectif dans les discours sur le professionnalisme musical actuel, qui contribue également à ne pas lire les injonctions d'individuation comme des invitations à l'isolement. L'attachement au collectif est en effet ce qui garantit la circulation de l'artiste dans un espace de comparaison et d'évaluation : le lien avec le collectif, c'est ce qui assure l'exposition d'un artiste aux commentaires des pairs et des spécialistes. Le collectif, c'est aussi la scène sur laquelle les projets sont confrontés les uns aux autres, le *milieu* dans lequel ils sont soumis à des procédures d'évaluation par comparaison. De ce point de vue, cette scène, ce milieu, c'est l'arrière-plan indispensable à la perception (et à la qualification) de l'originalité¹⁶⁷.

Si la procédure de qualification professionnelle implique de constamment chercher à s'exposer à de nouvelles influences, c'est davantage la multiplicité des influences que leur pénurie qui pose problème dans ces univers professionnels. Comme me l'a dit un musicien, « rencontrer plein de gens, c'est pas ce qui est vraiment important... ce qui est important, c'est de rencontrer les bonnes personnes ». Les personnes qui orientent plus ou moins consciemment le travail de l'artiste entrent en concurrence, et cette concurrence nécessite un constant arbitrage de sa part. La professionnalisation décrit aussi le perfectionnement de cette capacité de choix : « des gens t'en rencontres plein, et petit à petit t'arrives à analyser les personnes qu'il [te] faut » disait aussi ce musicien. Apprendre à gérer sa mobilité, c'est apprendre à sauter au bon moment dans le bon ascenseur, avec les bonnes personnes.

De ce point de vue, le travail de l'authenticité vise à prémunir l'individu contre les pièges de la mobilité, et lui permet même de mieux en tirer profit : « je me suis toujours dit que si je reste moi-même, je pourrais aller loin », peut-on par exemple entendre chanter un rappeur¹⁶⁸. L'omniprésente référence à l'authenticité apparaît ainsi la fois comme le produit de la mobilité et de la coopération et comme leur antidote culturel.

Compte tenu de la conscience aiguë de l'action du collectif sur les processus de transformation individuels – qui est l'une des caractéristiques les plus prégnantes des cultures musicales récentes –, on ne peut que conclure que si la qualité du travail musical dépend de la mise en œuvre(s) de la singularité individuelle, celle-ci n'est pas conçue comme une propriété innée ou acquise de manière magique. Même le plus « grand » artiste est en effet considéré comme point d'une chaîne (de relations) sociale. Dans les cultures musicales et professionnelles consciemment – et consciencieusement – « sociologistes » que l'on peut formaliser à l'écoute des animateurs du monde du rap et de l'« électro », l'injonction d'individuation favorise l'intensification d'une réflexivité qui ne saurait être libérée de sa dette envers le

¹⁶⁵ Cité in *Les Inrockuptibles* n°206.

¹⁶⁶ Maison qu'il partageait avec d'autres artistes, près de Montpellier. On ne sait s'ils sont associés en un « collectif » d'artistes...

¹⁶⁷ C'est pour cela que M. Melot en fait un concept « quantitatif » (« La notion d'originalité et son importance dans la définition des objets d'art », in Moulin R. (dir.), 1986, *Sociologie de l'art*, Paris, La Documentation Française, pp. 191-201).

¹⁶⁸ Les Rainmen, « Le flouze », 1997.

collectif (celui de la « source » de l'action musicale – e. g. « les amis de la galère » – et celui de la maturation professionnelle – le réseau du « business du disque »). La connaissance de soi est aussi, dans le cas de ces professionnels de la musique, reconnaissance du collectif *en soi*.

Le problème n'est donc plus celui de l'indépendance (encore moins celui de la pureté ou de l'« aura »), reconnue impossible et dépassée, mais celui de l'« authenticité », c'est-à-dire du transport de soi dans la diversité sociale. La tension entre la plasticité et la rigidité (l'une étant nécessaire au renouvellement réactif des projets, l'autre témoignant de l'autonomie intentionnelle), au cœur des discours sur le métier, est en effet canalisée par cette thématique spectaculaire de l'« authenticité », cadre discursif commun à travers lequel les individus sont amenés à examiner leur attachement au collectif. Fondé sur la « pleine visibilité de l'auteur »¹⁶⁹, le spectacle musical expose les doutes d'un travailleur reconnaissant pleinement qu'il est traversé par des forces qui le dépassent – des forces sociales. De par la médiatisation dont ils font l'objet, les musiciens actuels donnent ainsi une visibilité particulière (et particulièrement touchante, pour certains en tout cas) aux interrogations résultant du constat de l'hétérogénéité des outils et des logiques de la transformation de soi.

L'invitation à se pencher sur son propre cas et à mesurer l'influence du collectif sur soi, afin de mieux maîtriser son originalité, conduit à souligner les assurances données par la présence du collectif en soi, mais elle révèle aussi, inévitablement, la fragilité de l'individu, en l'obligeant à une introspection vertigineuse. Comme le montre le cas du rappeur Dany Dan, cité plus haut, il ne suffit pas de « se chercher » : encore faut-il « se trouver » ! Le succès du format (auto)biographique, selon le romancier M. Amis, tient à la croyance que « dans un monde (...) de plus en plus soumis à des intermédiaires », on est amené à ne « se fier qu'à la ligne droite de l'expérience vécue » et à « déplac[er] l'objectif vers l'intériorité »¹⁷⁰. Mais qu'est-ce qui reste à soi (et de soi) lorsque cette introspection conduit à comptabiliser ses dettes ? « *Je donne ce que j'ai, je n'invente rien* », assure le rappeur Joey Starr¹⁷¹. Rien ne se crée, tout se transforme : slogan connu mais problématique ici !

Pour conclure, on peut rappeler que le modèle de l'artiste, valorisé, semble aujourd'hui s'étendre à des travailleurs divers, touchés par la segmentation des activités professionnelles en « projets »¹⁷². La sociologie du travail des musiciens actuels révèle le caractère particulièrement éprouvant (voire épuisant) de ce modèle brillant des atours de l'expressivité et de la réalisation de soi. Elle confirme également que l'émergence de « nouvelles capacités et opportunités valorisantes », susceptibles – comme l'écrit R. Castel – de libérer l'individu de certains carcans¹⁷³, notamment en leur laissant la direction de leur formation, donne aussi une nouvelle consistance aux inégalités, en les enfouissant dans les subjectivités individuelles.

¹⁶⁹ L'expression est de R. Chartier, qui en fait l'un des socles de l'édition littéraire depuis la seconde moitié du 18^e siècle (1996, *Culture écrite et société. L'ordre des livres (14^e-18^e siècle)*, Paris, Albin Michel, p. 57). On peut cependant le généraliser à la plupart des univers artistiques.

¹⁷⁰ M. Amis, 2003, *Expérience*, Paris, Gallimard, p. 281.

¹⁷¹ Cité in *Groove* n°57, p. 39.

¹⁷² P-M. Menger, 2003, *Portrait de l'artiste en travailleur*, Paris, Seuil – République des idées.

¹⁷³ R. Castel, C. Haroche, 2001, *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi*, Paris, Fayard.

Marie-Christine Le Floch*

Supports statutaires et ressources personnelles des enseignants remplaçants

La question des injonctions à l'individuation semble au départ paradoxale au sujet des enseignants dont l'expérience professionnelle a été analysée le plus souvent comme une expérience solitaire. Les injonctions concernant ce groupe professionnel sont d'avantage des invitations considérées comme vaines au travail collectif. Elles concernent aussi néanmoins les nouvelles compétences requises dans le rapport Bancel¹⁷⁴ pour faire face à la singularisation des situations scolaires. Il s'agit d'être capable de mettre en place soi-même, et dans chaque cas particulier une relation et un projet pédagogique autrefois contenus dans les cadres institutionnels des programmes et de l'organisation du système éducatif.

La situation des enseignants mobiles¹⁷⁵ rend visibles certaines des opportunités et des difficultés engendrées par cette injonction au sein du noyau dur d'un salariat encore protégé.

Bien que le système éducatif ait toujours été marqué par la segmentation et de nombreux clivages dus aux modes de recrutements, à la multiplication des catégories et des statuts particuliers, les enseignants ont longtemps bénéficié d'un cadre stable de travail qui constitue le support d'une expérience professionnelle dont les risques tiennent notamment à la qualité de la relation pédagogique construite avec les différents publics d'élèves. Les enseignants en poste fixe effectuent en principe un service régulier dans un seul établissement qui correspond à un espace de travail et de socialisation, même si l'implication dans cet espace est très variable : L' « enseignant titulaire type » est nommé définitivement sur un poste qu'il ne quitte que volontairement et c'est par rapport à cette norme que s'exprime actuellement le mécontentement face à la multiplication des nominations provisoires et des suppressions de postes. Il bénéficie d'un certain nombre de supports : en premier lieu le statut associé à un poste fixe mais aussi les liens avec les collègues, la vie syndicale ou associative locale et les réseaux professionnels.

Sur les postes provisoires ou de remplacement¹⁷⁶ regroupés en zones plus ou moins étendues, ce cadre ordinaire de travail fait défaut. Le caractère variable des attributions et des missions constitue une difficulté nouvelle marquée par l'incertitude. Que cette situation soit choisie pour ses avantages (primes, points pour les mutations) ou subie, entrer en mobilité correspond à une expérience d'individuation professionnelle originale. Il s'agit d'affronter une situation de travail singulière sans ancrage préalable dans l'établissement. Choisie pour l'autonomie qu'elle procure, cette modalité d'exercice du métier est également redoutée pour les risques de désaffiliation qu'elle comporte.

Quels sont les supports de l'exercice de l'enseignement en mobilité ? Quelle sont les conditions qui autorisent l'affranchissement pour cette entreprise ?

La réflexion s'achève sur le rapport entre les formes d'emploi et l'exploration des qualifications individuelles.

* GRACC-Lille III marie-christine.le-floch@wanadoo.fr

¹⁷⁴ Rapport Bancel de 1999. Dans ce rapport, il est clairement indiqué que les nouvelles compétences requises pour les enseignants passent par la capacité à mettre en place une situation d'enseignement et un projet pédagogique dans toutes les situations scolaires.

¹⁷⁵ Le matériau utilisé ici est tiré d'une enquête réalisée dans le cadre de ma thèse de doctorat : M.C. Le Floch, 2002, *L'enseignant et sa doublure. Qualifications et division du travail aux marges du système éducatif*. Université de Lille I.

¹⁷⁶ Concernant le remplacement des titulaires, rappelons qu'il a tout d'abord été assuré par les maîtres auxiliaires. Ces derniers représentaient entre 10 et 19% du personnel enseignant du secondaire selon les périodes entre 1970 et 1990. La création du statut des maîtres rectoraux puis des Titulaires Académiques a permis de pourvoir les postes demeurés vacants à la rentrée. Les dispositions légales permettant la nomination de titulaires sur des postes provisoires datent de 1985 pour les Titulaires mobiles (TM), et ont été récemment modifiées par le décret de 1999 avec la création des postes de Titulaires sur Zones de Remplacement (TZR). Ces évolutions traduisent la place que l'on accorde à cette fonction de remplacement selon les moments.

1. Les supports de la mobilité

L'assouplissement des attributions et l'importance croissante de l'idée de compétence ne supprime pas l'emprise des qualifications collectives certifiées sur la définition des emplois. Il arrive cependant que les statuts qui sont associés à ces qualifications soient utilisés à rebours comme repoussoirs. Enfin, et à côté des logiques d'emploi, s'exprime une logique de métier qui renoue avec des périodes antérieures de l'histoire.

La qualification certifiée et le statut d'emploi définitif

L'histoire du remplacement dans les établissements du secondaire a produit en 1985 un véritable statut de titulaire mobile. Y compris depuis la remise en cause de ces dispositions, les volontaires pour ce genre de mission se réfèrent à la nature de leur emploi de titulaire pour défendre leur fonction et leur identité professionnelle face aux élèves et aux collègues.

« Moi, j'explique ma fonction au départ, que c'est un choix que j'ai fait, que je ne suis pas une remplaçante qui vient du rectorat, qui tombe comme ça des nues. C'est un choix, je me suis mise à la disposition du secteur, pour moi, ça ne change rien, je suis titulaire de mon poste. Les enfants comprennent ça, ils se rendent bien compte que c'est pas une jeune qui débute, qui veut être maître auxiliaire au début parce qu'elle a pas eu son concours, comme pour se faire la main. » (EPS, F, 30 ans)

A fortiori, lorsque le choix du remplacement fait partie d'une stratégie de mobilité qualifiante, la défense du « statut » et son utilisation comme support dans l'exercice du métier et la défense des attributions apparaissent avec force.

« On n'est pas là pour faire autre chose que de la pédagogie... le gardiennage, les surveillance de devoirs ou les permanences ou pire encore : s'occuper du CDI, ce n'est pas notre boulot...ce sont des choses qui finalement cassent notre statut. » (SES, H, 25 ans, responsable du site internet de la discipline, travaille avec l'IPR)

Les comparaisons sont inévitables avec les salariés de la précarité. On parle de « précarisation des attributions ».

« Je ne m'assimile pas à un précaire parce que je pense que les gens qui sont vraiment précaires sont les contractuels et les vacataires, et non pas les titulaires sur zone de remplacement...Quoi qu'il se passe finalement on a notre poste. Mais c'est pas une précarité de l'emploi, c'est une précarité par rapport à notre engagement dans le métier »(SES, H, 25 ans)

Certains franchissent cependant le pas dans l'usage de termes réservés jusque là aux emplois considérés un temps comme atypiques.

« Il y a des réunion d'équipes. L'an dernier on m'a dit : «c'est pas la peine de venir, vous êtes pas sûre d'être là l'an prochain ». On n'est pas comptabilisés comme enseignants à part entière dans le lycée, on est là comme des intérimaires du privé, on ne fait pas partie du listing, on n'est pas comptés comme salariés. » (STE,F,33 ans)

L'articulation entre qualification certifiée et compétences demeure et le rapport entre le contenu de la notion d'emploi et de celle de travail évolue. Le statut est une ressource convoquée par ceux qui sont en mobilité par choix ou par contrainte. Il constitue une protection contre une remise en cause trop radicale des attributions. La dimension statutaire de l'autorité par exemple ne légitime plus à elle seule une forme de domination depuis longtemps dévoilée mais elle est présentée dans les discours des personnels mobiles, comme un élément central qui fait défaut ou au contraire qui permet une redéfinition de la relation d'enseignement.

Le contexte actuel est celui de bouleversement du système d'emploi à statut qui caractérisait la société salariale en France. L'extrême valorisation de la créativité et du risque opère un renversement. Il tend à réduire le support de l'individuation aux ressources personnelles.

La personne comme dernière ressource ?

On trouve parmi les remplaçants volontaires des personnes qui affirment ne rien attendre de leur statut, notamment pour définir leur relation pédagogique. Soit ils procèdent à un difficile travail de conquête de la classe : « *On sait que ce sera long...il faut beaucoup de temps pour qu'ils reconnaissent que c'est nous le prof.* » (*Lettre, H, 40ans*). Soit ils semblent le faire « naturellement » en s'appuyant exclusivement sur des qualités ressenties comme « personnelles ». Dans ce cas on peut tenter de dévoiler les ressorts de cette autorité « charismatique ».

Issus le plus souvent d'une trajectoire marquée par la relativisation des catégories officielles de valorisation professionnelle, ces enseignants se sentent hors cadre, apprécient l'absence de définition précise de leur fonction et en usent dans leur pratique professionnelle.

« Je ne peux pas prendre vraiment le rôle de prof, je préfère prendre un rôle que je m'invente un peu, c'est une espèce de liberté de ne pas avoir de statut fixe. Si un chef d'établissement veut jouer les petits chefs, il ne pourra pas le faire avec moi. Il fera un rapport mais l'inspecteur sait que je m'adapte à tous les élèves...je suis toujours content du niveau des élèves et si je suis mal reçu, je m'adapte. Je suis adaptable comme une prise de courant (propos d'inspecteur). Je suis un prof d'humeur...c'est eux qui m'apprennent. Je suis hors cadre, je vais pas leur imposer des cadres. » (*Lettres, H, 39 ans*)

On peut se demander s'il s'agit de simple fraternisation ou si ces enseignants sont auteurs d'une nouvelle forme d'autorité adaptée à la pluralité des mondes de justice dans lesquels se trouve le système éducatif¹⁷⁷. La situation du « remplacement au pied levé » permet d'observer¹⁷⁸ cette capacité à jouer sur tous les registres disponibles d'une identité multiple, résultat de formes diverses de socialisation, professionnelle ou non¹⁷⁹.

Si on analyse de près les ressources qui autorisent cette aisance, on retrouve les capitaux (parents universitaires) mais également l'emploi de fonctionnaire qui fait ici l'objet d'une dénégation. Cet enseignant use de son statut par défaut, comme un repoussoir qui sert de levier à sa valorisation personnelle.

A propos de cet exemple, examinons de plus près la notion de « personne » comme ressource. L'étymologie du terme « personne » désigne le masque de théâtre dans la langue étrusque. Cette notion est donc proche à l'origine de celle de rôle, à ceci près, qu'elle désigne dans les formes de la vie sociale contemporaine, le masque réduit à la simple « face » qui n'a guère d'autre protection que le corps lui-même. Chez cet enseignant, le fait d'être « à visage découvert » est admis comme étant une condition pour établir des relations « authentiques ». Conscient que son corps est l'ultime siège de son identité, il en use avec liberté, renversant ainsi les tyrannies de l'intimité¹⁸⁰ à son avantage dans l'exercice d'une autorité charismatique.

Certains entretiens font état de qualités présentées comme personnelles et supports d'une compétence. Il s'agit en fait de caractéristiques en écart par rapport aux enseignants en poste fixe. Ces

¹⁷⁷ Nous empruntons les éléments de l'analyse de J.L Derouet, 1992, dans *Ecole et Justice*, Métailié.

¹⁷⁸ Quatre observations directes ont été réalisées dans le cadre de l'enquête.

¹⁷⁹ B. Lahire, 1998, souligne à ce sujet l'importance du rapport entre le contexte et les diverses facettes de l'habitus et ouvre des perspectives quant à l'analyse des moyens de gérer les sentiments indissociables de la relation pédagogique.

¹⁸⁰ R. Sennet, 1974, *Les tyrannies de l'intimité*¹⁸⁰, p.60-66. L'auteur rappelle l'importance d'un « corps mannequin » au XVIIème siècle et par contraste, les injonctions de transparence de la période contemporaine marquée par le narcissisme. Dans la conclusion de l'ouvrage p.274, il relativise les bienfaits du développement des liens de familiarité : « Plus cette tyrannie de la proximité s'impose, plus les gens cherchent à se libérer des coutumes, des manières sociales, des codes...pour s'ouvrir de manière inconditionnée les uns aux autres. Les rapports humains intimes sont censés être chaleureux (...) mais la réalité vient démentir cette attente. Les philosophes conservateurs prétendent que l'expérience de l'intimité est décevante par ce que la « nature humaine » est si destructrice que lorsque les gens s'ouvrent les uns aux autres, ils n'arrivent à se dévoiler mutuellement que leurs petits enfers subjectifs. ». R. Sennett remet ensuite en question la pertinence de la notion de personnalité.

écarts s'expliquent aisément par la spécificité des postes d'enseignant mobile : présence limitée dans un établissement, moindre fatigue et moindre usure devant les publics.

« On remplace souvent des déprimés. On apporte un différentiel d'autorité. On a un oeil extérieur, une opposition par rapport aux petits secrets de l'établissement. Les rapports avec les élèves sont plus détendus...les enseignants (en poste fixe) vivent sur la fausse idée qu'ils sont irremplaçables.» (Lettres, H, 49 ans)

Ce type de support provient d'un déplacement dans l'espace professionnel et repose sur un principe d'économie dans l'usage des ressources.

Derrière la personne se cachent en fait des ressources en termes de capitaux et des qualités différentielles qui peuvent être analysées du point de vue sociologique¹⁸¹ comme le résultat d'une économie dans les déplacements professionnels.

Face à la variation et à la singularisation des situations de travail, l'individuation suppose ici l'usage par excès ou par défaut des qualifications certifiées et du statut d'emploi. Elle peut également s'appuyer sur la reconstruction de cadres de travail.

La reconstruction de cadres et de collectifs

Deux exemples sont à examiner dans le contexte de l'enquête. Le premier est une forme de socialisation professionnelle alternative en co-présence, le second repose sur des relations à distance.

Dans certaines académies –dont celle de Lille-, des brigades de remplacement ont été mises en place entre 1985 et 1999. Un ensemble des Titulaires Mobiles, gérés par Bassin d'Emploi et de Formation étaient rattachés à un établissement, toutes disciplines confondues. Cet établissement de rattachement est alors devenu un lieu de socialisation actuellement regretté par certains spécialistes de la mobilité. Il s'agissait d'un dispositif coûteux mais confortable pour ces enseignants relativement disponibles. Plusieurs d'entre eux ont reconnu qu'ils n' «*étaient pas souvent en mission* » pendant les deux ou trois ans qui ont suivi la mise en place de ce système. Ils ont bénéficié d'une forme originale de convivialité sur place. Dans la manière dont est décrite cette situation avantageuse, on souligne le plaisir de se retrouver à plusieurs enseignants de diverses disciplines, configuration qui semble exceptionnelle dans une vie professionnelle marquée par l'isolement. Tout en profitant d'un espace de socialisation dans l'établissement de rattachement, on a pu échapper en partie à la contrainte des horaires, des sonneries, de l'enfermement individuel dans les salles de cours, du rituel limité de la salle des professeurs. Une micro-culture s'est développées, dont les « brigadistes » parlent avec nostalgie

« On faisait 500 et quelques heures dans l'année...le reste, c'était du rattachement, on se retrouvait au lycée...on parlait de tout et de rien, on côtoyait les profs et les CPE...les premières années, j'ai trouvé ça très agréable »... « On s'arrangeait : une heure de retard, ça n'inquiétait personne » (Lettres, F, 54 ans).

Si on « côtoyait les profs », n'est ce pas que l'on ne se sentait pas vraiment prof à ce moment là ? Cette co-présence est du reste à l'origine des jugements portés entre catégories professionnelles. Cette modalité a donné lieu aux abus auxquels on pouvait s'attendre. Si on regrette cette sociabilité, on déplore également le laxisme auquel elle a donné lieu. Certains remplaçants n'ont pas joué le jeu, d'autres, plus régulièrement sollicités, se sont réellement engagés dans cette spécialité et sont devenus des professionnels du remplacement. Pour ces derniers la nostalgie de « la brigade » est très forte « *Maintenant, on est tous dispersés, on ne voit plus personne* » (cinq des sept spécialistes du remplacement). Elle exprime un véritable désir de vie professionnelle collective, hors de cadres habituels des projets d'établissement, de l'action syndicale ou de la formation permanente.

Les réseaux d'information pédagogique sont un exemple différent de support collectif de travail. Avec le soutien de l'inspection et des organismes de formation permanente, ou de manière informelle,

¹⁸¹ Par l'analyse des trajectoires et de l'évolution historique de la subjectivité.

les enseignants construisent des réseaux personnels et de communication professionnelle et pédagogique. Les réseaux personnels sont un espace d'échanges d'information sur l'« ambiance » des établissements, les situations ou les collègues à éviter. Les enseignants mobiles que nous avons rencontrés participent assez souvent à la vie des sites de leur discipline ou de leur association professionnelle, ils les construisent eux-mêmes de manière autonome.

« Je suis investi dans l'association, je gère le site internet, on fait une conférence la semaine prochaine avec (professeur de l'université), j'ai beaucoup de contacts avec le supérieur, déjà deux publications. (SES, H, 25 ans)

Ces modalités de travail rapprochent en effet les pratiques professionnelles des enseignants de celles des enseignants-chercheurs.

Au total, on peut identifier trois principaux supports de ce mode d'individuation professionnelle qu'est l'exercice de l'enseignement en mobilité : l'utilisation par excès ou par défaut du statut de fonctionnaire et du « poste fixe »¹⁸², les ressources « personnelles » qui sont analysables du point de vue sociologique et de nouveaux cadres collectifs de travail.

Le remplacement comporte des risques quant aux attributions professionnelles mais également des opportunités d'autonomie.

2. Une entreprise risquée à haute responsabilité individuelle

R. Castel parle d'un effet contrasté à propos de l'« effacement des encadrements collectifs »¹⁸³. Au sujet de l'industrie : « l'individualisation des tâches permet à certains d'échapper aux carcans collectifs et de mieux exprimer leur identité à travers leur emploi. Pour d'autres, elle signifie segmentation et fragmentation des tâches, précarité, isolement et perte de protections ». Au sujet des enseignants-remplaçants, nous avons également pu saisir ces deux orientations.

Les risques de désaffiliation et l'intégration professionnelle laborieuse

Remplacer consiste un peu à jouer le rôle de doublure. Comme au théâtre, on effectue un travail intermittent et interstitiel pas toujours reconnu. C'est un espace d'expression de qualités mais aussi d'exercice de ressources inégales face aux épreuves de l'intervention limitée.

La première partie de la mission consiste à s'imposer aux élèves sans réputation construite sur place, ce qui peut être un avantage comme nous l'avons vu plus haut mais également une difficulté. Dans la plupart des témoignages, les remplaçants parlent d'un difficile travail de conquête de la classe. Des réputations valorisantes peuvent se construire si les territoires à couvrir ne sont pas trop étendus et les missions relativement régulières, ce qui a été remis en cause en 1999.

Lorsque la mobilité est imposée faute de poste fixe souhaité, à fortiori pour les débutants, elle correspond le plus souvent à une expérience solitaire et risquée. La configuration actuelle de l'espace professionnel dans l'enseignement secondaire est celle d'un système d'emploi segmenté et territorialisé en fonction des difficultés engendrées par les problèmes économiques, sociaux et urbains. Il est fréquent que les jeunes enseignants débutent leur carrière sur les postes provisoires de TZR¹⁸⁴ sur les territoires difficiles. Si le rapport à l'emploi demeure satisfaisant (il s'agit d'un emploi définitif), et pour reprendre la typologie de S. Paugam¹⁸⁵, nous avons affaire à une intégration professionnelle laborieuse

¹⁸² dans le sens d'« une affectation permanente » sur un poste de titulaire mobile.

¹⁸³ R. Castel, 1995, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*. Conclusion : « l'individualisme négatif », p.467.

¹⁸⁴ Titulaire sur Zone de Remplacement.

¹⁸⁵ S. Paugam, 2000, *Le salarié de la précarité*, PUF. L'auteur propose une typologie des formes d'intégration du « salarié de la précarité » selon deux axes : le premier rend compte du rapport, satisfaisant ou non à l'emploi, le second du rapport au travail.

tout de même. La difficulté d'exercice du métier se traduit par une entrée chaotique dans le métier et peut aller jusqu'à la remise en cause de cette sécurité d'emploi.

« j'ai été nommée sur les deux établissements les plus difficiles de l'académie et l'an dernier j'ai failli démissionner plusieurs fois »(Anglais, F, 27ans). « Il y a des endroits où le jeu consiste à faire craquer le remplaçant...plusieurs débutants peuvent craquer successivement, après ils sont cassés » (Lettres, H, 40ans)

Certaines expériences sont tragiques et découragent des personnes compétentes, surtout lorsque le support que pourrait constituer l'accompagnement institutionnel fait défaut.

« *Quand j'avais des problèmes, j'allais voir les conseillers principaux d'éducation dont certains étaient très gentils...et puis d'autres, eh bien ils en avaient assez de voir toujours les mêmes collègues débarquer dans leur bureau. Au bout d'un moment, ils ne m'aidaient plus. Certains étaient solidaires et puis d'autres...ils considéraient que c'était moi le problème.* » (Anglais F, 27 ans).

Au delà du désenchantement qui se produit dans toute profession, la confrontation brutale avec des difficultés pour lesquelles on ne dispose pas de ressources suffisantes peut être fatale faute d'accompagnement et de clarification des règles d'affectation ultérieure. Il y a disjonction entre le rapport à l'emploi et le rapport au travail.

La situation de mobilité est aussi une opportunité d'autonomie professionnelle.

Conditions d'affranchissement et autonomie professionnelle

La situation de remplaçant ou d'enseignement mobile peut faire l'objet d'un choix. En dehors des avantages économiques que cette situation procure (primes, point de mutation, moindre charge de travail), elles autorise l'expression de qualités et le développement de qualifications spécifiques qui font de cette modalité d'enseignement un ensemble de petits métiers ou de spécialités intéressantes étroitement associés à la contrainte de mobilité ou au caractère limité de l'intervention.

La mobilité permet l'expression de trois principales figures : le dépanneur du système éducatif, l'enseignant butineur-colporteur et le spécialiste de l'autorité.

Dans le dépannage, les supports de l'utilité sociale sont la continuité du service public dans les situations d'urgence. Cette fonction peut être valorisée au point d'être considérée plus satisfaisante pour certains remplaçants que la fonction habituelle d'enseignement. Les catégories de butineurs et de colporteurs sont proposées par ceux qui créent, utilisent et font circuler des outils pédagogiques.

« *On est un peu les VRP de l'Education Nationale...entre nous (anciens de la brigade), il existe une certaine complicité, des échanges d'outils, de matériau...on a tissé des liens durables* » (Lettre, H, 39ans)

Les spécialistes de l'autorité ont d'une certaine manière « simplifié » l'activité complexe d'enseignement qui suppose une articulation complexe entre la transmission des connaissances et la régulation normative. Etant directement confrontés à la nécessité de redéfinir ou de maintenir la définition d'une situation donnée, ils en parlent volontiers levant ainsi certains tabous du métier.

« *La première heure, ils vous testent, la seconde, ils vous tuent. C'est très difficile de leur faire admettre que c'est nous le prof. C'est toujours plus dur pour le remplaçant* ». (Lettre, H, 40ans)

Pour construire cette spécialité, ils s'appuient (comme vu dans le I) soit principalement sur leur statut, soit sur une forme de charisme. Mais l'exercice de l'autorité en situation de remplacement suppose également d'apprécier les risques de telle ou telle menace ou sanction, de comprendre les normes et les routines en place permettant l'entrée brutale dans le rôle professionnel.

La mobilité produit des petits métiers dont on peut cerner les contours et les supports en termes d'outils.

Le caractère limité de l'intervention favorise le développement de trois qualifications ou qualités principales : La capacité à passer le pouvoir, les dispositions à gérer une relation à durée limitée et l'aptitude à définir un projet court.

L'enseignant qui remplace revendique son autonomie qui ne peut être que limitée. La relation entre l'enseignant en titre et le remplaçant est délicate. Les modalités sont variables mais il s'agit bien de prendre les choses en route, tout en essayant de faire avec ce que l'on est. Après un certain temps, on cherche à sortir des routines de l'« autre », ce qui suppose de la patience et la capacité à repérer le moment où c'est possible, si c'est possible, si la durée et la nature du remplacement le permet. Les remplaçants qui semblent y parvenir le plus facilement ne doutent pas de la valeur de leur qualification certifiée et sont conscients des qualités différentielles qu'ils proposent (différence de sexe, d'âge, de fraîcheur dans le métier). Les difficultés tiennent au fait qu'il faut s'engager dans une relation à durée limitée par rapport au rythme habituel du fonctionnement du système éducatif.

Le meilleur support permettant de gérer cette relation est la connaissance de la durée de la mission ce que n'autorise pas souvent la gestion à court terme des absences et des défaillances des personnels dans le secondaire « *C'est le supplice du prolongement...je reste ou je reste pas* » (Anglais, F, 45ans).

Du point de vue affectif il s'agit de reconnaître le rôle joué par l'enseignant titulaire, ce qui suppose le même genre de reconnaissance en retour. Ici aussi, c'est souvent l'attitude inverse qui domine. Après les premières mises au point, une forme particulière de familiarité avec les élèves se développe dans ces contextes : faire oublier l'absence de l'« autre », en assurant le fonctionnement des routines, en évitant le sentiment d'étrangeté. Il faut être proche en limitant l'investissement nécessaire à la connaissance approfondie des élèves. Sur les territoires difficiles et dans le cadre d'une gestion sur zones très étendues, c'est souvent la dissimulation qui l'emporte sur la construction de relations de confiance. « *il ne faut jamais dire aux élèves pour combien de temps on est là...malheureusement, certains vendent la mèche* » (Anglais, F, 45 ans)

L'idée de projet peut sembler paradoxale dans le contexte d'un remplacement très limité qui s'associe plus aisément à l'impression d'un pilotage à vue. Les projets circonscrits du remplacement existent pourtant : exploitation d'une sortie, d'un thème sur lequel l'enseignant a accumulé des documents, d'un type d'exercice. Plus que la durée du remplacement, c'est encore une fois l'incertitude portant sur cette durée qui compromet la réalisation de ces projets si modestes soient-ils.

« C'est à moi de construire un projet pédagogique avec des groupes d'élèves en difficulté, des choses comme ça, ce qui n'est pas faisable parce que...je peux être appelé dans la journée, ce qui arrive très souvent. Ça m'est arrivé de construire un truc, de convoquer les élèves pour le mardi et le mardi, j'étais plus là... » (TSA, H, 28 ans)

La possibilité de réaliser ces projets même limités de manière satisfaisante est une condition nécessaire à la mise en place de « mini-contrats » principaux supports de la régulation pédagogique.

Le remplacement est bien un espace d'exercice de qualités et d'autonomie mais les conditions d'affranchissement ne sont pas toujours remplies. Des supports de diverses natures sont nécessaires à l'exercice des spécialités de l'enseignement parmi lesquels le statut d'emploi stable, les ressorts sociologiques des « qualités personnelles », diverses formes de coopération au travail, et enfin la possibilité de se projeter avec un minimum de certitude dans une perspective temporelle.

Formes d'emploi et exploration des qualifications individuelles

L'expérience de la mobilité comme à certains égards celle des détachements ou des congés de reconversion permet d'explorer des qualifications individuelles inexplorées dans un emploi marqué par la stabilité. Mais il est des conditions qui font que cette expérience de mobilité devient une expérience qualifiante ; elles préservent l'individu d'une désaffiliation professionnelle même relative.

En dehors des garanties statutaires, la réussite de l'autonomisation professionnelle dans des contextes de remise en cause du cadre de travail et d'assouplissement des attributions passe soit par l'usage des ressorts de l'habitus, soit par la possibilité de construire ou de reconstruire dans une perspective durable un cadre de travail. Il s'agit alors de remettre en correspondance des dispositions et des positions après un moment de décalage, ce qui a un effet sur la configuration des espaces de travail. Le cas de la fonction publique et plus précisément ici du système éducatif permet d'observer ce qui peut se passer si on maintient le support essentiel qui est celui de l'emploi garanti.

En fonction de leur origine sociale et de leur trajectoire, les remplaçants improvisent et saisissent des opportunités. Ceux qui disposent des supports nécessaires (notamment en termes de réseaux) procèdent aux investissements subjectifs pour être « entrepreneurs d'eux mêmes »¹⁸⁶ et peuvent plus aisément se lancer dans des aventures risquées. D'autres reconstruisent des cadres collectifs de travail plus étroitement dépendants d'une co-présence effective de collègues. Encore à l'abri d'une situation marquée par la disparition de tout support social, on voit se recomposer le paysage et la division du travail. La garantie d'avoir un emploi et les ressources associées minimise les risques d'individualisation par défaut et la désaffiliation au sens strict est peu probable ici. Cette garantie peut être considérée comme une régulation nécessaire et non comme un luxe en période de bouleversement d'un système d'emploi.

Conclusion

L'enseignement est un milieu où l'expérience professionnelle est très individualisée mais supportée jusqu'à une époque récente grâce à l'existence de cadres stables d'exercice de la relation pédagogique. La capacité des remplaçants titulaires à s'autonomiser atteste des supports d'individus protégés et de la possibilité de faire évoluer les cadres collectifs du travail dans ce secteur. Si on cherche à résumer en quoi consistent ces supports, on trouve trois principaux modes de conservation, d'entretien ou de développement des qualifications.

Le statut, garant d'un emploi définitif et attestant d'une certification est convoqué comme protection, par excès ou par défaut dans diverses situations avec les collègues ou les élèves. Les ressources présentées comme personnelles apparaissent comme le support magique de la prise de risque mais peuvent être analysées sociologiquement. De nouveaux cadres de travail, collectifs situés ou en réseaux se construisent avec ou sans le concours des hiérarchies professionnelles formelles. L'ensemble de ces supports concerne éventuellement les mêmes personnes à différents moments de leur carrière. Ils autorisent l'exploration de qualifications et de métiers à l'abri des risques majeurs de désaffiliation et de disqualification sociale au sens absolu des termes.

Un système d'emploi à statut peut dès lors apparaître comme un mode de régulation des transformations en cours. Il assure en effet la conservation des qualifications collectives certifiées dont on ne peut faire table rase pour la production de qualifications individuelles adaptées à l'évolution des profils de postes et des attributions.

Les producteurs de certificats que sont les enseignants expérimentent le découplage croissant entre les supports d'emploi et les tâches. L'analyse des conditions modifiées de l'exercice de leur métier participe à une réflexion sur l'évolution des supports indispensables aux individus dont l'existence dépend de l'utilité et de la valeur de leur travail.

Bibliographie

Boltanski L., Chiappello E., 1999, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.

Castel R., 1995, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*. Paris, Fayard.

Derouet J.L., 1992, *Ecole et justice*, Paris, Métailié.

¹⁸⁶ L. Boltanski et E. Chiappello, 1999, utilisent cette expression au cours de l'analyse de l'affaiblissement des défenses du monde du travail.

Lahire B., 1998, *L'homme pluriel*, Paris, Nathan.

Le Floch M.C., *L'enseignant et sa doublure. Qualifications et division du travail aux marges du système éducatif*. Thèse de doctorat, Université de Lille I.

Paugam S., *Le salarié de la précarité*, Paris, PUF.

Sennett R., 1974, *Les tyrannies de l'intimité*, Paris, Seuil.

Supports sociaux et formes d'insertion professionnelle: récits de vie et de travail au Sud du Brésil

La discussion des rapports entre l'existence/absence de supports sociaux et l'acceptation/résistance aux contraintes imposées par le marché du travail est ici présentée à partir des récits de vie de 80 travailleurs au Sud du Brésil. Les entretiens ont été conduits depuis 1999 dans plusieurs secteurs de l'économie : métallurgie, banques, marché informel¹⁸⁷, économie solidaire et dans les secteurs liés à la nouvelle économie (internet, téléphonie mobile et informatique). Les données sont issues de deux recherches : la première (1998-2002) dont l'objectif était de comprendre les différentes formes d'implication éthique au travail de deux générations de travailleurs métallurgistes et du marché informel (Nardi, 2002) ; la deuxième (Nardi & Yates, 2004) – qui a commencé en 2001 et qui n'a pas été encore complètement achevée – procède à une comparaison des conditions d'insertion au marché du travail de jeunes dans la nouvelle économie et dans les projets d'économie solidaire. Dans ces deux projets¹⁸⁸ l'analyse des récits a cherché à établir les rapports entre les conditions objectives d'insertion (données statistiques du contexte socio-économique et présence/absence des supports sociaux) et le rapport subjectif au travail et ses conséquences pour les formes de sociabilité (rapports générationnels, solidarité, formes d'individualisme, réflexion éthique et choix moraux).

L'axe théorique transversal choisi cherche à déterminer la pertinence de l'utilisation du modèle proposé par Castel - c'est à dire, la construction de la propriété sociale (et les supports sociaux associés) comme socle du statut d'individu positif dans le cadre de la société salariale française - dans le cas d'une société salariale « incomplète » comme la brésilienne, bien distante de l'État Social Français construit autour des idéaux démocratiques républicains. Dans cette démarche théorique l'utilisation des concepts

* Maître de Conférence – Département de Psychologie Sociale – Universidade Federal do Rio Grande do Sul à Porto Alegre – Brésil ; hcnardi@aol.com

¹⁸⁷ Le marché informel ou économie informelle au Brésil constitue le marché du travail qui existe en dehors du droit du travail. Le travailleur du marché formel possède un document de travail nommé « carte de travail » (*carteira de trabalho*) qui est la garantie que ses droits seront respectés et où toute son histoire de travail est mentionnée. Donc, *grosso modo*, le marché informel est constitué par les travailleurs qui n'ont pas la carte de travail. Cette partie du marché du travail comprend 53% de la force de travail du Brésil (IBGE, 2002).

¹⁸⁸ Dans le but de démontrer la relation entre l'absence/efficacité/absence des supports sociaux et les formes d'implication au travail, nous avons utilisé comme stratégie méthodologique des entretiens approfondis dans le cadre de l'approche biographique (Cabanes, 2002). Les travailleurs étaient divisés en sept groupes suivant leur insertion dans le marché de travail : (1) 10 jeunes employés d'une industrie métallurgique multinationale qui a introduit des nouvelles méthodes de gestion et qui s'est adaptée aux normes du marché international (ISO - *International Standardization Organisation*) ; (2) 10 jeunes désaffiliés, i.e., des travailleurs au chômage ou/et qui "galèrent" sur le marché informel ; (3) 10 jeunes travailleurs de deux projets d'économie solidaire (une coopérative de métallurgistes et une usine de recyclage) ; (4) 10 jeunes employés d'une banque multinationale qui emploie des méthodes de gestion très agressives avec une permanente stimulation de la compétition externe (avec les autres banques) et interne (parmi les employés) ; (5) 20 jeunes travailleurs du secteur de la télécommunication mobile, de l'informatique et de l'internet ; (6) 10 ouvriers métallurgistes retraités qui sont rentrés dans le marché du travail à la fin des années 1960 et début des années 1970 ; (7) 10 travailleurs du marché informel qui ont une moyenne d'âge proche des travailleurs métallurgistes retraités.

Les entretiens ont cherché à mettre en évidence les aspects concernant l'importance du travail dans leurs vies; la compréhension des transformations sociales vécues; l'importance du travail à l'égard du soutien de la vie privée, surtout en ce qui concerne la famille et les rapports interpersonnels; leurs espoirs/désirs quant au futur ; la manière de s'insérer dans le marché du travail; leur interprétation des aspects techniques et moraux qui différencient les travailleurs; des perceptions du rôle des syndicats et, finalement, leur interprétation sur les principaux problèmes de la société brésilienne.

Nous avons proposé aussi deux dilemmes éthiques (proposés selon le contexte de travail) pour qu'ils soient résolus par les travailleurs, dans le but de démontrer comment les jugements moraux sont faits. La situation présentée aux métallurgistes et aux travailleurs du marché informel était le cas d'un ouvrier qui a eu un accident de travail et qui a demandé à son collègue d'être témoin parce que l'entreprise ne voulait pas enregistrer l'accident (la loi brésilienne garantit au travailleur un an d'interdiction de licenciement en cas d'accident de travail). La situation comportait aussi un risque de licenciement de celui qui acceptait de témoigner. La situation présentée aux travailleurs du secteur bancaire et de la nouvelle économie était le cas d'une menace de renvoi d'un cadre supérieur accusé de fraude. Dans cette situation la personne qui doit prendre la décision sait que les accusations sont fausses et peut prouver l'innocence de son collègue mais, en faisant cela, elle perd la promotion vers le poste de celui qui sera licencié. Les entretiens ont été analysés dans le but de comprendre le rapport entre les supports sociaux, les contextes de travail et les formes d'insertion/implication au travail et ses conséquences subjectives.

nés dans le cadre d'analyse des transformations de la société française nécessite une adéquation contextuelle.

1. Le contexte socio-économique brésilien contemporain et les caractéristiques des supports sociaux

La dynamique sociale brésilienne et la position du pays dans la nouvelle division internationale du travail ont produit un modelage spécifique des processus d'individuation. Au Brésil, les effets pervers de la mondialisation sont particulièrement visibles. La société brésilienne a vécu dans les dernières années une intensification des inégalités liées notamment à l'augmentation du taux de chômage¹⁸⁹, à la diminution du revenu moyen¹⁹⁰ et au déclin de la qualité et de l'efficacité des services publics¹⁹¹. L'effritement de la société salariale, comme caractéristique contemporaine des transformations du capitalisme (Castel, 1995), doit être compris dans le cas brésilien, à partir d'un projet de modernité interrompu, au sens donné par Habermas (1984).

Le Brésil n'est pas une société salariale. Il y a toujours eu une grande partie de la population dans le marché informel et la création de la propriété sociale (et du réseau institutionnel qui lui sert de support) n'a jamais été accomplie. Dans l'histoire brésilienne nous trouverons une série de projets échoués de création d'un Etat Social. Le dernier, symbolisé par la constitution dite « Citoyenne » de 1988, n'a pas été suivi par des projets concrets et d'un budget suffisant pour universaliser les droits sociaux.

Le gouvernement de Lula (depuis 2002), associé, celui-ci, à un renouvellement d'un projet national de réduction des inégalités, a des difficultés majeures à faire face aux problèmes sociaux, à transformer les institutions de l'État et à créer un réseau efficace de protection sociale. La première année étant consacrée presque exclusivement aux ajustements macroéconomiques, a aggravé la crise sociale. D'après le discours gouvernemental, le besoin impératif du Brésil dans le nouveau scénario mondial, est celui d'assurer la confiance des investisseurs et des institutions de contrôles internationales (FMI, OMC, Banque Mondiale) dans la capacité du nouveau gouvernement de « gauche » d'être « responsable » vis-à-vis de la politique économique. Les premières actions du gouvernement Lula ont été dirigées vers l'apaisement du marché financier suite à la panique qui a précédé les élections et qui a fait chuter le Real. Les mesures prises en 2003 ont privilégié la restriction du financement pour la production et limité drastiquement les investissements en infrastructure et dans les politiques sociales¹⁹². Comme conséquence, le PIB de 2003 a chuté de 0,2 %, le pire des résultats depuis 11 ans.

La combinaison de ces deux facteurs - l'insuffisance des supports sociaux et la stagnation économique - a conduit à une conjoncture sociale qui influence fortement les formes d'insertion professionnelle et qui écarte du scénario actuel la possibilité des diminutions des inégalités et la

¹⁸⁹ Les taux de chômage sont restés à un niveau élevé pendant toute la période des entretiens. En 1999 le taux était de 15,9 % de la population active et en 2003 il est arrivé à un taux moyen de 16,6 %. Dans le taux total il y a des différences d'âge et de sexe : 45,2 % des chômeurs sont des jeunes de 16 à 25 ans et les taux des femmes sont toujours des 4 à 6 % plus élevés que celui des hommes.

¹⁹⁰ Le revenu moyen a chuté de 6,2 % seulement en 2003 (IBGE, 2003).

¹⁹¹ L'exemple de l'éducation publique obligatoire est assez illustratif. En 1999 il y avait encore 11,4 % d'illettrés au Brésil (IBGE, 2000). En 2001 60,7 % de la force de travail avait moins de 8 ans d'études. L'éducation publique est obligatoire jusqu'à la fin des études fondamentales. Le cycle des études fondamentales au Brésil dure 8 ans.

¹⁹² Le programme "Faim Zero" (Fome Zero) destiné à finir avec la famine et à produire des conditions soutenables pour le développement des régions les plus pauvres a fourni l'aide alimentaire à 10 millions de personnes surtout au Nord et au Norest du Brésil. Le programme a été construit sur la base d'un partenariat entre le gouvernement et la société civile, le budget du gouvernement était moins important que les donations reçues des entreprises et des particuliers. Un autre exemple de la politique sociale du nouveau gouvernement est le programme "bourse famille" (bolsa família), une forme allocation familiale pour les plus pauvres qui distribue R \$ 75,00 (21 euros) par mois à 3,6 millions de familles. Ces programmes sont nécessaires comme aide d'urgence mais ils s'inscrivent dans le cadre de l'affirmation d'une citoyenneté partielle et de dépendante. Des programmes effectifs dirigés vers la création d'emplois n'ont pas été accomplis. Même l'assurance chômage qui existe seulement depuis les années 90, n'a pas été modifiée, les travailleurs ont droit à l'assurance chômage seulement pendant trois à cinq mois (avec des variations liées aux taux de chômage dans les différentes régions du pays), paradoxalement le temps de recherche d'un nouvel emploi depuis 1999 est de 10 à 11 mois en moyenne.

construction d'une société de semblables (Castel et Haroche, 2001). En outre, même la condition de salarié, au Brésil – qui n'atteint pourtant que moins de 50 % de population économiquement active – ne garantit pas une situation de stabilité ou de possibilité d'avoir des conditions de vie dignes. Le SMIC brésilien fixé à R\$ 240,00¹⁹³ s'est transformé en fiction. Le montant du SMIC, tel que calculé pour être suffisant pour deux adultes et deux enfants, devrait être de R\$ 1.091,21¹⁹⁴(DIEESE, 2002).

La dégradation du revenu moyen brésilien et la perte de fonction du statut de salarié/employé¹⁹⁵ - pour les postes moins qualifiés - comme garantie d'un projet de vie raisonnablement stable, marque la différence entre les conditions d'accès au marché de travail des jeunes aujourd'hui et des métallurgistes retraités interviewés. Comme condition explicative de cet essai comparatif il est nécessaire de faire un petit détour généalogique.

2. Les transformations du rapport au travail au Brésil et la construction de l'éthique du travail brésilienne : le cas des métallurgistes retraités et les travailleurs plus âgés du marché informel.

Mettant en lumière d'une façon historique le capitalisme brésilien (Buarque de Holanda 1992:114) nous verrons que le Brésil ne sort d'un régime de travail esclavagiste qu'à la fin du XIXème siècle et que l'attachement au travail et les attributs moraux liés au travail, ceux présents dans l'éthique protestante, n'apparaissent qu'à l'envers dans le modèle de production colonialiste/esclavagiste/périphérique. C'est seulement à partir de l'Ere Vargas dans les années 1930, selon Gomes (1982:127) que l'Etat entreprend un effort conscient pour attribuer une valeur intrinsèque au travail au travers de la réglementation du contrat de travail et de la construction d'un Etat populiste/fasciste. Cette transformation politique de l'Etat brésilien est suivi d'un très important effort de propagande dirigé vers la « moralisation des pauvres » sur la base d'une association entre les valeurs liées au travail et à la famille. C'est le début de la période dite de la « citoyenneté régulée », où la carte de travail devient l'attestation de citoyenneté. Le travail aurait désormais un caractère central dans la vie du brésilien étant plus qu'un simple moyen de gagner sa vie. La dimension privée et la sphère politique de l'homme se définissent alors à partir de son effort en tant que travailleur-citoyen, c'est-à-dire en tant que membre socialement utile à l'Etat et à la société. Depuis, les corrélations travail=honnêteté et non-travail=malhonnêteté s'affirment dans l'imaginaire collectif brésilien (Guedes, 1995; Nardi, 1999). Le concept de citoyenneté régulée nous renvoie aux racines de l'acquisition des droits sociaux, qui serait liée, non pas à un système de valeurs politiques, mais à un système de stratification professionnelle. Autrement dit, l'extension de la citoyenneté était ancrée dans la profession et les droits du citoyen se restreignaient à la place occupé dans le processus productif, tel qu'il était reconnu par la loi.

Cette citoyenneté construite autour du travail et du salariat a forcé une grande partie de la population (qui appartenait au marché informel/sans carte de travail) dans une position marginale par rapport aux droits sociaux. Parmi les travailleurs, la condition d'individu positif (Castel, 1995) était réservée aux travailleurs du marché formel et peut être illustrée notamment par le fait que le droit à la retraite et, avant 1988, le droit de se faire soigner dans les établissements publics de santé était dépendant de la condition de salarié.

Ce modèle d'insertion sociale était étroitement lié à la période historique du taylorisme-fordisme, dans laquelle le statut de travailleur du marché formel et celui de consommateur dans un marché de production de masse se mettait en place comme des composants fondamentaux de la structuration d'une éthique du travail qui soutenait les rapports sociaux et une subjectivité donnée.

¹⁹³ L'équivalent de 66,00 euros approximativement.

¹⁹⁴ L'équivalent de 303,00 euros approximativement.

¹⁹⁵ Le statut de salarié représentait l'ascension sociale dans les années 1960/1970 et marquait une différence importante entre les travailleurs avec "Carteira assinada" inscrits dans les protections faibles - mais exclusives - du marché formel et les travailleurs qui se débrouillaient dans le marché informel, sans aucune protection. Cette différence continue à être importante, mais le déclin du revenu a produit un désenchantement de la condition de salarié.

La génération de travailleurs qui est entrée sur le marché du travail à l'époque du "miracle" économique brésilien¹⁹⁶ (les retraités d'aujourd'hui) est marquée par la construction de liens de solidarité beaucoup plus forts que ceux de la génération des jeunes ouvriers qui s'est intégrée au marché du travail à la fin des années 1990 (l'époque de "l'ouverture" économique brésilienne, de la consolidation de la restructuration productive et de la montée du chômage). Les trajectoires de travail des métallurgistes retraités et des travailleurs plus âgés du marché informel démontrent bien cette forme d'insertion professionnelle/sociale qui a marqué l'histoire du travail au Brésil. Les travailleurs retraités raisonnent dans une logique basée sur un passé construit par le travail dur et collectif, par l'orgueil d'avoir un métier, d'avoir pu élever les enfants et de leur avoir donné la possibilité de faire des études prolongées. Le strict rapport entre le travail et la famille a construit une éthique du travail essentiellement liée au rôle de père et mari¹⁹⁷. La discipline du travail était extensive à la maison. Le travail constituait le rapport fondamental avec la société et fonctionnait comme garant moral. La résolution du dilemme éthique (voir note 2) par les métallurgistes retraités se faisait dans une logique de solidarité par rapport aux autres ouvriers ou par solidarité à la famille. Trouver une solution pour le dilemme mettait en jeu la question de ce qui était correct et moralement acceptable vis à vis des collègues de travail. Les récits de vie et d'insertion professionnelle reflètent une trajectoire sociale ascendante marquée par la sortie des milieux ruraux et par l'accès aux postes de travail dans l'industrie qui vivait des taux de croissance exceptionnels. Les récits accompagnent le passage d'un Brésil rural et agricole à une société industrielle. Mais les retraités reconnaissent que la position des travailleurs dans une entreprise a beaucoup changé, que la compétition dans le travail est beaucoup plus intense, que le dispositif du chômage¹⁹⁸ change les attitudes des jeunes et, qu'aujourd'hui, les circonstances prédisposent à une éthique plus individualiste, c'est à dire, à l'impossibilité d'un comportement plus solidaire quant aux collègues de travail.

Dans le cas des travailleurs plus âgés du secteur informel, leurs récits sont caractérisés par des trajectoires descendantes. Les dispositifs d'invalidation sociale associés au manque des supports et une position marginale dans le marché du travail marquent des vies dont l'effort pour survivre au jour le jour est une constante. Les femmes, souvent seules responsables pour une famille monoparentale, ont vécu quelques expériences d'insertion dans le marché formel. Mais le besoin d'élever les enfants les a empêchés d'y rester. La possibilité de suivre des études techniques en même temps qu'elles travaillaient était réservée aux hommes – comme c'était les cas des ouvriers métallurgistes interviewés. Le rapport social de sexe et la division sexuelle du travail dans les années 1960 et 1970, marqués par la domination masculine, ont poussé les femmes vers les postes moins qualifiés dans le marché du travail. À la mesure que ses postes ont disparu et que les taux des chômages ont augmenté, l'accès au marché formel est devenu impossible. Le manque des supports sociaux était représenté surtout par l'absence des équipements publics destinés à la garde des enfants et l'absence de réglementation et protection des femmes dans les rapports de travail. Les hommes plus âgés que nous avons interviewés dans le marché informel sont ceux qui n'ont pas eu la possibilité de faire des études pour acquérir des qualifications dans l'industrie et qui n'avaient pas fini les études fondamentales pour pouvoir travailler dans le secteur des services. Ils ont été expulsés dans les vagues de licenciements typiques de la fin des années 1970 et n'ont pas pu rentrer dans le marché formel avec la stagnation économique des années 1980. Dans les

¹⁹⁶ Le « miracle » économique brésilien correspond à la période entre 1968 et 1973 dont les taux de croissance ont atteint les plus hauts chiffres de l'histoire du Brésil. Le taux moyen de croissance du PIB entre 1968 et 1973 était de 10% et le taux moyen de croissance de l'industrie de biens durables a atteint 26,6%.

¹⁹⁷ L'étude de Colbari (1995) montre que la version brésilienne de l'éthique du travail a été construite à partir de l'établissement d'un lien fort entre le travail et le rôle du père de famille. C'est dans la logique travail/famille/citoyenneté que l'éthique du travail devient un élément constitutif du processus de subjectivation des travailleurs au Brésil.

¹⁹⁸ 20 % de retraités continuent à travailler au Brésil (IBGE, 2002), en raison, surtout des pertes de revenus liées à la corrosion de valeur d'achat de retraites. Dans nos entretiens les retraités indiquaient le besoin de travailler, mais en même temps, ils disaient avoir honte de chercher du travail en raison du taux de chômage chez les jeunes. Ce souci vis-à-vis des jeunes démontre bien les différences d'engagement dans le lien social entre les générations.

récits, la précarité des services de santé et l'absence de protection aux malades dans les années 1970/1980¹⁹⁹ représentaient aussi un dispositif d'expulsion du marché du travail.

A partir de la fin des années 1980, le rapport au travail se transforme avec l'ouverture du marché brésilien et la crise économique qui a rendu plus difficile les conditions d'insertion au marché de travail formel. La transformation de la forme d'accumulation capitaliste, dans le cas brésilien, fut accompagnée par le déclin de l'importance des règles morales qui étaient associées intrinsèquement au rapport travail/famille.

3. Les transformations contemporaines et les nouveaux enjeux d'individuation

La compréhension de la problématique de l'individu contemporain est marquée par la diversité d'approches théoriques et politiques. La discussion dans les pays du capitalisme central a avancé à partir de plusieurs démarches théoriques, dont la détérioration des supports sociaux (Castel, 1995, Castel et Haroche, 2001), les effets de l'individualisation excessive (Ehremberg, 2000), du narcissisme (Lasch, 1990), l'impossibilité de penser le futur à long terme (Sennett, 1998) et les effets de la transformation de la technologie sur les modes de vie (Rifkin, 2000).

Les nouveaux processus d'individualisation sont intrinsèquement liés à la transformation du marché du travail (déréglementation), aux nouvelles exigences de compétences et aux transformations créées par l'introduction des technologies de l'information et de la communication (TIC).

Les compétences exigées par le marché du travail d'après la restructuration productive ont beaucoup changé : la polyvalence de tâches, la flexibilité des fonctions, l'adaptation aux cadences de flux tendu et du juste-à-temps, le travail en équipe, l'adéquation aux programmes de qualité totale, la responsabilité augmentée et l'exigence de créativité sont des caractéristiques demandés aujourd'hui aux « collaborateurs ». Le rapport entre travailleurs s'est aussi bien transformé. La solidarité sur la ligne de production a été substituée par un rapport entre clients (le client interne). Le superviseur direct a disparu et a été remplacé par le « mythe » omniprésent du consommateur (le client externe). L'individualisation des salaires, le contrat à durée déterminé, l'insécurité par rapport au futur, la nécessité d'investir dans sa propre carrière et la menace constante du chômage ont intensifié la concurrence interne dans l'entreprise et entre des travailleurs appartenant à une même catégorie. Ces changements de conditions et de l'organisation du travail marquent, aujourd'hui, les transformations de l'implication au travail. Durand (2004 : 16) définit ses nouvelles conditions comme le paradoxe de l'*implication contrainte* qui est fondé sur un renouveau de l'aliénation du travail salarié. Les supports sociaux jouent aussi un rôle déterminant dans les formes d'insertion professionnelle au sein de la société brésilienne. L'incomplétude, la fragilité et l'inefficacité des supports existants influencent fortement la possibilité d'accès aux postes de travail plus qualifiés.

Dans la tranche d'âge de moins de 30 ans, le marché du travail contemporain brésilien est caractérisé par deux pôles : dans le pôle positif se trouvent les jeunes qui ont profité des supports des parents pour suivre des études dans les lycées privés et à l'université et, en conséquence, possèdent des ressources personnelles pour la compétition. Dans le pôle opposé (négatif) se trouvent ceux pour lesquels le travail est impératif pour la survie depuis l'adolescence ou même depuis l'enfance. Ce sont des jeunes qui ont fait des études à l'école publique et qui, dans la plupart des cas, n'ont pas pu accéder à des études universitaires ou même pu finir les études fondamentales. Le manque de supports oblige ces derniers à accepter de travailler dans le marché informel ou, plus récemment, à participer aux projets d'économie solidaire dans l'attente de trouver un emploi. Les contrats à durée indéterminée sont

¹⁹⁹ La création du système public de santé qui a universalisé le droit d'accès date de la fin des années 1980. Comme on a déjà dit, avant 1990, le droit d'accès était réservé aux travailleurs du marché formel.

très rares, même en présence d'une souplesse des conditions de licenciement au Brésil. Dans l'entourage des jeunes interviewés, le recours au crime, surtout le trafic de drogues, s'est transformé en alternative pour ceux qui sont fatigués d'attendre ou qui ont assisté à la trajectoire descendante de leurs parents. Le contexte contemporain, marqué par le manque des supports sociaux et l'impossibilité de trouver du travail dans le marché formel, a créé une situation explosive visible par l'augmentation de la violence²⁰⁰ urbaine et rurale sur l'ensemble du territoire brésilien. L'augmentation de l'ampleur des écarts sociaux dans l'histoire récente du Brésil²⁰¹ n'a fait qu'accentuer les dynamiques inégalitaires qui caractérisent la structure de la société et la distribution des ressources personnelles, familiales et sociales. Le discours tenu par la plupart des travailleurs interviewés (tous secteurs et toutes tranches d'âges confondus, à l'exception d'une partie des jeunes dirigeants d'un des projets d'économie solidaire) démontrent que depuis les années 1990, il existe un climat d'incertitude généralisé associé à l'idée d'une incompétence civile, c'est à dire, une *sensation* d'incapacité de pouvoir intervenir dans l'ordre local parce que la situation économique et sociale brésilienne est trop faible pour que l'action d'un individu ou d'une collectivité puisse intervenir efficacement sur la société.

Les enjeux de l'individuation que nous avons pu analyser à partir des entretiens démontrent qu'on trouve ici une exacerbation des deux pôles décrits par Castel, i.e., l'individu par défaut et l'individu par excès. L'individu par excès est représenté par les jeunes travailleurs de la nouvelle économie (à l'exception, peut-être, des informaticiens pour des raisons qu'on expliquera plus tard) et du secteur bancaire qui ont complètement intégré dans leurs façons de vivre, travailler et penser le modèle de la compétence (Durand, 2004) comme condition d'accès au marché du travail et, en même temps, comme stratégie individuelle/individualiste pour garder les postes de travail et pouvoir se déplacer dans l'univers des entreprises (la mobilité et la flexibilité sont considérées par les jeunes comme des compétences essentielles pour la survie dans les conditions compétitives du marché du travail).

La nouvelle question sociale au Brésil est liée à un univers social éclaté. D'un côté, nous rencontrons les travailleurs précaires exploités et de l'autre ceux qui arrivent à s'adapter aux exigences du marché à un coût subjectif important. L'échelle des valeurs change, le temps court est préféré au temps long, le réseau à la hiérarchie, le mobile à l'immobile, l'individu au collectif. Les trajectoires d'insertion dans le marché de travail des jeunes interviewés nous aideront à comprendre les conséquences éthiques des transformations récentes du capitalisme.

4. Les récits de vie de jeunes travailleurs

4.1. Les métallurgistes

Le rapport au travail des jeunes ouvriers est caractérisé par l'insécurité permanente, même s'ils ont les qualifications et les diplômes exigés (11 ans d'étude en moyenne) pour être embauchés dans des entreprises adaptées aux nouvelles méthodes de gestion et bien placées sur le marché international, comme c'était le cas pour l'entreprise choisie. La sensation d'insécurité était renforcée par les changements de contrôle du capital de l'entreprise très fréquents (trois fois entre 1994 et 1999), la menace d'un nouveau processus de « dégraissage » - qui a déjà diminué le nombre d'employés d'environ 4000 à 800 en cinq ans - et l'intense compétitivité autour des primes qui sont liées au programme de qualité totale. La création des projets d'innovation technique est stimulée par l'entreprise. La formation d'équipes de qualité est un libre choix, néanmoins le discours du management autour des

²⁰⁰ D'après Macé (1999), dans son étude comparative des formes de violence urbaine en France et au Brésil, la violence en France a un caractère plutôt anti-institutionnel et au Brésil elle est liée au manque de présence de l'Etat.

²⁰¹ Selon les dernières données statistiques (DIEESE, 2002), les 25 % de la population la plus pauvre à Salvador de Bahia (au Nord Est du Brésil) ont un gain mensuel - pour toute la famille - de seulement R\$ 82,40 (soit 22,00 euros par mois ou moins d'un euro par jour), les 25 % de la population la plus riche à Brasilia ont un gain mensuel de R\$ 5. 042,46 (soit 1.400,00 euros). L'écart est évident, les 25 % plus riches gagnent 62,5 fois plus que les 25 % les plus pauvres si on prend les différences régionales les plus frappantes. Dans la région métropolitaine de Porto Alegre, où nous avons conduit les entretiens, l'écart est le moins important au Brésil, les 25% les plus riches gagnent 15 fois plus que les 25% les plus pauvres.

qualités du bon collaborateur est très clair quand il s'agit de la responsabilité et de l'engagement des ouvriers dans la résolution des problèmes et l'augmentation de la productivité. Ce travail créatif, il faut le dire, doit être fait hors des horaires normaux de travail. Participer à ces équipes de qualité est presque une condition pour le maintien de l'emploi et, pour cette raison, presque 100% des employés y participent. Mais c'est le chômage qui est l'élément le plus important dans cette expérience de vulnérabilité et d'instabilité éprouvée par les jeunes. La peur d'être licencié modère le comportement des jeunes et les fait vivre et penser dans un encadrement de temps très court. Ils ne pensent pas au futur, au long terme, ils vivent au jour le jour en pensant au maintien de leur emploi, constamment menacé par des changements qui se déroulent à l'échelle mondiale et sur lesquels ils pensent n'avoir aucun pouvoir de contrôle. Être métallurgiste n'assure plus un futur garanti, c'est seulement une façon de survivre, c'est une étape dans un futur incertain. Le rêve de la plupart des jeunes interviewés était d'arriver à une formation universitaire, difficile à achever en raison des conditions de travail et des prix des cotisations de l'université privée²⁰² et du manque de capital culturel.

L'idée d'avoir un métier comme garantie pour le futur n'existe plus, l'exigence de polyvalence dans l'accomplissement de tâches a détruit l'idée de métier ou, même, d'ouvrier professionnel, dans le sens utilisé par les ouvriers interviewés par Beaud et Pialoux (1999). L'individualisation des salaires joue aussi un rôle très important dans la destruction de l'idée de collectif d'ouvriers. Les jeunes éprouvent un sentiment de solitude par rapport aux collègues de travail. En conséquence, la résolution du dilemme éthique est faite dans une logique plutôt individualiste qui guide les stratégies de survie. Ils ne savent pas vraiment ce qui va se passer le lendemain, même s'ils croient posséder des qualifications suffisantes pour garantir l'accès à un nouvel emploi dans l'hypothèse d'un licenciement. L'idée transmise par le discours de management et assimilée par les jeunes à l'individualisation du rapport entreprise/ouvrier empêche la constitution d'un sentiment d'appartenance à un collectif de travail. La nécessité de garantir l'emploi devient la priorité dans leurs vies ; comme conséquence, les principes moraux sont mis à l'écart et la solidarité s'affaiblit. La corrosion du caractère dont parle Richard Sennett (1998) est bien présente dans les jugements moraux des jeunes face à la situation du dilemme éthique.

Les contraintes imposées par les exigences de qualification, par la concurrence interne dans l'entreprise et, principalement, par la menace du chômage et de la précarité imposent une logique qui conduit plutôt à la construction d'une éthique utilitariste, individualiste et peu solidaire. La politique au sens large du terme n'intéresse pas les jeunes. Ils ont souvent l'idée que tous les politiciens sont corrompus et qu'il n'y a pas de solutions possibles par voie politique, ce qui renforce la position individualiste. Même le syndicat, qui est considéré comme une institution importante dans la défense des droits, est jugé comme faible et sans aucun pouvoir pour changer la situation actuelle. Cette logique sert d'excuse pour ne pas participer aux assemblées et pour ne pas adhérer au syndicat. L'espoir d'une société meilleure et plus juste dans le futur n'est pas présent dans la pensée des jeunes. Ces caractéristiques décrites jusqu'ici construisent un « individualisme solitaire ».

Une autre conséquence de cet « individualisme solitaire » est la non-valorisation et non-participation dans l'espace public *lato sensu*. L'absence de cette perspective est inquiétante quand on pense au futur de la cohésion sociale, aux possibilités de résistance aux formes de dominations et aux possibilités de transformations sociales dans le cas brésilien. Comme le dit Castel : *Ainsi la contradiction qui traverse le processus actuel d'individualisation est profonde. Elle menace la société d'une fragmentation qui la rendrait ingouvernable, ou alors d'une bipolarisation entre ceux qui peuvent associer individualisme et indépendance parce que leur position sociale est assurée, et ceux qui portent leur individualité comme une croix parce qu'elle signifie manque d'attaches et absence de protections.* (Castel, 1995 : 474)

²⁰² L'université publique au Brésil n'offre pas d'horaires compatibles avec les horaires de travail et les examens d'accès à l'université publique sont très sélectifs.

4.2. Les jeunes du marché informel

L'expérience de vulnérabilité chez les travailleurs du marché informel s'est intensifiée dans la période analysée (1999-2003). Les récits sont caractérisés par l'instabilité des supports sociaux. Les liens de solidarité associés à la proximité et à la famille étendue se sont graduellement fragmentés. Ce groupe fait partie des "jamais affiliés" au régime de protection dérivé de la condition de salarié. L'urbanisation intensive et chaotique des années 1970 et 1980 et la dégradation des quartiers populaires dans les années 1990 ont créé les conditions pour l'émergence de formes de violence sans précédent qui démontrent la banalisation de la vie humaine.

L'hétérogénéité des formes d'insertion dans le marché informel nous a empêché de rencontrer une uniformité parmi les expériences de travail, le seul dispositif commun est celui de l'invalidation sociale (Castel et Haroche, 2001). L'absence de filiation à la propriété sociale force les travailleurs à vivre au jour le jour. Les jeunes interviewés étaient scolarisés (8,2 ans en moyenne), cependant la mauvaise qualité de l'enseignement les a empêchés de rentrer dans le marché. Ils ont été disciplinés pour le travail tayloriste/fordiste mais ils ne se rendent pas compte des changements des exigences du marché. Ils dépendent financièrement de leurs parents. La réflexion éthique chez les jeunes obéit aussi à une logique individualiste, c'est l'éthique de la survie qui s'impose dans un monde marqué par l'insécurité et la violence quotidienne. L'éthique du travail transmise par leurs parents se présente à l'inverse en fonction de la position imaginée dans le futur d'être père et mari et de devoir soutenir femme et enfants. Cette logique marque les réponses des jeunes hommes. Les femmes interviewées, au contraire, raisonnaient dans une logique plus solidaire. Le rapport social de sexe, basé sur le poids de la responsabilité de l'homme comme support matériel de la famille, fruit d'un code moral plus rigide, joue dans cette décision. En outre la solidarité de proximité est usuellement coordonnée par les femmes dans les quartiers pauvres.

La frontière peu définie dans l'imaginaire social et dans le discours officiel, entre chômage/travail « au noir » et marginalité, hante les jeunes. Les espoirs d'un futur meilleur ne font pas partie de leurs rêves. Quant ils pensent au futur, dans la plupart des cas, ils souhaitent pouvoir répéter la trajectoire de leurs parents, même si leurs trajectoires sociales sont en général déclinantes. Leur vision du monde est très étroite comme s'ils ne voulaient ou ne pouvaient pas voir au-delà de la réalité locale. Aperçu comme une réalité inaccessible (par la voie du travail) le monde finit aux frontières du quartier. La sortie du monde du quartier est représentée par les idoles du football et de la musique populaire ou, dans le pôle opposé, par la criminalité et le trafic de drogues, destin auquel ils essaient d'échapper.

Nous pouvons indiquer, même au risque d'être trop schématique, que le manque de supports sociaux associé à l'accroissement du chômage et de la compétition comme valeur morale (au détriment de la solidarité) produisent des conditions pour l'émergence d'une éthique individualiste et l'affaiblissement de la cohésion sociale.

4. 3. Les jeunes de l'économie solidaire

L'économie solidaire concerne des initiatives qui ont pour objet non seulement la création d'activités rémunérées et de revenus, mais aussi un projet politico-idéologique de transformation de l'économie capitaliste. La sociabilité qui correspondrait à cette forme d'insertion serait produite à partir du principe de solidarité et de formes d'action qui cherchent à provoquer un revirement de la logique d'autonomie de l'économique par rapport au politique. En d'autres termes, selon ce que propose l'économie solidaire, les inégalités de la société capitaliste pourraient être atténuées si l'on remplaçait l'économie de compétition par l'économie solidaire. De cette manière, la solidarité représente une forme de comportement et d'organisation politico-économique qui se réalise à travers l'association en vue de

produire, commercialiser, consommer et/ou épargner. Les projets d'économie solidaire peuvent ainsi présenter un caractère communautaire, associatif et productif qui trouvent leur origine dans la société civile (éventuellement soutenue par des initiatives gouvernementales) et se présentent sous des aspects divers: associations informelles, organisations non gouvernementales, micro-entreprises et/ou coopératives de travailleurs.

Les projets d'économie solidaire représentent une partie insignifiante du marché du travail à Porto Alegre. Les deux projets que nous avons choisis pour interviewer les jeunes montrent des réalités différentes. Les travailleurs de l'usine de recyclage n'avaient pas fini les études fondamentales et participaient au projet dans l'attente de trouver des emplois dans le marché formel. Les principes politiques qui caractérisent l'économie solidaire n'étaient pas intériorisés par les jeunes. La centralité des récits de vie est marquée par la vulnérabilité sociale associée à une série des projets échoués d'insertion professionnelle. L'usine en question était construite par un partenariat entre la Mairie de Porto Alegre et l'association communautaire du quartier - un des plus pauvres et violents de la ville. Le *turn over* des travailleurs est important, la plupart ne restant qu'une année dans l'usine. L'organisation du travail est taylorienne et l'aliénation vis-à-vis du travail et des décisions concernant le destin de l'usine est frappante. Il existe une reproduction du rapport patron/employé typique des usines tayloriennes, mais sans les protections associées au marché formel. Les travailleurs n'ont pas de contrat de travail et ne bénéficient d'aucune protection particulière de la législation sociale. Les résultats de vente de l'usine sont très variables et le revenu des travailleurs est directement lié à ces ventes ; généralement ce revenu est moins important que le SMIC. Ces facteurs peuvent expliquer le *turn over* et le manque d'engagement des jeunes. Les choix moraux s'expliquent par la nécessité de survivre, l'espoir quant au futur est réservé *déjà* à la prochaine génération.

La coopérative de métallurgistes a été créée à partir de la faillite d'une grande usine de fourneaux. Le syndicat a pris en charge l'organisation de l'usine et a convaincu une partie des anciens ouvriers d'y rester et de se lancer dans le projet. La situation de l'usine est précaire. Le crédit est difficilement accordé par les banques et, comme il n'y a pas de réserve de capital, la trésorerie peut faire défaut pour acheter par exemple des composants pour l'assemblage des fourneaux. En outre, comme il n'y a pas de capitaux pour investir, les conditions de travail sont pires qu'avant la faillite. Le revenu est assez variable et inconstant. Comme la coopérative n'arrive pas à maintenir un flux de production constant, les travailleurs ne perçoivent pas de revenu. Ils ne sont pas protégés par les lois du travail qui ne prévoient pas ce type de rapport de travail. Ils contribuent à la sécurité sociale dans la catégorie de professionnel libéral. Il existe aussi une division assez taylorienne du travail caractérisée par plusieurs niveaux hiérarchiques et des tranches de revenus différents. Le directeur de l'usine, un syndicaliste, perçoit R\$ 1. 800,00 et l'ouvrier de base de la chaîne quant à lui reçoit R\$ 360,00. Les décisions les plus importantes sont prises dans les assemblés, mais il existe une méfiance des ouvriers de base vis-à-vis des dirigeants de la coopérative. Ce qui est assez paradoxal parce que les dirigeants ont été élus par les ouvriers et une bonne partie des « cadres » de la coopérative sont issus de la chaîne. Quand aux caractéristiques de l'implication au travail, nous pouvons diviser les jeunes interviewés en deux groupes : ceux qui s'identifient au projet politique de l'économie solidaire et ceux qui ont un rapport au travail similaire à celui des jeunes de l'usine de recyclage. Ces derniers voulaient être employés du marché formel. Dans l'ensemble, les jeunes de la coopérative sont plus qualifiés que ceux de l'usine de recyclage, la plupart ont fini le lycée et plusieurs ont commencé les études universitaires, mais non pas pu les continuer par manque d'argent ou des supports nécessaires de la famille. Les choix moraux sont liés à la division décrite auparavant, ceux qui s'identifient aux projets collectifs prennent des décisions à partir de principes collectivistes, ceux qui s'engagent dans le projet par besoin et par manque de choix, prennent des décisions d'une façon plutôt individualiste.

L'ensemble des projets d'économie solidaire sont confrontés à la difficulté d'établir un projet collectif et de ne pas reproduire des rapports hiérarchiques. L'autogestion du travail et de la production

à partir des principes liés à la solidarité est loin d'être accomplie. Le dirigeant de la coopérative nous a dit qu'il ne croit pas que notre génération ou même celle de nos fils va arriver à vivre une transformation des rapports sociaux envers une société plus juste.

4. 4. Les travailleurs du secteur bancaire

Le nombre d'employés dans secteur bancaire a diminué de 50% dans les années 1990 au Brésil, en raison d'un processus radical de restructuration et d'informatisation des services. La banque où travaillaient les jeunes interviewés appartient à un puissant groupe espagnol. Pendant les années 1990 la banque avait changé cinq fois de nom et de propriétaire. La plupart des employés plus âgés étaient licenciés lors de cette période.

Les fonctions dans les banques ont aussi complètement changé. La plupart des tâches bureaucratiques ont été informatisées et les employés se sont transformés en vendeurs de produits bancaires. La banque fixe des quotas de vente très élevés pour chaque agence et pour chaque employé. Une bonne partie du salaire est dépendante de l'accomplissement des quotas. La partie fixe du salaire est peu attractive. Les outils de management liés aux « compétences interpersonnelles » sont largement utilisés comme stratégie d'amélioration des ventes et comme forme d'intériorisation du discours de la valeur de la compétition dans l'entreprise. Les compétences techniques étaient perçues par les jeunes comme ayant une importance secondaire par rapport aux compétences relationnelles pour être embauchés et pour réussir dans leur carrière.

Une longue carrière dans la même entreprise n'était pas envisageable, même s'ils croient que la banque offre des vraies possibilités de carrière pour ceux qui ont développé des stratégies agressives de management et qui ont intériorisé l'esprit de l'entreprise. Néanmoins, le changement d'emploi et l'accumulation d'expériences sont perçus comme une « valeur ajoutée » à la personne dans le marché de travail. Les jeunes interviewés étaient tous embauchés comme stagiaires au début de leur cours d'administration d'entreprise à l'université. La sélection était rigoureuse et a privilégié les candidats les plus agressifs et compétitifs. Ils ont été promus à la condition de cadre (manager de comptes) rapidement après une intense formation basée surtout sur des formes de mobilisation. Le marketing interne de la banque est très efficace et ils sont fiers d'appartenir à la dixième plus grande banque au monde. Ils se disent heureux dans le travail, mais ils disent aussi qu'il faut être heureux pour travailler. Le bonheur fait partie des qualités nécessaires pour s'intégrer au marché.

La compétition interne parmi les employés, le taux de chômage élevé dans le secteur et les constantes changement de contrôle du capital de la banque ont créé un climat d'insécurité et d'instabilité. Pourtant, le climat est éprouvé comme normal. La logique centrale de la forme d'implication au travail et dans la société est celle du pouvoir de l'individu. Les rapports sociaux compétitifs et la dynamique sociale inégalitaire sont naturalisés. L'individu est perçu tout puissant et capable de surmonter n'importe quelle difficulté. Le monde est fait pour ceux qui profitent des opportunités et qui s'adaptent aux changements imposés par le marché. La logique de la sélection naturelle est utilisée comme métaphore du marché du travail. Comme conséquence, la résolution du dilemme éthique était faite à partir d'une logique individualiste et instrumentale. Les choix moraux sont liés à un jugement de coût/bénéfice. Dans les réponses, nous avons senti un cynisme qui s'intègre comme règle de comportement aux rapports entre collègues de travail.

La plupart des jeunes n'étaient pas syndicalisés. Dans la vision des jeunes le syndicat ne joue pas un rôle important dans la défense des droits parce qu'il n'a pas les moyens de faire face aux entreprises ou parce qu'il a détourné son but en se tournant vers les sujets politiques. Cette idée fortement ancrée dans l'imaginaire contraste avec l'histoire du syndicat du secteur qui fut l'un des plus forts de l'histoire

brésilienne. Il a joué un rôle très important dans les mouvements des années 1980 qui ont mis fin à la dictature militaire et dans la naissance du « nouveau syndicalisme » au Brésil²⁰³.

Les jeunes ne portent pas d'intérêt à la politique en général. Les individus les plus convaincus de la vérité des prescriptions du discours de management sont les plus individualistes dans leurs formes d'insertion au travail et dans la société en général. Les sentiments et les logiques étaient parfois ambigus quand l'entretien débouchait sur les problèmes sociaux tels que la misère, la violence, la pauvreté ou même la possibilité de penser le futur à long terme. Mais, désormais, la logique de l'individu tout-puissant rentrait en scène, s'imposant comme une défense psychique contre l'impondérable de leur situation.

4. 5. Nouvelle économie, Internet et Informatique

La téléphonie mobile, l'Internet et l'informatique ont créé des nouvelles professions et un nouveau marché. La nouvelle économie s'est construite autour de l'introduction des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Même si après l'écroulement des valeurs technologiques cotées en bourse en 2001, la nouvelle économie n'est plus considérée comme le moteur d'accroissement dont le capitalisme avait besoin, elle a bien changé les modes de vie de la plupart des habitants des pays riches et d'une bonne partie de la population des pays pauvres. D'après Paulré (2000) la nouvelle économie est une économie duale et se caractérise par l'approfondissement du fossé entre ceux qui sont acteurs du changement techno-économique et ceux qui sont exclus par manque de moyens cognitifs ou matériels. Les Nord Américains appellent ce fossé *digital divide*.

Nous avons trouvé des différences dans le marché du travail des occupations liées à la nouvelle économie. Le marché du secteur de la téléphonie mobile est plus traditionnel. Dans un premier temps, il s'est structuré sur la base des entreprises de téléphonie fixe avec la privatisation des entreprises publiques et, dans un deuxième temps, le marché s'est ouvert vers la compétition internationale. La base du capital des entreprises du secteur est, à présent, multinational. Le marché était en expansion jusqu'en 2002. Après, les prévisions de croissance ont été revues à la baisse. Le marché est, maintenant, plus compétitif et les entreprises se sont déjà restructurées en faisant usage des habituels processus de « dégraissage ».

Les statistiques publiques ne se sont pas adaptées au nouveau marché et il est encore difficile de dresser un bilan du marché du travail dans le secteur de l'Internet et l'informatique. Les analyses approximatives existantes indiquent qu'il y a encore besoin de professionnels dans le secteur, surtout dans le domaine technologique.

Le secteur se compose d'une panoplie des formes d'insertion professionnelle, il existe des centaines de petites entreprises locales, des professionnels autonomes et aussi des grandes entreprises multinationales. Il n'y a pas un monopole du marché par les grandes entreprises, comme c'est le cas pour le secteur de la téléphonie mobile. Ces professionnels trouvent aussi une mobilité importante dans tous les secteurs de l'économie en fonction de l'omniprésence de l'informatique et du « e-commerce ». Dans notre recherche, nous avons interviewé également quelques jeunes informaticiens qui travaillent pour les Universités privées et publiques et, dans ces cas-là, le climat au travail est beaucoup plus protégé et plus coopératifs que dans les entreprises.

Le professionnel typique du secteur est un cadre diplômé dans l'informatique ou l'administration d'entreprises. L'adhésion au nouveau discours de management est plus fréquente du côté des administrateurs que du côté des cadres techniques. Les cadres techniques maintiennent une distance morale à la logique compétitive dans les entreprises. Les échanges de connaissances technologiques et l'actualisation permanente les poussent à valoriser le travail en équipe. Ils sont, en général, des jeunes

²⁰³ Le partenariat du syndicat des employés de banques avec le syndicat des métallurgistes (entre autres) a créé la Centrale Unique des Travailleurs (CUT) en 1980 après les massives grèves qui ont marqué la fin de la dictature militaire au Brésil. Le Président Lula était le dirigeant syndical le plus important de ce mouvement.

qui s'identifient avec la logique de l'entrepreneur et ont envie d'avoir leur propre entreprise dans le futur. Le futur à long terme n'est pas pensé comme une route sûre. La vitesse des changements dans le secteur empêche les prévisions pour l'avenir. Ils ont l'habitude du changement et du risque et affirment les aimer. Ils sont des fils de la mondialisation et de la révolution technologique. Leurs emplois sont des fruits des transformations contemporaines.

Dans le domaine de la téléphonie, ils s'identifient au marketing externe des entreprises, ils aiment faire partie de l'image vendue par la publicité dans les médias mais, ils sont réalistes vis à vis du rapport transitoire avec l'entreprise. Il faut rester juste le temps suffisant pour ajouter de la valeur à sa carrière. La référence aux compétences « émotionnelles » est prédominante dans le discours sur les qualités qui garantissent l'insertion dans le marché du travail ; outre les compétences interpersonnelles et techniques, la maîtrise d'une ou deux langues étrangères est fondamentale. L'anglais, surtout dans le domaine de la technologie et l'espagnol en raison des compagnies qui dominent le marché de la téléphonie mobile au Sud du Brésil. Les vidéos conférences internationales (et même avec les autres états du pays) sont souvent tenues en espagnol.

La résolution du dilemme éthique démontre bien les différences entre les cadres liés au management et les cadres techniques. Les informaticiens croient à la valeur de la vérité et de l'honnêteté dans le rapport de travail, et ils se disent prêt à quitter une entreprise où il n'existe pas un rapport de confiance entre collègues. Leur réponse est liée aux possibilités de mobilité dans un marché du travail qui a besoin encore des professionnels qualifiés. En outre, la confiance est la base du travail en équipe et en réseau, duquel dépendent leur efficacité et l'apprentissage continu, essentiels pour accompagner les changements constants des outils de travail. Les managers sont plus contaminés par la « raison cynique » décrite dans l'analyse des formes d'implication des jeunes du secteur bancaire.

L'image du syndicat est absente de leurs vies. Ils ne s'intéressent pas aux mouvements collectifs et ne connaissent pas le travail de leurs syndicats. En résumé, ils croient que les syndicats sont importants dans la défense des droits, mais ils ont construit leur insertion dans le marché à partir d'une logique individualiste et ils n'ont pas éprouvé le besoin d'être « défendus » ou « protégés ». La logique du risque et de la mobilité permanente va dans le sens contraire de celle de la « protection » offerte par les syndicats.

Leur vision des problèmes sociaux du Brésil est assez critique et bien informée mais ils n'envisagent pas des solutions collectives et, en outre, ils ne s'engagent pas dans les mouvements collectifs²⁰⁴. La vie est pleine d'activités liées au travail ou au loisir. Le seul interviewé qui s'engageait dans un mouvement collectif, le faisait pour des raisons religieuses.

Nous avons trouvé une rupture générationnelle importante vis à vis des valeurs liées au travail dans ce groupe de jeunes. Rien de ce qu'ils ont appris chez leurs parents du rapport au travail n'est valable pour leurs activités quotidiennes. Le monde a complètement changé et ils travaillent dans un domaine inimaginable par leurs parents. C'est un monde nouveau qui est plein de possibilités mais, en même temps, dans leur vision, trop incertain et trop injuste. La solution pour y être heureux n'est pas différente de celle rencontrée dans les autres groupes, i. e., celle du repli sur soi.

Conclusion

La brève présentation que nous avons faite des récits d'insertion professionnelle des jeunes est trop schématique et, certainement, n'a pas exploré suffisamment la richesse et les nuances des entretiens. Le fossé social brésilien est bien évident quand nous comparons les récits des travailleurs du marché informel et ceux des jeunes de la nouvelle économie. L'immense écart des ressources

²⁰⁴ À l'exception du mouvement autour de la diffusion du logiciel libre LINUX, mais même dans ce cas-là, l'enjeu est plutôt technique que politique.

personnelles et l'absence des supports sociaux marque les inégalités quant aux possibilités d'insertion dans le marché du travail.

Nous avons trouvé des régularités que nous croyons être liées aux dispositifs présents dans le nouveau discours de management. Le discours définit un « moi idéal » capable de faire face aux changements organisationnels et technologiques associés aux transformations contemporaines du capitalisme. La construction de ce « moi idéal » a des conséquences éthiques vis à vis des rapports sociaux.

Dans la vision des tous les jeunes confondus, le monde a beaucoup changé et il est plus injuste, plus violent, plus inégal, pourtant leur implication dans la solution des problèmes n'est pas remise en question. Ceux qui adhèrent complètement aux discours de l'aventure entrepreneuriale sont ceux qui demandent au gouvernement des mesures plus dures pour mettre fin à la violence urbaine, sans s'inquiéter des causes de la montée de la criminalité. Ceux qui sont plus critiques à l'égard du discours de compétition comme valeur centrale, ou qui, du moins, croient à la construction de règles et de limites aux jeux du marché (qui sont surtout les cadres techniques dans le domaine de l'informatique et les jeunes engagés politiquement dans les projets d'économie solidaire), soutiennent l'augmentation de l'investissement gouvernemental dans la santé et l'éducation publiques. L'adhésion au discours de management s'accompagne d'une adhésion à la logique du darwinisme social et du libéralisme sauvage. Les « institutions du soi » sont construites autour de la notion de l'individu tout-puissant. Pour ces jeunes là, l'illusion individualiste, le règne du privé, la compétition, deviennent, comme le dit (Ehrenberg, 2000 : 16) « *des modes de régulation qui ne sont pas des choix de chacun mais une règle commune, valable pour tous, sous peine d'être mis en marge de la socialité. Ils tiennent à l'esprit général de nos sociétés* ».

Les transformations contemporaines du capitalisme ont eu des conséquences sur la cohésion sociale dans tout le monde. Les sociétés plus inégales et les économies plus fragiles, comme la Brésilienne, souffrent plus car la logique d'implication aux rapports de travail accompagne l'implication aux rapports sociaux. La construction d'une « raison cynique » explique la forme de réflexion éthique de ceux qui collent aux discours de l'hyper individualisme.

Pendant le développement de cet essai nous avons cherché à donner des éléments de réponse à la question proposée par le colloque : *quels supports face à quelles injonctions?* L'analyse s'est appuyée sur l'hypothèse proposée par Robert Castel (1995; 2003 ; Castel et Haroche, 2001) autour du rôle fondamental de la propriété sociale comme socle de l'individu positif dans les sociétés modernes. Nous avons aussi essayé de penser le schéma théorique Castelian dans une société extrêmement inégale et socialement fracturée comme la brésilienne.

Les cas des travailleurs plus âgés démontrent que l'accès au travail formel dans l'industrie dans les années 1960 et 1970 a pu garantir une trajectoire ascendante et l'établissement des conditions pour l'émergence d'un mouvement ouvrier fier et qui a pu faire face à la dictature militaire et changer l'histoire du pays. Nous avons appris aussi que la fracture sociale brésilienne était toujours présente, l'accrochage à un modèle de sécurité sociale exclusif des travailleurs du marché formel a montré ses effets surtout du côté des femmes et de ceux qui n'ont pas pu profiter du miracle économique brésilien. L'élément commun était le travail - protégé ou non protégé - comme socle de la condition d'individu. L'espoir et la diffusion de valeurs morales liées au travail est une marque générationnelle importante. Pour les jeunes, soit dans l'économie formelle, soit les métallurgistes, soit les jeunes de la nouvelle économie, soit les travailleurs informels, les jeunes au chômage et à l'exception des informaticiens et des jeunes plus engagés dans les projets d'économie solidaire, le travail n'a plus une valeur intrinsèque et les choix moraux sont plus liés à la trajectoire individuelle qu'à une perspective politique collective. Le lien social a changé, il est plus fragile et plus complexe, les rapports sont individualistes et la compétition devient une valeur centrale. La politique n'est pas importante au sens qu'elle exige un engagement collectif. La forme d'organisation sociale n'est plus discutée. L'individu est le centre, mais

dans un sens différent que celui des principes des sociétés libérales démocratiques, il est le centre surtout parce qu'il est seul. C'est l'objet d'un investissement primordial et son succès ou sa faillite est de sa responsabilité individuelle.

Le Brésil n'a pas construit de bases politiques fortes pour l'établissement des institutions capables de faire face aux inégalités et pour constituer une société des semblables. Le manque de travail de qualité et les crises permanentes liées à l'instabilité économique du pays, d'un côté, ont créé un climat d'incertitude généralisé associée à l'idée d'une incompétence civile (c'est à dire, une *sensation* d'incapacité de pouvoir intervenir dans l'ordre local parce que la situation économique et sociale brésilienne est trop faible pour que l'action d'un individu ou d'une collectivité puisse intervenir efficacement sur la société), et de l'autre côté ont renforcé l'individualisme solitaire et parfois cynique. Comme l'a dit Dejours (1998 : 201) les contraintes imposées par le marché et les nouveaux outils de gestion ont transformé le travail « dans un laboratoire d'expérimentation et d'apprentissage de l'injustice et de l'iniquité, tant pour ceux qui en sont victimes, que pour ceux qui en sont bénéficiaires ». L'expérience du travail alimente la peur. Durand (2004), à son tour, parle de *servitude volontaire* pour expliquer l'acceptation des nouvelles règles au travail et le manque de résistance des travailleurs vis à vis des contraintes de plus en plus importantes liées à l'augmentation de la productivité. Dans le cas brésilien nous avons pu identifier trois éléments centraux qui fonctionnent ensemble comme dispositif de conformation des nouvelles formes d'individualisation : (1) l'augmentation des exigences en termes de compétences et d'adhésion au modèle de flux tendu pour ceux qui arrivent à rentrer – et rester – dans le marché du travail formel ; (2) les taux de chômage élevés associés à des supports sociaux inefficaces et des politiques et programmes sociaux dirigés vers les plus pauvres toujours avec un caractère d'urgence et sans promouvoir une insertion dans le marché du travail, et (3) l'inégalité sociale croissante, responsable, en partie, de la violence disséminée sur le territoire national. Ces conditions produisent et renforcent un type de discours politique individualiste et qui n'est pas nouveau dans le cas brésilien, mais qui est devenu plus fréquent. Un des nos interviewés, un jeune chef d'entreprise du domaine de l'Internet nous a dit : « *Je n'aime pas être brésilien, je crois que je suis né au mauvais endroit. Je ne suis pas patriote parce que le fait d'être brésilien m'aide en rien. La société est injuste et il existe une élite qui en profite, je veux acheter mon passeport pour faire partie de cette minorité* ».

Le paradoxe brésilien est celui d'une société prise dans le piège d'un projet de modernité interrompu. Une société qui doit faire face au défi de la croissance économique (avec la création d'emplois), qui a besoin de construire des supports sociaux efficaces - avec le renforcement des politiques d'insertion et non pas seulement celles liées au combat de la pauvreté extrême - et, aussi, qui doit pouvoir répondre aux contraintes imposées par le paiement de la dette et par la dépendance vis à vis des investisseurs étrangers. Les récits de vie nous ont montré que le travail est la question centrale et cruciale pour la société brésilienne. La dette sociale et la violence non pas des solutions à court terme.

L'inégalité représente l'épicentre de la question sociale brésilienne. L'affrontement de cette question - si le choix politique du Brésil s'affirme sur le chemin de la construction de la démocratie - est plus que jamais dépendant de la création d'emplois.

La création d'un réseau de protection sociale capable d'être le socle de l'individu positif, comme l'histoire brésilienne récente l'a démontré, dépend aussi de la création des emplois mais aussi et surtout, de l'insertion de travailleurs non-protégés du marché informel dans des formes contractuelles d'emplois. Est-ce possible ? Même dans un monde du travail de plus en plus marqué par la précarisation ? Le défi est celui d'imposer des politiques fortes pour faire face à la déréglementation. Est-ce possible? Même dans un monde où l'acceptation des contraintes imposées par la compétition internationale semble être la seule condition pour survivre ? Porto Alegre était le centre politique de la résistance représentée par le Forum Social Mondial. Tout a commencé en 2000. Est-ce qu'un autre monde est possible? Dans le cas des pays du Sud il est nécessaire. Si les conditions d'accès au marché du travail ne se modifient pas, le

probable scénario social futur est celui d'un État policier qui doit faire face à la peur et à la violence croissante.

Références Bibliographiques

- BEAUD, S. & PIALOUX, M. *Retour sur la Condition Ouvrière*. Paris : Fayard, 1999.
- BUARQUE DE HOLANDA, S. *Raízes do Brasil*. Rio de Janeiro : José Olímpio, 1982.
- CABANES, R. *Travail, Famille, Mondialisation*. Paris : IRD/KARTHANA, 2002 .
- CASTEL, R. *Les Métamorphoses de la Question Sociale : une chronique du salariat*. Paris : Fayard, 1995.
- _____. *L'insécurité sociale : qu'est-ce qu'être protégé ?* Paris : Seuil, 2003.
- CASTEL, R. & HAROCHE, C. *Propriété Privée, Propriété Sociale, Propriété de Soi*. Fayard, 2001.
- COLBARI, A. L. *Ética do Trabalho*. São Paulo : Letras e Letras, 1995.
- DIEESE, A. *A Situação do Trabalho no Brasil*, São Paulo, DIEESE, 2002.
- DURAND, J. P. *La chaîne invisible, travailler aujourd'hui : flux tendu et servitude volontaire*. Paris : Seuil, 2004
- EHRENBERG, A. *La fatigue d'être soi: dépression et société*. Paris : Odile Jacob. 2000
- GOMES, A. M. C. *Estado Novo: Ideologia e Poder*. Rio de Janeiro : Zahar, 1982.
- GUÉDES, S. L. *Jogo de Corpo: um estudo da construção social de trabalhadores*. Tese de Doutorado. PPG em Antropologia Social, Museu Nacional e UFRJ, Rio de Janeiro, 1992.
- HABERMAS, J. Modernidad: un proyecto incompleto. Buenos Aires. *Punto de Vista*, (21): 27-31, 1984.
- IBGE, *Censo Demográfico*. Brasília, IBGE, 2000.
- IBGE, *Boletins Estatísticos – Emprego e Desemprego*, Brasília, IBGE, 2002 e 2003
- LASCH, C. *O Mínimo Eu: sobrevivência psíquica em tempos difíceis*. 5ª ed. São Paulo : Brasiliense. 1990
- MACÉ, E. As formas de violência urbana : uma comparação entre a França e o Brasil. *Tempo Social*. 11(1) :177-188, 1999.
- NARDI, H. C. *Saúde, Trabalho e Discurso Médico: O conflito capital-trabalho e a relação médico-paciente*. São Leopoldo : Ed. da UNISINOS, 1999.
- _____. *Trabalho e Ética: os processos de subjetivação de duas gerações de trabalhadores metalúrgicos e do setor informal*. Tese de Doutorado em Sociologia. Programa de Pós Graduação em Sociologia da Universidade Federal do Rio Grande do Sul, Porto Alegre, 2002.
- NARDI, H. C. & YATES, D. B. Transformações Contemporâneas do Trabalho e Processos de Subjetivação: da nova economia à economia solidária. *Estudos de Psicologia*, 2004 (in print).
- PAULRÉ, B. De la "New Economy" au capitalisme cognitif. *Multitudes* (2) 25 : 43. 2000.
- RIFKIN, J. *The Age of Access: the new culture of hypercapitalism where all of life is a paid-for experience*. New York, Tarcher/Putman Ed. 2000.
- SENNETT, R. *The Corrosion of Character*. New York, W. W. Norton & Company, 1998.

**Les faux salariés
Les travailleurs indépendants dans la fonction publique en Argentine**

La question concernant *les injonctions à l'individuation*²⁰⁵ et *les supports sociaux des individus* nous invite à réfléchir aux conséquences du processus d'individualisation observé depuis une trentaine d'années. Différentes perspectives ont été choisies pour décrire ce processus. Nous prendrons ici celle d'Ulrich Beck. D'après cet auteur, on assiste à un changement de la modernité. Dans ce qu'il appelle *la première modernité*, "l'individu s'est constitué en consonance avec un certain nombre de rôles associés à différentes institutions."²⁰⁶ Dans *la deuxième modernité (ou modernité réflexive)*, l'individualisation des situations et des trajectoires d'existence transforme les parcours biographiques en '*autoréflexifs*'. "Ce qui était le produit de déterminations sociales devient objet de choix et d'élaboration personnelle."²⁰⁷ Il s'agit d'une dénormalisation de rôles, en raison de "la mise en retrait des institutions classiques : État, classes sociales, la famille, les groupes ethniques."²⁰⁸ L'individu, devenu "nomade", doit créer soi-même les règles du jeu. "L'individualisation signifie donc, un processus de désenchantement sans re-enchantement"²⁰⁹. Ce qui apparaît comme nouveauté dans la deuxième modernité est la "démocratisation du processus d'individualisation" et "le fait que certaines conditions dans la société, favorisent ou renforcent l'individualisation (le marché du travail, l'exigence de mobilité et de compétence, les lois du travail et les droits sociaux, les systèmes de provision sociale et de pensions, etc.)."²¹⁰

D'après Beck, "jusqu'alors, le processus d'individualisation avait été majoritairement le fait d'une bourgeoisie en plein essor. Mais il est aussi, sous une autre forme, caractéristique de la figure du 'salarié libre' du capitalisme moderne, caractéristique de cette dynamique des processus que l'on observe sur le marché du travail dans les démocraties de masse des États-providence. L'entrée de l'individu sur le marché du travail représente toute une série d'émancipations par rapport aux réseaux traditionnels que sont les relations familiales, les relations de voisinage et les relations professionnelles ainsi que les liens avec une culture et un paysage régional."²¹¹

Les transformations dans le domaine du travail, fonctionnant comme des injonctions à l'individualisation, apparaissent comme le résultat d'une *destandardisation du travail*. "Le système de l'emploi né au siècle dernier (...) repose sur une standardisation très poussée dans toutes ses dimensions essentielles : le contrat de travail, le *lieu* de travail, le *temps* de travail."²¹² Aujourd'hui, on assiste à la décollectivisation des contrats de travail, à la flexibilisation du *temps* de travail, et à la décentralisation géographique du *lieu* de travail. Les contrats dont les conditions générales sont collectivement négociés deviennent de plus en plus rares. Le temps de travail se fait plus flexible dans les horaires de travail, mais aussi dans la durée. On passe de "la journée de travail complète effectuée à vie" comme modèle d'organisation du temps de travail à différents types d'emplois à temps partiel. La décentralisation géographique du *lieu* de travail représente la dissociation entre le travail et l'entreprise. "Le lien entre

* CEMS / EHESS, lorena_poblete@hotmail.com

²⁰⁵ Nous n'allons pas formuler ici une distinction entre *l'individuation* et *l'individualisation*. Nous nous contenterons de reprendre, à chaque fois, le mot choisi par l'auteur cité.

²⁰⁶ Lash, S. *Individualization in a non-linear mode*. Preface in Beck, U. et Beck-Gernsheim, E. *Individualization*. Institutionalized individualism and its social and political consequences. London, Sage publication, 2002.

²⁰⁷ Beck, U. La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité. Paris, Flammarion, 2001. p. 290

²⁰⁸ Beck, U. et Beck-Gernsheim, op.cit. p.x

²⁰⁹ *Ibid.* p. xxii

²¹⁰ *Ibid.* p.8

²¹¹ Beck, U.2001.op.cit, p. 159. Cette hypothèse est proposée par d'autres auteurs, voir. Castel, R. *L'insécurité sociale. Qu'est-ce que d'être protégé*. Paris, Seuil, 2003; Gauchet, M. "La société d'insécurité", in Donzelot (sous la dir.de) *Face à l'exclusion: le modèle français*, Paris, Seuil, 1991.

²¹² *Ibid.* p.301

processus de travail social et processus de production se distend."²¹³ Une organisation invisible du travail se met en place.

Cette *destandarisation du travail* a comme conséquence l'individualisation de tâches et de trajectoires professionnelles. Les travailleurs sont contraints de faire preuve de mobilité, d'adaptabilité, de créativité, de disponibilité. "Chaque individu doit prendre en charge lui-même les aléas de son parcours professionnel devenu discontinu, faire de choix, opérer à temps les reconversions nécessaires. À la limite ici, le travailleur est censé se faire l'entrepreneur de lui-même."²¹⁴ Cette exigence de flexibilité devient une exigence d'autonomie. L'individu "est en quelque sorte *obligé d'être libre*, sommé d'être performant, tout en étant largement livré à lui-même. Car les contraintes, évidemment, n'ont pas disparu, et elles ont même plutôt tendance à s'accuser dans un contexte de concurrence exacerbée et sous la menace du chômage."²¹⁵ Comme le rappelle Robert Castel, les individus ne sont pas tous armés de la même manière face à ces injonctions à l'individualisation. Les supports sociaux dont ils disposent ne sont pas les mêmes. Pour certains, ces exigences de responsabilisation et d'autonomie se révèlent libératrices, pour d'autres fortement contraignantes. Ce dernier est le cas de travailleurs indépendants de la fonction publique, que nous allons ici développer.

Les salariés du secteur public ont toujours disposé des protections sociales. La stabilité de l'emploi, les garanties en termes d'assurance maladie et de retraite, et les différents types d'allocations, ont fait partie de leurs supports sociaux. Depuis quelques années, on observe au sein de l'administration publique la prolifération d'un autre type de statut : le travailleur autonome. Les travailleurs indépendants se trouvent encadrés *comme s'ils étaient des salariés*, réalisant des activités qui étaient auparavant réalisées par des fonctionnaires, mais sans aucune des garanties attachées à ce statut. L'objectif de cette communication sera alors, de comprendre : qu'est-ce que d'être "*employé de l'État*" n'ayant pas droit aux garanties historiquement attachées à ce statut ?

Les faux salariés de la fonction publique

Dans les années '90, la réforme de l'État apparaît, selon Bresser-Pereira²¹⁶, comme une réponse généralisée à la crise de l'État des années '75. Cette crise de l'État, que l'on pourrait encadrer dans *la deuxième modernité* caractérisée par Beck, apparaît comme une crise fiscale, une crise du modèle d'intervention sociale de l'État et d'intervention dans l'économie, ainsi qu'une crise dans la manière bureaucratique de l'administration. La réforme de l'État vise à résoudre quatre problèmes principaux : la délimitation de la taille de l'État, la redéfinition du rôle régulateur de l'État, et l'augmentation de la *governance*²¹⁷ et de la gouvernabilité. "La délimitation de la taille de l'État intègre les idées de privatisation, de 'publicisation'²¹⁸ et de sous-traitance. La question de la dérégulation est liée avec un certain degré d'intervention de l'État dans le fonctionnement du marché."²¹⁹ Dans l'augmentation de la *governance*, il y a un aspect financier -la réduction du déficit fiscal ; un aspect stratégique - la redéfinition des formes d'intervention dans l'économie et la société -; et un aspect administratif - le dépassement de la forme bureaucratique de l'État. L'augmentation de la *gouvernabilité* implique, d'une part, la légitimité du gouvernement face à la société, et d'autre part, l'adéquation des institutions politiques pour la médiation des intérêts.

²¹³ *Ibid.* p.302.

²¹⁴ Castel, R. op.cit. p. 44

²¹⁵ *Ibid.* p.45

²¹⁶ Bresser Pereira, Luiz Carlos. 1998 "La reforma del Estado de los años noventa. Lógica y mecanismos de control", *Desarrollo Económico*, 150 (38). pp.517-550.

²¹⁷ L'auteur a choisi d'utiliser le mot anglais *governance* pour parler de la capacité d'un gouvernement d'avoir les conditions financières et administratives pour mettre en place ses décisions.(p.539) Il nous semble qu'utiliser le mot français *gouvernance* ne respecte entièrement le sens proposé par Bresser Pereira. Alors, faute d'une traduction précise, nous avons choisi de conserver le mot anglais.

²¹⁸ La *publicitation* est le processus pour lequel une organisation étatique devient une organisation de droit privé, mais publique non étatique.

²¹⁹ *Ibid.* p.518

Cette réforme n'a pas été la même par tout dans le monde. La réponse argentine, façonnée par le consensus de Washington, s'est centrée sur la discipline fiscale, la réduction des dépenses publiques, la libéralisation du marché, la promotion des investissements étrangers, et la privatisation des entreprises publiques. Elle s'est produite dans le contexte d'une importante crise politique et économique. En plein hyper-inflation, lorsque la légitimité du gouvernement de Raúl Alfonsín était mise en cause, les partis radical et péroniste ont signé un accord pour la mettre en place. La Réforme de l'État définie par la loi 23.696, connue comme loi des privatisations, ouvrait la possibilité au président de gouverner par *décret*, en autorisant, même par cette voie, les privatisations des entreprises publiques.

Dans le chapitre X, article 60, le Congrès de la Nation Argentine propose la *privatisation de services*. "Dans le but de diminuer les dépenses publiques, et d'améliorer les prestations ou d'augmenter l'efficacité, on autorise l'embauche dans le secteur privé des prestations de services d'administration consultative, de contrôle ou active, concernant tous les organismes de l'administration centralisée et décentralisée, énumérés dans l'article 1 de la présente loi (...)." ²²⁰ C'est-à-dire, tous les centres de l'administration publique, les entités autarchiques, les entreprises de l'État, les sociétés de l'État, les sociétés anonymes avec une participation étatique majoritaire, les sociétés d'économie mixte, les services de comptes spéciaux, les *Obras Sociales* du secteur public, les banques et entités financières nationales ou régionales. À partir de ce moment, on assiste à une énorme mutation de la structure de l'État, mais surtout de l'emploi dans le secteur public.

La sous-traitance apparaît dès lors comme le mode d'embauche par excellence. Elle ne se limite pas aux fournisseurs classiques de l'État : les grandes ou moyennes entreprises répondant à des appels d'offre. Elle devient également un mode d'embauche des individus. Désormais, entrepreneurs de petites entreprises engagées pour prêter leurs services à l'État. Petites entreprises qui ne sont que chaque individu en lui-même.

Dans les années '90, ce type d'embauche était une caractéristique des programmes sociaux et de la restructuration des entités publiques (comme l'éducation, et la santé) financées par des organismes internationaux (BID, Banque Mondial, OMS, BIT, entre autres). La durée déterminée de ces programmes ne pouvait que se traduire dans l'engagement de personnel pour une durée déterminée. Même si dans cette période, la loi nationale de l'emploi (loi 24.013 du 26/12/91) ouvrait la possibilité à diverses modalités de contrats à durée déterminée, l'embauche de *travailleurs autonomes*, s'est énormément répandue dans toute l'administration publique car elle permettait, d'une part, la désresponsabilisation de l'État comme employeur, et d'autre part, la diminution du coût du travail.

Les travailleurs autonomes comme l'idéal de travailleur flexible

La catégorie *travailleurs autonomes* a été conçue en 1945, pour regrouper les professions libérales, et leur donner une place précise dans le système de sécurité sociale argentin. Elle conduit les travailleurs indépendants à assumer leurs propres charges sociales. Selon la loi, les travailleurs qui doivent s'inscrire dans cette catégorie sont : a) "le personnel de la direction, administration ou conduction de toute entreprise, (...) ou société commerciale ou civile, (...); b) "les diplômés des universités publiques ou privées"; et c) "les employés des compagnies d'assurances, capitalisation, épargne, ou similaires". Au niveau fiscal, les travailleurs autonomes sont conçus comme d'entrepreneurs de petites entreprises.

Les travailleurs autonomes, dans l'esprit de la loi qui les a créés, ne sont pas des individus livrés à leur sort. Cependant, ce sont des individus pour lesquels les protections sociales dépendent fortement de leur insertion au marché du travail ; à proprement parler, elles dépendent de leur performance au travail, ou des résultats de leur travail. Si l'on prend le schéma esquissé par Esping-Andersen ²²¹ sur la

²²⁰ Honorable Congreso de la Nación Argentina. Loi 13.696, Loi de Réforme de l'État.

²²¹ Esping-Andersen, *The three worlds of welfare capitalism*. Great Britain, Princeton University Press, 1990.

dépendance/indépendance vis-à-vis de l'État, du marché et de la famille, les travailleurs autonomes seront des travailleurs peu dépendants de l'État, mais fortement dépendants du marché. Il ne s'agit pas ici du travail protégé (c'est-à-dire du travail auquel sont attachés un certain nombre de protections), mais du travail *qui protège*, car l'accès à la propriété sociale (et éventuellement à la propriété privée) dépend de leur réussite au travail.

Cette catégorie de travailleurs suppose donc, la responsabilisation des individus dans le prise en charge individuelle de leur protection sociale et dans l'exigence de résultat présente dans la dépendance des individus à leur travail. Or, la figure du "travailleur autonome" incarne dans sa propre définition l'idéal de travailleur mobile et flexible, seul maître de son destin.

Lorsque cette catégorie inclut de professionnels libéraux, stablement intégrés au marché du travail, elle prévoit des protections qui font partie de ce que Castel appelle "la propriété sociale". Par ailleurs, ces travailleurs autonomes vont, probablement, compter également sur la propriété privée comme support social, car sa participation dans la propriété sociale est faible. Au contraire, lorsque des professionnels, embauchés en tant que travailleurs autonomes, ayant de faibles revenus, se trouvent dans l'incapacité d'affronter leurs propres charges sociales, ils s'avèrent non protégés. C'est dans cette position de vulnérabilité qu'ils subissent une forte exigence d'autonomie, complétée par un détachement de l'employeur. Tout se passe comme si les injonctions à l'individuation observées étaient le produit de la sur-utilisation, dans l'administration publique, de ce statut particulier de travailleurs : le travailleur autonome.

L'expérience d'être un faux travailleur autonome

Le salarié de la fonction publique est, encore aujourd'hui, le paradigme du travail protégé. Même si la possibilité d'accéder à un tel statut est à nos jours difficile, l'administration publique représente une "certaine" stabilité. Aussi bien dans les trois cas analysés²²², les objectifs sont différents, la quête de cette "certaine" stabilité est toujours présente.

Pour Laura²²³, qui vient de finir ces études d'architecture, le fait de rentrer dans l'administration publique est devenu la seule possibilité de s'insérer au marché de travail. Elle avait toujours pensé que, ayant son diplôme, elle allait travailler dans la petite entreprise de construction de son père. Cependant, la crise du secteur de la construction l'en a empêché. Sa première expérience professionnelle a eu lieu dans le cabinet d'une architecte, amie de sa mère. Laura a travaillé pendant trois mois sans être payé. *"C'était une espèce de stage", dit-elle. "Au même moment où j'ai trouvé le travail au Ministère, elle allait me proposer de travailler les matins, en faisant les démarches vis-à-vis de la municipalité. Ce n'était pas un gros salaire, mais... Bon, j'ai commencé à travailler au Théâtre Independencia. C'était une rénovation engagée par le Ministère de l'Environnement et les Œuvres Publiques. J'étais embauchée comme secrétaire d'inspection d'œuvre".*

Pour Marina, qui travaillait déjà comme dessinatrice *free-lance* depuis quelques années, l'entrée dans le secteur public a représenté aussi bien une ouverture au niveau professionnel, qu'une certaine stabilité au niveau de revenus. *"Depuis un moment, je voulais quitter la maison de mes parents. Mon père m'avait acheté un appartement, mais en tant qu'indépendant je n'arrivais même pas à avoir suffisamment d'argent, de façon régulière, pour déménager",* nous explique-t-elle. *"Le travail dans la Coordination des Musées de la ville de Buenos Aires m'a permis d'avoir un salaire fixe tous les mois, même si les choses ne se sont pas présentées comme je les avais imaginées".*

²²² Ces entretiens font partie du travail de terrain réalisé dans le cadre de ma thèse de doctorat, intitulée *De la protection sociale à la sécurité privée. L'expérience des travailleurs autonomes dans l'Argentine néolibérale (1989-2003)*, dirigé par Robert Castel.

²²³ Même s'il s'agit de trois trajectoires de femmes, nous n'avons pas pris le pari de faire une analyse en termes de genre, car cette situation est aussi présente chez les hommes. Malheureusement, nous n'avons pas réalisé des entretiens après d'eux. Ainsi, nous sommes contraints de ne présenter ici que des trajectoires de femmes.

Pour Alejandra, qui travaillait comme psychologue dans le privé depuis 5 ans, son poste dans le Ministère de la santé lui a permis d'équilibrer le budget quotidien, endommagé par le chômage de son mari. Sa trajectoire professionnelle, plus longue que celles de Laura et Marina, montre bien la difficulté d'insertion dans un marché de travail restreint. Alejandra a commencé à travailler comme professeure dans la carrière d'architecture dans une université privée, ayant un statut comparable au vacataire de l'enseignement supérieur. *"J'ai travaillé comme ça 6 mois. J'étais chargée de quelques cours, j'ai organisé des journées d'études, etc. Mais, j'ai compris que pour avoir un espace dans l'université, il me fallait compter avec certains facteurs que je n'avais pas à ce moment. Alors, j'ai finalement laissé cette activité comme activité secondaire, et j'ai commencé à chercher quelque chose d'autre."* Son idéal de travail était, comme pour la plupart de psychologues – affirme-t-elle –, d'ouvrir son propre cabinet. Mais, en attendant d'avoir des patients suffisants pour gagner bien sa vie, elle avait envisagé de s'insérer dans l'enseignement. L'enseignement représente aujourd'hui la garantie, aussi bien des protections sociales que d'une stabilité dans les revenus, même si ces derniers ne sont pas très élevés. Pendant 4 ans, Alejandra était professeur dans la faculté de psychologie de son ancienne université, dans la faculté d'architecture d'une autre université privée, dans un lycée privé adventiste, et dans une école de formation d'assistantes de maternelles. Ainsi, le chômage de son mari l'a poussé à chercher un travail plus stable et mieux payé. *"C'était à ce moment-là que j'ai eu la possibilité d'entrer au département de santé mentale, du Ministère de Développement Sociale et Santé de la région de Mendoza."*

Dans les trois cas, à part les différences, la quête de stabilité a été à l'origine de l'acceptation de ces postes sous le statut de travailleur autonome. Alejandra, était déjà inscrite pour pouvoir travailler en tant qu'indépendant dans son cabinet. Laura et Marina, ont dû le faire à ce moment-là. Le statut de travailleur autonome devient une condition d'embauche. Or, les embauchés ne sont pas toujours conscients des implications de ce statut. Laura racontait : *"j'ai dû m'inscrire comme autonome. Je te dis, je ne comprends pas trop encore. Je sais que je dois payer le monotribute tous les mois, c'est 88\$, et après il faut que j'ai paie l'impôt sur les revenus"*.

En tant que travailleurs autonomes, elles sont contraintes de payer leurs propres charges sociales. Pour Alejandra, la situation dans ce sens n'a pas changé. Contrairement, Laura et Marina, en raison des bas salaires perçus, n'arrivent pas à payer leurs cotisations. Pour Laura, par exemple, les cotisations représentent 24% de son salaire, car les 88\$ sont une somme fixe. Elles se trouvent, donc, en dehors du système de protection sociale. D'un côté, sans assurance maladie, et de l'autre, voyant augmenter continûment leurs dettes envers le fisc. Marina nous expliquait : *"maintenant, avec le moratoire fiscal, l'État te permet de régler ta dette ne payant que le 20%. Mais, pour moi, après 5 ans de travail comme autonome, je n'ai même pas la possibilité de payer ce 20%."*

Cette stabilité recherchée n'est pas seulement visible que dans le rapport au temps de travail. On assiste donc, à un cas de flexibilisation du temps de travail. Flexibilisation paradoxale, car le temps de travail dans la journée est respecté *au pied à la lettre*, mais la durée du contrat est toujours imprécise. Laura et Alejandra travaillent 7 heures par jour, arrivant à 8 heures à leurs bureaux et sortant à 15 heures comme tous les employés de l'État. Au contraire, Marina a des horaires de travail variables car la mise en place d'expositions doit se faire normalement aux horaires de fermetures des musées. Dans ce cas, elle peut prendre le lendemain, les heures qui correspondent aux heures supplémentaires effectuées. Il n'existe pas dans ce type de contrat le régime d'heures supplémentaires payées comme telles.

La continuité du travail dans le temps n'est pas assurée. Bien que l'impossibilité de prévoir la quantité de travail et la durée des projets soit une caractéristique du travail indépendant, pour les interviewées, une des attentes par rapport à ces postes était la continuité du travail dans le temps. Dans ces trois cas, il s'agit de CDDs de six mois, mais ils peuvent être aussi de trois mois. La reconduction

d'un contrat se fait d'une façon quasi-automatique mais, normalement, les travailleurs l'apprennent quelques jours ou quelques mois après l'échéance. Cela signifie que, à plusieurs reprises, les travailleurs autonomes se trouvent dans leurs postes, travaillant sans contrat, sans savoir si le renouvellement aura lieu. Comme racontait Marina : *"ça fait un mois déjà que j'ai travaillé hors contrat. Je crois qu'ils vont le renouveler comme ils l'ont fait jusqu'à maintenant, mais je ne sais pas s'il sera un contrat de 6 mois ou de 3 mois. Mon assistante a eu simplement un renouvellement pour 3 mois."* Précisément, l'intérêt de l'État d'embaucher sous la figure de travailleur autonome, au lieu d'utiliser les différentes formes d'emplois temporaires créés par la nouvelle législation du travail, est d'avoir une marge de manœuvre considérable par rapport au temps du travail. Il s'agit de contrats à durée déterminée renouvelables à l'infini. Cependant, à la fin de chaque contrat, l'État n'a aucune obligation vis-à-vis du travailleur.

Le seul aspect où cette "certaine" stabilité de la fonction publique se cristallise dans ces postes est dans le fait d'avoir la certitude de recevoir le salaire accordé. Les travailleurs indépendants ont fréquemment des problèmes pour accéder à leurs honoraires. Travailler sans contrat les laisse habituellement sans recours vis-à-vis de leurs demandeurs d'ordre. Au contraire, les faux travailleurs autonomes du secteur public ont la certitude d'apercevoir, tôt ou tard, leurs revenus. Le paiement est toujours décalé dans le temps. Normalement, les travailleurs doivent attendre deux ou trois mois avant de recevoir le premier salaire. Mais, on peut aussi observer des cas extrêmes comme ce lui d'Alejandra. Elle disait : *"des que j'ai commencé dans l'activité publique, une des raisons était de trouver une stabilité dans mes revenus. Je ne suis pas arrivée à l'obtenir. La première fois qu'ils t'embauchent, tu dois attendre 5 mois pour recevoir le premier chèque. Ils ne te font jamais de contrats annuels. En général, il s'agit de contrats de six mois ou, même moins. Alors, lorsque tu arrives à recevoir la paie pour la première partie de ton travail, ton nouveau contrat démarre, et il te faut donc attendre encore 5 mois. La bureaucratie est pénible. Bien sûr, mêlée aussi à la crise financière. Par exemple, aujourd'hui 2 janvier, j'ai reçu les chèques d'août, septembre, octobre et novembre. Il y a une semaine, j'ai eu les chèques correspondants à avril et à mai. La dernière fois que j'ai reçu un chèque c'était en février. Tu peux bien imaginer que c'est très difficile à gérer ton budget. Mais, bon, mon salaire est un très bon salaire à nos jours."* Cela implique, évidemment, qu'au commencement du contrat, le travailleur autonome doit avoir des recours économiques suffisants pour survenir à ses besoins. Accepter un tel type de travail, signifie au début un investissement économique.

Cette contrainte de répondre comme travailleur autonome, cette exigence d'autonomie, s'est traduite aussi dans l'illisibilité des trajectoires professionnelles et dans l'impossibilité de faire des projets à long terme.

L'illisibilité des trajectoires professionnelles est présente dans le fait de devoir réaliser des tâches qui ne s'accordent pas aux compétences professionnelles et dans le fait de devoir subir la pression de la structure bureaucratique de l'administration publique.

Marina, par exemple, réalise une activité, en principe, d'accord avec ses compétences professionnelles. Cependant, elle doit effectuer *en plus*, d'autres activités qui ne la concernent pas vraiment. Elle est malgré-t-elle, une travailleuse polyvalente. Elle racontait : *"je dessine les projets, normal quoi...mais la plupart du temps, je finis par faire le trou dans le mur pour accrocher les affiches ou panels. De fois, même nettoyer après avoir fait le trou."*

Au contraire, Alejandra et Laura n'ont pas été engagées pour réaliser des tâches qui concernent leurs formations professionnelles. Laura racontait : *"je suis secrétaire de l'inspection du chantier. Le groupe d'inspection est formé par un ingénieur, une architecte et moi-même. Mon travail est de faire les rapports journaliers dans l'ordinateur, et tout type de rapports, lettres, etc. Aussi d'aller dans le chantier pour prendre de mesures, faire de calculs. Bon, je suis beaucoup de temps dans le bureau, je prends les appels téléphoniques, comme une secrétaire. Bon, ça."* Pour Laura, l'enjeu n'est pas très important car

elle pense que dans le secteur privé aujourd'hui elle n'aurait que très peu de chances d'avoir un travail d'architecte rémunéré avec régularité. Ce poste est pour elle une simple expérience professionnelle, non pas le début d'une carrière dans le secteur public. Il s'agit plutôt d'un poste de dépannage, en attendant de trouver une autre chose.

Alejandra, a dû elle aussi adapter ses compétences à son nouveau poste de travail. Mais, pour elle, cela a déstabilisé son identité professionnelle. On peut ainsi observer son intérêt pour donner une cohérence à son parcours. *"Dans l'activité que j'ai dû accomplir, j'étais tout sauf une psychologue – affirme Alejandra-. J'étais plutôt une diplômée en relations publiques. Je devais organiser des événements, des journées d'études, des congrès, inviter des gens, organiser les invitations. Mille choses que n'ont rien à avoir avec mon activité, en quelque sorte centré sur l'assistance, que j'avais vécu dans le privé. Alors, mon identité professionnelle est rentrée en crise. J'ai très mal vécu le fait de ne pas être dans la fonction de psychologue."* Elle ajoute, par ailleurs : *"Pendant que je faisais mes études, j'ai travaillé dans le magasin de décorations de ma famille. Cela m'a donné beaucoup d'outils pour être dans ce poste. Ce travail avait à avoir avec des situations de management qu'aujourd'hui je dois maîtriser. Dans ce moment de ma vie, j'ai dû participer à une activité commerciale, même si cela n'était pas ma vocation. Et j'ai eu du mal à apprendre ces choses, car il s'agissait d'un profil que je n'avais pas pensé développer. Précisément, aujourd'hui, ma tâche est d'administrer un budget, et d'organiser des événements.(...) C'était un défi très intéressant. "*

Le poids de la bureaucratie est aussi subi pour les faux travailleurs autonomes de la fonction publique. Rentrer dans les engrenages d'une bureaucratie lente et inefficace est stigmatisant et dévalorisant aux yeux d'un professionnel indépendant. Alejandra, Marina et Laura, sont arrivées au secteur public en tant que travailleurs autonomes, avec l'intention de pouvoir développer une certaine autonomie de gestion. Mais, finalement, elles n'ont pas une quelconque autonomie dans la réalisation de leurs activités. *"Pour n'importe quoi il te faut suivre la procédure bureaucratique – raconte Marina-. S'il te faut des clous pour accrocher les affiches, il vaut mieux les acheter avec ton argent et te faire rembourser –si c'est possible, sinon tu risques de ne pas pouvoir accrocher les affiches avant la fin de l'expo. C'est complètement délirant. La semaine passée comme nous n'avions plus d'ancre pour imprimer les affiches, et comme le nouveau budget ne pas encore approuvé, il nous a fallu aller au Département de Rentes pour imprimer. Heureusement, mon assistante a une amie qui travaille là-bas. (...) C'est ridicule. Tu es embauché pour faire un projet et non pas pour faire le tour de la Mairie en essayant de trouver des outils basiques de travail "* La bureaucratie est présente dans la gestion de recours mais aussi dans les habitudes de travail des collègues, qui finissent par devenir les siennes. Alejandra racontait : *"Quand tu fais un projet, tu as envie de voir comment il arrive à son terme. Pour moi, c'est très difficile de dire : bon, ça fait 3 mois qu'ils ne m'ont pas payé, alors, je m'en vais. Mais, par contre, tu commences à t'anesthésier. Les gens qui sont ici depuis quelques années sont totalement anesthésiés, très peu mobilisés.(...) Ils ont cette attitude de scepticisme, ils ne s'engagent pas trop dans leurs tâches. Cela m'a beaucoup frappé au début. C'est comme une nécessité de laisser le statu quo, que rien ne change, que tout reste pareil. Maintenant, je comprends que c'est un mécanisme d'autoprotection. Car tu ne peux pas t'engager dans ce type de situation. Tu ne sais pas si tu travailleras le lendemain, et si tu seras économiquement récompensé pour ton travail. L'immobilisme des employés publics, je le comprends maintenant."*

L'impossibilité de concevoir des projets à long terme a, évidemment, à voir avec la méconnaissance absolue de la durée du travail. Marina racontait : *"quand je commence un nouveau projet, je ne sais jamais si je vais le voir fini. Je ne sais jamais si j'aurais un nouveau contrat au moment de la mise en place de l'expo"*. Ajoute Marina : *"avec Martín, mon copain, on est arrivé à la conclusion qu'il faut faire comme si le contrat était renouvelable à vie, sinon on ne pourrait prendre aucune*

décision. Le jour que cela finira, on cherchera autre chose, mais... pour le moment il faut faire comme si..." Ainsi, l'incapacité de faire de projets à long terme se présente non seulement dans la vie professionnelle, mais aussi dans la vie personnelle.

Types d'instabilité

Nous avons demandé à Alejandra : *comment as-tu vécu cette complémentarité entre deux activités très différentes ?* "Entre l'activité dans le public et celle du privé ? ", a-t-elle demandé. Nous avons donc ajouté : *"oui, car cela doit impliquer deux types de sécurité ou de stabilité différents"... "D'instabilité !", a-t-elle dit, en éclatant de rire. "Cela implique deux types d'instabilité !"*

Elle a bien raison car dans leur quête de stabilité, Laura, Marina et Alejandra, ont découvert un nouveau type d'instabilité. Elles cherchaient une stabilité en tant que source de protections sociales ou privées, en tant que support d'autonomie. Elles cherchaient une stabilité qui pourrait leur permettre de maîtriser leur présent et de se projeter dans l'avenir. Ainsi, Laura a pu s'insérer finalement au marché du travail, Marina a réussi à avoir une régularité dans ses revenus, et Alejandra est arrivée à combler en partie le manque de revenus de son mari au chômage. Cependant, elles ont du mal à acquérir (ou conquérir) "les conditions nécessaires pour qu'un individu puisse exister comme tel, c'est-à-dire disposer d'un minimum d'indépendance sociale, avoir une consistance telle que, dans le jeu social il puisse se conduire comme un agent à part entière"²²⁴.

Qu'est-ce que donc, d'être "*employé de l'État*" n'ayant pas droit aux garanties historiquement attachées à ce statut ? C'est d'être confronté à un autre type d'instabilité produit par le décalage entre l'exigence d'autonomie, d'une part, et la réalité d'un statut de travailleur hybride (faux salarié ou faux autonome), d'une autre. Ces faux salariés ou faux autonomes occupent dans la structure de l'administration publique la place d'un salarié. Ils doivent, par conséquent, s'inscrire dans les règles du secteur public, c'est-à-dire, accomplir les rituels routiniers de l'administration publique : pointer, ne pas rester ni plus ni moins que le temps établi, se soumettre à la bureaucratie, à la hiérarchie et au constant manque de moyens. Mais, en contrepartie, ils n'ont pas les protections attachées au statut de salarié. Au contraire, ils sont contraints d'assumer leur *autonomie* en tant que travailleurs autonomes. Ils sont contraints de payer leurs propres charges sociales, ou d'assumer les risques d'être aux marges du système de protections sociales. Ils sont contraints de prendre sur soi l'instabilité produite par l'indétermination du contrat de travail et l'imprévisibilité du paiement du salaire.

Cette exigence d'autonomie s'est traduite en une exigence d'acceptation de cette instabilité. Bien qu'il s'agisse ici d'un type d'instabilité qui semblerait être comparativement plus "stable" que d'autres promis par le marché de travail, cette exigence d'autonomie se paye d'une mise en cause de l'identité professionnelle dans l'illisibilité du parcours professionnel et de l'impossibilité de se projeter (même dans un futur à moyen terme).

Laura, Marina et Alejandra, comme tant d'autres faux autonomes, se trouvent en quelque sorte *attrapées* dans un statut de travailleur qui ne s'accorde pas complètement à la réalité de leur travail. Elles sont autonomes *dans les papiers*, mais elles n'ont pas les supports sociaux nécessaires pour gérer cette exigence autonomie.

²²⁴ Castel, R. *Les supports de l'individu (Une approche objectiviste de la subjectivité)*, Cerisy, 22 juillet 2003, ronéo, p. 1.

3. Le travail incertain II : les jeunes, les ouvriers et les chômeurs

Stefano Bory*

Le noyau flou Jeunes et identité dans la société flexible

« Comprenez bien que votre but est de saisir sur les modes comparatifs les structures sociales qui se sont fait jour et qui existent aujourd'hui dans le monde. Comprenez que pour accomplir cette tâche, il faut faire fi de la spécialisation arbitraire à l'honneur dans les départements universitaires. Diversifiez votre spécialisation, selon le sujet abordé, et surtout selon le problème. En formulant et en tentant de résoudre les problèmes, n'hésitez pas, cherchez à exploiter sans cesse, et avec imagination, les perspectives et les matériaux, les idées et les méthodes de toutes les études de bon aloi sur l'homme et la société. Ces sont vos études, elle font partie de ce dont vous faites partie. Ne vous les laissez pas ravir par ceux qui les noieraient sous un jargon et des prétentions d' « experts ». »

« Sachez toujours quelle image de l'homme, la notion générique de sa nature humaine, votre travail sous-entend ; et aussi quelle image vous vous faites de l'histoire : comment vous concevez que l'histoire se fait. En somme, précisez et réviser sans cesse vos idées sur le problème de l'histoire, sur les problèmes de la biographie, sur les problèmes de la structure sociale où interfèrent biographie et histoire. Ayez à l'esprit la diversité des individus, et les modes de transformation de la Grande Histoire »

Wright C. Mills, L'imagination sociologique, La Découverte, 1997 (1959), p. 228.

Réflexion sur le problème du sujet

Il y a déjà longtemps qu'un corps d'études sociologiques, utilisant les approches les plus différentes, se développent en s'occupant des nouvelles formes d'organisation et de structuration de la vie matérielle et des nouvelles formes de représentation de ces transformations. Les clés de lecture pour aborder le changement continu du monde social contemporain et les dynamiques variées qu'il porte avec lui, sont multiples et différentes entre elles. Quelle que soit la définition de ces grands changements sociaux²²⁵, un certain nombre de mots-clés, se ressemblant entre eux, prennent toujours plus de centralité dans le débat sociologique sur la société contemporaine: risque, précarité, incertitude, insécurité. Se référant normalement au monde et au marché du travail, le mot-clé flexibilité s'est étendu aussi dans les questions identitaires et de perception des parcours de vie personnels.

Dans les milliers et milliers de pages écrites sur la flexibilité, les questions liées au développement économique, aux avantages et désavantages qui en résultent, à ses vertus thérapeutiques à propos de la compétitivité, sont très recourant. Ces questions sont beaucoup plus traités que celles qui portent sur les charges tangibles et intangibles, présentes et futures, que la flexibilité cause aux personnes qui la pratiquent²²⁶.

* Doctorant de recherche en "Sociologie et Recherche Sociale" à l'Université Federico II de Naples ; Etudiant en recherches doctorales libres à L'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales de Paris. bory@unina.it

²²⁵ Société post-industrielle: Touraine 1970, Bell 1973; Post-fordiste: Aglietta 1976; post-moderne: Lyotard 1981; *risk society* ou modernité radicale: Beck 1992; Post-salariale: Castel 1995; société de l'incertitude et modernité liquide: Bauman 1999/2003; *network society*: Castells 1997; capitalisme à accumulation flexible: Harvey 1990; haute (ou tardive) modernité: Giddens 199.

²²⁶ L'œuvre de R. Sennett, *The corrosion of character*, reste même aujourd'hui presque le seul point de référence substantielle pour la majorité de la littérature sociologique qui s'occupe de ce sujet.

Il est impossible de nier la consistance et la puissance de la flexibilité du travail ainsi que sa conséquence directe, l'insécurité du travail qui est devenue la grande pourvoyeuse d'incertitude pour un grand nombre de membres de la société d'aujourd'hui.

Tout d'abord, on ne peut pas nier que la constante augmentation de la flexibilité du travail – c'est à dire la diffusion des emplois flexibles – est de loin le besoin le plus urgent de l'économie mondiale et, avec elle, des économies nationales. Affirmation banale du point de vue économique, mais jusqu'au moment où se pose la question : les entreprises sont-elles prêtes à changer de direction et à faire demi-tour sur le front de la flexibilité? Si l'on observe les recommandations de l'OCDE, du Fond Monétaire International, des grandes banques, des ministères du travail des pays occidentaux, la réponse est plutôt négative.

Parallèlement à cela, c'est une affirmation très surprenante pour tout ce qui concerne ses conséquences (toujours de la flexibilité) sur la vie quotidienne des individus qui s'engagent avec elle.

Les emplois flexibles ne sont pas seulement une nouvelle et différente façon de travailler, cohérente avec les exigences de la nouvelle économie. Ils sont aussi une façon de travailler qui, par rapport aux «emplois normaux» -eux aussi avec leur coûts pour les personnes –, imposent des charges de nature insolite, en grande partie encore inexplorées. Comme l'affirme Gallino: « il y a plusieurs personnes, jeunes ou non, pour lesquelles l'emploi intermittent, on the road, intérimaire ou simplement précaire – autant de manières de nommer la flexibilité – est perçu comme une blessure de l'existence, une source imméritée d'anxiété, une diminution des droits de citoyenneté qui étaient tenus pour sûrs. De plus, le système d'emploi flexible produira ses conséquences dans dix ou vingt ans. Lors que la jeunesse sera finie, demeureront les lacunes de formation, les projets de vie décelés et jamais réalisés, les expériences professionnelles fragmentées... »²²⁷

Les droits de citoyenneté une fois tenus pour sûrs dont parle Gallino font partie de ces supports nécessaires, selon les interprétations de Castel, constituant les ressources, les assises « sur lesquelles peut s'appuyer la possibilité de développer des stratégies individuelles »²²⁸.

Si être individu veut dire devenir autonome, construire un parcours dans lequel les choix sont faits sans dépendance vis à vis d'autrui, avoir la possibilité réelle de développer des projets, s'orienter dans le futur avec des soutiens de différentes typologies (économiques, relationnels, culturels, institutionnels), il s'ensuit que le démantèlement des structures de protection sociale conséquence de la transformation du marché du travail n'a pas beaucoup aidé les sujets à s'engager vers ce processus d'individuation.

La question se pose dans les mêmes termes si l'on adopte un point de vue plus culturaliste: comme un être humain peut-il développer une auto-narration d'identité et un récit de vie dans une société qui ne donne pas de continuité spatiale et temporelle? L'identité, basée sur une narration cohérente du passé propre et construite dans le présent en s'orientant vers le futur, devient aussi la dimension cognitive de se percevoir comme individu; un individu qui se reflète dans la réalité à travers les supports qui lui donnent les outils pour construire ses stratégies, ses projets.

Mais «pour pouvoir se projeter dans le futur, il faut disposer au présent d'un minimum de sécurité.»²²⁹

Ce noyau, celui de l'identité, cette intériorité qui surgit lors que la possibilité ²³⁰d'être individu dans la société se réalise, devient toujours plus instable, plus précaire, plus flou; ce processus de déstabilisation apparaît comme une conséquence directe de l'insécurité sociale dont parle Castel, celle issue de la difficulté d'être individu. L'identité de soi, le projet réflexif²³¹, n'est pas quelque chose de déjà donné, le résultat d'un processus mécanique d'auto représentation du sujet : c'est la capacité, lors que la base pour se percevoir comme individu dans la société est stable, de créer une narration, une

²²⁷ Luciano Gallino, *Il costo umano della flessibilità*, Laterza 2001, pag 22-23, traduction personnelle.

²²⁸ Robert Castel-Claudine Haroche, *Propriété privée, propriété sociale*, Fayard, 2001, pag. 30.

²²⁹ Robert Castel, *L'insécurité sociale*, SEUIL, 2003, pag. 76.

²³⁰ *Ibidem*.

²³¹ C'est le terme utilisé par A. Giddens, *Modernity and Self-identity*, Stantord Univ. Press, 1991.

histoire, un récit cohérent et (grâce à sa base) stable dans le temps. Les supports pour donner la possibilité de réaliser ce récit sont très faibles, et la crise des systèmes de protection collective, surtout de l'Etat social, poussent encore plus les sujets à se sentir seuls et perdus dans cette perspective de soi. Les individus modernes sont seuls, incapables de raisonner en termes de « nous », dénués d'imagination sociologique (aurait dit Wright Mills), poussés par le processus d'individualisation à se percevoir comme les seuls responsables de leurs choix. Pour utiliser un autre concept de Castel : « La désaffiliation est partout. On pourrait ajouter l'abondante littérature sur la crise ou la fragilisation de la famille, des Eglises, des partis, des syndicats et de la plupart des groupes d'appartenance : ces constats sont en passe de devenir des lieux communs du discours sociologique. Mais ils expriment aussi l'un des défis les plus profonds que nous ayons à affronter. »²³²

“Lorsque la jeunesse sera finie”, dit Gallino. Mais que dire si l'on porte un certain regard à la jeunesse en soi? Si l'on reconnaît qu'il y a une catégorie de personnes qualifiées de « jeunes », une catégorie qui forme aujourd'hui une section en transition entre les âges de vie, nous sommes toutefois dans l'incapacité de la définir rigoureusement. En mettant de côté les questions purement biologiques (croissance achevée, maturité sexuelle acquise, capacités de réflexion et de raisonnement bien développées) selon lesquelles ils sont, bien sûr, déjà adultes, nous pensons en général aux personnes qui ont entre vingt-cinq et les trente-cinq ans²³³ ; mais les nommer reste une question épineuse : post-adolescents, presque-adultes ? Ou simplement jeunes ?

Dans une société comme la société occidentale contemporaine, où les rites de passage à l'âge adulte ne sont plus perceptibles comme appartenant aux institutions existantes, le passage à l'âge adulte ne s'effectue pas à travers la détermination précise (rituelle) du moment de la transition, mais à travers une séquence qui prévoit, d'une façon souple, plusieurs étapes. Sans négliger l'importance d'étapes telles que la fin de la cohabitation avec les parents et la construction d'une vie de couple stable, et sans sous-estimer leur dé-synchronisation, on considère dans cette recherche l'entrée définitive et stable sur le marché du travail comme la seule étape qui traverse sans pouvoir être éliminée toutes les typologies de passage possibles.²³⁴ Du point de vue sociologique, pour être complètement individu adulte, capable de construire de manière autonome des projets et organiser des stratégies pour les réaliser, il faut une autonomie financière. Sauf pour une très petite partie de la population jeune, le seul moyen d'obtenir cette autonomie reste le travail, et même si une telle définition est critiquable, il n'en existe pas, à ce jour, d'autre qui puisse lui être opposée.

Les jeunes sont, dans ce cadre, le paradigme de la flexibilité : habitués à penser et à pratiquer le travail par mille segments, mille petites expériences instables et non uniformes ; préparés par un parcours de formation en crise, toujours plus long (pour ceux qui peuvent l'accomplir jusqu'au master) et pas directement connectée (au moins en Italie) à la réalité du marché du travail.

Un objet d'analyse flou

Conçue, avec celles de l'adolescence et de l'âge adulte, comme catégorie construite socialement²³⁵, la jeunesse est une période de vie qui se situe entre les deux mentionnées ci-dessus. Ses formes, sa durée, et même son existence sont variables selon le contexte et passibles d'être mises en discussion. Le noyau ontologique de cet objet, par rapport à ses caractéristiques sociaux-culturelles,

²³² Robert Castel-Claudine Haroche, *Op. cit.*, p. 204-205.

²³³ Ces limites sont totalement arbitraires et font référence au sens commun. Cependant, il faut souligner qu'en Italie, selon une statistique donnée par le journal *La Repubblica* du 19/1/2003, un tiers de la population à trente-quatre ans habite encore chez les parents.

²³⁴ Par exemple, derrière la typologie proposée par Galland et Cavalli, selon laquelle les orientations temporelles des jeunes dans le passage à l'âge adulte sont différentes selon les pays et la tendance à retarder plus ou moins ce passage, la seule variable discriminante reste, en dernier ressort, la possibilité d'un accès à l'emploi. Voir A. Cavalli, O. Galland, *L'allongement de la jeunesse*, Actes Sud, 1993.

²³⁵ Voir P. Berger, T. Luckmann, *La construction sociale de la réalité*, Meridiens, 1986.

est un noyau flou, très difficile à insérer dans des limites temporelles bien définies et structurées. Notre époque est marquée par le manque d'identités générationnelles fortes, par l'appropriation par les adultes de nombreux comportements culturels typiques de la jeunesse, par une certaine déstandardisation des parcours de vie.

En définissant la jeunesse comme un processus (et non comme une simple condition), il devient difficile de lui fixer des marges nettes ; dans notre recherche, nous étudierons les personnes de vingt-deux à trente-cinq ans à la recherche d'un parcours de travail qui puisse leur donner une autonomie. Autrement dit, le but de ce travail de thèse consiste à réfléchir sur les jeunes qui s'apprêtent, dans le contexte de la société occidentale contemporaine, à passer à l'âge adulte, en essayant de franchir les étapes nécessaires pour réaliser cette transformation.

Nous nous attacherons plus particulièrement à étudier les expressions de ces dynamiques sociales générationnelles dans le Sud de l'Italie (autrement dit le Mezzogiorno), à travers une enquête qui sera réalisée à Naples et en Campanie.

Il faut, dans cette présentation, souligner les points de départ qui constituent l'arrière-plan de ce travail de thèse sur la précarité du travail chez les jeunes (en particulier chez les jeunes du Mezzogiorno italien)²³⁶:

- L'emploi, dans l'expérience quotidienne des jeunes et chaque jour davantage, ne représente pas exclusivement une source de revenu, mais constitue un instrument d'insertion sociale, une source de relations sociales, d'informations, de connaissance, d'expériences importantes, qui dans leur ensemble constituent pour le jeune une forme de pleine appartenance. Être un jeune chômeur, dans ce cadre, ne représente pas seulement l'absence du rôle de travailleur, mais plutôt une forme d'exclusion et prive des effets sociaux et identitaires que procure l'emploi.

- Pour cette raison, bien que les problèmes liés à la précarité ou à l'absence d'emploi frappent autant ceux qui l'ont perdu que ceux qui n'en ont jamais eu, les conséquences "personnelles" du chômage et de la précarité – au-delà de celles d'ordre matériel et économique – sont strictement liées à la phase du cycle de vie dans lequel la personne se trouve au moment où elle vit cette expérience. S'il s'agit d'un adulte, son problème sera de préserver son statut identitaire d'individu. Pour les jeunes, qui essayent de devenir adultes, et donc définitivement des individus autonomes, cet effort de construction se déroule dans des conditions d'extrême difficulté.

- S'il est vrai que la transition vers le rôle d'adulte est profondément influencée par les possibilités d'accès au monde du travail, on peut facilement observer que dans le sud de l'Italie, où le chômage des jeunes est non seulement plus répandu, mais aussi plus prolongé dans le temps, les problématiques bien connues aux chercheurs sur la condition des jeunes qui entraînent une difficulté diffuse chez eux à faire et organiser des projets pour le futur, présentent une gravité majeure. Le chômage et la forte précarité de l'emploi dans le Mezzogiorno, pour ceux qui les subissent, ont comme conséquence dramatique une difficulté, et quelquefois une sorte d'impossibilité, à assumer les rôles d'adultes. En plus, la condamnation à se percevoir dans une condition "jeune" artificielle est aussi dramatique. Elle est bien démontrée par le fait que les mesures politiques adressées aux jeunes du Meridione italien peuvent inclure personnes jusqu'à 29 et même à 35 ans.

- La prolongation forcée de cette condition de jeune se traduit par une charge évidente pour la famille, qui se retrouve responsable de la survie de ses membres pendant une période progressivement plus longue. Même si la prolongation de la cohabitation n'est pas exclusivement imputable à la précarité économique²³⁷, mais aussi à des phénomènes d'ordre plus général, comme par exemple la persistance

²³⁶ Plusieurs de ces points renvoient aux résultats de la recherche conduite par Antonella Spanò, *Tra esclusione ed inserimento: giovani a bassa scolarità e politiche del lavoro a Napoli*, F. Angeli, 2001.

²³⁷ En fait, les statistiques de l'Istat montrent que la période de cohabitation chez les parents tend à s'allonger même dans des pays où le chômage c'est surtout adulte, comme la France et l'Allemagne.

d'une très forte culture familiale (qui fait coïncider le départ de la maison familiale avec le mariage) et le recul progressif de l'âge du mariage.

- Les formes de travail informel, et surtout le travail au noir, caractérisées par leur courte durée, sont des dynamiques d'engagement et d'embauche qui ne donnent jamais accès à la période de moratoire professionnel nécessaire à l'entrée dans le marché du travail régulier et conforme aux prévisions et aux attentes des sujets. A reformuler La période passée dans le secteur informel –que connaît la presque la totalité des jeunes de niveau scolaire faible- est, dans la majorité des cas, sans issue: la possibilité d'accès à des emplois stables est très réduite; la probabilité de rester à vie dans le piège des activités précaires et sous rémunérées est très élevée; la capacité de projeter et de se projeter à long terme perd de la consistance.

En résumé, le Sud de l'Italie, en ce qui concerne les jeunes et le travail, présente une spécificité qui n'est pas seulement quantitative (le taux de jeunes chômeurs dans le centre-nord de l'Italie est d'environ 20%, alors que dans le sud il dépasse ces dernières années les 50%), mais aussi qualitative. Dans le Sud de l'Italie le chômage et la précarité affectent surtout les jeunes, générant un problème de vies ralenties, de projets décalés, de temps allongé.

Recourir à la catégorie du temps, dans cette recherche, est très significatif car l'âge de vie "jeune" est, par définition, un processus à terme, structuré aussi par la dimension temporelle. Les jeunes sont "en transition" vers l'âge adulte, même si les modalités et les formes de cette transition apparaissent, aujourd'hui, extrêmement incertaines.²³⁸ En étudiant la relation entre les jeunes et le temps, dans les dimensions biographiques et quotidiennes, il est donc possible de faire émerger les modalités à travers lesquelles ils se rapportent à cette incertitude et la ré-élaborent, éventuellement, comme ressource pour l'action.

Le passage à un marché du travail flexible peut-il représenter une difficulté de perception du changement chez les jeunes à la recherche d'un (premier?) emploi?

Mais surtout, comment le processus de changement social (avec sa déstructuration des cours de vie liés à la fin du modèle d'emploi full-time full-life) et d'individualisation (avec la crise des appartenances collectives et des solidarités collectives) se manifestent chez les jeunes dans le Sud de l'Italie ? Quels sont leurs effets sur leur vie ? Sur leur identité ?

La méthodologie

Les données sur lesquelles ce travail de recherche s'appuie sont issues d'une enquête réalisée selon l'approche biographique des récits de vie.

Les sujets interviewés sont vingt²³⁹ jeunes entre vingt-deux et trente-cinq ans qui ont en commun : la fin de la période de formation (accomplissement ou interruption des études, quel que soit le niveau) ; la difficulté d'insertion dans le monde du travail ; vivre dans la Région Campanie.

L'approche biographique utilisée pour l'analyse des entretiens est celle qui en anglais s'intitule B.I.M. (Biographic Interpretative Method). Cette méthode se caractérise essentiellement par la centralité attribuée au sujet interviewé, vu comme acteur social porteur de sens, de stratégies, d'objectifs

²³⁸ C'est bizarre découvrir que, dans une des plus importantes encyclopédies en sciences sociales, la conception du passage entre jeunesse (youth) et âge adulte (adulthood) reste limité à une définition entre les concepts de "adolescence" et "early adulthood": «Adolescence begins roughly at 10 to 13 years and ends –depending on cultural and educational conditions– at 18 to 22 years of age. The following period in life, early adulthood, is a time of establishing personal and economic independence, career development, and of selecting social contexts. [...] Entry in to adulthood is far more complex for adolescents today, largely due to the need for many more years of formal education and hence prolonged dependence on parents». A. Grob, *Youth to Adulthood across Cultures, Transition from*, article interne à la *International Encyclopedia of Social and Behavioral Sciences*, pag. 16679.

²³⁹ La possibilité de réaliser et analyser ces interviews est donné par la participation comme "chercheur junior" à un projet de recherche conduit par l'Arlav (Agenzia per il lavoro Regione Campania) pour les politiques de prévention au chômage chez les jeunes en phase d'insertion au marché du travail.

déterminés socialement, et pas seulement comme objet qui subit les conditions structurelles et les processus sociaux. Cette dimension active du sujet dans la construction de la biographie naît de la présupposition que chaque individu doit continuellement effectuer des évaluations et prendre des décisions par rapport aux ressources dont il dispose, aux informations auxquelles il a accès, à son histoire passée, aux images de soi et du monde qu'il a développées, et en relation avec les événements biographiques qui l'ont impliqué.

Un effort herméneutique pour comprendre, plus que les choix en eux-même, la modalité selon laquelle le sujet construit une vision de soi et des choses qui l'ont amené à ces choix, devient nécessaire pour l'analyse. Le risque de tomber dans la psychologie (une critique typique à cette méthode) est un faux risque, car l'orientation pour comprendre et interpréter les expériences dérive toujours de l'interaction entre le sujet et le contexte socio-historique dans lequel il évolue.

Les deux fondements principaux de cette méthode peuvent se résumer de la façon suivante :

- la narration d'une expérience est intimement liée à la signification que le sujet donne à l'expérience même.

- à l'intérieur de la narration, il se cache toujours un principe sélectionneur, dont le sujet peut être conscient ou pas. Ce principe découle d'une organisation temporelle et thématique des expériences qui lui donne le sens. Les stratégies de comportement du sujet sont normalement les conséquences de ce principe.

La technique est l'interview narrative ²⁴⁰, organisée en trois phases : dans la première, la main narration, l'interviewé est invité à raconter sa propre vie dans l'absolue liberté et sans conditionnements de la part du chercheur. Dans la deuxième, les internal questions, le chercheur pose des questions dont le but est évoquer des souvenirs relatifs à des thèmes, personnes ou événements déjà cités dans la main narration et qu'on présume ayant une certaine importance pour l'interviewé. Enfin, dans la troisième partie, les external questions, le chercheur pose des questions plus structurées sur les thèmes de l'enquête pour obtenir des informations, explications et opinions sur des problèmes qui n'ont pas été abordés pendant la narration.

L'analyse de l'interview fait référence, pour la compréhension du cas, à deux logiques :

- la logique de reconstruction, qui s'inspire à la grounded theory²⁴¹, selon laquelle il ne faut pas chercher des confirmations à des choses qu'on sait déjà : c'est la méthode de l'adduction, identifier des traces et travailler pour reconstruire (comme Sherlock Holmes) une histoire à travers des hypothèses à confirmer ou infirmer.

- La logique de sequentialité : chaque individu, dans sa narration, a une série de possibilités, de bifurcations ; il faut trouver le fil rouge qui a fait choisir les bifurcations donnant le récit qui résulte comme donnée empirique finale.

Les étapes organisées pour procéder à l'analyse sont cinq :

1) Données biographiques : réaliser une liste des événements de la vie, en ordre chronologique.

2) Analyse des champs thématiques : c'est une première analyse du texte où on cherche les mots, les phrases qui font ressortir certains thèmes. C'est la perspective du présent, l'effort de comprendre le principe de sequentialité temporelle et thématique utilisé par le sujet interviewé.

3) Reconstruction du récit de la vie vécue : c'est la perspective du passé, la reconstruction du sens biographique que les expériences avaient lors qu'elles ont eu lieu.

4) Micro analyse : c'est une étape de contrôle, où on prend des petites parties du texte pour les analyser en profondeur et essayer de vérifier les hypothèses développés jusqu'à ce moment

5) Reconstruction du cas : on essaie de trouver le fil rouge (the general overall construct) de la narration en comparant la vie vécue avec la vie racontée, l'histoire de la vie avec le récit de vie. Focaliser

²⁴⁰ Voir F. Schutze, "Pressure and guilt: War experiences of a young german soldier and their biographical implications" , dans *Internal Sociology* n° 2, 1992.

²⁴¹ Voir B. G. Glaser, A. L. Strauss, *The discovery of grounded theory: strategies for qualitative research*, Aldino, Chicago 1967.

l'attention sur le comment, se demander « comment se sent le sujet ? Et pourquoi il se sent comme ça ? ». Reconstruire le cas signifie donc découvrir le "noyau" intérieur de l'interviewé, c'est à dire définir l'élément structurant qui a orienté autant la démarche de la vie vécue que du récit.

Cette reconstruction, dans le contexte de chaque enquête, permet de comprendre les stratégies actuelles du sujet, ses orientations, sa perception de soi dans son espace et son temps sociaux.

Etude d'un cas

L'analyse suivante est le résultat d'une des premières interviews réalisées. Pour rester synthétique et à cause du fait que l'interview a été réalisée en napolitain, on ne présente que la reconstruction du cas .

Le cas concerne Salvatore (un pseudonyme), un jeune adulte de trente-quatre ans. De niveau scolaire très faible (il a quitté l'école à dix ans), marié très jeune, père de trois enfants, il est très vite tombé dans la précarité après deux premiers emplois : le premier quitté volontairement, le deuxième perdu à cause de la fermeture de son usine.

Analyse thématique

Salvatore commence à parler de lui-même en faisant un rapide parcours de sa vie pendant lequel, il traite différents thèmes (l'école, sa famille de provenance, sa famille actuelle etc.) de façon argumentée. La dimension du travail est dominante sur les autres.

Salvatore parle de lui-même à la première personne avant d'utiliser, vers la fin de la main narration, le terme de « nous » (les travailleurs d'intérêt publique).

Le thematic field sur lequel il centre son auto-présentation est la déculpabilisation envers la façon dont sa vie s'est déroulée, et la particularité de sa main narration est d'associer à chaque argument traité, un coupable auquel attribuer la responsabilité des événements. Salvatore attribue tout ce qui a été négatif et qui l'a amené à une existence difficile aujourd'hui, à des facteurs extérieurs dont il a été victime.

Le premier thème présenté dans la main narration est l'expérience à l'école, ou plutôt l'expérience manquée à l'école, que Salvatore prend comme point de départ pour introduire en réalité un autre thème étroitement lié à celui de l'école: la famille. La première séquence est une évaluation dans laquelle Salvatore associe l'école à la condition économique familiale difficile. Il dit à ce propos : « Je ne suis pas allé à l'école, quand j'étais petit ma mère me disait toujours: "va travailler, ne va pas à l'école, va travailler parce qu'on en a besoin et on a beaucoup de fils." Voilà donc comment Salvatore identifie un premier coupable pour quelque chose qui n'est pas allée à bonne fin : sa famille.

Salvatore traite le thème du travail juste après, l'attention focalisée sur l'interruption du travail. Salvatore raconte seulement comment et pourquoi il a perdu son travail, sans jamais s'arrêter sur le travail même. En particulier, lorsqu'il parle de la première usine (de jouets) où il a travaillé, propriété d'un beau-frère, il dit : « Je travaillais avec mon beau-frère /.../ après logiquement je suis parti ». En parlant de l'usine où il a travaillé ensuite : « après j'ai trouvé cette usine où maintenant on est tous en licenciement économique». Pourtant, c'est clair dans ses mots qu'une grande partie de la faute est due à lui-même pour la fin de sa première expérience de travail (« je me suis dit : je dois trouver un chemin, une sortie qui m'amène loin d'ici »). Salvatore, même en face à ce qu'on peut considérer sa grande erreur, puisque c'est comme tel qu'il en parle, se déculpabilise attribuant cette fois encore la responsabilité aux autres : « On s'est disputé, parce qu'un nouvel associé est arrivé, on s'est disputé et je suis parti». Même lorsqu'il raconte la fin de son travail dans la deuxième usine, Salvatore se présente comme victime de facteurs extérieurs : les fainéants qui ont fatigué l'employeur. A ce propos il

dit : « Malheureusement, il y avait des gens là bas qui ne voulaient pas travailler. Il s'est fatigué, il a dit « je ferme l'usine » et a mis tout le monde au chômage».

Voilà donc identifiés, l'un après l'autre, les coupables qui lui ont ruiné la vie : sa famille d'origine, l'associé du beau-frère, les fainéants de l'usine.

Salvatore ne se présente pas seulement comme un innocent qui a subi les dommages des fautes des autres, mais aussi comme un homme qui ne se laisse pas décourager par les événements mais qui au contraire, devient actif. En fait, il nous dit : « Je n'ai jamais rien eu de personne, j'ai toujours tout fait moi-même ». En opposition à ce « je fais » il y a un « nous ne pouvons pas faire », où le "nous" se réfère aux travailleurs en licenciement économique. En effet, Salvatore après avoir construit la main narration entière sur lui-même comme sujet actif, passe au « nous » lorsqu'il doit à nouveau se défendre; au « je fais », il oppose « je » ne peux pas faire parce que « nous » (travailleurs en licenciement économique) ne sommes pas désirés. Il dit aussi : « Je ne peux aller nulle part, si je vais demander à quelqu'un « qu'est-ce que tu fais ? » « je suis en licenciement économique » « et alors malheureusement je ne peux pas t'embaucher »/.../ malheureusement nous a ruiné vraiment le licenciement économique, parce que /.../ quand ils entendent « licenciement économique », personne ne veut de moi. »

A la liste des coupables identifiés par Salvatore, on ajoute maintenant aussi la condition du licenciement économique.

Le principe sélectif de l'auto-présentation de Salvatore est donc « je n'ai pas fait de fautes ». Salvatore a re-élaboré sa propre vie de façon à raconter les événements comme quelque chose contre laquelle il n'a rien pu faire et contre laquelle il ne peut toujours rien même s'il est actif. Il se présente pourtant comme un innocent et que si la vie ne s'est pas bien passée, la faute n'est pas à lui.

Reconstruction du cas

Salvatore se présente comme non-coupable parce qu'en réalité, il est conscient d'avoir fait des erreurs et il n'arrive pas à accepter d'avoir ruiné sa vie de ses propres mains.

Le principe structurant de son conte de vie est : « je suis coupable parce que j'ai failli dans mes choix et donc dans la vie. »

La conscience de ses propres erreurs, amène Salvatore à mettre en évidence, déjà au cours de la main narration, un double niveau de lecture de sa propre biographie. L'évaluation qu'il fait aujourd'hui de sa vie est le premier indice qu'il offre pour la reconstruction de son cas. En effet, le moment le plus problématique de la phase d'auto-présentation est constitué pour lui par le récit de son premier travail dans l'usine de son beau-frère. Même s'il veut faire croire d'avoir laissé le travail en suite à un désaccord avec le beau frère à l'arrivée du nouvel associé (« un nouvel associé est arrivé, on s'est disputé et je suis parti »), en réalité il sait parfaitement qu'il triche. C'est pour cela qu'après un moment d'hésitation, il se manifeste dans la confession de sa faute : « savez-vous pourquoi on s'est disputé ? On s'est disputé...la motivation est que j'avais la rage qui montait en moi, et vraiment j'en avais marre, je avais elle (en indiquant une de ses filles) et mon fils un peu plus âgé, celle là (en indiquant une autre de ses filles) devait encore naître, et je n'en pouvais vraiment plus, je me disais que je devais trouver un chemin, une sortie qui m'amène loin d'ici, malgré le fait de ne pas avoir de l'argent, je n'avais rien...donc on s'est disputé, parce que je m'en allais mais ils devaient me donner un peu d'argent, une indemnisation. » Donc, même si la première impulsion de Salvatore est celle de se racheter en culpabilisant l'associé du beau-frère, après une brève pause, Salvatore oppose à sa perspective du passé (« On ne s'entendait pas avec ce nouvel associé parce qu'à mon avis on ne s'est pas aimé depuis la première fois qu'on s'est vu, on s'est disputé et je suis parti. ») la lecture qu'il en fait aujourd'hui, c'est à dire la perspective du présent (« dans cette période là, messieurs, j'étais très fatigué »). Salvatore, malgré sa volonté de nous faire croire qu'il était bien avec son beau frère (« je ne me disputais pas avec mon beau-frère, mais avec

l'associé qui est entré comme deuxième associé. J'étais bien avec lui»), il ne perd pas l'occasion pour affirmer le contraire (« mon beau-frère ne voulait pas être permissif au travail, il disait que dans l'usine c'était une chose et dehors c'en était une autre. Pour cette raison, je faisais l'impossible dans mon travail »). Salvatore sait maintenant qu'il a cherché la rupture, même s'il a encore des difficultés à l'admettre, dans une période où, surchargé par les engagements dus à une famille en croissance, il n'a pas su résister à la pression.

Mais quand Salvatore a-t-il relu sa vie ?

Son récit tend à présenter la naissance de sa deuxième fille comme le turning point de sa vie, puisque c'est en correspondance avec cet événement qu'il s'est trouvé à accomplir le choix qui aujourd'hui s'est révélé erroné et irréversible, et auquel il attribue tous ses malheurs : quitter l'usine de son beau-frère. Il ne fait en réalité que répéter comment la vie était plus simple avant de la quitter : « J'avais seulement un fils, on se débrouillait » et il attribue à la naissance de sa première fille aussi le déménagement forcé de chez ses parents et de son quartier d'origine : « J'étais à la Sanità, avec mes parents, on vivait dans un trou/.../ mais malheureusement on ne pouvait pas y rester, où j'aurais pu les mettre ? » En fait, le turning point qu'il présente n'est pas le vrai. Au contraire, après la naissance de sa deuxième fille, il ne lui est arrivé que de bonnes choses (le travail régulier dans une usine de chaussures, une troisième paternité, l'attribution d'une maison digne de ce nom), jusqu'à ce que Salvatore perde son travail à nouveau. C'est celui-ci l'événement de rupture à partir duquel il a commencé à réfléchir sur lui-même et sur ses actions et il a relu tout sa vie comme une longue succession d'erreurs : d'abord le fait d'avoir eu trop de fils par rapport à ses possibilités (« avec un seul fils on était bien ») et pour pouvoir les entretenir, il a fait des choix hâtifs. Le general overall construct, le fil rouge, de Salvatore semble en effet suivre le fil du raisonnement suivant : « si je n'avais pas eu des engagements familiaux pressants, je ne me serais pas disputé avec l'associé de mon beau-frère, je ne serais pas allé travailler dans l'usine de chaussure, je ne serais pas allé en licenciement économique et je ne finissais pas à faire l'éboueur dans les travaux d'intérêt publiques; donc, j'aurais eu un salaire fixe et j'aurais pu garantir la survie à ma famille. »

Salvatore sent qu'il a échoué parce que il se sent coupable de n'avoir pas réussi à garder le rôle de bread-winner de sa famille. Il a échoué dans ce rôle lorsqu'il a perdu son travail : « J'avais un bon salaire et tout à coup je me suis retrouvé ... »

Salvatore a donc échoué comme père, comme mari, parce qu'il n'arrive pas à maintenir sa famille, et comme travailleur parce qu'aujourd'hui, il fait un travail qu'il n'aime pas et qui ne le gratifie pas non plus économiquement, qui lui garanti à peine la satisfaction des besoins élémentaires de sa famille « C'est un stress, je n'en peux plus, je dois me réveiller à 5 heures du matin pour prendre toujours la même indemnité, parce que j'en ai besoin ».

Salvatore, au cours de l'interview, a mis en évidence une claire incapacité de parler de lui-même. Le récit de sa vie n'est pas seulement bref, mais aussi aplati sur le présent. Dans ses mots, il n'y a aucune référence au passé, ni perspective future. Il n'y a que de la résignation. Salvatore sent qu'il est en paix avec tout le monde. Simplement, la vie est ainsi. C'est comme si son auto-réflexion était inhibée: on pourrait dire que Salvatore manque de capacité de réfléchir sur lui-même et sur sa propre condition, ce qui pourrait l'empêcher d'affronter pas seulement le chômage, mais aussi les faits de la vie dans leur globalité. Pour le moment, son problème n'est pas de trouver un nouveau travail régulier qui lui permet de fuir une vie sous le signe de la survie, mais de réussir à ne faire aucun petit travail en parallèle de l'expérience dans les travaux d'intérêt publique qu'il veut quitter dans tous les cas, dans l'attente de faire partie de sociétés mixtes. Salvatore dit, à la fin de l'interview : « Je ne veux pas beaucoup d'argent, je me contenterai d'un petit travail qui me plaît, qui me fournit l'argent pour vivre, ma famille et moi ».

La stratégie de se contenter dans le seul but de satisfaire ses besoins primaires est l'obstacle principal qui ne lui permet pas d'effectuer un réel changement dans sa pénible vie.

Valérie Cohen*

Les dynamiques de résistance des collectifs de chômeurs: de nouveaux « supports sociaux » ?

Cette communication a pour point de départ une réflexion sur les capacités à reconstruire des affiliations sociales dans un contexte de décollectivisation ou de ré-individualisation des rapports sociaux de travail. Ce type de questionnement se pose avec insistance pour les individus particulièrement concernés par les transformations de la problématique de l'emploi et des protections qui lui sont associées : populations situées en marge du salariat qui pâtissent non seulement du chômage, de la précarité, mais encore de la dégradation du régime d'assurance. Depuis la fin des années 1980, la plupart des recherches consacrées à la question du chômage se sont avant tout orientées vers l'étude des processus et mécanismes de fragilisation et ont porté moins d'attention aux tentatives de réinscription collective qui s'élaborent en marge des univers productifs. La vulnérabilité sociale se conjugue pourtant à des processus de réaffiliation sociale. Les mobilisations collectives de chômeurs qui se sont développées tout au long des années 1980 et 1990 en sont une illustration exemplaire. Ces dynamiques de résistance tentent ainsi de combattre le délitement des sécurités sociales et de remédier aux manques de protection. Il s'agit cependant de se demander dans quelle mesure ces nouvelles affiliations constituent des « supports sociaux » tels que les définit Robert Castel, c'est-à-dire « des ressources » ou encore « des réserves qui peuvent être de type relationnel, culturel, économique, etc., et qui sont les assises sur lesquelles peut s'appuyer la possibilité de développer des stratégies individuelles »²⁴². Les supports ne renvoient donc pas seulement au fait de bénéficier de soutiens mais également au fait de disposer d'une certaine autonomie dans la construction du devenir.

Pour apporter quelques éléments de réflexion sur la recomposition potentielle d'assises, on se propose de présenter l'expérience de mobilisations collectives de chômeurs étudiés au sein d'une des organisations les plus actives en la matière : AC ! (Agir ensemble contre le chômage)²⁴³. Ce fait est dans un premier temps appréhendé à partir de l'histoire de la constitution de ces groupes afin de souligner les liens existants entre la défaillance de certaines instances protectrices et la refondation de collectifs. Dans un second temps, nous étudions les soutiens délivrés par la participation à cette organisation. Il s'agit alors de s'interroger sur les potentielles "marges de manœuvre" dont disposent les individus affiliés à AC !, pour accéder à une certaine autonomie.

1. Délitement d'instances protectrices et recomposition de collectifs

Agir ensemble contre le chômage a été créée en 1993 et se compose de quelques dizaines d'instances locales²⁴⁴ et d'une instance nationale parisienne. Les actions menées par ce réseau ont joué un rôle important dans les luttes de chômeurs qui se sont développées en France depuis une dizaine d'années. La formation de ces résistances collectives est intimement liée aux défaillances de plusieurs instances protectrices : syndicale, salariale et familiale. C'est ce que fait apparaître l'histoire de la constitution de ce réseau, les trajectoires et caractéristiques des personnes mobilisées, et l'orientation des luttes.

Si les actions de chômeurs qui se sont développées depuis une vingtaine d'années résultent des transformations du chômage et du rétrécissement du champ d'intervention de l'assurance chômage,

* Valeriacohen@aol.com

²⁴² Robert Castel et Claudine Haroche, *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi. Entretiens sur la construction de l'individu moderne*, Paris, Fayard, 2001, p.30.

²⁴³ Valérie Cohen, *Chômage et mobilisations collectives. Processus de formation et tentatives d'affirmation d'une force contestataire*, Thèse de doctorat, université de Nanterre, 2003.

²⁴⁴ Les effectifs des collectifs locaux (de 50 à 120) de même que leur taille (de 10 à 80 personnes) varient selon les contextes d'action. Ces collectifs sont implantés dans la plupart des régions de France.

elles demandent également à être réinscrites dans les évolutions du champ syndical. Les fondateurs ne sont pas, en effet, des chômeurs mais des syndicalistes²⁴⁵, provenant pour la plupart des réseaux oppositionnels de la CFDT, dont l'objectif est de renouer avec l'activité syndicale telle qu'elle prévalait dans les années 1970, et telle que la CFDT la cristallisait (avant de centrer son action en faveur des couches salariales les plus intégrées). Alors que la décennie 1980 est marquée par une nette augmentation du nombre de demandeurs d'emploi, par une transformation des contours du chômage et par une précarisation du salariat, le syndicalisme, affaibli, recentre son action sur l'entreprise et s'avère incapable de s'adresser aux chômeurs et *a fortiori* de les mobiliser. Les fondateurs d'AC !, marginaux de leur confédération ou bien marginalisés dans le champ syndical, s'engouffrent dans les failles laissées ouvertes par les principales centrales. Tout en soulignant l'impuissance de celles-ci, ils les devancent sur un terrain négligé en créant ainsi un large réseau de lutte contre le chômage.

Cette organisation s'est par la suite significativement développée avec la participation de chômeurs qui ont progressivement rejoint les instances locales puis nationales du réseau. Ces derniers ne forment pas un groupe homogène et la grande diversité sociologique rencontrée sur le terrain s'explique en partie par le processus de formation qui s'opère par vagues successives. Ce ne sont pas des groupes préconstitués qui se sont mobilisés mais des individus. Les premiers arrivants ont connu AC ! par l'intermédiaire des réseaux militants. Ce sont ensuite des individus sans affiliation particulière qui ont rejoint les collectifs locaux. Outre l'expérience militante, les personnes au chômage méritent d'être distinguées selon leur expérience du chômage, laquelle diffère en fonction de leur sexe, de leur âge, de leur niveau de diplôme et de leur expérience professionnelle.

Si ces distinctions s'imposent, il importe également de souligner au moins deux caractéristiques massivement partagées par ces populations qui montrent ce que ce militantisme émergent doit aux transformations du chômage mais plus encore aux assises protectrices qu'elles soient institutionnelles ou informelles. La première caractéristique repérée est que la majorité des chômeurs mobilisés sont célibataires ; ils vivent dans une solitude affective qui se traduit par la rareté des relations intimes et la difficulté à en construire. Si les plus jeunes d'entre eux bénéficient d'un soutien familial, peu de chômeurs mobilisés peuvent s'appuyer sur un foyer pour affronter les aléas de leur vie. La deuxième caractéristique massivement partagée par cette population concerne la situation administrative et matérielle. Tout en étant enregistrés comme demandeurs d'emploi, ils ne sont pas ou plus indemnisés par l'Unedic, mais allocataires du RMI ou de l'ASS. Ces allocations constituent un indicateur de ressources (puisque les montants attribués n'excèdent pas 3 000 francs par mois), et elles se conjuguent à des durées de chômage importantes, mais elles renvoient également à une position spécifique dans le système de hiérarchisation des statuts sociaux²⁴⁶. Ces chômeurs, exclus de l'Unedic, sont en effet désignés comme des assistés sociaux. Si ce statut ne peut faire office par lui-même de facteur explicatif de la mobilisation, il dessine une condition —celle des " nouveaux chômeurs "— : demandeurs d'emploi, ils s'éloignent de la définition traditionnelle du chômage (une situation temporaire inscrite entre deux périodes d'emploi), ils sont tenus à l'écart du système d'indemnisation assurantiel que constitue l'assurance chômage et se rapprochent ainsi de la figure de l'assisté.

C'est autour de cette « nouvelle condition » que les luttes de chômeurs se développent avec deux objectifs principaux. Le premier consiste à améliorer les conditions d'existence par des actions dirigées vers des institutions identifiables afin d'obtenir soit des ressources monétaires soit « la gratuité des transports », l'« arrêt des coupures d'eau, d'électricité et de téléphone », l'« exonération d'impôts ». Le deuxième est plus spécifiquement axé sur l'indemnisation des demandeurs d'emploi. Ainsi, la plupart des luttes menées depuis 1996 prennent pour cible, l'organisme gestionnaire de l'assurance-chômage (l'Unedic) puis l'Etat et visent à renégocier un statut, fortement dégradé par la précarisation du régime

²⁴⁵ Ces syndicalistes étaient alors rassemblés autour d'une revue intersyndicale « Collectif ».

²⁴⁶ Dominique Schnapper, « Rapport à l'emploi, protection sociale et statuts sociaux », *Revue Française de sociologie*, n°XXX, 1989.

de l'assurance chômage²⁴⁷. L'enjeu de ces luttes est alors non seulement la survie mais également la reconnaissance d'une condition et le refus d'un statut d'assisté.

Enfin, ces mobilisations ont fait émerger une revendication transversale, l'exigence d'un revenu garanti, qui est portée par les principales organisations de chômeurs mais qui occupe une place et une signification particulière dans AC !. Dans sa version la plus radicale²⁴⁸ (celle soutenue dans AC !), le revenu peut s'apparenter à la volonté de recomposer un support alternatif à celui qu'a constitué le salariat. Cette revendication s'appuie en effet sur les transformations du système productif dans lequel la richesse produite ne résulterait pas d'une somme de travail individuel mais d'une organisation sociale et technologique complexe au sein de laquelle le travail direct serait minoritaire et le travail immatériel en plein développement. Le revenu est alors considéré comme un salaire, une contre partie de cette productivité non reconnue. En postulant une égalisation des statuts de travailleurs et de chômeurs, cette option opère donc un dépassement du système de protection sociale existant. Mais si cette revendication apparaît dans la plupart des tracts (avec le slogan désormais classique : « un revenu, c'est un dû »), elle constitue un projet par défaut, car elle s'accompagne d'une critique du travail et que la plupart des chômeurs mobilisés sont réservés quant à l'existence d'une société sans travail. Aussi, c'est moins la question d'un support alternatif qui retient ici notre attention que celle des protections effectives que délivre la participation à ces collectifs.

2. L'inscription dans les collectifs de chômeurs : une source de soutien et de reconnaissance sociale

L'inscription dans AC ! offre au moins deux sources de soutien dont la nature et la portée diffèrent. La première comprend des ressources économiques (denrées alimentaires, biens monétaires), de nombreux services (tels que l'aide à la constitution de dossier administratif, l'information concernant les droits des chômeurs, l'orientation dans les différentes institutions qui encadrent le traitement social du chômage), enfin un soutien relationnel et bien souvent moral qui passe par l'écoute, l'échange, la convivialité. Cette solidarité se réalise rarement d'individu à individu mais transite du groupe vers les personnes les plus nécessiteuses : une démarche collective est entreprise pour défendre le dossier d'un camarade qui s'est vu retirer son RMI ; un rassemblement est organisé pour se rendre au procès d'un des membres, condamné à des amendes sur plainte de la RATP ; une action est décidée contre l'expulsion d'un des militants... Outre les ressources obtenues par l'action collective (rassemblements, occupations, démarches administratives, pétitions), on observe également des pratiques d'insertion visant à limiter les risques de décrochage : on s'interroge sur les absences répétées de telle personne ; on téléphone à ceux qui manquent plusieurs réunions de suite ; on se demande comment intégrer un nouveau venu en lui confiant une activité spécifique, en l'encourageant à persévérer. Le collectif se constitue ainsi comme une instance qui tente d'assurer un minimum de protection à ses membres. Cette protection se conjugue à une forme de convivialité largement entretenue par les femmes. Celles-ci accordent de l'importance " à tout ce qui rend la vie collective plus agréable " : apporter des vivres, des boissons à une réunion, se soucier de chacune des personnes, plaisanter, sourire. Des attitudes qui permettent d'atténuer la dureté de certaines conditions misérables et remontent parfois le moral des participants. À cette convivialité, il convient également d'ajouter une certaine complicité, nourrie d'histoires collectives que les uns et les autres tentent de constituer. Elle repose d'abord sur le récit des pratiques communes, des moments forts du groupe, comme certaines actions glorieuses, des altercations risquées ; sur la dernière entrevue où l'un des membres a habilement bluffé un responsable

²⁴⁷ Le rétrécissement du champ de l'assurance chômage a particulièrement été mis en relief par Christine DANIEL et Carole TUCHSZIRER, *L'État face aux chômeurs. L'indemnisation du chômage de 1884 à nos jours*, Paris, Flammarion, 1999

²⁴⁸ Il existe, en effet, plusieurs versions du revenu garanti exposé par Alain Caillé, « Présentation », Revue du MAUSS, n°7, 1996, pp 3-22.. L'émergence de cette revendication dans AC !, provient d'un petit groupe, CARGO (Collectif d'Agitation pour le Revenu garanti Optimal) dont la conception radicale du revenu s'inscrit dans la mouvance autonome.

administratif. Elle s'alimente également de la critique ironique des adversaires politiques : la cellule du PS de l'arrondissement, la directrice de l'ANPE, le maire, mais aussi Nicole Notat, Martine Aubry...²⁴⁹ Aussi chacun des membres, pris séparément, confie-t-il son " attachement au collectif".

La seconde source de soutien observée, diffère de la première car elle concerne moins l'accès à certaines ressources que la possibilité de reconquérir une place et d'obtenir une reconnaissance sociale. La participation à des actions collectives repose en effet sur différentes activités. On peut distinguer celles qui concernent les modes d'action utilisés, tels qu'occuper, marcher, réquisitionner, manifester et celles relatives à l'organisation des mobilisations, tenir la permanence, rédiger des tracts, organiser des réunions, s'entretenir avec des responsables politiques, des journalistes, assurer le suivi des dossiers mais également la logistique des actions qui se prolongent durant plusieurs jours, voire plusieurs mois. Autant de pratiques qui valorisent les chômeurs car elles procèdent par une inversion de la stigmatisation dont ces derniers sont l'objet. Les occupations de locaux sont par exemple l'occasion d'inverser, pendant un temps, le rapport social institué entre les demandeurs d'emploi et les personnels institutionnels. En entrant par la force dans des espaces où ils sont généralement condamnés à occuper des rôles de " bénéficiaires ", " d'assistés ", de " demandeurs ", les chômeurs tentent de transformer un court instant les règles du jeu. Ils n'y viennent plus pour demander et bien souvent implorer des services et des biens, mais pour revendiquer des droits. Les modes d'interaction (violence verbale) de même que les manières de s'appropriier ces espaces soulignent ce renversement de situation. Les marches constituent également une expérience au cours de laquelle personnes sans emploi redéfinissent leur statut en retournant à leur avantage leur stigmate. Mais à la différence des occupations, le changement d'étiquetage ne repose pas sur la désignation d'une cible et ne consiste pas en une démonstration de force. Il s'opère grâce à un attribut essentiel propre à cette pratique : la primauté accordée au témoignage. La marche consiste en effet à propager une cause, à convaincre, à sensibiliser " l'opinion ". Si ce mode d'action ne suppose pas d'adversaires, il repose sur l'existence d'un public. Aller d'un point à un autre, c'est aller chaque jour à la rencontre des autres. Après une vingtaine de kilomètres parcourus dans la journée, des débats sont organisés dans les villes étapes où les chômeurs peuvent apporter leur témoignage sur leur vie personnelle. La marche a ainsi recours tout à la fois au corps et à la parole. Celle-ci est cependant de nature particulière car elle se veut avant tout l'expression d'un vécu et la traduction orale de ce que les corps peuvent laisser transparaître. La légitimité à parler revient généralement à ceux qui sont le plus en mesure d'énoncer la cause. Et, dans ce cas, il s'agit de ceux qui l'incarnent le mieux. Le stigmate se transforme alors en étendard²⁵⁰ et les plus dominés occupent une position valorisée.

Dans les espaces de la mobilisation collective, les chômeurs bénéficient ainsi d'une reconnaissance sociale en se réappropriant des rôles en rupture avec le statut de demandeur d'emploi qui leur est concédé et les représentations négatives qui lui sont associées. La transgression qui s'opère est fréquemment soulignée sur un mode positif par les acteurs qui, pour définir leurs pratiques puisent dans un registre lexical évoquant le travail. Lors des périodes de mobilisations intensives, rythmées par des contraintes horaires (ne pas manquer le rendez-vous avec telle instance, s'assurer de l'approvisionnement en nourriture avant le déjeuner, acheminer des duvets avant le soir, finir les tracts avant l'AG), on entend ainsi fréquemment : " J'ai pas le temps, j'ai du boulot " ; " Si vous pouviez discuter ailleurs, nous on a du travail " ; " Si tous les chômeurs se mettaient à bosser comme nous, on n'en serait pas là " ; " Si on était payés pour les heures qu'on fait, on serait riches " ; " On est utile à la société, qu'est-ce qu'on fait là, si c'est pas de l'activité ? ". En décrivant positivement, comme un travail, leurs activités — dont l'inventivité et l'intensité sont incontestables —, les chômeurs se réapproprient un statut qui leur est dénié socialement. Ils travaillent, sont " utiles " et, loin de critiquer la valeur travail, ils

²⁴⁹ Ces observations ont été réalisées entre octobre 1996 et décembre 1998.

²⁵⁰ Dans certains cas, illustrant " l'alignement sur le groupe ", décrit par Goffman, celui-ci explique que le stigmate peut se retourner en principe d'action, voir Erving Goffman, *Stigmate*, Paris, Ed. de Minuit, 1975, p. 134.

affirment en quelque sorte l'incarner. A travers leur dimension d'utilité et de sociabilité, ces activités fournissent ainsi des équivalents à la plupart des éléments d'intégration offerts par le travail.

3. Des ressorts conditionnels et ponctuels

Si ces différentes dimensions présentent indéniablement des sources de soutiens, il s'agit à présent de se demander dans quelle mesure elles constituent des supports, permettant, sinon d'être autonome, du moins de bénéficier de marges de manœuvre.

Cette question comporte plusieurs difficultés. La première concerne le statut accordé aux ressources économiques dans l'analyse de l'accès à l'autonomie. En effet, si l'on s'en tient à ce seul type de ressources, il paraît difficile de considérer ces collectifs comme des supports. Alors même que les protections qui sont assurées atténuent le quotidien des chômeurs, leurs conditions d'existence restent marquées par la pauvreté des revenus. S'il est toutefois possible de relativiser l'importance de cette dimension et de privilégier les autres soutiens constatés, d'autres difficultés apparaissent, d'ordre méthodologique cette fois. Comment en effet saisir des "marges de manœuvres" ? Faut-il s'intéresser aux stratégies déclarées par les acteurs, à leur rapport au temps et notamment à leur capacité à se projeter dans l'avenir, ou bien encore à leurs parcours objectifs ?

L'une des manières d'approcher ces "marges de manœuvre" pourrait consister à étudier les biographies des acteurs, en nous demandant dans quelle mesure l'inscription dans un collectif de chômeurs peut constituer un moyen pour redéployer leur trajectoire. L'impact de la participation à un collectif protestataire est particulièrement manifeste pour les personnes dont les trajectoires ont été fortement ébranlées par la durée du chômage et qui, à la suite de leur participation à AC !, parviennent à réélaborer des stratégies de recherche d'emploi, des orientations professionnelles, ou encore, s'autorisent à retisser des liens conjugaux. Ce mécanisme doit beaucoup à la nature des pratiques exposées précédemment et aux effets positifs qu'elles produisent. Comme le répètent de nombreux chômeurs, la participation à une mobilisation « redynamise », « redonne des forces », « de la confiance », « un rythme », « ça donne de l'aisance, de l'assurance », « tu baissais la tête, tu la relèves, t'apprends à faire des choses, tu reprends le contrôle de toi-même ». Cette expérience, parce qu'elle induit une distanciation avec l'« épreuve du chômage »²⁵¹, permet ainsi de suspendre le temps de l'urgence et d'ouvrir de nouveaux horizons.

Mais ces potentialités apparaissent de façon manifeste en particulier lors des périodes d'intenses mobilisations et surtout pour certains individus. Pour bénéficier des effets positifs engendrés par la mobilisation collective, il faut en effet pouvoir participer à celle-ci. Or, l'on observe que ce sont les personnes les plus fragiles sur le plan économique et psychologique, dépourvues en outre d'expérience militante, qui ont précisément le plus de difficultés à participer à une organisation de chômeurs. Elles peuvent non seulement faire l'objet de mises à l'écart au sein même du groupe, mais également éprouver des difficultés à s'inscrire dans les collectifs militants tant les discours, les codes et les rites régissant ces univers leur sont étrangers.

Enfin, pour ceux qui parviennent à s'inscrire dans ces univers, la reprise en main de leur trajectoire qui peut s'opérer par une inscription dans le collectif, ne finit par se réaliser de manière effective qu'en quittant ces collectifs. Militer contre le chômage et rechercher un emploi sont en effet des activités qui se présentent comme une alternative exclusive. Ceux qui ont décidé de se consacrer à AC ! constatent que, plus on est militant, moins il devient possible d'être demandeur d'emploi. La participation est ainsi le plus souvent transitoire. En ce sens, ces collectifs s'apparentent moins à des *supports* qu'à ce que l'on pourrait nommer des *ressorts* ponctuels auxquels les individus ont recours à un moment donné de leur parcours et qui, sans leur apporter une stabilité ou un ancrage garantis, leur procurent toutefois des moyens pour reconsidérer et reconstruire leur trajectoire biographique. Ces

²⁵¹ Dominique Schnapper, *L'épreuve du chômage*, Paris, Gallimard, 19 81.

ressorts sont ici d'une nature particulière, puisqu'ils s'élaborent dans des pratiques militantes offrant une inscription communautaire et des outils critiques. Mais il conviendrait d'examiner d'autres types de ressorts, susceptibles non pas tant de « lester » mais d'accompagner les trajectoires marquées par l'instabilité professionnelle, en prêtant attention aux complémentarités et aux articulations mutuelles de ces ressorts. Car c'est sans doute dans la diversité et l'entrelacement de différentes sources de soutien que les individus fragilisés par l'absence de sécurité salariale parviennent à conquérir un minimum d'autonomie.

Jean-Michel Durgueil *

L' Individu, première personne du pluriel À propos des transformations de l'emploi dans des entreprises du Limousin

La sociologie serait-elle, brusquement, à l'épreuve, c'est-à-dire "éprouvée par" une arrivée nouvelle de l'individu ? Pour un peu, ce serait un retour, radicalement une question nouvelle, alourdie du présupposé que l'individu s'était un temps éloigné ...

Pour ma part, elle serait illusoire l'allégation qui prétendrait que la sociologie ne s'est jamais occupé que des individus "au pluriel", autant il me semble que ce serait se méprendre que de croire qu'il s'agit maintenant d'un retour manifeste, et peut-être menaçant, de l'individu "au singulier" dans notre discipline.

La contribution que je propose ici s'articule sur cette défiance que j'ai toujours éprouvé à parler d'un individu au singulier. Sans doute est-il nécessaire de questionner plus largement, et avec plus de pertinence, l'utilité de cette césure entre singulier et pluriel. L'interrogation est simple : la sociologie peut-elle appuyer sa réflexion sur un individu au singulier ? C'est, à n'en pas douter, une question importante : chacun s'accordera en effet à reconnaître que les injonctions à être un individu "singulier" ne sont pas nouvelles mais assurément plus intenses aujourd'hui qu'hier. Pour autant, peut-on se soustraire aisément à la proposition que le sociologue ne porte un intérêt à l'individu qu'en tant qu'il manifeste la part commune d'un plus grand nombre?

Le point de vue que je développe ici s'appuie sur l'examen des nouvelles conditions du travail ouvrier et tente d'illustrer les intérêts que nous accordons au "je", à l'individu au singulier et à ce qu'il lui arrive aujourd'hui, mais qui concerne aussi un bien plus grand nombre, et leur capacité à être pluriels, c'est à dire "nous".

Singulier et pluriel, l'exemplarité du travail ouvrier

En discernant des *formes*²⁵² de l'emploi ouvrier au travers de trois récits²⁵³ choisis pour leur *représentativité spécifique*²⁵⁴ je voudrais dans un premier temps essayer de *construire* une *typologie* des univers et modes de *sociabilités* qui en émanent ou les soutiennent. En s'appuyant sur eux je propose de parcourir quelques unes des articulations individuel/collectif et des menaces encourues par une rupture de cet équilibre. J'abonderai ensuite cette première approche des "mondes de l'entreprise" de quelques remarques sur les notions de compétence et de responsabilisation individuelle.

1. Le récit de Martial

Martial est ouvrier tanneur. Il a commencé à travailler à la tannerie en 1952. Il avait quatorze ans lorsqu'il a été embauché et il y a travaillé toute sa vie. Son père y travaillait déjà. Il lui a appris chacun

* CEMS / EHESS, jmdurgueil@chello.fr

²⁵² J'aime employer le terme de « *forme* » propre à la sociologie de Georg Simmel qui est de fait une notion assez complémentaire de l'approche "idéal-typique" de Max Weber dans le sens où elle est peut-être plus discrète mais accentue l'idée que les régularités observées dans la réalité sociale sont avant tout le produit de l'action des hommes. Pour cette raison la « *forme* » souligne certainement davantage que toute vie sociale implique quasi-automatiquement des liens ou des relations de « sociabilité ».

²⁵³ Les récits de Martial, d'Aurélien et de Denis représentent l'actualité du travail ouvrier observé dans une zone d'emploi "rurale" où l'emploi salarié est encore majoritairement ouvrier. Ces récits sont extraits de : Jean-Michel Durgueil, "Transformations de l'emploi et modes de sociabilités. Le cas du bassin d'emploi de Bellac, Haute-Vienne", Thèse de doctorat de sociologie, EHESS, mars 2004.

²⁵⁴ Didier Demazière et Claude Dubar entendent par "représentativité spécifique" une démarche visant à reconstituer « la parole des gens » en « mondes socioprofessionnels » et à permettre la compréhension d'une réalité plus grande. La construction de ce schéma plus général nécessite une théorisation interprétative et le travail d'un ensemble de données permettant de s'éloigner de prénotions, et de procéder à une certaine reconstruction du social « comme tableau de pensée homogène » selon la formule de Max Weber. Didier Demazière et Claude Dubar : *Analyser les entretiens biographiques, l'exemple de récits d'insertion*, Paris, Nathan, 1997, coll. Essais et recherches, pages 49-51.

des différents savoir-faire ; le trempage des peaux, le tannage à l'écorce de bois, l'écharnage au couteau ... L'ensemble de son récit est parcouru d'un souci permanent de faire comprendre ce qu'était son métier et les gestes précis de celui-ci. Il évoque cette vie de travail, de peine et de souffrance, mais aussi l'entraide, la « bonne entente » d'un petit collectif de travail, puis la difficulté à faire vivre sa famille, dont il avait la responsabilité, les quelques loisirs, le travail du jardin ...etc. On peut y lire assez facilement le cheminement de sa pensée réflexive car il articule avec beaucoup de régularité les catégories du temps et du réel, avant/maintenant, pareil/pas pareil, laissant ainsi place à un émouvant retour sur son itinéraire professionnel et familial.

« À 14 ans on n'est pas costaud, on est pas formé quoi. Ce n'était pas facile, c'était même très pénible, tandis que maintenant c'est bien moins pénible. Bon, il y a encore des endroits qui sont pénibles mais c'est quand même pas pareil que dans le temps ... c'était comme ça et puis on s'entendait tous très bien, il y avait une camaraderie, on s'aidait les uns aux autres, tandis qu'aujourd'hui ce n'est plus la même mentalité, c'est plus la même vie ».

Au delà-de ce qu'il contient de gravité, de fierté, de sacrifice et de dignité, la force de ce récit se dissimule dans ce qu'il laisse entrevoir : l'importance d'une condition commune à la plupart des ouvriers, entre 1945 et 1970 environ, condition difficile mais « accrochée »²⁵⁵ à une communauté, à un collectif, à un ensemble de protections, une « propriété sociale »²⁵⁶ dirait Robert Castel, qui a permis de surcroît qu'un avenir meilleur ne lui soit pas volé.

« En ce temps là il y avait des heures à faire ... mais on vivait bien, on vivait pas trop mal pendant un moment, tandis que maintenant c'est déjà plus ... mais on vivait bien, enfin pour bien dire quoi, c'était des petits salaires c'est vrai, mais il y avait des heures, on faisait des heures. On faisait des heures supplémentaires qui étaient quand même ... qui nous arrangeaient bien quoi. Je ne me rappelle pas si c'était en cinquante cinq ou cinquante sept [1955-1957], il y avait eu des grèves importantes, enfin toutes les tanneries avaient fait grève, mais pas complètement, alors bon ça n'avait pas marché, les patrons avaient gagné quoi ... alors les salaires étaient restés pareils. Après ça a été fini ... d'abord les syndicats ils les ont balayés quoi ... comme ça se fait encore, et puis bon ça a été classé quoi. Oui parce que le gars qui s'en occupait [du syndicat] il s'appelait F... et quand ils l'ont liquidé quoi il a travaillé un peu à la Maison du peuple à Limoges comme il n'avait pas de travail, après il a travaillé un peu comme ça, il a fait du bois après il a fait des petites bricoles et puis la retraite. Ca il s'en occupait bien. Et puis bon, il avait quand même assez d'autorité, parce qu'il faut leur répondre [aux patrons] voilà, alors il faut quand même avoir du bagage : alors là, il était bien, mais enfin, ils [les patrons] les ont tous liquidés. Alors là ils ne font pas de cadeaux. C'est encore un peu pareil, c'est toujours là même chose. Pourtant vous savez, je ne sais pas moi, mais ils ont beau se plaindre et tout, je crois que bon : ils gagnent bien leur vie qu'on me dise ce qu'on voudra : tout de suite il ne faut pas dire qu'ils gagnent pas d'argent. Que ce soit n'importe lequel, tout de suite les patrons ça gagne quand même de l'argent. Alors là ils achètent, ils achètent de tous les côtés, mais si un ouvrier demande un centime d'augmentation ... pas question ... mais les gens étaient habitués comme ça. Parce qu'il faut reconnaître que dans le temps les gens ils se plaignaient beaucoup moins qu'aujourd'hui. Les gens ils travaillaient : ils rentraient dans une entreprise, ils travaillaient ».

Martial ne se plaint pas. Son histoire est inscrite dans une histoire plus large, celle d'une époque où la vie était plus difficile pour les ouvriers comme lui.

« Il y avait beaucoup de familles nombreuses et puis c'était tous pareils, tous au même point, presque tous. C'est pour ça qu'on ne se moquait pas, on s'aidait les uns aux autres. Si on pouvait aider le voisin tout ça on aidait, tandis qu'aujourd'hui les voisins ça reste chez eux et puis c'est jaloux les uns

²⁵⁵Bien que je n'en parle pas ici, cet "accrochage" était également assuré, à la même époque, et sur le même bassin d'emploi, aux ouvriers mineurs des mines d'uranium.

²⁵⁶ Robert CASTEL, Claudine HAROCHE, Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi. Entretiens sur la construction de l'individu moderne, Paris, Fayard, 2001, 205 p.

des autres aujourd'hui. Que dans le temps ce n'était pas du tout ça, pas du tout, on s'aidait tous les uns aux autres. Bon il y avait quelqu'un qui avait quelque chose [inaudible] tandis qu'aujourd'hui ... »

Il est resté seul pour pouvoir élever ses frères et sœurs :

« *ils ont grandi tout ça, se sont mariés et puis bon ils sont pas malheureux, et puis moi non plus maintenant* ». Il y a pourtant dans ses mots comme l'expression d'un regret. Il était l'aîné. Sa situation, j'allais dire sa « condition »²⁵⁷ le condamnait au célibat. Coût personnel qu'il évoque avec beaucoup de dignité et de franchise envers moi, mais non sans une certaine tristesse :

- Vous ne vous êtes pas marié ?

« Non non ... non parce que bon j'ai eu aussi une sacrée vie, il faut le reconnaître il a fallu que je travaille, que je m'occupe de mes frères. Bon si je n'avais pas eu tout ça bon ... et puis je ne pouvais pas non plus il fallait s'occuper de mes frères, il fallait pas ... alors ça a été une drôle de vie (silence) enfin c'est du passé mais enfin c'est ... c'est maintenant que je serais le plus heureux et puis c'est maintenant que je suis trop vieux oui c'est vrai ... c'est maintenant que je serais plus tranquille je serais pas, bon maintenant je suis plus tranquille plus calme tout ça, bon mais maintenant on est vieux on n'a plus le même goût, on n'a plus ... Oui c'était pas possible voilà, alors il fallait choisir, l'un ou l'autre. Je ne pouvais pas laisser non plus mes frères comme ça d'abord ... ça aurait été à la D.A.S.S et puis bon tandis que là comme ça ils sont toujours restés là ». Il reconnaît qu'«Aujourd'hui on est plus heureux qu'on était, parce qu'avant il fallait beaucoup travailler pour pas grand chose ». Il raconte longuement son travail, essaye de faire comprendre la peine journalière, le poids des peaux gorgées de tanin, l'eau froide, les mains gelées, crevassées, la chaux, le tranchant des couteaux ... « Moi quand je suis entré [à la tannerie] c'était déjà dans des bassins, on travaillait déjà dans des bassins [autrefois les premiers trempages des peaux étaient réalisés directement à la rivière]. On avait un bassin qui était d'eau de la rivière et puis après on avait des bassins qui étaient avec la chaux et les sulfures qui brûlaient un peu le poil. Après on amenait les peaux au pavé et on mettait ça sur les chevalets et on enlevait le poil avec des couteaux, un couteau à ébourrer quoi. Après ça on écharnait et puis on curetait le cuir, on enlevait tout le « mort poil » et... on grattait tout ça et puis c'était beaucoup plus facile pour travailler ». Il m'explique le délicat travail d'enlever au couteau la chair morte qui adhère encore au cuir sans entamer celui-ci : « ... le couteau il coupe comme un rasoir, alors c'est pour ça que c'était assez dur, parce qu'on n'enlève que les chairs, alors il faut pas couper, il faut pas couper la peau parce qu'elle perd sa valeur et puis il faut pas faire "des faibles". Quand on apprend on fait "des faibles", ça rentre dedans mais ça le coupe pas carrément, alors il ne faut pas quoi, il faut que ça soit tout uni quoi. Et puis il faut toujours ramener la peau pour qu'elle soit bien tendue sans ça, si elle n'est pas tendue, si ça fait un pli, ça coupe aussi quoi. Alors ça c'était pénible, et puis d'ailleurs on était toujours courbé quoi et les épaules et encore là c'était un coupon, ce n'est pas la vache entière parce que normalement on fait la vache entière. Quand on est dessus il faut la tourner, et mouillée encore ! Et elle est lourde ! ... » Aujourd'hui la tannerie réalise toujours un tannage naturel à base d'écorces. Lorsqu'il était adolescent et qu'il travaillait déjà il se souvient : « ... on recevait l'écorce [de chêne ou de châtaignier] qui était en fagot, mais alors bien tassée ! Alors les balles elles n'étaient pas trop grandes mais elles faisaient quand même quatre vingt dix et pas loin de cent kilos des fois alors moi qui était ... le soir alors le soir. On les mettait sur une civière et il y en avait un devant et un derrière ... mais moi le soir mes doigts ils s'ouvraient ; j'étais tellement gamin ! Mes doigts s'ouvraient quoi, j'arrivais plus à ... oh dans le fond ça ne m'a pas fait de mal non plus. Quoi je reconnais que ça m'a appris un peu ... bon et puis ça apprend aussi à vivre ... que maintenant les jeunes ne travaillent plus. Ils ont ... c'est vrai que ça [ne] travaille plus et ils ne se rendent pas compte de ce que c'était quoi ... Ah oui c'était une drôle de vie aussi qu'on menait ce n'était pas ... c'était la misère aussi dans les familles ». Ces ballots d'écorce servaient à préparer les bains de tannage : « Il y avait de la chaux dedans [les peaux] alors on enlevait cette chaux et quand cette chaux

²⁵⁷ Condition qui n'est pas sans rappeler le texte de Pierre BOURDIEU, "Célibat et condition paysanne", Paris, Editions EHESS, 1962, *Etudes Rurales*, n°5 et 6, pages 3-134.

était enlevée ça commençait à aller dans des bassins de tannage. Là c'était juste des moulinets, on appelait ça des moulinets, on mettait les cuirs dedans. C'était une roue qui tournait, qui brassait le jus. On mettait le cuir là dedans ça donnait déjà une première couleur. Une couleur un peu rouge quoi. On mettait ça dans des cuves, et là on laissait dans les cuves ... il y avait des moyennes, des normes de peaux, alors les moyennes on les mettait deux mois et les lourdes on les mettait trois mois à tanner dans une cuve. Il y avait des bains. On remplaçait les bains. Après il fallait les sortir : pour changer le tanin ». C'était un travail pénible, salissant, peu considéré et comme frappé de cette malédiction que l'on accordait généralement à ces métiers qui ont affaire à la chair, aux souillures ou au sang des animaux. C'était aussi un travail réclamant attention et soins ; et Martial conclut la description de sa charge quotidienne par cette belle et remarquable expression d'un travail véritablement "maternel" : « On les [les peaux] sortait tous les deux jours. Tous les deux jours, on sortait les cuirs qu'on laissait s'égoutter qu'on remettait le soir. Le matin on les levait, on les recouchait le soir ».

Le récit de Martial nous indique qu'il est difficile de comprendre la relation au travail sans en évoquer d'abord l'investissement qu'on lui accorde, les gestes que l'on accomplit, ce que quotidiennement l'on fait, ce que l'on éprouve, ou compare à un autre contexte ou à une autre époque²⁵⁸, et ensuite la stabilité professionnelle que l'exercice de ce métier assure tout en fournissant, à soi-même et aux siens, protection et intégration sociale. Martial dévoile aussi combien l'exercice d'un emploi ou d'un métier se confond à un héritage, à un savoir-faire que l'on se transmet, c'est à-dire à une communauté de travail, ou plus exactement de travailleurs. Il travaille dans une entreprise modeste²⁵⁹ attachée à un mode d'organisation relativement simple qui développe une sorte de fidélité générale à "la maison", à son "esprit", à sa direction, à sa méthode de fabrication ... etc. On y travaille "en famille". Ce qui d'ailleurs, jusqu'à une date récente, n'était pas totalement faux puisqu'il était de coutume que l'un ou l'autre des salariés enseigne le "métier" à l'un de ses enfants ou à un proche. Cet "apprentissage familial" est bien sûr aujourd'hui impossible à continuer mais avec une belle constante des liens de parenté unissent encore les ouvriers entre eux et, à la tannerie comme ailleurs, l'habitude demeure de n'embaucher « *que quelqu'un que l'on connaît* ». La « proximité » joue ainsi un rôle important dans les relations sociales et les représentations de l'univers du travail. A bien des égards on peut donc penser qu'il n'y a pas de dissociation majeure entre l'entreprise d'un côté et l'environnement social d'un autre. En interne les entreprises de cette dimension ne sont cependant pas exemptes d'une certaine hiérarchisation des emplois occupés, mais elle n'est que peu affirmée car tous, tour à tour, apprendront les différents stades de la finition du cuir ou des métaux²⁶⁰ ... Il y a chez ces ouvriers comme un effacement volontaire des différences, des rôles, et donc des statuts individuels. Toutefois cette recherche d'unité est constamment mise à l'épreuve car tous reconnaissent tout de même la noblesse de certains gestes professionnels par rapport à d'autres, le "métier" de tel ou tel ouvrier, la considération de l'espace qu'il occupe ... Chez les tanneurs, par exemple, ceux qui travaillent en "zone humide" n'ont pas la même « qualité » que ceux de la "zone sèche" ! Dans ce type d'entreprises également les tâches les plus délicates ne sont en dernier ressort confiées qu'aux ouvriers les plus expérimentés, et donc souvent les plus anciens. Ainsi s'installe souvent une véritable hiérarchie de l'âge, mais elle est acceptée : les anciens doivent montrer aux plus jeunes qui eux doivent faire leurs preuves et se montrer patients avant de pouvoir franchir une nouvelle étape dans leur apprentissage du « métier ». L'entraide s'exprime facilement ; et elle le peut puisque chacun se connaît, sait ce qu'il doit faire et ce que doit faire l'autre pour qu'ensemble ils réalisent ce qu'ils ont à faire. Dans ce contexte il n'est donc pas surprenant que le caractère collectif de la production soit souvent exprimé. Cependant il faut reconnaître

²⁵⁸ Une lecture peut d'ailleurs être faite de cet entretien à partir des "marqueurs" du temps : pareil/pas pareil, avant/maintenant ...etc.

²⁵⁹ Le tissu industriel français est essentiellement constitué d'une multitude de petites et moyennes entreprises. En 1999 seulement 0,1% des entreprises comptaient plus de 500 salariés, soit exactement 1930 "grandes entreprises". Insee, Tableaux de l'économie française. 2000.

²⁶⁰ Le travail des métaux [et la sous-traitance automobile] est l'activité dominante de la zone d'emploi observée.

pour nuancer cette image peut-être un peu trop idéale que l'entraide dans ce type d'entreprises est obligatoire, imposée par une nécessité interne à la production de petites séries. Le métier d'ouvrier tanneur par exemple est constitué de multiples opérations longues de plusieurs semaines qui imposent une "campagne", c'est à dire une organisation adaptée à la durée de finition d'une étape de la production. Les manipulations sont nombreuses et toujours accomplies par trois ou quatre salariés. Les coups de main sont donc fréquents, un ouvrier ayant « le devoir » d'abandonner sa tâche pour pouvoir être « approvisionné » plus tard. Le chef d'entreprise ou son second connaissent parfaitement, eux aussi, chacun des gestes du "métier". Ils sont très présents dans les ateliers et cette capacité leur vaut bien sûr la "reconnaissance" de tous mais n'autorise pas pour autant les plus jeunes à franchir la barrière d'une certaine retenue et d'une familiarité qui n'est permise qu'aux plus anciens. L'impression de simplicité ou de fluidité dans l'organisation interne de la production est dominante. Elle est permise par le petit nombre de salariés, la polyvalence des anciens et aujourd'hui la mécanisation des tâches les plus pénibles, mais il existe quand même une convergence de "faits sociaux" qui assurent à l'ensemble une cohérence interne qui a du sens et fournit sans doute une identité propre à ce type d'entreprise, aux salariés qui y travaillent et à l'environnement social dans lequel elles sont inscrites.

2. Le récit d'Aurélien

Aurélien a vingt ans. Depuis un an et demi bientôt il travaille en intérim dans la même entreprise à quelques kilomètres de chez ses parents. Cette entreprise est une entreprise de plus de 600 salariés du secteur de la sous-traitance de l'industrie automobile. Ses contrats de travail sont renouvelés sans interruption et il estime que c'est parce qu'il est « *un assez bon élément* » que l'entreprise qui l'emploie ne le laisse pas au chômage. En réalité celle-ci alterne ses contrats sur les deux établissements qu'elle possède. Aurélien est mouleur. « *Opérateur-mouleur* » me précise-t-il. Il travaille sur une presse où il peut effectuer quelques réglages simples en fonction du résultat produit ou attendu. Dans son atelier chaque opérateur doit en effet impérativement contrôler la qualité. Comme beaucoup de ses camarades Aurélien est partagé entre ce qu'il ressent comme un bien pour lui : avoir un emploi, et en même temps une injustice : n'être pas assuré d'une stabilité personnelle. « *Au bout d'un an et demi normalement ils [les patrons] n'ont plus le droit de nous garder, ils sont obligés de casser nos contrats ... Et ce qui est avantageux pour moi c'est qu'ils me renouvellent mon contrat tous les mois, donc ils peuvent me garder une éternité comme ça ... et d'un côté c'est bien, j'ai du travail, mais qui me dit que demain ils me garderont ? Ils me garderont ou ils ne me garderont pas ? Je ne sais pas. J'ai des collègues ça fait cinq ans qu'ils sont comme ça, ils ne savent vraiment pas quoi faire. Cinq ans oui. Cinq ans en intérim. C'est long ... D'un côté je suis content parce que ça me fait du travail, mais d'un autre je trouve ça un peu aberrant parce qu'on est un petit peu, comment dire, on est manipulé. On est un petit peu esclave quoi, on est obligé. On est obligé d'y aller, on est obligé d'y taper sinon... Un exemple tiens, qui s'est passé hier. J'ai voulu refuser de travailler pour le 11 novembre. C'est la première fois en un an _ que je refuse de travailler. Un quart d'heure plus tard j'étais appelé au bureau : ils ne m'ont pas menacé de me mettre dehors ni quoique que ce soit mais ils m'ont bien laissé comprendre que j'étais intérimaire, que si je voulais une place plus tard ...* ». Comme beaucoup d'autres jeunes qui travaillent avec lui ou qui « *ne veulent pas y revenir* » c'est cette impossibilité de partir, de se rebeller un petit peu ou de dire leur désaccord qu'Aurélien trouve insupportable. Cette impossibilité les tient à distance des ouvriers plus anciens et déjà embauchés mais ils reconnaissent qu'ils n'ont guère d'autre choix. Comme sans doute tous ceux qu'ils trouvent si distants mais qu'ils rêvent pourtant de rejoindre tout en estimant qu'ils n'accepteront jamais ce que ces derniers subissent. « *Je tiens à mon emploi, à mon salaire quoi, qui tombe tous les mois, mais il y a quand même mieux comme travail ! Il y a moins pénible et je pense que c'est dommage ... j'ai vingt ans ...c'est dommage si je dois abîmer ma vie à respirer des fumées ... à me brûler tous les quatre matins ... je me dis « je suis capable de faire mieux* ». Pourquoi rester là-bas à

m'abîmer, mais avec ça je suis bien content de l'avoir [mon boulot] pour l'instant, parce que ça m'est très utile... mais c'est un travail très pénible ». Aurélien voulait être exploitant agricole avec son père. Il possède une formation agricole d'un bon niveau mais il avait besoin d'argent. Il a accepté l'usine en se disant que ça ne durerait pas et qu'ainsi il pourrait acquérir plus vite une indépendance. Il veut se débrouiller seul mais reste avec ses parents qui « *eux ne [le] chassent pas de la maison non plus, alors ...* ». Il est toujours dans une ambiguïté qui lui pèse, prisonnier entre une envie de ne pas subir et la nécessité de se taire, entre ce qu'il voudrait et l'obligation de choisir une autre solution ou une autre direction. « *Il y en a qui ne tiennent pas d'ailleurs. Ils ne veulent pas y revenir quoi ... Bon disons que moi il ne me déplaît pas comme boulot parce que sinon il y a longtemps que je serai parti mais quand même ... de toute façon si je trouve autre chose je partirai de là-bas ... mais j'ai besoin de travailler !* ». Pour autant Aurélien ne partira sans doute pas car ce qui lui permet de supporter les conditions de son travail réside dans sa volonté de rechercher une stabilité qui lui permettra de trouver une indépendance, de « s'installer » « *De toute façon je vais m'en aller de là ... c'est vrai que ça m'est utile encore parce que ça me fait de l'argent, avec ça, avec cet argent eh bien je vais ... J'ai de la chance d'être chez mes parents ... Je suis prêt à m'installer, à prendre un appartement ... j'ai pu m'acheter tous mes meubles, tout mon électroménager ... Il y a trois mois je me suis acheté une voiture neuve ... j'ai économisé ... Là j'ai ce qu'il me faut pour entrer vraiment dans la vie active, il me manque qu'un travail sûr c'est ça ! Parce que là je ne peux pas compter sur mon emploi pour l'instant* ». Avec beaucoup de dureté dans la voix et de découragement il poursuit : « *A force ils [les patrons] finiraient presque à me faire désespérer parce que ... ils nous promettent, ils nous promettent ... ils nous promettent pour nous pousser plus loin quoi et puis on n'a pas de réponse ... Au mois d'août ils nous ont dit que de toute façon au mois de janvier on serait embauché. On a eu une réunion il y a un mois à peu près et là par contre ils nous ont dit qu'ils avaient besoin de personnel, qu'ils prendraient des intérimaires, mais que des embauches même pour les intérimaires qui y sont actuellement c'était pas la peine ... Voilà ... ils nous font miroiter quoi et puis en fait c'est pour nous pousser plus loin ... Ils savent qu'on a besoin de travailler donc ils nous disent ce qu'ils veulent et puis voilà !* »²⁶¹

Les récits de Martial et d'Aurélien sont représentatifs de deux univers qui s'éloignent tendanciellement l'un de l'autre. Ils permettent aussi de distinguer deux manières d'organiser le travail ouvrier. Pour autant cette esquisse d'un tableau général de l'emploi n'est peut-être pas aussi simple. A bien des égards l'idéal-type que représente Martial est toujours présent dans les entreprises où celui d'Aurélien est devenu plus particulièrement discernable. Pour comprendre ce que peut représenter, et induire comme attitudes et comportements, l'instabilité et l'incertitude qui est la sienne, sans doute convenait-il de prendre comme témoin l'exemple de quelqu'un qui ne soit que très partiellement rattaché à l'entreprise. De ce point de vue, l'intérim, ou l'intermittence, ne pouvait être que des situations idéales d'observation, la position d'Aurélien, ce qui n'enlève rien à sa valeur d'exemplarité idéal-typique, n'étant cependant qu'une position périphérique par rapport à l'organisation globale de l'entreprise. Je propose donc de nous intéresser maintenant à la figure d'un ouvrier permanent, installé depuis longtemps dans cette entreprise, et qui y jouit de la stabilité d'un emploi " non précaire", bien qu'il soit "précarisé".

3. Le récit de Denis

Denis, 42 ans, son épouse, ses deux enfants et ses vieux parents habitent un petit village limousin non loin de l'usine. L'accueil est chaleureux. Denis y travaille depuis seize ans, sur une presse chargée de la confection des armatures.

²⁶¹ Un an après cet entretien Aurélien est entré définitivement dans cette entreprise lors des embauches consécutives à la mise en application des trente cinq heures. Il rénove aussi une maison ancienne dans un petit bourg avec l'intention de très rapidement s'y installer avec son amie ...

« Moi je suis parti de la découpe et j'ai fait beaucoup d'emboutissage de joints, je faisais la base de l'armature et puis après au bout d'un an ils m'ont foutu dehors. Ils m'ont licencié ; il n'y avait plus de travail, donc fin de contrat : terminé. J'ai fais une formation professionnelle pendant 11 mois : réparateur de machines agricoles et j'ai refait une demande ils m'ont repris. Je suis à nouveau rentré à l'usine, c'était en 87 ».

En réalité Denis a connu de son entreprise l'ensemble des transformations majeures qui l'ont affectée depuis le début des années 90. L'expérience qu'il en garde, et son ancienneté dans l'entreprise lui donnent assurance et ce franc-parler que j'ai souvent rencontré chez les ouvriers les plus anciens. Lorsqu'il parle des intérimaires, il porte sur eux un regard plutôt sévère en rapport avec les "dangers" que pourraient représenter leur formation. Mais la critique de l'entreprise n'y est pas absente non plus : *« Maintenant c'est que des intérim, ça n'embauche que par intérim. Ils cherchent même pas à embaucher c'est fini. Ceux qui y sont, eh bien ils y sont. Donc il faut les former, il faut leur apprendre, il faut leur transmettre notre savoir et puis il faut qu'ils nous écoutent, c'est pas toujours facile ! Il y en a qui veulent, ça dépend : ça tourne assez bien. Il y en a qui cherchent à trouver une autre place ailleurs, Il y en a qui s'intègrent bien, Il y en a qui s'en foutent royalement, ils sont là pour le pognon et puis terminé. Ils se tracassent pas quoi ! C'est une grosse charge parce qu'on est responsable d'eux, on sert de tuteurs, on signe des documents comme quoi on parraine telle ou telle personne. S'il arrive un problème c'est sur nous que ça retombe. Bon c'est pas méchant mais les "grands chefs" le font bien sentir, les chefs d'équipe quoi, ça ne monte jamais jusqu'au patron ».*

Puis, plus loin dans son récit, toujours à propos des intérimaires, son propos devient plus acerbe vis-à-vis de la direction et des choix qu'elle fait :

« Il y a de tout. Les bons on les jette et les mauvais on les garde ».

- Qu'est-ce que vous voulez dire ?

« C'est vraiment comme ça, ils cherchent même pas à les garder, à les rallonger au niveau paye ». Hormis ce qu'il considère pourtant comme une incohérence grave qui aboutit, selon lui, à ne plus conserver les meilleurs ouvriers, il ne se plaint pas, sauf de son salaire annuel et des conditions de travail qui se dégradent.

« T'es là, et tu bouges plus au point de se faire remplacer pour la casse-croûte, pour aller pisser; si tu veux un café, il faut te faire remplacer : ça devient une horreur. Avant, si on avait envie de prendre deux ou trois minutes de plus devant l'appareil à boisson on prenait, le temps de lire les affiches [syndicales], maintenant on n'a plus le temps : c'est l'aller-retour. On a tout le temps les chefs sur le dos. Dés qu'ils nous voient trente secondes discuter : « boulot hein » Ils regardent le compteur : « tu vas t'y mettre un peu non ! » Quand un outil ne marche pas il faut voir ce qu'on entend, il y a des fois... »

« Il y a quelques années on gagnait quinze mois et maintenant il y en a plus que treize, et on travaille de plus en plus. Moi, quand je débauche je suis mort, j'ai pas envie de faire du vélo, ni d'aller courir, pas moi. Piétiner autour des machines toute la journée ... quand ça marche encore, à la rigueur ». Comme beaucoup des ouvriers les plus anciens, Denis affirme continuellement son savoir-faire, son expérience, l'autorité que lui confère son ancienneté et sa connaissance de l'entreprise. *« Finalement il y a pas beaucoup de cadres ! Mais il y en a bien assez (rires). Toujours en train de se balader les mains dans les poches, moi ça me fout en boule. C'est pas qu'ils y connaissent rien, non c'est qu'ils passent et qu'ils nous narguent et toi t'es à la presse et tu trimes. Moi, j'ai les mains dans les poches ? On devrait changer un peu les rôles ».*

« Il y a quelques temps mon chef d'équipe m'a montré comment il fallait monter un rouleau. Et le rouleau, malheureusement, il s'est cassé la gueule. Moi je rigolais. En règle générale on ne s'entend pas tous les deux, ça fait des étincelles. Je ne me laisse pas faire. Ils ont pas l'ancienneté que j'ai ... J'en ai vu tellement que je lui balance « tu te rappelles de ça ? », alors aussitôt il se la ferme ». Son attitude au travail, sa moquerie des « grands chefs », est sa manière de résister assez silencieusement à

l'assujettissement à sa machine, à l'intensité de son travail, à l'impossibilité d'agir autrement dans laquelle il se trouve. C'est sa manière à lui d'échapper à "sa condition" d'ouvrier. A ce que très exactement Pierre Bourdieu appelle « la méconnaissance de la vérité objective du travail comme exploitation²⁶² ».

« Les "grands chefs" il y en a un paquet. On a passé quelques années sans en avoir. Juste des chefs comme ça, des petits chefs, des chefalions, mais ça tournait quand même. Donc à quoi sert le "grand chef" ? De plus en plus ils rechignent ; une simple petite bavure de rien du tout, dans le temps ça passait largement. Au niveau qualité ils demandent toujours plus, une rayure de rien du tout, au métallique, sur l'inox ou sur les aciers, ils ne veulent plus et puis, maintenant, depuis qu'on est avec les allemands [l'entreprise a été rachetée par une multinationale], les grands chefs ils y sont [dans les ateliers], ils y sont en permanence avec nous et ils voient bien les problèmes qu'il y a. Ils sont là pour pousser, parce que eux-mêmes quand ils se font remonter les bretelles, on le sait, ils viennent nous voir, y a pas de problème ; ils savent d'où ça vient, je ne parle pas des intérimaires mais des anciens, ils connaissent »

A la différence d'Aurélien, tout en subissant les mêmes contraintes, Denis est moins dans la revendication d'un autre statut, d'une assurance sur son avenir immédiat, que dans l'affirmation de ce qu'il est, de ce que lui procure la "domination" de son "métier" et de l'univers de son entreprise. On pourrait dire, sans trop de risque de se tromper, qu'il affirme sa fierté, sa "conscience fière" d'ouvrier dirait Alain Touraine. Dans ces conditions qu'est-ce qui le sépare de Martial est d'Aurélien ? De Martial il a le "métier", reconnu des autres ; un savoir faire indéniable qui le rend capable de travailler sur plusieurs machines. Un savoir-faire qui est également précieux pour "les grands-chefs" et le rendrait "indispensable" à son entreprise. D'Aurélien il a le "poste de travail", comme témoin de la "subordination" de son emploi, et cette impatience à être autonome alors qu'il est là « à trimmer » et « piétiner devant sa machine ». En quelque sorte il est double, il est l'un et l'autre, partagé. Et lorsque je lui demande comment on désigne ce qu'il fait, il a cette réponse spontanée, et pour moi éloquente : « *Opérateur-régleur* ». Opérateur : un "poste de travail" et régleur : un "métier". Et il rajoute aussitôt après : « *De temps en temps "chef", mais pas souvent. Quand il y a personne, c'est moi le chef. Mais bon je ne voudrais pas la place. Je serai peut-être trop méchant* »

Denis illustre combien il faut cependant être prudent : l'exercice d'un métier, d'un savoir-faire particulier n'est pas systématiquement synonyme d'autonomie et de satisfaction au travail. Le métier n'est jamais détaché de toutes contraintes, et seulement guidé par l'intérêt du travail lui-même et le souci de s'auto-réaliser en lui. Martial exerçait un métier précis rendu nécessaire par les obligations qu'il avait envers les siens. Mais, le « métier » reste un modèle de rapport au travail dont la permanence se poursuit encore. En délimitant une reconnaissance socioprofessionnelle, acquise très souvent par une forme ou l'autre d'apprentissage, et assez souvent sanctionnée par une « qualification », il a très souvent procuré un savoir professionnel certifié, légalisé, reconnu : c'est-à-dire une identité²⁶³ et très sûrement aussi une autre manière de dire des supports stables à son existence. Même s'il n'a pas forcément assuré la richesse ou l'aisance à tous ceux qui en exercent un, le « métier » a toutefois fini par fournir une qualité d'intégration indiscutable et à « s'incorporer » dans un ensemble de protections fortes contre les principaux risques sociaux. Cependant, la référence au "métier", dans l'univers industriel actuel, est devenue extrêmement discrète. Hormis lorsqu'il s'agit de désigner le "métier" ou le "cœur de métier" d'une entreprise. Face à cet affaiblissement d'un repère habituel, et à l'arrivée d'un vocabulaire nouveau où il est question de réactivité, de performance, de compétence et de flexibilité indispensables, la question peut se poser, et se discuter, de savoir si ces nouvelles "idéautés"

²⁶² Pierre BOURDIEU, *Médiations pascaliennes*, Le Seuil, [1997], nouvelle édition : 2003, coll : Points/Essais, page 291.

²⁶³ Claude DUBAR, *La socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles*, Paris, Armand Colin, 2002 [Troisième édition], coll : U, 255p.

parviendront à réaliser de nouveaux modes d'organisation, ou de nouveaux modèles, comme avaient réussi à le faire le taylorisme avec les savoirs de "métier".

4. Le modèle de la compétence

La manière d'organiser la production aujourd'hui semble ne plus suffire aux deux plus importantes entreprises observées. Aussi tentent-elles d'en mettre en place une nouvelle autour du modèle de la compétence. Il ne s'agit pour l'instant que d'une tendance, forte parfois, qui fait rupture mais ne permet pas cependant pas de dégager un nouveau type-idéal du schéma général que j'ai proposé. Il s'agit essentiellement d'une tendance à engager des salariés ayant reçu une formation professionnelle plus poussée, théorique ou sur le tas, à réagir et s'engager continuellement en fonction de situations de travail très diverses. Ce modèle est toujours accompagné d'un abondant discours sur les nécessités de flexibilité, d'autonomie, d'initiative. A priori il donne déjà toutes les apparences de vouloir parvenir à exclure catégoriquement ceux qui ne sont pas capables de s'investir totalement dans ce qu'ils ont à faire individuellement ou collectivement. A terme il s'agira d'un modèle qui ne s'intéressera plus prioritairement à la manière dont les salariés travaillent mais plutôt aux performances et résultats qu'ils produiront. Dans ce type d'organisation les salariés seront alors relativement autonomes dans leur organisation du travail, ce qui comptera, et fera l'objet d'une préoccupation ou d'un contrôle continu, ce sera leurs résultats individuels et collectifs. Déjà plusieurs postes et îlots d'un des sites de l'entreprise où travaille Aurélien et Denis présentent bien des similitudes avec ce type d'organisation. Si ce modèle, et il y a tout lieu de le craindre, devenait un jour une référence – un nouveau idéal-type – une inquiétante fiction se réaliserait alors laissant croire que l'individu est seul producteur de sa performance économique. Force est de constater que ce modèle n'est pour l'instant pas fonctionnel dans l'entreprise pour une double raison. Premièrement, il ne rencontre sans doute pas le même enthousiasme à renouveler l'organisation de l'entreprise chez les dirigeants allemands que chez leurs homologues français et ce qui fait problème aujourd'hui c'est la continuité. Aussi vaut-il mieux peut-être assurer la continuité que le changement ? En deuxième lieu ce qui est avancé de ce modèle semble susciter une résistance " insoupçonnée ", ou du moins une grande méfiance, chez les salariés les moins élevés dans la hiérarchie de l'entreprise.

« *Ils (les ouvriers) ne veulent pas évoluer* » déclare un dirigeant. Il faut reconnaître que l'engagement personnel est vécu principalement par les " opérateurs " comme source d'angoisse, d'insatisfaction et d'incertitude chaque fois qu'ils estiment ne pas pouvoir faire correctement leur travail et devoir se débrouiller seuls. Depuis que des rapports plus " marchands " ont pénétré dans cette entreprise, fin des années 90, les ouvriers témoignent que le rythme de travail s'est élevé, qu'ils doivent trop souvent abandonner une tâche pour une autre, une équipe pour une autre ... et que dans l'urgence ils ne peuvent plus donner ou recevoir l'aide d'un autre ouvrier, qu'ils sont toujours " sous pression " ... J'estime qu'à cause de cette intensification qu'une certaine résistance à ce nouveau modèle d'organisation s'installe bien qu'elle soit difficile à lire. Comment résister à partir du moment où l'on est individuellement et constamment évalué ? Comment, en période de grande individualisation des situations de travail, structurer cette résistance sans les explications militantes, le secours et le soutien d'un collectif ? Un mouvement de grève en avril 2000 dans l'entreprise d'Aurélien et de Denis peut être compris, dans ses " débordements ", comme l'expression d'une révolte et d'un profond désarroi des ouvriers sans réels moyens syndicaux de se mobiliser contre une situation qu'ils jugeaient non pas injuste mais insupportable. Que leur restait-il sinon la tentation de se retourner contre ce qui les oppressait ; leur outil de travail ?

Si l'entreprise doit faire appel à des individualités, à des singularités, à des subjectivités, si elle doit, sans paternalisme " être à l'écoute de ses salariés ", promouvoir un fort sentiment d'appartenance personnaliser les relations, " faire appel à l'intelligence ", exiger une coopération parfaite et un effacement dans l'entreprise pour rester performante il était sans doute inéluctable qu'elle profite de

toute difficulté économique et sociale pour casser toute référence à des influences plus " collectivistes " et leur substituer " la culture d'entreprise ". Dans les entreprises que j'ai observées c'est essentiellement la capacité d'un ouvrier à se déplacer vers un autre poste de travail que celui où il est habituellement affecté qui est appelée " compétence ". Pour les chefs d'équipe et l'encadrement seuls ceux qui sont polyvalents sont compétents. Pour la plupart des entreprises compétence est donc synonyme de flexibilité interne. Lors des recrutements par exemple, ou des promotions, l'évaluation des candidats s'intéresse davantage à leurs capacités à s'adapter, à être disponibles, mobiles qu'à leurs connaissances techniques.

Il est difficile de donner à la compétence une définition précise. Il s'agit d'une notion plutôt floue utilisée communément en opposition à la qualification qui d'un point de vue lexical n'a pas grand sens. On doit pourtant au MEDEF une définition de la compétence : « *La compétence professionnelle est une combinaison de connaissances, savoir-faire, expériences et comportements s'exerçant dans un contexte précis. Elle se constate lors de sa mise en œuvre en situation professionnelle à partir de laquelle elle est validable. C'est donc à l'entreprise qu'il appartient de la repérer, de la valider et de la faire évoluer* »²⁶⁴. On ne saurait être plus clair ! C'est à l'entreprise qu'il appartient de valider les qualités de ses salariés. Autrement dit l'une des " idéologies du moment " - pour lui essentielle - que véhicule le patronat français à travers ses clubs, ses cycles de formation, ses débats, ses communications tendrait à faire croire, ou du moins à se persuader lui-même, que désormais c'est à l'entreprise seule de gérer les catégorisations professionnelles, les " qualifications ", les grilles indiciaires qui s'y rapportent ... La compétence procéderait donc davantage d'une stratégie que d'une distinction réellement sémantique. Et cette stratégie passerait par la nécessité pour l'entreprise de rompre définitivement avec un compromis antérieur où ni les compétences ni les qualifications ne lui appartenaient totalement. Philippe Zarifian²⁶⁵ et Patrick Rozenblatt dévoile de façon convaincante les rouages, les instruments et conséquences de ce « nouveau mirage »²⁶⁶. Il montre combien, pour l'entreprise, en effet, les compétences sont considérées comme des ressources qu'il convient de gérer et de développer comme un capital en quelque sorte " immatériel ". Cependant avant de pouvoir utiliser ces ressources, et pour y parvenir, l'entreprise devra d'abord les repérer. C'est-à-dire les individualiser strictement²⁶⁷.

Aucune entreprise du bassin d'emploi que j'ai observé ne pratique d' "entretiens annuels d'évaluation " stricto sensu mais elles proposent déjà des " bilans de compétences " et présentent la constitution d'un " portefeuille de compétences " comme le moyen de garantir ou d'enrichir sa propre employabilité. En développant ce discours - et les pratiques qui l'accompagnent - les entreprises manifestent donc qu'elles entendent évaluer maintenant leur capital humain tout comme elles ont considéré autrefois leur capital matériel, puis leur clientèle et enfin leur capital technique, leurs brevets, leurs capacités à être en réseaux, leurs secrets de fabrication etc ... Elles expliquent à leurs employés que les biens matériels assurent le présent mais qu'ils sont eux-mêmes - employés, opérateurs, ouvriers et techniciens - la garante de l'avenir et la richesse de leur entreprise. Assez aisément on peut faire l'hypothèse que c'est cette volonté si forte du patronat d'identifier le capital immatériel à la richesse de l'entreprise qui justifie que la compétence soit préférée à la qualification comme instrument de mesure de cette même richesse. Il s'agit toutefois d'un discours extrêmement construit, et valorisant, qui en associant compétence et création de richesses suggère que l'entreprise pour créer de la richesse sera " demandeuse " et devra posséder " en interne " un ensemble de " portefeuilles " de compétences plus ou moins cachées qui ne demanderaient qu'à être révélées. D'un point de vue pratique il s'agit aussi

²⁶⁴ Cette définition est consultable à la rubrique « compétence professionnelle » du lexique du site internet du MEDEF : <http://objectif-compétences.medef.fr>

²⁶⁵ Philippe ZARIFIAN, *Le modèle de la compétence*, op cit

²⁶⁶ Patrick ROZENBLATT, et collaborateurs, *Le mirage de la compétence*, Paris, Editions Syllepse, 2000, 268p.

²⁶⁷ Dans l'ouvrage dirigé par Patrick Rozenblatt, *Le mirage de la compétence*, op cit, deux articles sont particulièrement consacrés aux « référentiels » des compétences :

Muriel GELIN-MOUJARD « De la philosophie à l'ingénierie », pages 25 à 36.

Guy FRIEDMANN « De la notation du fonctionnaire à l'appréciation du collaborateur », pages 49 à 58.

d'un discours accompagné des instruments qui vont permettre à chaque responsable d'équipe non seulement de proposer à chaque " collaborateur " de connaître sa contribution à la création de la richesse de son entreprise mais aussi de lui proposer d'enrichir son propre portefeuille de compétences afin qu'il puisse améliorer sa propre contribution à cette richesse. Bien évidemment, mais plus en sourdine, chaque responsable aura aussi le devoir de s'assurer que les compétences de son équipe seront en permanence adaptées aux besoins de l'entreprise. C'est sur ce point particulier qu'il sera lui-même évalué. En réalité la nouveauté de la compétence repose sur le fait qu'elle met également en œuvre un discours de la responsabilité et de l'identification à l'entreprise.

5. Responsabilité individuelle, individualisation et compétence

Le discours de la compétence peut s'entendre comme discours d'une double responsabilité : responsabilité à l'égard de soi et responsabilité à l'égard de son entreprise. Le management par les compétences suppose d'abord qu'il soit reconnu que chaque individu possède un certain nombre de savoir-faire ou qualités qu'il pourra mettre au service de l'entreprise. Le défi majeur pour cet individu précis deviendra alors le maintien de ses compétences, de son portefeuille, en cohérence avec les besoins de son entreprise – à supposer qu'il les connaisse - afin d'y rester qualifié - et développer son "employabilité" – tout en continuant à en assurer la valeur. Dans un tel système il est demandé à chacun de se préoccuper de son emploi et, pour ainsi dire, de son employeur. Cette tentative de déplacement de la responsabilité, car ce n'est encore ici qu'une tentative, est bien sûr à relier à l'important dispositif qui s'est déjà mis en place seulement peu d'entreprises du bassin d'emploi avec l'arrivée successive des cercles de qualité, des groupes d'expression, des démarches de projet ou de certification qualité. Au travers de ces démarches dites " participatives " il s'agissait surtout de motiver les salariés, de leur transmettre une " culture d'entreprise " commune c'est-à-dire de s'emparer très exactement de leur individualité de façon à ce qu'ils en épousent les intérêts et en intériorisent impératifs et exigences. Si la gestion par les compétences procède du même fond idéologique que le " management participatif ", elle demande tout de même un pré-requis important à l'individualisation maximum qu'elle préconise. Pré-requis qui ne semble être envisagé dans aucune des entreprises du bassin d'emploi étudié. En effet pour que le modèle fonctionne parfaitement il faut qu'il s'alimente sans fin : que chaque travailleur puisse être relativement mobile et se trouver régulièrement, mais de façon stabilisée, dans une situation qui lui permettra de révéler et d'enrichir ses compétences et d'en faire profiter son entreprise. Entreprise qui par la synergie de toutes ses " richesses " sera en mesure, en retour, de lui en proposer de nouvelles. Ainsi donc, si chacun a vocation à gérer son propre " portefeuille de compétences " et à le faire évoluer en fonction des besoins de son entreprise, rien alors ne peut être figé et du coup c'est l'organisation rigide du travail par poste elle-même qui ne me semble pas immédiatement adapté. Ni même ne serait peut-être adaptable car la logique des compétences est avant tout une logique de ressources, souple, en constante évolution, au service d'un résultat final, d'une mission, ce que n'est évidemment pas la logique organisationnelle par poste de travail dont Aurélien et Denis sont les témoins.

Au terme de ce parcours à travers les organisations et les transformations du travail, du "métier" au "poste de travail" il serait possible de proposer de les rattacher, de manière un peu caricaturale, à deux tentatives différentes de réaliser de " la meilleure façon possible " cette énigmatique question qui a toujours été celle du capitalisme : comment faire pour réaliser la forme de pouvoir que nécessite produire ensemble ? La première forme laisse une place primordiale à la contrainte. Il s'agit pour elle d'"obliger à" et de trouver les modalités d'organisation qui garantissent et contrôlent cette obligation. La seconde fait davantage appel à l'adhésion et le pari que celui qui adhère s'implique et se mobilise de lui-même. Cette bipolarité est un peu théorique et à la contrainte pour un type de salariés et à l'implication

pour un autre, cette frontière, succède dès à présent une nouvelle stratégie d'homogénéisation qui incorpore, mobilise dans la culture de l'entreprise, rend entreprenant, voire entrepreneur ?

Tout serait donc pour le mieux si les entretiens réalisés auprès des ouvriers de ses deux grandes entreprises de la sous-traitance automobile ne faisaient pas place à un univers questionné de multiples interrogations sur le devenir de leur emploi, le sens de leur travail, la réalité de leur statut qu'ils jugent parfois peu enviable, précaire ou dévalorisé. Assez souvent est expliquée la réalité même du travail lui-même, ce qu'on fait lorsqu'on travaille. L'univers de leurs discours est tourmenté, traversé d'inquiétudes, de problèmes quotidiens, de questions ... L'avenir est constamment présent mais c'est un avenir redouté ... Le récit d'Aurélien, le jeune intérimaire, est particulièrement illustratif de cette inquiétude, de l'usure psychique que provoquent la précarité et ses conséquences directes sur la sphère privée. Les entreprises " pour rester dans le coup " choisissent de maintenir ou de rechercher des types d'organisation qu'elles ne réalisent qu'au prix d'une dégradation du rapport au travail et parfois d'un désinvestissement de leurs salariés. On peut juger le jeu dangereux mais pour l'instant il est joué, et silencieusement subi. Ce qui pourrait rassembler, fédérer des intérêts plus collectifs, de classe disions-nous autrefois, n'a sans doute plus aucune possibilité de s'exprimer tant que chacun « *ne peut pas se permettre d'être indépendant* » comme le soulignait Aurélien. Dans ces entreprises où vivent les contraintes et la rigueur taylorienne – car c'est bien d'elle qu'il s'agit – même habillée de quelques accoutrements neufs, l'ouvrier ou l'opérateur n'est que fausement dans une condition de travail où il peut exercer une autonomie, engager sa responsabilité, « *se commander son travail* ». Il demeure dans une situation de dépendance à une machine, à un procès, à un délai de fabrication, à une date de livraison ou à un autre groupe de salariés ... Il n'intervient pas de façon unique et repérable par la mise en oeuvre d'une technicité ou d'un ensemble de savoirs qui lui serait propre et dont il serait " l'expert "... En ce sens il n'exerce pas un métier, il exerce seulement un emploi. La transformation du travail l'a éloigné du monde exploré précédemment, à travers le récit de Martial, où très aisément on pouvait distinguer les tanneurs des corroyeurs, les corroyeurs des mégissiers ; les " tourneurs " des " fraiseurs " ... etc. Situation dans laquelle il pouvait d'ailleurs se gratifier lui-même, et avec raison, d'une identité et d'une fierté professionnelle. Ici l'identification se fait plutôt par l'enseigne de l'établissement. Au même instant d'autres ouvriers " flottent " aux marges de l'entreprise et parfois depuis plusieurs années. Désormais la production n'est confiée qu'à une main-d'œuvre mieux formée et déjà ces entreprises ne procèdent qu'à un recrutement d'intérimaires de bon niveau, possesseurs d'un baccalauréat ou d'un Brevet de technicien supérieur, mais pour autant ces nouveaux opérateurs ne sont pas brusquement devenus plus autonomes ou professionnellement " identifiés " plus positivement. Ils sont dans un sas, organisé de façon permanente, où la direction des ressources humaines et les chefs d'atelier ont tout loisir de venir puiser " les mieux adaptés " et si possible les conserver. En passant du métier au respect des procédures et à la qualité totale " le monde de l'entreprise " a choisi une forme d'organisation qu'il pense plus performante, qui ne semble pas le satisfaire entièrement mais qu'il continue cependant de vouloir réaliser par la précarisation de l'emploi et l'on peut imaginer qu'il s'alignera désormais sur le thème de la compétence pour pouvoir le précariser davantage et le contrôler mieux.

Sans doute suis-je trop réticent à aller sur le terrain du sujet ou de l'individu pour comprendre réellement un processus qui concerne très largement l'ensemble des rapports sociaux, dont des rapports de travail, et analyser correctement ce que recouvre cette individualisation de la responsabilité, ou son envers, la recherche individuelle d'une valorisation de soi. Pourtant, même si une société n'est jamais la somme de ses individus, si ce qui leur arrive les concerne tous, ou un grand nombre, comme c'est le cas dans l'emploi, s'ils n'ont pas d'autres choix que ceux de subir ces injonctions à être des individus singuliers, des " premières personnes ", des " je " et non des " nous ", ne sommes-nous pas en présence d'un phénomène plus large, plus collectif ... La tendance à l'individualisation est collective, et c'est en cela d'abord qu'elle interpelle notre discipline.

Le mouvement syndical à l'épreuve des injonctions d'individuation dans le travail

Le syndicalisme comme réponse collective aux injonctions d'individuation et comme support substitutif des individus : les cas d'un syndicat de postiers et d'un syndicat en centres d'appels.

L'emploi salarié est un cadre privilégié d'injonctions d'individuation : l'exigence de « se comporter comme un individu » pèse sur des travailleurs à qui font parfois défaut les supports permettant d'y faire face. Or, les organisations syndicales sont éminemment concernées par ces injonctions d'individuation, de « responsabilisation », de « flexibilité », de « réactivité », d'« adaptabilité » qui pèsent sur les salariés. Il s'agit ici, à partir d'une enquête longitudinale menée auprès de deux organisations syndicales (Sud-Céritex, qui regroupe des salariés travaillant en centres d'appels pour l'entreprise Céritex, prestataire de services ; et Sud-Poste²⁶⁸) de présenter les manières dont ces injonctions d'individuation interfèrent avec – ou pèsent sur – les organisations syndicales et la vie sociale de leurs militants et adhérents.

Les injonctions d'individuation résultent parfois de modes d'organisation du travail dont l'une des caractéristiques est le flou dans la prescription des tâches ; dans ces contextes, les syndicats sont amenés à porter des revendications susceptibles d'aider les salariés à faire face, et à proposer des clarifications de la prescription des tâches. On verra aussi comment les injonctions d'individuation mises en œuvre dans le cadre des politiques managériales à La Poste et dans le centre d'appels étudié se traduisent dans les discours syndicaux, qui en mettent en relief certaines caractéristiques.

Puis nous montrons, dans un second temps, les liens existant, dans certaines trajectoires de militants syndicaux, entre les injonctions d'individuation qui pèsent sur leur vie professionnelle et sociale et leur engagement syndical ; ce qui nous amène à constituer l'engagement syndical, dans certaines configurations, comme un support substitutif pour les salariés.

1. Les réponses syndicales aux injonctions d'individuation dans le travail : revendications de formation et revendications de clarification des tâches

L'organisation du travail, dans de nombreux secteurs, donne lieu à de fortes injonctions d'individuation. Les salariés sont tenus d'être, en quelque sorte leurs propres « coaches », afin de se repérer et de se mouvoir le mieux possible dans l'espace existant entre, en amont, une prescription du travail caractérisée par un certain flou- et, d'autre part, en aval du travail, un contrôle très précis – à l'aide d'indicateurs chiffrés - des résultats obtenus par les salariés.

Or, dans cet espace entre « prescription floue²⁶⁹ » et contrôle des résultats chiffrés, les salariés sont relativement démunis : une part non négligeable des difficultés qu'ils rencontrent dans le cadre de leur travail sont des difficultés à identifier ce qu'ils doivent faire et la manière dont ils doivent le faire. Dès lors, les agents sont tenus, en quelque sorte, de faire face à des « injonctions de débrouillardise » - injonctions qui sont souvent implicites : il s'agit de « se tirer d'affaire », tant bien que mal, de « prendre sur soi » pour « gérer » les difficultés du travail concret

* Doctorant au CEMS-EHESS, ATER à l'Université de Mans. jeanrobin_merlin@yahoo.fr

²⁶⁸ Cette enquête a permis de constituer le matériau de la thèse que nous effectuons sous la direction de Robert Castel et que nous soutiendrons fin 2004 (titre provisoire : *Rapport au travail et conceptions explicites et implicites du travail dans les pratiques et discours des organisations syndicales*).

²⁶⁹ Nous reprenons ici l'expression élaborée par Daniel Faïta et Marcelle Duc qui, dans leur analyse de l'organisation du travail sur des chantiers du bâtiment, parlent d'« organisation du travail à prescription floue » ; cf Daniel Faïta et Marcelle Duc, « Savoir-faire d'encadrement et prescription floue. Modulation des signes opératoires sur les chantiers du bâtiment », in Jacques Girin et Michèle Grosjean (dir.), *La transgression des règles au travail*, Paris, L'Harmattan, coll. « Langage et travail », p. 51-81. Dans le mode ordre d'idées, Stéphane Beaud et Michel Pialoux parlent de la « logique du flou » à l'œuvre dans les usines Peugeot (cf Stéphane Beaud et Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière*, Paris, Fayard, 1999).

Précisons d'abord les formes que prennent, à la Poste et à Cérítex, ces injonctions d'individuation ; nous montrerons ensuite comment ces injonctions affleurent, en creux, dans les discours et pratiques de Sud-Poste et de Sud-Cérítex.

1.1. Les injonctions d'individuation par défaut de formation et par défaut de prescription du travail

La récente mise en place d'un nouveau système (baptisé « Sirocco ») de gestion des comptes dans les services financiers de La Poste a donné lieu à certaines difficultés. Christine, (57 ans, postière depuis 1974) raconte certains des problèmes qui se posent aux agents concernés :

« Sirocco, c'est un bordel... C'est n'importe quoi. [...] On n'a pas été formés, on nous laisse comme ça nous débrouiller avec le nouveau système... et c'est chiant ! C'est chiant, parce que si tu veux, on est toujours là à dire [elle fait le geste d'un élève qui demanderait quelque chose à son professeur] « m'dam', m'dam', je comprends pas », euh..., « et là, comment faut faire », on est toujours obligés de demander, comme à l'école !... En plus, souvent nos chefs ils savent pas... alors ils font semblant de savoir à peu près, ou alors ils disent de demander à quelqu'un d'autre...[...] c'est un sacré bordel ».

Cette forme d'individuation, qui place les salariés en situation de faiblesse, voire d'infantilisation (« on nous laisse comme ça nous débrouiller », « on est toujours obligés de demander ») est une conséquence, qui n'est probablement pas exceptionnelle, d'un manque de formation professionnelle : les salariés ne disposent pas des formations susceptibles de leur permettre de *conduire* leur pratique professionnelle. Ces situations d'« individuation par défaut de prescription » ou d'« individuation par défaut de formation » les mettent ainsi en situation de faiblesse face à leurs supérieurs hiérarchiques, comme dans le cas de Christine.

C'est parfois aussi face aux clients de l'entreprise pour laquelle ils travaillent que les salariés confrontés à des injonctions d'individuation par défaut de prescription du travail sont en situation de faiblesse ; de nombreux téléopérateurs ont évoqué des situations de cet ordre dans les entretiens que nous avons effectués avec eux. Citons en trois exemples :

« On peut pas tout gérer parce qu'on n'a pas les formations suffisantes. On n'est pas assez formés. Et ça se ressent quand on a les clients [au téléphone]. Sur les clients, on le ressent bien. Parce que bon, dans notre métier, on doit être directifs. C'est nous-mêmes qui devons gérer l'appel. Mais il suffit qu'on prenne quelqu'un sur internet, et qu'il y ait au bout du fil un informaticien, au bout d'un moment, c'est l'informaticien qui va diriger l'appel. Qui va dire « j'ai ça, j'ai ça, j'ai ça, qu'est-ce que vous me conseillez de faire... qu'est-ce que je dois faire ? » Donc, là, étant donné qu'on n'a pas la formation suffisante, on n'est pas à même de répondre. On n'est pas à même de répondre, et on doit trouver des solutions. Donc, soit on interroge la cellule qualité, [...] soit on interroge la cellule cyber-expert ; il arrive même que la cellule qualité, la cellule cyber aient pas la réponse. C'est là où ça pêche, en fait. Parce que ça retombe sur nous. Ça retombe sur nous, alors qu'en fait, c'est dû à un manque de formation, quoi. On serait mieux formés, on pourrait mieux gérer les appels ». (Ibrahim, 25 ans, téléopérateur à Cérítex).

Selon une logique analogue, Karine, 24 ans, téléopératrice à Cérítex, est aussi confrontée à un manque de formation :

« Ils nous ont remis en appel sans formation ! ça faisait dix mois qu'on avait pas pris d'appels. [...] Au bout de dix mois, on n'a pas eu de formation. Donc, tu reprends ton taf comme ça... Alors,

bonjour la qualité. Il y a des clients qui me sortaient carrément « je pourrais pas avoir quelqu'un de plus compétent que vous », alors, euh, t'as bien la honte, quoi. Alors, si, ça pourrait peut-être marcher si on avait des formations régulières... » (Karine, 24 ans téléopératrice à Cérítex).

Ici encore, c'est le manque de formation qui constitue l'injonction de débrouillardise et d'individuation. Et, comme dans le cas de l'installation de Sirocco dans les services financiers de La Poste, ce manque de formation va de pair avec une méconnaissance, par les supérieurs, du travail à effectuer :

« Surtout que moi, ma chef d'équipe, elle a jamais pris un appel de sa vie, donc, qu'est-ce que tu veux faire avec ça, quoi ! Tu vas lui demander, elle te dit « ben, je sais pas, va voir sur un autre plateau », donc, tu fais 15 km sur l'autre plateau pour demander ta réponse, le client, ça fait 10 min qu'il appelle... ». (Karine, 24 ans, téléopératrice à Cérítex).

Ces témoignages illustrent bien l'importance de la formation professionnelle comme que support permettant aux salariés de faire face avec réussite aux injonctions d'individuation qui pèsent sur eux, et, a contrario, l'importance des répercussions sur les salariés de manques de formation.

Les salariés sont donc exposés à des situation de faiblesse face aux clients, en raison du peu – voire de l'absence – de formation que leur prodigue leur entreprise. Dans ce contexte, certains problèmes proviennent du flou de la prescription du travail, où les consignes n'établissent de frontière claire entre ce que les salariés sont tenus de faire et ce qui n'entre pas dans leurs prérogatives. Lionel, téléopérateur à Cérítex, âgé de 27 ans, raconte ainsi selon quelle logique il se heurte parfois à l'incompréhension de clients :

« Une carte qui est mal installée, ben nous, on le fera pas, parce qu'on n'a pas été formés. Sauf que après, ils te disent en formation « ceux qui savent le faire, ils peuvent le faire ». Mais c'est de la plus-value, comme ils disent, tu vois. C'est de la plus-value. Simplement, le souci, c'est que il y en a un, il va faire ça, ça va marcher, alors le mec il va avoir un autre problème, il va rappeler la prochaine fois, il va dire « ben votre collègue il me l'a bien fait, l'autre fois »... là, c'est un peu chiant... Donc, c'est nous qui sommes obligés de préciser... C'est à chaque TO [téléopérateur, NDLR] de bien connaître son périmètre d'intervention ».

Ainsi, parmi « ce qui retombe » - pour reprendre la formule d'Ibrahim - sur les téléopérateurs, il y a tout bonnement la délimitation de leur périmètre d'intervention effectif. En ce sens, *les salariés concernés sont bel et bien en butte à des injonctions d'« auto-coaching », d'« auto-management »* en quelque sorte : l'organisation du travail est telle qu'ils doivent eux-mêmes suppléer le flou de la prescription.

Le flou – qui est parfois un vide - entretenu par les pratiques managériales de la direction quant à l'organisation du travail concret crée une sorte d'« appel d'air ». Tout se passe comme si ce flou correspondait à une volonté délibérée de « sous-traiter » certaines tâches, de faire reposer sur chaque individu la responsabilité de s'ajuster au marché, aux attentes des clients, et même, on le voit avec l'exemple de Sirocco, aux outils de travail. C'est en ce sens que ce flou, voire ce vide, constitue en soi une forme d'injonction implicite d'« auto-coaching », voire de « débrouillardise ».

Ces injonctions d'individuation apparaissent en creux dans les discours syndicaux, et ce à plusieurs niveaux.

1.2. Réponses syndicales aux injonctions d'individuation par défaut de formation professionnelle et par défaut de prescription du travail

Face aux injonctions d'individuation par défaut de prescription du travail et par défaut de formation, les organisations syndicales étudiées, d'une part, réclament à l'employeur des formations adaptées, et, d'autre part, tendent à s'immiscer dans la prescription du travail.

1.2.1. La revendication de formations

Il est d'abord à noter que les organisations syndicales étudiées font porter une part non négligeable de leur discours revendicatif sur la question de la formation professionnelle. « Nous n'avons pas été assez formé²⁷⁰ », dénonce par exemple un tract de Sud-Céritex-Le Mans. « Combien de temps faudra-t-il encore attendre avant que la direction nous paie les formations promises²⁷¹? », demande Sud-Céritex-et-filiales dans son périodique *Protestataires de service*.

Sud-Poste a réagi d'une manière analogue lors de la mise en place du nouvel logiciel de traitement des comptes financiers (Sirocco) : « La mise en place de Sirocco a créé une sacrée pagaille dans les services : la direction doit nous former », indique Sud-PTT-CRSF-Nantes dans un tract. « L'absence de mode opératoire malgré l'expérimentation de l' « outil » Sirocco dans quatre CRSF ressemble à une monstrueuse négligence... Peut-être dans ces conditions, connues d'avance par Monsieur Sirocco, aurait-il fallu détacher assez de gens pour seconder le personnel... Peut-être aurait-on pu former les agents pour traiter Vidéoposte... [...] alors que nous sommes le cinquième centre à mettre en place Sirocco, tout se passe comme si nous étions les premiers. Les plâtres, toujours, les plâtres ! Et chacun d'entre nous se retrouve seul, sans guide, sans aide logistique, sans soutien moral face à un tas de restes²⁷² qui grossit chaque jour²⁷³ », déplorent les auteurs de « Sirocco, coco-rico », tract recto-verso édité le 18 mai 2003. Dans ce même tract, Sud réclame « davantage d'accompagnement : une utilisatrice(teur) confirmée par alvéole chaque jour [et] plus de formation pratique et moins de formatage idéologique ».

Une mise en perspective historique permettrait de situer ce registre dans l'histoire de l'action syndicale : quelle est la place, dans les dispositifs revendicatifs des organisations syndicales, du thème de la formation professionnelle ? Alors que la thématique de la nécessité de la « formation tout au long de la vie » est brandie par les pouvoirs publics et par des organisations patronales, au nom de l' « adaptabilité » des salariés, dans quelle mesure et de quelles manières les syndicats se placent-ils sur ce terrain tout à la fois important et glissant pour les salariés ?

Outre la revendication d'une meilleure formation, les injonctions d'individuation par défaut de prescription du travail amènent les organisations syndicales à critiquer l'organisation du travail, et parfois à émettre des propositions dans ce domaine.

1.2.2. La dénonciation de l'incompétence et de la négligence de l'encadrement, et l'immixtion des organisations syndicales dans l'organisation du travail

Les injonctions d'individuation par défaut de prescription du travail gagnent à être reliées à une *forme discursive* que nous avons souvent repérée dans les discours syndicaux : celle *qui dénonce les insuffisances, voire l'incompétence, des directions et du haut encadrement des entreprises*.

²⁷⁰ Sud-Céritex-Le Mans, « Nous ne sommes pas d'accord ! », tract édité en novembre 2000.

²⁷¹ Sud-Céritex-et-filiales, *Protestataires de service*, n° 8, juin 2003, p. 3.

²⁷² Les « restes » sont, dans le langage des postiers, les dossiers en attente d'être traités.

²⁷³ Sud-PTT-CRSF-Nantes, « Sirocco, coco-rico ! », 18 mai 2003.

Les salariés mentionnent fréquemment la méconnaissance par les cadres du travail à effectuer : « ma chef d'équipe, elle a jamais pris un appel de sa vie », regrette Karine, téléopératrice à Cérítex. « Souvent, nos chefs, ils ne savent pas », déplore Christine, postière.

Concrètement, il n'est pas exceptionnel que les salariés soient amenés à s'ingérer dans l'organisation du travail la plus « terre-à-terre » sur leur site de production, et empiètent ainsi en quelque sorte sur les prérogatives de leur encadrement. Les salariés de PAT, (à l'instigation de Virginie, co-fondatrice de Sud-Cérítex), avaient par exemple, en décembre 1999, fait circuler une pétition réclamant « une nouvelle organisation pour le tri des fax²⁷⁴ ». En effet, suite aux appels arrivés sur le plateau de PAT, des fax (de confirmation ou de précision) sont souvent envoyés par le client. Or, la procédure instaurée par la direction prévoyait qu'un téléopérateur devait, en fin de journée, trier tous les fax arrivés dans la journée et les répartir entre différentes bannettes. C'est à cette procédure que la pétition sus-mentionnée s'oppose et propose une alternative : « Pensant que cette procédure n'est ni efficace ni utile, les salariés de PAT/ATOUFIL refusent cette procédure. Par contre nous pensons que le tri des fax est la suite logique du traitement d'appel ».

C'est pour cela que nous proposons que chaque fax traité par un opérateur(trice) soit rangé par ce dernier dans les bannettes adéquates et cela au fur et à mesure. Pour les fax posant problème les opérateurs(trices) demanderont l'aide du superviseur en place²⁷⁵. »

Cette démarche collective constitue une forme d'intrusion dans les prérogatives de la direction quant à l'organisation du travail. Relevons que l'organisation alternative portée par la pétition a été acceptée par le chef de plateau : « la réaction, ben ça a été « avant de faire des pétitions, il faudrait nous demander », euh, « quand il y a des bonnes idées, on est pour » » (Virginie, 30 ans).

Dans un registre similaire, les militants Sud de Hays-Cérítex-Le Mans s'étaient engagés dans une démarche de propositions de réorganisation de leur site à l'automne 2001 ; ils avaient tenté d'attirer l'attention de la direction du site sur ce qu'ils considéraient comme des dysfonctionnements. Citons ce qu'en disait alors Karine, téléopératrice et élue suppléante au CHSCT.

« Il y a plein de choses qui vont pas sur le site, et donc on veut proposer une réorganisation de tous les plateaux d'appel, quoi. On veut faire un projet pour réorganiser le site. Donc on va leur faire une proposition pour ça. [...] Parce que par exemple, nous, on est en facturation, donc on est TO polyvalents, quoi. Donc on prend des appels, après on nous dit de nous remettre en factu et puis il faut reprendre des appels, et machin, c'est tout le temps comme ça, quoi, donc à la fin de la journée tu pètes un petit peu les plombs. Donc, on voudrait essayer de réorganiser, par exemple le matin tu prends des appels, l'après-midi tu fais de la factu.

[...] Faire des allées et venues comme ça, tu es forcément moins productif et tu fais moins de qualité, quoi, c'est clair. Donc on va essayer de faire des propositions pour remédier un peu à tout ça. » (Karine, 24 ans, téléopératrice à Cérítex).

Ici, selon Karine, c'est entre autres au nom d'une perte de qualité du travail qu'une réorganisation trouverait sa justification (« faire des allées et venues comme ça, tu es forcément moins productif et tu fais moins de qualité »). Mais elle mentionne aussi la santé des téléopérateurs (« à la fin de la journée, tu pètes un petit peu les plombs »). Retenons l'idée que *deux registres sont parfois enchevêtrés dans le discours des militants : un registre critiquant l'organisation du travail au nom de son absurdité du point de vue de la qualité du travail, voire, des résultats de l'entreprise ; et un registre se plaçant du point de vue de la santé des salariés pour critiquer l'organisation du travail*. Ce recoupement – voire, parfois, cette confusion – entre deux régimes de justification d'un discours critique sur l'organisation du travail imprègne assez profondément, nous semble-t-il, les discours de militant syndicaux.

²⁷⁴ « Les salariés PAT/ATOUFIL demandent une nouvelle « organisation pour le tri des fax », pétition mise en circulation en décembre 1999.

²⁷⁵ *Ibid.*

Ainsi, qu'il s'agisse du tri des fax à PAT ou du « yo-yo [...] entre la facturation et la prise d'appels », certains exemples tendent à montrer que le flou ou les dysfonctionnements de l'organisation et de la prescription du travail dans les centres d'appels ouvrent un espace d'intervention aux syndicats : ceux-ci ont la possibilité de s'engouffrer dans certaines approximations ou incohérences de l'organisation du travail promue par la direction.

Or, pour les syndicats, faire le travail de la direction ne constitue pas nécessairement un objectif : « c'est pas trop à nous de faire ça », note Karine à propos des propositions de réorganisation du travail faites par les élus de Sud-Céritex au Mans. Tout se passe comme si les directions d'entreprise délaissaient certaines de leurs prérogatives et responsabilités, à charge pour les salariés de se débrouiller ; c'est à cette « injonction de débrouillardise » que répondent, d'une certaine manière, les propositions syndicales concernant l'organisation du travail. Et c'est sans doute aussi à ces « injonctions de débrouillardise » que font écho les nombreux procès en incompétence faits par Sud aux dirigeants de Céritex.

« Quel professionnalisme !!! », ironisent les auteurs d'un tract de Sud-Céritex-Le Mans dans lequel est vivement critiquée la passivité de la direction du site face à un problème de répartition du matériel et des tâches qui aboutit à ce que « certaines équipes avaient des appels en continu alors que pendant le même temps d'autres TO n'avaient aucun appel²⁷⁶ ». « L'usine à gaz bat des records !!!²⁷⁷ », dénonce Sud-Céritex-Le Mans dans un autre tract, qui raille les « informations contradictoires » qui émanent de la direction, et qui demande « [ce qu'il faut] faire devant cette direction qui ne sait même pas ce qui arrive comme courrier » [la direction attendait un accord de l'inspection du travail concernant un accord sur les 35 heures ; or, l'accord était déjà arrivé].

« Encore une fois, la direction fait n'importe quoi ! » ; « La direction doit revoir sa copie ! » ; « Petit cours de rattrapage pour notre direction »... En parcourant les tracts qui émanent Sud-Céritex, on constate globalement la mise en oeuvre d'un registre discursif qui constitue la direction de l'entreprise comme peu compétente, et même, à certains égards, peu performante.

L'analyse des discours et pratiques syndicaux donne un aperçu des modalités concrètes et des effets des injonctions d'individuation dans certaines entreprises. On voit notamment comment ces injonctions d'individuation se font en partie par défaut ou manque de prescription du travail et de formation. Dès lors, il est particulièrement difficile pour des salariés relativement isolés et fragilisés par les politiques managériales mises en oeuvre dans leurs entreprises de donner du sens à leur travail. C'est ainsi que le travail des militants syndicaux consiste en partie à *collectiviser ces injonctions d'individuation* : en les publicisant – pour que chacun sache que les difficultés qu'il rencontre sont partagées par d'autres - ; mais aussi en effectuant un *travail collectif de clarification du travail prescrit*.

Insistons ici sur *la coexistence de deux registres dans les discours syndicaux qui dénoncent la mauvaise qualité du travail* : le premier d'entre eux moque ce que serait l'incompétence des dirigeants ; l'autre dénonce un abandon délibéré des salariés à eux-mêmes. De sorte que sont juxtaposées, parfois dans un même tract, l'idée que les dirigeants ne *peuvent* pas prescrire plus précisément le travail, et l'idée que les dirigeants ne le *veulent* pas, ce qui ne permet pas toujours de clarifier les enjeux aux yeux des salariés. Cette tension peut être interprétée comme une illustration de la relative difficulté, pour les militants syndicaux, de restituer, dans le cadre des contraintes (de concision, de clarté) fixées pour la rédaction d'un tract, la cohérence des politiques managériales de déstabilisation des salariés. Chaque salarié, à l'échelle individuelle, y voit surtout des incohérences, de l'absurdité (« c'est absurde » est une phrase qui revient dans les propos de nombreux salariés quand ils décrivent les tâches qu'ils doivent effectuer) ; or, les militants perçoivent souvent assez bien, nous semble-t-il, la cohérence des politiques

²⁷⁶ *Ibid.*

²⁷⁷ Sud-Céritex-Le Mans, « L'usine à gaz bat des records !!! », tract édité le 1^{er} mai 2002.

managériales, mais, parfois, préfèrent railler les « managers géniaux », les « « coaches » qui [les] « managent » », les « dernières trouvailles » des « chefs », plutôt que de déconstruire le discours et restituer la cohérence, le sens, de ces stratégies, dont de nombreux sociologues du travail ont montré qu'elles n'en manquent pas.

A cet égard, peut-être une clarification théorique de leur discours par les organisations syndicales faciliterait-il la mise en évidence des effets délétères de la mise en œuvre par les managers de politiques d'individuation des salariés.

Outre leurs effets sur les discours et pratiques des syndicats, les injonctions d'individuation qui pèsent sur les salariés ont des conséquences quant aux trajectoires sociales des militants syndicaux.

2. L'engagement syndical comme support des individus ?

L'engagement syndical semble pouvoir fonctionner comme un support des individus, selon au moins deux logiques : d'une part, en tant que vecteur d'acquisition de savoir-faire transposables, il peut donner aux individus des armes permettant de faire face à certaines formes d'injonctions d'individuation ; d'autre part, en tant que point d'ancrage subjectif et biographique, il permet de limiter certains risques de déstabilisation.

2.1. L'engagement syndical comme vecteur d'acquisition de savoir-faire transposables

Notre enquête de terrain nous donne à penser que les difficultés – voire l'impossibilité - à s'installer, à « se caser », à *se faire une situation*, à laquelle sont actuellement confrontés de nombreux salariés, confère une valeur spécifique aux *savoir-faire transposables* : les savoirs et savoir-faire qui permettent d'affronter des épreuves nouvelles et imprévues avec quelques chances de réussite semblent avoir pris, aux yeux des salariés – notamment aux yeux des jeunes téléopérateur - une importance particulière. De ce point de vue, il est particulièrement intéressant pour notre propos de constater que de nombreux syndiqués, notamment parmi les téléopérateurs, conçoivent leur participation aux activités de Sud-Céritex comme une occasion d'acquérir et de développer certaines connaissances et certains savoir-faire susceptibles de leur servir ultérieurement dans des situations – notamment professionnelles - éventuellement très différentes de celle qui est la leur à Céritex.

Lionel, téléopérateur de 27 ans, explique ainsi que la perspective d'engranger des connaissances juridiques a pesé dans son choix d'adhérer à Sud :

« C'est aussi pour ça, d'ailleurs, aussi, que je me suis syndiqué. C'est à dire en savoir toujours plus au niveau droit social, quoi. Comme ça, quand on te dit des trucs... c'est pour ça, aussi, apprendre aussi... apprendre pour soi! Apprendre en droit social, pour la suite aussi [...] C'est une raison pour laquelle je me suis syndiqué. » (Lionel, 27 ans, téléopérateur à Céritex).

Ce souci d'emmagasiner des connaissances qui puissent servir d'outil de résistance, juridique et, éventuellement, individuelle (« apprendre pour soi [...] pour la suite aussi ») nous est apparu comme étant assez répandu parmi les jeunes téléopérateurs. Leur discours et leur attitude vis-à-vis des expériences (professionnelles et, le cas échéant, syndicales) qu'ils sont susceptibles d'avoir laissent transparaître le fait qu'ils ont profondément intériorisé l'utilité de forger et d'aiguiser des armes (en termes de connaissances juridiques, d'expériences professionnelles, et de savoir-faire transposables) susceptibles de leur permettre de faire face et, éventuellement, d'opposer certaines résistances, aux injonctions de flexibilité, d'adaptabilité, de réactivité, dont ils sentent ou savent qu'elles risquent de peser durablement sur leur vie professionnelle – voire sur l'ensemble de leur vie.

C'est au nom d'une logique comparable qu'Ibrahim, téléopérateur à Cérítex, explique son envie de ne pas quitter tout de suite l'entreprise :

« Le travail en lui-même, il est plaisant. Il est plaisant. Parce qu'on en apprend quand même sur la télé et sur le net. Quand on a des amis qui ont des soucis à l'extérieur du boulot, " ouais, j'ai un problème de connection au niveau internet "... Ça nous fait plaisir d'aider cette personne ! On est content de l'aider, on est content de transmettre ce qu'on a acquis. C'est vrai que c'est aussi plaisant. Même au niveau de la télé. Ça peut nous arriver à nous un jour d'avoir des problèmes au niveau de la télé. Par rapport à ce qu'on aura appris à Cérítex, on sera à même de pouvoir résoudre le souci. Dans l'immédiat, je vais rester. Bon, il est vrai que je cherche du travail à côté, mais, euh, je dis toujours que c'est pour d'ici trois-quatre mois. Dans l'immédiat, je vais rester. Parce que j'ai besoin d'acquérir encore certaines notions. Que ce soit au niveau de la télé, ou internet.

- Tu en as besoin, euh... ?

- Ben j'en ai besoin pour moi personnellement, et puis... on sait jamais ce que peut réserver l'avenir. Si un jour j'ai une opportunité, et puis, on me demande si je connais un peu Internet, ben, je peux répondre, euh, " oui, je connais un peu Internet ". Je peux me défendre, j'aurai des bagages, en fait. C'est pour ça aussi, pour moi, je vais rester. Pour avoir... pour avoir des bagages assez importants. » (Ibrahim, 25 ans).

« On sait jamais ce que peut réserver l'avenir », dit Ibrahim. Il s'agit donc de « pouvoir se défendre » ; ces contraintes de la vie professionnelle semblent profondément intériorisées par les jeunes téléopérateurs enquêtés. Et c'est cette instabilité des trajectoires, et les injonctions de mobilité et d'adaptabilité qui l'accompagnent, qui semble être à la base de ce souci de se saisir de diverses opportunités – une expérience syndicale ou professionnelle, par exemple – comme des occasions de développer des *savoir-faire transposables*.

On peut mettre en rapport ce souci d'acquérir dans le cadre d'une expérience professionnelle des savoir-faire réutilisables plus tard (« apprendre pour la suite », dit Lionel) avec la démarche consistant à valoriser au présent, mais dans des sphères extraprofessionnelles, des savoir-faire acquis dans le travail : « quand on a un ami qui a des soucis à l'extérieur du boulot, on est content de lui transmettre ce qu'on a acquis » raconte Ibrahim. Consécutivement à la relative déstabilisation de certains supports des individus – à commencer par l'emploi salarié -, l'adaptabilité des savoirs et des savoir-faire, leur faculté à garder de leur valeur dans des sphères ou à des moments de la vie autres que ceux auxquels ils ont été acquis, prennent une grande importance. Peut-être les militants syndicaux ont-ils intérêt à avoir cela en tête lorsqu'ils tentent de donner envie à des salariés de les rejoindre dans leur organisation, ou, une fois qu'ils ont commencé à s'impliquer, d'y rester.

2.2. Le militantisme syndical, facteur de stabilité ?

Notre enquête nous a permis d'identifier des configurations où l'engagement syndical peut fonctionner comme un support des individus assez efficace : d'une part en permettant une certaine régulation de l'engagement subjectif dans le travail ; en fonctionnant, d'autre part comme un stabilisateur biographique.

2.2.1. L'engagement syndical comme régulateur de l'engagement subjectif dans le travail

Il est assez solidement établi que la stabilité de l'emploi facilite l'engagement syndical. Le cas du syndicat départemental Sud-PTT-Loire-Atlantique en constitue une illustration parmi beaucoup d'autres : alors que la proportion des « ACO » (agents contractuels) en Loire-Atlantique est importante et se

renforce, la quasi-totalité des militants sont titulaires du statut de fonctionnaires. Le fait d'occuper un emploi dont on sait pouvoir être privé soudainement, ou dont on sait qu'on souhaite le quitter à relativement court terme, constituent de sérieux obstacles au passage au militantisme syndical. « T'as des gens, ils se disent qu'ils vont partir dans peu de temps. Alors « pourquoi se syndiquer, on va partir dans peu de temps, on va retrouver autre-chose » », confirme Grégory, 25 ans, militant à Sud-Céritex.

Mais au-delà de ce constat, notre enquête nous a amené à repérer des configurations dans lesquelles l'engagement syndical peut fonctionner comme un stabilisateur biographique, et même comme un stabilisateur professionnel.

Signalons d'abord que *l'engagement syndical semble aller de pair, dans certaines situations, avec une certaine aptitude à trouver une bonne distance vis-à-vis du travail*. Les militants de Sud-Céritex évoquent largement le fait que leur engagement syndical tend à renforcer leur intérêt pour leur travail. Leur investissement militant rend nécessaire une bonne connaissance du travail concret : ses difficultés, ses contraintes, ses pénibilités, etc. : « être syndiqué, ça oblige à faire attention à différents trucs, quoi, donc, à la rigueur, je m'emmerde plutôt moins que si j'étais pas syndiqué », explique ainsi Clément (30 ans, Céritex). « Le fait de faire du syndicalisme, ça fait que tu retrouves un intérêt à travailler », confirme Véronique (26 ans, Céritex). En ce sens, l'engagement syndical semble protéger certains téléopérateurs – notamment ceux qui, eu égard à leur niveau de qualification, pourraient escompter un emploi plus valorisé - d'une trop grande distanciation du travail qui risquerait d'engendrer certaines formes d'ennui.

Quant au surinvestissement dans le travail, il semble aussi que les téléopérateurs syndiqués en soient aussi relativement protégés : le témoignage d'Antoine (28 ans, téléopérateur à Céritex) illustre bien cette aptitude, que nous avons identifiée chez beaucoup de militants, à la distanciation vis-à-vis de certaines formes de pression au travail :

« Il y a quand même une ou deux crises de nerf par jour, sur les plateaux, témoigne un enquêté, il y en a plein qui partent en pleurant [...] parce qu'ils se sont trop fait genre engueuler. Bon, pour une majorité des gens, il y a un stress qui est présent... Bon, pour moi, ça va, quoi. [...] Je me fais engueuler, ça fait des années que j'ai appris que... tu te fais engueuler, ça te passe carrément au-dessus. Tu vois, pour moi, il y a pas de stress, quoi. Mais bon, je sais qu'il y a des gens qui sont plus fragiles » (Antoine, 28 ans, Céritex).

Ainsi, dans certaines configurations, l'engagement syndical semble fonctionner comme un *modulateur de l'engagement subjectif* : il évite une trop grande distanciation subjective génératrice d'ennui ; et il protège aussi contre certaines formes de souffrances liées à un manque de reconnaissance (comme dans le cas d'« engueulades ») ou à un surinvestissement subjectif qui peut exposer au risque de prendre trop à cœur certains dysfonctionnements, voire à culpabiliser. Nos observations montrent que, dans certaines configurations, l'engagement syndical peut fonctionner comme un *régulateur de l'engagement subjectif dans le travail*, et donc comme un *stabilisateur des individus*, un support qui aide à se protéger contre les risques de déstabilisation générés par certaines formes actuelles d'organisation du travail.

Dans certains cas, l'engagement syndical peut aussi fonctionner comme un stabilisateur biographique.

2.2.2. L'« engagement-ancrage » : l'engagement syndical comme ancrage social

Signalons enfin que l'engagement syndical peut constituer une sorte d'arrimage pour certains salariés. A Céritex, les trois personnes qui font fonctionner le syndicat Sud évoquent clairement le fait

que c'est leur engagement syndical qui donne un sens à leur emploi, et qui fait qu'ils ne l'abandonnent pas.

L'exemple de Véronique est assez emblématique de cet état de fait. Etudiante en première année de thèse d'histoire de l'art, en 1999-2000, elle cherche un emploi pour financer sa thèse ; or, par l'intermédiaire de connaissances de Virginie²⁷⁸ (Virginie milite à la Ligue communiste révolutionnaire ; Véronique, quant à elle, a milité plusieurs années à Ras l'front et aux Jeunesses communistes révolutionnaires – JCR, en solidarité politique avec la LCR), elle entend parler de l'opportunité de se faire embaucher à Cérítex ; elle va finalement y rester plus longtemps qu'initialement escompté, et y prendre des responsabilités syndicales qui constituent le pivot de sa vie sociale :

« [Virginie] a donné mon CV à qui de droit, et, donc je me suis retrouvée sur ce site, et puis.[...] elle m'a contacté parce qu'il y avait un Sud [...] ; au départ je pensais pas spécialement m'investir, mais pour le principe, je prends ma carte, [...] et puis de fil en aiguille, donc il y avait des réunions, et puis je suis venue parce que ça m'intéressait, et caetera et caetera, et puis voilà, tu vois, ça s'est fait naturellement, et puis au bout d'un moment, il fallait quelqu'un pour être délégué syndical, les candidats se bousculaient pas au portillon, et puis il y avait pas 36 000 personnes qui étaient... comment dire... qui étaient capables entre guillemets si tu veux d'être au pied levé... parce qu'il fallait quelqu'un qui soit délégué syndical sans avoir une formation, machin, et comme j'avais déjà milité pas seulement à l'Unef et à l'Unef-ID, mais aussi aux JCR, à Ras l'front, j'avais une expérience militante, ça fait que c'était plus naturel pour moi de faire ce genre de... d'activité un peu... un peu... qui demandait un peu de... d'assurance, si tu veux, en quelque sorte... ouais, d'assurance, quoi. [...] Moi, j'étais moyen enthousiaste parce que je te dis... ben, je suis un peu étudiante à côté, quand même [rire] ; et puis que j'étais seulement à temps partiel [...]. Je me serais pas battue pour être DS, quoi, mais... comme on m'a fait comprendre que il y avait pas trop le choix, voilà, ben j'ai dit bon d'accord, quoi ».

Ainsi, Véronique devient déléguée syndicale de Sud à Cérítex, mais sans renoncer à son projet de thèse d'histoire de l'art. En 2001, elle constate déjà, sans amertume apparente, qu'elle est restée plus longtemps que prévu à Cérítex :

« Au départ, Cérítex, c'était genre, ouais, je vais bosser là six mois, et puis du coup, ben ça va faire deux ans en novembre que je suis là, quand même... Pour le moment, ça va quoi... Franchement... Mon boulot de standardiste en tant que tel n'a aucun intérêt, est super chiant et me gonfle ! mais, je te dis, il y a une super bonne ambiance avec les collègues, donc ça me fait jamais chier de venir au boulot, tu vois, et, le syndicalisme fait que de toute façon j'ai plus eu l'impression de perdre mon temps comme au début où j'étais à Cérítex et où je me disais " mais tu vas devenir con, à force " [rires] Mais le fait de faire du syndicalisme ça fait que tu retrouves un nouvel intérêt à travailler, quoi.

Mais le fait est que théoriquement je suis censée faire une thèse d'histoire de l'art à côté et que le but du jeu n'est pas d'être téléopératrice jusqu'à la fin de mes jours, mais de trouver un boulot dans ce domaine. Après, peut-être que... peut-être que je resterai à Cérítex jusqu'à ma retraite, peut-être, j'en sais rien, moi... En vrai, je me pose pas trop la question... Tu vois, je vois pas trop au-delà de trois mois, je me pose pas trop de questions, quoi. [...] Mais bon, là, le fait qu'il y ait Sud et qu'il y ait vraiment des enjeux comme les 35 heures fait que j'ai pas trop envie de partir, quoi. Faudrait vraiment que je trouve une super occasion, un boulot qui soit bien payé super intéressant avec des horaires super bien pour ma thèse et tout à côté pour que je parte ! Là, tu vois, là... ben, c'est vrai, en plus tu commences à être DS pr les 35 h, tu te dis " ben je vais pas me barrer comme ça du jour au lendemain ". On compte un peu sur toi, de fait, euh... Mais enfin le but du jeu c'est pas de bosser jusqu'à la fin de mes jours à Cérítex. Parce que je pense quand même que j'en aurais marre au bout de dix ans. En plus je suis à mi-temps, parce

²⁷⁸ Virginie est la salariée qui a été à l'impulsion de la création de Sud-Cérítex

que bon, je vis chez mes parents donc j'ai pas besoin de beaucoup de sous, mais si je devais bosser à plein temps, je crois pas que ce serait aussi cool, quoi. »

On le voit, par le biais de ses responsabilités syndicales – mais aussi de ses « compétences relationnelles », son aptitude à construire des relations sociales assez satisfaisantes avec ses collègues, aptitude à laquelle son expérience de l'action collective n'est peut-être pas étrangère -, Véronique parvient à construire sa vie autour d'un emploi déqualifié. Elle dispose de ressources – culturelles, idéologiques, sociales – qui lui permettent de construire du sens autour d'un emploi qui est beaucoup moins qualifié que ce à quoi elle pourrait postuler.

A tel point que, trois années plus tard, si la situation de Véronique a évolué, c'est dans un sens qui n'était pas celui initialement escompté : elle travaille toujours à Céritex, milite toujours à Sud, est toujours déléguée syndicale. Elle travaille désormais à plein-temps (à son initiative : souhaitant déménager, il lui fallait un salaire plus élevé ; elle est désormais locataire d'un appartement à Saint-Denis) ; son travail est moins répétitif (elle a été reclassée sur une plate-forme téléphonique, ne fait plus à proprement parler du standard) ; mais reste un travail déqualifié pour elle.

La situation de Clément et de Virginie est comparable : ils restent à Céritex, sont attachés à leur situation au sens où ils refusent d'envisager de quitter l'entreprise sans avoir assuré la relève syndicale qui permettrait à Sud-Céritex de survivre à leur départ ; ils refusent aussi d'envisager de rester durablement téléopérateurs.

Ainsi, leur engagement syndical constitue leur principal point d'ancrage social : leur engagement syndical leur offre un support biographique assez efficace, dans la mesure où il leur permet de charger de sens leurs activités, même lorsqu'elles sont relativement dévalorisées eu égard à ce qu'ils pourraient escompter – professionnellement notamment ; de ce point de vue, cet engagement constitue un support des individus assez efficace, quoique ambivalent, puisque cet engagement-ancrage, s'il limite les risques de dérive, limite aussi les chances de mobilité. (Il sera particulièrement intéressant de voir comment la situation de provisoire-durable qui caractérise leur situation professionnelle – ils n'envisagent ni de partir, ni de rester – va se dénouer).

Ainsi, on l'a vu, les enjeux, les opportunités, et les difficultés qui vont de pair avec l'engagement syndical semblent relativement spécifiques dans un contexte où de fortes injonctions d'individuation et de flexibilité pèsent sur les salariés. En effet, à certains égards, l'effritement des protections de la société salariale rend plus risqué le militantisme syndical ; mais, par ailleurs, l'impossibilité de se *baser*, de *s'appuyer* sur des emplois suffisamment stables pour qu'il soit possible de construire sa vie sociale autour ou de s'y engager subjectivement confèrent une valeur spécifique à certaines ressources apportées par l'engagement syndical : acquisition de savoir-faire transposables, reconnaissance personnalisée par les camarades de militantisme, aptitude à moduler l'engagement subjectif dans le travail.

Conclusion

Les injonctions d'individuation qui pèsent fortement sur les salariés dans certains secteurs semblent avoir des effets sur les activités syndicales. Les tendances des nouvelles politiques managériales à entretenir un certain flou dans la prescription du travail rendent nécessaire un investissement syndical quant à l'organisation du travail.

Il s'agit pour les syndicats de dénoncer l'organisation du travail qui engendre cette déstabilisation des salariés dans leur pratique professionnelle ; il s'agit aussi de faire face aux injonctions d'individuation en avançant des propositions d'organisation du travail.

Par ailleurs, la déstabilisation des salariés - consécutive aux injonctions de mobilité, d'adaptabilité, dont ils sont l'objet – modifie les conditions de l'engagement syndical. Souvent, le coût de l'engagement est plus élevé : l'effritement des protections constitutives du statut de salarié facilite la répression des

activités syndicales. Mais, alors que les injonctions d'individuation rendent particulièrement précieux les savoir-faire transposables d'une sphère à l'autre de l'existence, et rendent difficile de construire du sens autour de son activité professionnelle, on s'aperçoit que, dans certaines configurations, l'engagement syndical peut fonctionner comme un stabilisateur : en tant régulateur de l'engagement subjectif dans le travail, et en tant que stabilisateur biographique.

4. Des institutions individualisantes I : l'entreprise, l'école et les politiques sociales

Cédric Frégné

Le travail des psychologues d'orientation en entreprise d'entraînement : une injonction d'individuation en actes

Dans le cadre des stages de formation dédiés à des publics demandeurs d'emploi, des actions de recherche d'emploi sont pilotées par des « psychologues d'orientation », fréquemment affublés du titre de « conseillers » (Divay 1999).

L'organisation des stages en entreprise d'entraînement (Frégné 2001a, 2003) ne déroge pas à cette règle. Des interventions sont réalisées par des « conseillers » pour aider à formuler un « projet professionnel cohérent » ou élaborer une « réorientation professionnelle ». L'injonction principale prend la forme d'une ferme invitation à faire le deuil des équipements passés, titres scolaires et statut d'emploi au premier chef, au motif qu'ils n'offrent qu'une faible assise pour surmonter la situation présente de chômage. La meilleure confirmation empirique de leur dépréciation, l'argument massue, semble résider dans le fait même qu'ils n'ont pas protégé l'impétrant du chômage et qu'ils ne lui permettent pas d'effectuer un retour gagnant sur le marché du travail.

Des évaluations effectuées, tests psychotechniques et entretiens à l'appui, se dégagent des lectures prédictives au regard du « caractère » ou de l'« essence » même du demandeur d'emploi. Le conseiller dit « ce pour quoi il [le stagiaire] est fait » et oriente en fonction ses recherches d'emploi.

La communication traitera de ce « jeu » croisé entre prescription des « conseillers » à (re)devenir un « pur » individu, détaché (libéré) de toute inscription sociale afin de lever les entraves à l'expression de « talents » largement pensés comme innés et mouvement de résistance opéré par des stagiaires plutôt attachés à la conservation de leur expérience biographique antérieure, certains s'efforçant toutefois de croire, sur le mode d'un pragmatisme mesuré (voire résigné), d'autres adhérant sans réserve il est vrai, aux conseils voire aux intimations de se comporter en « individu responsable ».

La dyade responsabilité/culpabilité (Murard 2003) sera au cœur des développements. Dans quelle mesure l'injonction d'autonomie est-elle invalidante, culpabilisante, destructrice des identités personnelles des demandeurs d'emploi, stagiaires en entreprise d'entraînement ? Quel registre rhétorique est mobilisé par les « conseillers » pour motiver les stagiaires à se comporter ainsi qu'ils les y incitent ? Et quels arguments leur opposent les stagiaires lorsqu'ils s'arc-boutent sur la défense de leurs « supports sociaux », qu'ils soient ou non ancrés dans la sphère du travail (Castel 1995; Martuccelli 2002) ? Quels sont les stratégies des résignés qui, pragmatiquement, s'investissent faute de mieux et adoptent les conseils délivrés sans toutefois souscrire vraiment aux solutions agitées ? Comment les plus enthousiastes justifient-ils, à l'enquêteur certes, mais à leurs propres yeux surtout, cette renonciation à leurs identités et attributs passés pour opérer une reconquête de leur personne au regard de la « révélation des talents cachés » (de Singly 1996) réalisée par le « conseillers » ?

L'exemple de l'aide à la recherche d'emploi, telle qu'elle est organisée dans une entreprise d'entraînement de la région Centre, offrira le matériau empirique de la communication.

* Maître de Conférences en Sciences de l'Éducation / Université Paris XII-Créteil, Laboratoire Travail et Mobilités / Université Paris X-Nanterre cedricfrtign@yahoo.fr

I. Les principes du stage de formation en entreprise d'entraînement

Au tournant des 1980-1990, une nouvelle formule pédagogique est introduite, en France, par le responsable du département « Formation » de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Loiret (CCI) : le stage en entreprise d'entraînement. A l'occasion d'un voyage d'études réalisé à Augsburg (Bavière) en février 1989, il observe une action de formation qui vise à proposer *l'équivalent* d'une immersion professionnelle, dans un cadre de formation, pour des publics en recherche d'emploi : selon le mot de l'époque, le stage dans une « entreprise fictive ». Cette « découverte » fait écho à des expérimentations pédagogiques menées, depuis 1986, à la CCI du Loiret dans le but de rapprocher les stagiaires du monde professionnel de l'entreprise. Pour n'en donner qu'un exemple, en prévision des échéances communautaires, des « cas pédagogiques » consistant à reproduire le circuit de commercialisation à l'export d'un produit ou d'un service, étaient soumis aux bénéficiaires d'une formation de « cadres managers européens ». L'un des cas pédagogiques les plus travaillés, le transport routier de marchandises, consistait en une étude de marché calquée sur un exemple réel de trajet et en la promotion d'une stratégie de développement à l'international. Deux entreprises de transport du Loiret, partenaires de l'opération, contrôlaient le réalisme des opérations effectuées et validaient les « cas pédagogiques ». Aussi et qu'on la définisse sur le mode de la « découverte », de l'« enchantement » ou de la « révélation », la visite de *l'Übungsfirma* d'Augsbourg marque l'aboutissement d'un long travail de « veille pédagogique ». Le stage en entreprise d'entraînement se présente alors comme la concrétisation, à un niveau supérieur de « réalité », d'ambitions pédagogiques visant explicitement à lier formation et emploi.

Notre propos n'a pas ici pour ambition de détailler les modalités de création des premières entreprises d'entraînement françaises et du réseau qui fédère²⁷⁹, aujourd'hui encore, ces diverses initiatives (Frétygné 2001b). L'important est de relever ce qui a « séduit » dans l'action de formation allemande. En un mot, pourquoi cette « découverte » s'est-elle présentée sous le jour de la « révélation » d'une *vraie bonne idée* ? Pour répondre, il est nécessaire de préciser les quelques convictions majeures partagées par l'ensemble des promoteurs d'entreprise d'entraînement. D'abord, une solide adéquation entre qualification professionnelle et poste à pourvoir multiplie les chances d'accéder à un emploi. Ensuite, la meilleure des préparations à l'emploi est l'apprentissage en situation effective de travail. Enfin, faute de pouvoir bénéficier de cet apprentissage en entreprise réelle, et pour cause, les demandeurs d'emploi doivent trouver à s'exercer dans un espace de formation qui « reproduise », au mieux, le contexte professionnel d'entreprise. Autant de convictions qui trouveraient, dans le cadre du stage en entreprise d'entraînement, leur application pratique.

En première lecture, le principe du stage en entreprise d'entraînement consiste en la « reproduction », pour des demandeurs d'emploi en formation, des activités tertiaires d'entreprise. Sa finalité explicite est de préparer (ou d'*entraîner*) les bénéficiaires à occuper les postes pour lesquels ils déposeront leur candidature, en cours ou au terme de la formation. Pour bien comprendre le projet pédagogique et sa destinée pratique, on peut observer que là où les professeurs de l'enseignement professionnel travaillent par analogie ou simulation et reconnaissent l'irréductibilité des sphères d'activité constitutives de l'enseignement et de l'industrie (Tanguy 1991, p.134-135), les promoteurs d'entreprise d'entraînement ambitionnent d'imiter une architecture d'entreprise et d'en reproduire le fonctionnement dans un cadre de formation, posant ainsi l'hypothèse d'une solution de continuité entre le monde de la formation et le monde professionnel.

Très concrètement, l'entreprise d'entraînement est structurée à l'image d'une entreprise, à *l'exception notable* de la fonction « production » qui, elle, n'existe pas. On observe notamment une organisation en services (accueil, secrétariat, comptabilité, commercial, ressources humaines...) et la

²⁷⁹ Réseau des Entreprises d'Entraînement ou Pédagogiques (« REEP » dans la suite du texte). Association loi 1901 située à Roanne.

reproduction d'échelons hiérarchiques en leur sein (chef comptable, aide-comptable, secrétaire comptable...). Les postes de travail sont ainsi occupés par des stagiaires de la formation professionnelle qui conçoivent des gammes de produit, réalisent des études de marché, organisent des campagnes promotionnelles, opèrent des transactions commerciales, établissent des bilans comptables, délivrent des fiches de paie, renseignent des déclarations d'assurance... Les documents de travail sont des fac-similés diffusés au sein du réseau des entreprises d'entraînement ou inspirés des supports utilisés par des entreprises marraines. Les « partenaires commerciaux » sont les 130 autres entreprises d'entraînement françaises, les 2500 européennes ou les 3700 mondiales, chiffres arrêtés au 30 juin 2002. Pratiquement, chaque entreprise d'entraînement accueille entre 30 et 40 stagiaires par an (soit 4500 pour l'ensemble). Du point de vue de l'organisation quotidienne, 10 à 15 stagiaires effectuent un parcours de formation de plus ou moins 4 mois, l'intégration et la conclusion du stage se réalisant, dans la majorité des cas (deux tiers), selon un système dit d'entrées et sorties permanentes, système qui tranche avec le modèle plus courant du stage par promotion.

Trois quart des EEP accueillent des stagiaires de moins de 26 ans (dispositifs jeunes). Un quart, toutefois, en reçoit moins de 5, la moitié moins de 10. La part des femmes dans l'ensemble des jeunes est de 84,6%, ce qui offre un premier indicateur d'importance de la féminisation de la formation. On ne dispose pas de données générales sur les publics adultes, et notamment sur le taux de féminisation. Toutefois, les observations *in situ* laissent à penser qu'il existe bien un isomorphisme sexué entre les « jeunes » et les « adultes ». Cette suprématie numérique est expliquée par les responsables de formation par l'attrait prononcé des femmes pour les métiers du tertiaire et par la coïncidence entre les compétences requises pour exercer certaines activités et les attributs « naturels » attachés à leur personne, ou mieux, à leur sexe. Au reste, on observe que la « ségrégation horizontale » des emplois occupés en EEP s'accompagne d'une « ségrégation verticale », les postes à responsabilité étant, en entreprise d'entraînement comme en entreprise réelle, plutôt « réservés » aux hommes (Fortino, 2002).

Les réponses relatives au niveau de formation initiale des stagiaires accueillis sont doublement instructives. Elle renseignent sur les publics qui accèdent à la formation EEP et offrent aussi de solides indications sur les formes d'exclusion qui frappent certains à l'entrée. Pour le dire simplement, la norme minimale d'accès semble fixée au niveau « CAP/BEP » et le noyau dur des entrants dispose d'un niveau « Baccalauréat ». De fait, les personnes « sans diplôme » (qu'elles bénéficient ou non, par ailleurs, d'une expérience professionnelle) n'intègrent pas les stages en entreprise d'entraînement. À peu de choses près, ce constat s'applique aux niveaux « CEP/BEPC ». À l'autre pôle, si presque toutes les entreprises d'entraînement accueillent au moins un stagiaire de niveau « 1^{er} cycle universitaire », leur présence reste toutefois numériquement limitée. Ce phénomène est encore accentué pour les personnes de niveaux « 2^e cycle universitaire », « 3^e cycle universitaire » et « cadre »²⁸⁰.

Les deux principaux financeurs des stages en EEP sont les Directions Départementales du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (DDTEFP) et les Conseils Régionaux. Les premières sont les prescripteurs d'actions de formation pour adultes (plus de 26 ans) dans le cadre des Stages d'Insertion et de Formation à l'Emploi (SIFE) là où les seconds s'attachent à la promotion de la formation professionnelle des jeunes (moins de 26 ans), essentiellement dans le cadre des Crédits Formation Individualisés (CFI) et des Contrats de Qualification. 81,1% des entreprises d'entraînement ont conclu une convention de formation avec leur DDTEFP, 73,5% avec leur Conseil Régional, 57% d'entre elles disposant du double conventionnement. S'il existe généralement un plafonnement des heures conventionnées, la première limite à 15.000 heures (93,3%) et le second à 20.000 heures (68,6%) le seuil des heures attribuées. La seconde distinction porte sur les critères d'éligibilité pour l'accès aux stages. La DDTEFP définit plus fréquemment des publics-cibles (83,8%) là où le Conseil Régional semble moins tenu par ces considérations (64,9%).

²⁸⁰ La création, à l'initiative du REEP, d'une catégorie « niveau cadre » dénote une forte attente de connaissance de ces publics dont l'accès à l'EEP est perçu comme un enjeu majeur pour le développement de la formule pédagogique.

La modélisation proposée, par la centrale roannaise, de l'« environnement » des EEP insiste sur la présence nécessaire d'une ou plusieurs entreprises marraines pour le bon fonctionnement de l'action de formation. Leur intervention porte, pour l'essentiel, sur la définition et la gestion des services commerciaux, achats et ventes. Elle se manifeste également à l'occasion de foires ou forums auxquels participe l'EEP. D'un côté, l'entreprise marraine fournit des catalogues de référence, des listes de produits, des ordres de prix, des documents comptables et commerciaux fac-similés, des modèles de bons de commande ou de factures à partir desquels les services de l'EEP établissent une stratégie commerciale. De l'autre, elle offre une aide financière pour l'inscription aux foires commerciales des EEP, prend en charge une partie des frais et, plus généralement, fournit des échantillons (produits du terroir par exemple) qui permettent d'agrémenter les stands, d'organiser des tombolas et, donc, de « reproduire » la réalité de salons commerciaux. Les entreprises marraines sont moins engagées au niveau des activités quotidiennes. Seulement un gros tiers d'entre elles offre une aide en matière d'organisation du travail, un gros quart participant aux activités de gestion d'une part, d'encadrement du personnel de l'autre. Les fonctions tertiaires liées au secrétariat, à la comptabilité et aux finances sont peu développées dans le partenariat.

II. Terroir du Centre

Créée le 15 septembre 1997 à l'initiative d'une Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI), l'EEP *Terroir du Centre* est accueillie dans les murs d'une antenne « délocalisée » située dans une ville sous-préfecture de 35.000 habitants. Elle démarre son activité effective à partir de la mi-décembre de cette même année. Sa forme juridique est de type SARL, ses activités principales et secondaires sont respectivement le commerce de gros et de détail de produits laitiers et de vins, la commercialisation de produits d'entretien (d'hygiène).

Son responsable pédagogique ne tait pas une genèse particulièrement erratique. La formation en EEP s'inscrit en effet en lieu et place d'un stage pour publics dits « en difficulté » dont le conventionnement n'a pas été renouvelé au-delà des cinq premières années d'existence faute d'une efficacité suffisante dont témoignaient des taux de retour à l'emploi particulièrement faibles. L'explication avancée par le directeur de *Terroir du Centre* tient au comportement discriminatoire exercé par les chefs d'entreprise envers les publics d'origine africaine qui composaient l'essentiel des stagiaires. En dépit de la qualité de la formation — reconnue, aux dires du responsable, par les prescripteurs financiers —, l'insertion professionnelle attendue n'était pas au rendez-vous. Aussi la CCI s'est-elle positionnée sur un segment différent du marché de la formation professionnelle en visant des publics plus qualifiés et en proposant la mise en place d'une entreprise d'entraînement.

La géographie des lieux est propice à la « reproduction » d'une entreprise dans ses fonctions tertiaires. Disposant d'une entrée distincte de celle des services généraux de l'organisme consulaire, l'EEP *Terroir du Centre* cultive une relative autonomie spatiale. En témoignent la présence du logo de l'« entreprise » apposé sur la porte d'entrée et l'existence d'un espace d'accueil qui lui est propre. Face à l'entrée principale, le service « gestion du personnel » dispose d'un bureau indépendant. À sa droite, une pièce est dédiée au service « comptabilité ». On trouve enfin, faisant l'angle, le bureau de la « direction ». À gauche de l'entrée, une vaste salle regroupe l'ensemble des autres services (logistiques, achats, commercial), séparés les uns des autres par des cloisons mobiles. À l'étage, des salles informatiques et des espaces aménageables permettent la tenue de cours « théoriques », de réunions et le réalisation d'entretiens individuels.

Un tryptique « pédagogique », insécable selon son responsable, signe la proximité de *Terroir du Centre* avec la modélisation proposée par le REEP de *ce que doit être* une entreprise d'entraînement. Il pointe la « reproduction » d'une PME dans ses fonctions tertiaires comme cadre pédagogique,

l'individualisation et l'autoformation comme principe pédagogique et l'accroissement de l'employabilité, l'accès ou le retour à l'emploi comme finalité pédagogique.

Le budget annuel « réel » de *Terroir du Centre* se monte à un peu plus d'un million de francs. Le financement est principalement assuré par le Conseil Régional (92,3%) et, de manière plus marginale (7,7%), par la DDTEFP. Les taux horaires de formation sont respectivement de trente francs pour le premier, vingt-huit francs pour la seconde. Les parrains, quant à eux, ne fournissent aucun don matériel ou financier pour l'organisation quotidienne mais apportent éventuellement une contribution à l'occasion des forums commerciaux en offrant des produits susceptibles d'agrémenter le stand de l'EEP.

En terme d'organisation, le « réel » correspond d'abord à un fonctionnement hebdomadaire d'entreprise « classique », tous les jours ouvrables aux horaires de bureau : du lundi au jeudi de 8h30 à 12h30, de 13h30 à 17h30 et le vendredi 16h30. En contrepoint, le « réel » se présente aussi, au grand regret du responsable de formation, sous le jour d'une organisation annuelle tributaire des conventionnements. La convention de formation signée avec le Conseil Régional, principal financeur de l'EEP, autorise un fonctionnement de type « annuel et continu » avec entrées-sorties permanentes de stagiaires. Ce principe général souffre toutefois une exception d'importance : la poursuite d'une formation, à cheval sur deux années civiles, est impossible. Si le mode « normal » de fonctionnement de *Terroir du Centre* permet une continuité des activités *sur l'année* et la possibilité d'adopter une vraie logique d'entreprise, les périodes marquant les débuts et fins d'année civile interdisent tout enchaînement sur deux et, *a fortiori*, plusieurs années. La gestion proprement administrative des financements contraint *Terroir du Centre* à cesser toute activité en fin d'exercice mais surtout elle l'oblige à reprendre ses activités, à la rentrée, avec un nouveau contingent de stagiaires. Il convient d'ajouter que ce système pose au directeur de *Terroir du Centre* des problèmes de gestion des effectifs qu'il peut, au mieux, anticiper mais jamais réellement maîtriser. En premier lieu, dans la mesure où les conventionnements du premier semestre prennent parfois quelque « retard », il doit repousser l'intégration de candidats retenus et gérer la file d'attente. Ensuite, il doit mettre en place un solide système de péréquation afin qu'au terme du dernier trimestre, l'EEP ait non seulement accueilli le nombre de stagiaires prévu dans la convention mais également correctement réparti les heures conventionnées pour l'année entre tous les demandeurs d'emploi de telle sorte qu'elles soient toutes consommées et que personne ne puisse se sentir lésé. Des entretiens informels avec les formateurs témoignent fortement de l'exaspération envers un système d'intégration qui limite, de fait, la « reproduction » pleine et entière des activités d'entreprise dans le cadre pédagogique de l'EEP.

Ces difficultés mises à part, le domaine « formation » établit une grande proximité entre *Terroir du Centre* et le « modèle de l'EEP » tel qu'il est travaillé par la tête de réseau. Indépendamment des contenus (puisque le REEP ne les formalise dans aucun de ses documents), la fréquence des formations et la méthode employée établissent une affinité entre les exigences de la centrale roannaise et les réalisations pratiques à *Terroir du Centre*. La méthode fait une large place à « l'autoformation des stagiaires sur poste de travail tertiaire par la pratique des activités de l'entreprise d'entraînement, [aux] échanges de compétences entre les stagiaires, [aux] interventions spécifiques de professionnels [et à la tenue de] mini-ateliers de formation » (site électronique). Formation « théorique » (dispensée par des formateurs) et pratique (individuelle) sur poste de travail participent ainsi, au même titre que les formes d'entraide et d'échanges mutuels entre stagiaires, des apprentissages réalisés en situation professionnelle. L'objectif est donc de promouvoir l'autoformation sans négliger son nécessaire accompagnement, un plan de formation initial prévoyant notamment la tenue d'ateliers de formation deux fois par semaine et une « animation mensuelle » par des professionnels. Un système de cours alternant avec la formation sur poste de travail caractérise ainsi le principe pédagogique adopté par les formateurs. Plus précisément encore, il s'agit de cycles de formation reproduits à différentes périodes de l'année, afin que chaque stagiaire bénéficie d'une formation complète (ou, au besoin, l'intègre si nécessaire en vue d'un perfectionnement) alors même que le système — hormis en début d'année civile

— est celui des entrées-sorties permanentes. Le contenu de ces formations est variable selon les postes tenus et les responsabilités assurées au sein de l'EEP. Des formations adaptées à la fonction (comptabilité générale) ou à la situation particulière (techniques commerciales en préparation d'un salon) jalonnent ainsi le parcours en EEP.

III. L'action de la psychologue d'orientation

L'encadrement pédagogique est assuré, à *Terroir du Centre*, par quatre formateurs et une psychologue. Le rôle joué par cette dernière mérite ici d'être souligné. En amont, elle collabore avec le directeur aux opérations de recrutement : elle assure d'abord l'administration de tests psychotechniques aux candidats au stage²⁸¹; elle assiste ensuite le responsable de formation au cours des entretiens d'embauche. En aval, son action vise le placement : en réalisant des entretiens individuels avec les stagiaires, elle travaille (sur) leur « motivation »; sur la base de simulations collectivement analysées, elle entend assurer une « préparation » aux entretiens d'embauche. Cette organisation de la recherche d'emploi est congruente avec les attentes du REEP puisqu'un « accompagnement individuel » en interne est associé à une démarche externe auprès de l'ANPE, des entreprises et des agences locales et régionales d'intérim.

Pour le dire simplement, les stagiaires entretiennent un rapport ambivalent envers l'action de la psychologue. Personne ne remet en cause sa compétence professionnelle et beaucoup expriment leur admiration pour un intervenant « très très fort », qui « tape dans le mille ». Ses diagnostics sont généralement jugés « judicieux », « pertinents » et « fort instructifs ». Il reste que la qualité de ses évaluations se paie, pour bon nombre de stagiaires, d'un lourd tribut psychologique. Peu sont volontaires pour les entretiens individuels qui leur sont, de fait, imposés par la direction. Et ils n'acceptent généralement pas que la psychologue d'« orientation » sonde les tréfonds de leur âme dans le but affiché de définir quel métier ou secteur d'activité leur correspond le mieux. Ils font parfois l'analogie entre son intervention et celle, mieux connue, des psychologues cliniciens. Ils cherchent alors à comprendre « où elle veut en venir ». Ils s'interrogent sur le sens de son action : les responsables de formation considèrent-ils la situation de chômage comme un état pathologique impliquant une démarche curative ? Appréhendent-ils les stagiaires sous l'angle de patients à soigner ? La grande majorité est, de prime abord, méfiante envers l'action de la psychologue et tous repoussent l'association entre « chômeur » et « malade ».

À l'image d'un Pygmalion, son action est perçue, dans le meilleur des cas, comme une entreprise de « révélation » des talents cachés ou de « confirmation » d'un potentiel inexploité qui ne demande qu'à s'exprimer. Dans l'exemple suivant, une stagiaire de 48 ans reconnaît que ses activités professionnelles antérieures ne correspondaient pas à ce pourquoi elle était « faite ». Ses activités de formatrice en français dans une association féministe puis de documentaliste en établissement scolaire ne lui ont jamais permis d'assouvir pleinement sa passion : l'écriture. Pendant la longue période de chômage (un an et demi) qui a précédé son entrée à *Terroir du Centre*, elle a rédigé des contes pour enfants qu'elle espère pouvoir prochainement publier. Lorsqu'elle rencontre la psychologue, cette dernière lui confirme ce qu'elle n'osait trop s'avouer à elle-même : *elle est faite pour être rédactrice*.

« La psychologue, après les tests, m'a fait complètement changer mon CV et m'a fait prendre conscience que je n'étais pas faite pour ce que je croyais devoir exercer. J'avais un CV de formatrice. Tout en me doutant que ce n'était pas complètement ce que je devais être, parce que je n'ai pas la fibre spécialement sociale, j'ai bien compris d'après les tests que je devais être rédactrice, que j'étais faite pour ça. [...] Ça a été le côté positif de l'EEP. J'ai complètement changé mon CV. Ce qui a été le côté positif, ça a été les deux jours de tests et l'entretien avec la psychologue. Ça a été le déclic. Ça m'a fait

²⁸¹ Il arrive que les tests soient administrés après-coup, une fois l'intégration du stagiaire effectuée. Cette démarche présente l'avantage de ne pas « effaroucher » les candidats à la formation et d'assurer, dans les meilleurs délais, les remplacements poste pour poste, même et surtout dans les situations de relative pénurie de « bons » dossiers de candidature.

un bien immense, parce que maintenant je commence à proposer des articles dans des journaux, ce que je ne faisais pas avant. »²⁸²

Bien qu'ils soient ressortis de leur premier entretien dans un état « lamentable » et qu'ils pensent avec appréhension aux suivants, d'autres expriment leur pleine et entière satisfaction envers l'action de la psychologue. Ses méthodes « chocs » sont d'autant mieux acceptées que ni la sincérité des convictions ni le dévouement de l'intervenante ne font de doute : « elle se défonce pour tous les stagiaires ». Dès lors qu'ils reconnaissent que la fin (l'emploi) justifie les moyens (le travail sur soi avec la psychologue), les stagiaires adhèrent à une démarche qualifiée pourtant de « brutale ». En dépit de ses réticences initiales, une femme de 35 ans décrit comment elle a, peu-à-peu, appris à apprécier l'intervention de la psychologue. Aujourd'hui, elle avoue son admiration pour cette professionnelle qui semble posséder le don quasi divinatoire de repérer ce qui est bon pour soi.

« Apparemment, elle est très très forte. Je pense qu'elle est vraiment très très forte. Elle m'a dit les domaines qu'il fallait que je travaille au niveau de ma recherche. Moi, il faut que je trouve une entreprise de moins de 15 personnes ou de plus de 100 personnes. Soit toute seule à moins de 15 soit plusieurs dans une grande société comme j'ai fait avant. [...] Je pense qu'il faut entrer dans son jeu parce que vraiment, elle se défonce pour tous les stagiaires qu'elle rencontre. Je m'aperçois que c'est une femme qui est peut-être trop franche pour certains, peut-être un petit peu trop pète-sec. Elle nous casse. Elle nous dit des choses qu'on n'a pas trop envie de savoir. Moi, ça n'a pas trop été mon cas. Lors du premier entretien qu'on a eu ensemble, pour passer les tests psychologiques, je suis sortie dans un état lamentable. Je tremblais de partout. Elle a touché sur un point personnel. [...] En rentrant dans l'EEP, on ne savait pas qu'il y avait des tests psychologiques, qu'il y avait une psy. On l'a su par les autres stagiaires qui étaient déjà passés par là. J'ai dit que j'avais jamais eu l'occasion d'avoir affaire à un psychologue. Je me suis dit : 'Qu'est-ce qu'elle vient faire là-dedans ?' On savait que c'était pour la recherche d'emploi mais, quelque part, il y a le privé et ça reflète notre choix de travail. Avec le recul, elle m'a bien fait travailler le cerveau. Je me suis dit : 'On va continuer. On verra bien. Et si elle me sort mes quatre vérités, peut-être que ça me fera du bien'. Je suis allée à l'entretien et ça s'est très bien passé. On est tombées d'accord sur le même objectif de travail. »²⁸³

Une autre stagiaire témoigne également de l'ambivalence du jugement porté sur l'intervenante et son action. Entre crainte et fascination, la seconde option l'emportera finalement sur les premières réserves exprimées à son endroit. C'est du reste à l'aune de ces préventions initiales qu'il convient d'évaluer le « relâchement » final adopté à l'égard de la psychologue. Cette professionnelle est-elle réellement un interlocuteur « avec qui on peut discuter sans trop faire attention à ce qu'on peut dire » ? L'important est ici que la stagiaire en soit convaincue.

« La psychologue nous faisait un peu peur au début, mais heureusement qu'elle est là. Ça fait du bien de trouver parfois des personnes avec qui on peut discuter sans trop faire attention à ce qu'on peut dire. [...] Au début, je lui ai demandé : 'On va où, vous faites quoi ?' Ça m'apparaissait primordial de poser des questions. J'avais peut-être des *a priori* sur ces gens là. Je ne voyais pas trop le rapport entre la psycho et le professionnel. Elle nous a expliqué que c'est un bilan personnel, un bilan professionnel qui nous permettrait de faire le point et éventuellement de fixer l'objectif professionnel. Ce qui me gênait, c'était cette histoire de 'personnel'. Parce que c'est vrai que le vécu a quand même une incidence sur l'activité. Mais je ne pouvais pas me contenter simplement de cette explication. Je voulais savoir ce qu'elle en faisait, où ça allait. À partir de là, on s'est jugées l'une l'autre et je peux dire qu'elle est très forte. Elle tape dans le mille. C'est vrai qu'elle nous apporte des ouvertures. »²⁸⁴

Développant une argumentation en deux temps, certains stagiaires émettent, au final, un jugement plutôt négatif sur le travail de la professionnelle. Non, ils n'étaient pas, *a priori*, défavorables à l'intervention d'une psychologue. Mais oui, cela les a plus déstabilisés que confortés dans leurs actions

²⁸² Stagiaire EEP [rédactrice].

²⁸³ Stagiaire EEP [agent administratif].

²⁸⁴ Stagiaire EEP [secrétaire polyvalente].

de recherche d'emploi. Le cas d'un jeune homme particulièrement motivé par la formation en entreprise d'entraînement illustre cette situation. Freiné dans ses initiatives au sein de l'EEP, il se sent également fragilisé dans ses démarches extérieures par l'action de la « machine à laver », la psychologue d'« orientation ». Sur le premier point, les autres stagiaires rendent généralement justice à l'intervention de la psychologue. Accusé de trop prendre à coeur sa fonction de chef du service « comptabilité », il était fréquemment reproché au jeune stagiaire d'« oublier » la finalité de la formation : l'accès ou le retour à un « vrai » emploi. Ses « collègues » approuvent plutôt l'intervention visant à réduire certaines de ses prérogatives de chef de service afin qu'il se consacre davantage à la recherche d'un emploi *effectif*. Sur le second point, les avis sont partagés. De fait, le stagiaire fait l'expérience douloureuse d'une méthode assez radicale : le « rentre-dedans ». Si, dans certains cas, elle se montre bénéfique (le choc salvateur), dans d'autres, elle sape toute confiance en soi (les ailes brûlées).

« Son but, c'est qu'on trouve du travail. Pour ça, elle passe par différents tests de recherche d'emploi, pour savoir si on est bon pour ce qu'on veut faire, dans quelles circonstances on veut exercer cet emploi. Et puis, il y a un volet psychologique : dans quel état d'esprit on est. Elle va nous confirmer ou infirmer notre démarche professionnelle. Après, on va passer à l'entretien d'à-peu-près deux heures où elle nous creuse un peu. C'est assez épuisant parce qu'il y a beaucoup de réflexions internes. Là, soit on sort et on est complètement redynamisé parce que ça s'est bien passé, soit on sort et on est complètement cassé parce que c'est l'effet inverse. Ou alors elle met le doigt sur des faits auxquels on n'avait jamais pensé et qu'elle fait remonter, ce qui n'est pas toujours évident. [...] Moi, au départ lorsque j'ai eu l'entretien, je n'en garde pas un mauvais souvenir. J'ai surtout parlé, expliqué mes besoins et ce que je pouvais apporter à l'entreprise. Mais c'est vrai qu'après, lorsque je l'ai rencontrée, il y a deux façons de la prendre : soit on se bute soit on reste *cool* et on voit ce qu'elle peut apporter. Moi, ça a été complètement négatif. Peu de temps après, j'ai passé un entretien réel, dans une entreprise où vraiment je voulais rentrer et je n'ai pensé qu'en négatif. Je n'ai pas réussi à penser en positif. Je n'ai ressenti que les points négatifs qu'elle m'avait dit. C'était épouvantable. J'ai passé une heure de passage à la machine à laver. Elle m'a sorti comme enseignements de revoir toute ma stratégie de recherche d'emploi. J'ai regretté qu'elle ait sorti tant de choses négatives. »²⁸⁵

Plus dramatiques sont les cas où le stagiaire se sent « persécuté » par la psychologue qui semble se complaire à systématiquement aller à l'encontre de ses attentes. Discuter de cette situation transférentielle amènerait à s'engager sur un terrain passablement glissant pour le sociologue et éloignerait du coeur de notre propos : comment les stagiaires perçoivent-ils, à *Terroir du Centre*, l'action de la psychologue effectivement chargée de les aider à dresser un bilan personnel et professionnel (au vu de *ce qu'ils ont été*), habilitée à définir avec eux un projet professionnel « cohérent » (au vu de *ce qu'ils sont*), et soucieuse de les « préparer » à affronter les procédures de recrutement (au vu de *ce qu'ils doivent être*) ?

Une stagiaire de 44 ans nourrit ainsi une amertume certaine envers la professionnelle dont l'action est présentée comme le principal obstacle à la réalisation sereine d'un stage qui, en théorie, aurait pu être très formateur.

« Je pense que les tests étaient complètement faussés parce qu'elle [la psychologue] était remontée contre moi. Moi, elle m'a imposé des choses qu'elle n'a pas imposé aux autres. La comptabilité, par exemple, elle ne voulait pas en entendre parler. Elle voulait que je parte de la comptabilité pour que j'aille à l'accueil. Moi, je pensais me donner un plus avec cette formation en comptabilité. Elle le rejetait totalement. [...] J'ai même passé un dimanche matin à la maison à pleurer. Ça m'avait atteint à ce point. Je lui ai dit que j'envisageais même de quitter le stage. »²⁸⁶

Sur ce terrain de l'orientation, un jeune stagiaire de 26 ans entre également en conflit avec la psychologue qui, au vu de son handicap physique, l'invite fermement à « travailler dans

²⁸⁵ Stagiaire EEP [commercial].

²⁸⁶ Stagiaire EEP [secrétaire de direction].

l'administration ». Là où la formatrice argumente une adhésion au « monde des emplois », valorisant la stabilité de l'emploi comme moyen de conjurer le chômage au prix, certes, d'un travail de deuil du travail qualifié, le jeune homme inscrit son discours dans le « monde des fonctions », privilégiant quant à lui la mise en avant de ses titres scolaires et de ses compétences d'analyste-programmeur. De son point de vue, les concours de la fonction publique et l'accès aux « emplois protégés » offrent des garanties statutaires (monde des emplois), mais ne lui permettront pas d'exercer une activité correspondant à sa formation et à ses aspirations (monde des fonctions) (Demazière 1998). Au mieux assurera-t-il la maintenance du parc informatique du service au sein duquel il sera affecté. S'il reconnaît que « dans l'absolu, elle [la psychologue d'orientation] a raison » et qu'« [il] sent qu'[il] est obligé de travailler dans l'administration », cette injonction s'avère socialement invalidante.

« Sachant qu'en dépit de mon handicap, dans ma famille, on m'a toujours traité normalement — c'est-à-dire que ce que je pouvais faire, je le faisais tout en étant évidemment surprotégé —, j'ai très mal accepté qu'elle me dise ça. »²⁸⁷

Conclusion

Par leur action, le responsable et les formateurs de *Terroir du Centre* s'efforcent d'associer deux modèles pédagogique axés, l'un sur l'autoformation sur poste de travail, l'autre sur des apports complémentaires de formation qui prennent des formes plus classiques de transmission des connaissances. On a montré que le souci d'articuler « logique d'entreprise » et « logique de formation » n'est pas sans poser de problème en début et fin d'année civile; la recherche d'un rapport équilibré entre ces deux logiques n'est pas, quant à elle, exempte de *litiges*. Plus encore, la relation attendue entre objectifs pédagogiques et objectifs d'emploi ne va pas non plus de soi : en substance, y-t-il une limite *morale* à l'entraînement en vue de l'emploi ? Cette interrogation, d'ordre normative, est notamment posée par les stagiaires suite à l'intervention de la psychologue d'« orientation ». Autrement dit, la fin (une meilleure insertion) justifie-t-elle les moyens (une méthode d'« orientation » souvent jugée « brutale ») ? Le coût afférent à l'injonction d'individuation est-il (peut-il être) compensé en termes de probabilité accrue d'accéder ou de retrouver un emploi ?

Références bibliographiques

- R. Castel (1995), *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard.
- D. Demazière (1998), « Comment raconter son insertion professionnelle et dire le 'vrai' travail ? », *Agora*, n°14.
- S. Divay (1999), *L'aide à la recherche d'emploi. Des conseils pour sauver la face*, Paris, L'Harmattan.
- S. Fortino (2002), *La mixité au travail*, Paris, La Dispute.
- C. Frégné (2001a), « Les entreprises d'entraînement : logique formative ou logique productive ? », *Education et sociétés*, n°7.
- C. Frégné (2001b), « Genèse de l'entreprise d'entraînement en France (1989/1991). Essai de problématisation sociologique », *Actes du 4^e Congrès International AECSE*, Lille, CDROM.
- C. Frégné (2003), « Logiques de formation en entreprise d'entraînement », *Savoirs*, n°1.
- D. Martuccelli (2002), *Grammaires de l'individu*, Paris, Gallimard.
- N. Murard (2003), *La morale de la question sociale*, Paris, La Dispute.
- F. de Singly (1996), *Le soi, le couple et la famille*, Paris, Nathan.
- L. Tanguy (1991), *L'enseignement professionnel en France. Des ouvriers aux techniciens*, Paris, PUF.

²⁸⁷ Entretien n°30. Stagiaire EEP [étudiant].

Quelle approche des supports adopter sur fond de décollectivisation? Biographies de jeunes adultes pauvres en France et au Québec

L'existence en tant qu'individu suppose, le souligne Robert Castel, la présence d'un ensemble de conditions objectives qui permettent de fixer cette individualité, de lui donner une consistance dans le monde social. C'est sur la base de cette assise qu'historiquement l'individu a pu acquérir une liberté de fait et une indépendance. Depuis au moins deux décennies, l'ancrage de ce socle est mis à l'épreuve par la fragilisation des protections de la société salariale, ces formes d'appartenance collective qui permettaient à chacun d'acquérir les bases de son autonomie individuelle en s'inscrivant dans des régimes d'assurances reliés au salariat²⁸⁸. Cette propriété sociale étant mise en cause, une nouvelle problématique émerge : les supports contemporains dans lesquels cette individualité peut éventuellement continuer à se constituer un ancrage²⁸⁹. Toutefois, si l'on veut identifier les soutiens présents dans l'ombre des instances publiques, tels que ceux de la famille ou des associations, est-on sûr de posséder les outils méthodologiques adéquats ?

De prime abord, l'alternative paraît double : d'un côté, reprendre des grilles de lectures déjà employées, adaptées à une analyse des dispositifs institutionnels de protection, ce que l'on peut résumer comme un transfert des outils méthodologiques déjà à l'œuvre. D'un autre côté, il semble également envisageable d'élaborer des cadres méthodologiques inédits, qui seraient à même de s'adapter aux exigences d'observation de ces solidarités plus informelles activées en situation de pauvreté. Il se développerait ainsi, en marge des approches traditionnelles, des méthodes permettant de définir les potentialités, mais aussi d'éclairer les contraintes des protections investies par les individus dans les interstices d'une société salariale ébranlée.

À y regarder de plus près, il semble pourtant falloir admettre que ce sont les bases mêmes de certaines des méthodes d'observation employées qui sont mises à mal par l'évolution de l'architecture des protections publiques. Ainsi, le simple transfert ou la création de procédés méthodologiques complémentaires ne saurait, selon nous, correspondre adéquatement aux reconfigurations de soutiens à l'œuvre. C'est plutôt à une réactualisation des regards jusque lors portés sur le système des couvertures qu'il apparaît légitime de s'atteler. Dans cette perspective, nous nous proposons dans un premier temps de développer la caractéristique de la méthode jusqu'ici prévalant, l'approche par dispositif de protection, pour la confronter, dans un second temps, aux évolutions récentes des systèmes de protection, en France et au Québec. Or, à quels types d'impasses aboutit-on en poursuivant des études par dispositif dans un contexte de diversification des protections, tant publiques qu'informelles ? Dans une troisième partie, nous détaillerons donc les problèmes que soulève la diversification des soutiens dans les recherches de terrain. Finalement, nous concluons notre contribution en discutant l'alternative que représente l'approche de la trajectoire biographique dans ce contexte.

* CEMS/EHESS - Université Paris XIII, legoff@worldonline.fr

²⁸⁸ Castel Robert et Haroche Claudine (2001), *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi*, Paris, Fayard.

²⁸⁹ Nous reprenons ici la définition que Robert Castel donne de ce terme : " Le terme de support peut avoir plusieurs acceptations, mais je le prends ici au sens de condition objective de possibilité [...] ; c'est la capacité de disposer de réserves qui peuvent être de type relationnel, culturel, économique, etc. et qui sont les assises sur lesquelles peut s'appuyer la possibilité de développer des stratégies individuelles. " Castel Robert, op. cit. 2001, p.30.

Adéquation de la lecture en termes de dispositif avec une logique de protection statutaire

La hiérarchie des statuts face à l'emploi proposée par Dominique Schnapper convient assez fidèlement au rappel de la logique d'une protection sociale définie autour de deux principaux axes²⁹⁰. D'une part, cette protection assure à l'ensemble des actifs, en contrepartie de cotisations, un ensemble de sécurités liées à la présence de différents risques sociaux. Ainsi, toute personne, en raison de son inscription passée ou présente sur le marché du travail, peut avoir accès aux soins, bénéficier d'un régime de retraite et être indemnisée en cas de perte d'emploi. D'autre part, au nom de la solidarité nationale, l'État prend en charge les personnes qui ne sont pas inscrites sur le marché de l'emploi, par un régime d'assistance qui comprend des revenus de transfert et des avantages en nature, ce qui est vrai tant en France qu'au Québec²⁹¹.

Au sein de cette hiérarchie de protections, le droit d'affiliation à l'un ou l'autre des dispositifs a répondu, jusqu'à une période récente, à un dénominateur commun relativement stable: celui, pour l'individu, de fournir les preuves officielles de l'ayant droit, telles que la justification d'un contrat de travail présent ou passé, la reconnaissance d'un handicap ou la charge d'enfants, etc. Le droit d'entrée fait alors "basculer" la personne dans une logique statutaire : c'est son appartenance catégorielle, c'est-à-dire son inscription dans une catégorie de prestations, qui active le droit à une couverture de façon inconditionnelle²⁹². De manière schématique, la logique d'assurance respecte le triptyque suivant : à la reconnaissance d'un risque social répond un dispositif de protection publique, couvrant lui-même une catégorie de prestataires. En somme, on se trouve face à une série limitée de dispositifs parallèles, ayant chacun ses conditions d'entrée, mais aussi son profil spécifique d'assurés.

Ce système de protections, parce qu'il est organisé en segments de couverture, se prête assez bien à une analyse menée par type de politique publique²⁹³. Dans cette perspective, l'entrée dans une problématique sociale peut s'effectuer par l'appréhension d'une mesure spécifique qui correspond à la couverture d'un risque collectif. Par exemple, lorsque le chômage des jeunes est reconnu comme un problème non plus conjoncturel mais de longue durée, la question problématique de l'insertion professionnelle a pu être évaluée par l'observation des jeunes inscrits en Contrat Emploi Solidarité²⁹⁴.

La régularité avec laquelle, en sociologie, ce type d'entrée par dispositif a été mené dans le passé rend impensable, à l'échelle de cet exposé, de rappeler la liste exhaustive des recherches les plus fondamentales qui ont successivement fait écho à chaque apparition de nouvelles mesures publiques. Dans le champ des sciences sociales, la simple évocation du nom d'un dispositif fait souvent écho à la contribution d'un ou de quelques chercheurs dont les analyses se sont distinguées²⁹⁵. Cette observation

²⁹⁰ Schnapper Dominique (1989), "Rapports à l'emploi, protection sociale et statuts sociaux", *Revue française de Sociologie*, 30, 1.

²⁹¹ Le volet d'assistance au sein de l'état social est historiquement présent en France comme au Québec. Dans cette province, la constitution d'une politique d'aide sociale représente la dernière étape d'un ensemble de réformes de grande envergure, amorcées par le parti libéral au tournant des années soixante. Par cette loi votée en décembre 1969, sont unifiés tous les programmes d'assistance catégoriels développés un à un au cours des décennies précédentes afin de répondre aux besoins des plus nécessiteux (aveugles, invalides, mères seules, assistance publique, assistance emploi, etc.) L'aide vise alors à combler les besoins ordinaires (nourriture, vêtements, frais d'habitation) et des besoins spéciaux, si nécessaires (accord de prêt, remboursement d'emprunt, diète prescrite, déménagement, etc.). L'inscription à l'aide sociale induit également une assistance médicale automatique. (Ministère de la famille et du Bien-Etre social (1969), *Mémoire du Gouvernement du Québec présenté par l'Honorable Jean Cloutier*, Québec, Bibliothèque Nationale).

²⁹² Au Québec, la nouvelle loi provinciale se fonde sur " un droit à l'aide sociale ", déterminé en fonction du déficit entre les besoins d'un ménage, et les revenus dont il dispose (art.3, Bill 26, 1969 : 2). La loi est à caractère universel, visant tout citoyen âgé de plus de dix-huit ans et s'applique de manière catégorielle, puisque c'est l'appartenance à une catégorie donnée qui définit le montant des prestations.

²⁹³ Notre propos n'est ici valable que pour les politiques de lutte contre la pauvreté, contre le chômage et celles dites contre l'exclusion, puisque nous ne travaillons pas et ne possédons pas de connaissances spécifiques sur les autres registres de couverture de l'Etat social.

²⁹⁴ Meyer Jean-Louis (1992), *Mode de socialisation professionnelle et constructions identitaires : les jeunes en TEC – CES*, Thèse de doctorat en sociologie, Université de Nancy II.

²⁹⁵ À titre d'exemples, Demazière Didier (1994), *Le chômage de longue durée*, PUF, Coll. "Que sais-je?", Paris, Paugam Serge (1995), *La société française et ses pauvres. L'expérience du revenu minimum d'insertion*, PUF, Paris ; Astier Isabelle (1997), *Revenu Minimum et souci d'insertion*, Paris, Desclée de Brouwer ; Meyer Jean-Louis (1999), *Des contrats emploi-solidarité aux Emplois jeunes*, Paris, L'Harmattan.

semble rappeler à quel point la construction de champs inédits de savoirs concernant les protections sociales a longtemps épousé la forme-même de ses dispositifs, dans une équation quasi-mathématique entre la problématique d'un risque et l'analyse de la mesure lui faisant front. Pourtant, il serait erroné de conclure que ce type de recherches sur les dispositifs publics a épuisé le champ de la réflexion alors menée sur les transformations des couvertures sociales. Cette tendance à la concentration quelque peu unilatérale est incontestable, aussi, ce qui nous occupe davantage, c'est d'identifier les types d'objets de recherche, et plus précisément de nous demander par quelles méthodes la trajectoire biographique a pu être appréhendée dans le cadre de ces études sur des dispositifs publics.

Afin d'ancrer notre propos, prenons pour illustration cette mesure qu'est le R.M.I dont, on le sait maintenant, les fondements ont été annonciateurs d'une modification fondamentale des principes de prise en charge. Sur un mode de comparaison historique, une mesure de ce type peut être analysée à la lumière des éléments inédits qui la distinguent des politiques antérieures d'assistance²⁹⁶. Le contexte social dans lequel apparaît la mesure peut aussi être mis en lien avec la formulation de la stratégie de lutte contre la pauvreté défendue à travers ce dispositif²⁹⁷. Par ailleurs, l'attention peut être portée sur la transformation des formes d'intervention qu'implique l'application concrète de cette politique sociale²⁹⁸. On peut finalement rendre compte de l'impact de la mesure, en confrontant les raisons pour lesquelles elle a été initialement élaborée et les réponses que cette couverture a concrètement apportées aux allocataires, en regard de leurs trajectoires de vie. On pourrait encore nommer des pistes supplémentaires d'observation. Mais il semble que ces exemples d'entrée soient suffisamment explicites pour caractériser le type d'objet de recherche qui est ici récurrent.

C'est effectivement autour de la structure à travers laquelle la prise en charge s'effectue, que tend à se construire l'objet de recherche de ces études sur la protection publique. Ce qui est problématisé, dans une analyse de type structurel, c'est le cadre à travers lequel la protection se construit et continue d'évoluer dans ses formes. La structure de prise en charge, le dispositif, demeure l'objet premier et prime sur d'autres aspects, comme par exemple le vécu individuel de la protection. On objectera qu'un des soucis majeurs de ces études est de rendre compte du vécu des personnes qui perçoivent ces protections et de leurs parcours d'insertion, ce qui n'est pas faux. Mais on reconnaîtra que, de ces individus, ce qui est retenu, c'est avant tout leur appartenance catégorielle à un pluriel qui les dépasse.

En effet, si on étudie de près les trajectoires de prestataires, l'objectif est de mieux connaître "les conditions d'entrée" dans le dispositif, d'identifier les différents types de profil socio-démographique ou encore, de saisir les obstacles rencontrés pour s'affranchir de la mesure. Pour schématiser, on pourrait avancer que, dans une lecture en terme de dispositif, l'individu protégé, est un "prestataire". Au sein d'une population pré-constituée sur la base de son inscription assurancielle, l'étude des trajectoires biographiques vise à faire apparaître les régularités sociales à l'œuvre sous forme de profils de prestataires, de transformations par le temps de ce profil, ou encore des conséquences de la durée d'utilisation du dispositif. Ce qui est en jeu, au final, c'est bien l'adéquation de la structure de protection avec la réalité des risques du moment et auxquels ses prestataires sont directement confrontés.

On peut faire l'hypothèse que la légitimité accordée à une approche se mesure au nombre de personnes qu'elle est capable d'"intéresser", c'est-à-dire en proportion de l'étendue sociale captée dans ce cadre analytique. En ce sens, il semble que jusque lors une analyse en terme de dispositif n'a pas posé de problème majeur et a relevé, au contraire, sa pertinence dans un contexte où la protection publique se donnait majoritairement à voir à travers des dispositifs relativement stables, dans une

²⁹⁶ L'entrée en vigueur du R.M.I., cette mesure à portée universelle, représente par exemple une nouveauté dans une gestion de la pauvreté traditionnellement administrée de manière statutaire.

²⁹⁷ La création de ce minimum social répond à la croissance numérique d'individus en retrait de l'emploi et non-inclus dans des catégories traditionnelles de l'assistance. L'inadéquation d'un système d'aide qui ne parvient pas à retenir cette population dans ses filets classique de protection conduit alors à une formulation de politique axée sur la lutte contre les risques d'une dissociation sociale (Borgetto Michel, LaFore Robert (1996), *Droit de l'aide et de l'action sociale*, Paris, Monchrestien).

²⁹⁸ En ce sens, on évalue le tournant décisif qu'a représenté le R.M.I., sur des pans aussi divers de l'intervention que l'apparition inédite d'un contrat entre prestataire et collectivité, la territorialisation de la mesure et l'émergence chez les intervenants de logiques d'évaluation des critères légitimes d'attribution (Astier Isabelle, op. cit. 1997).

certaine logique statutaire de fonctionnement. Pourtant, force est d'admettre que quelque chose s'est brouillé dans la lisibilité de ces systèmes de protection et dans leur mode de couverture. C'est justement à l'épreuve de ces transformations que doit être confrontée une analyse jusque lors essentiellement pensée en terme de dispositif.

L'État refond le système de protection: évolutions en France et au Québec

Au Québec, le durcissement des logiques d'attribution de la protection publique semble s'être profilé de manière plus précoce et avec davantage de netteté que dans le contexte français²⁹⁹. La réforme de la sécurité du revenu de 1989 apparaît, en ce sens, comme un marqueur incontournable du fait que plusieurs des règles de prise en charge introduites constituent la trame de modes de gestion qui depuis sont devenus récurrents³⁰⁰. On peut brièvement en identifier les principales caractéristiques: (1) l'allocation d'assistance devient une aide active visant la recherche et l'intégration en emploi ; (2) la manière de concevoir les prestataires évoluent, à travers le passage d'un pluriel homogène " d'ayants-droit " à un individu " bénéficiaire " dont la responsabilité devient contractualisée ; (3) une personnalisation de l'intervention apparaît, dans l'idée que des dispositifs d'aide individualisés (formation professionnelle, aides à la recherche d'emploi, expériences en milieu de travail) favorisent l'employabilité.

La version française, à travers le RMI, fait apparaître des principes similaires, mais lors de la mise en application de la mesure, un lest subsiste. Par exemple, le contrat d'insertion est souvent apparu comme une pétition de principe et il faudra attendre le récent dispositif du PARE et le projet du RMA pour qu'une conditionnalité d'attribution de ressources devienne en France concrète. C'est sans doute sur ce point qu'une distance apparaît entre les transformations des deux États : la poursuite d'une politique libérale en matière de gestion de la pauvreté a été ferme au Québec, donnant lieu dès 1989 à des principes dont l'éventualité d'une application sur un sol français est encore très discutée, voire difficilement envisageable³⁰¹. Mais cette sévérité des critères d'assistance sociale au Québec dans le tournant 90, doit être saisie, d'une part, en regard d'un régime fédéral canadien dont l'objectif a été de restreindre et de contrôler les dépenses provinciales de protections. D'autre part, on ne peut sous-estimer l'influence de la politique états-unienne menée à cette période par un courant conservateur. A titre d'exemple, en 1988, le *Family act support* est indexé au welfare, mesure fondée sur la reconnaissance formelle des causes individuelles de dépendance dans l'explication de la pauvreté (Ulysse et Lesemann, 1995).

Outre cette modification de fonctionnement interne des systèmes d'assistance publique, c'est l'architecture globale de la prise en charge sur le plan national qui est remise en cause. En effet, ce qui est défendu lors de cette réforme québécoise de 1989, c'est la conception d'un partage élargi des responsabilités d'assistance à l'échelle de la société. D'un côté, l'objectif est de réunir une série d'intervenants qui, chacun selon leurs compétences, aide à la concrétisation du projet socio-

²⁹⁹ À l'échelle de cet exposé, notre propos n'est pas d'effectuer un historique des différents secteurs de l'état social québécois (retraite, allocation familiale, chômage) dont la connaissance exacte nous ferait d'ailleurs défaut. On proposera plutôt de s'arrêter brièvement ici sur les caractéristiques inédites de la politique d'assistance sociale, qui semble selon nous, assez révélatrice d'une transformation de fond de la conception de la protection publique.

³⁰⁰ Pour présentation et critique de cette réforme : Amsel Philippe (1998), *Un rapport sur la Loi 37 : La loi sur la sécurité du revenu*, Montréal, Nouvel Avenir ; Conseil Permanent de la Jeunesse (1997), *La réforme de la sécurité du revenu, un parcours semé d'embûches pour les jeunes*, Ministère du Conseil exécutif, Gouvernement du Québec, Bibliothèque nationale du Québec ; Ministère de la sécurité du Revenu (1989), *La sécurité du revenu en bref*, Québec.

³⁰¹ Par exemple, la (ré)introduction d'une distinction selon l'aptitude au travail : si la réglementation québécoise divise désormais les aptes et les inaptes au travail, tant dans le mode d'intervention que dans le montant des barèmes, une telle orientation n'a pas (encore) été conçue sur le sol français. De même, le Québec adopte à partir de 1989 un barème d'allocation fonction de la capacité ou la volonté des personnes à participer à des mesures d'employabilité (Lamoureux Diane (1998), "Le panacée de l'économie sociale : un placebo pour les femmes ?", in L. Boivin et M. Fortier, *L'économie sociale, l'avenir d'une illusion*, Montréal ; Fides : 25-54.)

professionnel d'allocataires. Est directement visé le secteur associatif qui pour la première fois est intégré au sein de la politique publique, dans un rôle de vecteur d'intégration à l'emploi et de support de parcours professionnels protégés. En France, on retrouve une variante de cet investissement dans une orientation plus territorialisée à travers la mise en œuvre des politiques de la ville³⁰².

D'un autre côté, la réforme québécoise prévoit pour la première fois une intervention des solidarités familiales dont le rôle dans la prise en charge des allocataires les plus jeunes acquière une dimension institutionnalisée.

L'aide publique reposera désormais juridiquement sur le support privé, la famille étant considérée comme sphère initiale de protection, instance première du traitement d'une pauvreté que l'état n'entend prendre à sa charge qu'à partir du moment où la sphère primaire est déficiente. En France, alors que le principe d'obligation alimentaire a finalement été écarté de la formulation initiale du dispositif du R.M.I., l'idée de soumettre les familles des allocataires à cette obligation a plusieurs fois ressurgi au cours des dernières années, dans les débats à l'Assemblée nationale³⁰³. Toutefois, les solidarités familiales sont sollicitées de manière indirecte, puisque l'âge donnant droit au R.M.I. est établi à 25 ans. Est ainsi laissée aux familles le soin de prendre en charge les jeunes privés de ressources, placés sous ce seuil. Par cette discrimination fondée sur l'âge, le dispositif français se démarque ainsi des minima sociaux européens, en introduisant une responsabilité particulière des supports privés dans la protection et le financement des jeunes adultes³⁰⁴.

Si l'on insiste sur la description de l'armature de cette réforme de 1989 c'est parce qu'elle permet déjà de tracer avec précision le réagencement des alternatives de protection. D'une manière idéaltypique, ce mouvement nous paraît double. D'une part, il y a restriction des conditions d'accès aux dispositifs d'assistance. Désormais, aucune protection sociale n'est garantie sans la réactualisation de la preuve d'une initiative menée par le bénéficiaire en vue que cette assistance prenne fin. De manière caricaturale, c'est bien en les plaçant sur un siège éjectable qu'on rappelle aux bénéficiaires qu'ils reposent sur la solidarité nationale.

Mais d'autre part, on assiste à une diversification des points d'appui ponctuels mis à disposition en vue d'une recherche active d'emploi. Cette remarque est particulièrement valable en ce qui concerne le public des jeunes pour lequel les coordinations d'interventions entre Etat et intervenants territoriaux et communautaires, n'ont cessé de se multiplier au cours des dernières années. Ainsi, aux côtés des politiques d'emploi en faveur des jeunes et développées sur la base de contrats à durée déterminée, existent des supports institutionnels locaux visant à accompagner les jeunes dans leurs démarches d'insertion. Des expériences de travail ou de stage dans le domaine associatif sont également développées, en France comme au Québec. À travers cette diversité, on s'aperçoit qu'un dénominateur commun rassemble ces soutiens : une temporalité de court terme. Dans ces possibilités plus récentes de couverture, la protection est ponctuelle. Par exemple, le soutien peut s'actualiser sous la forme de quelques rencontres avec un conseiller au sein d'une mission locale, ou encore représenter une durée de trois mois de stage. Au mieux, le temps correspond à celui d'un contrat de travail à durée limitée.

À la lumière de ce tableau de transformations, le plus difficile est sans doute de donner une appréciation exacte du degré de déstructuration qui est en jeu. Il serait effectivement erroné de conclure à une déréglementation générale des systèmes de protection traditionnels. Le socle de la

³⁰² Jacques Donzelot et Estèbe Philippe (1994), *l'Etat animateur, essai sur la politique de la ville*, Paris, Esprit.

³⁰³ En décembre 1994, le député Amédée de Courson a défendu un amendement du gouvernement Balladur, visant à soumettre le dispositif du R.M.I. à l'obligation alimentaire. Toutefois, l'amendement du gouvernement a été repoussé, lors des débats parlementaires. En septembre 1996, la lettre de cadrage budgétaire adressée par le premier Ministre, A. Juppé, au Ministre du travail et des affaires sociales, proposait que les parents aux revenus élevés, financent tout ou partie de l'allocation versée aux jeunes adultes. Face à la vivacité des critiques concernant cette réforme de la législation proposée par le Gouvernement Juppé, celui-ci a dû renoncer à la mise en œuvre de ce principe d'obligation, dans le dispositif du R.M.I.

³⁰⁴ La condition d'âge est établie à 18 ans dans plusieurs états européens (Danemark, Royaume-Uni, Allemagne, Irlande), alors qu'elle est placée à 21 ans en Belgique, et à 23 ans aux Pays-Bas. La France se distingue donc par un âge élevé d'accès au dispositif, à l'échelle européenne.

protection sociale publique n'est pas démenti. Par exemple, l'impératif national de solidarité, cette dette sociale, continue de représenter la base de couvertures formelles (allocation, accès à une couverture santé, aide au logement) qui, observée à l'échelle d'une trajectoire de vie, est une assise tout à fait repérable même si insuffisante. Mais disons que face à la multiplication de ces possibilités ponctuelles de soutien qu'on vient de décrire, face aussi aux modifications de leurs critères d'attribution, ces dispositifs traditionnels de protection ont acquis un caractère *relatif*. Ils apparaissent comme rétractés, devenus le noyau dur de couvertures davantage contrôlées dans leur accès, et entourés de franges de soutiens ponctuels, elles, en extension constante.

Impasses et ouvertures méthodologiques dans le contexte actuel

Dans ce contexte de redistribution des cartes de la protection, il semble justifié de s'interroger sur la pertinence des approches méthodologiques aujourd'hui adoptées. Jusque quel point une analyse pensée en terme de dispositif continue-t-elle de servir la recherche et parvient-elle fidèlement à traduire cette réalité multiple? La liste des difficultés d'application n'est pas exhaustive, mais elle mérite toutefois qu'on s'y attarde brièvement. On soulignera notamment les contraintes méthodologiques que soulève le profil de notre population d'enquête, à l'appui des expériences et des difficultés vécues au cours de l'enquête de terrain.

Tout d'abord, la lisibilité d'une mesure publique reste dépendante de la durée d'inscription de sa population dans le dispositif observé. Pour évaluer adéquatement les qualités d'une institution, il est nécessaire de trouver des personnes qui sont affiliées de manière suffisamment durable. Ce critère semble évident quand on observe l'expérience d'élèves au sein de l'institution scolaire, des chômeurs de longue durée dans le dispositif d'indemnisation ou encore des travailleurs âgés devenus allocataires du R.M.I. En ce qui concerne les jeunes adultes en situation de pauvreté, les discontinuités en emploi font partie de l'expérience d'une majorité d'entre eux. À un contrat à durée déterminée de huit mois peut succéder une indemnisation Assedic, elle-même ponctuée par un contrat de quarante-cinq jours, qui laisse à son tour place à une période de plusieurs mois hors de l'emploi. Les conditions d'accès de ce profil de jeunes au marché du travail édictent la ponctualité d'inscription comme norme biographique. Dès lors, la présence de l'intervention publique est hachurée et il est difficile de mesurer son impact. S'ajoute à cette discontinuité, le fait que les dispositifs publics dont les jeunes bénéficient successivement peuvent relever de régimes différents: à un contrat d'aide public aidé de six mois peut suivre une période d'Assedic auquel le financement d'une reprise de formation emboîte le pas. Les enquêtés sont toujours sous une protection d'ordre public mais assurés au sein de structures différentes. Doit-on dès lors se concentrer exclusivement sur l'étude de l'une d'entre elles, au détriment de ce qui aura été vécu ailleurs ?

Par ailleurs, les partenariats précédemment décrits entre secteurs public et associatif complexifient la lecture de la prise en charge. Jusqu'à une période récente, la centralité de l'intervention publique maintenait relativement étanches les mondes des différentes solidarités. Il était même préférable analytiquement de conserver cette distinction des genres parce que l'activation de ces soutiens ne répondait pas aux mêmes règles de protection. Mais lorsque l'état social propose d'amalgamer des interventions de différentes natures, lorsque des institutions de prise en charge passent des accords entre elles pour effectuer des suivis, comment conserver une visibilité des conséquences de l'une ou l'autre des mesures ? Par exemple, quand l'état finance un stage au sein du secteur associatif, où s'arrête l'intervention d'une institution et où commence la prise en charge d'une autre ?

En situation d'entrevue, cette complexité nous a régulièrement posé problème. Un aspect qui ressort de certaines trajectoires de jeunes adultes est le nombre élevé de conseillers rencontrés, que ce

soit dans le cadre d'organismes communautaires ou dans celui d'institutions publiques. Il est devenu difficile de retracer chronologiquement les différentes étapes de la démarche et surtout de repérer de quelle instance venait quel soutien, dans leur entrecroisement. Dans certains parcours, plusieurs conseillers de divers établissements intervenaient pour un même objet – sans peut-être le savoir –, et dans d'autres cas, il s'agissait d'une répartition de l'aide par type de services.³⁰⁵ Cet extrait d'entrevue donne un aperçu de l'accumulation des interventions et de la difficulté qu'il y a à distinguer clairement le cheminement de la personne :

« Alors, ce qui s'est passé... Elle [l'agent emploi] (conseiller n°1), elle était en vacances. Elle m'a dit que c'est un autre qui va la remplacer. Alors le monsieur (conseiller n°2), il a dit ok, je vais te donner le cours. Il était très sec... Si j'avais peut-être continué avec l'autre femme, elle aurait peut-être continué d'autres démarches... Elle m'avait trouvé un emploi tandis que celle qui me faisait passer l'orientation (conseiller n°3), elle faisait son métier, mais bon...[Q: Parce qu'il y a eu une première personne qui t'a aidé à faire ton CV ; après il y a eu une autre personne qui t'a aidé à trouver le centre de formation; il y a eu l'orienteur qui t'a aidé à t'orienter...] »

Un autre indice de cette complexité réside dans le fait que certains des interviewés ne se souvenaient plus du nom des associations ou institutions fréquentées, ni du type exact de services dont ils avaient bénéficié à chacun de ces endroits.

C'est également la commensurabilité des degrés respectifs de couvertures (associative, familiale et public) qui pose question. Jusque présent, une approche en terme de dispositif a fait que les autres types de ressources étaient évalués par rapport à cette protection centrale. Ces autres aides apparaissaient au titre de variables corrélés à l'impact du dispositif. Par exemple, dans une recherche sur des chômeurs de longue durée, l'aide familiale reçue est traduite comme l'un des déterminismes sociaux qui influent sur le résultat de la politique, par exemple, sur la réintégration en emploi. Des typologies de prestataires sont ainsi dégagées, en fonction de déterminismes croisés comme le niveau de formation, le statut familial ou l'âge des personnes indemnisées. La solidarité familiale est ici classée comme critère et elle devient le "milieu social d'origine". En somme, la lecture des autres solidarités vise avant tout à caractériser la portée spécifique de la mesure, en considération de la batterie des déterminismes présents et de leur influence respective. Par contre, lorsque, comme on l'a vu, l'espace occupé par le dispositif public devient relatif et qu'une panoplie d'alternatives de protections peut-être activée, comment appréhender la place respective de chaque support ? Une approche en terme de dispositif permet-elle encore de prendre acte de la consistance de couverture de chacun des soutiens ?

Finalement, c'est bien la figure du prestataire comme unité complémentaire d'analyse qui pose problème. Dans un système antérieur fondé sur l' " ayant droit ", le prestataire a relativement peu d'initiative à entreprendre pour obtenir un support, dans le sens où la preuve initiale de la légitimité de l'affiliation peut suffire à ouvrir de manière inconditionnelle une couverture. D'une certaine manière, l' " évidence " de l'affiliation à la protection telle qu'elle a alors prévalu, rend inconcevable la question actuelle des initiatives menées pour être couvert et conserver une protection dans le temps. Or, dans un contexte où l'accès et la préservation de droits statutaires deviennent beaucoup plus conditionnels et qu'au contraire, la possibilité de jouir de prestations individualisées réclament à chaque fois de nouvelles preuves d'adhésion, la compétence individuelle d'orchestrer des protections semble incontournable à étudier.

Il est difficile de remettre en cause l'usage d'une grille de lecture, surtout lorsque son utilisation est apparue évidente pendant des années d'observation. À force, c'est presque comme si cette approche en terme de dispositif s'était incorporée au regard porté sur les protections publiques. L'une appelait l'autre, dans une validité de perception non questionnable. C'est d'ailleurs après coup, après la traversée de plus de cinquante entretiens individuels, que nous avons dû admettre que les vécus des jeunes,

³⁰⁵ Le Goff Frédérique, Montgomery Catherine et McAll Christopher (2003),

leurs histoires de protection n'étaient pas lisibles et compréhensibles à travers cette grille structurelle d'appréhension. Des contraintes apparaissaient, laissant irrésolues ces questions d'articulation, de discontinuité temporelle des soutiens, d'hybridation ou encore de compétences individuelles d'affiliation. Mais dès lors, à quel outil méthodologique se référer pour analyser les supports concomitants du mouvement de décollectivisation ?

La trajectoire biographique : une articulation toujours renouvelée de soutiens divers

En termes méthodologiques, obtenir une compréhension des activations de supports implique, selon nous, de se placer au niveau des individus et de comprendre ce qui constitue leurs sécurités, dans une absence d'inscription salariale stable, et ce, au fur et à mesure de leur parcours de vie. Ce n'est pas en partant des dispositifs dans lesquels ces personnes s'insèrent, qu'ils soient associatifs, informels ou publics, mais bien en voyant comment ces personnes circulent au travers de ces protections diverses et se les approprient, ponctuellement ou durablement, qu'une intelligibilité se construit. L'une des alternatives méthodologiques est donc de suivre le cheminement de ces jeunes adultes au travers des soutiens qu'ils privilégient sur une carte d'affiliation devenue problématique. On peut rendre compte de l'utilité d'une telle approche biographique sous trois aspects :

Premièrement, le repérage de l'ensemble des soutiens successivement activés semble être un préalable à une interrogation sur les conditions d'indépendance que ces supports peuvent ou ne peuvent pas représenter. Ainsi, une recomposition après coup des aides cumulées par les jeunes n'a pas pour simple finalité de dresser un inventaire des voies de secours dans un monde moderne. Il s'agit plutôt d'identifier des régularités d'association dans les configurations de protections et de comprendre quelles en sont les logiques.

A ce titre, c'est bien une vision holiste des différents soutiens qu'il semble nécessaire d'adopter : pour comprendre une demande de solidarité familiale, l'urgence de sollicitation de ce support est, selon nous, à mettre en lien avec la couverture publique perçue à un même moment. En somme, on peut faire l'hypothèse d'une corrélation entre le degré de protection publique octroyée et la nécessité d'activer d'autres ressources ; les unes ne se comprennent qu'à la lumière des autres. Cette remarque vaut aussi bien pour la combinaison des soutiens privés et publics que pour l'association de différents types de support informels entre eux. De ce fait, il semble erroné de vouloir étudier les solidarités familiales en tant que telles. Mais force est de constater les lacunes de la connaissance des rapports entre ces soutiens, par exemple familiaux et associatifs³⁰⁶.

Deuxièmement, on ne peut se contenter de mesurer l'ampleur des ressources publiques et informelles auxquelles de jeunes adultes ont recours : il ne saurait seulement être question de comptabiliser la durée d'une indemnisation ou le montant des transferts familiaux. Comme l'étude des solidarités familiales le prouve, les soutiens ne résument pas à une seule " économie de la parenté ", mais révèlent un ensemble de normes qui régissent minutieusement ces rapports (impératif de discrétion, principe de réciprocité différencié, respect de l'autonomie individuelle, cohérence symbolique dans l'usage du temps, etc.) Par ailleurs, on a vu plus haut que des logiques d'attribution régissaient également l'assistance publique en fixant, par exemple, les normes de comportement auxquels les prestataires doivent se plier pour obtenir une aide. On peut avancer que ce sont des règles d'obtention de la protection différentes qui, sur chacun des territoires, public, familial et associatif, conditionnent l'accès à l'aide.

Ainsi, les jeunes sont confrontés non seulement à différentes conceptions de la solidarité mais aussi aux contraintes spécifiques qu'implique chacune de ces normes de soutien. A ce titre, les entretiens biographiques permettent de rendre visibles les normes implicites et les attentes sous-

³⁰⁶ René Jean-François (1994), "Jeunes adultes et vie précaire: la place grandissante des ressources intermédiaires", *Lien social et politiques- RIAC*, 32: 151-61.

jaçentes à l'attribution de telle ou telle l'aide. A la lumière de ces récits d'entrevue, il semble possible d'évaluer jusque quel point ces supports offrent de réelles conditions d'indépendance, en considération des contraintes qui y sont rattachées.

Troisièmement, en faisant apparaître ces diverses règles de protection, il semble envisageable d'accéder à une réelle lecture des postures contemporaines vis-à-vis des protections sociales. En effet, les individus ne sont pas totalement libres d'activer les supports fonction de leurs propres désirs. " L'individualisation des protections ", pour reprendre une expression de Robert Castel, est davantage un processus contraignant qu'il ne permet une liberté de définir la manière dont on souhaite être protégé³⁰⁷. Ces postures vis-à-vis des supports gagneraient à être appréhendées comme des positions de tension entre le déterminisme des règles du jeu des différents types de soutien et une réflexivité des individus sur les alternatives des protections à solliciter au fur et à mesure de leur vie.

Mais la condition méthodologique essentielle pour repérer le rapport des individus à leurs soutiens est de dépasser la perception souvent véhiculée dans le sens commun d'unicité de chaque trajectoire. Partir de la trajectoire biographique n'équivaut pas à traiter les parcours individuels comme des possibilités de protection à chaque fois unique. Son objectif est bien au contraire de monter en généralité pour déceler les régularités dans le processus de constitution de protections à l'époque de la décollectivisation.

Références bibliographiques

- Amsel Philippe (1998), *Un rapport sur la Loi 37 : La loi sur la sécurité du revenu*, Montréal, Nouvel Avenir
- Astier Isabelle (1997), *Revenu Minimum et souci d'insertion*, Paris, Desclée de Brouwer.
- Borgetto Michel, LaFore Robert (1996), *Droit de l'aide et de l'action sociale*, Paris, Monchrestien.
- Castel Robert (2003), *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, Paris, Seuil, coll. " la république des idées ", p.70.
- Castel Robert et Haroche Claudine (2001), *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi*, Paris, Fayard.
- Conseil Permanent de la Jeunesse (1997), *La réforme de la sécurité du revenu, un parcours semé d'embûches pour les jeunes*, Ministère du Conseil exécutif, Gouvernement du Québec, Bibliothèque nationale du Québec ;
- Demazière Didier (1994), *Le chômage de longue durée*, PUF, Coll. "Que sais-je?". Paris.
- Donzelot Jacques et Estèbe Philippe (1994), *L'Etat animateur, essai sur la politique de la ville*, Paris, Esprit.
- Lamoureux Diane (1998), "Le panacée de l'économie sociale : un placebo pour les femmes ?", in L. Boivin et M. Fortier, *L'économie sociale, l'avenir d'une illusion*, Montréal ; Fides : 25-54.)
- Le Goff Frédérique, Montgomery Catherine et McAll Christopher (2003), *La transformation du communautaire. Expériences d'intervention auprès de jeunes sans emploi*, Montréal, Saint-Martin.
- Meyer Jean-Louis (1999), *Des contrats emploi-solidarité aux Emplois jeunes*, Paris, L'Harmattan.
- Meyer Jean-Louis (1992), *Mode de socialisation professionnelle et constructions identitaires : les jeunes en TEC – CES*, Thèse de doctorat en sociologie, Université de Nancy II.
- Ministère de la famille et du Bien-Etre social (1969), *Mémoire du Gouvernement du Québec présenté par l'Honorable Jean Cloutier*, Québec, Bibliothèque Nationale.
- Ministère de la sécurité du Revenu (1989), *La sécurité du revenu en bref*, Québec.
- Paugam Serge (1995), *La société française et ses pauvres. L'expérience du revenu minimum d'insertion*, PUF, Paris.
- René Jean-François (1994), "Jeunes adultes et vie précaire: la place grandissante des ressources intermédiaires", *Lien social et politiques- RIAC*, 32: 151-61.
- Schnapper Dominique (1989), "Rapports à l'emploi, protection sociale et statuts sociaux", *Revue française de Sociologie*, 30, 1.

³⁰⁷ Castel Robert (2003), *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, Paris, Seuil, coll. " la république des idées ", p.70.

**L'enfant dans la société d'aujourd'hui :
« le métier d'élève »**

Comme bien des recherches ont pu le mettre en évidence, nous assisterions depuis le milieu du XXème siècle au « basculement » d'une société organisée par la discipline à une société guidée par l'autonomie³⁰⁸. Ces déplacements représentant une transformation majeure de l'individualité, un changement essentiel de la conception globale que nous avons de nous-mêmes³⁰⁹.

Pour traiter de cette transformation et de quelques uns de ses enjeux, notre communication visera à se questionner sur le statut et les attendus formulés à l'égard de l'enfant à l'école, sur les modalités et formes concrètes de la socialisation scolaire et sur le sens qu'il convient de donner à l'expression communément admise, aujourd'hui, dans le champ des praticiens de l'action éducative, de « métier d'élève » ou d' « apprenant »³¹⁰. L'actualité de ces termes et références, fonctionnant comme autant de catégories de certification, ne cesse pas, en effet, de surprendre. Quelles analyses proposer de cette modernité du « métier d'élève »³¹¹ et de la définition actuelle de la « forme scolaire »³¹² ?

En saisissant les significations sociales de ces énoncés, nous serons amené à nous intéresser à plusieurs dimensions. Nous décrirons comment, dans la sphère de l'enseignement primaire, tout particulièrement, les exigences de responsabilisation, d'individualisation, d'autonomie, de motivation, de « savoir-être » et d'initiatives personnelles se sont agrégées, selon nous, à un « nouveau normatif », à de nouveaux processus de domination symbolique. Le déclin dans la sphère éducative, depuis bien des décennies, de la référence à l'interdit et à la discipline, à la restriction et à la « contrainte coercitive », à cette culture de l'obéissance qui caractérisait l'action pédagogique d'antan a fait émerger progressivement de nouveaux discours, de nouvelles symboliques, de nouvelles contraintes, responsabilités ou exigences, bref, la nouvelle figure normative de l' « élève-apprenant » qui doit être capable, au nom même de ses apprentissages, de son épanouissement ou équilibre personnel, de se mobiliser, de trouver en lui la force ou la conviction de l'action, de prendre des initiatives, de donner sens à ses apprentissages par un engagement raisonné et raisonneur.

Ainsi, sous des modalités diverses, les pratiques pédagogiques depuis près de 20 ans relèvent d'une ambition identique. Elles tentent de susciter de nouveaux comportements autour d'une « mise en responsabilisation des élèves » qui deviennent, d'après les discours tenus, les seuls acteurs privilégiés de la scène scolaire et des changements à entreprendre.

* c.plasse@libertysurf.fr

³⁰⁸ Cf. R. Castel, C. Haroche, *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi. Entretiens sur la construction de l'individu moderne*, Paris, Fayard, 2001 ; F. Dubet, M. Wieviorka (dir.), *Penser le sujet. Autour d'Alain Touraine*, actes du colloque de Cerisy, Paris, Fayard, 1995 ; A. Ehrenberg, *Le culte de la performance*, Paris, Hachette, 1991 ; *L'individu incertain*, Paris, Hachette, 1995 ; J.P. Le Goff, *La barbarie douce. La modernisation aveugle des entreprises et de l'école*, Paris, La découverte, 2003 ; A. Touraine, F. Khosrokhavar, *La recherche de soi. Dialogue sur le sujet*, Paris, Fayard, 2000.

³⁰⁹ Cf. N. Elias, *La civilisation des mœurs*, Paris, Calmann-Lévy, 1973 ; N. Elias, *La dynamique de l'occident*, Paris, Calmann-Lévy, 1975 ; M. Foucault, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 1975 ; L. Dumont, *Essais sur l'individualisme*, Paris, Seuil, 1983 ; M. Gauchet, *Le désenchantement du monde*, Paris, Gallimard, 1983.

³¹⁰ Loin d'être un compte-rendu détaillé et exhaustif d'une recherche formelle, nous ferons largement référence ici, au travers de quelques questionnements et hypothèses, à diverses observations conduites lors de notre activité passée d'institutrice.

³¹¹ Au regard d'un certain nombre de documents (revues et journaux spécialisés, ouvrages professionnels, livres de vulgarisation...), le « métier d'élève » apparaît comme une notion particulièrement floue et ambiguë. Dans certains cas, il est assigné aux enfants et aux adolescents comme un métier statutaire, à la manière dont un adulte est mobilisé par l'Etat. L'élève apprendrait, comme un professionnel, à jouer le jeu de l'institution en sachant déchiffrer ses attentes implicites. Idéalement, le « métier d'élève » invite plutôt à travailler pour le plaisir d'apprendre, comme jeu gratuit, comme « finalité sans fin ». Cela signifie, dans cette dernière représentation, qu'un élève doit non seulement acquérir des connaissances, mais surtout acquérir des connaissances qui ne s'enseignent pas sur comment les acquérir.

³¹² Sur le concept de « forme scolaire », cf. G. Vincent, *L'école primaire en France*, Lyon, P.U.L., 1980 ; G. Vincent (dir.), *L'éducation prisonnière de la forme scolaire ?*, Lyon, P.U.L., 1993.

Nouveaux principes, nouvelles pratiques

Depuis longtemps, on sait que l'école n'est pas seulement un lieu d'instruction, une agence de diffusion de savoirs et de certification technique. Ses apprentissages enveloppent, plus fondamentalement, une logique de socialisation qui implique aussi un mode de subjectivation : celui de « l'individu personnel » dont une des caractéristiques est la réserve et la retenue, la capacité d'abstraction, le décentrement par rapport aux situations et la capacité de distance à soi-même, de réflexivité³¹³. En plaçant de plus en plus le jeune enfant et ce dès la maternelle dans une position moins systématique d'extériorité à la règle, aux disciplines scolaires et pratiques, habitudes et activités ordinaires de la classe, en décloisonnant l'univers pédagogique de la seule enceinte scolaire, en pédagogisant l'ensemble de l'univers enfantin, l'école d'aujourd'hui, dans ses attendus, pratiques et orientations, systématise et renouvelle avec plus de force et de poids, l'acquisition de ces dispositions mentales durables. Systématisation contribuant à renforcer des contrôles de soi bien particuliers. Il convient donc de s'intéresser aux enjeux et conséquences, aujourd'hui, de ces processus et à l'acuité des contradictions subjectives et des souffrances que l'école peut parfois engendrer.

Sans retracer les grandes transformations de notre système d'enseignement primaire, nous devons admettre que nous sommes progressivement sortis d'un système scolaire dans lequel les clivages statutaires structuraient particulièrement les échanges, définissaient les différents rôles et organisaient collectivement les identités de chacun, et ceci, à l'intérieur d'un cadre classe stable et prescrit et d'exigences programmatiques dès plus contraignantes, pour intégrer progressivement, une « société scolaire » perçue comme plus souple et moins disciplinaire³¹⁴. Dans cette perspective, de nouvelles exigences, valeurs, référents et discours ont vu le jour consacrant la figure emblématique de l'« élève-apprenant »³¹⁵, éclairé, responsable de soi et autonome. La recherche d'un « individualisme de

³¹³ cf. E. Durkheim, *L'évolution pédagogique en France*, Paris, P.U.F., 1990 ; Cl. Grignon, *L'ordre des choses*, Paris, éd. de Minuit, 1971 ; L. Tanguy, « Savoirs et savoirs sociaux dans l'enseignement secondaire en France », *Revue française de sociologie*, XXIV (2), 1983, pp. 227-254 ; M. Verret, *Le temps des études*, Paris, H. Champion, 1975 ; G. Vincent, *L'école primaire en France*, Lyon, op. cit., ; G. Vincent (dir.), *L'éducation prisonnière de la forme scolaire ?*, op. cit. ...

³¹⁴ Pour les chercheurs en sciences de l'éducation, les transformations du monde de l'école depuis près de 30 ans ont porté principalement sur : la nature du contrôle social en classe (le caractère imposé ou négocié de l'ordre social et matériel) ; le type d'activités, leur structuration, leur sens, le pouvoir des élèves sur leur contenu et leur conduite ; l'animation du groupe-classe, le fonctionnement coopératif à l'échelle du groupe ou de sous-groupes ; la maîtrise des différences et distances culturelles dans la communication et le maintien de l'ordre ; l'intensité et la nature des communications en classe, entre élèves et avec le maître, les modes de participation ; le degré d'ouverture à l'extérieur, aux événements, aux parents, à diverses personnes-ressources. Cf. C. Gauthier, M. Tardif (dir.), *La pédagogie. Théories et pratiques de l'Antiquité à nos jours*, Paris, Gaëtan Morin éditeur, 1996 ; A. Prost, *Education, société et politiques. Une histoire de l'éducation en France de 1945 à nos jours*, Paris, éd. Le seuil, 1992...

³¹⁵ Résumons les principes pédagogiques emblématiques de ces dernières années. Principes que l'on peut retrouver tant dans les recommandations officielles que dans la presse spécialisée ou dans les ouvrages relatifs aux didactiques et pratiques d'enseignement. Ces tendances qui se dessinent dans les discours ou traités pédagogiques sont loin d'être généralisées ou généralisables. Elles correspondent pour une part aux modèles idéaux des militants ou des chercheurs en éducation. Pour simplifier, ces modèles conçoivent les pratiques pédagogiques comme devant :

- être fondées sur des objectifs de plus en plus élevés (apprendre à apprendre, apprendre à raisonner et à communiquer...).
- viser la construction de compétences. L'enseignant ne devant pas s'en tenir à la seule transmission des savoirs.
- recourir aux méthodes actives, aux pédagogies différenciées fondées sur le projet, le contrat et la coopération.
- exiger une discipline souple conférant de la liberté aux élèves. Dans ces conditions, l'école devient plus respectueuse de ceux-ci, de leur logique, de leur rythme, de leurs besoins, de leurs droits (dispositifs d'individualisation des parcours de formation...).
- s'attacher au développement de la personne et moins à son adaptation à la société.
- se centrer sur l'apprenant. Dans cette optique, l'enseignement doit être conçu avant tout comme une organisation de situations d'apprentissage.
- être plus sensibles à la pluralité des cultures et moins ethnocentriques.
- considérer l'échec scolaire non comme une fatalité. Dans cette perspective, il convient de s'engager dans le sens de la différenciation de l'enseignement comme « discrimination positive ».
- avoir pour objectif de faire éclater le groupe classe comme unique structure de travail et favoriser l'émergence de groupes de besoin, de projet, de niveau.
- se structurer de plus en plus dans des activités de coopération autour d'intervenants et d'une équipe pédagogique porte et soudée.
- devenir plus souples et mieux négociées avec les apprenants.
- valoriser de plus en plus les tâches ouvertes et les situations-problèmes.

l'authenticité » et de « l'ouverture aux autres » va justifier dès lors bien des pratiques et des manières de faire³¹⁶.

Savoir, savoir-faire et savoir-être

Depuis le début des années 1980, une littérature pédagogique mettant en exergue de nouvelles visées éducatives s'est répandue développant des thématiques jusqu'alors peu reconnues comme celles relatives aux différents types de savoir. Savoirs que l'on est parvenu à classer sous de grandes dénominations : « savoirs théoriques », « savoirs pratiques », « savoirs d'action », « savoirs disciplinaires ». Par delà ce travail de catégorisation, émergent d'autres référents, tout aussi essentiels dans l'encadrement de l'action pédagogique, à savoir, ceux de compétence et d'évaluation.

La notion de « compétence » est une notion des plus développée dans la presse spécialisée et la littérature pédagogique. Elle renvoie à plusieurs significations.

D'une part, elle signifie que dans la création continue des situations, chaque élève met en œuvre une activité d'interprétation et de connaissance. Être compétent c'est aussi assimiler les « allant de soi » sur lesquels se fonde n'importe quelle organisation sociale. Ainsi, apprendre son « métier d'élève » c'est apprendre à le devenir. D'autre part, cette notion de compétence force en quelque sorte chacun à définir sa contribution non pas en référence à un corpus de connaissances à recevoir mais en fonction de l'exercice d'une responsabilité convenue entre les acteurs du monde scolaire. Dans une approche par compétences, les savoirs deviennent des « ressources » au service de l'action et de la réflexion sur l'action. Elles doivent donc être facilement mobilisables dans des situations singulières³¹⁷.

Dans cette typologie des savoirs que nous venons d'envisager, le « savoir-être » est la notion la plus difficilement définissable et objectivable. Elle mélange allègrement le plan scolaire, la dimension personnelle et renvoie pêle-mêle aux comportements, aux valeurs, aux sentiments. Mais plus fondamentalement, cette notion confuse de « savoir-être » induit une approche psychologisante, individualisante et parfois moralisante de l'enfant. Approche dont il convient de repérer tous les enjeux.

-aller dans le sens d'une évaluation moins normative et plus formative avec la formulation et l'explicitation de référentiels d'objectifs permettant de repérer et de suivre en « temps réel » les acquis des élèves.

-s'inscrire plus aisément avec les pratiques éducatives des parents, à la faveur d'un dialogue équilibré et constructif.

-faire plus appel aux nouvelles technologies.

-solliciter davantage la manipulation, l'observation et l'expérimentation.

-devenir de plus en plus réflexives, sujettes à évaluations et à des mises en question périodique.

³¹⁶ On doit rapprocher ces thèmes de l'évolution générale des théories et des pratiques qui ont traversé le champ de la psychologie. Le thème du « sujet » a profondément marqué la psychologie de l'éducation. En deux temps. D'abord, la montée en puissance fantastique des sciences cognitives depuis les années 1950-1960 a marqué l'arrêt de la domination sans partage du behaviorisme, auquel il fut reproché de voir le comportement humain comme déterminé et contrôlé uniquement, de façon mécanique, par l'action de l'environnement. La psychologie cognitive d'après-guerre a mis en scène un individu actif, doté d'une capacité propre de penser, de traiter de l'information, qui interagit avec son environnement et ne fait pas que subir passivement les influences de ce dernier. Dans le champ de l'éducation, on est ainsi passé progressivement d'un questionnement sur comment produire et renforcer chez l'apprenant les comportements souhaités à une interrogation sur comment favoriser le développement des structures cognitives de l'élève qui sous-tendent son comportement et sur les conditions susceptibles d'aider celui-ci à les exercer à bon escient en situation d'apprentissage (pour comprendre, raisonner, résoudre des problèmes...). Par ailleurs, ces deux dernières décennies ont vu l'essor de théories qui soulignent l'importance de la dimension affective de l'apprentissage, et tout particulièrement de la motivation. Un apprentissage de qualité devrait requérir impérativement un engagement de l'individu dans ce processus. Les travaux et recherches en psychologie de l'éducation vont donc amplement faire écho à ce fait et souligner le bien fondé des pédagogies actives permettant une démarche autonome de l'élève.

³¹⁷ On divise les compétences en trois grandes catégories : les savoirs (connaissances théoriques), les savoir-faire (compétences ou habiletés acquise dans la pratique) et les « savoir-être » (attitudes et comportements). En école maternelle et primaire, les compétences sont réparties à la fois en « compétences générales », en « compétences particulières » et en « compétences transversales ». Les « compétences générales » et les « compétences particulières » renvoyant le plus souvent aux « attendus » propres aux différents champs didactiques. Ces compétences couvrent donc un vaste domaine et peuvent présenter, par contre, des degrés de généralité plus ou moins importants : « manifester l'envie d'apprendre », « Être capable de commencer à se sentir responsable », « S'engager lucidement dans l'action : reconnaître, exprimer, contrôler ses émotions et leurs effets dans des situations diversifiées », « Être capable dans diverses situations de construire un projet d'action », « Être capable dans diverses situations de mesurer et apprécier les effets de l'activité », « Être capable dans diverses situations d'appliquer et construire des principes de vie collective »....Sans compter sur une autre classification des compétences en « acquis », « en voie d'acquisition », « non acquis ». Cf. B.O., hors série, n°1, 14 février 2002 ; Ph. Champy, *Dictionnaire encyclopédique de l'éducation et de la formation*, Paris, Nathan, 1994 ; F. Rayal, *Pédagogie : dictionnaire des concepts clés*, Paris, E.S.F., 1997...

En valorisant et diversifiant cette notion d' « acquisitions de compétences », on touche aussi de près l'action évaluative. C'est ainsi qu'émergea sur la scène pédagogique en lieu et place du carnet de contrôle d'ancien régime des outils d'évaluation des compétences et performances individuelles³¹⁸.

Dès l'école maternelle³¹⁹, par exemple, un livret d'évaluation permet le « suivi » de l'acquisition des compétences et informe les familles de l'évolution de l'enfant dans un parcours de compétences très balisé. Les failles dans les « performances » deviennent les critères d'une « anomalie d'adaptation » de l'enfant. « Anomalie » à laquelle les parents, soucieux et anxieux face à de tels jugements qui ont pour eux la force de se présenter comme autant de préceptes objectivés et neutres, sont invités à remédier en faisant appel éventuellement aux expertises compétentes d'agents extérieurs. Il conviendrait d'analyser de façon plus approfondie les conséquences de telles pratiques qui accentuent bien souvent le désarroi des parents face à l'école, lesquels se sentent parfois, face à la lecture de telles grilles, coupables ou responsables de quelque chose tout en ne sachant trop quoi faire.

Par-delà ces évaluations formelles, se sont développées et amplifiées, depuis bien des années, d'autres procédures, plus personnelles, plus engageantes et surtout plus quotidiennes, que l'on peut désigner comme des « auto-évaluations » et des « auto-corrrections » prises en charge par les élèves eux-mêmes. L'enfant pouvant consolider et vérifier ses acquis en conjugaison, calcul, français et ceci de façon permanente et « libre »...

Ainsi, en déclinant de plus en plus, dans le champ scolaire, la notion de compétence fondée sur une valorisation de « l'implication subjective dans la connaissance », on polarise l'attention sur des « attitudes et comportements attendus ». Avec l'irruption de cette responsabilité impliquée par le terme de compétence, c'est bien le modèle d'engagement dans l'école qui est en jeu. Ce modèle paraît répondre à une double contrainte, en partie contradictoire, d'autonomie et de conformité.

Une injonction à l'autonomie

C'est au cours des années 1970-1980 que les modèles éducatifs vont connaître de grandes transformations. Les pratiques pédagogiques vont de plus en plus accorder de l'importance à une optique de libre expression de la subjectivité individuelle qui s'affirme comme authentique et créatrice face à des « savoirs traditionnels » considérés comme oppressifs, désincarnés et abstraits. La critique de la « pédagogie d'antan » sera dès lors fortement marquée par un « courant libertaire » souhaitant repenser les rapports enseignants-élèves interprétés bien souvent comme des rapports d'oppression dont les victimes sont les plus jeunes, les plus démunis. Se développera ainsi un type d'opposition qui va structurer toute une façon de penser : épanouissement et développement des potentialités créatrices et imaginatives des enfants d'un côté, culture sclérosée, oppressive et handicapante de l'autre.

C'est à la suite de ces changements accompagnant eux-mêmes des transformations sociales plus fondamentales que va s'ériger l'autonomie comme valeur centrale de référence. Au travers de tous ces principes, il est affirmé avec conviction que l'adulte responsable n'impose rien. L'enseignant ne doit pas faire les choses à la place de l'enfant, au risque, sinon, que cela puisse l'empêcher de progresser et de

³¹⁸ Le dossier d'évaluation de chaque élève devrait « théoriquement » être composé de trois volets. Premier volet, le livret de compétences (cycle concerné). C'est un outil professionnel pour les enseignants. Il rassemble l'intégralité des compétences inscrites au Bulletin Officiel. Il sert à l'évaluation continue de l'élève. Il est renseigné au fur et à mesure des validations de compétences, c'est-à-dire tout au long du déroulement des divers apprentissages dans l'année scolaire. Il est signalé qu'il ne peut en aucun cas être uniquement renseigné à partir des contrôles et des performances de fin de trimestre. Ce travail serait difficilement gérable. Deuxième volet, un dossier personnel (annuel). Il rassemble les documents d'évaluation élaborés ou renseignés par ou avec l'élève (tests, grilles d'évaluation, « fiches de route », fiches auto-évaluatives...). Troisième volet, un livret simplifié (de cycle). Il informe les parents de l'essentiel des évaluations. Il reprend les grands domaines d'apprentissage inscrits dans les instructions officielles. Afin d'éviter la notation chiffrée (sur 10, 20 ou A,B,C,D,E), il est proposé que les acquisitions soient mentionnées sous forme de rapports (rapport entre le nombre de compétences validées et le nombre de compétences évaluées). Exemple: le rapport 2/5 signifierait que deux compétences sont acquises sur cinq qui ont été évaluées. Ce rapport pourrait être exprimé en pourcentage, soit 40%. Par delà ces documents, une fiche « profil de classe » accompagne chaque livret. Elle permet de comparer les acquisitions de l'élève à celles de l'ensemble de la classe. Cette fiche est renseignée sur le modèle du livret simplifié, en utilisant la même codification, c'est-à-dire le rapport entre le nombre de compétences.

³¹⁹ A. Sauvage, O. Sauvage-Déprez, *Maternelles sous contrôle. Les dangers d'une évaluation précoce*, Paris, Syros, 1998.

devenir « autonome ». Au contraire, il doit faire accéder l'enfant au stade de l'autonomie et de la responsabilité en le faisant devenir « acteur » de ses apprentissages. Il s'agit donc, au travers de ces parcours d'apprentissage et de ces expériences, de donner à l'enfant les moyens de se prendre en charge et de se projeter dans l'avenir (gérer le cahier de texte personnel, savoir s'organiser afin de s'avancer dans son travail, ne pas être derrière les enfants lorsque ces derniers font leur cartable ou classent leurs documents, ne pas inscrire systématiquement au tableau le travail à faire, gérer « le plan de travail »...) et de créer des situations stimulantes qui lui permettent de découvrir et de faire par lui-même. Aussi, les enfants doivent participer pleinement à la vie de l'école, apprendre à s'autogouverner avec l'aide la plus discrète possible des adultes (mettre en place un projet, co-gérer la bibliothèque, s'occuper des camarades en difficultés...). L'euphémisation du rapport scolaire entre adultes et enfants est ici poussée au plus haut point au nom même de l'autonomie. Les méthodes et les pratiques pédagogiques ainsi que toute la vie scolaire doivent donc avoir pour finalité de mettre l'enfant « en situation d'expérimentation » et de l'aider à devenir au plus vite épanoui, autonome et responsable de ses actes et apprentissages. Les pédagogues de « l'école citoyenne » d'hier comme d'aujourd'hui se proposent donc de libérer l'enfant d'un système scolaire basé sur la soumission et l'obéissance « aveugle » à des « règles impersonnelles » pour promouvoir une « mise en responsabilité » constructive et apprenante.

Dans cette optique, l'école est au service des besoins des enfants et le mot d'ordre devient : « l'élève au centre du système éducatif ». C'est ainsi qu'est faite injonction à l'école de savoir mettre en place un « suivi individualisé des élèves », une « pédagogie différenciée » qui sache reconnaître les singularités de chacun. Aussi, « l'enseignant doit considérer l'enfant comme sujet pensant et auteur de sa pensée ». On passe dès lors de l'idée de travail à celle de « séquences » et d'activités plus librement consenties : « A chaque élève de progresser en fonction de son rythme personnel ». Activités conçues comme autant de « tâches » capables de faire acquérir par l'élève « une habileté cognitive en mettant en œuvre une stratégie à la fois commune et personnelle ».

De même, les situations d'apprentissage et les interactions pédagogiques se veulent moins dramatisantes ou plus ouvertes .

Plus fondamentalement, il est fait obligation à tous d'avoir le droit à l'erreur. De ce fait, « travailler pour la note » ou « faire pour faire » (c'est-à-dire être trop strictement élève) devient dès plus illégitime car contraire, d'une certaine façon, à la figure emblématique de l' « élève apprenant » qui sait donner du sens à ses apprentissages par un rapport détaché et détendu aux disciplines et au jeu scolaire. Cette injonction à la dédramatisation et à l' « inconséquence » est d'autant plus incompréhensible pour bien des enfants que l'évaluation normative (les notes venant désigner l'erreur voire l'échec) reste largement une pratique dominante. Entre reconnaissance du droit de chacun et système normatif de hiérarchisation, on est encore au cœur même d'une contradiction fondamentale. Ainsi, l'injonction actuelle à l'autonomie et à une responsabilité accrue de l'enfant à l'égard de lui-même que ce soit dans ses apprentissages ou dans sa vie sociale plus généralement et ce dès les classes maternelles suppose, au préalable, comme nous venons de le voir, une transformation de poids, à savoir, la reconnaissance et la valorisation pleine et entière de discours individualisants et particularistes.

Le développement de cette rhétorique de l'autonomie trouve son point d'orgue dans l'émergence des notions de « contrat pédagogique », de « contrat didactique » et de « projet ». Le « contrat pédagogique » implique, en effet, chaque élève personnellement. Des objectifs précis à atteindre sont fixés pour une période déterminée et l'enseignant doit préciser avec l'élève, dans un dialogue dit « constructif et porteur », fait de proximité et de confiance mutuelle, les modalités du « contrôle », du suivi et de l'évaluation : « La définition de seuils de performance permet de faciliter la définition (par et avec l'élève) du niveau d'évaluation qu'il a atteint ou qu'il atteindra ». Par-delà ce contrat « strictement personnel », l'enseignant et les élèves peuvent formuler d'autres conventions. Ainsi, on peut mettre en place des « contrats collectifs » décrivant et évaluant les « bons comportements » ou les « bonnes

règles » de vie à suivre. Les élèves élaborent collectivement, en petits groupes, formulant souvent ce que l'enseignant a envie d'entendre, des « règles de vie » devenant plus tard, après travail en commun et reformulation, un « code de vie » que l'on affiche aux murs de la classe après avoir été signé par tous les élèves. L'enseignant rappelant à cette occasion le poids de l'engagement de soi et le respect de la parole donnée. « Penser à ranger mon classeur », « Lever le doigt pour répondre aux questions posées », « Ne pas perturber la classe », « Ne pas perdre mon matériel », « Etre respectueux avec mes camarades », « Ne pas se bagarrer pendant la récréation »... sont autant de sentences à respecter qui seront pointées à la moindre défaillance. Les formulations pouvant elles-mêmes varier : « Nous nous respectons mutuellement », « Nous gardons notre classe propre », « Nous nous écoutons mutuellement », « Nous nous entraïdons », « Nous acceptons l'aide des autres »... De même, ces préceptes peuvent donner droit à des comportements singuliers. Ils sont, en effet, plus ou moins engageants ou impliquants. Ainsi, on peut demander à l'élève, par une « notation discrète » sur une affichette particulière, au sein de la classe, de signaler le camarade ayant enfreint une règle essentielle³²⁰.

Il est indéniable que ces nouvelles façons de faire peuvent dégager des capacités d'initiatives et permettre des réalisations valorisantes en libérant de rigidités qui pouvaient être très nuisibles. Mais pour qui et à quelles conditions ? Cette référence à soi comme mode d'action constitutif d'un mécanisme général qui se réfère à l'expérience, à l'authenticité, à la subjectivité et à la communication est loin d'être toujours évidente. Bien souvent ces discours et pratiques déstabilisent, sèment l'angoisse et le désarroi chez les parents et les enfants. Ces derniers peuvent être perplexes ou perdus face à une gestion quotidienne des tâches et actions qui reposent sur des postures et habitudes qu'il faut se construire personnellement. On n'est pas loin parfois d'une espèce d'isolement de chacun lorsque l'incertitude réside dans le manque d'explicitation des tâches à faire (autonomie oblige !).

Chaque enfant est ainsi placé, comme nous l'avons déjà signalé, devant une situation contradictoire, profondément destabilisatrice : il est sommé d'être autonome en même temps qu'il doit se conformer à des modèles de comportements encore bien réels (apprendre selon certaines règles, mettre en forme les travaux d'écriture, discipliner ses mouvements en classe et ses prises de parole...). De même, l'école en cherchant à individualiser les parcours de chacun de façon de plus en plus prononcée, tend aussi à créer en chaque enfant le sentiment d'être responsable de ce qu'il devient et de ce qui lui advient. C'est bien pour ceux qui « réussissent ». C'est sans aucun doute un fardeau lourd de conséquences pour les autres.

Disciplinarisation et « métier d'élève »

Nous avons essayé de voir l'importance prise par l'exigence d'autonomie. Se comporter en élève-responsable implique, en effet, « d'agir par soi-même », avec les libertés, les contraintes et les inquiétudes qu'une telle posture implique. Ce changement dans les normes d'action, c'est-à-dire dans la définition de ce qu'est la posture d'élève, repose, en quelque sorte, sur un principe fondamental, à savoir : parce que chaque enfant est singulier, plus égal et plus reconnu, il se doit d'être plus engagé, volontaire et actif. Il s'agit, pour l'enfant, d'agir et de prendre en charge lui-même des problèmes ou des activités qui relevaient antérieurement de la seule action, directivité ou responsabilité professorale. Le fait remarquable aujourd'hui est l'affirmation de principes incitant à la décision et à l'action personnelle. L'élève étant, comme nous l'avons vu, de plus en plus incité à s'engager, à participer, à décider, à communiquer, bref, à être responsable de lui-même.

³²⁰ Dans ce dernier cas de figure, chaque fin de semaine est consacrée à un temps de « conseil » durant lequel le maître et les élèves reviendront sur des épisodes ou événements marquants et décidant même collectivement face à certains débordements des « sanctions » à appliquer. Dans cette optique, la discipline doit devenir « autodiscipline » et la sanction ne semble être pleinement juste et légitime que si elle finit par être reconnue comme telle par la classe et le premier concerné. On procède donc par imprégnation et intériorisation des « normes » et on mettra tout en œuvre pour recueillir une parole qui soit le signe de l'assentiment de l'enfant.

Ces exigences d'implication et d'affirmation personnelle renvoient à des transformations essentielles du rapport à soi et au monde que le processus de socialisation met en oeuvre. En effet, dans un état antérieur du système d'enseignement où l'affirmation du « je » était nettement moindre, la vie de classe était sans doute vécue par la plupart des élèves comme « le partage » d'un « destin collectif ». Aujourd'hui, en tentant d'individualiser davantage les parcours et choix individuels, la vie scolaire semble relever davantage d'une histoire ou aventure personnelle. Cette prise en charge personnelle là où régnaient hier des règlements, des sujets convenus, des façons de faire établis et à reproduire, des règles comportementales et des disciplines fixes, constitue une tendance de fond et illustre bien ce qu'il convient d'entendre de nos jours par l'expression « métier d'élève ».

A la contrainte externe incarnée par la figure toute puissante du maître se substitue une tentative d'intériorisation des contraintes, des possibilités et exigences actuelles. Celles-ci sont de plus en plus pensées comme devant être le produit d'une libre adhésion de chaque élève. L'autodiscipline devient une norme de performance qui doit émaner de chaque enfant. Deux conséquences de cet état de fait sont à relever. D'une part, l'enfant ne peut manquer de ressentir la pression insidieuse qui va s'exercer sur lui et de plus en plus tôt pour qu'il soit conforme à certaines attentes avec un risque important, pour certain, de basculer dans un sentiment d'impuissance ou de souffrance. D'autre part, plus fondamentalement, cette augmentation de l'exigence de responsabilité repose sur l'idée abstraite que chaque enfant serait doté des mêmes schèmes, ressources et aptitudes à l'action et à l'autonomie. Or, c'est loin d'être le cas. En fonction des socialisations familiales, la capacité de chacun à agir à partir de son autorité privée et de son jugement personnel peut considérablement varier d'une configuration familiale à l'autre.

Conclusion

Au travers de cette catégorie de « métier d'élève », les discours et les pratiques véhiculent aujourd'hui la représentation d'un élève qui pourrait devenir « transparent à lui-même », où tout se résoudrait par l'argumentation rationnelle, la négociation ou la communication. On demande à l'enfant de plus en plus de savoir s'auto-évaluer, de définir par lui-même des « seuils de performance », d'être « acteur » de ses apprentissages, de gérer son « plan de travail » (contrat et élaboration d'objectifs)... Commettre une faute à l'égard de la norme scolaire consiste désormais moins à être désobéissant qu'à être inapte à ce « métier d'élève. C'est moins l'indiscipline (la transgression d'une autorité) qui est en jeu que l'incapacité à savoir s'engager, à être autonome, à être autre chose qu'un élève.

A la lumière de ces faits, il se produit selon nous, une transformation fondamentale de l'« économie psychique »³²¹ attendue de l'élève. Transformation se traduisant par un report des responsabilités relevant traditionnellement de l'institution scolaire vers l'enfant lui-même qui doit s'appuyer sur ses ressorts internes au lieu d'« obéir » à des instructions données par le maître. Car la socialisation scolaire ne consiste plus uniquement aujourd'hui à discipliner les corps pour qu'ils restent à leur place une fois pour toutes. Elle vise surtout à produire en permanence une individualité disciplinée capable d'agir par elle-même et de s'auto-organiser. Ce n'est pas parce que les activités à l'école sont plus « personnelles » aujourd'hui et ceci au travers d'une « pédagogie engageante », d'« apprentissages par l'action et jeux de rôles », d'« itinéraires de découvertes », de « pédagogies de projet », d'« évaluations formatives »...qu'elles sont pour autant moins sociales, moins sélectives, moins institutionnelles et moins normatives. C'est cela qu'il s'agit de comprendre et d'expliquer. Les enfants ne sont pas devenus subitement plus réflexifs, plus conscients d'eux-mêmes qu'auparavant. Ce sont plutôt les modes sociaux et scolaires de socialisation, de constitution du sujet humain qui ont changé : ils cherchent à « produire » non plus des corps ou des enfants dociles et « semblables » les uns des

³²¹ N. Elias, *La dynamique de l'occident*, op. cit., p. 210.

autres, mais des individualités enfantines susceptibles, plus qu'hier, d'autocontrôles, d'agir par elles-mêmes et de se modifier en s'appuyant sur leurs ressorts internes.

5. Des institutions individualisantes II : l'armée et la justice

Marie-Sophie Devresse*

Usagers de drogues et justice pénale Contrôles négociés et nouvelles formes de responsabilité

La contribution proposée ici a pour thème les nouvelles formes d'injonctions pénales proposées aux usagers de drogues dans le cadre des mesures alternatives aux poursuites ou à l'enfermement. On constate en effet l'arrivée de nouvelles réponses pénales apportées à l'usage de drogues qui ne poursuivent plus nécessairement d'objectif thérapeutique mais prennent de plus en plus la forme de contrôles contractualisés, sensés être « négociés » avec le consommateur et adapté à ses caractéristiques propres. Ces contrôles, sortes de mises à l'épreuve des usagers, tendent à ouvrir un nouvel espace entre la liberté et la peine, espace certes ambigu d'un point de vue judiciaire, mais dans lequel l'utilisateur de drogues devient investi d'un rôle actif quant à lui très explicite.

Les quelques réflexions avancées ci-après se fondent sur une analyse approfondie des pratiques pénales relatives au règlement des affaires d'usage de drogues dans un arrondissement judiciaire belge. Par des entretiens avec des policiers, des juges et des magistrats, mais également par des observations directes réalisées au sein de deux corps de police locale, a pu être identifiée l'émergence d'une nouvelle dynamique propre au fonctionnement de l'institution pénale et de ses acteurs et organisée autour du contrôle prolongé des usagers de drogues judiciairisés. Cette approche a été complétée par l'analyse de la trajectoire singulière d'une trentaine d'usagers de stupéfiants ayant été interpellés par la police et soumis à divers types de contrôles négociés³²². Ces trajectoires ont été appréhendées au départ des récits détaillés que nous ont livrés ces usagers, parfois avec beaucoup de douleur et d'émotion, dans une situation de face à face dont la dynamique mériterait d'être analysée à l'occasion d'une autre contribution.

1. Les mises à l'épreuve des usagers de drogues dans le cadre pénal

1.2. L'avènement de procédures pénales alternatives et « négociées »

Sans rentrer dans le détail du mécanisme des diverses procédures qui, depuis quelques années, contribuent à installer progressivement le paradigme de la « négociation » au cœur de la rhétorique et de la pratique pénale, il importe de prendre en compte divers changements récemment intervenus dans l'administration de la justice criminelle. Les années 1990 ont connu en effet, en France comme en Belgique, l'arrivée de nouvelles formes de résolution des conflits, de procédures, voire de sanctions³²³, faisant la part belle à la discussion entre les parties. Même si en matière d'usage de drogues, on est rarement en présence d'acteurs adverses que l'on tente de concilier par le dialogue (comme dans le cadre de la médiation), on constate tout de même que les opérateurs pénaux, qu'ils soient policiers ou magistrats, face à l'individu interpellé en raison de sa consommation de stupéfiants, se trouvent fréquemment en situation de « négocier » avec ce dernier les mesures qui lui seront appliquées. Le face à face, dans ce contentieux particulier, se réalise donc entre le magistrat ou le policier et l'utilisateur de drogues interpellé à ce titre. Nous ne retiendrons ici que les face à face avec les magistrats du parquet, les pratiques policières et les audiences devant le juge du fond épousant des logiques distinctes.

* Clersé / Ifresi – Université de Lille1, marie-sophie.devress@univ-lille1.fr

³²² Pour le détail de la méthodologie de terrain, voir Devresse, 2002 : 231-257.

³²³ On évoquera ici le travail d'intérêt général, devenue en Belgique « peine de travail » depuis la loi du 17 avril 2002.

La négociation dont il est question ici est réduite à une composante minimale : il s'agit simplement d'un débat, d'une discussion entre les parties en vue d'aboutir à un accord³²⁴. Elle porte le plus souvent (1) sur l'opportunité de la mesure de contrôle, compte tenu de la situation judiciaire de l'utilisateur mais également de sa vie privée et familiale et (2) sur les modalités de cette mesure, c'est-à-dire son contenu, la plupart du temps constitué d'un ensemble d'injonctions positives et négatives retenues « à la carte ». Dans la majorité des cas, il s'agira tout d'abord de ne plus consommer de stupéfiants, plus rarement de suivre une thérapie, mais également de se soumettre à des tests toxicologiques, de trouver un travail et/ou un logement, de suivre une formation professionnelle, de réaliser un travail d'intérêt public, de ne plus fréquenter certains lieux ou certaines personnes, d'adopter certains comportements spécifiques à l'égard de sa famille etc. De cette façon, la réponse pénale apportée au comportement d'usage de drogues apparaît à première vue plus diversifiée et plus « individualisée » qu'elle ne l'était auparavant, lorsque administrée sur un mode vertical et limitée à des options binaires.

En s'acquittant de ces divers devoirs et en en rendant compte régulièrement devant des instances de contrôle, l'utilisateur de drogues peut alors, sans toutefois en être dispensé définitivement, éviter le renvoi de son affaire devant le juge de fond de même que l'éventualité d'une sanction traditionnelle (amende ou incarcération). L'utilisateur n'est donc plus véritablement soumis d'emblée aux poursuites judiciaires ou à l'une ou l'autre forme de punition, mais ses comportements sont placés sous surveillance, cela, avant d'avoir pu véritablement exercer ses droits de justiciable.

Ce type de mesure fait actuellement l'objet d'un engouement significatif dans la gestion pénale de l'usage de drogues. Placer les individus sous contrôle moyennant une série de conditions particulières est une formule qui a son succès auprès des magistrats et des usagers eux-mêmes. Les peines d'amende ou de prison nous ont toujours été présentées par nos interlocuteurs comme des solutions inévitables, pénibles, criminogènes, inefficaces et en perte de légitimité pour ce type de contentieux en débat permanent. En outre, on remarque que les magistrats ont souvent fait le deuil de leurs attentes par rapport aux thérapies sous injonction et font donc œuvre d'une grande créativité en proposant divers types de mesures aux usagers. En Belgique, une note gouvernementale intervenue en 2001³²⁵, envisageait même de soumettre les consommateurs réguliers de stupéfiants à une « organisation judiciaire » de leurs loisirs, sans s'étendre davantage sur ce que pourrait supposer une telle injonction...

1.2. Un formalisme souvent réduit au consentement du prévenu

Il est tout à fait intéressant de constater que, malgré la diversification de l'arsenal légal procédural négociable à disposition des magistrats (classement sans suite simple ou conditionnel, travail d'intérêt général, transaction financière, injonction thérapeutique, médiation pénale etc.) c'est le plus souvent hors de la loi que se développent les dispositifs auxquels ces magistrats recourent le plus. Ainsi, la « probation prétorienne » à laquelle nous nous référons implicitement tout au long de cet article (une forme de classement sans suite conditionnel) malgré son grand succès auprès des procureurs bruxellois en matière de stupéfiants dans le courant des années 1990, n'a jamais été entérinée dans une loi ni intégrée dans le code d'instruction criminelle³²⁶.

La probation prétorienne est en fait une mesure alternative proposée par le Ministère public en amont du jugement en vertu du pouvoir d'opportunité des poursuites dont il est dépositaire. Le succès de cette mesure est vraisemblablement dû au fait qu'elle requiert peu de formalisme et que son suivi est laissé à l'entière appréciation du procureur. Le magistrat peut, par exemple, déléguer le contrôle du suivi des conditions à un acteur de son choix (policier, médecin...). Sa durée peut également être plus longue

³²⁴ Pour plus de précisions à propos du concept de justice négociée, voir Tulkens et van de Kerchove (1996).

³²⁵ Voir la « Note politiquement Gouvernement fédéral relative à la problématique de la drogue », non publiée et faisant suite à l'accord gouvernemental du 19 janvier 2001.

³²⁶ Voir à ce sujet Guillain, 2000 : 324-327.

que celle des dispositifs légaux car elle n'est pas assortie d'un effet d'extinction de l'action publique etc. On remarque donc combien le mode d'encadrement est sommaire, mais combien sa souplesse tend à lui conférer le statut de mesure adaptée et adaptable à la situation des prévenus.

Si l'individualisation de la peine est une des composante traditionnelle de l'intervention de la justice pénale, on constate que, dans ce contexte précis, elle se radicalise. En effet, pour être appliquées au prévenu, les mesures évoquées précédemment doivent toujours faire l'objet d'un accord formel de celui-ci. Cette caractéristique a d'ailleurs eu pour effet de développer, au sein de la magistrature, une impressionnante rhétorique relative à la nouvelle dynamique « contractuelle » qu'éveille cette exigence. Ainsi, les probationnaires sont fréquemment désignés sous le terme de « contrats judiciaires » et c'est systématiquement en tant que partie à un accord que l'usager se trouve sollicité. En Belgique, un magistrat du parquet s'exprimait d'ailleurs très clairement à ce propos lors d'un colloque national consacré à l'usage de drogues. Il précisait que, en matière de toxicomanie, les exigences du parquet sont solennisées par la signature, par l'usager de drogues, d'un engagement à l'égard du magistrat tout en faisant référence, dans son allocution, au « libre-arbitre de celui qui prend un engagement » et dès lors à sa responsabilisation tout au long d'un processus contractuel. Un processus contractuel où aura été pris en compte, par le magistrat, le contexte socio-affectif, économique et médical dans lequel vit le prévenu (Marchandise, 1995 : 184).

Le mot est donc lâché : les nouveaux modes contractuels de gestion de l'usage de drogues qui se propagent dans la justice pénale viseraient entre autre la responsabilisation du consommateur, responsabilisation initiée par sa participation à une procédure négociée et par l'accord qu'il donne à une mesure portant sur son contrôle ou sa mise à l'épreuve. Alors que cet usager ne participe qu'involontairement à sa propre construction en tant qu'infraacteur à la loi pénale et contribue très peu, nous allons le voir, à la détermination des mesures qu'on lui propose, une fois qu'il a accepté d'être intégré dans une procédure alternative, il doit s'atteler sérieusement à remplir les conditions qui lui sont proposées et respecter ses mesures probatoires. Sa responsabilité fait donc partie intégrante du processus pénal bien au-delà des faits qui lui sont reprochés, elle s'intègre cette fois dans la réponse qui leur est apportée. Le dispositif dans lequel s'inscrit l'usager suppose sa participation active : il n'est plus question pour lui d'être partie à un procès ou de subir une peine, mais de mener à bien un parcours de vie.

2. Les deux versants de la négociation

Avant d'aborder plus précisément les enjeux et les conséquences de ces nouvelles formes de responsabilisations, il importe de comprendre comment le principe de négociation, situé au cœur du raisonnement, se développe de manière inégale dans les discours et les pratiques. Deux voies d'entrée sont possibles dans l'analyse du concept de négociation ainsi intégré à la logique pénale : une perspective instrumentale (quel usage est fait de ce concept ?) ainsi qu'une perspective analytique et descriptive (comment ce concept se construit-il empiriquement ?).

2.1. Perspective instrumentale

La référence constante à sa mise en œuvre dans la pratique judiciaire par divers acteurs semble tout d'abord situer la négociation au cœur du développement d'une *sémantique de légitimation* qui émerge opportunément dans un contexte de crise de la justice pénale. Cette sémantique se déploie dans deux registres distincts.

D'une part, on observe une forme d'usage politique de la notion, en ce que l'ouverture du monde pénal à des dynamiques dialogiques démontre une ferme volonté, de la part des instances politiques et judiciaires, de remettre en question les procédures verticales et les outils coercitifs traditionnels de plus

en plus sujets à caution en termes de légitimité et d'efficacité. Nous ne nous attarderons pas sur cet aspect, amplement développé par de nombreux auteurs qui nous livrent une abondance d'hypothèses quant aux déterminants de la crise de la justice pénale (voir par exemple Cartuyvels *et al.*, 1997 : 220 ; Garapon et Salas, 1996 : 13 etc.). Au demeurant, ce mouvement n'est pas l'apanage de la justice pénale. La proximité, le déplacement des responsabilités vers le local, l'horizontalisation et la concertation des initiatives ainsi que la gestion « par projet » ont marqué l'évolution des mots d'ordres de l'action publique depuis la fin des années 1980 dans des secteurs de plus en plus diversifiés³²⁷.

D'autre part, une approche théorique des procédures négociées dans la littérature juridique ou criminologique permet d'entrevoir un usage doctrinal de la notion, usage davantage normatif, dans la mesure où il sert de fondement à de nouveaux modèles de régulation qui inspirent un « devoir être » de la justice pénale directement issu des théories de la procéduralisation. Ces théories, inspirées en droite ligne de la théorie habermassienne de l'agir communicationnel (Habermas, 1987 a&b) présentent l'introduction ou la réhabilitation de l'intersubjectivité comme un des fondements possible du processus de justice. La reconnaissance aux justiciables d'un pouvoir de discussion permettrait en effet de restituer aux acteurs de la justice pénale la place centrale qu'ils devraient occuper dans un processus jusqu'ici peu soucieux de les y intégrer et amplement piloté par des impératifs administratifs et gestionnaires. Cela permettrait au passage de tenir compte davantage des spécificités et des singularités des individus. Le procéduralisme, nous explique ainsi Th Pech, « consiste dans la recherche des bonnes procédures, c'est-à-dire non de la bonne décision, mais du bon système de décision. Il déporte l'attention des fins vers la méthode » (Pech, 2001 : 193). En d'autres termes, selon ce modèle, l'important est de se centrer sur le mode de décision plutôt que sur la décision elle-même, envisagée comme la résultante d'une discussion dans laquelle les parties assument un rôle actif. De même, ces travaux soulignent l'importance de considérer « la puissance normative » forte du processus même de discussion ou de négociation (De Munck et Lenoble, 1996 : 186). Bref, ces théories entendent interroger ou soutenir la légitimité de la discussion comme paradigme fondateur du processus de justice et décrire son impact sur la définition de la rationalité pénale contemporaine.

Reste que ces approches ont un caractère contrefactuel (non empirique) indiscutable et que leur analyse, si elle nous instruit sur le sens de l'introduction de ce concept dans la justice criminelle, nous informe très peu sur le véritable fonctionnement du processus pénal et sur son impact auprès du justiciable après l'époussetage que suppose l'accroissement du recours, par les opérateurs pénaux, à des procédures négociées. Le deuxième versant de notre approche, directement alimenté par une recherche de terrain au plus près des expériences des acteurs permettra dès lors de nous éclairer sur ce sujet.

2.2. Perspective analytique et descriptive

Si l'appréhension du concept de négociation ou de discussion selon son versant normatif suppose un modèle de règlement des conflits ou des affaires pensé et élaboré sur un mode idéal -reléguant, par exemple, l'intervention des sanctions traditionnelles que sont l'amende ou la peine de prison à l'arrière plan- un examen attentif des trajectoires des usagers de drogues et de leurs expériences permet de nuancer l'enthousiasme que suscite souvent l'impératif du « retour de l'acteur » à l'avant-scène de la justice pénale. L'idée de négociation s'appréhende empiriquement de manière bien plus flottante.

C'est que, lorsque l'on approche le terrain même de l'exercice de l'action pénale, on constate que l'on ne rencontre pas la discussion ou la négociation là où l'on penserait d'emblée la trouver, à savoir dans les procédures qui la prévoient formellement. Interrogés sur leur participation à des procédures pénales nouvelles organisant leur contrôle sur un mode négocié, les usagers de drogues que nous avons rencontrés rappellent inlassablement, avant tout détail de leur expérience de ces mesures particulières,

³²⁷ Voir, à propos de l'évolution des politiques sociales et en particulier de l'emploi, Castel, 1995.

un ensemble de propriétés de l'institution pénale qui rend difficile leur entrée dans un processus de discussion. La complexité du fonctionnement de l'institution, le flou entourant le rôle de certains acteurs judiciaires (le parquet, le juge d'instruction, la chambre du conseil...), le choc que produit la rencontre entre le mode de vie des consommateurs et les référents institutionnels pénaux et surtout, l'absence totale de prise en compte de leur inscription dans une grande précarité sociale et existentielle sont autant de paramètres qui conduisent les usagers interpellés à devoir avant tout se concentrer sur un premier objectif : développer des stratégies de présentation de soi afin d'obtenir la reconnaissance minimale du statut d'interlocuteur valable.

On observe donc que ce n'est pas véritablement le contenu et la teneur des mesures pénales qui sont négociés. La discussion sur les obligations et les contrôles est inévitablement conditionnée par des éléments « surdéterminants » : le contexte de contrainte propre à l'institution pénale, l'inégale répartition de pouvoir entre les acteurs en présence ainsi que la persistance de la peine de prison, toujours présente dans le processus au titre de menace permanente. Ce qui se négocie le plus âprement au sein de l'institution pénale, c'est avant tout l'image de soi, selon des modalités familières, extrêmement proches de celles qui sont décrites par E. Goffman dans les années 1970 à propos des stigmates sociaux (Goffman, 1975).

3. Le principal objet de la négociation

Se présenter comme un usager de drogues fiable susceptible de mener à bien sa mise à l'épreuve, donner un maximum d'informations sur soi et sa résolution à sortir de la déviance, présenter des garanties de sa bonne foi à se soumettre à un contrôle prolongé, voilà les véritables enjeux de la négociation de l'image de soi dans le processus pénal. « *Etant donné que j'ai pu prouver que depuis plus d'un an je m'étais tranquillisée, que j'étais en appartement supervisé, que j'étais suivie par un centre, que j'avais fait un tas de démarches pour m'en sortir, que c'est moi seule, via la prison -ce qui est exceptionnel- qui ai réussi à faire mes démarches, le juge a pris cela en compassion et m'a libérée* » nous explique Pica à propos de sa sortie de détention provisoire prononcée par la chambre du conseil.

On notera au passage le profil de personne « responsable », en référence au sens commun, qui se dégage implicitement d'un tel bilan de compétences. Mais plus on analyse les récits d'usagers, plus on se rend compte que la prise en compte de leur individualité propre, la connaissance des détails de leur vie privée, de leur insertion sociale ou des aléas de leur consommation de stupéfiants ne concourent pas tant à aider le magistrat à proposer une mesure adaptée à la situation qu'à simplement lui permettre de savoir à qui il a affaire et s'il peut soustraire cette personne à la pénalisation la plus dure (l'emprisonnement). Les choix des opérateurs pénaux, complexifiés par une masse d'information subjectives relatives aux caractéristiques de chaque individu, se voient en définitive réduits à soutenir des options binaires : punir sévèrement ou « simplement » placer sous contrôle.

Il n'en demeure pas moins vrai que l'orientation vers l'une ou l'autre de ces options n'est pas sans incidence sur le parcours de l'usager de drogues. Dans ce cas-ci, trop d'information ne tue pas l'information. Au contraire, la multiplicité de ces informations va acquérir une autre utilité que celle d'adapter la contrainte pénale à l'individu, elle va plutôt permettre de préciser dans quelle mesure celui-ci va mener à bien son parcours dérivé et dans quelle mesure il représente ou non un risque pour la société s'il n'est pas incarcéré. La prise en compte des caractéristiques personnelles des individus se trouve donc intégrée dans un objectif d'ordre public avant de servir l'individualisation du traitement pénal. « *Ce qu'il m'importe, c'est de savoir si le type que j'ai devant moi est capable de gérer sa remise en liberté et de ne pas retomber dans le milieu de la drogue* » soulignait un magistrat du parquet au sujet d'une injonction thérapeutique proposée à un usager de cannabis qui ne se considérait pas dépendant. Plus prosaïquement, Zara nous précisait : « *un toxicomane, c'est quelqu'un qui fout le bordel, c'est pour cela qu'on m'a proposé une thérapie* ».

4. Un consentement de pure forme ?

La nécessité d'un consentement de l'utilisateur aux mesures de contrôle auxquelles on le destine apparaît, à l'éclairage des expériences d'utilisateurs, une condition de pure forme. Trop de paramètres interviennent pour empêcher ce consentement de se déployer sur un mode libre et éclairé, même s'il est trop sommaire de parler de contrats léonins ou de consentements sous contrainte. Ce qui semble en jeu ici relève davantage de la symbolique du contexte établi par la justice pénale : cette justice est vue avant tout comme une instance qui impose et non pas qui propose : « *ce sont des juges tout de même* », nous dit Zara alors même que sa liberté de choix lui a été très clairement signifiée par le procureur.

On remarque ensuite que les mesures proposées, qui sont toujours vues par les usagers comme un mode d'évitement de la peine de prison (même lorsque ce n'est pas véritablement le cas) sont ressenties comme des régimes de faveurs difficiles à rejeter. En outre, les usagers disent qu'ils savent bien que refuser de consentir à une mesure qui leur est présentée comme favorable risque fortement de leur être dommageable. Ce raisonnement prend en effet du relief une fois confronté à l'une de nos observations d'audience au tribunal correctionnel où le procureur arguait du fait que le prévenu avait « *refusé la main que lui tendait la justice* » (il avait en fait refusé de participer à une médiation) pour justifier un réquisitoire plutôt lourd. La traduction brute, par le procureur, de sa conception de l'alternative est alors conforme aux anticipations des usagers.

Le fait, pour le prévenu, de ne pas « jouer le jeu » de l'institution pénale peut en effet toujours lui poser problème. Mais une attitude qui consiste à refuser de jouer ce jeu contre ce qui est vu comme ses propres intérêts sera d'autant plus mal interprétée qu'elle constitue la manifestation d'une résistance encore plus forte aux règles de l'institution. Le problème soulevé par cette question est dès lors celui de l'univocité du système interprétatif dans lequel se trouvent incorporées toutes les attitudes de l'utilisateur et qui sont soumises à une évaluation constante. Le moindre de ses choix ou le moindre de ses comportements donne lieu à interprétation et ce, le plus souvent quelle que soit leur motivation. Dès lors, le consentement, au lieu de garantir l'implication de l'individu dans son devenir institutionnel apparaît plutôt comme le symptôme d'un conformisme de bon aloi. Sa manifestation n'acquiert un véritable sens qu'en s'intégrant dans une interprétation centrée sur la mécanique coercitive du processus judiciaire³²⁸.

5. Une détermination active limitée à la trajectoire pénale

5.1. De la peur de la surprise à la paralysie

Au-delà des multiples conditions prescrites, le parcours de l'utilisateur de drogues ainsi placé sous condition constitue une épreuve en soi. L'exercice de l'autonomie et de la responsabilité n'est définitivement pas chose aisée lorsque l'on est inscrit dans la grande misère sociale, économique et affective qui marque la plupart de temps la trajectoire des usagers de drogues.

Dans la majorité des récits que nous avons recueillis, l'issue de ces mises sous contrôle s'est un jour soldée par la réintroduction dans le circuit pénal traditionnel, renvoyant la diversion proposée à ce qu'elle est, c'est-à-dire le versant d'une alternative et non une trajectoire autonome. La défaillance est fréquente et les conditions de vie difficiles des usagers ne sont pas pour rien dans sa survenance. Le respect de la mesure la plus communément proposée qu'est l'abstinence est de surcroît contrôlé par test toxicologique, ce qui conduit de nombreux usagers à « tomber » en raison d'un bref épisode de consommation. Il est cependant intéressant de se pencher sur les faits déterminant la réintégration de

³²⁸ Paragraphe emprunté à Devresse, 2003.

ces usagers dans une procédure pénale qui les conduit à la sanction traditionnelle. La plupart du temps, il s'agit d'actes anodins de leur point de vue, comme fumer un joint, ne pas payer un titre de transport, ne pas suivre une formation professionnelle à laquelle on s'était engagé etc. En définitive, ce mécanisme illustre de manière éclairante l'élargissement progressif du champ du contrôle judiciaire ainsi que l'insertion de l'action pénale au plus près de la vie quotidienne des personnes.

Lorsque l'on s'attarde sur les discours tenus par les usagers de drogues, on se rend compte que, plutôt que d'être véritablement « responsabilisés » par ce type de formule, ils se trouvent plutôt paralysés dans leur vie quotidienne, dans l'attente lancinante de voir la machine pénale se réenclancher. « *À partir d'un certain moment, on a fait tellement de chose que l'on ne sait plus ce qui va nous tomber dessus, mais ça intervient toujours par surprise. Il faut toujours s'attendre à quelque chose* » raconte Dominique. « *Il y a eu tellement d'histoires que je ne sais pas si elles sont toutes tombées* » nous dit Benoît... Que ce soit sur base de faits infractionnels ou de conditions probatoires non respectées, le désagréable effet de surprise que produit la réactivation inopinée du processus pénal semble encourager le développement d'un mode de vie marqué par l'angoisse -quand il n'est pas organisé autour d'elle. Ali, par exemple, nous affirme, non sans cynisme : « *depuis que j'ai été interpellé par la police et mis en prison, tout ce que je fais est marqué par cela. On interprète tous mes comportements autour de ma consommation de drogues. Ma vie, ce n'est plus que des antécédents judiciaires. J'avais trouvé un petit boulot, mais je devais aller faire mes tests d'urine régulièrement et je ne voulais pas le dire à mon patron. Alors je reste chez moi et je ne sors plus, de peur de me faire attraper à nouveau. Je regarde Derrick à la télévision. C'est le même feuilleton que je regardais tout le temps quand j'étais en prison* ». Au-delà de la couleur sombre du propos, on retiendra le poids de l'analogie entre la petite chambre du meublé et la cellule, toutes deux éclairées par un même feuilleton sinistre et investies d'une terrible angoisse... L'utopie de la responsabilité active dans la vie sociale cède le pas à l'inertie, sinon à la culpabilité.

5.2. La responsabilité face aux « ratés » du processus

À l'inverse, dans le contexte même de l'institution pénale, on identifie sans difficulté les indices d'une forme de responsabilisation réussie car bien intériorisée. Ainsi, on ne compte plus les justifications apportées par les usagers de drogues aux nombreux « ratés » du processus pénal présents dans leurs récits. Par exemple, lorsqu'il s'agit de rendre compte des interactions problématiques qu'ils ont avec les intervenants pénaux, les usagers, pourtant très critiques à l'égard de l'institution et ses représentants, mobilisent sans cesse leur propre responsabilité dans le processus pour tenter de disculper les acteurs judiciaires des défaillances observées et se présenter comme les ressorts de leur rectification. De la même façon, « la » toxicomanie est constamment évoquée pour expliquer l'impossibilité de s'entendre sur une mesure adaptée qui convienne à la fois au consommateur de stupéfiants et aux acteurs judiciaires. Marc nous explique : « *Tout le monde est dépassé par ce problème-là, même moi* ». « *La justice est débordée, les toxicomanes aussi* », dira Patrice en écho. Dépassement et débordement, qui lorsque l'on y regarde de près sont rarement présentés dans les récits sur un mode fataliste, mais plutôt comme des contraintes à intégrer dans la trajectoire, comme autant d'obstacles à surmonter dans une course à handicap.

Si la surcharge des magistrats par rapport à l'arriéré judiciaire acquiert également valeur de justification, voire d'excuse pour les ratés du fonctionnement de l'institution et de ses acteurs, les usagers expliquent souvent qu'ils doivent compenser ce problème. La justice pénale serait ainsi une « machine folle » qui ne ferait que des victimes, tant parmi les criminels que parmi leurs juges, mais où les criminels assumeraient seuls la charge de leur propre destin. L'altérité radicale existant entre les professionnels du pénal et leurs clients devient alors réduite par les effets d'une représentation de la

justice en tant que « système », qui, lorsqu'il s'agit de fonctionner, rabat tous les humains à une même condition.

« *Ce n'est pas de leur faute, les magistrats, ils sont débordés. C'est à nous de nous défendre* » souligne Frédéric alors qu'il raconte comment son affaire a été sommairement examinée. Son propos fait écho à de multiples formules entendues inlassablement pendant notre enquête. Nous avons assisté ainsi, non sans surprise, à une impressionnante appropriation du discours sur la responsabilité, à tout le moins quant à la nécessité d'être actif pour mener à bien son parcours judiciaire et de rendre compte constamment de ses efforts à sortir de sa condition de toxicomane. Si l'exercice de l'autonomie s'opère difficilement en dehors de l'institution pénale, à l'intérieur de celle-ci, le transfert de responsabilité sur le bon déroulement du processus judiciaire semble un fait acquis dans les représentations des usagers.

Brève conclusion

Résolument empirique, notre contribution visait à montrer comment le processus judiciaire, dans un contexte de redéfinition des enjeux de l'action pénale, est à présent conduit à intégrer une logique de contrôle à la fois objectivante et subjectivante. « Objectivante » parce qu'elle réduit l'individu à l'état d'objet d'un contrôle implacable, parfois technologiquement assisté (les tests toxicologiques...) et pour lequel il est question de produire un dispositif d'informations en vue d'une meilleure gestion des risques et de l'ordre public. « Subjectivante » parce que, par l'ouverture à la discussion, même dans les conditions qui sont celles que nous avons décrites, il est envisagé de réintégrer la personne au cœur même du processus judiciaire, de la responsabiliser, de lui donner un rôle spécifique dans la gestion de son propre sort.

L'observation des pratiques pénales et des expériences d'usagers met en outre en lumière la diversification de la réponse apportée par la justice à l'usage de drogues. Individualisée, notamment par la prise en compte de certaines caractéristiques propres au parcours judiciaire de l'utilisateur et par la multiplication des types de mesures qui peuvent leur être proposées, cette réponse reste toutefois très limitée dans sa conception globale (punir ou non ; mettre à l'épreuve ou non) et n'est pas pour autant adaptée aux particularités *fondamentales* des justiciables qu'elle concerne. Elle reste en fait organisée autour des informations utiles au fonctionnement de l'institution pénale elle-même, indépendamment des contingences propres au consommateur et à son mode de vie. Même individualisée, la réponse pénale à l'usage de drogues n'est toujours pas soucieuse de tenir compte des singularités personnelles et de l'insertion sociale de l'utilisateur hors du contexte judiciaire (évaluation du risque, prévention de la récidive etc.). Et si d'aventure on rencontre une tentative d'avancer dans ce sens, on peut se demander si certains glissements dans l'évaluation ne sont pas en train de s'opérer : le fait de ne pas trouver un emploi relève-t-il de la responsabilité de l'individu ou de la configuration du marché du travail ? En proposant le travail comme condition probatoire, certains magistrats répondent involontairement à la question.

La composante active de l'engagement des usagers est donc réduite par sa subordination au contexte judiciaire et par la singularité de leur mode de vie par rapport aux exigences du processus pénal. Il est dès lors impossible de présumer qu'une mesure proposée par un magistrat, même véritablement négociée, va à elle seule contribuer à infléchir la trajectoire d'un utilisateur de drogues vers de meilleurs cioux. Sans l'ensemble des professionnels qui contribuent à assurer son contrôle permanent, l'utilisateur de drogues se retrouverait entièrement seul, face à lui-même et à son destin. C'est d'ailleurs là que se situe le principal effet pervers de ces mesures car c'est ce qu'elles supposent en substance : un déplacement de la responsabilité de leur exécution sur les individus et non plus sur l'institution.

Bibliographie

- CARTUYVELS Y., DIGNEFFE F. et KAMINSKI D. (1997), « Droit pénal et déformalisation », in J. De Munck et M. Verhoeven (dir.), *Les mutations du rapport à la norme. Un changement dans la modernité*, Bruxelles, De Boeck Université, pp. 219-242.
- CASTEL R. (1995), *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard.
- DE MUNCK J. et LENOBLE J. (1996), « Droit négocié et procéduralisation », in P. Gérard, Fr. Ost et M. van de Kerchove (dir.), *Droit négocié, droit imposé ?*, Bruxelles, Facultés Universitaires Saint-Louis, pp. 171-196.
- DEVRESSE M.-S. (2002), « Usagers de drogues et nouvelles procédures pénales. Constructions institutionnelles et expériences singulières », thèse de doctorat en criminologie, Université Catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve.
- DEVRESSE M.-S. (2003), « Justice négociée et usage de drogues. L'éthique de la discussion à l'épreuve du pénal », *Éthique publique*, Vol. 5, N°2, pp. 146-155.
- GARAPON A. et SALAS D. (1996), *La république pénalisée*, Baume-les-dames, Hachette.
- GOFFMAN E. (1975), *Stigmates. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Les éditions de Minuit.
- GUILLAIN Ch. (2000), « Le parquet : entre dépendance institutionnelle et autonomie décisionnelle », in L. Van Campenhoudt et al. (dir.), *Réponses à l'insécurité. Des discours aux pratiques*, Bruxelles, Labor, pp. 321-343.
- HABERMAS J. (1987a), *Théorie de l'agir communicationnel. Tome 1 : Rationalité de l'agir et rationalisation de la société*, Paris, Fayard.
- HABERMAS J. (1987b), *Théorie de l'agir communicationnel. Tome 2 : Pour une critique de la raison fonctionnaliste*, Paris, Fayard.
- MARCHANDISE Th. (1995), « Que peut offrir la justice au toxicomane, hors du champ pénal ? », in B. De Ruyver et al. (eds), *Vers une politique intégrée en matière de drogues en Belgique. Gestion des drogues en 2000*, Anvers, Bruxelles, Maklu, Bruylant, pp. 183-192.
- PECH T. (2001), « Neutraliser la peine », in A. Garapon, F. Gros et T. Pech, *Et ce sera Justice*, Paris, Odile Jacob, pp. 139-244.
- TULKENS F. et VAN DE KERCHOVE M. (1996), « La justice pénale : justice imposée, justice participative, justice consensuelle ou justice négociée ? », in P. Gérard, Fr. Ost et M. van de Kerchove (dir.), *Droit négocié, droit imposé ?*, Bruxelles, Facultés universitaires Saint-Louis, pp. 529-579.

Le soldat dans les armées françaises : un commandement par l'individu

Cette communication repose sur des recherches empiriques menées dans le cadre d'une thèse de doctorat en sociologie ayant pour thème « la régulation de l'autorité dans les armées françaises professionnalisées ». La recherche s'effectue sous l'égide de la délégation générale pour l'armement. La monographie s'appuie sur l'investigation de deux armées où ont été mêlées diverses méthodes qualitatives : entretiens individuels semi directifs, entretiens de groupe, expérimentation sociale, observation non participante. Au total, ce sont près de 230 militaires qui ont été rencontrés dont plus d'une centaine dans l'armée de terre et une centaine dans la gendarmerie nationale. Les entretiens ont permis d'interroger les personnels sur leur représentation de leur institution, leur insertion dans l'organisation, leur rapport à l'autorité et au commandement notamment. A noter, enfin, que tous les types d'unités ont été visités pour ces deux armées : des régiments et états-majors pour l'armée de terre, des brigades de gendarmerie départementales, des escadrons de gendarmerie mobile et des états-majors pour la gendarmerie nationale.

La professionnalisation des armées françaises est un mécanisme de changement ayant des incidences profondes et centrales sur l'institution militaire. Dans un contexte national et géopolitique où sont confiées aux armées des missions qui ne relèvent parfois pas de ses attributions premières, c'est toute l'organisation du ministère de la défense et des forces armées qui est affectée par ces restructurations multiples. Au-delà des logiques de spécialisation (exemple de l'armée de terre) ou de polyvalence déqualifiante (exemple de la gendarmerie nationale) inhérentes au basculement de la professionnalisation militaire, nous analyserons ici la place et l'insertion de l'individu dans l'institution militaire et le type de lien social en présence. Si les catégories de sous-officiers et d'officiers étaient déjà avant cette professionnalisation le foyer de militaires de carrières, la catégorie exécutante des militaires du rang est celle qui a connu les attentions les plus grandes. En effet, ayant perdu la systématisme et la régularité de leur approvisionnement en hommes, les armées ont dû s'adapter à un contexte social de recrutement, de séduction et d'attirance auprès des jeunes pour combler les manques de son format officiel. Ces politiques ne sont pas sans avoir touché directement la place de l'individu dans l'institution. Qu'est-ce qu'un individu dans une institution comme l'armée ? Poser cette question est déjà en soi le symbole d'une dynamique de changement dans une structure où, traditionnellement, l'individu est éhonté devant le collectif et la finalité des ordres qui lui sont donnés. Cela revient en fait à s'interroger sur le type de lien social que le militaire construit à son armée.

La désinstitutionnalisation d'une institution d'Etat

Les forces armées constituent dans l'état démocratique contemporain une institution dont les prérogatives et le rôle social dépassent le cadre strictement régalien des missions et interventions qui leur sont demandées. La professionnalisation des armées qui a touché avec une ampleur et une densité variées les quatre principales armées : armée de terre, de l'air, marine nationale et gendarmerie nationale est de nature à interroger les changements dans cette institution dont on dit la perméabilité avec le monde civil restreinte mais qui, souvent, est à l'origine de modifications structurelles copiées en nature par les organisations civiles. L'institution militaire est une bureaucratie qui a dû se professionnaliser à l'initiative d'un mouvement politique, d'un mouvement tactique d'émergence de

* Doctorant en sociologie DGA / CNRS - Université de Lille I Clersé / Ifrésis ; sebJakubowski@aol.com

nouvelles missions opérationnelles exigeantes en personnels, d'un mouvement social lié à la perte de vigueur du service national ayant perdu sa logique égalitariste. Cette professionnalisation est la cause d'un repositionnement progressif mais néanmoins rapide de l'institution militaire dans de nombreux domaines. On dénote une insertion très marquée de l'organisation sur le marché du travail et surtout du recrutement, une systématisation à tous les niveaux de recrutement de la contractualisation, une disparition progressive d'unités sur le territoire national, une « civilianisation³²⁹ » et une externalisation³³⁰ de certaines fonctions jusque là dévouées aux forces militaires. En quoi ces paramètres modifient-ils le lien social de subordination en vigueur dans les armées ?

Une subordination à la légitimité

Il convient tout d'abord de rappeler quelle est la nature du type de lien social en vigueur dans cette institution d'état. Les forces armées se placent dans le modèle d'une organisation bureaucratique où domine la relation à l'autorité légitime si on l'accepte dans le sens wébérien du terme. C'est-à-dire que les individus sont placés en situation de domination et d'assujettissement. L'organisation pyramidale assurant à chacun d'être tour à tour dans une situation de dominant comme de dominé. L'autorité conférée aux individus n'est pas personnalisée. Elle l'est suivant des règles d'attribution bureaucratiques qui font que celui qui en est le détenteur n'est autre que le représentant de son autorité institutionnelle supérieure. La règle est prédominante dans cette organisation et l'oral n'y intervient qu'en support des règles écrites. La domination s'opère dans un flux descendant de telle sorte que le positionnement de chacun lui garantisse une forme de contrôle sur ses actions. Par ailleurs, l'aspect « total » de l'institution se rappelle dans la mesure où ceux qui servent sous les couleurs de la France se voient privés de certains droits, acceptent en retour des avantages particuliers mais concèdent avant tout une part de leur liberté lorsqu'ils acceptent le service des armes de la nation. Les forces armées sont alors une institution à part entière. Directement soumises aux directives du politique pour son emploi, elles assurent la sécurité de la France à l'intérieur comme à l'extérieur du territoire national. L'institution est en mesure de contrôler les biographies, d'agir sur les individus en ayant la possibilité de les contraindre, d'organiser leur emploi du temps quotidien, les maintenir dans l'incertitude, les priver d'une liberté de mouvement, d'agir sur leur vie privée par la disponibilité qu'elle impose à ses personnels,... De la même façon que des sphères individuelles de négociation et de marchandage avec l'autorité légitime étaient toujours possibles, le changement en cours n'implique pas une remise en cause transversale de ce modèle. Pour autant, cela ne signifie pas que le changement lié à la professionnalisation n'ait pas induit des perspectives nouvelles d'appréhension de l'individu par l'organisation.

Une institution perméable

L'institution militaire entretient historiquement des relations césurées avec les institutions publiques, avec les citoyens. Au point qu'il est possible de dénoter traditionnellement deux mondes aux yeux des militaires : les civils qui ne sont pas militaires et les militaires eux-mêmes. Cette représentation dichotomique d'une division sociale du monde persiste aujourd'hui pour les militaires qui font de leur métier le signe d'une vocation plus large qu'institutionnelle. Pourtant, les échanges de réciprocité entre les armées et ce monde civil sont traditionnellement vivaces. Ainsi, les interactions technologiques, les recherches sur l'armement, le concours industriel traduisent des relations moins cloisonnées que ne le pensent les militaires entre leur institution de tutelle et les autres.

³²⁹ Mot d'origine militaire : processus consistant à transférer des fonctions traditionnellement tenues par des militaires à des personnels ou entreprises civiles (exemple de la sécurité des enceintes militaires).

³³⁰ L'externalisation est un processus identique mais il ne s'applique pas à des fonctions usuellement militaires (exemple de la restauration, de l'entretien des espaces verts).

Plus globalement, ce hiatus identitaire du type « nous » et « les autres » induit l'idée, présente chez certains, d'une valeur d'intérêt, d'utilité ou même sociale plus élevée dans le corps militaire que dans n'importe quel autre corps. Ce sentiment d'appartenance à une société³³¹ quasi secrète offrant le don de soi au service des autres ne se retrouve plus que parmi les militaires les plus anciens s'étant engagés sous les auspices glorieuses mais souvent utopiques du service de la nation, de la patrie. Déjà, au début des années quatre vingt dix, Bernard Boëne³³² fait état d'une évolution sociale dans les justifications du sentiment d'appartenance et d'identification à l'armée, évolution qu'il conceptualise sous le nom de « banalisation » de la société ou de la fonction militaire. La question centrale est bien ici posée : peut-on encore parler d'une société militaire ; c'est-à-dire d'un collectif d'individus partageant non seulement une finalité mais construisant encore en commun les rhétoriques d'une symbolique ? Le lien social en vigueur dans une telle société est un lien social de type communautaire. C'est le type de lien, c'est-à-dire ce qui fait que les individus partagent quelque chose ou ont quelque chose en commun, que l'on retrouve dans les discours de la doctrine, parfois apologiques, prônant le sentiment d'appartenance et l'engagement militaire. Cette doctrine est surtout valide dans une France, avant qu'elle ne professionnalise, ou rationalise, l'emploi de sa force militaire. Il convient toutefois de préciser ici que seuls les militaires ont encore conscience de ce que l'on nomme « la spécificité militaire ». La reconnaissance ou la remise en cause de ce particularisme implique des interrogations fondamentales. En effet, dès lors que l'on ne reconnaît plus symboliquement à une corporation le soin de la défense de la nation, c'est la légitimité du maintien et de la détention de la violence légitime d'Etat³³³ qui est mise en jeu.

Cette spécificité est aujourd'hui largement friable et fragilisée. D'ailleurs, François Gresle³³⁴ s'attache récemment à remettre en perspective les notions de banalisation et de spécificité du service des armes à la lumière de la professionnalisation militaire. Les raisons en incombent partiellement au retournement du positionnement de l'institution militaire dans le cadre de ses échanges avec la société civile. Il apparaît explicitement aujourd'hui une plus forte perméabilité de l'institution militaire dans ses rapports avec le monde civil. Par la professionnalisation, l'armée se présente comme une grande entreprise industrielle devant s'insérer sur le marché du recrutement, mais devant également séduire et fidéliser les jeunes recrues. Le recrutement est une préoccupation majeure des armées d'aujourd'hui, fortement compréhensible lorsqu'une armée comme l'armée de terre recrute plus de 12 500 jeunes chaque année. Ainsi, comme l'a montré Claude Weber³³⁵, la rénovation de la communication du Ministère de la Défense est le signe d'une proximité construite étroitement entre les armées et le monde civil dont elles dépendent plus sûrement encore.

La perméabilité de l'institution militaire, qualifiée parfois d'ouverture, prend des formes multiples. Ainsi, les régiments de l'armée de terre créent des postes de directeurs des ressources humaines afin de gérer carrières et recrutement des militaires ; nombre de militaires suivent les formations du nouveau centre de formation au management de la défense (CFMD). Par ailleurs, les processus d'externalisation ou de « civilianisation » de certaines fonctions militaires (par exemple la garde de certaines unités militaires) sont autant d'éléments nous amenant à penser à une désinstitutionnalisation de l'institution militaire.

³³¹ Voir à ce propos GIRARDET Raoul, 1998, *La société militaire de 1815 à nos jours*, Editions Perrin, Paris, 338 pages

³³² Bernard Boëne (dir.), 1990, *La spécificité militaire*, Armand Colin, Paris, 284 pages

³³³ WEBER Max, 1959, *Le savant et le politique*, Plon, Paris, 230 pages

³³⁴ François Gresle, 2003, *La « société militaire » : son devenir à la lumière de la professionnalisation*, Revue française de sociologie, 44-4, Paris, pp.777 à 798

³³⁵ WEBER Claude, janvier 2002, *La filière communication au sein de la défense : typologie, recrutement, formation et carrière*, Les documents du C2SD, n°47, Paris

Un salariat de la force ?

Des armées qui recrutent abondamment, une institution qui tâche de ne plus mettre l'accent sur les valeurs de son action mais plutôt sur la formation et les métiers, un Etat qui reconsidère certains règlements (comme l'obligation pour les militaires du rang de loger à la caserne, le droit de se faire assister d'un avocat civil lors d'une procédure de sanction, une diminution du pouvoir d'assujettissement sur les élèves en école) ; voilà ici les données d'une atomisation du lien social et d'un éclatement de la totalité de l'emprise de l'institution sur les jeunes engagés volontaires. Déjà, le terme de « volontaire » stipule cette perte de l'adhésion à l'institution. On est militaire parce qu'on souhaite le devenir. Quelles sont les logiques qui poussent alors un individu à choisir l'armée, à s'y engager et à s'y soumettre ?

Les entretiens réalisés avec des jeunes militaires de tous grades dégagent quelques profils. Les premiers sont ceux qui s'engagent³³⁶ en suivant à la lettre les discours de la communication des armées : s'engager pour se former ou exercer un métier. Ici, l'armée renoue avec son rôle de grande école de formation professionnelle. Elle est aussi une grande entreprise d'insertion pour les jeunes déjà formés qui souhaitent y valider au moins une première expérience professionnelle. Les seconds entrent à l'armée par défaut parce qu'ils ne trouvent pas d'emploi dans le civil. Les troisièmes s'engagent par « vocation » ou du moins sur des représentations métaphoriques de ce qu'ils pensent être l'armée. Pour ces trois profils, il existe deux cas de figures qui correspondent à deux devenirs. Soit l'individu trouve à l'armée les moyens de se satisfaire : une formation technique, l'assouvissement d'une passion et alors l'individu prolonge son contrat (ou dit vouloir le faire). Soit, deuxième cas de figure, l'individu se rend compte du non fondement de ses illusions ou métaphores (en terme de métier ou de valeur) et il finit par faire défection, sans être monté en grade.

Ces typologies rapides mettent en perspective le fait que désormais les armées offrent aux individus la possibilité de construire une carrière personnalisée à l'intérieur de l'institution. Mais faire entrer les militaires dans une dynamique de composition, voire de marchandage de la carrière, c'est les faire entrer dans un rapport salarié à leur organisation. L'individu n'est plus passif devant son devenir, il ne le laisse plus entre les mains de l'institution mais il se trouve en mesure de construire un cheminement et même de tisser des stratégies visant à contourner parfois les structures existantes pour mieux servir son intérêt.

Les militaires s'apparentent à des fonctionnaires, à des salariés d'une organisation de sécurité sous certaines dimensions. L'uniforme devient autant une tenue de travail qu'un outil de représentation et de valorisation d'une condition, d'une identité. Il est le signe d'une appartenance séquentielle à l'organisation et de la distinction entre le temps du travail et le temps du hors travail où on ôte la tenue. Le rapport social à l'Etat s'amenuise au point que l'on peut se demander si les armées ne se transforment pas en une organisation de service.

Qu'est-ce qui distingue alors le militaire d'un mercenaire mettant ses compétences au nom d'une cause ? Les armées devront y répondre devant les incertitudes actuelles qui règnent autour de l'emploi moderne des militaires, en l'absence de conflit.

Une institution où pointe l'organisation

Le lien social dans les institutions bureaucratiques est impersonnel et dépersonnalisé. Les emplois, les postes et les fonctions relèvent d'une gestion technique. Les individus, en tant que personnalités, sont effacés derrière ces mêmes emplois, postes ou fonctions qui prévalent sur une lecture collective de l'institution. L'exercice de l'autorité bureaucratique est alors uniforme et dispensé de fonction à fonction, dans la droite délégation de l'autorité rationnelle légale et dans l'application stricte du principe de

³³⁶ La première étude sur ce sujet : BENOIT-GUILBOT Odile et PFIRSCH Jean-Vincent, mai 1998, *La décision d'engagement volontaire des militaires du rang : l'Armée de Terre*, C2SD, Paris

subsidiarité. Autrement dit, chacun commande et obéit dans l'institution parce qu'il a conscience de l'intérêt en finalité qu'il sert et par intégration d'une hiérarchie codifiée et réglementée où les chefs ne se font que les représentants de cette domination en valeur dès lors qu'ils satisfont aux conditions d'ancienneté et de diplômes, selon des règles établies et connues de tous. Longtemps, les institutions ont pu fonctionner sur un tel modèle. Pour de multiples raisons. D'une part, nombre d'entre elles étaient en situation de monopole d'activité. D'autre part, les évolutions qui touchaient ces institutions ne remettaient pas en cause le type d'organisation puisque l'efficacité du modèle organisationnel était rarement mis en questionnement. Enfin, les institutions se reposaient sur leurs avantages comme la sécurité de l'emploi, les conditions d'exercice du travail mises en avant (respect des horaires...). « *Or les institutions sont dorénavant déstabilisées par une pluralité de normes contraires, par une diversification des usagers, par une professionnalisation des intervenants et par une concurrence des organismes agissant dans les mêmes domaines que celui des institutions...* »³³⁷ C'est alors l'organisation qui émerge de l'institution, c'est à dire que le mode d'organisation interne du travail devient un problème pour l'institution dès lors que celle-ci doit reconsidérer son positionnement dans un marché concurrentiel. Cette prise en compte de l'organisation par l'institution conduit à un affaiblissement de l'institution par l'organisation. En effet, les institutions, pour subsister, reconstruisent la légitimation de leur action.

Une organisation qui ne maîtrise plus le temps

La caserne militaire n'est plus un temple infranchissable dans lequel on ne peut pas entrer, duquel on ne peut sortir. En effet, l'organisation militaire ne maîtrise plus ou moins les biographies des individus, ni leur emploi du temps. Les militaires s'apparentent à des salariés dont le métier consiste à se préparer et à s'entraîner à la guerre. D'ailleurs, n'y a-t-il pas une autre définition de l'armée de métier ? En effet, l'organisation militaire n'est plus en mesure de contrôler et de maîtriser l'emploi du temps des salariés. Il s'opère dans l'armée une accentuation de la protection organisationnelle et juridique de l'individu. Les militaires du rang peuvent quitter la caserne après les heures de travail. Certains habitent même à plusieurs dizaines de kilomètres de leur lieu d'affectation. En conséquence, le fonctionnement d'une unité, d'un régiment se subordonne aux horaires légaux, aux horaires de train des salariés engagés, aux contraintes des uns et des autres.

Cette gestion du temps prend une telle place que les individus se voient ainsi crédités d'un pouvoir important de nuisance sur l'organisation du travail. Il est vrai néanmoins que cette capacité à nuire (en terme de l'organisation du travail) est moins importante pour le militaire confiné à Mourmelon que pour celui servant à Lille.

Cette perte de maîtrise sur les individus produit des effets de sorties que sont des défections réelles ou symboliques, rendues possibles par l'organisation elle-même. Dans la mesure où l'organisation modifie ses règles, le comportement des individus change. Cette question de la loyauté est aujourd'hui centrale pour l'organisation militaire. Les défections réelles adoptent plusieurs occurrences : il s'agit d'une exécution passive des ordres, d'une défiance envers l'autorité,... La défection réelle qui est la plus pénalisante pour le fonctionnement de l'organisation est le recours des engagés volontaires aux arrêts maladie. Avant la professionnalisation des armées, les appelés du contingent ne pouvaient être reconnus comme souffrants qu'après une visite médicale dans les services de santé des armées. Depuis la professionnalisation, avec les souhaits combinés de pallier au manque de médecins des armées et celui de responsabiliser les engagés dans leur condition, il leur a été donné le droit de consulter les médecins civils. Dès lors, devant l'absence de contrôle de ces arrêts par l'institution militaire, l'arrêt maladie est devenu un facteur de régulation du temps de travail et de nuisance, voire de menace pesant sur l'organisation. Ce phénomène d'absentéisme bien connu des entreprises industrielles est nouveau dans

³³⁷ GIRAUD Claude, mardi 24 février 2004, *Quand l'organisation devient le problème de l'institution*, Communication, Congrès de l'association française de sociologie, Villetaneuse

l'organisation militaire à ce niveau d'exécution. Et le commandement forge ainsi, à l'aune de cet exemple, l'une des caractéristiques de sa perte de crédit. Un individu est alors en mesure de grever le déploiement d'une unité opérationnelle. Juste avant un départ en opérations extérieures, des compagnies ont été confrontées à l'absence inopinée d'une dizaine, parfois, de ses personnels. L'organisation a dû s'adapter et mettre en alerte dans le secret des remplaçants dans des autres compagnies afin de pallier aux entraves des absents.

Il existe, en outre, des défections symboliques à l'institution et à l'organisation. Des individus refusent et remettent en cause leur statut d'exécutant. Cela se traduit par des tâches qui ne sont pas effectuées ou par une descente forcée de la ligne hiérarchique jusqu'à trouver celui qui acceptera d'effectuer cette tâche à la place de l'autre. Mais la défection symbolique principale est celle qui consiste à se percevoir comme un fonctionnaire parmi d'autres, dont le métier est celui des armes, sans avoir à faire preuve d'adhésion aux valeurs en office dans le monde militaire. Il s'agit alors de s'épargner les cérémonies qui rappellent ces valeurs : cérémonie des couleurs, manifestations destinées à promouvoir au public l'image des armées...

La loyauté des individus devient un prisme central d'action de l'organisation. Pour la maintenir et l'alimenter, l'organisation prend alors davantage la mesure de chacun.

Une individualisation du rapport à l'organisation

La professionnalisation des armées signifie désormais une gestion par compétences et par emploi (pas encore par poste). Dès lors qu'elle recrute en masse des hommes et des femmes aux qualifications, aux âges, aux ambitions et aux contrats éclatés, l'organisation militaire ne peut plus mettre en œuvre une gestion massive des emplois et des fonctions. Chaque militaire devient un individu singulier dont il faut gérer la carrière comme telle. Si la carrière des sous-officiers est partiellement décentralisée aux unités et la carrière des officiers centralisée, c'est surtout la carrière des militaires du rang qui fait l'objet des plus grandes attentions. Comme toute entreprise, l'armée souhaite engranger les bénéfices des formations qu'elle dispense (par exemple former un pilote de char Leclerc coûte approximativement un million d'euros) et pour cela, doit s'assurer que les individus en question ne quittent pas la Défense trop peu de temps après celle-ci. L'armée est encore une organisation qui apprend à se séparer des éléments les moins percutants.

Les compétences se gèrent donc par individu (un individu peut acquérir plusieurs compétences et ainsi être polyvalent). Les parcours de carrière ne sont plus construits et stéréotypés à l'avance (du moins pour les militaires du rang) et chaque échelon du commandement est chargé de veiller au bon déroulement du processus de carrière pour ceux qui souhaitent y progresser.

L'exemple le plus flagrant est celui des possibilités de reconversion dont chaque militaire ayant servi plus de cinq ans peut bénéficier. Le rapport à l'individu est ici prégnant.

Une organisation où se croisent les rationalités

La professionnalité dans les armées traduit une tension entre deux modèles : celui de l'institution et celui de l'organisation. L'institution militaire individualise et atomise le lien social justement parce qu'elle devient une organisation.

Une institution gère des parcours complets de socialité ; elle procède à la formation des individus ; elle élabore des logiques de métier suivant le mécanisme général de division du travail ; elle exerce des formes de contrôle sur la vie privée de ses membres et sur leur famille ; elle normalise et structure le cadre de vie de ses salariés ; elle manipule des symboles, des valeurs comme l'ordre, la sécurité, la loyauté, le service ou le don ; elle est une instance de régulation de son environnement immédiat ou plus éloigné sur lequel elle peut agir et qu'elle peut déterminer ; son action relève de

missions claires et précises. Si, par certains côtés, les armées sont encore à n'en point douter une institution, l'émergence de l'organisation est patente.

Une organisation opère une rationalisation des ressources et des objectifs ; une organisation agit sur les représentations, non plus sur les croyances ; une organisation intègre les individus dans une hiérarchie mobile ; une organisation régule les liens sociaux de travail mais ne construit plus les rapports de proximité entre les collègues ; une organisation instaure des processus de différenciation et donc de négociation ; une organisation produit des règles qui ne sont plus la traduction de croyances communes partagées par tous ; les règles d'une organisation s'appréhendent sous le registre de l'efficacité ; les référentiels communs d'une organisation ne se justifient pas par des mythes comme dans une institution.

On observe dans les forces armées une vive tension d'incompréhension entre les deux modèles. Cette friction s'entend par l'entrée dans les armées de nouveaux arrivants (quelque soit le grade) qui contractualisent avec une organisation et non plus avec une institution. En effet, ces jeunes entrent dans un rapport salarié avec l'organisation ; ils n'attendent pas d'elle qu'elle régie leur vie privée, qu'elle ait une main mise sur leur emploi du temps, qu'elle contrôle ou même détermine leur temps hors travail d'autant que le contrat est à durée déterminée. Coexistent à l'insertion de ces salariés des militaires de carrière se focalisant sur un modèle d'adhésion institutionnel aux armées avec les valeurs et croyances inhérentes. La tension d'encadrement que connaissent aujourd'hui les armées se lit au travers de cette lecture des représentations divergentes, lecture sous tendue par des rationalités divergentes.

Les prémices d'une rupture de rationalité

La bureaucratie est un type d'organisation dans lequel est optimisée la mise en adéquation des moyens et des fins. La bureaucratie militaire n'échappe pas à ce modèle en cherchant à créer du lien entre une finalité d'emploi de la violence et les moyens susceptibles de créer cette violence. La mise en perspective de l'organisation au sein de l'institution participe au transfert de rationalités. En effet, tant les finalités que la cohésion des moyens reposent sur des constructions symboliques dont la légitimité et les fondements voient leur socle attaqué par les politiques publiques et les militaires eux-mêmes. S'il est vrai que les systèmes de légitimation des armées et de l'utilisation de la force s'appuient sur des assises traditionnelles et incontestables, l'emploi actuel des armées est un élément contributeur à l'effritement des croyances qui sous-tendent l'action armée. La question des croyances des militaires et de la légitimation de l'action pose problème aujourd'hui. Comment en effet parvenir à mobiliser des hommes si ceux-ci ne croient pas aux raisons pour lesquelles on les envoie au « front » ? Les missions actuelles de pacification ou de maintien de la paix (missions dites ACM : actions civilo-militaires), l'absence de guerre ouverte (pour les armées françaises), le recours improbable à l'ouverture du feu ne manquent pas d'interpeller les soldats de l'armée régulière, c'est à dire ceux de la seconde vague que l'on envoie lorsque les troupes expérimentées ont réduit le guets.

Finalement, la transposition du modèle institutionnel au modèle organisationnel se traduit par le passage d'une rationalité instrumentale et axiologique à une rationalité uniquement instrumentale. En effet, l'entrée dans l'armée n'est plus aujourd'hui corrélée à une adhésion même tacite, latente et passive des croyances en vigueur. Les contractants créent un lien salarié, professionnel avec une organisation ; lien qui n'est pas nécessairement axiologique, c'est-à-dire dénué des valeurs habituelles. Alors qu'une institution engendre de la loyauté et de l'assujettissement consenti à une force légitime de souveraineté, une organisation rend permmissible l'indifférence comme logique d'action et la protestation comme instance de régulation organisationnelle. Il est remarquable de noter, comme le fait Claude Giraud³³⁸, que l'indifférence est une logique d'action rationnelle pour l'individu dans une organisation et

³³⁸ GIRAUD Claude, 2003, *Logiques sociales de l'indifférence et de l'envie : contribution à une sociologie des dynamiques organisationnelles et des formes de l'engagement*, L'Harmattan, Logiques Sociales, Paris, 343 pages

que la protestation, impensable dans une institution, factorise l'expression des individus. A ce titre, les événements de décembre 2001 qui ont secoué la gendarmerie nationale ont été analysés comme symboliques de la crise de l'institution. Ils sont en définitive la consécration de l'évolution de l'institution en une organisation.

Une institution se fonde sur une rationalité instrumentale et axiologique ; une organisation sur une rationalité instrumentale. De cette césure, découle un type de lien social modifié.

Du communautaire au transactionnel

La socialisation est intégrée dans une institution. Les brigades de gendarmerie nationale offrent une illustration du dépassement de la relation de travail dans les petites brigades de campagne. En effet, les gendarmes vivent sur leur lieu de travail et leur vie privée est directement sous le regard et donc sous le contrôle de leur supérieur hiérarchique. Ainsi, les gendarmes pouvaient avoir (car c'est de moins en moins le cas) une vie directement corrélée à celle de l'institution, tant dans le domaine privé (avec la disponibilité) que dans le domaine professionnel. Il n'était pas rare non plus qu'une telle proximité institutionnelle induise également des liens de relations, de dépendances et d'aides plus larges que la stricte relation séquentielle de travail. Se construit autour des diverses expériences institutionnelles une véritable socialisation propre à l'exercice et à la vie du métier de gendarme (y compris des conjointes et conjoints). Le registre du lien social est celui du communautaire, au moins du collectif.

Pour Claude Giraud³³⁹, le collectif se pense comme un résultat ou une dynamique conduisant à ce résultat d'actions finalisées menées par des individus se reconnaissant comme membres d'un ensemble social, d'un groupe. Le collectif met en scène des formes d'actions disparates mais il suppose toutefois une mobilisation commune des ressources transversales. Le collectif est ainsi partie intégrante du référentiel du groupe social et de ses membres. Les institutions cherchent à créer du collectif. Dans les armées, on appelle ce collectif cohésion, adhésion, camaraderie. Mais ce collectif ne peut que se déliter dès lors que l'institution intègre des membres aux assises (notamment contractuelles et idéologiques) différenciées. Le virage que prend l'institution dans sa recherche de professionnalité et l'émergence de l'organisation cimentent cette dissolution et cette atomisation du collectif. Transparaît en conséquence une forme différente de relation entre les individus et leur organisation, celle du transactionnel ou du commun. Il s'agit de la contraposée de ce que révèle Marc Bessin à propos de l'imprégnation du service national sur les individus : « *En les incorporant, on leur demandait finalement d'abandonner tout ce qu'ils incarnaient auparavant, alors que l'on n'avait cessé de leur parler d'authenticité.* »³⁴⁰ ; « *Il a partagé le même paradoxe de cette expérience totale : celle du service militaire de ces trente dernières années, laissant avec les permissions de plus en plus l'illusion de poursuivre sa vie civile, alors que la vie de caserne imprègne toute l'existence, jusque dans les quelques heures de répit.* »³⁴¹.

Pour reprendre Claude Giraud, le commun est le résultat (et la dynamique y conduisant) d'actions croisées entre des individus et groupes dans un espace temps marqué sur le présent. Il s'agit d'une organisation sociale stabilisée par des normes mais mouvante. Cette organisation sociale ne suscite pas de la mobilisation autrement que ponctuelle. Les référentiels communs sont implicites et moins larges que dans le collectif. « *Il est le résultat de tensions constantes entre des indifférences relatives et des envies locales* »³⁴². Autrement dit, l'organisation libère sur bien des aspects des marges de manœuvre aux individus, les laissant partiellement construire leur lien d'identification à l'organisation qu'ils décident de servir. Le commun est protéiforme mais la transaction en est l'illustration la plus marquante dans

³³⁹ *Logiques sociales de l'indifférence et de l'envie*, op. cité

³⁴⁰ BESSIN Marc (dir), 2002, *Autopsie du service militaire 1965-2001*, Editions Autrement – collection Mémoires n°76, Paris, 205 pages, p.8

³⁴¹ Ibid, p.73

³⁴² *Logiques sociales de l'indifférence et de l'envie*, op. cité, p.317

l'exercice de l'autorité militaire. En effet, marchandage et négociation font partie intégrante du mode de gestion et d'ordonnement des militaires. Ce qui pose effectivement problème lorsque l'on sait que de nouveaux contractants à l'organisation y pérennisent peu à peu leur destin sans pour autant adopter un nouveau modèle de référence.

Une subjectivité auto contrôlée et socialisée

Concevoir la domination dans les armées, c'est appréhender l'individu comme un actant, c'est-à-dire comme un assujetti au modèle en cours ou comme un sujet au sens restrictif politique du terme sans apercevoir le sujet publique ou l'individu mû par une rationalité subjective. Les armées ont eu historiquement tendance à positionner socialement l'individu au travers de catégories sociales. Ainsi l'individu est identifié par l'institution selon son sexe, sa position sociale d'origine, son niveau d'études, son accointance supposée pour le métier militaire. Cette représentation de l'individu est d'autant plus facile que le cadre bureaucratique de l'institution se prête à ce jeu de l'individuation en ôtant à l'individu sa subjectivité dès lors qu'il est entré en ligne de compte avec ce que l'on attendait de lui en termes de critères objectifs. Et l'individu devient alors capable de détenir l'autorité légitime de l'institution.

L'organisation offre de prendre en compte l'individu dans sa subjectivité profonde, puisque l'organisation est capable de penser l'individu également comme un sujet fait de désirs, de liberté, d'appartenance et de raison auxquels l'organisation ne peut accéder que de façon parcellaire. Penser l'individu dans sa subjectivité, c'est concevoir qu'il peut être diversement rationnel selon son état dans le positionnement social, non mettre en perspective le contrôle social dont il peut être la cible. C'est dire que l'individu échappe à l'institution, non seulement par l'emprise mais encore par son existence plus complexe. *« L'espèce la plus immédiatement « compréhensible » de la structure significative d'une activité reste celle qui s'oriente subjectivement et de façon strictement rationnelle d'après des moyens qui passent (subjectivement) pour être univoquement adéquats à la réalisation de fins conçues (subjectivement) de façon univoque et claire. (...) Expliquer une activité de ce genre ne saurait signifier qu'on la fait dériver de « conditions psychiques » mais qu'au contraire on la fait découler des expectations, qu'on a nourries subjectivement à propos du comportement des objets (rationalité subjective par finalité) et qu'on était en droit de nourrir sur la base d'expériences valables (rationalité objective de justesse). »*³⁴³ La subjectivité, versus rationalité, est donc une subjectivité socialisée, c'est-à-dire une subjectivité autocontrôlée, dans le sens où elle ne présente que les aspects les plus présentables de la subjectivité.³⁴⁴

L'organisation militaire rend permmissible l'expression de cette rationalité objective de justesse de l'individu qu'elle tend à vouloir saisir pour mieux guider son cheminement professionnel. Et l'organisation reconnaît l'individu comme un sujet professionnellement rationnel, c'est-à-dire tantôt indifférent, tantôt participatif. Ceci, alors même que certains héritiers du commandement traditionnel durcissent la relation sociale pour maintenir leur pouvoir sur cet individu complexe et insaisissable.

Conclusion

Les armées sont aujourd'hui une institution individualisante dans la mesure où c'est le système de fonctionnement et de référence de l'organisation qui prend le pas sur celui de l'institution d'Etat. Les individus ne décident pas d'entrer dans l'armée pour les mêmes raisons que les professionnels d'auparavant ou que les conscrits contraints. En conséquence, l'organisation militaire est forcée de composer avec des individus ayant des stratégies propres, des trajectoires personnelles, dans l'organisation comme en dehors. Le mode de commandement et de gouvernance de l'organisation s'en ressent alors. L'on ne peut plus commander de façon identique des militaires qui choisissent de l'être

³⁴³ Max Weber, 1992, *Essai sur la théorie de la science*, Plon Pocket, Paris, pp. 308 à 309

³⁴⁴ Claude Giraud, op. cité, p.319

uniquement de façon séquentielle, qui ont l'opportunité d'échapper à la caserne, qui contractualisent avec l'organisation, qui se socialisent en dehors d'elle, qui n'admettent plus une disponibilité aussi importante. Signe que l'institution se délite peu à peu : l'on évoque l'idée de revenir sur certaines contributions de la fonction militaire (le droit de réserve et la participation politique) à l'occasion du vote des nouveaux statuts du militaire. Le crépuscule d'une institution ?

6. Les individus des classes populaires : la culture, l'économie et le quartier

Mariana Luzzi *

L'expérience des *clubs de troc* argentins comme expression de la responsabilisation individuelle face aux problèmes sociaux³⁴⁵

Depuis la fin des années 70, dans le monde anglo-saxon d'abord et en France ensuite, la sociologie a attiré l'attention sur ce qu'elle a appelé de *nouveaux processus d'individualisation*. Il s'agit d'un phénomène qui a été caractérisé de plusieurs manières, mais dont l'un des éléments principaux, signalé par les différentes perspectives, est la place centrale accordée à l'individu dans les sociétés occidentales contemporaines.

Ce n'était pas la première fois que la sociologie se proposait de construire une réflexion sur l'individu. Mais si lors de la fondation de la discipline le passage de la société traditionnelle à la société moderne avait été thématiqué, en grande partie à travers la conformation de la figure de l'individu - sujet libéré de ses "attachements traditionnels" - cette réflexion n'avait pas donné lieu à l'élaboration d'une théorie ayant pour centre la notion d'individu, mais à la construction d'une notion forte de société, du moins en ce qui concernait une partie importante de la tradition sociologique, celle inaugurée par l'œuvre de Durkheim³⁴⁶. Dans ce contexte, ce n'était qu'à travers la notion de société, et en particulier celle de socialisation, que l'individu pouvait être pensé³⁴⁷.

Or, le processus auquel on assiste aujourd'hui consiste précisément en une transformation du rôle attribué à l'individu dans la société et des attentes qui pèsent sur lui. Le phénomène auquel on s'attache ici le suivant : dans les sociétés contemporaines, les individus sont de plus en plus contraints d'assumer la responsabilité de leurs situations et leurs parcours. Certains auteurs soulignent les degrés croissants de liberté que ces transformations accordent aux individus ; d'autres insistent en revanche sur le caractère paradoxal de ces injonctions, c'est-à-dire, sur la façon dont elles pouvaient se retourner contre les individus, constituant davantage des sources de contrainte que de liberté. Les réflexions de Robert Castel et Danilo Martuccelli, pour ne citer que quelques exemples, se trouvent dans ce dernier groupe.

C'est en termes d'effritement de la société salariale que R. Castel a analysé cette question. Pour lui, la précarisation des appartenances collectives, d'un côté, et la fragilisation des catégories homogènes qui constituaient la société salariale, de l'autre, ont donné lieu au développement d'un nouveau processus d'individualisation remettant en question les appartenances collectives des individus et, par là, la condition même de l'individu : "Comment les travailleurs non propriétaires ont-ils pu accéder au statut d'individus? [...] C'est paradoxalement en s'inscrivant dans des systèmes de régulations collectives qui leur ont fourni le socle nécessaire pour exister pour eux-mêmes. [...] Depuis vingt-cinq ans ces supports collectifs se fragilisent. Ils n'ont pas complètement disparus, mais ils sont ébranlés ; ces liens se distendent et laissent échapper un certain nombre d'individus qui ne sont plus couverts par ces systèmes collectifs et qui donc se retrouvent individus par défaut."³⁴⁸

Centré sur les transformations contemporaines des modes de domination, Danilo Martuccelli signale aussi la mise en œuvre d'un tel processus d'individualisation. Pour lui, le propre de l'expérience de la domination contemporaine c'est qu'elle n'opère plus par une intériorisation des normes, mais à travers un double mouvement de détachement institutionnel et de responsabilisation individuelle. Par conséquent, "les individus voient à la fois s'accroître la reconnaissance de leur marge d'action et

* CEMS / EHESS, mariana.luzzi@tiscali.fr

³⁴⁵ Cette communication développe quelques-uns des arguments exposés dans notre mémoire de DEA ("Transformations sociales et nouvelles formes de sociabilité en Argentine depuis les années 90. Le cas des réseaux de troc"), réalisé en 2002-2003 à l'EHESS sous la direction de Mme Monique de Saint Martin. Je tiens à remercier ici les commentaires des membres de l'atelier "Les sciences sociales et la société à l'épreuve de l'individu" du CEMS.

³⁴⁶ Effectivement, on peut trouver d'autres traditions où la figure de l'individu a été, dès le début, bien plus centrale. Les œuvres de Max Weber et Georg Simmel en constituent des exemples.

³⁴⁷ C'est d'ailleurs ce qui explique l'affirmation de Marcel Gauchet : "L'individu (au sens sociologique du terme) ne devrait pas exister. Or il est là. Comment cela peut-il se faire ?" Cf. Gauchet, M. "Les deux sources du processus d'individualisation", *Le Débat*, n° 119 "Une sociologie de l'individu est-elle possible ?", mars-avril 2002, pp. 133-137.

³⁴⁸ Cf. Castel, R. ; Haroche, C. (2001) *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi*, Paris : Frayard, p. 116.

diminuer certaines protections pratiques et symboliques. En réalité, et là réside la véritable logique de ce fonctionnement, il s'agit d'organiser institutionnellement une prise en charge qui se garde bien d'abandonner les individus à leur seule liberté, mais qui l'articule de manière diverse selon les événements, tout en insistant sur le renvoi de la responsabilité sur les épaules des seuls individus.³⁴⁹

Le monde du travail a été l'un des domaines par excellence où le déploiement de ces injonctions d'individualisation a été étudié. Des auteurs comme R. Castel en France, ou R. Sennett³⁵⁰ dans le monde anglo-saxon, ont soigneusement décrit la façon dont on demande de plus en plus aux travailleurs de prendre leurs responsabilités, de s'investir personnellement, de se rendre disponibles.

Mais il y a aussi d'autres terrains où l'on peut voir ces processus à l'œuvre. Dans cette communication nous nous proposons d'analyser l'expérience des *clubs de troc* argentins comme un exemple, à la fois, des formes que ces injonctions de responsabilisation individuelle peuvent prendre, et des différentes manières dont elles peuvent être vécues par les individus.

Les *clubs de troc*³⁵¹ sont nés en 1995 à Bernal, ancien district industriel de la banlieue sud de Buenos Aires. Proches du SEL français et des LETS canadiens et britanniques, ils ont été conçus comme des cercles d'échange censés constituer, pour les gens en difficultés économiques, une façon d'accéder aux biens et aux services sans avoir à dépenser d'argent. Développés assez rapidement, des soixante personnes qui y participaient en 1995, on est passé, en quatre ans, à 180 000. En 2001, le nombre de clubs s'est multiplié et on comptait 500 000 membres dans plus de 20 provinces. Un an après, conséquence de la crise économique, il y avait plus de 4 500 groupes actifs et quatre fois plus de membres que l'année précédente. Or, si la crise économique de fin 2001 a d'abord provoqué une énorme expansion de l'activité, elle a ensuite entraîné des difficultés croissantes pour la pratique du troc. Compte tenu de ces problèmes, fin 2002 seuls 60% des clubs existant au début de l'année subsistaient.³⁵²

Suite à cette expansion progressive, un an après la fondation du premier club on a créé le premier *réseau de troc*, réunissant les différents clubs existants à l'époque. Ce faisant, on cherchait à créer une forme d'organisation à la fois souple et solide, permettant à chaque groupe de définir son style de fonctionnement et imposant à tous, en même temps, des principes d'action et des éléments communs – notamment la monnaie.

En ce qui concerne les échanges, les clubs organisent des réunions ("foires") une ou plusieurs fois par semaine, au cours desquelles les membres échangent des biens et/ou des services à l'aide d'une "monnaie locale", nommée *crédito*. Cette monnaie, émise et distribuée aux participants par les "autorités" du réseau les réunissant³⁵³ est le seul moyen de paiement accepté dans les clubs – ou du moins il l'était jusqu'en 2002, moment à partir duquel on a commencé à diversifier les moyens de paiement employés dans le troc³⁵⁴.

Le présent travail est organisé en trois parties. D'abord, nous présenterons les interprétations les plus habituelles de l'expérience des clubs de troc et nous proposerons des arguments en faveur d'une vision les caractérisant comme un exemple des injonctions contemporaines d'individualisation. Ensuite, nous nous concentrerons sur les différentes expériences des membres des *clubs de troc*, en essayant de montrer les diverses manières dont les exigences d'auto-responsabilisation peuvent être vécues. Enfin, nous tenterons de construire une réflexion sur les tensions traversant l'expérience des participants des clubs, en faisant attention aux formes que la figure de l'individu peut assumer dans notre cas.

³⁴⁹ Cf. Martuccelli, D. (2001) *Dominations ordinaires. Explorations de la condition moderne*, Paris : Balland, p. 237-238.

³⁵⁰ Cf. Castel et Haroche, op. cit. ; Castel, R. (1995) *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris : Fayard ; Sennett, Richard (2000) *Le travail sans qualités. Les conséquences humaines de la flexibilité*, Paris : Albin Michel.

³⁵¹ En Argentine, on fait référence aux clubs de troc en parlant tout simplement de *trueque* (troc), et non pas des clubs ou réseaux de *trueque* (on dit : "Je vais au troc"; "Je participe au troc" ; de même, la presse parle du "phénomène du troc" ; de "la croissance du troc", etc.). Dans ce travail, nous reprendrons cette manière "indigène" de désigner la pratique.

³⁵² Toute l'information à propos du développement de l'activité a été reprise des déclarations du groupe fondateur du *troc* publiées dans la presse argentine.

³⁵³ Nous ne pouvons pas ici développer les caractéristiques de ce système. Il suffit de préciser que chaque participant reçoit au moment de son incorporation dans le club un prêt de 50 *créditos*, qu'il ne doit pas rendre sauf en cas d'abandon de l'activité. En dehors de ce prêt initial, conçu comme une aide à l'investissement de chaque membre dans le *troc*, seule l'offre de biens ou de services au sein des clubs permet l'obtention de *créditos*.

³⁵⁴ Pour une analyse de ce processus, cf. Luzzi, M. "Transformations sociales et nouvelles formes de sociabilité en Argentine depuis les années 90. Le cas des réseaux de troc", Mémoire de DEA, op. cit., Chapitre 3.

1. Une expérience d'individualisation...

L'expérience des clubs de troc a été souvent interprétée – tant en Argentine qu'ailleurs - comme une nouvelle forme d'organisation autogestionnaire des classes moyennes et populaires, constituant une forme de lutte *contre la précarité et l'exclusion*.

Plusieurs raisons peuvent expliquer cette caractérisation. Tout d'abord, les clubs de troc se présentent comme une tentative de "réinvention du marché"³⁵⁵, c'est-à-dire comme un essai de construction d'un espace d'échange où le manque d'argent ne constitue pas un obstacle à la consommation. Ensuite, l'expérience des *clubs de troc* s'appuie sur l'idée que, face à la précarité sociale, il est possible de définir des solutions autonomes, indépendantes de l'État ou d'autres initiatives institutionnelles. Elle constitue ainsi un vrai exemple d'autogestion, de la capacité des gens à trouver par eux-mêmes la solution à leurs propres problèmes. Enfin, les *clubs de troc* postulent que l'expérience du chômage et de la précarité peut conduire non seulement au repli sur soi, mais aussi à la construction de réponses collectives, dans lesquelles la créativité prend la place de l'immobilité.

En s'appuyant sur ces traits, plusieurs ont donc vu dans les *clubs de troc* les bases d'une "reconquête" de l'autonomie des individus et la mise en place d'une sociabilité nouvelle, fondée sur des bases anciennes (notamment le quartier, et surtout le quartier populaire) mais dotée d'un sens nouveau.

Or, il fallait explorer l'expérience des participants des clubs de troc afin de savoir si le troc représentait effectivement pour ses membres une pratique destinée à surmonter les conditions de la précarité sociale. C'est l'une des questions qui a guidé notre enquête.

L'idée que nous allons soutenir ici est que le *troc* doit être vu comme une pratique qui relève plus des exigences contemporaines d'autonomie et responsabilisation individuelle que de la construction de nouvelles formes de régulation collective.

Nous pouvons trouver des éléments contribuant à cette interprétation tant dans le discours des fondateurs des réseaux de troc - c'est-à-dire des représentants institutionnels de l'expérience – que dans les pratiques et discours des membres des clubs.

La première de ces références à l'autonomie et à la responsabilisation individuelle peut être trouvée dans la devise de la "réinvention du marché", sous laquelle les clubs de troc ont vu le jour en 1995. Le groupe fondateur développe cette idée dans l'ouvrage présentant "l'histoire officielle" du troc : *"En tant que prosommateurs³⁵⁶, nous offrons et demandons des biens et des services, en toute liberté, et ce faisant nous réinventons le marché."*³⁵⁷ Il reprend ainsi l'idée de marché en tant qu' "univers social utopique" que Michèle de la Pradelle a aussi soulignée dans son étude consacrée au marché de Carpentras : "Le transfert de biens et de valeurs définit une situation où, dans un laps de temps donné, un lieu précis et pour cette activité-là, les acteurs se reconnaissent simplement comme des partenaires équivalents, si inégaux que soient par ailleurs leur pouvoir ou leur statut ; ils acceptent les règles d'un jeu dont la première est qu'aucun d'eux ne peut s'y réclamer d'un avantage ou d'un privilège extérieurs à la situation d'échange. [...] Cette société éphémère d'acheteurs et de vendeurs ne connaît que des semblables sans nom et sans qualité, ou du moins tel est son principe."³⁵⁸

Or, cette idée de la rencontre de "semblables sans nom et sans qualité" est stylisée dans le *troc* même jusqu'à nier l'une des bases du fonctionnement du marché - la concurrence : "[C'est] *Un marché où il y a de la place pour la réciprocité, la solidarité et la distribution, qui nous permet d'apprendre à utiliser d'une manière productive l'énergie de la colère et de l'indignation, qui accepte l'innovation et le risque comme faisant partie de la vie, qui nous invite à cultiver la joie de partager, la joie de la qualité et*

³⁵⁵ Telle a été la devise du groupe fondateur des clubs de troc. On y reviendra plus tard.

³⁵⁶ Le terme *prosommateur* (résultat de la combinaison des termes *producteur* et *consommateur*), employé par Alvin Toffler dans son ouvrage *La Troisième Vague*, a été repris par les fondateurs des clubs de troc pour désigner leurs adhérents. Dans son ouvrage, Toffler définit le terme de la manière suivante: "Au cours de la Première Vague, la plupart des gens consommaient ce qu'ils produisaient eux-mêmes. Ils n'étaient ni des producteurs ni des consommateurs dans l'acception usuelle de ces termes: ils étaient ce que j'appellerais des "prosommateurs". Ce fut la révolution industrielle, quand elle enfonça son coin dans la société, qui dissocia les deux fonctions, engendrant du même coup le producteur et le consommateur, comme on dit aujourd'hui. Cet éclatement amena une rapide expansion du marché ou réseau d'échanges –cet inextricable labyrinthe de filières par lesquelles les biens ou les services que vous produisez me parviennent, et *vice versa*. [...] [Aujourd'hui] Nous voyons se gommer progressivement la frontière qui sépare le producteur du consommateur. Nous voyons grandir l'importance du prosommateur. Et, en regardant plus loin, nous voyons se profiler à l'horizon une mutation phénoménale qui transformera jusqu'au rôle que tient le marché lui-même dans notre existence et dans le système mondial.", cf. Toffler, A. (1980) *La Troisième Vague*, Paris : Éditions Denoël, pp. 331-333.

³⁵⁷ Cf. Covas, H. in: Covas, H. ; de Sanzo, C. ; Primavera, H. (1998) *Reinventando el mercado. La experiencia de la Red Global de Trueque en Argentina*, Buenos Aires, www.trueque.org.ar, p. 28. (Il existe aussi une édition italienne: Lilliput Edizioni, 2001).

³⁵⁸ Cf. La Pradelle, Michèle de (1996) *Les vendredis de Carpentras. Faire son marché en Provence ou ailleurs*, Paris : Fayard, pp. 15-16.

pas de la quantité, la joie d'être ensemble et pas de posséder. [...] Il s'agit d'un marché où il n'y a pas de concurrence, car il fonctionne du fait de l'amélioration de la qualité de vie de ses participants."³⁵⁹

Mais si la concurrence est bannie de ce "marché réinventé" ce n'est pas seulement par effet d'un projet politique visant la solidarité, mais en vertu d'un principe d'égalité entre les participants, tous étant dotés de ressources équivalentes : "[...] *Dans ce marché nous possédons tous du capital. Un capital qui, à mon avis, est le plus important : le capital humain. Il est le seul à pouvoir faire face au fléau de la pauvreté.*"³⁶⁰

L'individu est donc à la base du projet mené par les *clubs de troc*. D'un côté parce que ce projet prend la forme d'une "réédition" du marché, lui-même fondé sur la notion d'individu ; de l'autre parce qu'il s'appuie sur la forme de l'individu propriétaire – même si, dans ce cas, la propriété défendue est celle du capital incorporé, le capital humain.

Ces individus participant au marché réinventé sont alors non seulement des propriétaires, mais aussi et surtout des individus autonomes et responsables, capables de définir par eux-mêmes des solutions pour faire face aux problèmes sociaux. Les clubs de troc sont donc, en premier lieu, une alternative construite *par* des individus et *pour* des individus: "*Il s'agit d'une possibilité construite collectivement par les exclus du marché du travail afin de réinventer le marché à travers l'économie sociale et ses outils, en appelant à la confiance, la réciprocité et la solidarité, au lieu de la concurrence instaurée par le marché.*"³⁶¹

On ne trouve donc pas dans le *troc* des individus qui font appel à l'État ou à des institutions pour faire face aux conséquences de la précarité, mais des individus qui revendiquent leur autonomie et leur créativité pour construire leurs propres solutions à ces difficultés.

Enfin, c'est aussi du côté des attitudes attendues des membres des clubs qu'on peut trouver les traces de ces injonctions d'individualisation. Comme on vient de le voir, l'idée des individus comme détenteurs du capital humain est au cœur de la pratique du troc. Mais si cette notion de capital humain sert d'une part à revendiquer le fait que tous les individus aient des compétences, elle contribue d'autre part à exiger de la part des *prosommateurs* un investissement de ces capacités dans le *troc*. Or, ces savoirs et ces compétences ne sont pas forcément toujours exploités. Il faut les découvrir et les exercer, et cela exige de la part des participants non seulement un travail sur les objets et sur les autres mais aussi un travail sur soi, afin de découvrir des talents souvent "cachés". L'un des coordinateurs des *clubs* étudiés nous l'expliquait ainsi : "*Il y a cette autre idée : il n'y a pas une seule profession. Chacun fait ce qu'il sait faire. [...] Moi, par exemple, juste avant ma retraite j'étais professeur et, avant, j'avais été traducteur. Mais je peux aussi travailler comme menuisier, et éventuellement comme traducteur, si l'on me demande de le faire... [...] **Chacun fait tout ce qu'il sait faire.**" (Manuel, retraité, Buenos Aires; c'est nous qui soulignons)*

Participer à ce marché réinventé ne suppose donc pas seulement d'exercer autrement le rôle de consommateur ; il suppose aussi un travail complexe de construction de soi en tant que producteur. Il faut pouvoir mettre les propres compétences au service de la production, et à la fois soumettre cette production aux lois du marché. Comme l'établit très nettement la fondatrice de l'un des réseaux les plus importants du pays : "[Dans ce marché,] si nous n'avons plus besoin de quelqu'un faisant des *empanadas*, qu'il fasse du *locro*, autre chose" ; autrement dit, ce sont les lois de l'offre et la demande qui commandent.

2. ... qui se retourne contre les individus

Or, seule le groupe "pionnier" du troc et quelques-uns des membres les plus anciens font preuve d'un engagement aussi fort envers les principes de "réinvention du marché" et de construction d'une identité en tant que *prosommateur*. La plupart des participants, en revanche, donne un caractère beaucoup moins militant – voire pas du tout – à leur participation au troc. D'ailleurs, l'usage du terme *prosommateur* est très peu répandu dans les clubs, et seules les coordinateurs ou les adhérents les plus engagés le reprennent pour définir leur appartenance au groupe. De la même façon, il est très rare de trouver chez les participants des réflexions sur la construction d'un marché alternatif, gouverné par les lois de l'offre et la demande mais libérée de l'action de la concurrence.

On ne trouve donc pas un seul type d'expérience au sein des clubs, mais plusieurs. Et dans

³⁵⁹ Cf. Covas, H., in: Covas, H. ; de Sanzo, C. ; Primavera, H., op. cit., p. 28.

³⁶⁰ Cf. Covas, H., in: Covas, H. ; de Sanzo, C. ; Primavera, H., loc. cit.

³⁶¹ Déclarations de Carlos de Sanzo, membre du groupe fondateur, publiées dans *Clarín*, 27/05/2001.

chacun, la manière d'assumer les principes et les règles de l'activité et de s'incorporer à la pratique du *troc* varient. Nous affirmerons que les différences entre les formes de participer au troc ne tiennent pas seulement à la dynamique interne de l'activité et au déroulement des interactions au sein des groupes, mais aussi – et surtout – aux différentes ressources – tant matérielles que symboliques – dont les participants disposent. L'accomplissement du rôle de *prosommateur* en constitue peut-être l'un des plus clairs exemples.

Même si l'idée d'une "éthique prosumeriste" n'est pas assez répandue au sein des *clubs de troc*, le principe sur lequel elle est fondée – c'est-à-dire le fait que toutes les personnes soient à la fois des producteurs et consommateurs – constitue l'une des bases du système. En effet, la prémisse sur laquelle repose le fonctionnement des clubs est que, lors des foires, chaque membre doit tant offrir que demander des biens ou des services³⁶².

Mais, comme on l'a déjà vu, le respect de ce principe n'est pas évident. *Devenir producteur* suppose un travail complexe dans lequel interviennent la réflexivité, les rapports aux autres et l'accès aux ressources matérielles, que tous les participants ne peuvent pas développer de la même manière.

En effet, nous pouvons distinguer au moins trois types de stratégies dans l'auto-construction en tant que producteur. Il y a d'abord ceux qui essaient de développer dans les clubs les mêmes activités qu'ils menaient sur le marché du travail, en établissant une continuité entre leur ancien rôle de travailleurs et leur nouveau rôle de *prosommateurs*. C'est le cas en particulier des électriciens, maçons, menuisiers, peintres en bâtiment et autres artisans qui essaient d'offrir dans les *clubs de troc* les mêmes services qu'ils continuent d'offrir – sans succès – ailleurs. C'est aussi celui de Gustavo (26 ans), au chômage depuis six mois, dont la trajectoire en tant que travailleur a été marquée par l'instabilité et l'alternance des petits boulots dans diverses sociétés et le travail informel à son compte, comme réparateur de vélos et mécanicien :

[Ça a commencé] lorsque, à l'usine, on nous a mis au "chômage technique" et que j'ai dû vendre ma voiture. Une dame m'a dit que puisque je m'y connaissais bien en mécanique, je pouvais venir au troc. J'avais des tas de pièces de rechange à vendre ; j'y suis allé et j'ai vendu des tas de pièces de voiture. [...] J'ai continué à vendre des pièces de rechange jusqu'à les vendre toutes et bon... J'avais des outils et un gars me dit : "Pourquoi n'essaies-tu pas avec les vélos?", parce que j'avais travaillé là-dessus très longtemps... Donc, j'y suis allé, j'ai essayé et ça a marché. Je travaillais pour des *créditos*... .

Il y a ensuite les participants qui, ne pouvant pas rééditer leur métier dans les clubs – notamment ceux ayant travaillé dans le commerce, doivent trouver autrement cette "deuxième profession" dont parlait l'un des coordinateurs interviewés. C'est le cas de Camila (29 ans), ancienne caissière de supermarché au chômage, qui a trouvé dans son goût pour le bricolage un moyen d'obtenir des ressources. Camila vend dans le *troc* des bibelots qu'elle fait à la main :

Comme je suis au chômage, je n'ai pas de quoi acheter avec de l'argent – et je crois qu'il y a beaucoup de gens qui sont dans la même situation... Donc, je me suis intéressée au troc ; j'ai commencé à voir comment ça fonctionnait [...] et j'ai commencé à venir [au club].

Tu me disais que tu faisais du bricolage, tu fabriques quel type de choses ?

Des boîtes à crayons, des récipients à épices, des torchons, des tabliers, ce genre de choses...

Et tu trouves dans le troc les matériaux dont tu as besoin ?

J'essaye de les y trouver, comme ça je ne mets pas un sou, dont j'ai peut-être besoin pour autre chose...

Et la machine à coudre est à toi ?

Oui.

Il y a enfin les adhérents qui, n'ayant jamais travaillé, ne peuvent s'appuyer sur leur métier ou leur expérience passée sur le marché du travail pour définir leur incorporation dans le troc en tant que producteurs. C'est le cas des femmes au foyer ou des jeunes n'ayant pas encore trouvé un emploi stable. À 20 ans, Constanza vit avec ses parents et participe au troc "comme une façon de contribuer

³⁶² Il ne faut cependant pas que ce double rôle soit joué simultanément ; quelqu'un peut "vendre" des produits dans une foire sans rien y "acheter" et ne pas faire ses achats que plus tard ou dans un autre club. L'appartenance à n'importe quel club donne droit de participer aux foires organisées par les autres.

avec au moins quelques produits" au budget familial. Après avoir fini l'école secondaire, et ne trouvant pas les moyens de financer ses études, elle a été contrainte de quitter la formation qu'elle avait entreprise. N'ayant eu que quelques "petits boulots" en tant que vendeuse à temps partiel, elle fait "ce qu'elle peut" :

À vrai dire, je ne me rappelle plus [comment j'ai commencé à participer]. Je crois qu'on m'a dit quelque chose et ensuite je suis venue avec ma mère...

Au début, je n'en voulais pas, mais puis je m'y suis accrochée. C'est une façon de survivre, n'est-ce pas?

Et pourquoi tu n'aimais pas?

Je ne sais pas, je crois que je refusais, j'avais honte. Mais après je me suis rendue compte qu'il ne fallait pas avoir honte...

De quoi avais-tu honte?

Euh... D'avoir fini le lycée et de ne pas avoir de travail...

Et maintenant ça va mieux?

Oui, maintenant je m'y suis habituée et pour l'instant je continue. [...] Je viens ici tous les mardis et jeudis [...] Je vends des vêtements et aussi d'autres choses, si je peux.

Et tu dois investir de l'argent pour avoir ces produits?

Bien sûr... Bon, pas pour les vêtements ; ils viennent de chez moi, de ma nièce, de ma soeur, de ma mère, il y a des choses à moi aussi... de toute la famille.

Et les autres choses?

[Il y a quelque temps] je vendais des bas et des collants, donc je mettais de côté un petit peu de ce que je gagnais [et l'investissais dans des produits à vendre] pour faire un petit plus de *créditos*, car on n'achète pas trop les vêtements dans les clubs.

Dans ce dernier groupe se trouvent aussi des femmes au foyer n'ayant jamais travaillé – ou ayant quitté le marché du travail depuis longtemps, souvent suite à la naissance de leurs enfants. Elles constituent une partie importante des membres des clubs et sont les fournisseurs des biens les plus appréciés dans le *troc* : les aliments. D'un certain point de vue, leur expérience est beaucoup plus proche de celle des artisans que nous avons situés dans le premier groupe que de celle des jeunes comme Constanza. Pour elles, la participation au *troc* ne suppose pas une rupture avec leurs activités quotidiennes, mais plutôt une continuation de celles-ci en dehors de leur cadre habituel – le foyer. Comme chez elles, elles fabriquent du pain, des pâtisseries, des pâtes fraîches et des plats qu'elles vont vendre ensuite dans les foires de *troc*. D'ailleurs, cette pratique ne constitue pas forcément pour elles une expérience inédite ; la vente informelle d'aliments faits maison est l'une des stratégies les plus habituelles des femmes cherchant à compléter les revenus du foyer sans avoir à s'incorporer formellement au marché du travail. Or, s'il est vrai que l'élaboration de ces biens (il peut être question aussi de vêtements cousus à la main, par exemple) ne suppose pas d'habitude pour ces femmes un travail spécifique de "découverte" de compétences ignorées ou pas développées, leur commercialisation exige, en revanche, un effort considérable de leur part. S'agissant de produits élaborés depuis longtemps sans but commercial, il est souvent difficile de leur attribuer un prix, de faire un calcul précis de leur coût, de maîtriser un volume de production beaucoup plus élevé que celui correspondant au milieu familial. Leur construction en tant que *prosommatrices* n'implique pas donc un travail sur soi par rapport à la production elle-même mais en ce qui concerne la dimension de l'échange.

Devenir consommateur au sein des *clubs de troc* suppose également un travail d'auto-construction qui n'est jamais si évident qu'il le paraît. On demande aux participants d'être des consommateurs "responsables", "solidaires". On leur exige de laisser de côté la "logique de la rareté" propre au marché pour agir "en accord avec la logique de l'abondance qui règne dans le troc". Autrement dit, on attend d'eux qu'ils ne se comportent pas comme sur le marché : qu'ils ne soient pas guidés par la recherche du profit, mais de l'entraide ; qu'ils ne visent pas à réduire leurs coûts et à augmenter leurs gains, mais à être solidaires envers les autres ; qu'ils refusent d'acheter les produits trop chers, même en cas de pénurie extrême - entre autres exigences.

Or, il n'est pas toujours facile pour les adhérents aux clubs de respecter ces exigences. D'une part, comme on l'a signalé plus haut, on voit se creuser aussi sur ce plan un écart important entre les règles censées organiser l'activité et les pratiques quotidiennes des participants. Même si certaines

conduites sont formellement interdites (l'achat de biens dans certains clubs pour sa revente dans d'autres, la fixation de prix élevés par rapport aux "prix du marché"³⁶³, etc.), elles sont cependant assez répandues dans les *clubs de troc*. Si théoriquement le rejet de la communauté des participants et l'action ferme des coordinateurs devaient pouvoir en finir avec ce genre de pratiques, il a toujours été difficile de les éliminer du troc. D'autre part, les conséquences de la crise déclenchée fin 2001 se sont fait sentir aussi sur la consommation. Entre autres effets, la détérioration des conditions de vie des participants a rendu de plus en plus compliquée la "sanction communautaire" des comportements transgressant les normes du troc. Les deux phénomènes sont présents dans le témoignage d'Amalia, coordinatrice d'un club de la ville de Buenos Aires :

Peu à peu la massification [du troc] a fait que les gens [...] refusent d'accepter certains types de *créditos*³⁶⁴ [...]. Ils ne voulaient que ces *créditos*-là, ils fixaient un prix – par exemple, 20 ou 15 *créditos* la douzaine d'*empanadas*³⁶⁵ – et si tu n'avais les *créditos* qu'ils voulaient ils ne te les vendaient pas... C'était très difficile [pour moi] car les gens se plaignaient mais en même temps ils ne voulaient pas que je leur dise [aux vendeurs en question] "D'accord, soit tu acceptes les normes de notre club, soit tu pars avec ta marchandise" [...] Les gens [me disaient] "C'est bon, laisse tomber, je vais leur acheter tout de même..." ; ils préféraient cela à de ne rien avoir. [...] C'était vraiment difficile pour moi ; il y avait toujours des gens qui savaient que plus tard cela ne servirait à rien, mais quelques fois, la faim t'empêche de penser à ce qui peut arriver à l'avenir. C'est comme ça...

En même temps, la pénurie de biens – notamment d'aliments – à laquelle on a assisté dans les *clubs de troc* à partir de 2002 a mené à une diversification des moyens de paiement utilisés dans les foires de troc et, par là, à une complexification des échanges eux-mêmes. La hausse de l'inflation dans l'économie formelle, affectant essentiellement les produits de première nécessité – l'huile, la farine, le sucre, les œufs, etc. – a rendu de plus en plus difficile l'élaboration d'aliments pour le troc, forçant les anciens producteurs de ce type de biens à trouver d'autres produits à offrir. En conséquence, les aliments sont devenus rares dans les foires de troc et leurs prix en *créditos* de plus en plus élevés. Face à ces problèmes les participants des clubs ont réagi de différentes manières. D'un côté, les adhérents ont accepté de payer des prix exorbitants (on parlait à l'époque des bouteilles d'huile coûtant jusqu'à 1500 *créditos*³⁶⁶, par exemple), toujours préférables aux prix du marché pour ceux qui n'avaient pas de *pesos* mais qui pouvaient disposer de *créditos*. De l'autre, ceux qui arrivaient à acheter sur le marché les produits les plus recherchés n'ont plus accepté de les échanger contre une monnaie ne servant pas à les remplacer, et ont donc proposé des ventes en *pesos*, en *créditos* et *pesos* combinés, ou en nature. Ainsi, seuls ceux disposant de *pesos* ou de biens "appréciés" (des vêtements neufs, des produits d'entretien, etc.) réussissaient à trouver dans le troc des plats élaborés ou des produits alimentaires achetés en vrac et revendus au détail. La consommation était devenue un vrai travail : il fallait d'abord trouver les moyens de paiement qui correspondaient à chaque type d'achat (*créditos*, *pesos*, biens spécifiques) ; rencontrer ensuite le vendeur offrant les biens recherchés (ce qui pouvait impliquer souvent la visite de plusieurs clubs dans la journée) et négocier enfin avec lui les termes de l'échange. Les témoignages qui suivent montrent les difficultés que comporte cette manière de *devenir consommateur* :

On fait aussi du "troc direct". C'est bon de le faire, parce que tu n'achètes rien ; tu échanges une chose contre une autre.

Et vous trouvez que c'est mieux que d'utiliser les crédits ?

Oui, parce que, par exemple, mercredi dernier j'ai apporté du pain et je l'ai échangé contre des pâtes ou de la nourriture faite maison. C'est bien

³⁶³ Dans les *clubs de troc*, ce sont les participants qui déterminent individuellement le prix des biens et services offerts. Toutefois, à titre indicatif, lors des cours d'initiation à la pratique on dit aux participants de suivre le critère de 1 *crédito* = 1 *peso* pour la fixation des prix des produits qu'ils ont à vendre. Cette règle n'a pas cependant été très respectée au cours des années et, en général, les prix exprimés en *créditos* ont toujours été plus élevés que les prix en *pesos* des mêmes biens. En plus, à partir de début 2002, suite à la crise économique nationale et aux difficultés internes au troc, l'écart entre les "prix du marché" et les "prix du troc" s'est de plus en plus creusé.

³⁶⁴ Il faut rappeler que les différents réseaux impriment leurs propres "*créditos*" et ils établissent ensuite des accords entre eux afin que tous les billets soient acceptés "universellement". Toutefois, au fur et à mesure que le système s'est massifié et qu'il y a eu des problèmes de contrefaçon de *créditos*, les membres du troc ont commencé à privilégier les billets les plus sûrs (c'est-à-dire les plus difficiles à falsifier).

³⁶⁵ Le prix du même produit dans l'économie formelle était à l'époque d'environ 10 *pesos*.

³⁶⁶ Le prix de l'huile dans le marché ne dépassait pas, à l'époque, les 5 *pesos*.

comme ça, parce qu'on se sert de tout, tout nous est utile. (*Juana, femme de ménage au chômage, Buenos Aires*)

Moi, je fais du troc uniquement en échange de *créditos*, pas de *pesos*. [...] Je n'achète des choses que dans les clubs et en *créditos*. Il faut aller d'un club à l'autre et avoir l'habitude, c'est tout. [...] En ce sens, je suis contre l'argent ; ce n'est pas possible qu'on te demande 50 centimes chaque fois que tu veux acheter un truc. Je préfère aller dans un club et qu'on me demande 10 *créditos* pour le billet d'entrée, mais pas 50 centimes. (*Eliseo, 40 ans, électricien au chômage, Buenos Aires*)

La sociologie a beaucoup insisté dernièrement sur la montée en puissance de la figure de l'individu dans les sociétés contemporaines, ce qui a mené plusieurs auteurs à parler de *nouveaux processus d'individualisation*³⁶⁷. La redéfinition des rapports établis entre les individus et les formes de la régulation collective sont au cœur de ce processus. D'un côté, on assiste à une tendance à la responsabilisation des individus face à des fonctions relevant auparavant de la responsabilité institutionnelle – notamment dans la sphère du travail³⁶⁸. De l'autre, on voit s'accroître la marge d'autonomie dont disposent les individus vis-à-vis des institutions. En ce qui concerne l'expérience des individus, ces tendances peuvent être vécues de différentes manières ; elles peuvent constituer tant des sources de liberté que de contrainte – et souvent les deux à la fois.

L'hypothèse qui se trouve à la base de notre travail affirme que l'expérience des *clubs de troc* argentins constitue une expression de cette propension contemporaine à l'individualisation. Plusieurs aspects de la pratique du *troc* contribuent, à notre avis, à une telle interprétation. Tout d'abord, l'appui – tant idéologique que pratique - de l'activité sur le modèle du *marché* met en évidence la place centrale que l'individu détient dans le troc. Ensuite, l'appel à la constitution de la figure du *prosommateur* souligne le fait que la participation au *troc* soit conçue comme le résultat d'un travail de construction de soi, dans lequel l'autonomie dans la production et la responsabilité dans la consommation sont mises en avant. Enfin, le caractère personnel de l'engagement des participants dans les *clubs*³⁶⁹ renforce la nature individuelle de la pratique, en détriment de sa dimension collective.

Or, une analyse des processus d'individualisation contemporains ne peut se contenter d'identifier les sphères d'action où ces exigences sont à l'œuvre. Il faut aussi rendre compte de la manière dont elles sont vécues par les individus, afin de préciser comment la tension entre contrainte et liberté qui s'en dégage agit sur les biographies.

Dans la troisième partie de cette communication nous avons donc exploré les expériences des adhérents aux *clubs de troc*, en essayant de mettre en évidence les différentes façons de faire face aux demandes d'auto-responsabilisation et d'autonomie supposées par la pratique du *troc*. En ce sens, notre deuxième hypothèse soutient que tous les membres du *troc* ne sont pas en mesure de répondre avec la même efficacité à ces incitations, car ils ne disposent pas tous des mêmes ressources pour le faire.

Cela ne signifie pas, néanmoins, que le déficit de ressources tant matérielles que symboliques d'une grande partie des participants des *clubs de troc* implique leur *incapacité* de répondre aux exigences d'auto-responsabilisation. Cela ne suppose pas non plus que ces acteurs soient complètement étrangers à ces demandes, les subissant toujours comme des impératifs externes. Au contraire, on trouve aussi chez les membres les plus démunis des *clubs de troc* les traces d'une valorisation de l'autonomie et de la responsabilité personnelle, visibles notamment dans le rejet de

³⁶⁷ Outre les auteurs cités dans la première partie de cette communication, on peut penser ici aux travaux de Ulrich Beck, Anthony Giddens et Scott Lash à propos de la "modernité réflexive". Cf. Giddens, A. (1994 [1990] *Les conséquences de la modernité*, Paris : L'Harmattan ; Beck, U. ; Giddens, A. ; Lash, S. (1994) *Reflexive Modernization: Politics, Tradition and Aesthetics in the Modern Social Order*, Cambridge : Polity Press ; Beck, U. ; Beck-Gernsheim, E. (2002) *Individualization. Institutionalized Individualism and its Social and Political Consequences*, London : Sage.

³⁶⁸ L'analyse de Richard Sennett à propos de la diffusion des normes de flexibilité dans le domaine de l'emploi fournit des exemples intéressants à ce sujet. Cf. Sennett, op. cit.

³⁶⁹ Nous voulons souligner ici le fait que tant la production *pour* le troc que la consommation *dans* les clubs sont conçues comme des pratiques individuelles – ou, au plus, familiales. En effet, la participation au *troc* est toujours une entreprise individuelle. C'est chaque individu, et non la communauté du *club*, qui détermine ce que chacun va offrir ou demander, de même que c'est chaque *prosommateur* qui décide des formes de dépense, d'épargne et d'investissement des *créditos* qu'il reçoit.

l'immobilisme et la revendication de la créativité face aux difficultés économiques. Les propos de Nadia, membre d'un *club de troc* de la banlieue de Buenos Aires, montrent cette tendance :

Toi, tu sors aussi chercher des cartons... Nous, avec elle, on a même lavé des bouteilles en plastique ; un camion venait [chez nous] et nous les achetait à 10 pesos, ou quelque chose comme ça... Ensuite, on faisait du porte-à-porte pour vendre des petits gâteaux ou du pain fait maison... pour avoir de l'argent, tu vois? Nous avons fait toutes sortes de choses... On ne se noit pas dans un verre d'eau!

Le témoignage de cette infirmière de 44 ans, au chômage depuis plusieurs années, souligne deux traits de la pratique du *troc* qu'il ne faut pas négliger. En premier lieu, il met en évidence que la participation aux *clubs de troc* ne constitue presque jamais la seule stratégie déployée pour faire face aux difficultés économiques, mais qu'elle fait partie d'un ensemble d'activités quotidiennes ayant pour but l'obtention de ressources – parmi elles : les petits boulots, la vente ambulante, la récupération de cartons, planches et emballages plastiques, etc. En second lieu, et notamment à travers l'expression "on ne se noit pas dans un verre d'eau", il montre la valeur accordée à l'initiative individuelle dans la construction de ces stratégies, conçues toujours comme le résultat de la capacité de chaque individu à prendre en main la solution à ses propres problèmes.

Enfin, l'interprétation qui voit dans l'expérience des *clubs de troc* argentins une expression de la généralisation contemporaine des injonctions d'individualisation trouve sa justification à plusieurs niveaux. D'une part, une telle expression est lisible – comme on l'a vu - dans la devise de la "réinvention du marché" et dans l'appel à la constitution de la figure de "prosommateur" sous lesquels les *clubs de troc* sont nés. D'autre part, elle apparaît dans les discours et pratiques des participants pour qui le *troc* n'est qu'une façon possible, parmi d'autres, de faire face *personnellement* aux conséquences du chômage et de la précarité.

En ce sens, si les sociétés occidentales contemporaines se caractérisent, selon U. Beck, par l'injonction "de chercher des solutions biographiques à des contradictions systémiques"³⁷⁰, la démarche des *clubs de troc* ne fait que mettre en évidence les possibilités et les limites auxquelles peuvent se heurter les acteurs subissant de telles exigences.

³⁷⁰ Cf. Beck, U. et Beck-Gernsheim, E., op. cit., p. xxii.

L'individu des classes populaires Quelques notes méthodologiques

Peut-on distinguer l'individu moderne de l'idéologie contemporaine de l'individualisme ? Cette première question de fond guidera notre présentation. Mais elle sera complétée par deux autres questions visant à la définition de notre problématique : quel individu pour les classes populaires ? Et, comment ne pas reproduire une vision où ces individus sont uniquement définis par leur négativité ?

D'un côté, maints chercheurs ont signalé le décalage entre certaines théorisations de l'individu issues d'enquêtes réalisées sur le terrain des classes moyennes et les observations réalisées en milieu populaire. Ainsi, on peut reprocher à certaines visions rationalistes fréquemment mobilisées en science politique ou en économie, de répondre plutôt à une figure particulière d'individu qu' à une représentation universelle de l'Individu moderne. En effet, du caractère *middle class* de ces observations découlerait une certaine inadaptation de ces analyses pour rendre compte des milieux populaires. On a aussi reproché à l'interactionnisme la généralisation d'une vision de l'individu qui mettrait en scène sa vie quotidienne en jouant avec les masques et les *back-stages*, comme si elle était universelle. Pour que cet individu soit, en fait, il faut que la personne devienne une « valeur sacrée » -comme dirait Durkheim³⁷¹.

D'autre côté, les approches du monde populaire mettent souvent en relief une certaine « négativité » de cette condition sociale. Que ce soit dans les études sur la pauvreté, sur la domination ou sur l'exclusion, l'anomie s'impose. Et ceci est particulièrement marqué lorsqu'on regarde l'individu en milieu populaire. La dimension normative du regard sociologique apparaît souvent avec plus de force qu'ailleurs lorsqu'il s'agit d'enquêter en milieu populaire. Il est fréquent que les individus des classes populaires soient évalués par la distance dans laquelle ils se trouvent à l'idéal d'Individu. En milieu populaire l'individu est ainsi considéré tantôt noyé dans l'hétéronomie tantôt perverti par son contexte anémique.

En ce sens, la perspective de la « déviance » offre souvent des bons exemples par les thèmes qu'elle privilégie : alcoolisme, délinquance, toxicomanie. La question qui paraît s'imposer est celle du degré : combien les individus des classes populaires s'écartent-ils de la norme de l'Individu ?

Or, une fois posée, cette question pour la norme empêche une autre d'apparaître : Y-a-t-il une spécificité de l'individuation en milieu populaire ? En effet, nous ne nous poserons pas la question de savoir si les individus en situation de précarité sont plus ou moins individus que ceux des classes moyennes, par exemple. Nous essayerons d'explorer la voie d'une spécificité des conditions d'individuation en situation de précarité.

Pour ce faire nous prendrons appui d'une part sur notre propre travail de terrain, et d'autre part sur les études classiques sur les classes populaires. Car toute cette littérature semble indiquer la spécificité des conditions d'individuation dans ces milieux. Il suffit de penser aux observations de Louis Chevalier, d'Oscar Lewis, de Richard Hoggart ou encore de Friedrich Engels, pour ne citer que les plus classiques.

* Sociologue, Centre d'Etude des Mouvements Sociaux (CEMS/EHESS) merklen@ehess.fr Je remercie les commentaires des membres de l'atelier « Individus » du CEMS.

³⁷¹ Cela dit, une intéressante analyse des individus de milieu populaire dans une perspective déclaré « gofmanienne » a été proposée par Warner, Wellman et Weitzman. WARNER, Stephen, WELLMAN, Davis & WEITZMAN, Lenore : « Le héros, le pauvre type et le combinard. Trois spécifications des opprimés », *Espaces & sociétés* 30-31, Paris, 1981, pp. 87-110. Nous reviendrons sur ce texte.

La confusion de la modernité

D'une manière générale, il semblerait que l'une des spécificités des milieux populaires est la densité relationnelle du quotidien. Certes, dépourvus d'autres supports, notamment de ceux de type institutionnel, les classes populaires ont toujours su bâtir des structures de solidarité de type relationnel. Ces structures permettent de stabiliser un quotidien trop souvent marqué par le sceau de l'instabilité et de la précarité. Les chercheurs ont ainsi souligné la prééminence des liens locaux, territorialisés : la famille, la religion et le voisinage occupent alors « naturellement » une place privilégiée dans la description des formes de solidarité relationnelle.

Jusqu'ici rien ne devrait poser problème à une perspective qui chercherait à mettre en avant la spécificité des milieux populaires. Cependant, un obstacle apparaît dès que l'on aborde la question de l'individu. En effet, la plupart des chercheurs mettent en avant le fait que la densité des liens de proximité enfermerait les personnes dans un tissu relationnel qui étoufferait l'individu en l'empêchant de se développer. De fait, pour le cas des classes populaires, nous serions la plupart du temps confrontés à des structures de type traditionnel où la dimension « communautaire » s'imposerait. On suit alors la voie tracée par les pères fondateurs de la sociologie pour conclure aux difficultés de déploiement de l'individu en milieu populaire.

Ce raisonnement s'inscrit évidemment dans la lignée classique du passage de la communauté à la société, dont les travaux de Durkheim et de Tönnies sont fondateurs, lignée qui trouve une formulation plus précise dans les textes de Louis Dumont³⁷². Cette thèse a été mobilisée par exemple par Roberto DaMatta pour signaler que la culture populaire au Brésil se caractérise justement par l'absence de l'individualisme caractéristique des sociétés « modernes ». Selon DaMatta, le propre de la culture populaire est la prééminence du relationnel sur l'individu, tissu de proximité qu'il qualifie de « traditionnel »³⁷³.

Or, nous partirons d'une hypothèse contraire. Il est vrai que pour certaines configurations, la présence de structures traditionnelles empêche le développement de dynamiques d'individuation. Ceci est vrai pour une société de castes comme celle étudiée par Dumont. Cela dit, dans les sociétés contemporaines, dans la plupart des grandes villes, les classes populaires offrent à l'étude des situations d'individuation spécifiques qui ne peuvent dans aucun cas être identifiées à la préexistence d'une société traditionnelle. Dans ces cas, prendre comme lentille d'observation la coupure tradition/modernité occulte plus qu'elle ne laisse à voir. Il est évident que « nous ne sommes plus et que nous ne reviendrons jamais à la *Gemeinschaft* » (Castel, 1995), y compris dans les grandes villes des pays du Tiers monde.

Nous faisons donc une proposition méthodologique. Elle consiste à maintenir séparées d'une manière générale, l'idéologie moderne de l'individualisme des processus multiples d'individuation. C'est ce qui devrait nous permettre d'identifier les situations d'individuation caractéristiques des mondes populaires. Nous cessons de vouloir mesurer combien le pauvre s'écarte de l'idéal du citoyen pour tenter de comprendre comment on devient individu dans un contexte de précarité. Et le « comment » obéit ici à son double sens : quelle est la spécificité des processus de socialisation ou d'individuation en milieu populaire, et quelles sont les modalités spécifiques d'individu que nous y observons.

L'instabilité et le relationnel

Nous tenterons maintenant de caractériser le monde populaire à partir de deux caractéristiques qui lui sont propres : l'instabilité de leur quotidien et la force du tissu relationnel, généralement ancré

³⁷² DUMONT, Louis : *Essais sur l'individualisme. Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*, Paris, Seuil, 1991 (1^{ère} éd. 1983).

³⁷³ DAMATTA, Roberto : *Carnavais, Malandros e Hérois: Para uma Sociologia do Dilema Brasileiro*, Rio de Janeiro, Rocco, 1979. Pour une version plus récente de ces thèses, cf. DAMATTA, Roberto : "Individualidade e liminaridade: considerações sobre os ritos de passagem e a modernidade" in *Mana Vol. 6*, Rio de Janeiro, Apr. 2000, pp. 7-29.

sur un territoire. Ce sont ces deux caractéristiques qui définissent chaque milieu populaire comme étant une condition d'individuation particulière.

Que l'instabilité est une caractéristique des mondes populaires est chose connue. Et deux sont les sources de la stabilité (et de l'instabilité) pour les classes populaires. Il y a, en premier lieu, le rapport au travail. Nous savons que c'est par la voie de ce « grand intégrateur » qu'une certaine stabilité a pu être conquise au cours du XX^e siècle³⁷⁴. Ce sont les conditions du travail et la stabilité de l'emploi qui ont effectivement fourni les sources d'une stabilité permettant d'organiser non seulement des parcours de vie individuels mais également intergénérationnels. Et il y a, en second lieu, les institutions publiques. De l'école au logement et aux services urbains, en passant par la sécurité et la santé, le rapport au droit, les protections sociales et, d'une forme plus générale, l'Etat ont constitué l'autre grand pilier permettant d'échapper à la précarité. Plus précisément, c'est l'articulation entre le monde du travail et l'institutionnalisation des protections sociales à travers le droit qui a permis de conjurer une bonne partie des insécurités sociales³⁷⁵.

Sociologiquement parlant, on peut ainsi dire, que c'est la stabilisation des conditions de vie qui a mis fin à l'existence d'un monde populaire, progressivement remplacé par l'expérience ouvrière puis par l'extension et la consolidation du salariat. Or, dans ce même sens, la récente introduction de nouvelles sources d'instabilité et de précarité, tant sur le plan du travail que sur celui des institutions permet d'observer la résurgence progressive de mondes populaires. Et ceci au sein même des sociétés développées et assurantielles, tel qu'en témoignent en France les travaux d'auteurs comme François Dubet³⁷⁶, et Stéphane Beaud et Michel Pialoux, par exemple³⁷⁷.

Et, si deux sont les causes de l'instabilité, une en est la conséquence : l'incertitude. L'incertitude s'oppose évidemment à l'espoir de progrès, mais notamment à la planification, à l'organisation de la vie en cycles de reproduction, au contrôle de l'avenir. On observe alors un rapport au temps organisé sur une double dimension. La première est celle de l'imprévisibilité : l'accident interrompt perpétuellement l'ordre attendu. La seconde est celle d'une attente où le temps d'écoule lentement, fixé dans l'espace. La léthargie de la seconde permet d'intégrer la nature événementielle de la première.

Un monde incertain

- *As-tu du travail ?*
- *En ce moment, oui.* Ce qui veut dire qu'auparavant non et que demain qui sait.
- *Ils t'ont payé ?*
- *Pas aujourd'hui, mais ils m'ont donné une avance et il paraît qu'on sera payés lundi*³⁷⁸.

Il y a des quartiers où l'instabilité et l'insécurité envahissent la vie quotidienne à des niveaux auxquels les autres catégories sociales ne sont pas habituées, étant étrangères à l'expérience d'autres zones de la ville, ce qui est beaucoup plus marqué dans les villes du Tiers monde. A Buenos Aires, j'ai dû rester dormir au quartier parce que le bus de l'unique ligne nocturne ne passait plus, sans en connaître la raison. D'autres fois, j'ai été bloqué en essayant de monter dans des bus qui ne s'arrêtaient pas parce qu'ils étaient bondés. Ces situations, qui dans l'histoire d'un travail de recherche peuvent sembler anecdotiques, se répètent et se multiplient dans la vie quotidienne de ceux qui vivent là. Cela leur arrive

³⁷⁴ Cf. CASTEL, Robert : *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995.

³⁷⁵ Pour une discussion contemporaine de l'insécurité, cf. CASTEL, Robert : *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, Paris, Seuil, 2003.

³⁷⁶ DUBET, François : *La galère. Jeunes en survie*, Paris, Fayard, 1987.

³⁷⁷ A ce propos, on peut lire le travail de ces derniers auteurs comme la description effective de la réapparition d'un monde populaire parmi les couches défavorisées de la population. A la différence de l'interprétation des auteurs eux-mêmes, qui analysent leur terrain comme étant plus le retour d'une (nouvelle) condition ouvrière que comme la résurgence d'une culture populaire. BEAUD, Stéphane & PIALOUX, Michel : *Retour sur la condition ouvrière*, Paris, Fayard, 1999 ; *Violences urbaines, violence sociale*, Paris, Fayard, 2003.

³⁷⁸ Les 1^{er} mai 2000 et 2001, nous avons vu des travailleurs sénégalais défiler avec des pancartes réclamant *Non au statut de journalier éternel*.

dans toute sorte de situation : les démarches à la municipalité ou aux services sociaux peuvent prendre des heures et demander des jours entiers d'effort. Médecins et instituteurs manquent souvent à leur poste parce qu'ils sont aussi affectés par l'instabilité. L'insécurité provient également des services urbains : dans les transports comme dans le ramassage des ordures ménagères, les coupures d'eau et d'électricité. C'est alors que l'incertitude entraîne l'attente : *Le temps passe, le 188 non*, indiquait un graffiti dans une station de bus à dans une zone populaire de Montevideo en 1998. Et on attend l'arrivée du médecin, des médicaments, la promesse d'une embauche, de travaux d'aménagement du quartier... Un jour tout bascule : le gouvernement a changé les critères d'attribution d'une allocation ou modifié ses montants ; ce qui relevait du droit dépend de l'arbitraire.

Ainsi se traduit dans le quotidien des classes populaires ce que les chiffres relatifs à la précarité indiquent. De sorte que la vie dans les quartiers exige de s'habituer à l'instabilité comme à une composante du *au jour le jour*. La consolidation de ce quotidien incertain devient alors l'un des deux composants de cette situation spécifique d'individuation que nous pouvons régulièrement observer dans des quartiers populaires de beaucoup de grandes villes. C'est ainsi que, contrairement aux idées en vogue d'Ulrich Beck³⁷⁹, nous ne dirions pas que les « sociétés du risque » sont la caractéristique de la modernité contemporaine mais, en revanche, que l'incertitude structure l'expérience contemporaine de la plupart des milieux populaires. Elle contraint les individus à un mélange complexe d'initiative et d'attente, ce qui est évidemment difficile à maîtriser.

L'inscription territoriale, principale source du relationnel

Mais l'expérience des classes populaires n'est pas uniquement faite d'instabilité et d'incertitude. Si la régularité est la principale caractéristique de leur quotidien, on observe partout les classes populaires se battre pour stabiliser leur présent et pour anticiper autant que possible leur avenir. Et lorsque les institutions sont défailtantes, la principale source de stabilité du monde populaire a toujours été donnée par les structures du relationnel : la famille, le voisinage, la religion, l'organisation sociale et politique. C'est cette base relationnelle qui constitue la seconde caractéristique de la situation d'individuation propre aux mondes populaires.

Dans ces espaces où le travail et les institutions préfigurent un monde instable, un cadre relationnel structuré sur la base du territoire et du local constitue un support précieux pour certains individus³⁸⁰. Le quartier constitue alors la base principale de stabilisation du quotidien. C'est sur la base territoriale que se structurent les liens de solidarité permettant de faire face à l'insécurité économique, du logement, de protection de l'enfance, de la maladie et de la vieillesse. Des parcours où les familles trouvent dans le quartier un premier point d'enracinement et d'inscription sociale ont été maintes fois décrits³⁸¹. Cette inscription territoriale permet de mettre les pieds sur terre et de se doter tant bien que mal d'une assise pour faire face au quotidien. Elle constitue une base permettant d'affronter de façon collective les problèmes engendrés par la vulnérabilité.

Le quartier fournit un cadre d'inscription sociale conformé de trois composants différents : Tout d'abord, un lien politique passant par la ville. Avec les services et les institutions (un logement, l'école, les soins de santé, un cadre de vie, etc.), il faut en effet observer que le lien local et localisé fournit la première forme de citoyenneté par affiliation à une collectivité locale. Puis, une structure relationnelle : la solidarité et la possibilité de s'organiser avec les autres habitants sur la base du territoire. Enfin, les habitants y trouvent une source probable de prestige (ou de stigmatisation). Dans ce sens, la participation dans la vie politique, sociale et culturelle du quartier est une façon de bâtir un

³⁷⁹ BECK, Ulrich : *La société du risque*, Paris, , 1^{ère} éd. allemande, 1986.

³⁸⁰ MERKLEN, Denis : *Inscription territoriale et action collective. Les occupations illégales de terres urbaines en Argentine depuis les années 1980*, Paris, EHESS, 2001.

³⁸¹ Voir par exemple la caractérisation faite par Colette Pétonnet des bidonvilles de La Courneuve. Cf. PÉTONNET, Colette : *On est tous dans le brouillard. Ethnologie des banlieues*, Paris, Éditions Galilée, 1979,

monde propre au sein de la société et de le doter de sens, c'est-à-dire, de construire un monde de significations culturelles et de relations sociales dont le monde associatif est plein d'exemples. L'inscription dans le quartier fournit à la fois un cadre de structuration des solidarités locales et un moyen collectif de se mettre en relation avec le monde institutionnel à travers l'action collective.

On peut ainsi affirmer que le quartier fournit deux classes de support aux individus. On trouve, en premier lieu, le domaine des solidarités locales qui stabilisent le quotidien et qui permettent de structurer le monde immédiat des appartenances. Si nous prenons une question tellement élémentaire et par-là même essentielle comme celle du revenu, nous apercevons clairement la nature de cette structure de solidarités à base territoriale. Contrairement à ce qui se passe (en apparence) dans le monde du salariat, ici le revenu n'est pas une propriété des individus. Dans un quartier populaire, les gens vivent partiellement de salaires, mais aussi de vols, des allocations et de tout sorte d'expédient qu'on apprend à faire avancer dans les administrations, de la participation à des divers réseaux clientélistes, des églises, des ONG et des partis politiques, des communautés d'une quelconque diaspora. Les formes d'accès et de distribution du revenu sont si variées que le sont la diversité des milieux populaires. Et en générale elles dépendent de la nature de la ville (ville portuaire ou capitale, ville industrielle ou touristique ?), de ce que l'Etat distribue et de comment il le fait (les politiques sociales sont déterminantes) et de la conjoncture du marché du travail, évidemment.

En second lieu, nous trouvons le domaine de l'action politique. Les quartiers populaires sont dépendants d'une action collective à base territoriale. Cette dépendance de l'action collective est alimentée par deux circonstances. D'une part parce que dans le cadre d'une grande ville l'accès aux services urbains les plus élémentaires dépend d'une lutte permanente face à l'Etat³⁸². Dans les pays de plus grande précarité, c'est souvent le cas de l'eau potable, de la collecte des ordures ou de l'électricité, où les habitants sont obligés à un conflit permanent pour essayer de rétablir le fonctionnement de ce qui fait régulièrement défaut ou d'accéder à ce qui leur est nié. Dans d'autres pays il s'agit de rendre le quotidien acceptable, d'établir des conditions minimales de sécurité, de renouveler les équipements, d'améliorer l'accès à la ville, de rompre le cloisonnement des ghettos, etc. D'autre part, la dépendance vis-à-vis de l'Etat est alimentée par l'insuffisance des revenus : les habitants des quartiers populaires sont souvent tributaires de l'aide sociale, des politiques sociales ou de l'action de toute sorte d'organisation publique comme les associations ou les ONG véhiculant l'« aide pour le développement ». De ce point de vue, le quartier permet aux individus d'articuler un point d'appui pour l'action collective. Cette mobilisation à base territoriale prend la forme de multiples organisations de quartier, allant de formations politiques aux églises, en passant par des associations ou des groupes de rap ou de théâtre de rue.

On peut remarquer aisément que ce monde relationnel dont nous sommes en train de fournir quelques caractéristiques, n'a rien de « traditionnel ». On doit affirmer, au contraire que ce monde relationnel constitutif de l'expérience populaire contemporaine est parfaitement « moderne ». Il n'est pas traditionnel parce que le type de lien qu'il produit ne provoque pas nécessairement l'étouffement de l'individu. De ce point de vue, il s'agit plutôt de sociétés localisées que de « communautés », au sens classique du terme. La distanciation et le « décalage » des rapports sociaux provoqués par l'avènement de la modernité font que les individus ne se trouvent pas entièrement enveloppés par la collectivité locale, comme si celle-ci était une institution totale³⁸³. La délocalisation des rapports à l'économie, à la citoyenneté et à la communication, par exemple, se trouvent parmi les principales sources de délocalisation de la vie sociale. Et la preuve que le relationnel contemporain n'a rien de traditionnel nous la trouvons dans son évolution. En effet, l'évolution de ces nouvelles formes du relationnel met en

³⁸² Ce constat souvent oublié, et pourtant caractéristique des luttes urbaines, a fait l'objet d'un riche débat dans les années 1970 auquel tant la sociologie française que celle de l'Amérique latine ont largement contribué. Voir par exemple, CASTELLS, Manuel : *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris, Maspéro, 1973, et LOJKINE, Jean : *Le marxisme, l'état et la question urbaine*, Paris, PUF, 1977. CARDOSO, Ruth : "Movimentos sociais urbanos: balanço crítico", in Bernardo SORJ e Maria Herminia TAVARES DE ALMEIDA (org.): *Sociedade e política no Brasil pós-64*, São Paulo, Brasiliense, 1983.

³⁸³ Sur le décalage des rapports sociaux, cf. GIDDENS, Anthony : *Les conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan, 1994.

évidence qu'elles offrent une possibilité de résistance plus qu'elles ne structurent entièrement le social : souvent elles s'affaiblissent jusqu'au point de s'effacer si bien l'Etat et le travail récupèrent leur place.

Le milieu populaire : deux spécificités pour une situation d'individuation

Nous pouvons maintenant synthétiser quelques traits caractéristiques des milieux populaires du point de vue de l'individu. Le tableau se compose d'individus placés au centre d'une composition organisée sur fond d'une double condition d'individuation : instabilité institutionnelle et inscription territoriale. Leur quotidien est précaire principalement en raison de leur faible intégration au travail, mais aussi en raison de la fragilité de la plupart des liens institutionnels auxquels ils participent. Ainsi, la précarité les force-t-elle à la recherche permanente de l'opportunité.

La littérature sur le monde populaire a pris comme centre de ses romans ces deux conditions d'individuation. La picaresque a peint merveilleusement la vie en milieu populaire à partir d'une pléiade de personnages contraints à se servir de la ruse ou des combines pour survivre là où aucune inscription collective ne permet d'assurer le quotidien et encore moins l'avenir³⁸⁴. Nous avons essayé de caractériser une figure d'individu, les « chasseurs urbains », dont la principale caractéristique est donnée par un contexte qui pousse à la recherche permanente de ressources dont on ne peut pas assurer le contrôle³⁸⁵. La précarité pousse à l'action, ce qui peut être interprété comme une injonction contextuelle à l'individuation. En effet, comme dans la picaresque, la vie dans les quartiers exige d'être délégué aussi bien pour *gagner sa vie* que pour participer à des projets collectifs : la sagacité du chasseur. Le cinéma de Charles Chaplin nous a évidemment mené à l'écran ce monde de la picaresque dont *The Kid* offre sans doute le meilleur exemple.

Or il y a une deuxième condition d'individuation, également décrite par la littérature sur le monde populaire. Il s'agit du versant relationnel, représenté par un écrivain comme Jorge Amado. Roberto DaMatta a qualifié les romans d'Amado comme étant une littérature « relationnelle » car ici, ce n'est pas un héros qui occupe le devant de la scène. En revanche, une trame de relations est au cœur du récit et donne du sens à chaque personnage, comme dans le cas de *Dona Flor et ses deux maris*³⁸⁶. Or, contrairement à ce qui pense DaMatta, la densité relationnelle caractéristique du monde populaire n'étouffe pas l'individu comme dans les sociétés traditionnelles. Cette densité permet de contraindre si ce n'est que partiellement la précarité et c'est l'un des facteurs de l'émergence d'un individu, parfaitement moderne d'ailleurs. *Les capitaines des sables*, œuvre géniale du jeune Amado constitue un bon exemple : l'écrivain brésilien décrit un milieu populaire évoluant entre les deux conditions d'individuation que nous mentionnons³⁸⁷. Dans ce roman, Amado montre un groupe de gamins complètement démunis. Ils parcourent la ville à la recherche d'une opportunité : quelque chose à voler, un petit boulot, la charité d'un riche. Et ils rentrent chaque soir à l'entrepôt abandonné dans les plages de Salvador de Bahia où ils habitent. C'est là qu'ils tissent le seul support dont ils bénéficient : le soutien mutuel, les liens de solidarité qui permettent à ces enfants d'évoluer vers la vie adulte. Dans la ville, ils sont des parfaits individus « négatifs », seuls, complètement démunis. A l'entrepôt ils constituent une bande dont les principaux rôles sont tenus par « *Le professeur* » (le seul sachant lire et écrire) et « *Pedro Bala* » (leur leader). Si la première condition d'individuation (la précarité la plus totale) contraint

³⁸⁴ Robert Castel a fourni une belle lecture de la picaresque espagnole pour le cas du *Lazarillo de Tormes* comme une figure de marginalité. Cf. « Les marginaux dans l'histoire » in PAUGAM, S. : *L'exclusion, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1996, pp. 32-41.

³⁸⁵ MERKLEN, Denis : « Les chasseurs urbains : une figure d'individu dans les quartiers en milieu populaire », in Vincent Caradec & Danilo Martuccelli (orgs.) : *Sociologie et individu*, Lille, Presses Universitaires du Septentrion, 2004 [à paraître]. Voir également MERKLEN, Denis : « Vivir en los márgenes: la lógica del cazador », in SVAMPA, M.: *Desde abajo. La transformación de las identidades sociales*, Buenos Aires, Biblos, 2000, pp. 81-119.

³⁸⁶ DA MATTA, Roberto : « Mulher. *Dona Flor e seus dois maridos* : um romance relacional », in DaMatta, R. : *A casa & a rua. Espaço, cidadania, mulher e morte no Brasil*, Rio de Janeiro, Rocco, 1997, pp. 97-132.

³⁸⁷ AMADO, Jorge : *Capitaines des sables*, Gallimard, 1952 (1^{ère} éd. en portugais, *Capitães da areia*, 1937). Nous avons mobilisé l'exemple de cette œuvre, cf. Merklen, op. cit., 2004.

les Capitaines à une action permanente de survie, la deuxième (leur association) leur proportionne les supports minimaux pour que la mobilisation soit possible.

Quelques notes méthodologiques : penser les classes populaires par l'individu, penser l'individu par les classes populaires

Dans ces travaux les plus récents, Robert Castel a proposé « une approche objectiviste de la subjectivité ». Il y délimite avec clarté quelques-uns des enjeux les plus importants de l'individu contemporain. Il le fait notamment à partir des concepts de « support » et de « figures » de l'individu. D'une grande portée, le concept de support évolue sur un double registre théorique. D'une part, il sert à identifier « les conditions nécessaires pour qu'un individu puisse exister comme tel, c'est-à-dire disposer d'un minimum d'indépendance sociale, avoir une consistance telle que, dans le jeu social il puisse se conduire comme un agent à part entière »³⁸⁸. D'autre part, l'absence ou la présence de supports permet à Castel d'identifier des « figures » d'individu, comme celles d'individu « par excès » et d'individu « par défaut », ou encore celle d'individu « négatif ». On voit ainsi clairement que l'individu n'est pas une immanence théorique ni une donnée politique mais une résultante de l'évolution historique et des conflits sociaux³⁸⁹.

C'est sur cette base conceptuelle que nous essayons d'avancer. Or, nous prenons un biais spécifique à partir des développements élaborés par Castel. Nous proposons en premier lieu de considérer le monde populaire comme étant une situation spécifique d'individuation. Nous pouvons ainsi échapper à une vision qui met en avant le caractère déviant des mondes populaires, souvent à partir d'une transportation anachronique de l'opposition modernité-tradition. En effet, vu que la plupart du temps ils ne trouvent pas la figure de l'individu « rationnel » caractéristique des mondes aux supports sociaux stables et à la propriété solide, les chercheurs concluent à l'inexistence d'individus par une association rapide avec les idées de Louis Dumont. Dans les milieux populaires, l'individu serait alors écrasé par un monde de relations traditionnelles ; et confronté aux exigences de la modernité, ce tissu relationnel aboutit essentiellement à des productions anomiques.

Le monde populaire que nous décrivons est un monde entièrement traversé ou construit par la modernité. C'est seulement que la modernité n'est pas univoque : elle est aussi faite de précarité, de pauvreté et même de misère. Il suffit de se déplacer dans la plupart des quartiers populaires pour y voir la production sociale d'individus, même si, malheureusement ils sont une existence difficile contre laquelle ils luttent. C'est ce qui ressort d'une lecture attentive d'enquêtes souvent menées à partir de points de vue différents. Nous pouvons à cet égard revenir aux travaux déjà cités de François Dubet, et de Stéphane Beaud et Michel Pialoux, pour ne citer que le cas français³⁹⁰.

Le monde populaire peut être observé à la lumière des situations d'individuation qu'il produit. Comment est l'individu des classes populaires ? Dans un article très intéressant publié en France en 1981, Stephen Warner, David Wellman et Lenore Weitzman prennent un point de vue situationniste pour tenter de cerner les caractéristiques des individus en situation de domination, ce pour quoi ils prennent des exemples à partir des actions des femmes et des noirs aux Etats-Unis des années 1960³⁹¹. Les auteurs comparent alors trois types de regard fréquemment adressés aux opprimés, souvent considérés par le sociologue comme étant des « héros », des « pauvres types » ou des « combinards ». On pourrait dire avec Claude Grignon et Jean-Claude Passeron que cet étiquetage provient tout simplement des ambiguïtés et des tensions dans lesquels se trouve le savant face à la culture populaire, qu'au moins ces deux premières catégories (le héros et le pauvre type) correspondent avec les positions du

³⁸⁸ CASTEL, Robert : *Les supports de l'individu (Une approche objectiviste de la subjectivité)*, Cerisy, 22 juillet 2003, ronéo, p. 1.

³⁸⁹ Cf. CASTEL, Robert & HAROCHE, Claudine : *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi. Entretiens sur la construction de l'individu moderne*, Paris, Fayard, 2001. Et du même auteur, *Les métamorphoses*, op. cit., 1995.

³⁹⁰ Cf. Dubet, F. : op. cit. 1987. Beaud, S. & Pialoux, M.: op. cit., 1999 et 2003.

³⁹¹ Op. cit., 1981. Je remercie à Isabelle Astier de m'avoir recommandé cette lecture.

« misérabilisme » et du « populisme » si communes dans le traitement des classes populaires³⁹². Cependant, la force de l'article de Warner, Wellman et Weitzman provient du point de vue structurel adopté par les auteurs (malgré la filiation interactionniste qu'ils revendiquent) : c'est la situation de domination qui contraint les individus à se comporter en « combinards », et même lorsqu'ils le font en « héros » ou en « pauvres types », les opprimés ne feraient que une mobilisation stratégique de leur personne tendant un piège aux dominants (piège dans lequel tombe aussi évidemment le sociologue). Le comportement combinard est à la fois possible et nécessaire par une triple condition : l'opprimé à besoin de stratégies pour survivre (étant donné son manque d'autonomie) ; toute situation de domination possède une structure rationnelle offrant une marge à la négociation (et presque aucune oppression n'est totale) ; et la coopération entre les opprimés permet à ceux-ci de disposer toujours d'un arrière-scène où préparer leurs stratégies.

Lorsque nous nous déplaçons vers le terrain des classes populaires, nous ne trouvons que très rarement le poids du monde traditionnel. En tout cas, la tradition n'occupe dans ce milieu une place plus importante à celle qu'elle peut avoir dans le monde d'autres classes sociales parfaitement composées d'individus³⁹³. Les structures relationnelles que nous trouvons dans le monde populaire contemporain fonctionnent plutôt comme un point d'appui pour l'action que comme une matière dense et opaque dans laquelle se noieraient les individus.

Quelle est l'expérience d'un individu inscrit territorialement mais à qui les supports institutionnalisés font plus ou moins défaut ? Ce n'est pas un individu « négatif », qui serait exclusivement défini par le manque de supports, par son état d'isolement. Mais ce n'est pas non plus un individu qui peut disposer entièrement de sa destinée, capable de prévoir son avenir et de faire des projets pour lui ou sa progéniture. Il jouit de certaines formes d'affiliation, et tout d'abord son inscription territoriale, avec la famille au centre. En ce sens, l'inscription au quartier permet de conjurer le nomadisme, de se fixer et de participer à un système d'échanges et de solidarités. C'est cette affiliation urbaine qui permet de contrôler un territoire et d'y construire un système de solidarités locales. Comme nous l'avons vu, les habitants ne sont pas complètement exclus de la vie institutionnelle ni de l'activité économique. Or, il s'agit souvent d'une participation dans la société par le biais de structures instables, les mettant en permanence dans une situation d'entrée et de sortie, en exposant leur existence à la vulnérabilité.

Nous proposons donc une posture méthodologique présentant une double utilité à partir de considérer le monde populaire tout simplement comme une situation spécifique d'individuation. Les conditions de précarité et les formes d'association et de coopération peuvent être conçues tout simplement comme étant une forme spécifique de socialisation, dans un contexte où l'arme principale du dominant est la « mise en mobilité des individus »³⁹⁴.

Le premier bénéfice de ce point de vue est pour une sociologie de l'individu qui cesse ainsi d'avoir un point de vue substantialiste et an-historique. Mais pour cela il faut mettre entre parenthèses l'idéal de l'individu, ce que Dumont appelait « l'idéologie de l'individualisme » et qui s'est constitué en l'un des valeurs centrales de notre civilisation. Ceci nous permet d'observer d'autres formes d'individuation qui s'écartent sans doute de l'idéal individualiste. Mais il serait exagéré, si ce n'est une erreur, de qualifier les productions des individus qui peuplent les quartiers comme relevant de la pure négativité.

Le deuxième gain de notre point de vue est pour une sociologie des classes populaires. L'entrée par l'individu permet de voir leurs productions dans le cadre d'une vision qui ne condamne pas d'emblée les structures servant souvent comme unique point d'appui à ceux qui subissent la précarité. Le quartier populaire apparaît alors comme une forme d'inscription collective (par le territoire) souvent parallèle à

³⁹² GRIGNON, Claude et PASSERON, J-C : *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Le Seuil, 1989.

³⁹³ Il suffit de penser au rôle que des traditions comme le *rallie* ou la *chasse à courre* occupent dans la socialisation des classes dominantes. Voir à ce propos PINÇON, Michel & PINÇON-CHARLOT, Monique : *Grandes fortunes*, Paris, Payot-Rivages, 1998.

³⁹⁴ Castel, *op. cit.* 1995, 2001 et 2003. Voir également, MARTUCCELLI, Danilo : *Dominations ordinaires. Explorations de la condition moderne*, Paris, Balland, 2001.

d'autres modalités d'inscription, que ce soit à travers l'Etat ou le travail. Et ce sont ces formes d'inscription qui permettent parfois de résister à quelques-uns des effets les plus pervers d'une individualisation anémique menaçant les plus faibles d'une désaffiliation complète. Danger particulièrement important pour ceux qui ne peuvent pas s'appuyer sur le syndicat ou le parti. Les structures relationnelles bâties dans le cadre d'une inscription territoriale des individus, vient souvent en substitution des défaillances des autres modalités d'inscription collective.

Individuation et violences symboliques Quand les politiques sociales empruntent à la culture

Nous observons depuis plusieurs années une mobilisation croissante de la culture pour intervenir dans la « lutte contre les exclusions ». On prête en effet à l'action culturelle tout un ensemble de vertus : revisiter le passé pour refonder une culture commune, permettre le vivre-ensemble, resocialiser les individus, leur permettre d'être acteurs de leur vie... Afin d'explorer quelques-unes des interrogations soulevées par l'appel à communication, nous proposons ici³⁹⁵ d'examiner plus particulièrement les intentions d'un atelier d'écriture, significatif selon nous d'un mouvement plus général, et de mettre en regard la manière dont les intentions investies par l'artiste intervenant ont été reçues, et ont pu être ou non détournées par ceux auxquels elles s'adressaient.

Nous soulignerons dans un premier temps combien les intentions du projet relèvent de ce processus d'individuation repéré dans d'autres sphères de notre société contemporaine. Apprendre à dire "je" constitue en effet le projet artistique et politique de l'intervenant.

Certes, nous l'avons constaté, les propositions artistiques mobilisant le langage et passant le plus souvent par l'essayage de rôles ne sont pas sans produire des effets symboliques puissants. Nous chercherons dans un second temps à en cerner les contours, en nous arrêtant sur la manière dont les participants au projet ont pu vivre cette expérience.

Mais l'intention de tels projets est également parfois d'y gagner la maîtrise de son destin. S'agit-il pourtant du même registre ? Nous repérerons dans les sentiments mêlés des participants au projet les effets de ce glissement et de cette confusion des registres, entre réflexivité et autonomie. Nous verrons que ces projets prennent le risque de contribuer aux nouvelles formes de domination ordinaire (Martuccelli, 2001) quand ils omettent de penser la question des supports matériels et symboliques tout en enjoignant à l'autonomie.

1. Un projet : devenir capable de dire "je"

Tous les projets qui s'inscrivent dans ce mouvement d'instrumentalisation de la culture ne revêtent pas les mêmes formes. Mais aucun d'eux ne saurait produire, en soi, « l'émancipation », malgré les rhétoriques qui les portent. Tous proposent des modèles normatifs particuliers. On peut, en fonction des ressources identitaires qu'ils privilégient, les décrire comme des configurations complexes articulant de manière spécifique le « je » et le « nous ». Ces projets peuvent donc être lus comme tendus entre deux pôles ; le premier, autour de l'injonction plus ou moins explicite à répondre au modèle de l'individu autonome, acteur de sa vie ; le second renvoyant à la patrimonialisation de l'identité, à l'institutionnalisation d'une mémoire³⁹⁶.

Ce sont les interrogations soulevées autour des projets tendant davantage au premier pôle, celui du « je », que nous poserons ici. C'est l'atelier d'écriture qui nous aidera principalement à les fonder

* Université de Lille III, CLERSE-Ifrési, Stephanie.Pryn@ifresi.univ-lille1.fr

³⁹⁵ A partir d'un travail de recherche, Pryn S., Rodriguez J., *Quand la culture se mêle du social. De la politique culturelle roubaisienne aux actions culturelles à visée sociale*, Clersé/Ifrési-CNRS, consultation interministérielle *Cultures, villes et dynamiques sociales*, septembre 2002, téléchargeable sur le site www.univ-lille1.fr/clerse. Des communications sont à paraître autour des mêmes interrogations (notamment, celle réalisée dans le cadre des journées d'étude du GRACC sur la sociologie de l'individu, sept. 2003).

³⁹⁶ Un exemple type de projet sur ce second pôle peut être figuré par un festival promouvant les identités culturelles et ethniques d'un quartier classé en développement social urbain (cf. Geneviève Zoïa, 1997), ou par toutes les actions culturelles autour de la mémoire (ouvrière, du quartier, de l'immigration...).

même si des observations portées sur d'autres projets seront convoquées dans l'analyse. Insistons sur le fait que tous les projets rencontrés posent selon nous ces mêmes interrogations, selon des modalités certes diverses. Il se trouve que c'est ce projet d'écriture qui a fait naître cette réflexion³⁹⁷. S'il y a un effet de focalisation, que nous aurions aimé pouvoir éviter, ainsi qu'un effet de reconnaissance – mais comment rendre anonymes les acteurs d'un projet dont l'une des caractéristiques réside dans sa notoriété ? -, il nous semble pertinent d'essayer de saisir les enjeux qui s'y logent.

Qu'est-ce qui caractérise l'atelier d'écriture ? Dix-sept chômeurs de longue durée, recrutés après « casting » mené par les animateurs artistiques du projet, ont été rémunérés durant trois mois dans le cadre de la formation professionnelle afin de participer à un atelier d'écriture animé par un écrivain accompagné d'un cinéaste. Deux objets en résulteront : un roman noir publié dans une édition prestigieuse, largement médiatisé et loué à la fois sur les registres artistique et social ; un film signé par un réalisateur renommé et diffusé sur les écrans des salles nationales, au faible succès commercial. Une association au devenir largement chaotique sera créée afin de gérer les droits d'auteur, mais trouvera difficilement une autre finalité, et le collectif aura peu de cohérence une fois l'écriture, sa raison d'être première, terminée.

1.1. Un objectif politique de résistance sémantique

Les intentions du projet sont bien évidemment nombreuses et complexes. Elles se brouillent d'ailleurs étant donné le nombre de partenaires impliqués : les projets de l'organisme de formation visant la réinsertion professionnelle des participants « chômeurs de longue durée », recouvrent-ils parfaitement ceux du cinéaste visant à réaliser un film autrement ou ceux des élus promouvant cette action marquée par son inscription territoriale ?

C'est auprès de l'artiste écrivain que nous nous arrêterons, dans la mesure où il en est le maître d'œuvre. La première de ses attentes est de *créer un objet*, par un dispositif d'intelligence collective. Il dit ne pas tant s'intéresser au devenir des participants qu'au devenir de cet objet : qu'il soit reconnu par les instances de légitimation artistiques.

« Après, qu'est ce qu'ils [les participants] en font, je ne sais pas. Je ne suis ni leur père, ni leur... je ne suis pas psychanalyste, ni thérapeute » ; « moi je ne suis là *que* pour ça, je suis venu pour un *contrat* ; et vous-même vous avez *signé* un contrat, le contrat c'est *ça*, c'est *cet* objet que l'on fait ensemble »

Par le biais de cette production, le projet est avant tout politique. Il s'agit d'élaborer une résistance politique et sémantique à l'ordre des choses donné par ailleurs, par un ordre économique et social marquant les individus par leurs manques. « *À défaut de changer le monde, il faut changer les images et les mots qui disent le monde* ».

Il s'agit de créer des lieux dans lesquels les individus marqués par les difficultés sociales et économiques pourraient reconstruire leur identité³⁹⁸ ; un espace dans lequel il soit possible de se dire plutôt que d'être dit. Cela permettrait alors de résister à ce qu'on dit de nous ; à ce qu'on nous dit de faire ; à l'ordre qui nous est proposé.

« J'ai été frappé par cette façon de penser à la place des gens. Ce faisant, on les enferme, on les réduit, on finit par les faire ressembler à ce qu'on veut qu'ils soient. Ils ne sont plus rien d'autre que chômeurs, divorcés, dépressifs... D'où l'idée de créer - d'occuper - des espaces où ils puissent revendiquer et reconstruire leur identité »

³⁹⁷ Précisons que ce projet était terminé lorsque nous nous y sommes intéressée ; nous n'avons donc pas mené d'observations. Nous avons réalisé des entretiens avec les intervenants artistiques et les sept participants parmi les 18 que nous avons pu retrouver et qui ont accepté les conditions de l'entretien.

³⁹⁸ Au passage, notons ce que cette intention présuppose : l'existence d'une identité perdue ; et une identité « essentielle » qu'on pourrait retrouver, identifier, cerner, car logée, enfouie, empêchée quelque part.

C'est sans doute cela qu'il faut entendre par « dire je ». L'artiste le distingue de celui de « Bas les masques ». Car ici, il s'agit clairement, pour lui, de fiction. Et c'est la fiction qui permet tout selon lui : « en construisant un récit fiction, tes propres capacités pourront être travaillées, et trouveront une efficacité dans la vie sociale ». Ce « je » fictionnel puise certes dans le « je » vérité, mais pas nécessairement de manière explicite³⁹⁹. L'artiste ne veut d'ailleurs rien en savoir (alors que, nous le savons par ailleurs, du point de vue des participants, c'est parfois la dimension essentielle).

« il y a des ateliers qui sont des ateliers d'expression, chacun vient écrire ce qu'il a dans sa tête. Bon l'un vient raconter son histoire de Lainère, l'autre son histoire de femmes kabyles, l'autre son viol, ou l'autre son expérience de travail, ou l'autre son amour malheureux. Là, non. On vient effectivement pour ça et puis on se retrouve en train de faire autre chose... »

« quand je dis qu'ils racontent, [je veux dire que] c'était dans la fiction, c'était pas "voici ce qui m'est arrivé". J'ai très très peu entendu de choses à la première personne. Mais par contre ces personnes-là [Joëlle et Patricia dont nous parlerons plus loin], on savait que c'était tout près. Quelle était la distance ? j'en sais rien, mais je savais que c'était tout près »

Le « je » dont il est question est donc celui qui renvoie à l'identité sociale, et non à la production d'un récit à la première personne. Le but visé est de dire « je » dans le jeu social. "Je suis l'auteur d'un livre et je deviens l'auteur de ma vie" déclare l'artiste dans un magazine.

« Certains apprennent ne serait-ce qu'à dire non, à refuser un boulot humiliant et indigne. L'un des auteurs du roman a récemment refusé d'être titularisé dans une entreprise de déménagement spécialisée dans les expulsions. Pour l'ANPE, c'est un échec ; mais pour moi, que les gens sachent ce dont ils ne veulent plus jamais, c'est déjà une belle victoire. L'essentiel est de retrouver une manière originale et personnalisée d'avancer »

Par ailleurs, l'objet (le livre, ou le feuilleton dans un quotidien) doit permettre, en étant rendu public, 1. à ceux qui ressemblent aux auteurs de se sentir capables des mêmes choses ; 2. à ceux qui ne leur ressemblent pas, de revenir sur leurs *a priori* et leurs représentations déficitaires des personnes en difficultés sociales.

1.2. Un dispositif permettant d' "aller voir ailleurs"

Cette transformation serait rendue possible grâce à une diversité de moyens d'ordre symbolique : le processus de création ; les ouvertures sur d'autres mondes permises par l'enquête ; le changement de statut produit par le dispositif : « *je ne suis pas chômeur en ce moment, je suis un auteur, je suis quelqu'un qui écrit, je fais un livre* », « *je peux donc explorer d'autres choses* ».

Il s'agit d'apprendre à regarder le monde autrement. Cela se travaille au niveau virtuel, en se projetant : « *un autre monde est possible* ». Par suite, cela permettrait parfois, dans la réalité sociale, d'aller voir ailleurs. « *Et je le revendique, l'atelier c'est un lieu de liberté* » dans lequel les gens sont emmenés ailleurs, par l'esprit, par la fiction ; dans lequel ils peuvent se projeter ailleurs que dans un

³⁹⁹ D'autres projets sont explicitement sur ce « je » vérité ; nous pensons à la proposition faite par Daniel Mermet, largement médiatisée, *Mords la main qui te nourrit*, montrant sur scène des témoignages intimes de personnes en difficultés enregistrés dans des conditions d'entretiens individuels pour l'émission *Là-bas si j'y suis*, et repris dans cette pièce de théâtre. Les personnes ayant témoigné prêtent leur corps à leur voix enregistrée un an plus tôt, exposent / exhibent ce corps même sur la scène, tandis que le CD ayant gravé leur témoignage se déroule, livrant parfois des secrets douloureux. Le travail d'un artiste musicien construisant avec des personnes en difficultés des chansons sur leur vie (*Vous souffrez ? Chantez-le !* titre un journal à propos de son travail) est également du côté du « je » vérité. Il s'agit de construire un objet (une chanson, un CD) à partir d'un récit de vie. Cette vie mise en récit / en couplets et refrain aurait, en soi, des vertus thérapeutiques, et peut permettre également de faire passer des messages. Le but est en tous les cas de valoriser cette parole des traditionnellement « sans voix ». La publicisation quant à elle est relative : il ne s'agit pas de diffuser les CD à large échelle, mais simplement de mettre à disposition des personnes impliquées un objet dont ils peuvent faire usage selon leurs désirs (le garder pour soi ; le donner à un autrui significatif). Ces projets ne pourraient-ils être interrogés sur leur capacité (ou non) à passer de ces récits privés au récit civil (Astier, 1997) ?

monde dans lequel ils ont échoué (celui du monde du travail traditionnel) ; ce qui leur ouvre la possibilité du changement, la capacité à résister, à dire non, à dire « je ».

Si l'artiste se refuse à être responsable et à être évalué sur le devenir des individus, les « réussites » exemplaires sont pourtant souvent citées par lui-même pour signaler le succès de tel ou tel projet.

« Et on est partis donc, et on a fait un feuilleton pour ce quotidien, qui a très bien marché puisqu'on avait jusqu'à 120 000 lecteurs jour. Et ensuite, un livre est sorti. Un roman qui se passe en 1935. Un roman populaire. Et là, même chose, beau succès. Le dernier en date est l'un des membres, est devenu maire de son village. Donc de chômeur de fond, alcoolique, devenir maire, j'étais assez content... » ; « Quelque chose a bougé, simplement parce qu'ils sont allés voir ailleurs. Avec l'atelier, ils ont occupé un espace qui leur était a priori interdit »

2. Qu'en disent les participants au projet?

2.1. Comment est comprise cette proposition?

On peut se demander tout d'abord comment a été entendue cette sollicitation par les participants que nous avons pu rencontrer et écouter deux ou trois ans après la fin du projet. On peut distinguer plusieurs manières de donner sens⁴⁰⁰. Aucune en tous les cas ne vient se superposer directement à celle proposée par l'écrivain.

Au moins deux des participants, deux femmes, liées entre elles (il s'agit de la mère et de sa fille), ont clairement compris les consignes d'écriture sur le modèle de l'écriture du journal intime, du « je » vérité. Elles ont « *tout déballé* », presque à leur corps défendant ; « *j'ai dit des choses qui étaient enfouies pendant 25 - 30 ans et puis que j'ai su sortir... Parce que quand j'ai relu le livre : "hein ! J'ai marqué ça !"* » (Joëlle). « *Normalement, ça doit rester dedans, hein, ça* », dit sa fille. Celle-ci livrera, via sa production écrite lue par l'écrivain à l'ensemble du groupe, un secret vieux de vingt ans dont sa propre mère prendra donc connaissance. Elle s'étonnera et souffrira de ce que son texte soit objectivé par l'artiste, qui le lira au groupe.

« J'aurais jamais pensé qu'il l'aurait lue comme ça devant tout le monde. Ça m'a fait drôle, parce que moi je voulais l'écrire, mais qu'il lise tout seul, sans dire que c'est moi qui avais écrit ! Ou un truc comme ça. Mais il prend la feuille et il le lit ! J'ai eu un de ces blocages... Et ma mère, elle a pleuré [*sourire*]... *Vous n'étiez pas prévenue qu'il allait vous lire ?* Ben, non je ne savais pas qu'il allait le lire comme ça. Parce que il disait, "vous écrivez ce qui vous a le plus choqué, ce qui vous tient à cœur, ou un truc comme ça, mais quelque chose qui s'est vraiment passé. Pas une histoire inventée, hein..." ... » (Patricia).

Pour Latifa et Daniel, l'expérience a été vécue comme un moment important, sans aucun doute, mais pas essentiel dans leurs trajectoires. L'écriture elle-même est un jeu davantage qu'une expérience existentielle. Les deux investissent ailleurs : c'est la famille qui prime pour la première ; c'est l'engagement syndical qui donne sens à l'existence du second. Daniel entend le « dire je » comme une demande d'identification avec les personnages : « c'est difficile quand même de dire "je", "je tue, je massacre, je viole" »⁴⁰¹. On pourrait dire d'une certaine façon que pour lui, l'écriture est importante par la publication, car elle constitue un moyen de faire passer un message, et d'énoncer un « nous » vérité :

⁴⁰⁰ Soulignons que celles-ci dépendent largement de leur situation au moment de l'entretien ; nous n'avons donc pas accès à la manière dont les choses se sont vécues durant l'atelier lui-même.

⁴⁰¹ Fariza utilisera des termes équivalents : « C'était pas évident pour moi, au début, dire "je, je, je", "je tue, je viole" ». Cela rejoint la manière dont en parle Joëlle : « le jour que [les deux intervenants], ils nous ont dit : "vous parlez toujours de "ils ou elles", toujours des autres, mais dans un livre, il faut écrire "je". C'est vous, c'est vous qui parlez de vous". Et moi, je me souviens pendant trois jours, j'ai pas su écrire un mot ! Parce qu'on était dans une période où il fallait tuer quelqu'un. Et moi en rigolant, j'avais dit à Ricardo : "attends, moi je ne veux pas aller en prison !" "Je sais bien que c'est une histoire, c'est une fiction aussi,

« C'est ça le projet, c'était d'aller parler aussi de nous⁴⁰². Même si ça pas été le lieu hein, parce qu'on n'a pas, on voit pas dans ce roman de parties revendicatives ou tout ça. Mais y'a quand même des moments où on a pu se libérer, sur le licenciement, sur toutes ces choses là » ; « Même si on pouvait pas placer ça comme étant du revendicatif, non, mais on pouvait dire, la misère c'est ça, c'est ça, elle existe, même si ce roman est noir, y'a une part de vérité. Beaucoup d'invention, beaucoup d'imagination, mais y'a une petite part de vérité »

Pour Fariza et Magid, au moment de notre rencontre avec eux, c'est la déception qui prime. Les deux ont investi le devenir du projet lui-même, et espéraient trouver une place, un emploi, grâce, ou dans, l'association née de l'atelier d'écriture. Le « je » social dont parle l'écrivain aurait dû, selon eux, du fait sans doute de leur âge et des motivations qui les ont conduits dans le projet, s'inscrire pleinement dans le projet associatif lui-même. Or, ce projet ne tient pas ses promesses. Finalement, il a semble-t-il, au moins pour Magid, contribué à renforcer une vision du monde divisée entre EUX et NOUS.

« il y a les 17 ; et il y a les autres [...] Ils n'ont pas les mêmes atouts et dès le départ, ils n'avaient pas les mêmes atouts » ; « Eux, ils ont leur monde et nous, on a notre monde . Et je crois que ça restera encore comme ça. *Et les deux mondes ne se sont pas rencontrés au moment de l'atelier d'écriture ?* C'est pas qu'ils ne se sont pas rencontrés. [...] Ils gardaient leurs positions au niveau de leur statut. J'avais l'impression que c'étaient des colonisateurs. De nos vies. Genre, "on va vous civiliser". (rires) Vous savez ? "On vous ramène la religion. (rires) Vous ne serez plus des mécréants. Vous serez des bons chrétiens" (rires). C'est ça. C'était ça un petit peu. Pour moi, hein »

2.2. Un travail symbolique aux effets puissants

On le discerne, les intentions rencontrent des histoires, des motivations, des intérêts, diversifiés, et se diffractent donc en autant d'interprétations. Pour autant, on peut toutefois entendre qu'il est possible, pour les participants, de se saisir de supports symboliques. Ces projets semblent permettre un travail symbolique par l'essayage de rôles via la pratique artistique ; et fournissent une scène positive de reconnaissance pour ceux qui en sont dépourvus, dans un contexte de défaillance institutionnelle.

Par nos observations et les entretiens, nous avons perçu le travail symbolique à l'œuvre, celui dont traite Lahire concernant l'expérience lectorale (1998). Le langage mobilisé dans la création théâtrale ou l'écriture romanesque met en évidence le travail symbolique en jeu pour certains des participants (pas tous, ni tous au même titre), autour des identités et des schémas d'expérience. Tout un chacun peut faire un jour ou l'autre ce travail symbolique, parfois thérapeutique, sans forcément s'inscrire dans de telles opérations à visée sociale, sans forcément vivre (ou être repéré comme tel) de telles difficultés sociales. En lisant, en jouant un rôle sur une scène théâtrale dans les ateliers amateurs « classiques », en écrivant (Lejeune (1996) pour les journaux intimes)... tout un chacun peut travailler ses schèmes d'expériences, revenir sur des expériences douloureuses, se projeter dans l'avenir en s'essayant à des rôles, trouver dans ces pratiques des vertus thérapeutiques... Ce travail symbolique par les pratiques culturelles et artistiques n'est donc pas spécifique ; il est simplement rendu plus visible ici.

Mais s'il n'est pas spécifique, il est sans doute plus crucial, dans la mesure où les personnes concernées par les projets observés vivent des conditions sociales particulières où la domination et les inégalités sont palpables. Dans ce cadre, le travail sur soi est sans doute proche de ce que Didier Lapeyronnie analysait dans les termes de la résistance au colonialisme – donc de la résistance sémantique (Milliot, 2000) - quand il traitait de l'intérêt des pratiques artistiques théâtrales en vue « d'apporter du langage à ceux qui en sont privés par les mécanismes sociaux » : « L'importance du

mais tuer quelqu'un, je ne pourrais pas !". Il me dit : "T'imagines !" Mais pendant trois jours, "moi Joëlle, Je, Je tue..." Je ne l'imaginai pas ! Alors moi, j'ai écrit un texte, mais "il", un collègue de l'atelier, "il"... ».

⁴⁰² Lui-même était comptable dans le textile, et militant très actif de la CGT ; il s'agit d'un « nous » renvoyant au monde de l'usine et du textile.

théâtre aujourd'hui c'est d'être témoin. "Témoin" cela ne veut pas dire "parler au nom de", mais essayer de faire accéder les gens à la représentation, au langage, en leur donnant les ressources et les outils nécessaires » (in *Cassandra*, août-sept 1999, p.15).

Le passage du privé au public semble donc central⁴⁰³. Pour tous, il y a quelque chose de l'ordre de la restauration d'une identité souillée et la revendication à la reconnaissance et au respect. Que ce soit par la mise en scène théâtrale ou que ce soit par l'édition d'un roman, il s'agit aussi de faire reconnaître aux yeux des autres (et à ses propres yeux) sa propre valeur, celle du groupe auquel on s'identifie en partie du fait de la définition même du projet (« les RMistes », « les privés d'emploi »), valeur passant trop souvent, dans leurs situations sociales quotidiennes, inaperçue.

Il s'agit donc de ressources symboliques, qui permettent notamment la transformation de ses schèmes de perception, d'action, qui peuvent donc aussi conduire au changement social ; « des pratiques culturelles, toutes enracinées dans l'univers de la parole, vont provoquer du jeu dans la pensée, dans la représentation de soi-même et du monde, et elles pourront peut-être à leur tour provoquer en ricochet d'autres jeux, d'autres déplacements dans nos relations avec les autres et dans l'échiquier social » (Bruley, 2001, p.26).

Ainsi, une partie des intentions et non des moindres logées dans de tels projets prennent sens, à la fois par le travail artistique lui-même (projection de soi dans la création, essai de rôles, retour sur son passé...) ; mais également par les formes prises par le projet (importance du groupe et du collectif ; rencontre avec d'autres univers (artistique, médiatique...) ; passage du privé au public...). Pour autant, on peut se poser la question du potentiel décalage entre les intentions visées et les supports fournis pour y parvenir.

3. La question des supports

En quelque sorte, ces actions viseraient donc à accompagner le mouvement contemporain de « dés-institutionnalisation » (Dubet, Martuccelli, 1998), accompagnant les individus relégués dans un processus de réflexivité, leur permettant de produire un sens nouveau, un « quant à soi », grâce au travail symbolique qui s'opère quand ils écrivent, chantent, ou jouent leur propre histoire, individuelle ou collective.

3.1. Prêter aux supports symboliques trop de vertus ?

Mais l'intention est également parfois d'y gagner la maîtrise de son destin. Ce "je" dont il est question est en effet pensé comme indépendant de toute influence externe, dégagé de tout poids social, de toutes déterminations ou violences exercées par d'autres, "authentique". Les pratiques culturelles, d'autant plus qu'elles sont proposées à des personnes en raison de leurs difficultés sociales, devraient leur permettre d'être, de redevenir, « acteur de leur vie » « prenant en charge leur destin ».

S'agit-il pourtant du même registre ? L'autonomie pourrait être définie par la capacité à développer des stratégies individuelles. Or, cette capacité se construit sur des supports symboliques, certes, mais pas seulement, voire pas prioritairement. « Parler de support en ce sens, c'est parler de "ressources", ou de "capitaux" au sens de Bourdieu ; c'est la capacité de disposer de réserves qui peuvent être de type relationnel, culturel, économique, etc., et qui sont les assises sur lesquelles peut s'appuyer la possibilité de développer des stratégies individuelles » (Castel, 2001, p.30). On voit bien que ce « quant à soi », que peut permettre le travail symbolique par le biais du travail artistique, n'aboutit pas de manière mécanique à l'autonomie.

Le glissement n'est alors pas sans violence si aucun autre moyen que la seule réflexivité n'est travaillé durant, ou au terme de l'action, pour permettre cette prise sur un social qui nous échappe.

⁴⁰³ Les enjeux autour de la télévision sont sans doute en partie du même ordre (Mehl, 1996).

Quand l'action s'arrête, certains participants peuvent avoir le sentiment fort d'être abandonnés, voire trompés, utilisés. « *Je ne sais pas où elle [l'action] est belle. Je ne vois pas où elle est belle. Le résultat, ça va. Il marche bien. Tant mieux, mais après... c'est bien ! Je veux dire, nos vies, elles n'ont pas changé ! Pour beaucoup, elles n'ont pas changé. Je veux dire, il n'y a pas eu d'incidence directe sur les vies des gens par rapport à ce projet. Voilà* » (Magid). Ils peuvent aussi, et c'est sans doute plus traumatisant, n'avoir qu'eux-mêmes vers qui se tourner pour donner sens à leur désarroi. Joëlle, au sortir de l'atelier, n'a pas vu sa situation professionnelle et économique changer. Alors qu'on lui a permis de s'exprimer, mais surtout, de se penser actrice de sa vie, la maîtrise de cette dernière semble toujours autant lui échapper. Elle se sent « abandonnée » à la fin de l'atelier, dont la fin brutale sonne comme un couperet. Elle se tournera vers l'artiste : « *"écoute Joëlle !" il m'a dit : "toi, t'es une battante, tu peux t'en sortir... Moi, je ne me fais pas de souci pour toi, bon courage !"* ». Elle n'entendra donc qu'un renvoi à elle-même, alors qu'elle attendait la sollicitude et l'aide d'autrui. On le saisit crucialement, enjoindre à des individus de répondre au modèle de l'individu autonome et responsable en oubliant qu'il nécessite des moyens, objectifs, inégalement distribués, peut conduire à produire des expériences traumatisantes et fragilisantes (Castel, 2001, p.94-95).

3.2. Un "je" invalidant le "nous" ?

Outre ce premier décalage, ces projets ne négligent pas la complexité des configurations identitaires et la diversité des supports symboliques ? Alors que le projet examiné, typique du premier pôle que nous avons distingué, met en avant l'individualité, on peut se demander si ce n'est pas l'expression collective qui pourrait faire sens, pour les participants d'un monde populaire qui, déjà, par les transformations structurelles que traversent nos sociétés contemporaines, perdent la stabilité des appartenances et leur possibilité d'expression. N'existe-t-il pas différents registres sémantiques pour résister aux assignations identitaires invalidantes externes, registres plus ou moins adaptés aux situations sociales, plus ou moins significatifs selon les trajectoires et les vécus individuels ? L'affirmation d'une appartenance collective est parfois plus forte, et surtout, efficace, pour faire face à des situations sociales éprouvantes. C'est en tous les cas ce que semblent dire, malgré tout, certains participants au projet.

Daniel cherche, dans les marges du roman, à utiliser ce média pour transmettre une expérience collective. Pour lui, l'atelier d'écriture sera une belle expérience, mais ses enjeux identitaires sont ailleurs, sur la scène de la lutte syndicale, sur laquelle il confirme, dans une appartenance collective, son existence sociale. La « réinsertion » de Joëlle après l'atelier passera de manière significative par son engagement militant syndical et caritatif dans une association humanitaire. Sa vision du monde reste fondée sur le « collectif » : « *Parce que moi, je n'aime pas prendre des décisions toute seule. Moi c'est "collectif" : c'est comme ça qu'on avance dans la vie* ».

L'observation d'un atelier-théâtre avec des bénéficiaires du RMI avait fait émerger un résultat frappant : la présence forte d'un NOUS, porté par des femmes, référant moins au monde ouvrier qu'au monde populaire, précaire. Louis Gruel analyse les stratégies d'entraide des personnes vivant en habitats socialement disqualifiés comme une réponse à l'insécurité économique (par les services rendus), mais également comme une contribution « à préserver un ordre de référence culturelle concurrent de celui de la *Gesellschaft* démocratique, i.e. d'une économie de l'identité où les "sujets" concernés apparaissent inadaptés, immatures, archaïques, coupables, carencés socialement » (1985, p.444). Cet ordre de référence culturelle, entendu avec force chez ces femmes, permet sans doute d'adoucir le sentiment « d'étrangeté au monde »⁴⁰⁴ né du fait de ne plus vraiment avoir sa place dans ce monde présent (trop vieux, trop malade, trop pauvre, chômeur depuis trop longtemps...). Les participants trouvent ainsi dans le projet théâtre un modèle fort éloigné de celui de l'individu autonome et libéral, qui semble leur

⁴⁰⁴ Nous reprenons l'expression forgée par Vincent Caradec (2001) dans son travail sur le vieillissement.

permettre pourtant de s'inscrire de manière plus positive dans la société contemporaine, et de sortir de l'assignation à des statuts d'inadaptés sociaux ; modèle auquel elles tiennent avec force, résistant aux propositions qui leur sont faites lorsque celles-ci consistent à changer qui relève selon eux de leur être social, notamment le rapport au corps et au langage. Ces résistances puisent sans doute leur force dans le sentiment d'appartenance, « logique de l'honneur » prenant sens dans des conditions de vie précaires, et volonté de se faire reconnaître « comme on est » dans le regard du public et dans celui des intervenants.

Le NOUS, le sentiment d'appartenance à un ensemble plus vaste et la mémoire de ces appartenances, peuvent donc constituer des supports forts, risquant d'être invalidés par des projets privilégiant l'expression individuelle ; « en retirant aux exclus de l'individualisation valorisée (qui semble rester une valeur sélective pour membres des classes aisées) la capacité d'exprimer leur expérience collective, il [ce discours social] renvoie les perdants du jeu social à l'intériorisation de leur propre échec. Il disqualifie ainsi les membres des classes populaires pour en faire les acteurs de leur singulière médiocrité » (Chauvel, 2001, p.352-353).

Si les projets culturels et artistiques à visée sociale peuvent produire des expériences identitaires fortes, tant par le travail symbolique qu'ils permettent d'engager, que par les scènes de reconnaissance positive qu'ils créent, ils peuvent également constituer des espaces dans lesquels se joue la sur-responsabilisation des individus, mouvement général que de nombreux sociologues décrivent. Chacun « s'en sort » alors plus ou moins bien selon les ressources dont il dispose, des ressources qu'il faut d'autant plus chercher en soi-même que l'on a moins.

En cherchant à comprendre ce qui se joue dans ces projets, nous sommes conduit à revenir sur les propositions énoncées par Jean-Claude Passeron (1991) concernant les fins de l'action culturelle, et ce d'autant plus que celle-ci « se mêle du social ». Il invitait à emprunter les ralentisseurs de l'action que sont l'anthropologie, l'histoire, la sociologie, pour faire un diagnostic éclairé des ressources dont disposent les individus auxquels on s'adresse, et qui font sens pour eux. Sans doute cela permettrait-il de sortir de l'illusion mensongère de l'action émancipatrice de la culture (Roman, 1997), pour envisager ce que, inscrite dans des dispositifs et dans des corps, elle peut produire aussi en termes de normalisation et d'invalidation.

Références bibliographiques

- ASTIER I., *Revenu minimum et souci d'insertion*, Paris, Desclée de Brouwer, 1997.
- BRULEY M-C., « Les pratiques culturelles dans la construction psychique et sociale de la personne », in *Passage à l'acte. Des artistes au cœur de la politique de la ville*, éditions Ma ville et moi, Vitry le François, 2001.
- CARADEC V., *Au fil de l'âge. Etude des transformations identitaires du vieillissement*, Habilitation à diriger des recherches en sociologie, sous la direction de F. De Singly, Université Charles de Gaulle Lille III, 2001 (à paraître).
- CASTEL R., et HAROCHE C., *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi. Entretiens sur la construction de l'individu moderne*, Paris, Fayard, 2001.
- CHAUVEL L., « Le retour des classes sociales ? », *revue de l'OFCE*, octobre 2001, p.315-359.
- DUBET F., MARTUCCELLI D., *Dans quelle société vivons-nous ?*, Paris, Seuil, 1998.
- GRUEL L., « Conjuré l'exclusion. Rhétorique et identité revendiquée dans des habitats socialement disqualifiés », *Revue française de sociologie*, vol.XXVI, p.431-453.
- LAHIRE B., *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Nathan, 1998.
- LEJEUNE P., *Le Pacte autobiographique*, Paris, Le Seuil (Points), 1996.
- MARTUCCELLI D., *Dominations ordinaires. Explorations de la condition moderne*, Paris, Balland, 2001.
- MEHL D., *La télévision de l'intimité*, Seuil, 1996.
- MILLIOT V., « Culture, cultures et redéfinition de l'espace commun : approche anthropologique des déclinaisons contemporaines de l'action culturelle », in MÉTRAL Jean (dir.), *Cultures en ville. Ou de l'art et du citoyen*, Paris, L'aube éditions, 2000, p.143-168.
- PASSERON J-C., *Le raisonnement sociologique*, Paris, Nathan, 1991.

ROMAN J., « Pratiques culturelles en banlieue », in *Migrants-Formation*, " La culture en banlieue ", Centre national de documentation pédagogique, n°111, décembre 1997, p.5-11.

ZOÏA G., « La mobilisation de références multiculturelles pour l'action dans les quartiers en difficulté », in MÉTRAL Jean (dir.), *Les aléas du lien social. Constructions identitaires et culturelles dans la ville*, Paris, Ministère de la Culture et de la Communication, La documentation française, 1997, p.147-159.